

# Informations internes sur L'AGRICULTURE

## Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole

V. France

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION : ECONOMIE AGRICOLE – DIVISION « BILANS, ETUDES, INFORMATIONS STATISTIQUES »

*La reproduction, même partielle, du contenu de ce rapport est subordonnée  
à la mention explicite de la source*

## APERÇU DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE L'ÉTUDE

# NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION

## DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION

### AGRICOLE

### V. FRANCE

Série : "Informations Internes sur l'Agriculture"

n° 118

Cette étude vient de paraître en langue française.  
La version allemande est en préparation.

La présente publication est le 5ème et dernier volume (1) d'une série d'études sur les nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole et contient les résultats des travaux pour la France.

L'étude a pour objet d'examiner les possibilités qu'offre la collaboration entre exploitations agricoles, dans le domaine de la production, pour le développement et l'adaptation des structures agricoles.

Les rapports pour les différents Etats membres sont subdivisés chacun en quatre parties :

#### 1° Description des différentes formes de collaboration

Cette partie donne un aperçu de la situation, du développement et de l'importance des différentes formes de collaboration ventilées selon les régions et regroupées en 3 types :

- formes simples de collaboration où l'autonomie des exploitations est entièrement maintenue,

---

(1) Les volumes concernant l'Italie, le Benelux, la R.F. d'Allemagne et la Synthèse (pour la Communauté des "Six") ont paru dans la série "Informations Internes sur l'Agriculture" sous les n° 93, 94, 95 et 110.

./...

- fusion partielle où une branche de production est exploitée en commun (gestion commune et mise en commun de capitaux, mais où l'autonomie est maintenue en ce qui concerne les autres branches),
- fusion complète où l'autonomie des exploitations participantes est complètement abandonnée au profit de la coopération (gestion en commun, financement des investissements réalisé en commun, travail exécuté en commun et moyens de production utilisés en commun).

2° Expériences acquises et résultats obtenus par les fusions totales ou partielles

A l'aide de nombreux exemples, l'évolution et les résultats obtenus par ces différentes formes de collaboration sont examinés en comparant la situation de départ des exploitations individuelles participant au groupement, à la situation atteinte par le groupement après quelques années d'existence.

3° Analyse des facteurs favorisant la formation et le développement de formes de collaboration; analyse des facteurs ayant pu conduire à leur échec

Sont étudiés ici les facteurs internes et externes aux exploitations qui ont une influence positive ou négative sur la création, le fonctionnement et l'échec des groupements : dispositions légales, politique suivie, aides accordées, information - encadrement et préparation des agriculteurs, attitude des associés au sein du groupement, moyens techniques et financiers disponibles, etc...

4° Analyse des possibilités qu'offrent les différentes formes de collaboration entre exploitations agricoles en vue de l'amélioration des structures agricoles.

Dans cette partie sont examinées les possibilités offertes par les différentes formes de collaboration ou de fusion et dans quelle mesure et sous quelles conditions celles-ci peuvent devenir de véritables instruments d'amélioration des structures agricoles, et quels seraient les moyens à mettre en oeuvre sur les différents plans.



## Informations internes sur L'AGRICULTURE

**Nouvelles formes de collaboration  
dans le domaine  
de la production agricole**

**V. France**

**COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES**

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION : ECONOMIE AGRICOLE – DIVISION « BILANS, ETUDES, INFORMATIONS STATISTIQUES »



AVANT-PROPOS

La présente publication constitue le cinquième volume (1) d'une série d'études sur les "Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole" et contient les résultats des travaux pour la France.

Cette étude a été entreprise dans le cadre du programme d'études de la Direction Générale de l'Agriculture de la Commission des Communautés Européennes et a été exécutée pour :

la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg

Prof. Dr. ir. A.G. BAPTIST  
Dr. ir. L. MARTENS

Fakulteit van de Landbouwwetenschappen  
Rijksuniversiteit - Gent

la R.F. d'Allemagne

Prof. Dr. K. HAGE  
Dr. H. HINDERFELD

Institut für landwirtschaftliche Betriebs-  
lehre der Justus Liebig-Universität -  
Giessen

la France

P. BLED  
avec la participation

Ingénieur Agronome - Auxerre  
des ingénieurs et collaborateurs de l'U.G.E.A.  
(Union des Groupements pour l'Exploitation  
Agricole) - Paris

l'Italie

Prof. S. NACAMULI  
avec la collaboration du  
Dott. G. CESARINI

Istituto di Economica e Politica Agraria  
dell'Università di Bologna  
Capo dell'Ufficio di Assistenza Tecnica  
della Cassa per il Mezzogiorno

Prof. E. PEDRINI

Istituto di Economica e Politica Agraria  
dell'Università di Bologna

Les travaux ont été menés en collaboration avec les divisions "Coordination des politiques nationales de structure et mesures communautaires" et "Bilans, études, information" de la Direction Générale de l'Agriculture.

+

+                      +

Cette étude ne reflète pas nécessairement les opinions de la Commission des Communautés Européennes dans ce domaine et n'anticipe nullement sur l'attitude future de la Commission en cette matière.

---

(1) Les rapports pour l'Italie, la Belgique - les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, et la R.F. d'Allemagne ont paru dans la série "Informations Internes sur l'Agriculture" sous les n° 93, 94 et 95, et la synthèse sous le n° 110.



## S O M M A I R E (1)

|  | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| <u>CHAPITRE I</u> : Description des différentes formes de collaboration .....  | 7            |
| <u>CHAPITRE II</u> : Expériences acquises grâce aux différentes formes de collaboration et résultats obtenus .....   | 103          |
| <u>CHAPITRE III</u> : Analyse des facteurs favorisant la formation et le développement de formes de collaboration, analyse des facteurs ayant conduit à leur échec ..                        | 135          |
| <u>CHAPITRE IV</u> : Analyse des possibilités qu'offre la collaboration notamment par rapport au développement des exploitations individuelles en vue de l'amélioration des structures ..... | 177          |
| <u>ANNEXES</u> .....   | 199          |

---

(1) Une table des matières figure à la fin du volume.

## CHAPITRE I

### DESCRIPTION DES DIFFERENTES FORMES DE COLLABORATION

## INTRODUCTION

### Le Mouvement "Agriculture de groupe" en France

Une étude complète des courants de pensée qui ont façonné les théories et les réalités de l'agriculture de groupe en France ne trouverait pas sa place dans la présente étude.

Il n'en reste pas moins utile d'en donner quelques rapides aperçus afin de saisir l'unité idéologique de ce que l'on peut valablement appeler le "Mouvement Agriculture de groupe" en France, quelles que soient les formes qu'il revêt, dues à l'apport de divers courants de pensée relevant de motivations ou de valeurs identiques.

Nous ne citerons pas de bibliographie sur ce sujet. Il nous faut cependant indiquer deux ouvrages de base :

- le livre "Motorisation et Avenir Rural" de R. Colson, paru en 1950;
- la thèse sur "les aspects idéologiques de l'agriculture de groupe" faite par H. Nallet en 1966;

le premier étant plutôt une formulation doctrinale d'un mouvement dans ses débuts, et la seconde une synthèse d'observations.

Certes l'entr'aide a, de tout temps, été largement pratiquée dans une agriculture employant très peu de salariés et soumise à de nombreux aléas. Il n'y a pas si longtemps encore, dans de nombreuses régions, les agriculteurs pratiquaient le système des "saisons" dans leur assolement triennal, semant tous leurs blés dans le même secteur de terres de la commune, et de même pour les autres cultures, selon les années.

Mais l'idée de mise en commun de moyens de production et de productions n'a guère vu le jour, de façon cohérente, que vers 1940. René Colson, Secrétaire général de la Jeunesse Agricole Chrétienne, en est le premier théoricien. C'est dire l'inspiration de ce premier mouvement qui prit le nom d' "Union des Ententes et Communautés Rurales" en 1951. L'U.G.E.A. en est, en quelque sorte, le continuateur, bien entendu après de nombreux apports d'influences et de tendances diverses.

La pensée maîtresse de R. Colson peut ainsi se résumer :

- le progrès technique est inéluctable;
- la concentration capitaliste est contraire à l'épanouissement de l'homme;
- donc, l'association entre agriculteurs est la seule voie possible.

Ajoutons-y le refus du salariat et de la lutte des classes, ainsi qu'une vision "personnaliste" du monde, à la suite du philosophe E. Mounier. Le Mouvement "Economie et Humanisme" a également influencé les promoteurs.

Raccourcissant ce cheminement, disons qu'en devenant U.G.E.A. (Union des Groupements pour l'Exploitation Agricole) en 1960, l'U.C.E.R. de 1951 a subi l'influence de la tendance jeune du syndicalisme agricole. Les principales idées, lors de ce virage, sont les suivantes :

- l'exploitation agricole devient une entreprise qui s'intègre dans un ensemble;
- l'agriculture de groupe doit permettre de nouvelles relations de travail (co-responsabilité, participation de tous), elle est un progrès politique;
- l'agriculture de groupe doit permettre l'adaptation au progrès et l'insertion dans la société industrielle en sauvegardant les valeurs d'initiative de liberté et de responsabilité.

Il s'agit de la recherche d'une "troisième voie" entre le collectivisme et le capitalisme où l'équilibre capital-travail devrait être trouvé en donnant à ce dernier un pouvoir supplémentaire. Cela doit être obtenu par des réformes partielles et progressives.

Actuellement, et depuis un certain nombre d'années, trois positions se sont affirmées :

- celle du C.E.N.A.G. (Centre de l'Agriculture d'Entreprise) et de la N.E.A. (Nouvelle Entreprise Agricole) dont l'objectif est de parvenir à une agriculture industrielle compétitive en associant progressivement les salariés;
- la tendance réformiste, rapidement décrite ci-dessus et qui serait celle de l'agriculture de groupe;
- la tendance socialiste : qui conclut à l'impossibilité de solutions satisfaisantes "dans le cadre actuel" et qui renonce à tout effort pour l'améliorer.



Le mouvement Agriculture de groupe compte à son actif de nombreuses réalisations, dont précisément cette étude fait l'objet.

## Méthodes d'investigation - Sources

Nous nous sommes d'abord tournés vers les statistiques existant sur les formes de collaboration en agriculture. Mais elles ne concernent que les formes les plus organisées, qui requièrent un agrément officiel : les G.A.E.C.

Il s'agit de la statistique détaillée par département et par région économique, que le Service des structures du Ministère de l'Agriculture (Division de l'Aménagement et des Structures) publie chaque année. La première dont nous avons connaissance remonte au 20 janvier 1967, la dernière au 10 décembre 1971. Cette statistique comporte les données suivantes :

- nombre de G.A.E.C. :
  - . agréés et en fonctionnement : — G.A.E.C. totaux
    - G.A.E.C. partiels
  - . refusés
  - . dissous
- nombre de G.A.E.C. partiels "porcs" avec le détail :
  - . engraissement
  - . naisseurs
  - . mixtes
- nombre de G.A.E.C. entre :
  - . père et 1 fils
  - . père et plusieurs fils
  - . frères
  - . autres
- superficies totales exploitées en G.A.E.C. :
  - . en propriété
  - . en fermage
- nombre de G.A.E.C. ayant :
  - . 2 associés
  - . 3 associés
  - . 4 associés
  - . plus de 4 associés

- nombre de G.A.E.C. ayant :

- . aucun salarié
- . 1 salarié
- . 2 salariés
- . plus de 2 salariés.

Ces données statistiques sont précieuses. Cependant, étant collectionnées d'après les dossiers de demandes d'agrément, elles décrivent les situations de départ des G.A.E.C. mais ne reflètent pas leur évolution. Par ailleurs, elles sont muettes sur un certain nombre de renseignements tels que : capital, âge des associés, nature des productions, etc.

Nous avons, d'autre part, consulté et dépouillé les fichiers départementaux (une fiche par G.A.E.C.) remplis à la demande de l'U.G.E.A. dans la moitié des départements, ceux où un technicien de bonne volonté a eu le temps de remplir les fiches. A notre connaissance, il existe 45 fichiers départementaux, généralement centralisés à l'U.G.E.A. ou dans ses délégations régionales. Ces fichiers étaient exhaustifs lorsqu'ils ont été réalisés (1969 ou 1970) mais n'ont pas toujours été complétés depuis. D'autre part, les fiches de certains départements décrivent le G.A.E.C. à sa création et celles des autres départements ont recueilli des données actualisées. Ces fichiers sont "statiques" eux aussi, mais ils permettent de posséder plus de renseignements, en particulier :

- origine du G.A.E.C. (collaboration antérieure, nombre d'exploitations regroupées, intervention de S.A.F.E.R. ...);
- productions végétales et animales pratiquées (avec surfaces et nombre d'animaux);
- adhésion à une C.U.M.A., à un C.E.T.A., à un groupement de commercialisation, à un centre de comptabilité, de gestion ...;
- âge des associés, capital social apporté par chacun;
- fonctionnement : rémunération du capital, gérance, mode de partage des responsabilités, chiffre d'affaires du dernier exercice.

Ces fiches apportent donc un complément d'informations très utile aux statistiques officielles, qui n'en conservent pas moins tout leur intérêt. Voir le modèle de la fiche en Annexe I.

Signalons d'autre part, la très intéressante étude publiée, en janvier 1971, par MM. Nallet, Roger et Vignaud de l'Institut National de la Recherche Agronomique (I.N.R.A. - Division Economie et Sociologie Rurales) qui a été réalisée sur les dossiers de demande d'agrément de tous les G.A.E.C. ayant déposé leur demande avant le 1er juillet 1969. Cette étude, après un rappel historique et un exposé de la situation générale, analyse longuement les principaux caractères structurels des G.A.E.C. grâce, en particulier, à des tableaux croisés entre diverses données prises 2 à 2. Une seconde partie de cette étude doit être publiée dans quelques mois.

Enfin, nous pouvons regretter qu'aucun dépouillement particulier concernant les exploitations groupées n'ai été fait dans le recensement général de l'agriculture de 1967, mais nous savons que ce sera fait pour celui de 1970.

Les sources précitées concernent les G.A.E.C. totaux et partiels.

Sur les formes moins officielles d'Agriculture de groupe nous avons recherché et consulté un certain nombre d'Ingénieurs que leurs fonctions et leur tendance personnelle ont rendu sensibles à ces problèmes. Il s'agit principalement d'Ingénieurs des Instituts techniques nationaux par production (Institut technique de l'élevage bovin en particulier) et d'Ingénieurs régionaux (de l'U.G.E.A. évidemment et aussi de la F.N.C.E.T.A.).

Nous n'avons pas négligé l'apport intéressant des études ou de simples articles de presse, qui décrivent des exemples précis d'organisation en commun de la production.

Surtout, nous avons complété cette documentation par une enquête envoyée dans chaque département à la personne ou à l'organisme qui nous était indiqué comme étant le plus au fait des formes de collaboration existantes. Cette enquête était double, portant, d'une part, sur les chaînes de production (a) et, d'autre part, sur les ateliers en commun (b). La moitié des départements (45) ont répondu à cette enquête. Si certains ont répondu qu'il n'existait rien à leur connaissance, l'absence de réponse des autres ne peut pas être systématiquement interprétée dans ce sens négatif. Il n'y a que des concordances fortuites entre ces 45 départements et les (environ) 45 fichiers U.G.E.A. existants.

En Annexes II et III nous reproduisons les questionnaires envoyés.

Nous devons souligner que, quelle que soit la compétence des personnes et des organismes interrogés, ils n'ont pas forcément une connaissance complète de toutes les réalisations de leur département, surtout dans l'ordre quantitatif. Qualifions donc ces résultats de "bonne exploration" plutôt que de recensement.

#### Regroupement des données par grandes régions

Il est certes intéressant de faire part de statistiques ou de résultats globaux à l'échelle de la France. Mais nous ne pouvions nous en tenir là, quand ce ne serait qu'en raison de la diversité des régions françaises.

Excluant d'éclater la présentation en un trop grand nombre d'unités, nous avons préféré utiliser les régions européennes définies pour le réseau comptable européen, soit 10 pour la France, ceci de préférence aux 21 régions économiques françaises qui nous semblaient trop nombreuses, risquant de disperser l'intérêt de la présentation.

Nous avons d'ailleurs pu remarquer le bien-fondé du regroupement de ces régions économiques, celles qui sont voisines présentent souvent des caractères assez proches. En particulier, nous avons eu la bonne surprise de constater que la carte de l'implantation des G.A.E.C. en France se place très bien sur celle des régions européennes, les zones à forte densité de G.A.E.C. étant le plus souvent délimitées par les mêmes "frontières" et inversement.

#### Représentativité des renseignements présentés

Il est bon d'insister, dès à présent, sur le fait que la valeur représentative des renseignements est inégale selon les cas.

Pour les G.A.E.C. totaux ou partiels, nous avons dit que nous possédons des statistiques précises. De plus, pour ces formes nous avons dépouillé des fichiers qui ont permis de compléter et de détailler les renseignements présentés. Cela représente un sondage moyen portant sur 35 % de la population totale des G.A.E.C. Cependant, selon les régions, ce sondage va du  $\frac{1}{4}$  (Ouest et Sud-Ouest) au  $\frac{1}{2}$  (Nord et Est).

Par contre, pour les autres formes de collaboration, nous avons une vue plus partielle de ce qui existe à cause de la diversité des sources.

d'information et de l'absence de renseignements sur certains départements.

La valeur des chiffres annoncés sur l'importance du développement de ces formes est variable : par exemple, nous avons une bonne idée du développement à travers la France des spécialisations complémentaires producteurs laitiers, naisseurs - éleveurs de génisses, nous n'avons, par contre, que peu de renseignements sur le véritable développement des porcheries, que ce soit en chaînes ou en ateliers communs (excepté les G.A.E.C. partiels). Cela sera signalé au fur et à mesure au cours de l'étude.

## A. FORMES SIMPLES DE COLLABORATION EN AGRICULTURE - SPECIALISATION D'EXPLOITATIONS

### I. Avertissement

#### 1) Difficultés du recensement

Cette partie, qui est très importante dans l'étude entreprise, présente des difficultés lorsqu'il s'agit de donner des précisions sur le développement et l'importance de ces formes simples de collaboration.

Nous sommes, en effet, ici tout à fait dans le domaine de l'initiative privée ou, du moins, celle de petits groupes d'agriculteurs ou de techniciens isolés. Il s'est agi, dans la quasi-totalité des cas, de "génération spontanée" en ce sens que les expériences ne sont pas guidées par un cadre législatif comme dans le cas des G.A.E.C.

Cela fait comprendre les difficultés éprouvées pour recenser les réalisations de cet ordre. Par ailleurs, les auteurs de ces réalisations, ou même les techniciens qui les suivent, n'ont pas toujours, loin s'en faut, éprouvé le besoin de décrire leur expérience, quand ce ne serait que parce que celle-ci est souvent trop récente pour pouvoir être proposée en exemple.

Nous devons donc préciser, en présentant cette partie de l'étude descriptive, que nous mesurons mal l'ampleur de certaines formes simples de collaboration et que, sans doute aussi, certaines autres ont pu nous échapper.

#### 2) Relations avec la mise en commun de branches d'exploitation

Certaines formes de collaboration n'entrent pas facilement dans le cadre logique de cette étude.

En certains cas, en effet, nous nous trouvons en présence de tout un complexe d'agriculture concertée, au sein duquel se trouvent mêlées 2 ou même 3 formes de collaboration.

En voici un exemple : dans la région d'Etreux, dans l'Aisne (Picardie), existe un groupement de producteurs de porcs, d'ailleurs inspiré par une coopérative à vocation plus générale et par le syndicalisme agricole. Ce groupement de

producteurs rassemble la production de porcs gras et la dirige sur une S.I.C.A. concernant la viande de tout bétail. Il assure à ses adhérents des services techniques (alimentation, sanitaire) et planifie la production pour l'adapter aux débouchés, il groupe également les commandes d'approvisionnement (servies par la Coopérative citée ci-dessus). En son sein, il y a des naisseurs-engraisseurs à titre individuel et des naisseurs que le groupement relie à des engraisseurs par des contrats et règlements de production.

En outre, certains engraisseurs ont constitué des unités d'importance rationnelle (800 places) et pour cela se sont réunis à 6 ou 7 en G.A.E.C. partiels.

Nous avons détaillé un peu ce cas, mais il n'est pas unique : ainsi, dans le Nord, un G.A.E.C. spécialisé dans la production laitière expose qu'il se trouve inséré dans un tissu de onze organisations entre agriculteurs, allant du C.E.T.A. (technique) au Groupement de producteurs (commercialisation) en passant par la C.U.M.A. (travail en commun), sans oublier le groupement d'éleveurs qui prend les veaux de la naissance au vêlage.

Cet aspect nous paraît intéressant à signaler car il témoigne d'un esprit de concertation entre exploitants agricoles, plus ou moins intense évidemment selon le cas. L'étude plus méthodique et détaillée qui suit ne laisse pas toujours apparaître ces liens multiples de l'agriculture concertée.

## II. Recensement effectué

Avant d'aborder l'étude détaillée par productions, il est bon de présenter le résultat de nos investigations. C'est le but de la carte A.1. ci-contre.

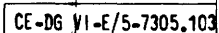
Sur cette carte nous avons souligné le nom des 45 départements qui ont répondu à notre enquête (Annexes II et III) :

- pour ces départements qui ont répondu nous avons, en effet, pu indiquer l'ensemble des chaînes reliant des exploitations spécialisées en diverses productions, sauf omission bien entendu;
- pour d'autres départements, par contre, nous avons eu connaissance de contrats de naisseurs-éleveurs, en particulier, en bovins par l'Institut

Carte A.1

## CHAINES D'EXPLOITATIONS SPECIALISEES

### Localisation des productions par département



- Vaches laitières-génisses      A Aviculture  
P Porcins : naisseurs-engraisseurs      B Bovins pour la viande

Les 45 départements soulignés sont ceux qui ont répondu à l'enquête.



technique d'élevage bovin, mais cela n'exclut pas qu'il existe d'autres formes de collaboration par spécialisation.

Du point de vue quantitatif, nos renseignements sont certainement incomplets et inférieurs à la réalité. Nous les avons cependant portés sur la carte chaque fois que possible.

En matière de chaînes "éleveurs de génisses - producteurs de lait", si nous avons une connaissance relativement bonne de la localisation des réalisations, il n'en est malheureusement pas de même quantitativement. Une enquête est en cours, que seul l'Institut spécialisé pouvait réaliser, mais ses résultats ne sont pas encore dépouillés. C'est pourquoi nous sommes généralement muets sur l'aspect quantitatif de cette importante forme de collaboration.

### III. Etude par production

#### 1) Cultures

Il existe certainement peu de spécialisations d'exploitations pour les productions végétales. Celles-ci se prêtent mal, en effet, à une division du travail entre des stades différents.

Il nous a été signalé un certain nombre d'exploitations spécialisées, par exemple, dans la production de jeunes plants d'arbres fruitiers ou de vigne, ou encore de cultures pluriannuelles. Mais ces exploitations vendent leur production sur le marché, sans liens vraiment contractuels avec les utilisateurs qui sont des clients.

Cinq cas nous sont connus :

- le premier concerne des cultivateurs de lin à fibre qui travaillent sous contrat avec le teilleur (qui n'est donc pas un autre exploitant agricole). Nous signalons ce cas parce que le teilleur verse un prix fixe convenu à l'avance, fournit les engrais, semences et produits de traitement et s'occupe de la récolte. Le teilleur est, en fait, plus intéressé au résultat que le cultivateur qui loue, en quelque sorte, sa terre et son travail. C'est une forme d'intégration;
- le second est l'association d'un groupe de producteurs de plants de pommes de terre, dans la Marne, groupe formé en coopérative qui fournit les plants à des planteurs. Ceux-ci sont liés par contrat à la Coopérative. Le but est

l'obtention de plants de qualité contrôlée;

- deux autres cas concernant des liens entre exploitations produisant des plants (vigne et arbres fruitiers) et exploitations exploitant des plantations. Nous n'avons pas de détails sur le mode de partage des résultats et des aléas entre les contractants. Ces deux cas se situent dans la région méditerranéenne;
- enfin, l'on nous a signalé, dans l'Aveyron (Midi-Pyrénées), une quinzaine de groupes comprenant chacun 5 à 20 exploitations qui se rassemblent pour récolter leur ensilage et passent pour cela des contrats avec des entrepreneurs. C'est une forme primaire de groupement que nous signalons à cause de l'extension relative qu'elle a prise dans ce département. Le même type de groupement existe aussi en Bretagne, et certainement ailleurs.

De plus, il est fréquent qu'un agriculteur, empêché de bien réaliser certaines cultures, demande à des voisins de faire les travaux à sa place (du labour à la récolte) moyennant un partage du résultat. Ceci se passe généralement sans contrat et intéresse rarement plus de 2 exploitants.

En conclusion, il y a peu de choses à signaler pour les cultures "en chaîne".

## 2) Elevages avicoles

Quelques cas nous sont signalés mais il en existe certainement bien d'autres.

### - Poulettes - poules pondeuses

Dans la Drôme (Rhône-Alpes), il existe plus de cinq chaînes importantes. Les premières ont 15 ans d'existence. Dans presque tous les cas, la production n'existait pas et ces chaînes ont été créées à l'occasion de la construction de poulaillers. Il s'agit d'exploitations généralement peu importantes, dans lesquelles ce produit avicole tient une grande place; il n'en est pas toujours de même du revenu (à cause du prix des oeufs). Les unités ont cependant tendance à s'accroître en volume. Signalons qu'il n'y a pas d'intéressement des éleveurs de poulettes au résultat des producteurs d'oeufs. Dans l'Ain, existent plusieurs chaînes. Il y a péréquation des résultats.

Dans l'Eure (Normandie), les producteurs de poulettes prêtes à entrer en ponte sont "intégrés" par les producteurs d'oeufs puisque ce sont ces

derniers qui fournissent les poussins d'un jour et les aliments, et sont propriétaires des poulettes. L'éleveur fournit travail et bâtiments, moyennant une rémunération fixe. Il n'y a pas de contrat écrit.

Enfin, dans la Marne (Champagne), 4 producteurs d'oeufs ont créé, il y a 20 ans, une société civile dont fait partie aussi l'éleveur chargé de produire les poulettes, jusque 13 ou 17 semaines selon les périodes. La société rétrocède les poulettes aux adhérents selon un calcul du coût de chaque bande. Dans ce calcul est intégrée la rémunération de l'éleveur, composée d'une somme fixe et d'une somme proportionnelle au nombre de poulettes élevées. Ces éleveurs estiment gagner ainsi 2 F (soit 15 à 20 %) par poulette et gagner sur la qualité. Dans ce cas, il s'agit d'exploitations de surfaces importantes.

#### - Production de chair

Nous citons en parallèle le cas de trois départements du Sud, bien que les productions soient différentes de l'un à l'autre (lapins, oies pour le foie gras, volailles diverses).

Ces trois exemples sont, en effet, assez voisins. Dans chacun de ces départements il existe 3 ou 4 chaînes de ce type (une d'entre elles regroupe 300 élevages mais c'est l'exception). L'ancienneté est de 2 à 12 ans. La production est partagée entre deux ou trois stades : naisseurs-éleveurs de démarrage-engraisseurs. Partout l'on signale que les unités ont tendance à accroître leur volume de production. Il s'agit de petites exploitations attendant un appoint substantiel de cet élevage pour leur revenu. Il n'y a pas de péréquation des résultats entre les élevages des divers maillons des chaînes. Il y a souvent un contrat écrit, mais pas dans tous les cas. Les participants se déclarent satisfaits. Notons qu'un groupement ayant pour but la production de foie d'oie a créé des débouchés dans une zone où il n'en existait pas.

Nous pouvons remarquer quelques caractéristiques communes à ces chaînes d'exploitation :

- . nulle part nous n'avons rencontré d'intéressement direct de l'éleveur aux résultats du vendeur de produit fini (sauf dans l'Ain);
- . il s'agit généralement de petites exploitations qui, souvent, ont investi en bâtiments pour réaliser une nouvelle production sur une grande échelle;

- les contrats écrits sont assez peu fréquents;
- la taille des unités a tendance à s'accroître.

### 3) Production porcine

Il s'agit évidemment du lien unissant des éleveurs de truies (naisseurs) à des engraisseurs. La spécialisation dans ce domaine est fréquente en France mais ce qui nous intéresse ici, ce sont les éleveurs qui se sont organisés pour travailler ensemble de façon permanente, par contrat ou tacitement.

Nous regrettons de ne pouvoir situer l'ampleur du développement de telles chaînes. Nous savons, par exemple, qu'il en existe un certain nombre en Bretagne, région où l'élevage du porc est assez répandu et s'est concentré en unités importantes, dans certains cas, mais nous ne pouvons en décrire l'implantation quantitative.

Nous allons donc décrire les conditions de fonctionnement d'une quinzaine de chaînes de cette production, réparties à travers la France.

Il s'agit, en général, d'une production courante dans ces départements.

Les groupes sont constitués parfois autour d'un seul éleveur de truies. D'autres fois, ils représentent jusque 120 producteurs (truies et porcs gras), l'animateur ayant alors à mettre en place un planning serré pour répartir les lots de porcelets.

Le contrat écrit est pratiquement de règle partout.

Il n'y a pas ici non plus de véritable intéressement direct du naisseur au résultat de la vente des porcs gras. Cependant, dans deux groupes de la Drôme, il y a une péréquation entre les engraisseurs. Dans le Lot, le cours du porcelet est indexé sur le prix du porc charcutier et il existe une caisse de péréquation en cas de perte anormale. Dans ce département d'ailleurs, un des buts de la création des chaînes est la régularisation du cours des porcelets et porcs gras. Dans l'Ain, la péréquation existe dans plusieurs groupements.

Ces réalisations ont entre 3 et 6 ans, elles sont donc relativement récentes, sauf dans l'Ain où elles ont 8 - 10 ans.

Il y a une tendance générale à l'accroissement de la taille des unités et même, dans certains départements, à celui du nombre des exploitations concernées. On ne signale pas de disparition.

D'ailleurs, presque partout, il y a eu des investissements importants à la création de ces ateliers en chaîne.

Il s'agit d'exploitations considérées comme peu importantes par rapport à la moyenne de leur région. On comprend l'intérêt qu'elles attachent à cette production hors-sol, qu'elles pratiquaient généralement sur une petite échelle auparavant.

On comprend également le besoin de sécurité qu'elles recherchent dans une chaîne de production. D'ailleurs, la commercialisation est souvent réalisée par l'intermédiaire d'un groupement de producteurs.

Enfin, d'une façon générale, nos correspondants indiquent que les éleveurs sont satisfaits à la fois sur le plan des résultats économiques et sur celui des facilités de travail qu'ils trouvent dans leur "équipe".

Nous serions incomplets si nous ne rappelions pas les ensembles plus vastes que nous avons signalés dans l'introduction de la présente partie. Ainsi, le cas de la Coopérative de Pieux en Normandie où une coopérative formée par les éleveurs de truies se substitue aux engraisseurs.

Nous nous contentons de rappeler ici le cas du vaste groupement d'Etreux (Picardie) décrit dans cette même introduction.

Il est d'ailleurs très fréquent, nous l'avons dit, que ces chaînes soient incorporées dans un ensemble de commercialisation plus vaste : le groupement de producteurs.

#### 4) Production de viande bovine

Il ne s'agit, dans les exemples recensés, que de viande "jeune", c'est-à-dire, de baby-beef.

Cette production se prête, en effet, à un partage des tâches entre la période d'élevage, de la naissance à 7 - 8 mois et celle de l'engraissement, jusque 16 - 17 mois.

Cependant, elle n'est pas encore très répandue en France. Souvent, le groupement de producteurs qui commercialise se charge aussi de l'approvisionnement, soit en veaux de 8 jours, soit en broutards de 8 mois. Ce groupement met ainsi

en contact les maillons de la chaîne mais ceux-ci restent le plus souvent indépendants les uns des autres, reprenant leur liberté s'ils trouvent de meilleures occasions ailleurs. Dans l'Ain, il existe plus de 10 chaînes de ce type; les premières remontent à 1966 et la formule continue à s'étendre. Il n'y a pas de péréquation.

Dans la Marne (Champagne), le groupement des jeunes bovins de Champagne s'efforce, depuis deux ans, de mettre en relation contractuelle des éleveurs et des emboucheurs, substituant cette notion de contrat à celle de la concurrence libérale que pratique un groupement voisin. Il s'agit généralement d'exploitations importantes qui cherchent à valoriser mieux, de cette façon, leur production de luzerne et de pulpe déshydratées.

Dans la Drôme (Rhône-Alpes), trois coopératives relient, depuis quelques années, des éleveurs à des engraisseurs. Les prix sont fixes pour les premiers. Les ateliers s'accroissent en nombre et en volume. Ici, ce sont des petites exploitations qui sont concernées et elles ont généralement peu investi dans les bâtiments. La production n'est pas dominante dans leur système de production ni surtout dans leur revenu en raison de la faible marge qu'elle représente.

#### 5) Eleveurs de génisses - producteurs de lait

Nous décrirons un peu plus longuement les réalisations de ce type, non pas tellement parce que nos renseignements sont plus larges, mais parce que les liens entre les participants sont, en général, beaucoup plus élaborés que dans les chaînes d'autres producteurs.

##### Origine

Les recherches de concertation pour la division des tâches ont été particulièrement intenses parmi les éleveurs de bovins laitiers de deux vastes zones, sans doute parce que leurs besoins étaient plus aigus. La carte A.1. permet de situer ces zones : ce sont les régions de l'Ouest de la France et du Sud-Ouest, dans une moindre mesure.

Le départ se situe vers 1960 - 1962. Ainsi, dès 1960, la coopérative laitière du Trieux, dans les Côtes-du-Nord (Bretagne), assurait le démarrage des jeunes génisses de 0 à 6 mois dans une nursery collective. En 1962, un éleveur se spécialisa dans l'élevage, jusqu'au vêlage, des génisses issues de cette

nursery. Dans le département de la Mayenne, les premières initiatives remontent également à cette époque.

Les premières réalisations, nées spontanément çà et là dans ces régions, furent rapidement imitées et, à l'heure actuelle, on peut parler, dans ces zones, d'un véritable mouvement.

Ce mouvement s'organise d'ailleurs et cherche ses formules, comme nous le verrons, aidé par divers Ingénieurs.

#### Extension

Sur l'ensemble de la France il faut ramener ces chaînes à leur justes proportions : le spécialiste de l'I.T.E.B. (Institut Technique de l'Elevage Bovin) estime qu'elles concernent 0,5 à 1 % du remplacement du troupeau laitier français. Mais dans le département des Côtes-du-Nord, par exemple, elles regroupent plus de 200 éleveurs en 24 chaînes pour environ 6.000 vaches et 2.500 génisses. En Loire Atlantique, il y a 15 chaînes d'élevage, 36 en Mayenne, 18 en Maine et Loire, etc.

Autre part, les réalisations se mettent seulement en place depuis peu de temps. Ainsi, en Moselle, dans 3 départements du Nord, dans les Hautes-Alpes où existent déjà 6 chaînes pour une vingtaine d'éleveurs, dans 4 départements du Sud-Ouest, etc.

Au total, 26 départements français sont déjà touchés par cette formule, à notre connaissance. Mais le mouvement s'amplifie rapidement.

#### Pourquoi ces chaînes se développent-elles ?

Les raisons de ce développement sont simples, la spécialisation s'est imposée pour des motifs économiques : recherche d'une meilleure adaptation du cheptel à la structure de l'exploitation (surface, herbages, main-d'oeuvre, bâtiments..).

Les producteurs de lait cherchent à valoriser à plein une surface souvent exigüe, à augmenter leur cheptel laitier pour valoriser l'investissement de bâtiments plus rationnels, à ne plus disperser leur travail entre l'étable laitière et les génisses (souvent négligées), enfin, à éviter d'avoir, avec les génisses, un capital immobilisé et provisoirement improductif.

Les éleveurs, par contre, peuvent ainsi dégager des surfaces pour les cultures de vente, les génisses consomment proportionnellement moins de surface fourragère. La suppression des vaches les libèrent d'une partie du travail s'ils

manquent de main-d'oeuvre et supprime les contraintes de la traite. La rotation du capital est assez lente mais, d'un autre côté, ils évitent de réaliser des investissements importants pour moderniser leur étable, sans compter que le supplément de cultures leur procure des rentrées d'argent plus rapides.

### Organisation des chaînes

Les structures sont de deux types :

- dans certains cas, il s'agit de chaînes simples composées d'un éleveur de génisses lié à 4 - 5 ou 6 producteurs de lait. C'est forcément la règle au départ mais certaines chaînes tiennent à conserver leur dimension artisanale qui a l'avantage de rapports plus faciles entre les hommes mais l'inconvénient de travailler sur de petits effectifs ne permettant pas la constitution de lots homogènes de génisses. De plus, l'éleveur est seul en face de ses partenaires.
- dans d'autres cas, les chaînes se sont amalgamées en un plus vaste ensemble qui porte fréquemment le nom de Groupement d'Éleveurs spécialisés. C'est le cas dans six départements de l'Ouest (un ou plusieurs groupements par département). Ainsi, dans les Côtes-du-Nord, le Groupement des Éleveurs spécialisés du Centre Bretagne (C.E.S.C.B.) comprend 16 éleveurs et 120 naisseurs. Ce groupement est conseillé et aidé par une coopérative laitière. Les avantages techniques sont évidents : meilleure sélection (choix des mères et des pères, inscriptions au livre zootechnique départemental), conseils et plan d'élevage plus rationnel sur les plans sanitaire et alimentaire, approvisionnement en lots homogènes des ateliers de génisses, possibilité de créer une caisse d'assurance inter-éleveurs, etc... L'inconvénient principal est que la dimension éloigne les participants de leur organisation : on signale que les associés se connaissent peu entre eux, les distances qui les séparent sont d'ailleurs parfois éloignées.

Il est même envisagé de créer une fédération de ces groupements.

Signalons qu'en certains cas, assez rares, dans les Landes et en Haute-Garonne par exemple, l'élevage est scindé en deux périodes : de 8 jours à 6 mois et de 6 mois au vêlage. Certaines chaînes avaient démarré avec un élevage spécialisé sur les six premiers mois seulement mais cette formule n'a pas donné satisfaction et a été abandonnée (dans les Vosges, même la chaîne s'est disloquée). Le producteur laitier trouve, en effet, beaucoup moins d'avantages s'il doit reprendre ses génisses à 6 mois.



Il existe partout des contrats écrits qui portent le nom de "règlement d'élevage", "contrat d'élevage", "règlement intérieur", ce qui prouve déjà que ce ne sont pas de simples contrats formels.

Ces contrats sont, en effet, fort complets dans l'ensemble. Voici l'énumération des points qu'ils abordent :

- engagements réciproques de fourniture et de reprise des animaux, cas de dispense et conditions de vente de génisses à l'extérieur;
- hygiène, contrôle sanitaire, écornage;
- identification des animaux;
- obligation d'adhésion au contrôle de croissance, au contrôle laitier, au Herd-book;
- conditions de ramassage et de transport;
- cas de perte de génisses;
- cas d'infécondité;
- réunions, visite des naisseurs;
- modalités de paiement;
- rupture de contrat;
- et évidemment les clauses de la rémunération de l'éleveur dont nous allons parler maintenant.

Voir un exemple en Annexe V.

Bien entendu, toutes les chaînes n'ont pas de contrat aussi complet, à la limite, on rencontre les 6 chaînes des Hautes-Alpes où le contrat n'est pas écrit.

Il nous reste à parler de la rémunération des éleveurs. Contrairement à ce que nous avons vu au sujet des chaînes d'autres productions nous rencontrons, dans ce type, un effort général d'intéressement de l'éleveur de génisses à la productivité des étables laitières, peut-être en raison de l'importance du revenu bovin dans le produit de ces exploitations.

Il existe deux modalités différentes dans les rapports entre éleveurs et naisseurs à ce sujet :

- le paiement d'une pension, le producteur de lait restant propriétaire de ses génisses;
- l'achat du veau par l'éleveur qui revend la génisse au naisseur.

Mais dans les deux cas, très généralement, les prix convenus sont la somme d'un prix de base, déterminé annuellement par les éleveurs et plus ou moins relié au prix du lait et d'une prime calculée selon la production laitière de la mère de la génisse.

Ainsi, le contrat de la Mayenne attribue 5 centimes par kg de lait de la mère au-dessus de 3.000 kg pour le veau de 8 jours et 7 centimes pour la génisse prête à vêler.

Bien entendu, le prix des veaux arrivant plus ou moins tard chez l'éleveur est prévu.

En cas de non reprise de la génisse par le producteur de lait, l'éleveur peut la vendre et la différence avec le prix théorique de reprise est généralement partagé entre les deux (en proportions diverses).

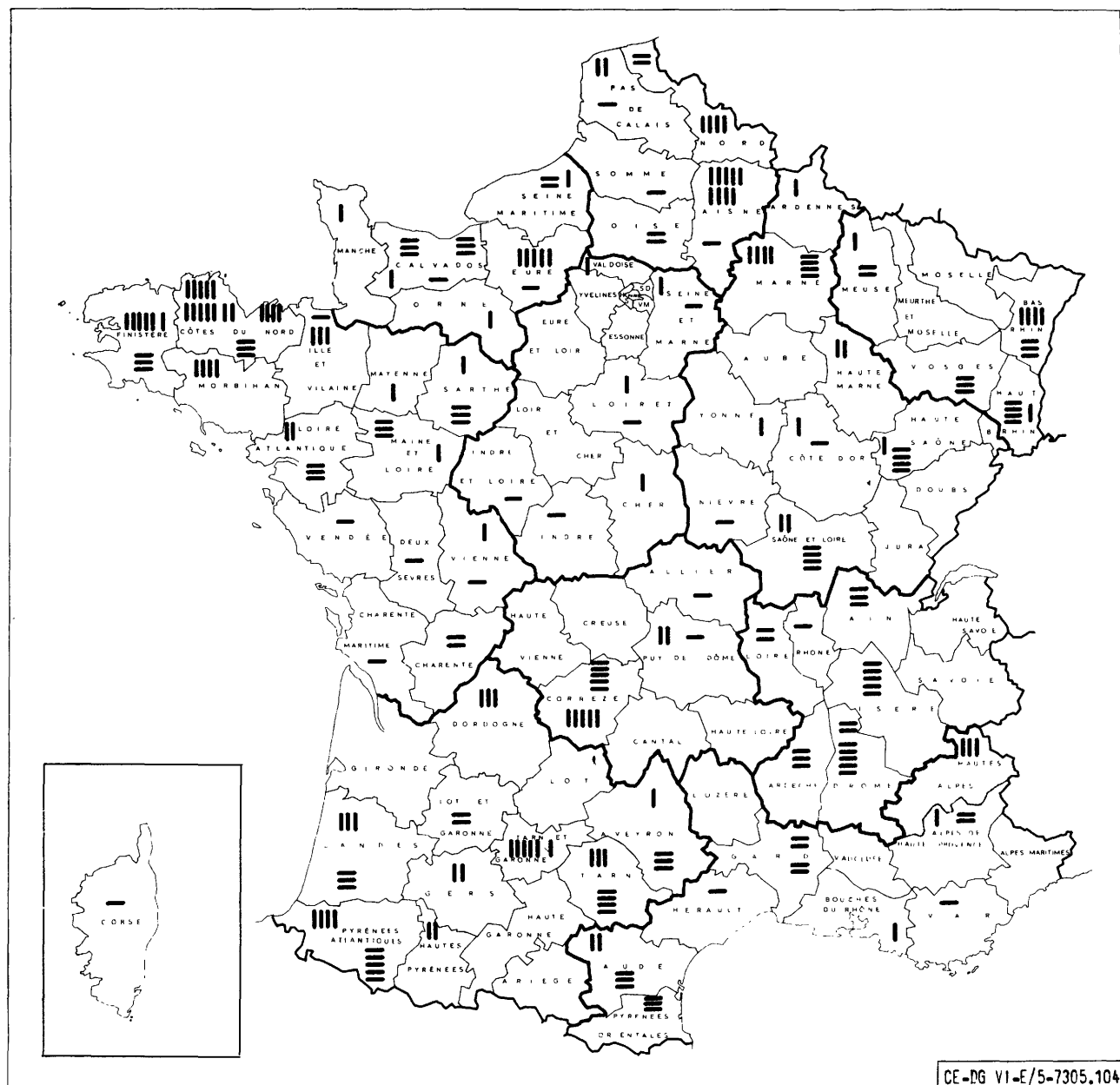
Les modalités de versement sont aussi prévues, la pension pouvant être versée mensuellement ou en 3 fois. Dans le cas de pension, certaines dépenses restent à la charge du naisseur. Si l'éleveur est propriétaire de la génisse il ne touche, bien entendu, son prix qu'à la livraison, cependant, il ne paie parfois le veau qu'à ce moment.

En résumé, dans tous les cas, on constate une recherche d'égalisation des revenus. En Loire Atlantique, un contrat type base les prix d'après un calcul de toutes les charges spécifiques de l'une et l'autre partie, y compris l'intérêt du capital engagé et la rémunération du temps passé.

Mais il ne s'agit encore que de recherches et les groupements semblent n'avoir pas trouvé encore la solution idéale pour cette péréquation qu'ils considèrent comme essentielle.

Carte B.Q

REPARTITION DES GAEC PARTIELS : | en élevage porcin  
— autres productions



Sources: Ministère de l'Agriculture 12/71

## B. MISE EN COMMUN DE BRANCHES D'EXPLOITATION

Comme pour la partie A nous avons reçu les réponses de 45 départements à notre enquête, ceci se complétant par les renseignements fournis, en matière d'élevage bovin, par l'Institut technique de l'élevage bovin.

Mais, de plus, nous disposons d'une double documentation sur les ateliers en commun ayant le statut de G.A.E.C. partiels :

- la statistique du Ministère de l'Agriculture, qui localise ces G.A.E.C. et recense à part les G.A.E.C. en production porcine (ceux-ci représentant la moitié des G.A.E.C. partiels);
- les fiches des G.A.E.C. partiels du fichier U.G.E.A. qui nous donnent de plus amples précisions sur ce que sont et ce que font ces groupements.

Utilisant l'ensemble de ces renseignements, nous allons présenter les ateliers en commun selon les productions qu'ils pratiquent.

Toutefois, il n'est pas inutile de donner auparavant un aperçu plus général, tout d'abord, sur les G.A.E.C. partiels, puis sur les autres formes de mise en commun de branches d'exploitation que notre enquête nous a permis de connaître.

### Place des G.A.E.C. partiels

- La carte ci-contre (B.O.) permet de situer les G.A.E.C. partiels à travers la France et de distinguer les G.A.E.C. partiels porcins des autres.

Nous pouvons observer une répartition assez inégale sur le territoire, les G.A.E.C. partiels étant peu nombreux dans les régions de grande culture, sauf exception. Les G.A.E.C. d'élevage porcins sont particulièrement nombreux, proportionnellement aux autres, dans l'Ouest et le Nord.

- Si nous nous interrogeons sur l'objet des "autres" G.A.E.C. partiels, nous pouvons apporter une réponse à cette question grâce aux fiches U.G.E.A. et aux réponses à notre enquête.

Il existe 246 G.A.E.C. partiels, dont 126 pratiquent une production autre que l'élevage porcin. Sur ces 126 G.A.E.C. nous en connaissons l'objet de 60, se décomposant ainsi :

|                                    | G.A.E.C.<br>recensés | %   | soit % de<br>l'ensemble |
|------------------------------------|----------------------|-----|-------------------------|
| Bovins . . . . .                   | 25                   | 42  | 21                      |
| (dont vaches laitières) . . . . .  | (5)                  | (8) |                         |
| Ovins et caprins . . . . .         | 8                    | 13  | 6,5                     |
| Aviculture . . . . .               | 11                   | 19  | 9,5                     |
| Fruits et maraîchage . . . . .     | 5                    | 8   | 4                       |
| Vigne . . . . .                    | 7                    | 12  | 7                       |
| Céréales . . . . .                 | 2                    | 3   | 1,5                     |
| Divers (labour, séchage) . . . . . | 2                    | 3   |                         |
| Porcs                              |                      |     | 49                      |
| Total . . . . .                    | 60                   | 100 | 100                     |

Nous verrons, dans la partie C, quelle a été la progression, relativement modeste, des G.A.E.C. partiels. Cette formule est assez inégalement appréciée par les candidats à l'association, ainsi dans 19 départements il n'en existe aucun, en particulier, dans l'Aube où il y a 101 G.A.E.C. totaux. Certains départements en ont beaucoup : 19 dans les Côtes-du-Nord (Bretagne), dont 16 porcins; 10 en Corrèze pour 9 G.A.E.C. totaux seulement.

En fait, le G.A.E.C. partiel, bien que prévu par la loi, n'est pas tellement encouragé, pour deux raisons :

- d'abord, souvent l'atelier en commun demande la participation de salariés, qui est souvent jugée incompatible avec l'obligation de travail imposée aux G.A.E.C.;
- ensuite, ce sont assez souvent des exploitations déjà importantes, relativement à leur région, qui envisagent la création de l'atelier en commun, ce qui est jugé contraire au caractère d'exploitation familiale des G.A.E.C.

Pour ces raisons, l'on sent, du côté de l'Administration comme de celui des Organisations professionnelles, des réticences et, au moins, de prudentes hésitations.

### Autres formes de groupements

Notre enquête fait apparaître 135 groupements dans 29 départements sur les 45 qui ont répondu : 1/3 des départements n'auraient donc pas d'ateliers en commun. Mais nous livrons ceci sous toute réserve car, d'une part, la moitié seulement des départements ont fait connaître leur réponse et, surtout, nous pensons que bon nombre d'associations informelles, voire même de sociétés civiles, ont pu échapper à nos correspondants.

Ces 135 groupements se présentent ainsi :

|                          | G.A.E.C.<br>partiels | Autres<br>formes | Total | %   |
|--------------------------|----------------------|------------------|-------|-----|
| Porcs . . . . .          | 22                   | 39               | 61    | 45  |
| Bovins . . . . .         | 15                   | 29               | 44    | 32  |
| Ovins et caprins . . .   | 3                    | 3                | 6     | 5   |
| Aviculture . . . . .     | 9                    | 5                | 14    | 10  |
| Fruits et maraîchage . . | 2                    |                  | 2     | 2   |
| Vigne . . . . .          | 5                    |                  | 5     | 4   |
| Céréales et divers . . . | 3                    |                  | 3     | 2   |
| Total . . . . .          | 59                   | 76               | 135   | 100 |
| % . . . . .              | 44                   | 56               | 100   |     |

Ces résultats peuvent être rapprochés du précédent tableau qui ne concerne pas les G.A.E.C. partiels, et nous pouvons en déduire qu'en première approximation les uns et les autres représentent la répartition des associations partielles par production :

- la production porcine domine (45 à 50 %);
- la production bovine vient en seconde position et ces deux productions représentent les 3/4 des ateliers en commun.

Une autre remarque est que les G.A.E.C. partiels représentent moins de la moitié des ateliers recensés : s'il y a 246 G.A.E.C. partiels en France, il doit y avoir 300 à 500 (peut-être davantage) ateliers ayant une autre forme juridique. La répartition est inégale sur le territoire, comme nous l'avons dit en tête de ce paragraphe.

Sur la forme juridique des ateliers en commun qui ne sont pas des G.A.E.C. nous ne possédons pas les renseignements complets. Cependant, il ressort que :

- 1/3 sont des sociétés civiles, généralement entre peu de membres (2 à 5);
- 1/4 sont des coopératives et regroupements généralement de nombreux agriculteurs (9 à 50);
- le reste, soit presque la moitié, sont des associations non déclarées, avec ou sans contrat écrit. Elles regroupent rarement plus de 4 ou 5 agriculteurs.

#### I. Productions bovine et ovine

La carte B.1. ci-jointe donne la répartition, dans l'espace et selon les productions, des ateliers en commun sur lesquels nous avons eu quelques précisions.

Analysons par branches de production :

##### Ovins et chèvres

Nous trouvons 6 réalisations sur 4 départements. Trois d'entre elles concernent des brebis laitières. La moyenne des troupeaux est d'environ 300 brebis ou chèvres, cette mise en commun partielle est en moyenne le fait de 3 associés. La plupart signalent qu'ils ont réalisé un investissement en commun : la construction d'une bergerie moderne est souvent la cause de cette mise en commun des troupeaux. Il s'agit, pour presque toutes, d'exploitations importantes dans leur région, cependant deux seulement emploient un berger.

Signalons enfin que dans la Drôme, plusieurs groupes d'éleveurs ovins se sont constitués pour envoyer leurs troupeaux ensemble dans les alpages durant l'été.

##### Vaches

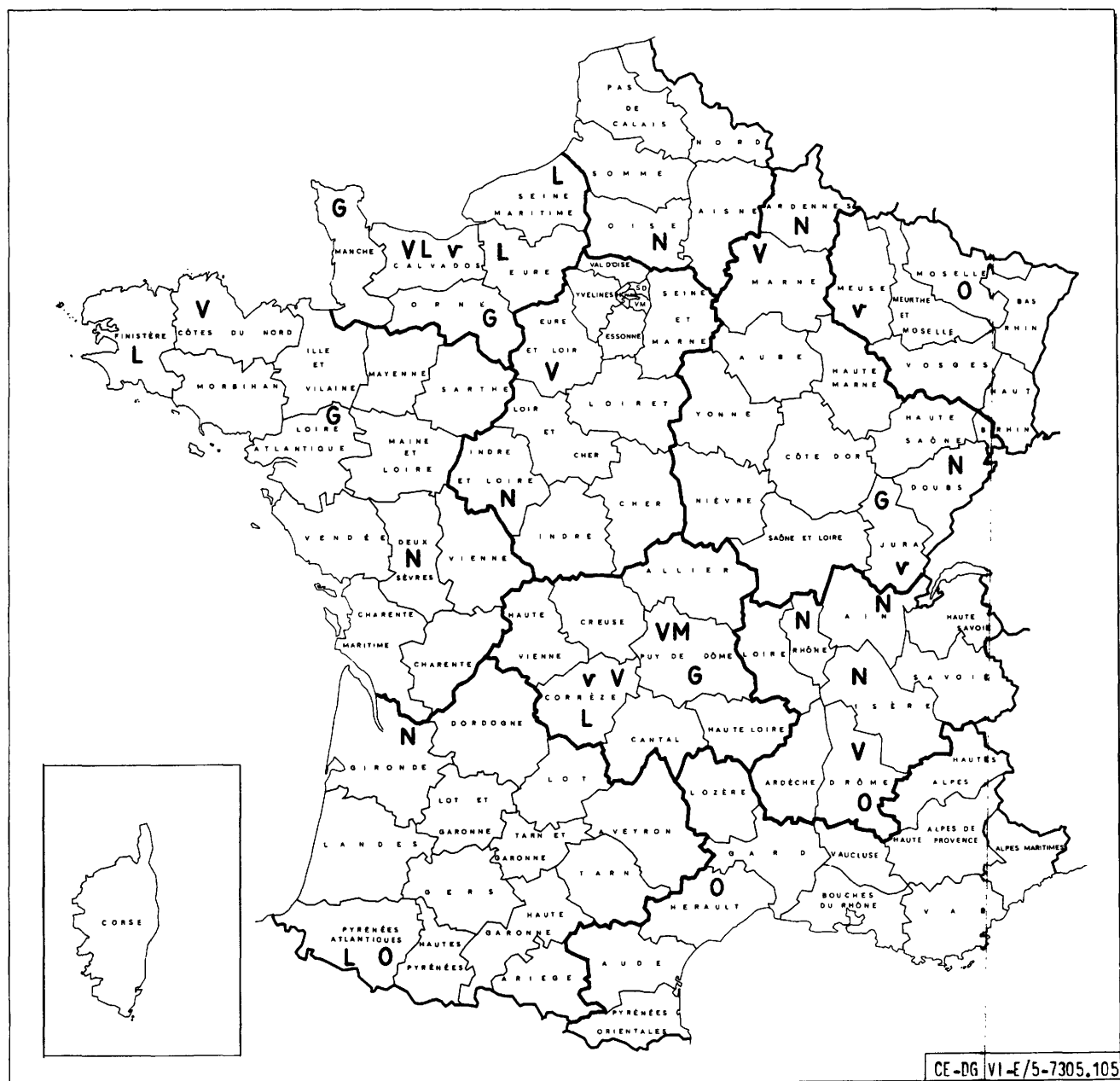
Il existe certainement peu de réalisations dans ce domaine également. En général, en effet, le troupeau bovin, surtout laitier ou ovin, constitue une partie majeure de l'exploitation et la fusion partielle se conçoit moins bien que pour des productions plus secondaires ou hors-sol.

Nous avons 5 exemples dont 1 concerne des vaches charolaises. Les troupeaux vont de 25 à 60 vaches.

Il faut citer ici l'étable créée vers 1965 près de Montereau (région Parisienne) par 7 éleveurs associés à un vétérinaire. Cette étable était de grande taille :

Carte B.1

### ATELIERS EN COMMUN EN ELEVAGE BOVIN



|       |                 |
|-------|-----------------|
| CE-DG | VI-E/5-7305.105 |
|-------|-----------------|

**N** Nursery

## G Elevage de génisses

## V Engraissement

**L** Vaches laitières

## N Mères-vaches

## 0 Brebis et chèvres

✓ Veaux de boucherie



prévue pour 480 vaches laitières en stabulation libre permanente et nourriture à base d'ensilage en silos-tour (la matière verte était fournie par les associés). Elle connut des difficultés sanitaires et économiques, fut longtemps très au-dessous de son effectif prévu et, pour ces raisons, **l'expérience est arrêtée.**

#### Production de viande

En veaux de boucherie, les unités créées sont assez importantes : 400 - 840 - 900 - 2000 - 2500 veaux par an. Sept réalisations nous sont connues.

Dans la moitié des cas, les investissements sont modérés car il s'agit de l'utilisation de bâtiments préexistants, éventuellement laissés vacants par l'abandon de la production laitière. Il s'agit ici d'une production hors-sol. Dans le Jura, les réalisations sont plus importantes et les agriculteurs ont eu recours à des salariés. Il ne s'agit pas de G.A.E.C.

Dans la Marne, au sein d'un groupement de producteurs de viande de jeunes bovins, quelques éleveurs se sont groupés (de 2 à 5 par groupement) et ont formé une dizaine de groupements dont 4 G.A.E.C. partiels. Ces groupements élèvent de 150 à 800 jeunes bovins; les investissements sont assez importants : 150.000 à 200.000 F avec le stockage des aliments. En général, il n'y a que peu de salariés : de 0 à 2. On trouve un atelier du même type dans le Puy-de-Dôme, en G.A.E.C., et également en Corrèze. En Eure-et-Loir, l'atelier atteint 750 bovins par an et emploie deux salariés, bien qu'il s'agisse d'une association de 7 exploitants agricoles en G.A.E.C. partiel.

#### Nursery

Nous rejoignons ici le domaine que nous avons exploré dans la partie A avec les groupements d'éleveurs spécialisés. Mais la formule d'atelier en commun est beaucoup moins répandue pour cet élevage des jeunes bovins que la spécialisation d'individus liés entre eux.

Toutefois, nous relevons un nombre suffisamment important de nursery collectives pour penser que l'élevage en commun des jeunes veaux intéresse des éleveurs. Il s'agit d'ateliers, souvent sous la forme de coopérative ou S.I.C.A., n'élevant les veaux que jusqu'à 6 mois ou plus rarement 1 an. Certains ateliers élèvent des veaux mâles destinés à l'engraissement ultérieur par les éleveurs adhérents. D'autres élèvent les veaux femelles destinés au remplacement.

Dans le département des Deux-Sèvres, la Société des éleveurs bressurois a créé une nursery collective, sous forme de société civile. Cette nursery reçoit les veaux de producteurs de lait et les remet à trois ateliers d'élevage individuels, l'un élevant jusqu'à 18 mois et les deux autres jusqu'au vêlage. Le prix facturé à la sortie de la nursery a évolué depuis la création, qui remonte à 1965. Tout d'abord, il était basé sur le coût alimentaire. Mais les contrôles montrant peu de différences d'un veau à l'autre il fut basé sur le temps de présence. Maintenant un système plus précis vient d'être adopté : le prix est fonction du poids à l'entrée de la croissance journalière. Après six années de fonctionnement, il se révèle que les problèmes sanitaires peuvent être maîtrisés. L'agrandissement a été décidé et la nursery va recevoir 180 à 200 jeunes génisses par an, de nouveaux associés ayant demandé leur admission. Il s'agit donc d'un bilan nettement positif. Il y avait 24 associés en 1971 dont 21 producteurs de lait. Ajoutons que le travail est réalisé dans la nursery par un petit agriculteur voisin, ainsi rémunéré à mi-temps.

Dans l'Ain, la nursery des Dombes, créée en 1965, reçoit 400 à 500 veaux par an et le travail est fait par des salariés.

Dans le Doubs, la formule est plus souple en ce sens que l'âge, à la sortie de la nursery, varie selon les demandes des éleveurs.

#### Elevage de génisses

D'autres ateliers en commun élèvent des génisses de la naissance au vêlage. Nous avons connaissance de 5 expériences, dont 2 démarrent seulement et 2 ont 5 ans d'expérience. Si, en Loire-Atlantique, les formules G.A.E.C. et sociétés civiles ont été adoptées, ailleurs c'est celle de la coopérative qui prévaut, quand ce ne serait qu'à cause du nombre d'éleveurs intéressés. Partout des bâtiments ont été construits. Les éleveurs participent généralement au travail, avec ou sans l'aide de salariés.

Nous allons décrire rapidement l'un de ces ateliers d'élevage des génisses de remplacement, la coopérative de Tinchebray dans l'Orne (Normandie). Neuf producteurs de lait représentant 315 vaches laitières ont fondé cette coopérative en 1967 et ont construit une étable pouvant recevoir actuellement 150 génisses par an mais dont la capacité pourra être de 280 places (coût 200.000 F). Les génisses nées à l'automne restent deux hivers et un été dans l'étable, soit jusque 18 mois environ, celles qui sont nées au printemps n'y restent que 12 mois.

Les génisses demeurent la propriété des naisseurs, elles sont donc en pension. L'alimentation est achetée à l'extérieur et, en partie seulement, fournie par quelques associés. Le travail fourni par ceux-ci leur est également payé, la coopérative emploie un salarié pour les travaux courants. Les adhérents sont satisfaits de leur réalisation mais celle-ci a entraîné pour eux une grande gêne de trésorerie durant les premières années.

L'élevage des génisses est certainement mieux conduit par la coopérative que selon les méthodes traditionnelles et cela devra compenser les frais supplémentaires. De plus, les producteurs peuvent ainsi augmenter leur cheptel laitier (passé de 240 vaches en 1967 à 314 en 1971).

De l'avis des responsables, cette forme d'association, beaucoup plus lourde et rigide que les contrats entre particuliers, évite les conflits d'intérêts qui risquent toujours de se produire entre naisseurs et éleveurs. Il est certain qu'il y a là un risque dans la formule vue en A, mais il semble que ce soit payer assez cher sa suppression. Nous avons eu, en effet, des exemples où le prix de revient des génisses prêtes à véler était nettement au-dessus des cours du marché.

## II. Porcheries en commun

Elles sont évidemment de trois types possibles :

- élevage de truies avec vente des porcelets sevrés;
- engraissement;
- mixtes, c'est-à-dire, truies et engraissement de leurs produits.

Notre enquête nous apprend que, sur environ 45 départements, 16 seulement de nos correspondants nous ont signalé l'existence de telles porcheries (61 au total). Mais il peut d'ailleurs exister des porcheries de dimensions moyennes mises en place par 2 ou 3 agriculteurs et dont la présence aurait échappée à nos correspondants et, d'autre part, les départements bretons n'ont pas répondu à notre enquête.

Quoi qu'il en soit, sur les 61 réalisations qui nous ont été ainsi signalées, nous relevons :

- 22 G.A.E.C. partiels
- 3 Coopératives
- 14 Sociétés civiles
- 19 Associations non déclarées
- 1 C.U.M.A.
- 2 Projets n'ayant pas encore opté pour une formule juridique.

Ce qui ne représente pas la majorité dans le choix pour la formule G.A.E.C. partiel. Ce choix ne semble pas lié à la dimension, sauf pour les Sociétés civiles (200 truies et 4.000 porcs) puisque les G.A.E.C. engraisent, en moyenne, 2.200 porcs par an. Les associations non déclarées produisent 1.200 à 2.000 porcs gras par an et les coopératives 1.600 à 1.800. Quant à la C.U.M.A., elle engraisse 3.000 porcs par an. Cette forme juridique peut surprendre : une C.U.M.A. n'a, en effet, pas le droit de faire du commerce ni surtout de vendre en son nom ses produits. L'écoulement des porcs charcutiers est donc réalisé aux noms des associés.

Nous parlerons donc surtout des G.A.E.C. partiels, en analysant ces 61 réalisations et spécialement les 22 G.A.E.C. pour lesquels nous avons relevé des renseignements plus détaillés.

L'on trouvera, ci-joint, la carte B.2. qui situe l'ensemble des 120 G.A.E.C. partiels pour les porcs, que les services du Ministère de l'Agriculture ont recensés au 10 décembre 1971. Rappelons, en effet, que la moitié des G.A.E.C. partiels (120 sur 246) produisent du porc; leur spécialisation se décompose ainsi :

- truies : 10
- engraissement : 70
- mixtes : 40

### Truies

Il y a peu de réalisations intéressant l'élevage de truies avec vente de porcelets.

Les 5 G.A.E.C. partiels étudiés (sur 10) ont des effectifs très variables : 28 truies - 100 - 110 - 350 - 350; 2 se sont créés en 1965 et 1966, 2 autres en 1970, le 5ème est en création.

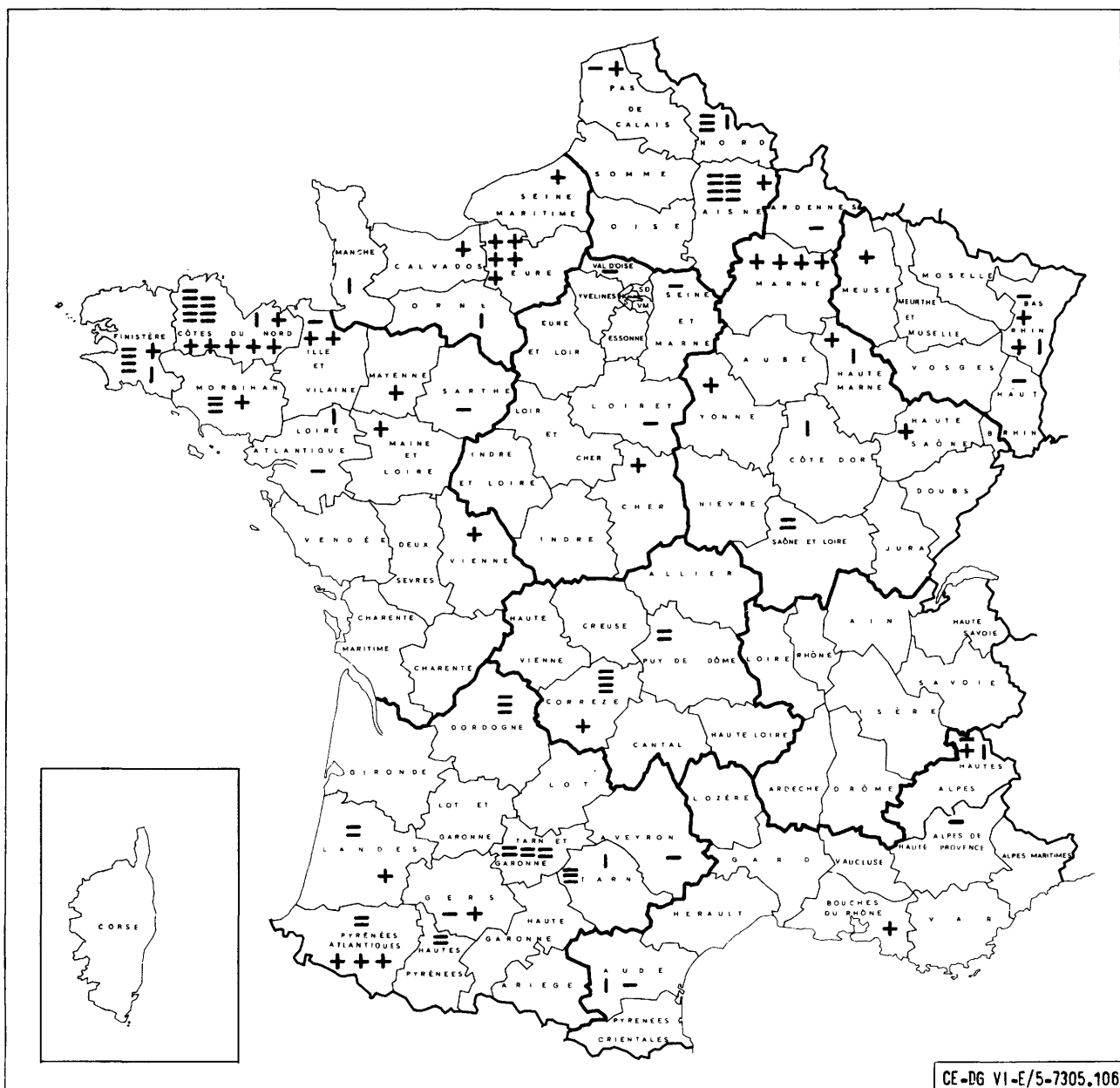
Le nombre d'associés varie de 2 à 8, ils sont tous sans lien de parenté. Ces porcherie emploient de 0 à 5 salariés (ceci pour les 350 truies). La

Carte B.2

— engraissement

GAEC PARTIELS EN ELEVAGE PORCIN : + mixtes

| truies



CE-DG VI-E/5-7305.106

Sources: Ministère de l'Agriculture 12/71

participation des associés au travail est donc effective mais ils ne font pas tout le travail manuel (ainsi, les deux porcheries de 100 truies emploient 1 salarié). Les plus importantes ont construit leurs bâtiments.

### Engraissement

Nous avons quelques détails sur une quarantaine d'ateliers collectifs d'engraissement, répartis à travers 12 départements. L'importance moyenne est la production de 2.000 porcs gras par an, avec un minimum de 400 et un maximum de 4.000 (en G.A.E.C.).

La présence de salariés est très rare, le travail étant assumé par les associés, soit à égalité, soit plus particulièrement par certains. Ceux-ci sont généralement sans lien de parenté et au nombre de 2 à 5. Presque toutes ces porcheries ont construit leurs bâtiments. Il s'agit très fréquemment d'exploitations considérées comme peu importantes dans leur région, bon nombre d'entre elles élevaient très peu de porcs.

Il faut signaler la réalisation en cours dans le département des Pyrénées Atlantiques. Il s'agit de la création de 10 groupements, sous forme de G.A.E.C. partiels, chacun prévoyant 2.000 places d'engraissement. Le travail sera réalisé par les associés, qui ont de petites exploitations (comme c'est le cas en Bretagne dans de nombreux groupements partiels). Les investissements sont également partagés entre tous et il s'agit d'une production que les exploitations ne pratiquaient pas jusqu'à présent.

Terminons sur la porcherie coopérative d'engraissement de la Riveraie, en Loire Atlantique, créée en 1966 et sur celle de Pieux, dans la Manche, qui a démarré en 1967. Il s'agit d'unités plus importantes par le nombre des associés (19 et 13 respectivement) mais non par le volume de la production (1600 porcs dans la première, en 1968, 1.800 dans la seconde, en 1971). L'originalité de ces formules, outre le nombre des associés, réside dans le fait que la coopérative engraisse les porcelets nés chez ses adhérents : au départ, ceux-ci élevaient de 5 à 10 truies mais ils ont, au moins, doublé leur cheptel en quelques années. Ces coopératives sont nées du désir de ces petits exploitants de s'affranchir des fluctuations d'un marché très difficile en créant une unité d'un poids économique suffisant pour posséder un réel pouvoir de discussion face aux acheteurs (coopérative ou négociants d'ailleurs). Bien entendu, de plus, ils recueillaient ainsi les avantages d'une installation rationnelle (malgré son coût) permettant un engraissement dans de bonnes conditions économiques. Quant

à l'achat de porcelets aux coopérateurs, il s'agit d'un prix fixe (à poids égal) dans un cas, prix révisé tous les 6 mois selon les résultats de la coopérative. Dans l'autre cas, le coopérateur reçoit un acompte, le complément étant fonction du prix moyen des porcs vendus. Dans les deux coopératives, il existe bien sûr tout un règlement intérieur, assurant une discipline dans l'élevage des truies, des engagements de livraisons, etc...

### Elevages mixtes

Nous avons eu des précisions sur une quinzaine de réalisations dans 5 départements. Il n'y a rien de très original à signaler par rapport aux formes précédentes. Tous ces ateliers sont, sous forme de G.A.E.C. partiels, constitués entre 2 ou 3 associés non-parents ou frères. Il n'y a généralement pas de salariés ou un seul. Les dimensions vont de 20 à 50 truies, avec l'engraissement de tous les porcs produits. Dans quelques cas, le G.A.E.C. est "intégré" avec une firme d'aliments du bétail.

### III. Atelier en commun en aviculture

Nous avons vu que l'on peut estimer à une trentaine le nombre de G.A.E.C. partiels pour la production avicole. Nous en avons connaissance de 15, plus 5 sociétés civiles. Nous nous attendions à trouver une certaine extension de cet élevage en ateliers communs dans la Bretagne, comme pour les porcs. En fait, sur 4 départements, il n'existe que 5 G.A.E.C. avicoles.

Un seul groupement exploite une poussinière, pour l'élevage des premières semaines seulement.

Onze ont des élevages de poules pondeuses dont la dimension varie de 10.000 à 20.000 poules en ponte, huit sont en G.A.E.C., deux en société civile et sous un simple contrat entre les deux associés, ils sont sans lien de parenté pour la plupart. Presque tous ont construit des poulaillers, certains ont simplement aménagé des bâtiments existants.

Rappelons que les deux sociétés civiles et le G.A.E.C. de la Marne sont unis pour produire, en commun, leurs poulettes en société civile, nous en avons parlé dans le chapitre A. Cette structure existe depuis 1962.

Enfin, 13 groupements élèvent des poulets de chair, les dimensions sont variables, de 15.000 à 150.000. Dans l'Aube, six groupements qui fonctionnent,

chacun entre 3 ou 4 agriculteurs, sans contrat écrit, élèvent en moyenne 110.000 poulets par an, par poulaillers de 2.000 m<sup>2</sup> de surface. Dans les Landes, deux groupements partiels élèvent des oisons et des canetons.

Ces G.A.E.C. avicoles sont figurés sur la carte B.3.

#### IV. Productions végétales

La carte B.3. présente également 20 réalisations de regroupement de branches d'exploitation pour des productions végétales. Selon l'ordre d'importance nous voyons :

- 5 groupements partiels de vignobles
- 5       "               "       de maraîchage et fleurs
- 5       "               "       en production de fruits
- 3       "               "       en production céréalière
- 1       "               "       en pépinières
- 1       "               "       pour les labours.

Pour la vigne, dans l'Hérault, existent quatre G.A.E.C. partiels exploitant 11 à 15 ha de vignes. Les associés font eux-mêmes le travail et les G.A.E.C. vendent leur vin à la cave coopérative. Les G.A.E.C. sont propriétaires des plantations. Dans l'Ain, le G.A.E.C. partiel, où la totalité du travail est assuré par les 6 associés, exploite 15 ha de vignes et met en bouteilles le vin produit (vin de qualité supérieure). Ce G.A.E.C. a 2 ans d'existence.

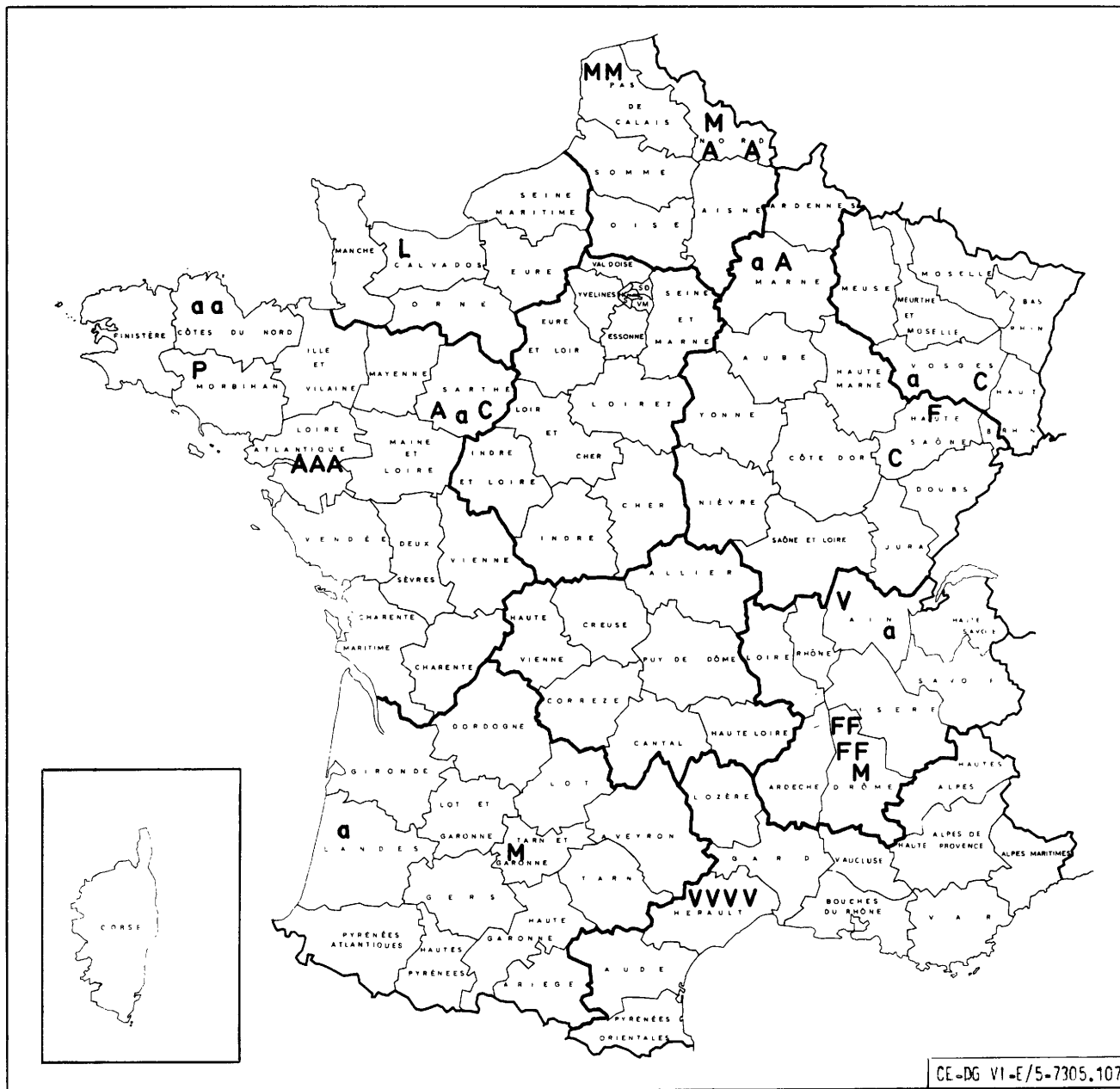
Les G.A.E.C. partiels maraîchers, peu nombreux à vrai dire, sont situés au Nord de la France et exploitent de 10 à 30 ha. Dans le Tarn-et-Garonne, un G.A.E.C. partiel cultive 300 m<sup>2</sup> de fleurs sous serre, les associés et leurs épouses assurent le travail avec un salarié, la création remonte à moins d'un an et il s'agit d'une production nouvelle pour ces exploitations qui sont de petites dimensions.

Nous trouvons quelques groupements partiels de production fruitière dans la Drôme. Ce sont de petites exploitations qui avaient déjà leurs propres vergers. Ils n'emploient des salariés que pour la récolte et ont effectué la plantation en commun. Dans le département de la Haute-Saône, un G.A.E.C. partiel s'est créé en 1967 pour exploiter 3 hectares de framboises. Ce sont, là aussi, de petites exploitations et le G.A.E.C. n'a pas de salariés. Il s'agit d'une production peu courante dans cette région.



### Carte B.3

## QUELQUES EXEMPLES DE GAEC PARTIELS EN PRODUCTIONS AVICOLE ET VEGETALE



## A Poules pondeuses

## C Céréales

## F Fruits

**a** Poulets de chair

**P** Pépinières

**L** Labour

**M** Maraichage

**V** Vignes

Il semble rare que des agriculteurs mettent en commun exclusivement leurs productions céréalières. C'est le cas de 2 G.A.E.C. partiels dans des régions d'élevage, les exploitations ont conservé leur élevage et mis en commun leurs cultures de vente (25 à 65 ha). Le cas de la Haute-Saône est différent : quelques agriculteurs ont mis en commun leurs moyens pour cultiver 100 ha de maïs en monoculture. Ils se partagent le travail et la récolte, au prorata des surfaces apportées par chacun.

Enfin, nous trouvons un atelier commun de pépinières dans le Morbihan et un G.A.E.C. partiel s'est constitué pour effectuer les labours, ce qui semblerait plutôt relever de la forme C.U.M.A.

### C. EXPLOITATION EN COMMUN

Il existe un certain nombre de formes de fusion complète, par lesquelles plusieurs exploitations ne deviennent qu'une seule exploitation, mettant en commun leur travail et leurs capitaux d'exploitation sur des terres regroupées. La plus courante, que nous décrivons le plus longuement, est celle du G.A.E.C. total.

#### Législation

Sans nous attarder sur ce point, qui a fait l'objet de précédentes études de la part de la Commission des Communautés Européennes, rappelons succinctement l'évolution de la juridiction.

- Un très petit nombre d'exploitations importantes ont constitué des sociétés à caractère commercial : S.A.R.L., société anonyme. Encore s'agit-il souvent d'ateliers en commun, comme l'engraissement de boeufs ou autres. Cette forme est peu favorable du point de vue fiscal : imposition de 50 % sur les bénéfices de la société par rapport au régime du bénéfice forfaitaire agricole.
- Un plus grand nombre constitue, depuis de longues années, des sociétés civiles. Deux remarques s'imposent :
  - . la société civile est une forme inadaptée à la réunion d'exploitations distinctes en ce sens que le fermier qui fait exploiter ses terres par une société civile dont il est membre, est en contravention avec le statut du fermage : le propriétaire peut faire rompre le bail, à moins qu'il ne consente un nouveau bail au nom de la société, ce qui est souvent difficile à obtenir;
  - . pour cette raison, en particulier, les sociétés civiles se sont souvent constituées à partir d'apports de capitaux et pour sauvegarder les droits de chacun sur ce plan, plutôt que pour fusionner des exploitations distinctes. Assez souvent, certains sociétaires ne participent pas au travail d'exploitation.

C'est pourquoi beaucoup de fusions d'exploitations, ou simplement de co-exploitation en famille ou entre voisins, se réalisaient sans statut juridique jusqu'à la mise en application de la loi sur les G.A.E.C.

A l'occasion de cette loi, un bon nombre de ces associations de fait ont régularisé leur situation juridique, mais pas toutes. Il s'en constitue d'ailleurs

encore, principalement pour des co-exploitations en famille. L'application de la T.V.A. à l'agriculture a révélé à quel point de telles sociétés de fait étaient répandues en toutes régions, l'Administration des Finances ayant eu le réalisme d'accepter une déclaration unique lorsqu'il y a groupement de fait, même en dehors de tout cadre juridique.

Les G.A.E.C. prévus dans la loi d'orientation agricole du 5 août 1960, ont été créés par la loi complémentaire du 8 août 1962 qui précise : "Ils ont pour objet de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial."

Cette intention du législateur vaut d'être soulignée car elle reflète à la fois la crainte de voir se créer d'importantes exploitations de type capitaliste entre quelques associés et celle d'assister à des concentrations de type socialiste : d'où la quasi-unanimité avec laquelle fut adoptée cette loi.

Les décrets d'application ne parurent qu'en décembre 1964. Ils annonçaient des statuts-types qui ne virent le jour qu'en mars 1966. Ceci explique que très peu de G.A.E.C. se créèrent en 1965 et que le mouvement ne prit son vrai démarrage qu'en 1966.

Ces mêmes décrets ont institué des Comités départementaux d'agrément présidés par le Préfet et constitués de trois fonctionnaires de l'agriculture, de trois agriculteurs et d'un notaire. Leur rôle est de s'assurer si les statuts et les prévisions de fonctionnement sont conformes à la loi et à son esprit, et susceptibles de permettre un bon fonctionnement du groupement.

En fait, la plupart des Comités départementaux ont également défini une politique pour l'implantation des G.A.E.C. Ainsi, certains refusent les G.A.E.C. père - 1 fils, d'autres les acceptent, de même, ils sont plus ou moins exigeants vis-à-vis des G.A.E.C. partiels.

Le Comité national d'agrément constitué de façon semblable statue en appel, soit sur demande des intéressés après rejet de leur demande par le Comité départemental, soit à l'initiative du Ministre de l'Agriculture à l'encontre de décisions prises par un Comité départemental. De la sorte, le Comité national joue un rôle d'orientation dans la politique d'agrément des G.A.E.C., créant peu à peu une jurisprudence par ses décisions. Toutefois, on peut regretter que cette politique ne soit pas encore nettement définie en tous points.

Il en est ainsi de la question des salariés dans le G.A.E.C. et de celle de la dimension du G.A.E.C. Au sujet des salariés, la loi précise seulement "dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial". Peu à peu s'établit une jurisprudence selon laquelle il ne faut pas plus de salariés que d'associés, mais cette règle doit souffrir des exceptions lorsqu'il s'agit, par exemple, d'exploitations maraîchères, sous verre en particulier, ou arboricoles, dans lesquelles on emploie beaucoup de main-d'oeuvre. Parallèlement, à la demande de l'U.G.E.A. et des organisations professionnelles, l'on voudrait orienter les G.A.E.C. vers l'intéressement (aux bénéfices et aux décisions) des salariés, puis vers leur association progressive, mais cela n'est pas sans problèmes. Au sujet des surfaces, la loi précise qu'en exploitation intégrale elle ne peut excéder dix fois la surface des exploitations à 2 U.T.A., prévue par la loi du 5 août 1960. Or, cette surface n'a jamais été définie. La loi prévoit donc, en attendant, de limiter à 10 le nombre des associés d'un groupement. Depuis deux ans, peu à peu et sans critères nettement définis, le Comité National tend à refuser l'agrément des G.A.E.C. de trop grande surface, mais qu'est-ce que cela signifie ? 150 ha c'est peu dans la région parisienne et c'est beaucoup en Bretagne.

#### Sources de renseignements

Pour cette étude des fusions complètes nous avons eu recours à diverses sources de renseignements, nous leur attribuons un numéro afin de les désigner et de les distinguer aisément dans le développement qui va suivre.

#### S - 1

Il s'agit des statistiques sur les G.A.E.C. publiées chaque année, depuis 1967, par la Division des Structures du Ministère de l'Agriculture. Nous avons décrit en détail, dans l'Introduction (page 9), les renseignements que fournissent ces statistiques. Il s'agit de la seule vraie statistique exhaustive que nous possédons en France sur les G.A.E.C. Ce recensement est précieux mais, en raison de sa source (les dossiers d'agrément des G.A.E.C.) et du fait qu'il ne constitue pas une véritable étude statistique, il ne nous fournit qu'un nombre de renseignements trop limité sur les G.A.E.C.

S - 2

Cette source est le dépouillement de l'Enquête communautaire de 1967, selon le statut du chef d'exploitation. Nous avons utilisé le dépouillement effectué par le Service du Ministère de l'Agriculture (S.C.E.E.S.) pour la France entière et par régions économiques. Il faut toutefois se souvenir qu'il s'est agi d'un sondage ou 1/6ème (généralement), ce qui limite la précision de certains renseignements. Il est dommage, à cet égard, que le dépouillement du Recensement Général de l'Agriculture de 1970 ne soit pas encore effectué selon le statut des chefs d'exploitation et, plus particulièrement, selon les associations et groupements d'exploitations : nous en aurions tiré de très intéressants renseignements, d'autant plus qu'il s'agit cette fois d'un recensement exhaustif.

S - 3

Ce sont les fiches individuelles par G.A.E.C. remplies par près de la moitié des départements à la demande de l'U.G.E.A. La page 10 de l'introduction est consacrée à la description de ces fiches et donne leur intérêt et leurs limites. Nous avons consulté cette documentation, qui n'est pas entièrement centralisée à l'U.G.E.A., et avons relevé les données de 36 départements répartis le plus également possible dans toutes les régions de France. Les fichiers n'étant généralement à jour que jusque l'année 1970 cela ne représente pas tous les G.A.E.C. de ces départements mais 800 G.A.E.C. au total (sur 2,322 actuellement), donc 35 % des G.A.E.C. Dans le tableau C.4 des pages suivantes, en dernières colonnes, nous indiquons la répartition de notre échantillon en nombre et en % de l'effectif total par région. En Annexes I et I bis, la fiche et les 36 départements dont le fichier a été relevé.

S - 4

Les sources précédentes donnant des renseignements statiques sur les G.A.E.C., nous avons nous-mêmes effectué, en mai 1972, une enquête auprès de chacun des 90 départements (enquête adressée aux Centres de Gestion - voir le questionnaire en Annexe IV). Cette enquête, intitulée "dynamisme des G.A.E.C.", était destinée à préciser l'évolution des G.A.E.C. sur 3 points :

- investissements (en précisant lesquels);
- augmentation de surface (moins de 20 %, 20 à 40 %, plus de 40 %);
- intensification de la production.

Deux autres questions permettaient d'éclaircir un point mal précisé dans les autres sources de renseignements : la proportion de regroupements d'exploitations distinctes et de connaître le nombre de dissolutions.

Les réponses de 32 départements nous sont parvenues, représentant 860 G.A.E.C. Bien entendu, il n'y a pas de concordance entre ces 32 départements et les 36 dont le fichier U.G.E.A. a été dépouillé. Lorsque nous citons cette enquête S - 4 nous nous reportons, par question, au nombre de réponses exprimées qui peut être inférieur à 860 pour l'une ou l'autre des questions lorsque le correspondant ne possédait pas toutes les données.

#### S - 5

Nous avons utilisé la très intéressante étude de MM. Nallet, Roger et Vignaud de l'I.N.R.A., signalée et sommairement décrite page 11 de notre introduction. Ajoutons qu'elle concerne 1.363 G.A.E.C. agréés ou en cours d'agrément au 1er juin 1968. Grâce à une recherche très systématique et au croisement de nombreuses données, cette étude atteint son objectif principal : "fournir une description statistique des G.A.E.C." mais, s'appuyant uniquement sur les dossiers administratifs détenus par le Service des Structures du Ministère de l'Agriculture, elle ne répond qu'imparfaitement aux questions d'ordre sociologique et économique.

#### S - 6

Nous citons également une étude sans mentionner l'auteur du fait qu'elle n'est pas achevée ni, à fortiori, publiée. Il s'agit d'une étude qui porte sur 441 G.A.E.C. figurant dans les fiches U.G.E.A. et répartis à travers la France. Parmi ces 441 G.A.E.C., 233 ont fait l'objet d'une enquête plus approfondie.

#### S - 7

L'Institut National de Gestion et d'Economie Rurale procède, chaque année, à un "stockage de références" des principaux résultats d'exploitation établis par les Centres de Gestion. En 1969, l'I.G.E.R. a réalisé un dépouillement pour les G.A.E.C., l'échantillon compte 500 G.A.E.C. et nous avons eu connaissance de quelques tableaux du dépouillement concernant les G.A.E.C.

#### S - 8

Nous avons utilisé une étude de 1972 sur les 85 G.A.E.C. du département de Saône-et-Loire.

Enfin, nous précisons que l'enquête utilisée pour les formes simples et les groupements partiels (réponses de 45 départements, voir page 11) n'a pas été utilisée dans cette partie, cette enquête étant spécifique aux deux formes de collaboration indiquées.

PLAN DETAILLE DE LA PARTIE DESCRIPTIVE DES GROUPEMENTS D'EXPLOITATION  
EN COMMUN

I. Aperçu sur les diverses formes de fusion complète

Situation en 1967 (enquête communautaire S - 2)

1. Surface
2. Nombre d'associés
3. Salariés
4. Age moyen des chefs d'exploitation
5. Différences entre associations de fait - G.A.E.C. et sociétés civiles

Tableaux C.1. : France entière

C.2. : Dépouillement par régions européennes

C.2. bis : Dépouillement par régions économiques françaises

Graphiques C.1. : Proportion d'associations parmi les exploitations françaises

C.2. : Surface moyenne par exploitation

C.3. : Proportion d'associations et de sociétés civiles par régions européennes

6. Evaluation de la situation actuelle

II. Les G.A.E.C. de fusion complète

1. Evolution

- Développement dans le temps (statistiques du Ministère de l'Agriculture)

Tableau C.3. : Résumé des statistiques du Ministère de l'Agriculture, S - 1 (France entière)



- Graphiques C.4. : Evolution du nombre de G.A.E.C. totaux dans le temps (France entière)
- C.5. : Evolution du nombre de G.A.E.C. partiels dans le temps (France entière)
- C.6. : Nombre moyen de G.A.E.C. par département, évolution dans le temps par régions européennes

- Répartition des G.A.E.C. à travers le territoire français (S - 1)

- Graphique C.7. : Nombre de G.A.E.C. par département, évolution des départements extrêmes
- Cartes C.1. : Nombre de G.A.E.C. au 10/12/71
- C.2. : G.A.E.C. familiaux et non familiaux au 10/12/70
- C.3. : G.A.E.C. totaux et partiels au 10/12/70

- Présentation rapide des grandes régions

- Tableau C.4. : Nombre de G.A.E.C. par région et par département - Répartition de l'échantillon du fichier U.G.E.A.

2. Caractère des exploitations associées

- Tableau C.5. : (fichier U.G.E.A., S - 3)

a) Surface moyenne : 2 tableaux complémentaires (S - 4 et S - 5)

b) Regroupement d'exploitations distinctes (S - 5 et S - 6)

1 tableau complémentaire (S - 4)

c) Propriété des terres (S - 5 et S - 6)

1 tableau complémentaire (S - 6)

d) Nombre d'associés et association des femmes (S - 1, S - 3, S - 5)

1 tableau complémentaire (S - 1)

e) Age des associés (S - 5)

- Graphique C.8. : Pyramide des âges (G.A.E.C. et France) (S - 5)

f) Liens de parenté :

1 tableau complémentaire (S - 5)

### 3. Production des G.A.E.C.

Tableau C.6. : (fichier U.G.E.A., S - 3)

- a) Surfaces : 1 tableau complémentaire (S - 5)
- b) Salariés : (S - 2, S - 3, S - 5, S - 6)
- c) Systèmes de production : 2 tableaux complémentaires (S - 6, S - 7)
- d) Dimension des ateliers de production animale (S - 3)
- e) Intensification de la production (S - 4 et S - 6)
- f) Chiffres d'affaires (S - 3)

### 4. Fonctionnement des G.A.E.C.

Tableau C.7. : (fichier U.G.E.A., S - 3)

- a) Capital social

Graphique C.9. : Capital social et chiffre d'affaires par ha,  
moyenne des G.A.E.C. par régions européennes  
(S - 3)

- b) Investissements : 1 tableau complémentaire (S - 4)
- c) Gérance, partage des responsabilités : 1 tableau complémentaire (S - 6)
- d) Participation des G.A.E.C. à diverses organisations agricoles (S - 3,  
S - 8)
- e) Dissolutions, refus d'agrément (S - 1 et S - 4)
- f) Relations entre G.A.E.C.

# I. Aperçu sur les diverses formes de fusion complète

- Situation en 1967 (tout ce paragraphe provient de la source S - 2)

Utilisant le dépouillement de l'enquête communautaire de 1967 selon le statut du chef d'exploitation (S - 2), nous reproduisons ci-contre :

- un tableau de synthèse pour la France entière (tableau C.1.)
- les principales données par région (tableaux C.2. et C.2. bis).

(Sur les 3.900 Associations de fait et G.A.E.C., il y avait environ 700 G.A.E.C. en 1967. Voici quelques remarques sur ces tableaux :

## 1. Surface

Les formes associatives exploitent, en moyenne, de plus grandes surfaces que les exploitations individuelles. Voici d'ailleurs les surfaces moyennes (France entière) :

|  | <u>Surface</u> | <u>%</u> |
|--|----------------|----------|
| Ensemble des exploitations .....         | 18 ha          | (100)    |
| Associations de fait et G.A.E.C. (2) ... | 53 ha          | (290)    |
| Sociétés civiles (4) .....               | 7 ha           | (455)    |

Ces surfaces moyennes et les différences entre exploitations individuelles et formes associatives sont variables selon les régions, comme le montrent les chiffres des quelques régions :

| Surfaces moyennes et proportion d'associations et sociétés (S-2) | Ensemble |     | 2   |      | 4   |      |
|--|----------|-----|-----|------|-----|------|
|  | ha       | %   | ha  | %    | ha  | %    |
| Picardie   | 39       | 100 | 78  | 0,50 | 172 | 0,55 |
| Région parisienne  | 45       | 100 | 63  | 0,16 | 95  | 1,50 |
| Champagne  | 38       | 100 | 108 | 0,15 | 150 | 0,17 |
| France entière   | 18       | 100 | 53  | 0,23 | 76  | 0,20 |
| Bretagne   | 12       | 100 | 23  | 0,06 | 23  | 0,03 |
| Alsace   | 10       | 100 | 41  | 0,12 | 12  | 0,07 |
| Rhône-Alpes  | 12       | 100 | 42  | 0,19 | 37  | 0,13 |
| Régions viticoles :  |          |     |     |      |     |      |
| Languedoc-Roussillon   | 10       | 100 | 9   | 0,06 | 12  | 0,18 |
| Provence-Côte d'Azur   | 9        | 100 | 72  | 0,12 | 86  | 0,54 |

Comme on peut le voir sur ce tableau, dans les régions de grandes cultures les dimensions des associations et sociétés sont en rapport avec celles des exploitations individuelles, c'est-à-dire, nettement plus grandes que celles des associations et sociétés des régions où les surfaces moyennes sont plus petites. Il faut toutefois remarquer que, dans ces régions à structures plus petites, les sociétés civiles sont à la fois moins nombreuses que les associations de fait et G.A.E.C. et de dimensions comparables, voire même inférieures. Par contre, dans les régions de grandes cultures, les sociétés civiles sont plus nombreuses et plus grandes que les associations et G.A.E.C.

Ceci illustre la différence de conception que révèle la forme juridique et sur laquelle nous reviendrons dans les paragraphes suivants.

Une autre remarque est que les formes associatives sont plus nombreuses dans les régions où les surfaces moyennes d'exploitation sont plus grandes. Ceci ressort nettement de l'examen des colonnes " %" de 2 et de 4 du petit tableau ci-dessus. Toutefois, ce qui est vrai pour les extrêmes n'est qu'une tendance pour l'ensemble, ainsi, l'examen du tableau C.2. bis nous apprend que, dans les régions ayant une surface moyenne d'exploitation autour de 20 ha, l'on rencontre aussi bien une plus grande qu'une plus faible proportion d'associations et de sociétés. Ainsi, nous avons les exemples :

|                   |        |  |   |   |
|-------------------|--------|--|---|---|
| - Auvergne        | : 20   | ha avec 0,01 % et 0,07 % d'associations et de sociétés |   |   |
| - Franche-Comté   | : 21,5 | ha avec 1,50 % et 0,06 %                               | " | " |
| - Poitou-Charente | : 20   | ha avec 0,06 % et 0,02 %                               | " | " |
| - Haute-Normandie | : 22,5 | ha avec 0,50 % et 0,30 %                               | " | " |

Ce qui précède est illustré par le graphique C.1. où l'on constate que la proportion d'associations et de sociétés croît lorsqu'on l'exprime dans les tranches de surfaces plus élevées.

D'autre part, nous voyons que 29 % seulement des exploitations françaises ont plus de 20 ha, alors qu'environ 70 % des associations et des G.A.E.C. et sociétés dépassent 20 ha. Au-delà de 50 ha, il n'y a que 7 % des exploitations françaises, mais il y a 35 % des associations et 41 % des sociétés civiles d'exploitation.

Si les surfaces sont plus grandes par association, le sont-elles également lorsqu'on les rapporte au nombre d'associés ?

Tableau C.1.

ENQUÊTE COMMUNAUTAIRE 1967  
(France entière)

2 = Associations de fait et G.A.E.C.  
4 = Sociétés civiles

|                           | Nombre d'exploitations |     |     | % de 2 et 4 par rapport à l'ensemble |      | Membres de la famille par exploitation |          | % d'exploitations employant 1 salarié ou plus |     |
|---------------------------|------------------------|-----|-----|--------------------------------------|------|--|----------|---|-----|
|                           | Ensemble               | 2   | 4   | Ensemble                             | 2    | 4                                      | Ensemble | 2   | 4   |
| Valeur (en 1.000)         | 1.687,5                | 3,9 | 3,3 |                                      |      |  |          |   |     |
| % par classe de surface : |                        |     |     |                                      |      |  |          |   |     |
| Total                     | 100                    | 100 | 100 | 100                                  | 0,23 | 0,20                                   | 3,8      | 7   | 3,6 |
| - de 5 ha                 | 28                     | 5   | 15  | 100                                  | -    | 0,1                                    | 3        | 4   | 3,2 |
| - de 5 à 20 ha            | 43                     | 18  | 19  | 100                                  | 0,1  | 0,1                                    | 3,8      | 4,5   | 3,5 |
| - de 20 à 50 ha           | 22                     | 42  | 25  | 100                                  | 0,5  | 0,2                                    | 4,5      | 6,8   | 3,6 |
| - plus de 50 ha           | 7                      | 35  | 41  | 100                                  | 1,3  | 1,2                                    | 4,9      | 8,2   | 4,2 |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          | 13,6  | 28  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          | 4,2   | -   |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          | 8,4   | 14  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          | 22,8  | 18  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          | 55,5  | 50  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          |   | 82  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          |   | 80  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          |   | 83  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          |   | 88  |
|                           |                        |     |     |                                      |      |  |          |   | 92  |

Tableau C.2.

ENQUETE COMMUNAUTAIRE 1967

2 = Associations de fait et G.A.E.C.  
4 = Sociétés civiles

| Détail par région                             | % 2 et 4 par rapport à l'ensemble |      |     |  | % 2 et 4 par rapport à l'ensemble |     |     |  |
|---|-----------------------------------|------|-----|--|-----------------------------------|-----|-----|--|
|   | Ensemble                          | 2    | 4   |  | Ensemble                          | 2   | 4   |  |
|   | <u>REGION 12</u>                  |      |     |  | <u>REGION 13</u>                  |     |     |  |
| Nombre d'exploitations                        | 88.018                            | 293  | 295 |  | 121.110                           | 276 | 198 |  |
| % d'exploitations de plus de 50 ha            | 12                                | 44   | 53  |  | 7                                 | 49  | 42  |  |
| Surface moyenne (en ha)                       | 26                                | 70   | 128 |  | 18,5                              | 65  | 84  |  |
| % d'exploitations employant 1 salarié ou plus | 22,5                              | 50   | 85  |  | 25,5                              | 54  | 85  |  |
|   | <u>REGION 14</u>                  |      |     |  | <u>REGION 15</u>                  |     |     |  |
| Nombre d'exploitations                        | 403.860                           | 1676 | 304 |  | 102.982                           | 142 | 633 |  |
| % d'exploitations de plus de 50 ha            | 2,7                               | 24   | 38  |  | 20                                | 48  | 50  |  |
| Surface moyenne (en ha)                       | 16                                | 38   | 61  |  | 31                                | 70  | 86  |  |
| % d'exploitations employant 1 salarié ou plus | 12,8                              | 17   | 87  |  | 21                                | 39  | 86  |  |
|   | <u>REGION 16</u>                  |      |     |  | <u>REGION 17</u>                  |     |     |  |
| Nombre d'exploitations                        | 139.112                           | 605  | 208 |  | 83.651                            | 178 | 45  |  |
| % d'exploitations de plus de 50 ha            | 18                                | 42   | 46  |  | 8,5                               | 58  | 9   |  |
| Surface moyenne (en ha)                       | 29                                | 58   | 94  |  | 18                                | 83  | 25  |  |
| % d'exploitations employant 1 salarié ou plus | 13                                | 13   | 75  |  | 7                                 | 26  | 76  |  |

Tableau C.2.

(suite)

|  | % 2 et 4 par rapport à l'ensemble |       |     | % 2 et 4 par rapport à l'ensemble |      |      |
|--|-----------------------------------|-------|-----|-----------------------------------|------|------|
|  | Ensemble                          | 2     | 4   | Ensemble                          | 2    | 4    |
| Nombre d'exploitations<br>% d'exploitations de plus de 50 ha<br>Surface moyenne (en ha)<br>% d'exploitations employant 1 salarié ou plus | REGION 18                         |       |     |                                   |      |      |
|  | 134.624                           | 7     | 92  | 100                               |      | 0,07 |
|  | 6,3                               |       | 54  | 100                               |      | 0,50 |
|  | 19                                | (100) | 76  |                                   |      |      |
|  | 10                                | -     | 65  |                                   |      |      |
| Nombre d'exploitations<br>% d'exploitations de plus de 50 ha<br>Surface moyenne (en ha)<br>% d'exploitations employant 1 salarié ou plus | REGION 19                         |       |     |                                   |      |      |
|  | 151.578                           | 287   | 203 | 100                               | 0,2  | 0,13 |
|  | 1,8                               | 28    | 19  | 100                               | 2,8  | 1,40 |
|  | 12                                | 42    | 37  |                                   |      |      |
|  | 6,5                               | 20    | 65  |                                   |      |      |
| Nombre d'exploitations<br>% d'exploitations de plus de 50 ha<br>Surface moyenne (en ha)<br>% d'exploitations employant 1 salarié ou plus | REGION 20                         |       |     |                                   |      |      |
|  | 269.802                           | 298   | 630 | 100                               | 0,11 | 0,23 |
|  | 3,4                               | 60    | 40  | 100                               | 2,00 | 2,70 |
|  | 16                                | 75    | 63  |                                   |      |      |
|  | 10                                | 68    | 87  |                                   |      |      |
| Nombre d'exploitations<br>% d'exploitations de plus de 50 ha<br>Surface moyenne (en ha)<br>% d'exploitations employant 1 salarié ou plus | REGION 21                         |       |     |                                   |      |      |
|  | 202.881                           | 176   | 701 | 100                               | 0,09 | 0,35 |
|  | 3,1                               | 25    | 33  | 100                               | 0,70 | 3,60 |
|  | 10                                | 50    | 97  |                                   |      |      |
|  | 14                                | 40    | 81  |                                   |      |      |

## 2. Nombre d'associés

Le dépouillement statistique ne fait pas apparaître le nombre de chefs d'exploitation, ni le nombre de personnes travaillant effectivement sur les exploitations.

Toutefois, connaissant le nombre de membres de la famille vivant sur l'exploitation, nous pouvons avoir une idée approchée des surfaces exploitées relativement au nombre d'associés. Nous remarquons, en effet, (tableau 1) que pour la moyenne générale le nombre des membres de la famille est le suivant :

|                                  | <u>Tous</u> | <u>- de 20 ha</u> | <u>+ de 20 ha</u> |
|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------------|
| Ensemble .....                   | 3,8         | 3,6               | 4,6               |
| Associations de fait et G.A.E.C. | 7,0         | 4,4               | 7,5               |
| Sociétés civiles (4) .....       | 3,6         | 3,4               | 4,0               |

Il est permis d'en déduire que sur les associations vivent, en moyenne, 2 familles donc 2 associés et que sur les sociétés civiles généralement il n'y a en moyenne qu'une famille, donc 1 seule personne pour diriger le travail sur place.

Si nous ramenons les surfaces, non pas au nombre d'associés mais à celui des membres de la famille vivant sur l'exploitation, nous trouvons :

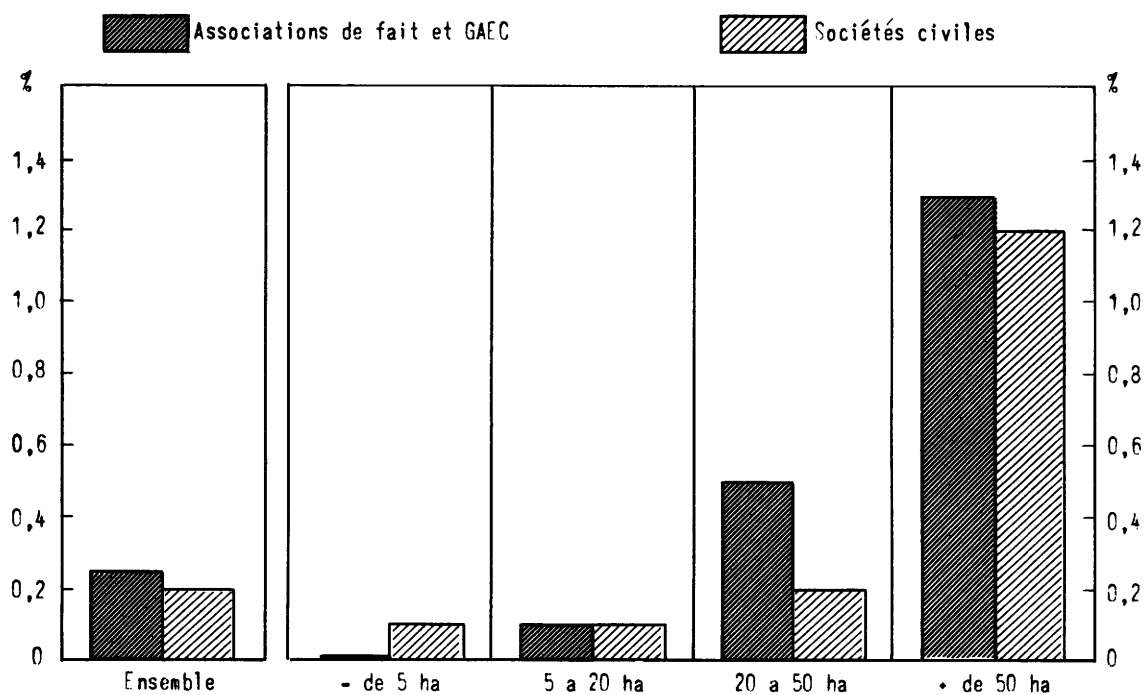
|   | <u>Surface</u> | <u>%</u> |
|---|----------------|----------|
| France entière .....                      | 4,75 ha        | (100)    |
| Associations de fait et G.A.E.C. (2) .... | 7,60 ha        | (160)    |
| Sociétés civiles (4) .....                | 23,- ha        | (485)    |

Nous voyons que, par rapport au nombre de personnes vivant sur l'exploitation, et donc au nombre d'associés y travaillant, les différences entre les surfaces des 3 catégories d'exploitations n'ont pas la même physionomie. Les associations et G.A.E.C. ont une surface par associé au travail qui est 1,6 fois plus élevée que celle des exploitations individuelles, contre 5 fois plus dans les sociétés civiles.

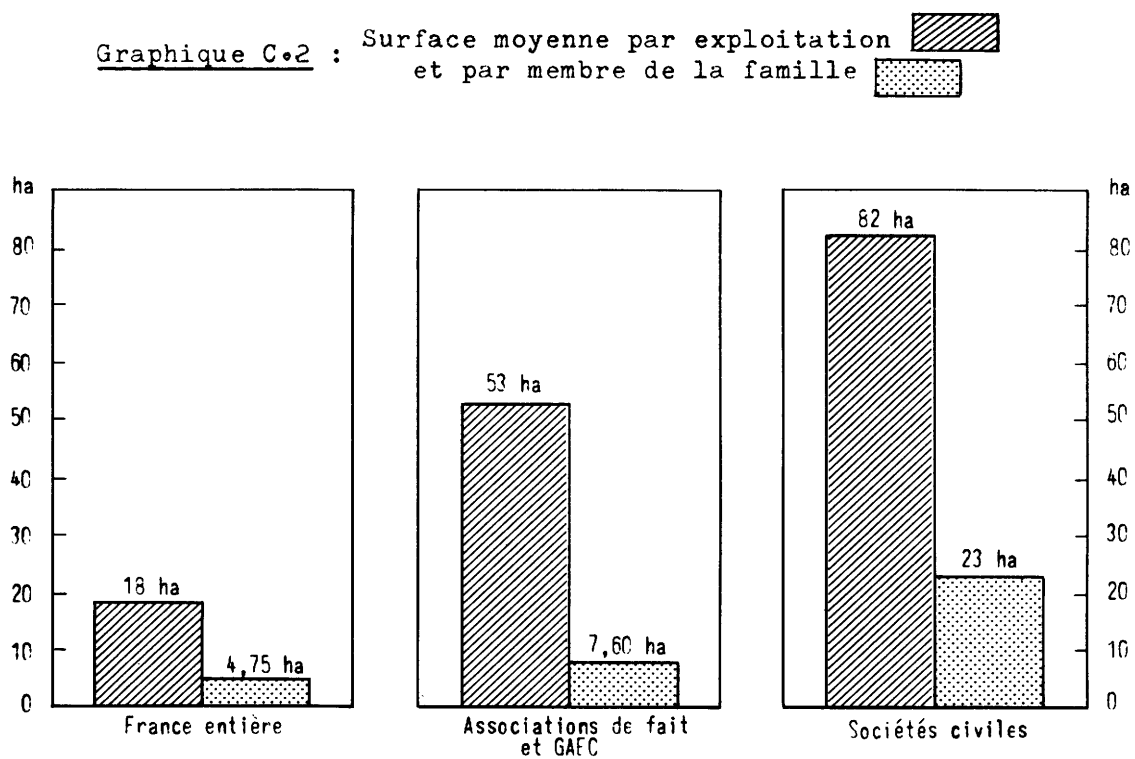
Le graphique C.2. ci-joint illustre ces différences de surfaces entre exploitations individuelles, associations et sociétés civiles, par membre de la famille.



Graphique C.1 : Proportion d'associations parmi les exploitations françaises



Graphique C.2 : Surface moyenne par exploitation et par membre de la famille



Sources: Enquête communautaire de 1967 (S-2)

### 3. Salariés

Il existe une différence très nette entre les associations de fait et les sociétés civiles relativement à l'emploi des salariés. Alors que les premières se situent dans la moyenne des exploitations françaises, les secondes emploient plus de salariés.

Si, en effet, pour l'ensemble il y a 2 fois plus d'associations employant 1 salarié ou davantage que d'exploitations individuelles, cela provient de la plus grande dimension des associations. Dans une même tranche de superficie, les associations et les exploitations individuelles emploient des salariés dans les mêmes proportions, ce qui laisse d'ailleurs supposer une main-d'oeuvre plus abondante dans les associations puisqu'elles emploient plus de main-d'oeuvre familiale.

Par contre, 82 % des sociétés civiles emploient 1 salarié ou plus et ceci dans toutes les tranches de surfaces. Il faut cependant penser que, dans beaucoup de sociétés civiles, le gérant a peut-être été déclaré comme salarié lors du recensement.

En observant le tableau C.2. bis, par régions économiques, nous constatons seulement une faible tendance des associations et sociétés à employer plus de salariés dans les régions de grandes cultures que dans les régions de petites exploitations, contrairement aux exploitations individuelles. Si nous faisons, en effet, la moyenne du pourcentage d'exploitations employant 1 salarié et davantage, pour les deux groupes de 3 régions retenues ci-dessus nous constatons que :

- dans les 3 régions où les surfaces moyennes sont les plus grandes

il y a : 29 % d'exploitations à 1 salarié et plus  
44 % d'associations à 1 salarié et plus  
87 % de sociétés civiles à 1 salarié et plus;

- dans les 3 régions où les surfaces moyennes sont les plus petites

il y a : 7 % d'exploitations à 1 salarié et plus  
29 % d'associations à 1 salarié et plus  
76 % de sociétés civiles à 1 salarié et plus;

- pour la France entière

il y a : 14 % d'exploitations à 1 salarié et plus  
28 % d'associations à 1 salarié et plus  
82 % de sociétés civiles à 1 salarié et plus.

Tableau C.2. bis

DETAIL PAR REGION ECONOMIQUE  
(enquête communautaire 1967)

2 = Associations de fait et G.A.E.C.

4 = Sociétés civiles

|  | Toutes exploitations |      |      | Exploitations de 20 à 50 ha |      |      | Exploitations de plus de 50 ha |     |      |
|--|----------------------|------|------|-----------------------------|------|------|--------------------------------|-----|------|
|  | Ensemble             | 2    | 4    | Ensemble                    | 2    | 4    | Ensemble                       | 2   | 4    |
| <u>Région : Nord</u>                     |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |      |
| Nombre total d'exploitations             | 52.894               | 116  | 104  | 15.698                      | 38   | 30   | 2.222                          | 50  | 34   |
| soit en %                                | 100                  | 0,23 | 0,20 | 100                         | 0,25 | 0,19 | 100                            | 2,2 | 1,5  |
| Surface moyenne (ha)                     | 18                   | 57   | 51   | 29,5                        | 37   | 34,5 | 75                             | 99  | 116  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 19                   | 70   | 77   | 27,5                        | 58   | 80   | 87                             | 100 | 100  |
| <u>Région : Picardie</u>                 |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |      |
| Nombre total d'exploitations             | 35.124               | 177  | 191  | 12.317                      | 72   | 26   | 7.771                          | 79  | 123  |
| soit en %                                | 100                  | 0,50 | 0,55 | 100                         | 0,59 | 0,21 | 100                            | 1   | 1,6  |
| Surface moyenne (ha)                     | 39                   | 78   | 172  | 32                          | 31   | 43   | 110                            | 142 | 255  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 28                   | 37   | 91   | 22                          | —    | 81   | 81                             | 82  | 97   |
| <u>Région : Haute-Normandie</u>          |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |      |
| Nombre total d'exploitations             | 37.124               | 186  | 112  | 9.656                       | 52   | 12   | 4.318                          | 112 | 52   |
| soit en %                                | 100                  | 0,50 | 0,30 | 100                         | 0,54 | 0,12 | 100                            | 2,6 | 1,2  |
| Surface moyenne (ha)                     | 22,5                 | 74   | 103  | 32                          | 34   | 33   | 82                             | 102 | 210  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 24                   | 55   | 79   | 38                          | 46   | 100  | 78                             | 70  | 81   |
| <u>Région : Basse-Normandie</u>          |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |      |
| Nombre total d'exploitations             | 83.986               | 90   | 86   | 19.407                      | 38   | 17   | 4.262                          | 24  | 32   |
| soit en %                                | 100                  | 0,11 | 0,10 | 100                         | 0,20 | 0,09 | 100                            | 0,6 | 0,75 |
| Surface moyenne (ha)                     | 17                   | 45   | 58   | 30                          | 37   | 34   | 75                             | 100 | 128  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 26                   | 54   | 93   | 49                          | 47   | 65   | 80                             | 100 | 100  |

(suite n° 1)

Tableau C.2. bis

|  | Toutes exploitations |       |      | Exploitations de 20 à 50 ha |      |      | Exploitations de plus de 50 ha |      |     |
|--|----------------------|-------|------|-----------------------------|------|------|--------------------------------|------|-----|
|  | Ensemble             | 2     | 4    | Ensemble                    | 2    | 4    | Ensemble                       | 2    | 4   |
| <u>Région : Bretagne</u>                 |                      |       |      |                             |      |      |                                |      |     |
| Nombre total d'exploitations             | 162.291              | 96    | 52   | 25.849                      | 22   | 2    | 570                            | 13   | 9   |
| soit en %                                | 100                  | 0,06  | 0,03 | 100                         | 0,09 | 0,01 | 100                            | 2,3  | 1,6 |
| Surface moyenne (ha)                     | 12                   | 23    | 23   | 27                          | 32   | 36   | 64                             | 60   | 93  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 10                   | 36    | 89   | 30                          | 64   | 100  | 77                             | 100  | 100 |
| <u>Région : Pays de Loire</u>            |                      |       |      |                             |      |      |                                |      |     |
| Nombre total d'exploitations             | 148.146              | 1.056 | 100  | 46.334                      | 652  | 40   | 4.086                          | 184  | 12  |
| soit en %                                | 100                  | 0,71  | 0,07 | 100                         | 0,14 | 0,01 | 100                            | 4,5  | 0,3 |
| Surface moyenne (ha)                     | 17                   | 34    | 29   | 30                          | 34   | 33   | 69                             | 66   | 100 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 14                   | 14    | 76   | 23                          | 9,5  | 85   | 59                             | 30   | 100 |
| <u>Région : Poitou-Charente</u>          |                      |       |      |                             |      |      |                                |      |     |
| Nombre total d'exploitations             | 93.423               | 524   | 152  | 30.629                      | 250  | 32   | 6.399                          | 202  | 94  |
| soit en %                                | 100                  | 0,06  | 0,02 | 100                         | 0,08 | 0,01 | 100                            | 3,2  | 1,5 |
| Surface moyenne (ha)                     | 20                   | 48    | 95   | 31                          | 34   | 41   | 74                             | 79   | 135 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 17                   | 20    | 94   | 29                          | 13   | 94   | 58                             | 31   | 92  |
| <u>Région parisienne</u>                 |                      |       |      |                             |      |      |                                |      |     |
| Nombre total d'exploitations             | 14.499               | 24    | 214  | 2.926                       | 8    | 25   | 4.379                          | 8    | 106 |
| soit en %                                | 100                  | 0,16  | 1,5  | 100                         | 0,27 | 0,85 | 100                            | 0,02 | 2,4 |
| Surface moyenne (ha)                     | 45                   | 63    | 95   | 34                          | 28   | 34   | 119                            | 158  | 180 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 40                   | 67    | 87   | 20                          | 75   | 92   | 69                             | 100  | 88  |

Tableau C.2. bis

(suite n° 2)

|  | Toutes exploitations |      |      | Exploitations de 20 à 50 ha |      |      | Exploitations de plus de 50 ha |      |      |
|--|----------------------|------|------|-----------------------------|------|------|--------------------------------|------|------|
|  | Ensemble             | 2    | 4    | Ensemble                    | 2    | 4    | Ensemble                       | 2    | 4    |
| <u>Région : Centre</u>                   |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 88.483               | 118  | 419  | 25.515                      | 48   | 125  | 15.626                         | 61   | 210  |
| soit en %                                | 100                  | 0,13 | 0,47 | 100                         | 0,19 | 0,50 | 100                            | 0,39 | 1,3  |
| Surface moyenne (ha)                     | 29                   | 72   | 81   | 32                          | 35   | 31   | 91                             | 110  | 142  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| <u>Région : Champagne</u>                |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 39.262               | 58   | 69   | 10.751                      | 6    | 2    | 11.401                         | 38   | 40   |
| soit en %                                | 100                  | 0,15 | 0,17 | 100                         | 0,06 | 0,02 | 100                            | 0,33 | 0,35 |
| Surface moyenne (ha)                     | 38                   | 108  | 150  | 35                          | 40   | 47   | 90                             | 156  | 267  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 19                   | 27   | 84   | 8,5                         | -    | -    | 51                             | 42   | 95   |
| <u>Région : Bourgogne</u>                |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 66.575               | 44   | 119  | 16.972                      | 6    | 2    | 12.076                         | 26   | 53   |
| soit en %                                | 100                  | 0,07 | 0,18 | 100                         | 0,04 | 0,01 | 100                            | 0,22 | 0,44 |
| Surface moyenne (ha)                     | 28                   | 114  | 72   | 33                          | 21   | 23   | 85                             | 180  | 154  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 14                   | 43   | 70   | 8                           | -    | -    | 45                             | 73   | 72   |
| <u>Région : Franche-Comté</u>            |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 33.275               | 503  | 20   | 13.352                      | 213  | 8    | 2.022                          | 188  | 3    |
| soit en %                                | 100                  | 1,5  | 0,06 | 100                         | 1,6  | 0,06 | 100                            | 9,4  | 0,15 |
| Surface moyenne (ha)                     | 21,5                 | 48   | 36   | 31                          | 34   | 33   | 67                             | 81   | 114  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 5                    | 9    | 80   | 5                           | 2    | 50   | 23                             | 21   | 100  |

Tableau C.2. bis

(suite n° 3)

|  | Toutes exploitations |      |      | Exploitations de 20 à 50 ha |      |      | Exploitations de plus de 50 ha |      |      |
|--|----------------------|------|------|-----------------------------|------|------|--------------------------------|------|------|
|  | Ensemble             | 2    | 4    | Ensemble                    | 2    | 4    | Ensemble                       | 2    | 4    |
| <u>Région : Alsace</u>                   |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 36.712               | 44   | 24   | 3.894                       | 10   | 6    | 402                            | 18   | 0    |
| soit en %                                | 100                  | 0,12 | 0,07 | 100                         | 0,25 | 0,15 | 100                            | 4,5  | 0    |
| Surface moyenne (ha)                     | 10                   | 41   | 12   | 28                          | 17   | 28   | 90                             | 63   | -    |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 5                    | 32   | 75   | 15                          | -    | 100  | 48                             | 33   | -    |
| <u>Région : Lorraine</u>                 |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 46.939               | 134  | 21   | 11.504                      | 41   | 0    | 6.722                          | 86   | 4    |
| soit en %                                | 100                  | 0,28 | 0,05 | 100                         | 0,35 | 0    | 100                            | 1,3  | 0,06 |
| Surface moyenne (ha)                     | 24                   | 96   | 40   | 33                          | 40   | -    | 82                             | 130  | 175  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 8                    | 23   | 77   | 6                           | 12   | -    | 36                             | 30   | 100  |
| <u>Région : Auvergne</u>                 |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 81.190               | 6    | 55   | 20.732                      | 0    | 18   | 5.984                          | 6    | 25   |
| soit en %                                | 100                  | 0,01 | 0,07 | 100                         | 0    | 0,09 | 100                            | 0,10 | 0,42 |
| Surface moyenne (ha)                     | 20                   | 109  | 86   | 30                          | -    | 38   | 79                             | 109  | 157  |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 10                   | 100  | 64   | 15                          | -    | 67   | 52                             | 100  | 68   |
| <u>Région : Limousin</u>                 |                      |      |      |                             |      |      |                                |      |      |
| Nombre total d'exploitations             | 53.434               | 2    | 37   | 12.770                      | 1    | 12   | 2.506                          | 0    | 25   |
| soit en %                                | 100                  | -    | 0,07 | 100                         | 0,01 | 0,1  | 100                            | 0    | 1    |
| Surface moyenne (ha)                     | 18                   | 41   | 62   | 30                          | 41   | 28   | 75                             | -    | 84   |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 10                   | 0    | 65   | 18                          | 0    | 33   | 52                             | -    | 80   |

(suite n° 4)

Tableau C.2. bis

|  | Toutes exploitations |      |      | Exploitations de 20 à 50 ha |      |      | Exploitations de plus de 50 ha |     |     |
|--|----------------------|------|------|-----------------------------|------|------|--------------------------------|-----|-----|
|  | Ensemble             | 2    | 4    | Ensemble                    | 2    | 4    | Ensemble                       | 2   | 4   |
| <u>Région : Rhône-Alpes</u>              |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |     |
| Nombre total d'exploitations             | 151.578              | 287  | 203  | 20.394                      | 149  | 34   | 2.798                          | 80  | 39  |
| soit en %                                | 100                  | 0,19 | 0,13 | 100                         | 0,74 | 0,17 | 100                            | 2,8 | 1,4 |
| Surface moyenne (ha)                     | 12                   | 42   | 37   | 29                          | 33   | 30   | 76                             | 80  | 150 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 6,5                  | 20   | 65   | 16                          | 13   | 67   | 42                             | 30  | 85  |
| <u>Région : Aquitaine</u>                |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |     |
| Nombre total d'exploitations             | 129.052              | 146  | 434  | 19.929                      | 38   | 176  | 2.453                          | 68  | 140 |
| soit en %                                | 100                  | 0,11 | 0,33 | 100                         | 0,19 | 0,90 | 100                            | 2,7 | 5,7 |
| Surface moyenne (ha)                     | 13                   | 52   | 53   | 28                          | 30   | 37   | 75                             | 88  | 110 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 12                   | 69   | 89   | 28                          | 53   | 100  | 67                             | 92  | 90  |
| <u>Région : Midi-Pyrénées</u>            |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |     |
| Nombre total d'exploitations             | 140.750              | 152  | 196  | 36.884                      | 32   | 54   | 6.776                          | 112 | 110 |
| soit en %                                | 100                  | 0,4  | 0,14 | 100                         | 0,09 | 0,15 | 100                            | 1,7 | 1,6 |
| Surface moyenne (ha)                     | 18                   | 98   | 79   | 30                          | 37   | 35   | 82                             | 122 | 120 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 8                    | 69   | 85   | 15                          | 81   | 89   | 47                             | 69  | 96  |
| <u>Région : Languedoc-Roussillon</u>     |                      |      |      |                             |      |      |                                |     |     |
| Nombre total d'exploitations             | 110.211              | 63   | 199  | 8.969                       | 8    | 70   | 3.909                          | 0   | 92  |
| soit en %                                | 100                  | 0,06 | 0,18 | 100                         | 0,01 | 0,08 | 100                            | 0   | 2,3 |
| Surface moyenne (ha)                     | 10                   | 9    | 12   | 31                          | 22   | 35   | 106                            | -   | 233 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 15                   | 19   | 94   | 41                          | 0    | 91   | 52                             | -   | 100 |

Tableau C.2. bis

(suite n° 5)

|  | Toutes exploitations |      |      | Exploitations de 20 à 50 ha |      |     | Exploitations de plus de 50 ha |     |     |
|--|----------------------|------|------|-----------------------------|------|-----|--------------------------------|-----|-----|
|  | Ensemble             | 2    | 4    | Ensemble                    | 2    | 4   | Ensemble                       | 2   | 4   |
| <u>Région : Provence-Côte d'Azur</u>     |                      |      |      |                             |      |     |                                |     |     |
| Nombre total d'exploitations             | 92.670               | 113  | 502  | 7.427                       | 26   | 106 | 2.421                          | 44  | 135 |
| soit en %                                | 100                  | 0,12 | 0,54 | 100                         | 0,35 | 1,4 | 100                            | 1,8 | 5,6 |
| Surface moyenne (ha)                     | 9                    | 72   | 86   | 30                          | 37   | 30  | 120                            | 154 | 290 |
| % d'exploitations avec 1 salarié ou plus | 13                   | 51   | 75   | 31                          | 39   | 81  | 50                             | 86  | 99  |



#### 4. Age moyen des chefs d'exploitation

Nous avons relevé sur le même dépouillement statistique (S - 2) l'âge moyen des chefs d'exploitation selon le statut de l'exploitation.

Les différences sont suffisamment grandes pour être considérées comme significatives :

|                                      |        |
|--------------------------------------|--------|
| France entière .....                 | 55 ans |
| Associations de fait et G.A.E.C. (2) | 47 ans |
| Sociétés civiles (4) .....           | 49 ans |

Les chefs d'exploitation travaillent en association avaient donc, en 1967, en moyenne 7 ans de moins que les chefs d'exploitations individuelles.

#### 5. Différence entre Associations de fait et Sociétés civiles

Dans les pages précédentes nous avons relevé un certain nombre de caractères différents entre les associations de fait et G.A.E.C. , et les sociétés civiles d'exploitation :

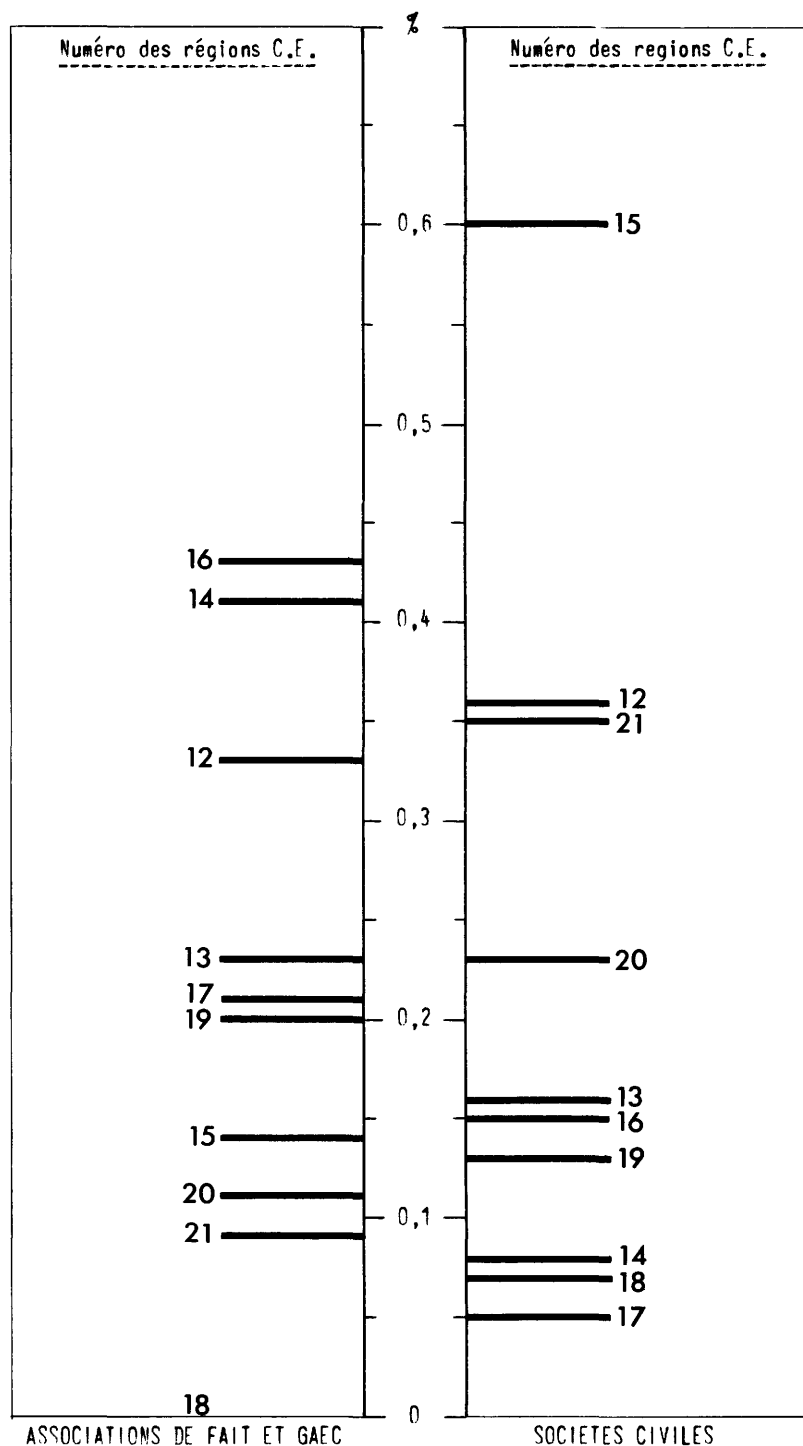
- les sociétés civiles exploitent une surface plus grande;
- elles sont proportionnellement plus répandues dans les régions de grandes cultures que les associations de fait et c'est l'inverse dans les régions de petites exploitations;
- elles sont le plus souvent mises en valeur par un seul des associés;
- elles emploient plus de salariés que les associations de fait.

Nous pouvons déduire de ces diverses constatations que les associations de fait et G.A.E.C. sont beaucoup plus proches de la forme habituelle de l'exploitation agricole que ne le sont les sociétés civiles. Celles-ci représentent un type d'association différent, avec une surface plus grande et un recours plus large au travail extérieur; elles sont d'ailleurs plus fréquentes dans les régions de grande cultures. Les associations de fait correspondent bien plus au type de groupement que la loi de 1962 a cherché à promouvoir. Il y a d'ailleurs très peu de sociétés civiles qui se sont transformées en G.A.E.C.

Le graphique C.3. ci-contre, montre qu'à travers les régions (européennes) les échelles d'implantation de ces deux types de collaboration sont nettement différentes. Par contre, si nous rapprochons l'ordre des régions selon la proportion d'associations de fait en 1967 et selon l'implantation actuelle des G.A.E.C. (tableau C.6. plus loin), nous voyons de grandes similitudes.

Graphique C.3 : Enquête communautaire 1967

Proportion d'association de fait et de GAEC, et de sociétés civiles  
dans l'ensemble des exploitations



## 6. Evaluation de la situation actuelle

Le recensement agricole de 1970 n'étant pas encore dépouillé, au niveau des statuts des chefs d'exploitation, rien ne nous permet d'évaluer la situation actuelle en dehors des statistiques que nous possédons sur les G.A.E.C.

Ce qui précède nous permet cependant de constater :

- qu'il existe entre 3.000 et 4.000 sociétés civiles, formule intéressante en certains cas, mais qui ne concerne généralement pas le même type d'exploitations que les associations et G.A.E.C. et ne sont pas une formule vraiment appropriée au regroupement d'exploitations;
- que les associations de fait sont nombreuses, plus encore peut-être que ne le laisse supposer cette statistique. Mais, bien souvent, il s'agit de co-exploitations en famille, sur une seule exploitation;
- que la forme privilégiée de fusion complète est le G.A.E.C. Nous allons y consacrer les pages qui suivent et verrons, en particulier, dans quelle mesure les G.A.E.C. ont opéré de véritables regroupements d'exploitations.

Ajoutons que les coopératives de production agricole sont peu nombreuses et ne représentent pas une forme juridique spécialement adaptée au regroupement d'exploitations tel qu'il est pratiqué en France. Il faut, en effet, au minimum 7 adhérents et, d'autre part, à la dissolution, le supplément d'actif net ne peut pas être repris par les adhérents.

## II. Les G.A.E.C. de fusion complète

### 1. Evolution

#### - Développement dans le temps

Le tableau ci-joint (tableau C.3.) présente l'évolution du nombre total des G.A.E.C. en France et donne un certain nombre de renseignements sur la parenté entre les associés, le nombre d'associés, celui des salariés et les surfaces moyennes.

Pour illustrer cette croissance nous présentons également les graphiques C.4. et C.5. qui montrent visuellement l'évolution, en nombre dans le temps, pour les G.A.E.C. totaux (C.4.) et les G.A.E.C. partiels (C.5.).

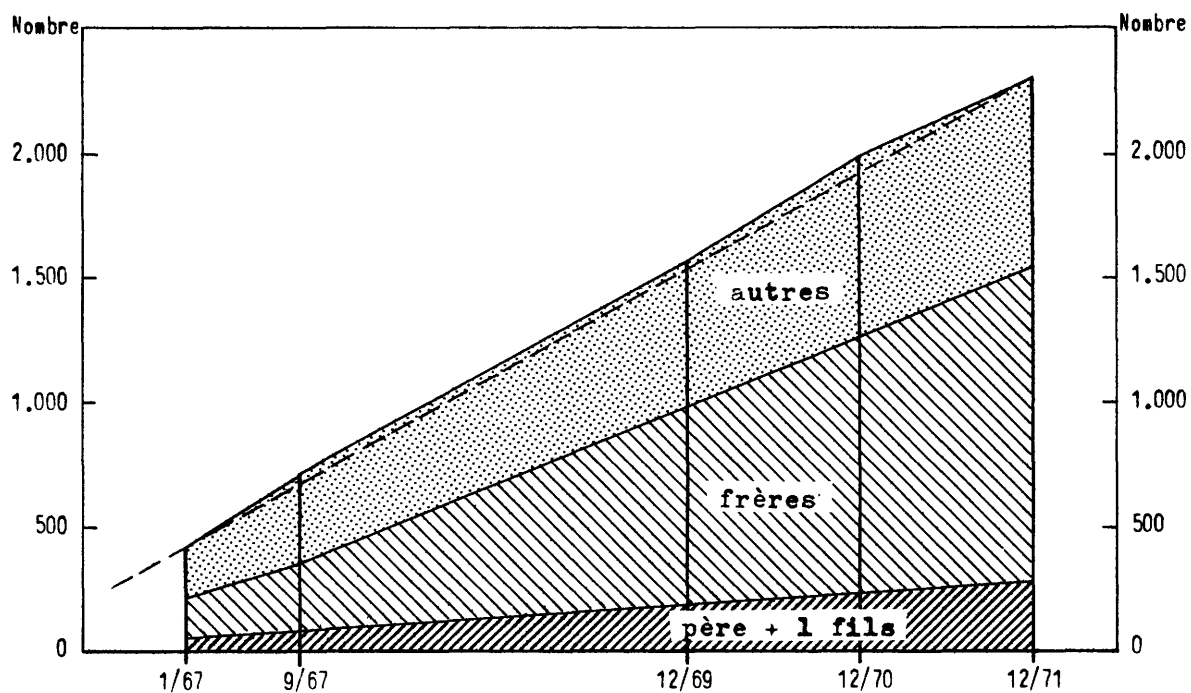
Tableau C.3.

(Source S - 1)

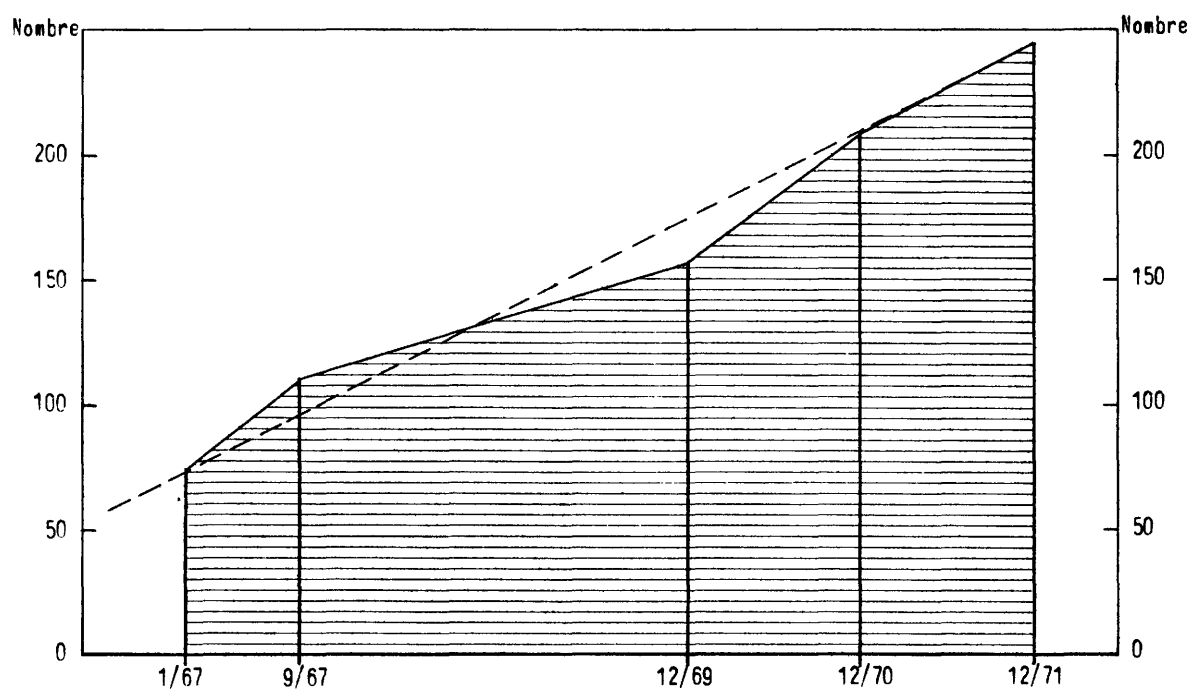
| Dates           | Nombre de G.A.E.C. |          | G.A.E.C. entre |            |        | G.A.E.C. ayant (nombre d'associés) |     |     |     | G.A.E.C. employant (nombre de salariés) |     |     |     | Surface moyenne par G.A.E.C. |
|-----------------|--------------------|----------|----------------|------------|--------|------------------------------------|-----|-----|-----|---|-----|-----|-----|------------------------------|
|                 | Totaux             | Partiels | Père + 1 fils  | (1) Frères | Autres | 2                                  | 3   | 4   | + 4 | 0                                       | 1   | 2   | + 2 |                              |
| 20. 1.1967<br>% | 419                | 74       | 61             | 171        | 248    | 190                                | 151 | 75  | 56  | 211                                     | 95  | 61  | 84  | 110 ha                       |
|                 | 85                 | 15       | 13             | 35         | 52     | 40                                 | 32  | 16  | 12  | 47                                      | 21  | 13  | 19  |                              |
| 25. 9.1967<br>% | 729                | 112      | 89             | 400        | 352    | 384                                | 252 | 113 | 92  | 390                                     | 172 | 113 | 166 | 113 ha                       |
|                 | 86                 | 14       | 11             | 47         | 42     | 46                                 | 30  | 13  | 11  | 46                                      | 21  | 13  | 20  |                              |
| 10.12.1969<br>% | 1.576              | 158      | 214            | 902        | 618    | 884                                | 526 | 201 | 123 | 916                                     | 383 | 203 | 232 | 112 ha                       |
|                 | 91                 | 9        | 12             | 52         | 36     | 52                                 | 32  | 11  | 7   | 57                                      | 22  | 11  | 10  |                              |
| 10.12.1970<br>% | 1.980              | 210      | 264            | 1.142      | 784    | 1.228                              | 671 | 248 | 143 | 1.235                                   | 479 | 249 | 227 | 112 ha                       |
|                 | 91                 | 9        | 12             | 52         | 36     | 54                                 | 29  | 11  | 6   | 57                                      | 22  | 11  | 10  |                              |
| 10.12.1971<br>% | 2.322              | 246      | 334            | 1.363      | 871    | 1.357                              | 779 | 271 | 161 | 1.511                                   | 558 | 257 | 242 | 108 ha                       |
|                 | 91                 | 9        | 13             | 53         | 34     | 53                                 | 30  | 11  | 6   | 59                                      | 22  | 10  | 9   |                              |

(1) Avec ou sans leur père.

Graphique C.4 : GAEC totaux



Graphique C.5 : GAEC partiels



Sources: S-1

CE-DG VI-E/5-7305.100

Nous relevons :

- une croissance très régulière du nombre de G.A.E.C. totaux. Le graphique C.4., respectant l'échelle des temps, nous montre, en effet, une croissance linéaire du nombre des G.A.E.C. depuis un départ qui se situerait en fin 1965;
- également une grande régularité dans la répartition des G.A.E.C. selon les liens de parenté des associés. Nous avons retenu trois catégories seulement :
  - . père avec un seul fils ou gendre
  - . frères ou beaux-frères (un tiers environ de ces G.A.E.C. ont également leur père comme associé)
  - . autres liens (cousin, oncle-neveu) ou aucun lien de parenté.

Nous considérons comme G.A.E.C. de cette troisième catégorie tous ceux dans lesquels figure au moins un non-parent comme associé.

Toutefois, les deux premiers recensements révèlent une proportion plus importante de G.A.E.C. entre "autres liens ou non-parents" au dépens des G.A.E.C. entre frères.

Au total, 2/3 de nos 2.500 G.A.E.C. sont donc constitués en famille proche, ceci est important à noter;

- la surface moyenne reste également très constante, autour de 110 ha par G.A.E.C., soit environ 40 ha par associé (chiffres variables selon les régions);
- Par ailleurs, nous constatons une augmentation de la proportion des G.A.E.C. à deux associés et une diminution de celle des G.A.E.C. à 4 et plus de 4 associés (40 % - 28 % pour arriver à 53 % - 17 %);
- de même, la proportion des G.A.E.C. sans salariés a augmenté, passant de 47 % à 59 %, tandis que les G.A.E.C. à 2 salariés et davantage diminuent de 32 % à 19 %.

Cependant, malgré les deux dernières remarques, nous avons constaté que la surface moyenne est restée la même : signe d'une meilleure productivité du travail.

Un mot seulement des G.A.E.C. partiels dont il a été question dans la partie précédente : leur croissance est assez régulière aussi, mais ils étaient proportionnellement plus nombreux au départ. Peut-être leur création est-elle freinée par les réticences à leur égard de nombreux comités d'agrément, surtout s'ils concernent des exploitations par ailleurs importantes.

Nous pouvons observer que le développement est également régulier dans chaque région en regardant le graphique C.6. Dans 8 régions sur 10, en effet, la croissance est à peu près linéaire, seules les régions 18 et 19 ont vu une accélération de croissance en 1970 et 1971.

Par ailleurs, nous posant la question de savoir si le développement des G.A.E.C. ne correspondait pas à une régularisation de situations de fait qui se serait effectuée plus ou moins tôt dans le temps, nous avons réalisé le graphique C.7. Celui-ci représente les 10 départements qui avaient le plus de G.A.E.C. en septembre 1967 et les 10 où il y en avait le moins à la même époque. Nous pouvons constater que la croissance a été beaucoup plus accentuée dans les premiers et assez faible dans les seconds, ce qui infirme notre supposition.

Sur ce même graphique, enfin, nous représentons les départements où la croissance a été la moins régulière : en fait, il n'y a pas de forte irrégularité. Ce qui ressort le plus c'est la disparité entre régions, mais partout avec une évolution assez constante.

#### - Répartition des G.A.E.C. à travers le territoire français

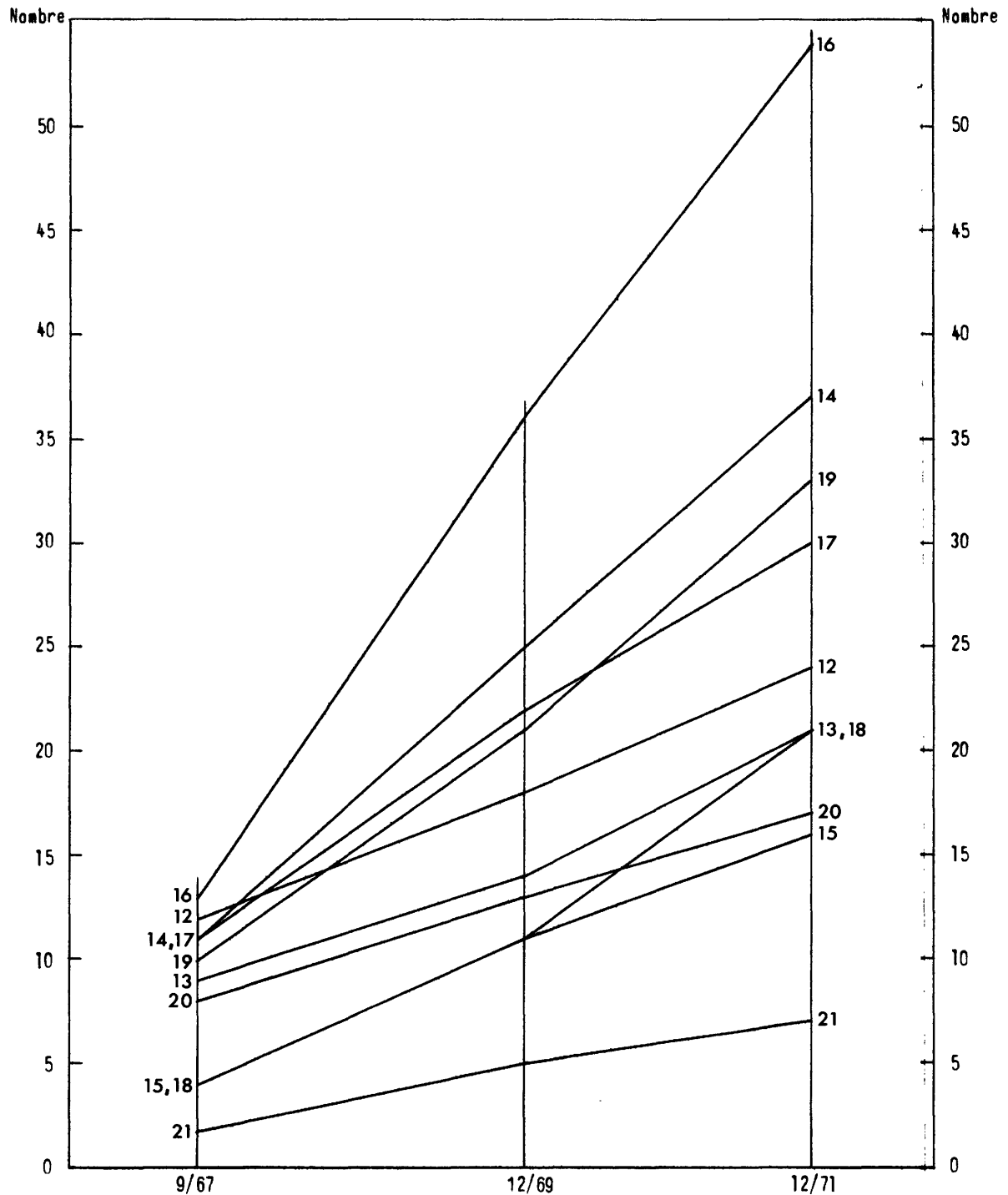
Les trois cartes suivantes montrent la répartition des G.A.E.C. dans les divers départements ou régions de la France.

Sur la carte C.1. nous observons une plus grande densité de G.A.E.C. dans les régions Est et Ouest de la France. Une longue bande à forte densité couvre la France du département de l'Aisne à celui de la Drôme, l'Alsace étant exceptée. Il s'agit principalement des régions 16 à 19 de la C.E.E. Sur l'Ouest, la zone est plus restreinte, se limitant à peu de choses près à la région 14.

A l'opposé, deux zones sont très peu pourvues en G.A.E.C. : la zone méditerranéenne (région 21) et le Nord-Ouest de la France (régions 13 et 15).

Les régions du Centre et du Sud-Ouest présentent une densité moyenne.

Graphique C.6 : Nombre moyen de GAEC par département dans les régions européennes en septembre 1967, décembre 1969 et décembre 1971

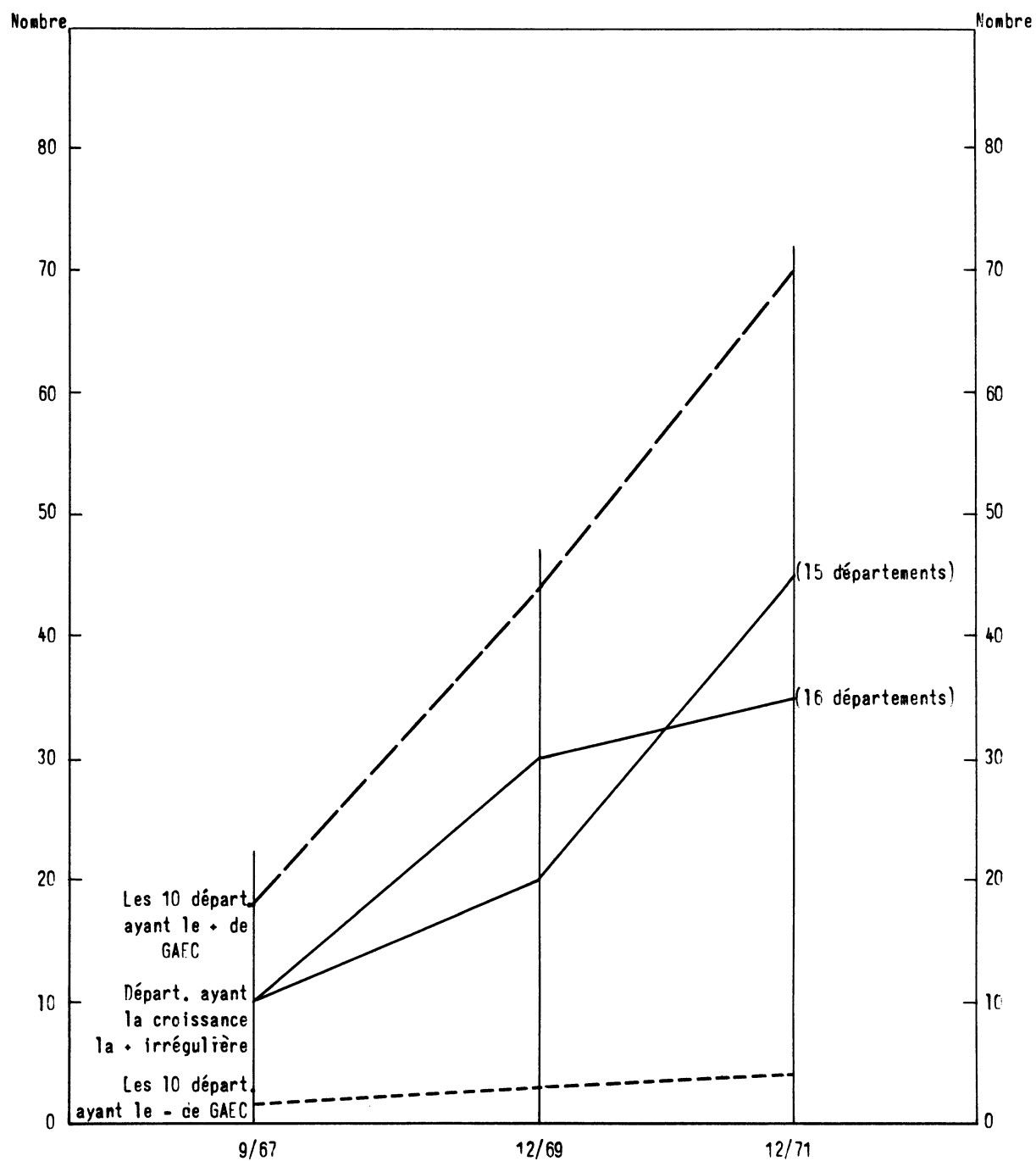


Sources: S-1

CE-DG VI-E/5-7305.112

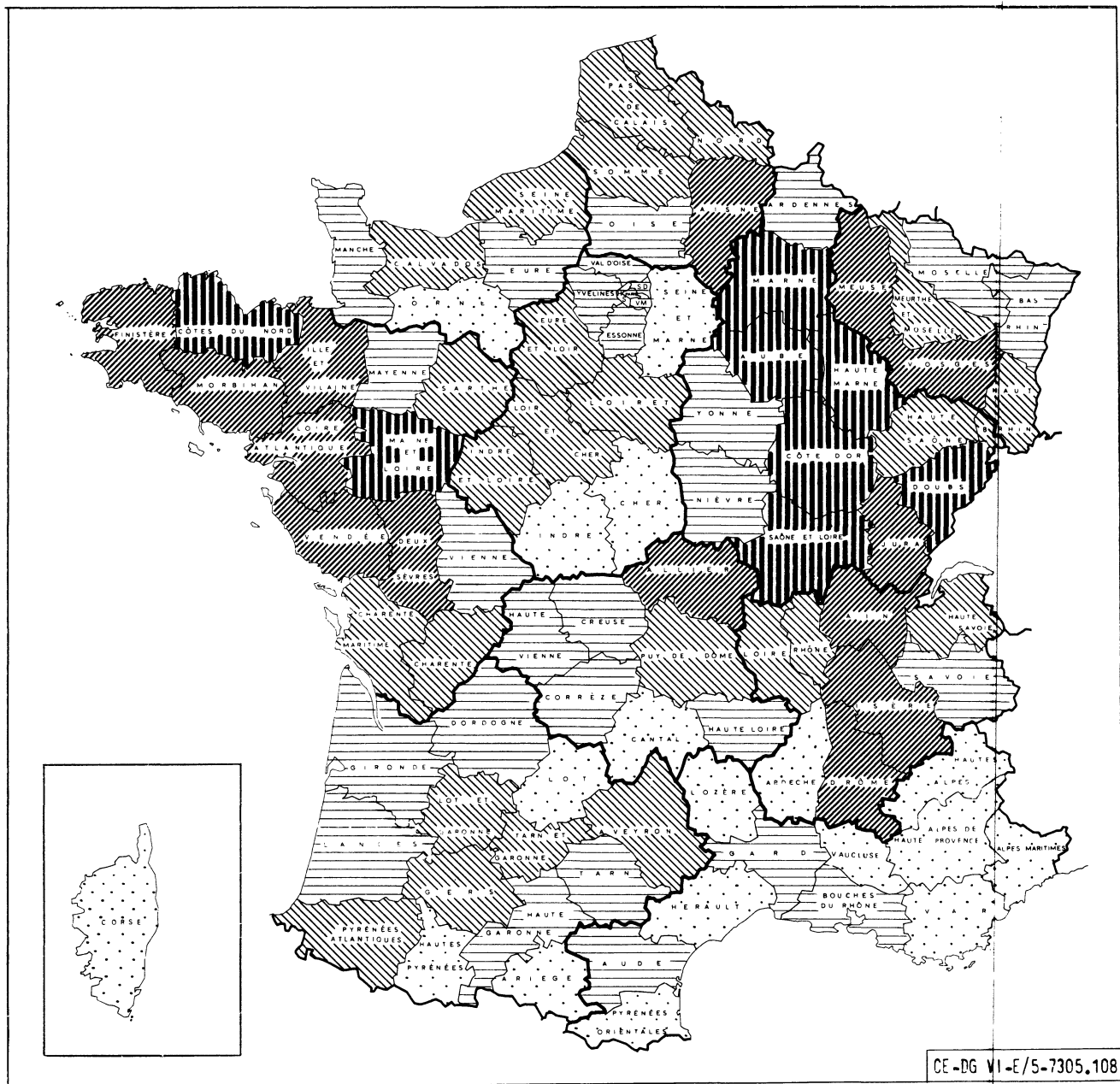


Graphique C.7 : Nombre de GAEC par département (extrêmes)



Carte C.1

NOMBRE DE GAEC AU 10/12/1971



CE-DG VI-E/5-7305.108

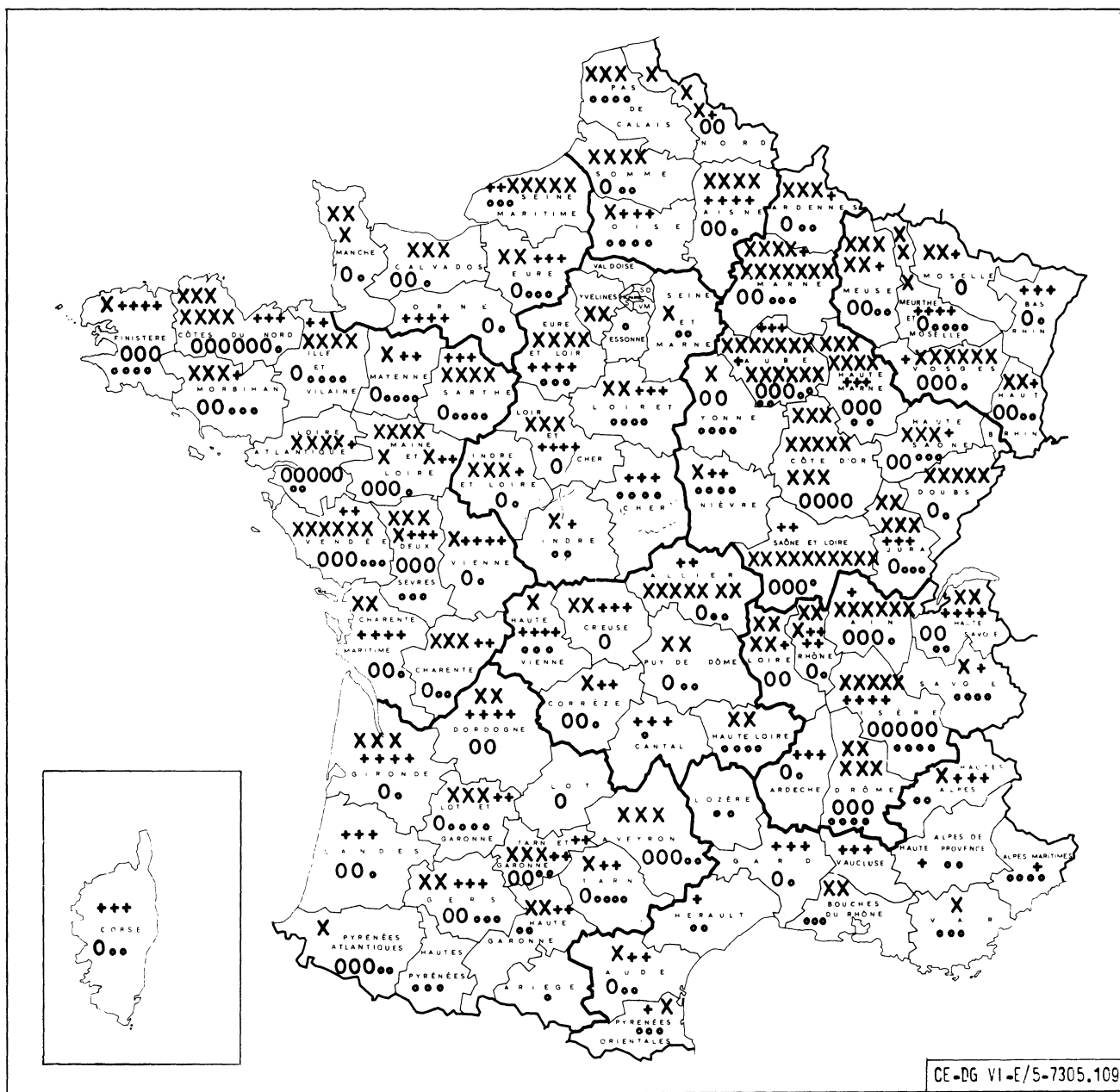
1 à 10
  11 à 25
  26 à 40
  41 à 60
  + de 61

Total : 2.568

Sources: Ministère de l'Agriculture

Carte C.2

GAEC familiaux et non familiaux



X 5 familiaux

+ 1 familial

O 5 non familiaux (ou mixtes)

• 1 non familial (ou mixte)

Sources: Ministère de l'Agriculture (S-1)

Carte C.3

GAEC totaux et partiels



CE-DG VI-E/5-7305,110

X 5 totaux

O 5 partiels

+ 1 total

• 1 partiel

Sources: Ministère de l'Agriculture (S-1)

Les cartes C.2. et C.3. permettent de situer les G.A.E.C. familiaux et non familiaux (C.2.) et les G.A.E.C. partiels à côté des G.A.E.C. totaux (C.3.). Nous voyons que la répartition des G.A.E.C. non-familiaux suit, en général, celle des G.A.E.C. familiaux, avec quelques exceptions, dues souvent à la politique adoptée par le Comité départemental d'agrément, comme dans l'Yonne, les Pyrénées Atlantiques, l'Ouest de la Bretagne ... où la proportion de G.A.E.C. non-familiaux est plus forte.

Nous complétons ces cartes par le tableau C.4. sur lequel nous faisons figurer, en outre (deux dernières colonnes), l'importance de l'échantillon que nous connaissons avec plus de détail grâce au dépouillement des fichiers U.G.E.A. Comme on peut le voir, les chiffres que nous allons avancer par la suite s'appuient sur 800 G.A.E.C., soit 35 % des G.A.E.C. actuels (souvent l'échantillon ne comprend que les G.A.E.C. antérieurs à 1971). Nous ne descendons au-dessous de 25 % dans aucune région, ce qui nous permet d'estimer l'échantillon représentatif.

Parlant des grandes régions de France, il nous a paru utile d'en faire une présentation rapide :

- Présentation rapide des grandes régions

- 12 - C'est le Nord de la France, région de culture intensive (céréales, betteraves, pommes de terre, maïs, pois de conserve ...), la culture dominant sur l'élevage. Il y a un certain nombre de grandes exploitations industrielles, mais aussi beaucoup de petites au Nord.
- 13 - C'est la Normandie, région à vocation d'élevage de par son climat et ses sols, avec quelques zones de grande culture. Les exploitations sont de dimensions assez moyennes en général.
- 14 - La région est vaste. Pour les 2/3 cette région, au Nord, est une zone d'élevage avec des exploitations souvent de petites dimensions, cherchant (en Bretagne) un complément de revenu dans des productions hors-sol (porcs). Au Sud, existent des vignobles (Cognac en particulier).
- 15 - Cette région du Centre-Nord de la France comprend des zones de grande culture : Brie, Beauce, Champagne Berrichonne; les exploitations sont surtout céréalières et de grande taille.

Tableau C.4.

NOMBRE DE G.A.E.C. PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT  
(répartition de l'échantillon du fichier U.G.E.A.)

| Régions<br>C.E.E. | Régions I.N.S.E.E.<br>(françaises) | Nombre<br>de dé-<br>parte-<br>ments | Nombre de G.A.E.C. |          |                 | Nombre moyen de<br>G.A.E.C. par<br>département |          | Echantillon<br>du fichier<br>U.G.E.A. |                       |
|-------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------|----------|-----------------|--|----------|---------------------------------------|-----------------------|
|                   |                                    |                                     | Totaux             | Partiels | (dont<br>porcs) | Totaux   | Partiels | %<br>relevé                           | Nombre de<br>G.A.E.C. |
| 12                |                                    | 5                                   | 120                | 22       | (15)            | 24   | 4        | 35                                    | 43                    |
|                   | Nord                               | 2                                   | 51                 | 9        | ( 6)            | 25   | 5        |                                       | (1)                   |
|                   | Picardie                           | 3                                   | 69                 | 13       | ( 9)            | 23   | 4        |                                       | 2                     |
| 13                |                                    | 5                                   | 104                | 18       | ( 9)            | 21   | 4        | 50                                    | 48                    |
|                   | Haute-Normandie                    | 2                                   | 46                 | 9        | ( 6)            | 23   | 4        |                                       | 4 (1)                 |
|                   | Basse-Normandie                    | 3                                   | 58                 | 9        | ( 3)            | 19   | 3        |                                       |                       |
| 14                |                                    | 12                                  | 476                | 55       | (35)            | 40   | 5        | 26                                    | 123                   |
|                   | Bretagne                           | 4                                   | 140                | 36       | (29)            | 38   | 9        |                                       |                       |
|                   | Pays-de-Loire                      | 5                                   | 218                | 13       | ( 5)            | 44   | 3        |                                       | 4 (1)                 |
|                   | Poitou-Charente                    | 3                                   | 118                | 6        | ( 1)            | 39   | 2        |                                       |                       |
| 15                |                                    | 8                                   | 129                | 9        | ( 4)            | 16   | 1        | 29                                    | 37                    |
|                   | Centre                             | 6                                   | 116                | 6        | ( 2)            | 19   | 1        |                                       |                       |
|                   | Région parisienne                  | 2                                   | 13                 | 3        | ( 2)            | 7  | 1        |                                       | 2 (1)                 |
| 16                |                                    | 11                                  | 602                | 25       | (12)            | 55   | 2        | 40                                    | 244                   |
|                   | Champagne                          | 4                                   | 271                | 11       | ( 7)            | 68   | 3        |                                       |                       |
|                   | Bourgogne                          | 4                                   | 192                | 10       | ( 4)            | 48   | 2        |                                       | 6 (1)                 |
|                   | Franche-Comté                      | 3                                   | 139                | 4        | ( 1)            | 46   | 1        |                                       |                       |
| 17                |                                    | 6                                   | 180                | 17       | ( 5)            | 30   | 3        | 58                                    | 106                   |
|                   | Alsace                             | 2                                   | 29                 | 11       | ( 5)            | 15   | 6        |                                       | 3 (1)                 |
|                   | Lorraine                           | 4                                   | 151                | 6        | ( 0)            | 38   | 2        |                                       |                       |
| 18                |                                    | 7                                   | 146                | 14       | ( 7)            | 21   | 2        | 37                                    | 55                    |
|                   | Auvergne                           | 4                                   | 102                | 4        | ( 2)            | 25   | 1        |                                       | (1)                   |
|                   | Limousin                           | 3                                   | 44                 | 10       | ( 5)            | 15   | 3        |                                       | 4                     |
| 19                |                                    | 8                                   | 264                | 21       | ( 0)            | 33   | 3        | 25                                    | 67                    |
|                   | Rhône-Alpes                        | 8                                   | 264                | 21       | ( 0)            | 33   | 3        |                                       | 2 (1)                 |
| 20                |                                    | 12                                  | 221                | 43       | (26)            | 18   | 3        | 24                                    | 54                    |
|                   | Aquitaine                          | 5                                   | 102                | 20       | (11)            | 20   | 4        |                                       |                       |
|                   | Midi-Pyrénées                      | 7                                   | 119                | 23       | (15)            | 17   | 3        |                                       | 5 (1)                 |
| 21                |                                    | 13                                  | 80                 | 22       | ( 7)            | 6  | 2        | 28                                    | 22                    |
|                   | Languedoc Roussillon               | 6                                   | 32                 | 13       | ( 2)            | 5  | 2        |                                       |                       |
|                   | Provence-Côte d'Azur               | 7                                   | 48                 | 9        | ( 5)            | 7  | 1        |                                       | 4 (1)                 |
| ENSEMBLE          |                                    | 87                                  | 2.322              | 246      | (120)           | 27   | 3        | 35                                    | 799                   |

(1) Nombre de départements relevés

- 16 - Cette vaste région est située dans les calcaires qui entourent le bassin parisien. A part la Champagne crayeuse, région de grande culture relativement extensive mais riche, les exploitations y sont de taille moyenne et pratiquent largement l'élevage à côté de la polyculture.
- Au Sud-Est, ce sont les montagnes du Jura. Il y a quelques vignobles réputés (Champagne, Bourgogne).
- 17 - La région Est est coupée par les Vosges séparant la Lorraine, avec d'assez bonnes dimensions d'exploitations de polyculture et d'élevage, de l'Alsace où les exploitations sont petites et pratiquent des cultures intensives : vigne, tabac, houblon.
- 18 - En bonne partie située sur le Massif Central, cette région est assez pauvre et souvent vouée à l'élevage.
- 19 - La partie montagneuse (Alpes) qui occupe la moitié de cette région est nettement distincte des plaines et des vallées, plus riches. Au Sud, de nombreuses plantations fruitières.
- 20 - Région assez diverse, entre le Massif Central et les Pyrénées, où alternent des zones de vignobles (de bonne qualité), des plantations fruitières et des cultures céréalières.
- 21 - C'est une région généralement pauvre du point de vue agricole, avec cependant de très grands vignobles (surtout de consommation courante), des cultures florales, légumières, etc...

## 2. Caractère des exploitations associées

Le tableau ci-après C.5. résume les caractères généraux de notre échantillon de G.A.E.C. en les présentant par grandes régions. Nous allons commenter ces caractéristiques.

### a) Surface moyenne

La surface moyenne de 102 ha pour la France est très voisine de celle de la statistique officielle du Ministère de l'Agriculture (108 ha), ce qui est normal.

Nous pouvons noter la différence entre régions : 50 ha en Provence, compte tenu des vignes, et 167 ha dans la région parisienne (Centre-Nord).

Tableau C.5.

(Source : S - 3)

| Régions                                 | France | 12  | 13  | 14  | 15  | 16  | 17  | 18  | 19  | 20  | 21  |
|---|--------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| S.A.U. moyenne (ha) . . . . .           | 102    | 78  | 85  | 93  | 167 | 135 | 118 | 100 | 96  | 122 | 50  |
| % de regroupements . . . . .            | 76     | 72  | 86  | 87  | 63  | 72  | 71  | 78  | 85  | 90  | 70  |
| Nombre moyen d'exploitations regroupées | 2,4    | 2,3 | 2,3 | 2,5 | 2,2 | 2,4 | 2,3 | 2,5 | 2,4 | 2,8 | 2,5 |
| Associations de fait antérieures (%) .  | 65     | 71  | 73  | 50  | 70  | 60  | 66  | 72  | 68  | 70  | 75  |
| Nombre moyen d'associés . . . . .       | 2,7    | 2,8 | 2,4 | 2,3 | 2,5 | 2,5 | 2,7 | 2,9 | 2,7 | 2,8 | 3,2 |
| Age des associés (en %)                 |        |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| moins de 30 ans . . . . .               | 37     | 42  | 38  | 33  | 35  | 40  | 40  | 30  | 40  | 33  | 35  |
| de 31 à 40 ans . . . . .                | 33     | 40  | 32  | 39  | 25  | 29  | 38  | 30  | 33  | 32  | 31  |
| de 41 à 50 ans . . . . .                | 17     | 10  | 16  | 18  | 27  | 16  | 12  | 22  | 20  | 16  | 22  |
| plus de 50 ans . . . . .                | 13     | 8   | 14  | 10  | 13  | 15  | 10  | 18  | 7   | 20  | 12  |
| Parenté (en %)                          |        |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
| père + 1 fils . . . . .                 | 15     | 7   | 21  | 11  | 22  | 20  | 9   | 20  | 7   | 31  | 5   |
| frères . . . . .                        | 57     | 71  | 48  | 51  | 73  | 60  | 28  | 64  | 58  | 37  | 77  |
| autres et non parents . . . . .         | 28     | 22  | 31  | 38  | 5   | 20  | 63  | 16  | 35  | 42  | 18  |



Mais les différences individuelles sont beaucoup plus importantes, dans chaque région les extrêmes sont 25 - 30 ha et 350 ha.

Par associé, cela représente une surface moyenne de 37 ha (18 ha pour la France, 27 ha environ pour les associations de fait en 1967). Nous reviendrons sur ce point.

Nous nous sommes demandés si les G.A.E.C. augmentaient leur surface et avons posé la question dans une enquête à laquelle 32 centres départementaux de gestion ont répondu (pour 860 G.A.E.C.).

Pour 661 réponses exprimées, nous avons le résultat suivant :

Source : S - 4

|                              | G.A.E.C. de moins de 3 ans (205) |      | G.A.E.C. de plus de 3 ans (456) |    |
|------------------------------|----------------------------------|------|---------------------------------|----|
|                              | Nombre                           | %    | Nombre                          | %  |
| Augmentation de 20 à 40 %    | 36                               | 17,5 | 84                              | 18 |
| Augmentation de plus de 40 % | 7                                | 3,5  | 42                              | 9  |

Ces chiffres sont assez significatifs, sur un laps de temps relativement court.

Ajoutons simplement que la répartition par classes de surface de 1.321 G.A.E.C., en juillet 1969, se présentait ainsi :

Source : S - 5

|                      | moins de 20 ha | 20 à 50 ha | 50 à 100 ha | 100 à 150 ha | 150 à 300 ha | plus de 300 ha |
|----------------------|----------------|------------|-------------|--------------|--------------|----------------|
| Nombre de G.A.E.C.   | 74             | 249        | 475         | 269          | 219          | 35             |
| Pourcentage          | 5,6            | 18,8       | 36          | 20,3         | 16,7         | 2,6            |
| Surface moyenne (ha) | 10,6           | 37,0       | 74          | 156          |              | 384            |
| France entière (%)   | 71,5           | 22         |             | 6,5          |              |                |

En conclusion, non seulement les G.A.E.C. ont une surface plus grande que les exploitations individuelles, mais ils augmentent assez rapidement leur surface.

b) Regroupement d'exploitations distinctes

Si nous croyons les déclarations des associés, enregistrées dans les fichiers que nous avons dépouillés, les 3/4 des G.A.E.C. ont regroupé des exploitations séparées antérieurement : presque 2 exploitations et demie par G.A.E.C. Et, dans les 2/3 des cas, il y avait association de fait antérieure.

Mais une enquête récemment effectuée auprès des Centres de gestion nous donne le résultat suivant : sur 860 G.A.E.C. de 32 départements (S - 4)

- réponses inconnues : 8 %
- regroupement : 42 %
- non-regroupement : 50 %

Que faut-il en penser ? Les déclarations pour l'agrément sont-elles trop larges, l'appréciation des techniciens trop sévère ? Il nous semble que les deux hypothèses sont à retenir et que l'on pourrait considérer que 60 à 65 % des G.A.E.C. ont restructuré des terres.

Le problème est de toute façon assez imprécis dans ses limites :

- baux cédés au fils par son père;
- nouvelles terres louées ou achetées au moment de la mise en G.A.E.C.;
- fusions déjà anciennes et que l'on compte comme une seule exploitation;
- exploitation unique mais qui a été agrandie parce qu'il y avait plusieurs associés à faire vivre, etc...

D'autre part, une étude non publiée (S - 6) nous apprend que, dans 60 % des cas, ce sont des exploitations homogènes, c'est-à-dire de surfaces voisines, qui ont fusionné.

Nous pouvons noter qu'il y avait très souvent une association antérieure.

Dans le même ordre d'idées, l'étude que nous venons de citer nous apprend la situation des associés au point de vue de certaines formes de travail en commun, au moment de la mise en G.A.E.C. (entre eux ou avec d'autres agriculteurs) :

Source : S - 6

| Résultats en %<br>sur 233<br>G.A.E.C. | Entr'aide | Banque de<br>travail | C.U.M.A. | C.E.T.A. |
|---------------------------------------|-----------|----------------------|----------|----------|
| non-réponses                          | 31        | 32                   | 32       | 32       |
| tous                                  | 30        | 5                    | 12       | 8        |
| certain                               | 9         | 4                    | 6        | 7        |
| aucun                                 | 30        | 59                   | 50       | 50       |
|                                       | 100       | 100                  | 100      | 100      |

Les G.A.E.C. sont donc constitués par des exploitations qui pratiquaient déjà diverses formes de collaboration, plus que les autres exploitations. Il convient de préciser qu'il s'agit ici d'entraide organisée et comptabilisée.

c) Propriété des terres

Nous n'avons pas figuré sur le tableau le mode de propriété des terres (G.A.E.C., Associés ou propriétaire extérieur) par région, n'ayant pas suffisamment de certitudes sur certaines données.

Voici, pour la France entière, le résultat d'un sondage sur 441 G.A.E.C. (source S - 6).

| G.A.E.C.                          | Nombre | %    |
|-----------------------------------|--------|------|
| Sans réponse                      | 58     |      |
| Associés propriétaires            | 33     | 8,6  |
| Associés fermiers                 | 59     | 15,4 |
| Associés fermiers + propriétaires | 291    | 76   |
|                                   | 441    | 100  |

L'étude de MM. Nallet, Roger et Vignaud (S - 5) nous apprend que, pour 950 G.A.E.C. agréés au 1.6.1968, 7,8 % des associés ont fait un apport foncier, mais, en général, c'est un apport minime :  $\frac{1}{4}$  d'entre eux ont apporté moins de 5 ha et  $\frac{1}{8}$  seulement ont apporté plus de 50 ha. Par contre, 58 % des associés

sont propriétaires des terres (donc mises à disposition du G.A.E.C.), ce chiffre est inférieur à celui qui vient d'être cité.

La statistique du Ministère de l'Agriculture (S - 1) indique que les associés de G.A.E.C. sont, en décembre 1971, propriétaires de 38,5 % des terres exploitées.

De notre côté, nous n'avons enregistré que 0,5 à 1 % de terres appartenant en propre aux G.A.E.C.

Les G.A.E.C. sont donc peu souvent propriétaires fonciers et pour de petites surfaces le plus généralement. Ceci s'explique un peu par l'impossibilité dans laquelle ils sont de recourir à l'emprunt pour les achats fonciers et, surtout, par la souplesse de la "mise à disposition" prévue par la législation.

En fait, la loi du 8 août 1962 prévoit seulement que "le preneur à ferme ... peut faire exploiter par le groupement tout ou partie des biens dont il est locataire". Le terme de mise à disposition n'apparaît que dans la rédaction des statuts-types (Articles 1 et 14) approuvés par arrêté ministériel.

L'associé en G.A.E.C. est évidemment beaucoup plus enclin à garder la propriété de ses biens fonciers et à les mettre à disposition du groupement, dont l'objet est de "procéder à l'exploitation des biens dont ses membres ou lui-même sont propriétaires, locataires, fermiers ou métayers et qui lui sont apportés en propriété, en jouissance ou qui sont mis à sa disposition" (Article 1 des statuts-types).

d) Nombre d'associés et association des femmes

Nous voyons que les G.A.E.C. ont chacun très peu d'associés : 2,7 en moyenne. Le G.A.E.C. le plus nombreux que nous ayons rencontré groupe 8 associés.

En fait, la répartition par classes est la suivante :

Source : S - 1

| Nombre d'associés | 2  | 3  | 4  | 5 et plus | Total |
|-------------------|----|----|----|-----------|-------|
| % de G.A.E.C.     | 53 | 30 | 11 | 6         | 100   |

Dans une étude précédemment citée, il est mis en évidence que moins de 2 % des G.A.E.C. totaux ont plus de 6 associés, il y en aurait donc 4 % avec 5 associés.

Nous avons dénombré les femmes associées et en avons recensé, en moyenne 5 % sur 800 G.A.E.C. (S - 3). Ce pourcentage varie selon les départements et les régions, c'est-à-dire, vraisemblablement selon l'attitude des techniciens qui aident à la constitution : dans la région 18 il y en a 14 % (22 % dans l'Allier), 11 % dans 2 autres régions et 2 ou 3 % dans 4 régions. En fait, le problème est sans doute secondaire, en ce sens que les femmes associées sont presque toujours des épouses d'associés (ou alors des exploitantes veuves) : que les premières soient juridiquement associées ou non n'a pas une très grande importance au regard de la loi française sur les régimes matrimoniaux. Quant à leur participation effective à la vie du G.A.E.C., cette disparité entre départements nous montre que ce n'est pas ici qu'il faut en chercher la preuve. En 1968, les 950 G.A.E.C. agréés comportaient 7 % de femmes, dont près de la moitié étaient apporteurs d'industries (S - 5).

Soulignons enfin une certaine tendance à l'augmentation du nombre de G.A.E.C. à 2 associés depuis les premières créations : parmi les G.A.E.C. agréés en 1966, il y en a eu 42 % entre 2 associés et ce pourcentage est monté régulièrement à 60 % pour les G.A.E.C. agréés en 1969 (inversement les G.A.E.C. à 4 et plus étaient 24 % du total agréé en 1960 et 11 % des agréments de 1969) (S - 1).

#### e) Age des associés (S - 5)

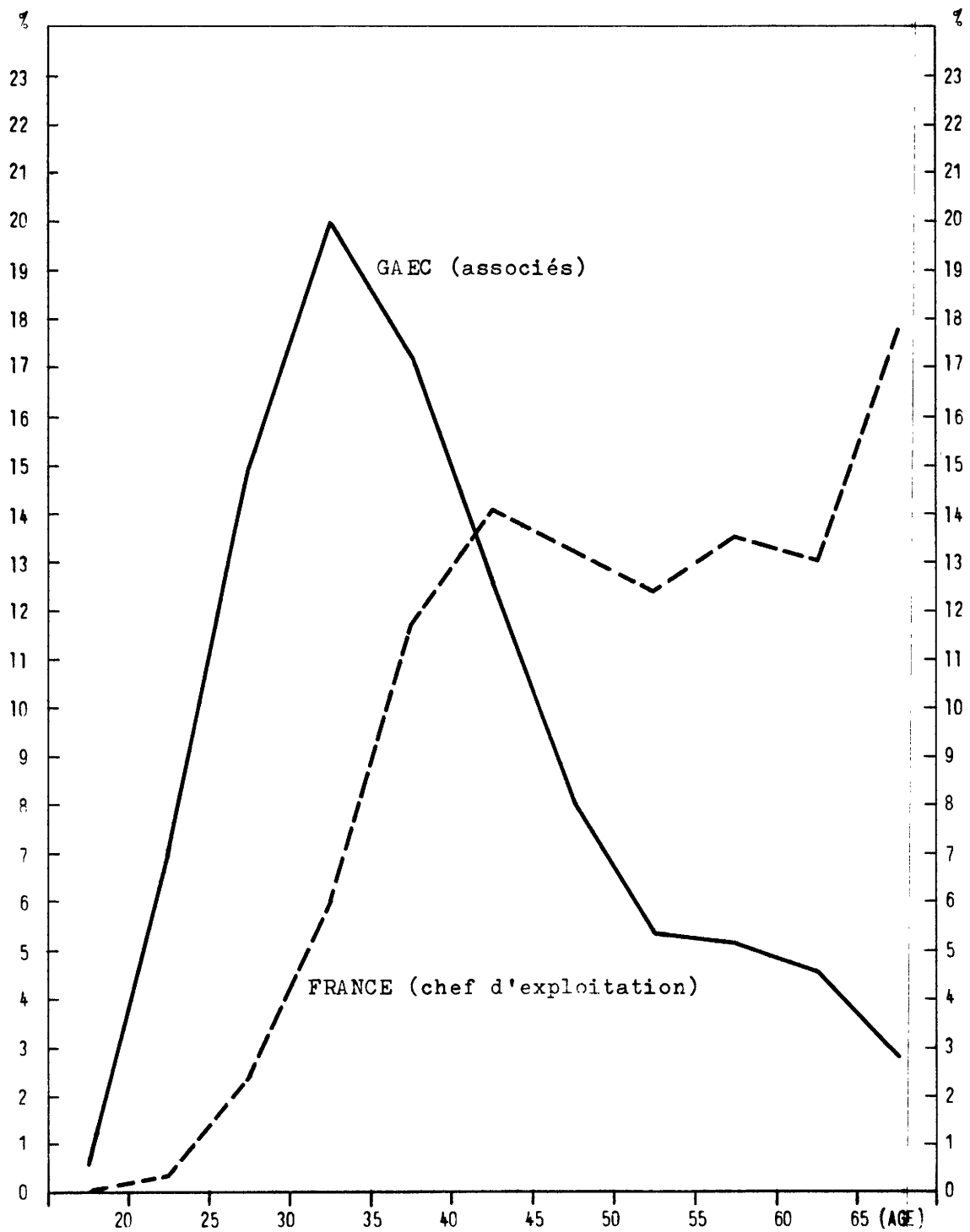
Les associés des G.A.E.C. sont jeunes par rapport à la population des chefs d'exploitations français : 70 % ont moins de 40 ans et 13 % seulement plus de 50 ans.

Voici d'ailleurs (étude de l'I.N.R.A. déjà citée : S - 5) les pyramides des âges des associés en G.A.E.C. au 1.6.1968 (950 G.A.E.C.) et des chefs d'exploitations de France lors de l'enquête communautaire de 1967 (graphique C.8.).

Ces pyramides ne demandent pas de commentaires spéciaux, elles parlent d'elles-mêmes. Les associés de plus de 50 ans sont le plus souvent des pères associés avec leur(s) fils.

Remarquons simplement que l'âge le plus fréquent est entre 30 et 35 ans, bien proche de l'âge d'installation des jeunes agriculteurs. Cependant, 20 % des

Graphique C.8 : Pyramide des âges



Sources: S-5

CE-DG-VF/5-7305.102

associés ont entre 40 et 50 ans à l'association : pas encore associés avec leurs fils, mais déjà installés depuis 10 ou 20 ans.

f) Liens de parenté

Pour compléter notre tableau nous reproduisons, ci-après, le tableau de l'étude de l'I.N.R.A. (S - 5), sur 1.367 G.A.E.C. au 1er juillet 1969. Les classes selon les liens de parenté sont différentes de celles de notre dépouillement :

- G.A.E.C. non-familiaux : pas de lien de parenté entre aucun membre;
- G.A.E.C. mixte : comprennent des parents et des non-parents;
- Père-fils : père avec un ou plusieurs fils;
- Frères-frères : ligne collatérale;
- Autres liens : parenté par alliance.

Lorsqu'il y a divers degrés de parenté dans un G.A.E.C., c'est le plus proche qui a été retenu, contrairement à notre dépouillement, d'où les différences. Ainsi, il apparaît que 80 % des associés ont, entre eux, un lien de parenté.

Source : S - 5

|        | Non<br>fami-<br>liaux | Mixte | Familiaux     |        |                 |                | Total |
|--------|-----------------------|-------|---------------|--------|-----------------|----------------|-------|
|        |                       |       | Père/<br>fils | Frères | Autres<br>liens | Sous-<br>total |       |
| Nombre | 214                   | 106   | 489           | 529    | 29              | 1.047          | 1.367 |
| %      | 15,6                  | 7,8   | 35,8          | 38,7   | 2,1             | 76,6           | 100   |

Notons un ralentissement des créations de G.A.E.C. non familiaux et mixtes depuis 1966 (S - 5) :

|      |                            |
|------|----------------------------|
| 33 % | des G.A.E.C. créés en 1966 |
| 23 % | " " " " 1967               |
| 17 % | " " " " 1968               |
| 18 % | " " " " 1969               |

Par ailleurs, si l'on croise le nombre d'associés et les liens de parenté, l'on n'observe une différence significative que pour les G.A.E.C. de plus de 4 associés (S - 5) :

|            |   |      |                                     |   |   |   |   |
|------------|---|------|-------------------------------------|---|---|---|---|
| 2 associés | : | 20 % | de G.A.E.C. non-familiaux et mixtes |   |   |   |   |
| 3          | " | :    | 23 %                                | " | " | " | " |
| 4          | " | :    | 24 %                                | " | " | " | " |
| 5 et plus  | " | :    | 61 %                                | " | " | " | " |

### 3. Productions des G.A.E.C.

Le tableau ci-joint C.6. donne les principaux éléments provenant de notre dépouillement du fichier des G.A.E.C. de l'U.G.E.A.

#### a) Surfaces

Nous en avons parlé plus haut, nous les avons reproduites ici pour permettre de juger la surface par U.T.A.

En complément du tableau de la page 81 donnant la répartition par classes de surfaces des 1.367 G.A.E.C. de 1969, nous pouvons préciser le croisement des surfaces et du nombre d'associés (S - 5) :

|                | 2<br>associés<br>% | 3<br>associés<br>% | 4<br>associés<br>% | 5 et plus<br>associés<br>% |
|----------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------------|
| de 50 ha       | 28                 | 22                 | 18                 | 14                         |
| de 50 à 100 ha | 40                 | 34                 | 28                 | 32                         |
| plus de 100 ha | 32                 | 44                 | 54                 | 54                         |

Ceci montre la relation positive entre le nombre d'associés et la surface des G.A.E.C.

#### b) Salariés

Les G.A.E.C. ont peu de salariés. Notre échantillon (S - 3) donne 37 % des G.A.E.C. ayant au moins 1 salarié, l'étude de l'I.N.R.A. (S - 5) en donne 46 %. Cette distorsion provient de ce que notre échantillon est plus récent et se trouve plus large dans les régions où il y a justement peu de salariés (16 - 17).

Toutefois, une enquête réalisée auprès de 440 G.A.E.C. (S - 6) (étude en cours) donne exactement le même résultat que le nôtre : 38 % des G.A.E.C. avec 1 salarié et plus.



Tableau C.6.

| Régions   | France | 12   | 13  | 14  | 15  | 16  | 17  | 18   | 19  | 20  | 21     |
|---|--------|------|-----|-----|-----|-----|-----|------|-----|-----|--------|
| <u>Surfaces (en ha)</u>                         |        |      |     |     |     |     |     |      |     |     |        |
| - par G.A.E.C.                                  | 102    | 78   | 85  | 93  | 167 | 135 | 118 | 100  | 96  | 122 | 50     |
| - par associé                                   | 37     | 26   | 35  | 34  | 67  | 52  | 45  | 34   | 35  | 43  | 15     |
| - par U.T.A.                                    | 30     | 19   | 23  | 28  | 45  | 40  | 40  | 28   | 28  | 32  | 8      |
| <u>Salariés</u>                                 |        |      |     |     |     |     |     |      |     |     |        |
| % de G.A.E.C. en ayant                          | 37     | 50   | 65  | 37  | 54  | 23  | 22  | 37   | 37  | 56  | 97     |
| moyenne par G.A.E.C.                            | 0,7    | 1    | 1,3 | 0,6 | 1,2 | 0,4 | 0,6 | 0,7  | 0,6 | 1   | 2,8    |
| <u>Système de production</u>                    |        |      |     |     |     |     |     |      |     |     |        |
| % cultures de vente                             |        | 60   | 42  | 40  | 87  | 60  | 40  | 30   | 49  | 58  | 15     |
| % cultures fourragères                          |        | 37   | 58  | 58  | 11  | 38  | 60  | 70   | 44  | 34  | 11     |
| % cultures perennes et horticoles               |        | 3    | -   | 2   | 2   | 2   | -   | -    | 7   | 8   | 74 (1) |
| <u>% d'exploitations ayant :</u>                |        |      |     |     |     |     |     |      |     |     |        |
| - bovins - ovins                                |        | 80   | 98  | 90  | 40  | 85  | 95  | 100  | 60  | 56  | 5      |
| - volailles - porcs                             |        | 65   | 40  | 37  | 8   | 17  | 40  | 28   | 20  | 32  | 15     |
| <u>Nombre de têtes par exploitation ayant :</u> |        |      |     |     |     |     |     |      |     |     |        |
| - vaches  | 41     | 43   | 46  | 41  | 22  | 45  | 50  | 43   | 38  | 38  |        |
| - truies  | 32     | 29   | 100 | 22  | 13  | 17  | 30  | 45   | 12  | 18  |        |
| - porcs gras                                    | 330    | 475  | 300 | 250 | 150 | 175 | 350 | 500  | 300 | 600 | 200    |
| - poulets (en 1.000)                            | 40     | 22,5 |     | 40  | 36  | 36  | 70  | 28,5 | 44  |     |        |
| <u>Chiffre d'affaires moyen (en 1.000 frs)</u>  |        |      |     |     |     |     |     |      |     |     |        |
| - par G.A.E.C.                                  | 240    | 300  | 284 | 220 | 325 | 213 | 160 | 204  | 250 | 235 | 210    |
| - par U.T.A.                                    | 62     | 72   | 60  | 60  | 86  | 69  | 50  | 46   | 82  | 65  | 31     |
| - par ha  | 2,35   | 3,85 | 3,3 | 2,4 | 1,9 | 1,6 | 1,4 | 2    | 2,6 | 1,9 | 4,2    |

(1) dont 45 % de vignes

Quoiqu'il en soit, l'enquête communautaire de 1967 (S - 2) donne 50 % d'exploitations ayant au moins 1 salarié parmi celles de plus de 50 ha, dont la surface moyenne est de 88 ha.

Si l'on croise le nombre de G.A.E.C. ayant des salariés avec le nombre de leurs associés, on retrouve un pourcentage à peu près constant de salariés quel que soit le nombre d'associés (S - 5).

Par contre, le croisement avec la surface est évidemment significatif (S - 5) :

|                   |   |      |              |                              |
|-------------------|---|------|--------------|------------------------------|
| - de 50 ha        | : | 34 % | des G.A.E.C. | emploient au moins 1 salarié |
| - de 50 à 150 ha  | : | 44 % | " " " "      | 1 "                          |
| - de 150 à 300 ha | : | 72 % | " " " "      | 1 "                          |

### c) Systèmes de production

Ces données sont représentatives pour les G.A.E.C. de chaque région, mais non de l'agriculture de ces régions car les G.A.E.C. sont trop peu nombreux pour représenter leur région et surtout leur population est plus dynamique. La même remarque est à appliquer aux chiffres d'affaires moyens.

En complément de ce tableau C.6. nous pouvons citer les résultats de deux enquêtes :

- l'une, réalisée auprès de 230 G.A.E.C. (S - 6), nous donne la répartition suivante par orientations technico-économiques :

| Orientation                           | Ensemble | Père/<br>fils | Frères | Non-<br>parents |
|---------------------------------------|----------|---------------|--------|-----------------|
|                                       | %        | %             | %      | %               |
| - Agriculture générale (11)           | 17       | 12            | 11     | 10              |
| - Polyculture, élevage (12 à 14)      | 41       | 44            | 31     | 27              |
| - Elevage, polyculture (31 - 32 - 34) | 29       | 34            | 49     | 40              |
| - Elevage (33)                        | 5        | 2             | 4      | <u>15</u>       |
| - Cultures spécialisées (20 ...)      | 8        | 8             | 5      | 8               |

Il est intéressant de noter que les G.A.E.C. entre non-parents sont davantage tournés vers l'élevage : sans doute est-ce parce que celui-ci est précisément le motif de leur création.

- l'autre est l'échantillon des 500 G.A.E.C. possédés par l'I.G.E.R. (Institut national de gestion et d'économie rurale) dans son "stockage de références" en 1969. Il recoupe les orientations avec la dimension des G.A.E.C. (S - 7) :

| Orientation            | Total | Classes de surfaces |                   |                    |                   |
|------------------------|-------|---------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
|                        | 100   | moins de<br>50 ha   | de 50 à<br>100 ha | de 100 à<br>200 ha | plus de<br>200 ha |
|                        | %     | %                   | %                 | %                  | %                 |
| - Agriculture générale | 19    | -                   | 3                 | 10                 | 6                 |
| - Polyculture-élevage  | 8     | 1                   | 2                 | 4                  | 1                 |
| - Elevage-polyculture  | 16    | 2                   | 7                 | 6                  | 1                 |
| - Elevage bovin-ovin   | 38    | 9                   | 19                | 9                  | 1                 |
| - Elevage et hors-sol  | 9     | 2                   | 5                 | 2                  | -                 |
| - Hors-sol et élevage  | 6     | 3                   | 2                 | 1                  | -                 |
| - Aviculture           | 2     | 1                   | 1                 | -                  | -                 |
| - Maraîchage           | 2     |                     |                   |                    |                   |

Ce deuxième tableau nous montre qu'une fois atteinte une certaine dimension, les G.A.E.C. s'orientent, de préférence, vers les cultures et que les G.A.E.C. de petites surfaces pratiquent davantage les élevages, sur sol ou hors-sol.

Les différences entre ces deux enquêtes sont un peu troublantes, mais leurs auteurs n'ont pas retenu la même classification de systèmes de production. Ainsi, la première néglige les élevages hors-sol.

#### d) Dimensions des ateliers de production animale

Il nous a semblé intéressant de noter ces dimensions. Comme on peut le constater, les ateliers restent d'une taille moyenne mais suffisante pour une meilleure organisation de travail. La dispersion autour de ces chiffres moyens est assez faible. Si quelques étables atteignent 100 vaches laitières ou quelques porcheries 100 truies, la plupart sont entre 30 et 60 reproducteurs. Ce qui situe la taille de ces élevages bien au-dessus de celle des exploitations individuelles.

Les ateliers de volailles sont plus rares, mais généralement importants.

e) Intensification de la production

Tout ceci concerne la situation de départ des G.A.E.C. D'une façon plus dynamique, nous disposons de deux enquêtes concernant l'évolution sur ce point.

- Dans l'une (S - 4), les Centres de gestion de 32 départements nous ont fait part de leurs observations sur 583 G.A.E.C., en réponse à la question suivante : "indiquer les cas où il y a eu création ou développement notable : bâtiments d'élevage avec extension du troupeau, plantations nouvelles, lancement de productions hors-sol ou de cultures à fort produit, etc..."

. G.A.E.C. de moins de 3 ans : oui pour 47 % d'entre eux ( 87 sur 184)

. G.A.E.C. de plus de 3 ans : oui pour 55 % d'entre eux (218 sur 399)

Ceci est net.

- L'autre enquête (S - 6) auprès de 230 G.A.E.C., est un peu moins optimiste : 34 % de G.A.E.C. auraient donné une "nouvelle orientation à leur production". Il est vrai que la question est un peu différente et que toutes deux sont un peu subjectives. Dans cette deuxième enquête, parmi les G.A.E.C. entre non-parents, ce sont 45 % qui répondent oui à cette question.

De toute façon, il ressort des deux enquêtes que beaucoup de G.A.E.C. intensifient fortement leur production.

f) Chiffres d'affaires

Il y a évidemment de très larges variations autour des valeurs moyennes données par région, en fonction des surfaces des G.A.E.C. et de leurs productions.

Les valeurs du produit par U.T.A. sont plus intéressantes à considérer. On peut remarquer de larges distorsions entre régions : de 31.000 à 86.000 F. Ce produit par U.T.A. est à un bon niveau : 62.000 F en moyenne.

4. Fonctionnement des G.A.E.C.

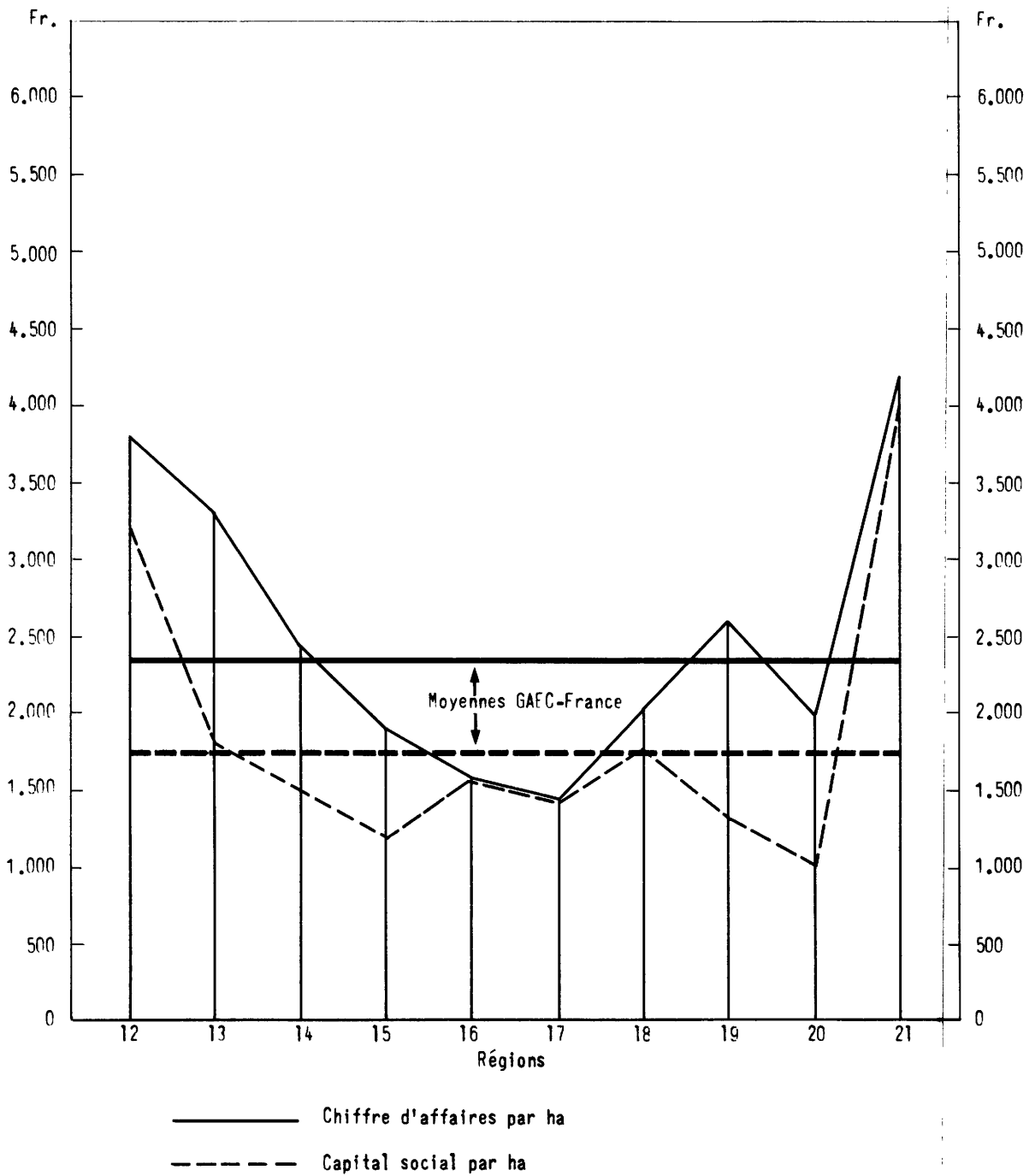
Nous avons rassemblé, dans le tableau C.7. ci-contre, quelques données extraites du fichier des G.A.E.C. de l'U.G.E.A. et susceptibles de caractériser le fonctionnement des G.A.E.C. Nous donnerons, par ailleurs, quelques informations provenant d'autres enquêtes et études.

Tableau C.7.

Source : S - 3

| Régions   | France | 12  | 13  | 14  | 15  | 16  | 17  | 18   | 19  | 20  | 21  |
|---|--------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|------|-----|-----|-----|
| <u>Capital social (en 1.000 F)</u>                |        |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |
| - moyenne par G.A.E.C.                            | 175    | 250 | 152 | 138 | 202 | 215 | 170 | 175  | 126 | 128 | 200 |
| - moyenne par associé                             | 66     | 93  | 63  | 50  | 81  | 84  | 68  | 60   | 48  | 43  | 70  |
| - moyenne par ha                                  | 1,72   | 3,2 | 1,8 | 1,5 | 1,2 | 1,6 | 1,4 | 1,75 | 1,3 | 1   | 4   |
| Pourcentage de G.A.E.C. où les apports sont égaux | 73     | 93  | 82  | 76  | 70  | 50  | 68  | 55   | 68  | 92  | 80  |
| Pourcentage de G.A.E.C. où il n'y a qu'un gérant  | 26     | 30  | 25  | 32  | 20  | 30  | 20  | 35   | 19  | 30  | 20  |
| Pourcentage de G.A.E.C. inscrits :                |        |     |     |     |     |     |     |      |     |     |     |
| - en comptabilité                                 | 81     | 50  | 70  | 87  | 91  | 100 | 65  | 88   | 90  | 97  | 72  |
| - en gestion                                      | 80     | 70  | 94  | 95  | 78  | 95  | 88  | 68   | 80  | 91  | 45  |
| - à une C.U.M.A.                                  | 40     | 39  | 60  | 57  | 18  | 35  | 30  | 50   | 50  | 35  | 30  |
| - à une C.E.T.A.                                  | 37     | 42  | 55  | 29  | 40  | 35  | 15  | 20   | 35  | 50  | 50  |

Graphique C.9 : Valeur du capital social et du chiffre d'affaires  
à l'hectare, par région européenne



Sources: S-3

CE-DG VI-E/5-7305.111

a) Capital social

L'on peut juger de la différence entre les capitaux souscrits par G.A.E.C., par associé ou par ha, selon les régions. Elle reflète assez bien l'intensité différente selon les régions. Nous avons d'ailleurs établi le graphique C.9. qui met en parallèle le capital social par ha et le chiffre d'affaires par ha. Ces deux valeurs évoluent de la même façon d'une région à l'autre : le Nord et le Nord-Ouest ont des produits et des capitaux assez élevés, ce sont des régions de grande culture intensive. Il en est de même dans les régions du Midi à cause de la vigne et des cultures frutières. Par contre, les régions de grandes cultures moins intensives (15, 16, 17) sont au-dessous de la moyenne.

Remarquons que, dans les 3/4 des cas, en moyenne, les apports des associés sont égaux. Une moyenne pondérée, si elle avait pu être faite, nous aurait donné un chiffre plus bas : autour des 2/3.

Au sujet des apports de capitaux par associé, nous pouvons publier le petit tableau suivant qui donne la répartition des apports en 3 classes selon la valeur de ceux-ci par associé et montre une certaine différence pour les G.A.E.C. entre non-parents (sur 440 G.A.E.C.)

Source : S - 6

| Apport moyen par associé | Ensemble | Père + 1 fils | Frères | Non-parents |
|--------------------------|----------|---------------|--------|-------------|
| moins de 50.000 F        | 48       | 42            | 43     | 57          |
| de 50.000 à 100.000 F    | 36       | 39            | 35     | 35          |
| plus de 100.000 F        | 16       | 19            | 22     | 8           |
|                          | 100      | 100           | 100    | 100         |

Nous ne nous expliquons pas pourquoi les apports des associés non-parents sont, en général, moins élevés que dans les G.A.E.C. familiaux.

D'autre part, l'étude précitée de l'I.N.R.A. en 1969, nous permet de connaître la répartition des G.A.E.C. selon l'apport moyen des associés (sur 1.363 G.A.E.C. agréés en 1969) :

| Apport moyen des associés | Moins de 20.000 F | de 20.000 à 50.000 F | de 50.000 à 100.000 F | Plus de 100.000 F | Ensemble |
|---------------------------|-------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|----------|
| Nombre de G.A.E.C. totaux | 236               | 457                  | 432                   | 238               | 1.363    |
| Pourcentage               | 17,3              | 33,6                 | 31,8                  | 17,3              | 100      |

Deux tiers des associés ont un apport de capital entre 20.000 et 100.000 F.

Nous en extrayons également le tableau suivant concernant le capital social moyen par associé en relation avec le nombre d'associés et le capital total du G.A.E.C.

Source : S - 5

| Nombre d'associés | Capital social moyen par associé (en 1000 F.) | Nombre de G.A.E.C. ayant un capital de (en milliers de francs) |             |              |              |             |
|-------------------|---|--|-------------|--------------|--------------|-------------|
|                   |   | Moins de 50  | de 50 à 100 | de 100 à 200 | de 200 à 300 | Plus de 300 |
| 2                 | 76,6  | 14   | 40          | 72           | 266          | 310         |
| 3                 | 72,6  | 19   | 25          | 49           | 84           | 186         |
| 4                 | 56,4  | 7  | 19          | 38           | 61           | 124         |
| 5 et plus         | 43,4  | 3  | 14          | 27           | 46           | 177         |

L'on peut constater que le capital social par associé diminue avec le nombre d'associés et, surtout, que les apports sont très variables selon les G.A.E.C.

La moyenne de 14.000 F par associé concerne 298 G.A.E.C. sur 707 à 2 associés (42 %), celles de 7.000 et 3.000 F par associé concernent 151 G.A.E.C. sur 241 ayant plus de 3 associés (63 %).

Enfin, cette étude (S - 5) met en évidence une forte corrélation entre le capital social par associé et la surface exploitée, ce qui est normal : 80 % des G.A.E.C. de moins de 20 ha ont un apport moyen par associé inférieur à 50.000 F et inversement 66 % des G.A.E.C. de plus de 100 ha ont un apport moyen par associé supérieur à 50.000 F. Plus un associé apporte de surface et plus élevé est son apport en capital.



b) Investissements

Comme pour l'évolution des surfaces des G.A.E.C. et l'intensification de leurs productions, nous avons posé, dans notre enquête complémentaire, la question de la progression des investissements des G.A.E.C. (S - 4).

La question était précise :

"Nombre de G.A.E.C. ayant augmenté leurs immobilisations de plus de 50 %  
(achats de terres exclues)

- surtout améliorations foncières et plantations ...
- surtout bâtiments et installations ...
- surtout autres postes ..."

Nous disposons de 702 réponses exprimées, émanant des Centres de gestion de 32 départements. En voici le résultat :

Source : S - 4

|  | G.A.E.C. de moins de 3 ans |     | G.A.E.C. de plus de 3 ans |     | Ensemble |     |
|--|----------------------------|-----|---------------------------|-----|----------|-----|
|  | Nombre                     | %   | Nombre                    | %   | Nombre   | %   |
| Nombre de réponses                               | 255                        | 100 | 447                       | 100 | 702      | 100 |
| Augmentation des immobilisations de plus de 50 % | 99                         | 39  | 269                       | 60  | 368      | 53  |
| dont :   |                            |     |                           |     |          |     |
| - foncier (sauf terres)                          | 16                         | 6,5 | 21                        | 5   | 37       | 5   |
| - constructions                                  | 65                         | 25  | 203                       | 45  | 268      | 39  |
| - divers   | 18                         | 7,5 | 45                        | 10  | 63       | 9   |

Ces résultats provenant de relevés sur les bilans comptables, nous pouvons leur accorder notre confiance. Ils prouvent le dynamisme des G.A.E.C. : 60 % de ceux qui ont plus de 3 ans ont multiplié leur capital immobilisé par plus de 1,5; et 40 % des G.A.E.C. plus récents. Il est certain que nous serions très loin de ces résultats avec un échantillon d'exploitations individuelles, même de dimensions comparables.

c) Gérance - partage des responsabilités

Comme nous le constatons sur le tableau C.7., les trois quarts des G.A.E.C. sont gérés par l'ensemble des associés ou, au moins, par plusieurs d'entre eux (pour les G.A.E.C. à plus de 4 associés).

Bien qu'il ne faille pas exagérer l'importance de ce renseignement, étant donné que les fonctions du gérant sont toujours contrôlées par l'ensemble des associés, il n'en reste pas moins symptomatique d'une réelle collégialité.

L'enquête auprès de 440 G.A.E.C. nous donne le même résultat, en le précisant selon les liens familiaux (S - 6) :

| Résultats en %    | Ensemble | Père +<br>1 fils | Frères | Non-<br>parents |
|-------------------|----------|------------------|--------|-----------------|
| 1 seul gérant     | 28       | 40               | 21     | 31              |
| plusieurs gérants | 72       | 60               | 79     | 69              |

Ce sont les G.A.E.C. père + 1 fils où il y a le plus de gérant unique (presque toujours le père) et les G.A.E.C. entre frères où il y a le plus d'égalité dans le partage de cette fonction.

En ce qui concerne la répartition des responsabilités, nous n'avons pas fait figurer dans le tableau les données relevées, car il s'agit plutôt d'intentions au départ de la vie du groupement. Nous pouvons simplement dire que, dans plus de 40 % des cas, le partage des responsabilités s'établit par secteurs de production, dans 15 % des cas, c'est par fonction (administration, ventes, achats, relations extérieures) qu'il est déclaré. Pour le reste, 55 % des cas, ce partage est dit mixte : par fonction et par secteur à la fois. C'est à l'usage et selon les productions, et surtout les tempéraments que les responsabilités se partagent.

d) Participation des G.A.E.C. à diverses organisations agricoles

Nous constatons que 80 % des G.A.E.C. sont inscrits à un Centre de gestion qui s'occupe de leur comptabilité. D'autres la font sans doute eux-mêmes et certains se contentent d'une comptabilité sommaire.

40 % des G.A.E.C. participent à la vie d'une C.U.M.A. Ce chiffre élevé est important à noter (entre 15 et 10 % des agriculteurs français sont membres d'une C.U.M.A.).

37 % adhèrent à un C.E.T.A. ou à un groupement de développement agricole.

Ces quelques chiffres montrent l'insertion très grande des G.A.E.C. dans la vie socio-professionnelle de l'agriculture.

Il est d'ailleurs de notoriété publique que toutes les grandes organisations agricoles nationales, à commencer par la F.N.S.E.A. et le C.D.J.A., ont plusieurs membres de G.A.E.C. parmi leurs administrateurs.

A cet égard, citons le recensement plus précis effectué en 1972 dans le département de Saône et Loire (Bourgogne) :

sur 85 G.A.E.C., 31 associés sont engagés dans les 12 principales organisations professionnelles départementales, occupant 49 postes (S - 6). Ils représentent :

- 28 % des administrateurs de la fédération des syndicats agricoles;
- 15 % des membres agriculteurs de la Chambre d'Agriculture;
- 16 % des administrateurs du Centre départemental des jeunes agriculteurs;
- 40 % des administrateurs du Centre de gestion;
- etc ...

#### e) Dissolution - Refus d'agrément

Au 10 décembre 1971, sur 2.806 dossiers d'agrément de G.A.E.C. (totaux et partiels), 238 avaient été refusés par les Comités d'agrément (S - 1). Cette proportion de 8,5 % peut paraître faible mais les G.A.E.C. étant aidés dans leur constitution par divers techniciens avertis c'est le plus souvent à ce niveau que s'effectue le tri. Ces refus concernent :

- des G.A.E.C. partiels n'ayant pas le caractère d'exploitation familiale;
- des G.A.E.C. totaux de trop grandes dimensions;
- des G.A.E.C. voulant adopter des statuts non conformes aux lois;
- etc ...

A cette même date, 124 G.A.E.C. étaient dissous, soit 4,5 % des G.A.E.C. agréés, ce qui est peu six ans après la mise en application de la loi.

Nous avons interrogé les Centres de gestion sur les dissolutions : officielles ou pratiques (ces dernières concernant, dans notre esprit, les G.A.E.C. dont les principaux membres sont partis mais qui continuent entre père et fils par exemple).

Sur 860 G.A.E.C. il nous a été signalé 54 dissolutions, soit 6,3 % (S - 4).

Parmi ces 54 G.A.E.C. dissous les motifs nous ont été donnés pour 48 :

- retraite, décès ou maladie : 5 soit 10 % (0,6 % des dissolutions)
- mésentente : 34 soit 71 % (4,5 % des dissolutions)
- difficultés économiques : 9 soit 19 % (1,2 % des dissolutions).

La mésentente est donc, de loin, le motif le plus fréquent dans les premières années.

f) Relations entre G.A.E.C.

Signalons simplement, mais est-il besoin de le rappeler, qu'une association nationale : l'U.G.E.A. (Union pour le Groupement des Exploitations Agricoles) centralise et anime tous les efforts et une bonne partie des recherches en matière d'agriculture de groupe.

L'U.G.E.A. a 5 ingénieurs régionaux, à plein temps, ce qui est peu pour l'animation effective de l'agriculture de groupe à travers les régions françaises.

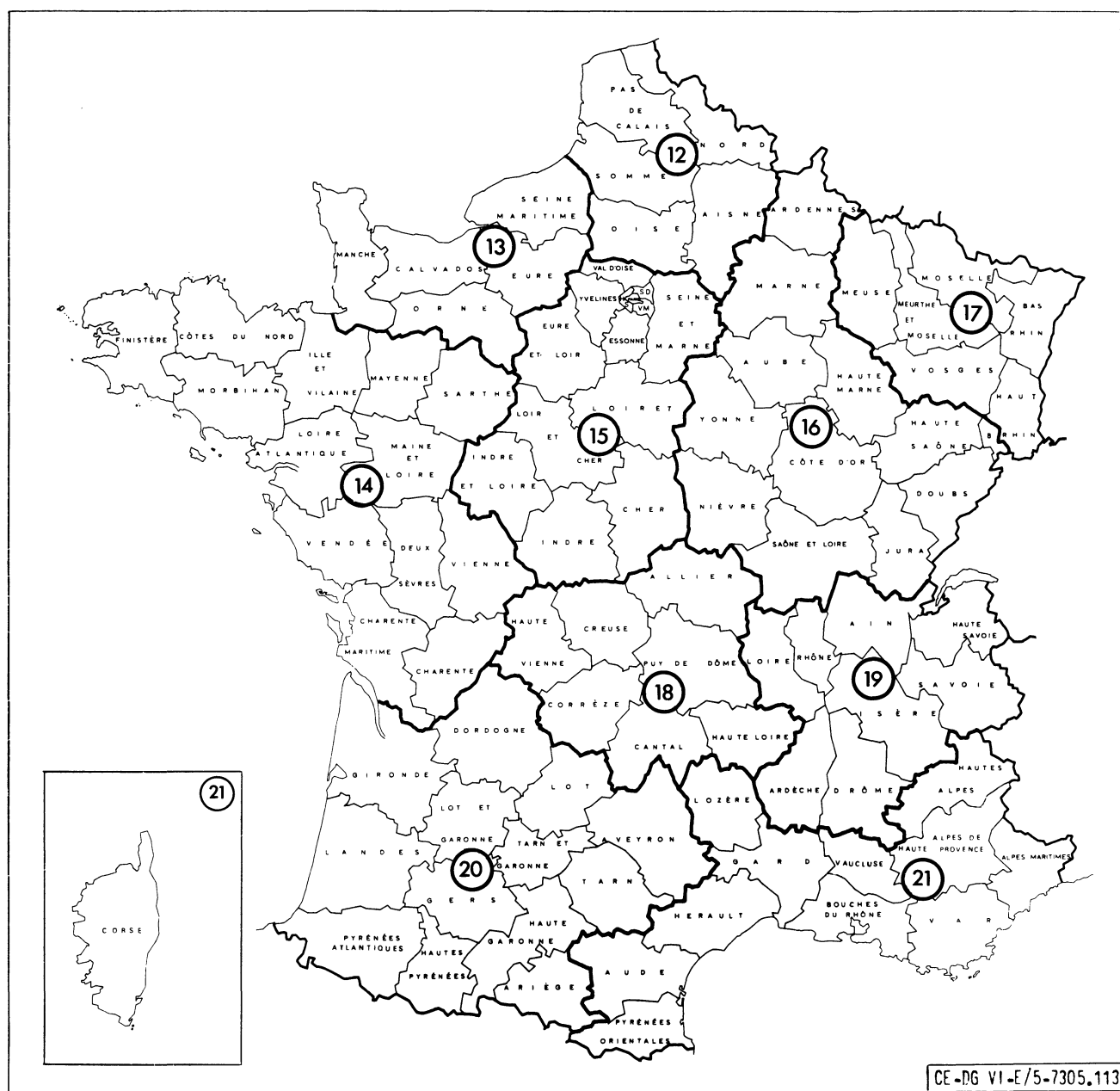
Au niveau départemental, il existe presque partout des "Commissions d'agriculture de groupe", mises en place à l'initiative du syndicalisme agricole et réunissant des agriculteurs qui pratiquent diverses formes d'agriculture de groupe. Dans beaucoup de départements, un technicien est spécialisé dans les questions d'agriculture, de groupe, de création et d'animation des G.A.E.C. Ce technicien est rarement détaché à plein temps pour cette fonction (cas de la Moselle, de l'Isère, de l'Aveyron). Il fait le plus souvent partie du personnel du Centre de Gestion ou alors du Centre des jeunes agriculteurs.

Ces diverses structures permettent aux G.A.E.C. de se retrouver pour étudier ensemble leurs problèmes spécifiques et de savoir "à qui s'adresser" pour ceux-ci. De plus, l'U.G.E.A. a mis sur pied, dans l'hiver 1971-72, des réunions de 5 fois 4 jours pour une formation en profondeur des associés de G.A.E.C.

## CHAPITRE II

### EXPERIENCES ACQUISES GRACE AUX DIFFERENTES FORMES DE COLLABORATION ET RESULTATS OBTENUS

Carte des circonscriptions du réseau d'information comptable agricole



CE-DG VI-E/5-7305.113

- |   |   |
|---|---|
| 12. Nord, Picardie                              | 17. Lorraine, Alsace                      |
| 13. Basse-Normandie, Haute-Normandie            | 18. Limousin, Auvergne                    |
| 14. Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charente | 19. Rhône-Alpes                           |
| 15. Centre, Région Parisienne                   | 20. Aquitaine, Midi-Pyrénées              |
| 16. Franche-Comté, Champagne, Bourgogne         | 21. Languedoc, Provence-Côte d'azur-Corse |

## INTRODUCTION

Nous ne reprendrons pas ici le détail de tous les points exposés dans les différents exemples qui figurent en annexe. Nous estimons, en effet, qu'il est intéressant d'insister sur les aspects caractéristiques mais qu'il serait dangereux de tirer des conclusions définitives de 43 exemples pris parmi 2.000 ou 3.000 groupements.

Sur le plan des résultats (économiques surtout) obtenus, nous devons particulièrement être prudents car ces résultats dépendent des particularités de la région et de l'orientation technico-économique du groupement, de sorte que l'influence du groupement lui-même est difficile à faire apparaître dans un petit échantillon réparti à travers toute la France et recouvrant une douzaine d'orientations différentes.

Nous étudions une série de cas particuliers qu'il est impossible de regrouper par familles. D'autre part, les groupements sont jeunes pour la plupart et souvent en période d'investissement et de recherche d'équilibre. C'est donc plutôt une impression générale que nous chercherons à dégager que des conclusions précises sur ce plan des résultats.

Nous suivrons, dans ces quelques pages, le plan des monographies réalisées afin d'en tirer les enseignements tout en signalant les particularités rencontrées :

- exploitations associées;
- collaboration antérieure - motivations;
- création de statuts;
- fonctionnement;
- environnement;
- avantages et inconvénients;
- avenir perçu.

Quant aux résultats économiques, selon ce que nous venons d'en dire, nous nous bornerons à souligner quelques cas qui nous paraissent caractéristiques, dans un sens ou dans l'autre, laissant au lecteur le soin d'étudier chaque cas en lui-même.

REPARTITION DES EXEMPLES A TRAVERS LES REGIONS FRANCAISES

| Régions<br>européennes | Régions économiques<br>françaises | Numéro des exemples        |                       |
|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------------------|
|                        |                                   | Groupements complets       | Groupements partiels  |
| 12                     | Picardie                          | XX - XXI                   | -                     |
| 13                     | Basse-Normandie                   | -                          | XXXIX                 |
| 14                     | Bretagne                          |                            | XXXVIII               |
|                        | Pays-de-Loire                     |                            | XXXV - XXXVI - XXXVII |
|                        | Poitou-Charente                   | XVII - XVIII - XIX         |                       |
| 15                     | Centre                            | XXII - XXIII - XXIV<br>XXV | -                     |
| 16                     | Champagne                         | IV - V - XIV - XVI         | XXX - XXXI            |
|                        | Bourgogne                         | II - VII - VIII            |                       |
|                        | Franche-Comté                     | XXVIII                     |                       |
| 17                     | Lorraine                          | I - V - IX - X             | XXXII                 |
| 18                     | Auvergne                          | XXVI - XXVII               |                       |
|                        | Limousin                          |                            | XL - XLI              |
| 19                     | Rhône-Alpes                       | III - XI - XII - XV        | XXXIII - XXXIV        |
| 20                     | Aquitaine                         | XXIX                       |                       |
|                        | Midi-Pyrénées                     | XXIX bis                   | XLII                  |



GROUPEMENTS DE FUSION COMPLETE

Répartition des exemples étudiés

| Orientations<br>technico-<br>économiques | Régions |    |    |    |    |    |    |    |    |    | Total<br>par<br>orientation |
|--|---------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----------------------------|
|  | 12      | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 |                             |
| 11 A                                     |         |    | 1  | 1  | 1  |    |    | 2  |    |    | 5                           |
| 11 B                                     |         |    |    |    | 1  |    |    |    |    |    | 1                           |
| 13                                       | 2       |    | 1  |    | 1  |    |    |    | 1  |    | 5                           |
| 14                                       |         |    |    | 1  |    |    |    |    |    |    | 1                           |
| 22 D                                     |         |    |    |    | 1  |    |    |    | 1  |    | 2                           |
| 33 F                                     |         |    | 1  | 1* | 1  | 1  |    | 2  |    |    | 6                           |
| 31                                       |         |    |    |    | 1  | 2  |    | 1  |    |    | 4                           |
| 34                                       |         |    |    |    |    |    |    | 1  |    |    | 1                           |
| 44 K                                     |         |    |    |    | 1  |    |    |    |    |    | 1                           |
| 41                                       |         |    |    | 1  |    | 1  |    |    |    |    | 2                           |
| 43                                       |         |    |    |    |    |    | 2  |    |    |    | 2                           |
| Total par<br>région                      | 22      | 0  | 3  | 4  | 7  | 4  | 2  | 6  | 2  | 0  | 30                          |

\* Tous sont des G.A.E.C. sauf celui-ci (association de fait avec contrat écrit).

## A. GROUPEMENTS DE FUSION COMPLETE

Nous avons 30 exemples dont 29 G.A.E.C. et 1 association de fait avec contrat écrit. Voir page 105 la répartition de ces exemples.

### I. Description des exploitations associées

Nous décrivons 22 groupements entre non-parents et 8 entre parents, dont 3 entre deux frères et 5 associant deux générations (père(s) + plusieurs fils). 73 % de groupements entre non-parents c'est plus du double de la moyenne française pour les G.A.E.C. (34 %)

|                     |                      |
|---------------------|----------------------|
| 14 groupements ont  | 2 associés seulement |
| 9       "       ont | 3 associés           |
| 4       "       ont | 4 associés           |
| 2       "       ont | 5 associés           |
| 1 groupement compte | 8 associés           |

soit 3 associés par groupement, un peu plus que la moyenne française : 2,7.

Ceci montre bien que nous n'avons pas un échantillon strictement représentatif, nous avons cherché plutôt à ce qu'il soit le plus fidèlement possible le témoin des G.A.E.C. ayant regroupé des exploitations distinctes, ceci à travers la France et les divers systèmes de production.

De fait, 3 G.A.E.C. seulement, n'ont pas vraiment regroupé des exploitations distinctes à leur création, nous les avons cependant retenus :

- deux parce qu'ils sont typiques des associations entre membres d'une même famille qui continuent à exploiter ensemble mais en agrandissant leur surface par reprise de nouvelles terres (I et VIII);
- le troisième parce que c'est le cas, assez rare il faut le dire, d'un exploitant individuel qui recherche un associé, même sans apport de terre, pour mieux gérer une exploitation importante (X).

Il serait sans intérêt de rappeler ici des chiffres concernant les surfaces des G.A.E.C. ou par associé, étant donné la diversité des situations régionales. Disons simplement que, dans plus de 60 % des cas, les G.A.E.C. étudiés se sont constitués entre associés exploitant des surfaces comparables à la moyenne de celle des exploitations de leur petite région.

Aucun groupement n'est propriétaire des terres.

Ajoutons que la formation scolaire et professionnelle des associés des G.A.E.C. visités est sensiblement supérieure à la moyenne, même à âge égal.

### Collaboration antérieure

Nous pouvons dire que c'est la règle générale : les exploitants s'entraidaient, ont acheté du matériel en commun, ont réalisé des chantiers communs de récolte (fourrages, moisson), l'habitude de travailler ensemble, plus encore que la complexité des comptes, comme ils le déclarent, a familiarisé avec l'idée de fusion complète.

Il y a, bien entendu, quelques exceptions, comme celle de l'exemple XVI où la collaboration entre les deux frères et le troisième associé était encore très réduite : ensilage de maïs. Nous voyons que ce G.A.E.C. a connu l'échec. Pour le G.A.E.C. XX, les associés commençaient seulement à exploiter mais avaient des perspectives communes. L'entrée du troisième associé dans le G.A.E.C. XXI est un cas particulier.

### Motivations

Pour beaucoup de groupements nous pourrions conclure de ce qui précède que la principale motivation est un attrait au travail en commun, développé par la collaboration partielle et devenant peu à peu attirance irréversible. Mais ce serait une conclusion hâtive qui nous ferait faire passer au premier rang ce qui est une base quasi indispensable à de telles sociétés de personnes, bien se connaître, alors que pour des G.A.E.C. de regroupement, comme ceux que nous avons choisis, le pas en avant provient le plus souvent de motivations économiques.

Il est certain que la collaboration entre exploitations voisines se développe de plus en plus, d'ailleurs pour des motifs d'ordre économique (matériel en commun, nécessité de se regrouper sur des chantiers importants autour de machines puissantes). Cela transforme peu à peu la mentalité des agriculteurs. Mais beaucoup ne sont pas, pour autant, mûrs pour la fusion complète.

Si nous mettons à part les G.A.E.C. familiaux de notre échantillon (et encore pas tous : XXV par exemple, ou XIV, XI) nous trouvons presque toujours un projet de modification en commun des exploitations réunies :

- Constructions de nouveaux bâtiments d'élevage avec extension de celui-ci (II, III, IV, V, XI, XII, XVI, XVII, XVIII, XIX, XXII, XXVI, XVII, XVIII)

soit au moins la moitié de l'échantillon;

- Extension, reprise de nouvelles terres (I, VII, VIII, IX, XXV).

Quelques-uns se contentent de mettre en commun des moyens déjà importants (X, XIV), quitte à continuer leur expansion ensemble. Ceci représente une motivation autant économique que sociale.

En définitive, disons que la motivation économique immédiate est rarement absente, en certains cas même c'est un problème de survie (IV, XII, II aussi pour certains), mais qu'elle n'est jamais exclusive de motivations d'ordre sociologique :

- partage des responsabilités;
- sécurité de ne plus être seul;
- libération vis-à-vis des travaux du bétail

et la fusion couronne une habitude de travailler ensemble.

Quant aux G.A.E.C. familiaux, qui sont les plus nombreux en France, nous voyons par ces exemples que certains ont des projets économiques dès leur création (VI, XI, XXV ...). D'autres, et ce sont les plus nombreux, se créent pour continuer ensemble sur une unité d'exploitation, puis sont amenés à développer les productions (VII, VIII, XI, XIV ...).

#### Création-statuts

Il y a toujours une aide de techniciens agricoles, ceux qui sont le plus fréquemment cités sont les conseillers des Centres de Gestion. Mais souvent les futurs associés font appel au conseiller lorsque leur projet est déjà né : l'initiative vient rarement du conseiller.

Les G.A.E.C. adoptent les statuts-types, avec fort peu de modifications. La répartition du capital entre les associés n'est pas toujours égale, ce qui ne semble pas poser de gros problèmes : une part du bénéfice sert à rémunérer le capital.

De même pour les terres mises à disposition, les inégalités se résolvent par un "fermage" versé aux associés propriétaires ou encore (par exemple : IV ou XVI) par un intéressement supplémentaire aux bénéfices.

En règle générale, pour les bâtiments anciens on accepte l'équivalence des mises à disposition par chacun. Les bâtiments récents donnent lieu à une indemnisation, équivalent à une location.

## Fonctionnement

Décisions importantes : elles sont toujours prises en commun, même s'il n'y a pas de réunions formelles. En ce sens, on peut vraiment parler de collégialité dans les décisions, même si parfois un associé a une plus grande influence dans ces décisions.

L'organisation du travail et la répartition des tâches s'établissent souvent au cours des premiers mois de fonctionnement, assez rarement à priori. C'est plutôt dans les productions animales que la répartition des tâches s'établit nettement (I, II, III etc...), parfois selon les bâtiments attenants aux habitations (XXIV), mais il arrive que la spécialisation ne soit pas très poussée même en productions animales (IV, XII). Quoi qu'il en soit, peu à peu une spécialisation s'établit au niveau des travaux effectués (entretien, semis, traitements, comptabilité, ventes, etc.).

Les réunions sont, le plus souvent, un point faible. Bien peu parmi les G.A.E.C. étudiés ont des réunions régulières (I, II, XII, XXVIII).

Le cahier de délibérations est encore plus rarement tenu (II, XXVIII).

Souvent, les associés déclarent ressentir le manque d'organisation sur ce point et voudraient y remédier.

En fait, c'est un point important, même si tous les G.A.E.C. déclarent que les associés se rencontrent quotidiennement, car des difficultés naissent de l'absence de confrontations franches et de décisions nettes (XVI).

L'information réciproque se réalise, en général, assez bien, soit par l'effort du secrétaire, soit en faisant circuler le courrier d'une maison à l'autre, soit, encore mieux, grâce à un bureau aménagé où chacun a libre accès.

Les épouses participent moins, presque partout, au travail de l'exploitation depuis que le G.A.E.C. est créé. Certaines regrettent de moins bien suivre l'évolution, d'autres sont tenues au courant parce qu'elles tiennent la comptabilité et le secrétariat. Parfois, elles se partagent les tâches à plusieurs (XII, XXV). Dans un seul cas nous avons vu les femmes systématiquement exclues des réunions, par principe, mais en fait il n'y a que 3 ou 4 G.A.E.C. où elles y soient systématiquement participantes.

Salariés : Il semble qu'il y ait peu de problèmes, d'abord parce qu'ils sont peu nombreux. Sinon (VII, X, XIV) leur travail est sous la responsabilité d'un associé.

Nous n'avons rencontré qu'un seul cas (XXIX bis) où un salarié soit devenu associé. Ailleurs, les associés ne le recherchent pas, voire même le salarié (XXV).

A plusieurs reprises, des G.A.E.C. nous ont déclaré qu'ils recherchaient plutôt un nouvel associé qu'un salarié, mais il faut trouver l'homme voulu.

#### Environnement

Paradoxalement, en apparence, les G.A.E.C. sont bien insérés dans leur environnement et regardés avec méfiance par leurs voisins.

Nous voyons, en effet, que dans tous les G.A.E.C. l'on trouve des responsables dans les organisations agricoles ou les instances civiques.

De même, presque tous les G.A.E.C. visités pratiquent de l'entraide avec leurs voisins, ont du matériel en commun avec eux, etc... Rares ceux qui ont rompu les liens d'entraide qu'ils avaient avec leur voisinage avant l'association.

Et, d'autre part, la presque unanimité des réponses nous apprend que les associés sont en butte à la méfiance, voire même à la jalousie de leurs voisins. Cela tient à deux faits :

- on craint parfois, non sans raison, que le G.A.E.C. n'accapare les terres libres du secteur;
- on se méfie d'eux comme on se méfie de tous les innovateurs.

Il semble que cette attitude soit assez longue avant de se modifier.

#### Avantages-inconvénients

Les associés se déclarent satisfaits de l'association (excepté dans le cas d'échec XVI). Ils apprécient :

- la libération due à la spécialisation des tâches;
- la sécurité;
- éventuellement un travail plus léger sauf durant les premières années;
- un meilleur revenu, au moins pour l'avenir.

Ils apprécient également de ne plus être seuls dans leurs décisions et dans l'exécution du travail. Une solidarité s'est créée.

Par contre, ils reconnaissent que les caractères doivent s'accorder (rythme de travail, projets plus ou moins ambitieux) et que les décisions, si elles sont plus mûries, sont plus lentes à prendre. Il y a une certaine perte de liberté, mais peu semblent la regretter. Certains signalent, à juste titre, la difficulté d'aborder les problèmes, nouveaux pour eux, d'une exploitation devenue relativement importante.

### Avenir

Beaucoup de ces G.A.E.C., nous l'avons vu, ont déjà réalisé une intensification se traduisant par des investissements importants. Pour un certain nombre, il s'agit de faire face à cette extension. D'autres ont des projets pour l'avenir : rares semblent être ceux qui veulent s'arrêter en chemin.

Si une assez grande proportion désire agrandir la surface exploitée, peu recherchent à acheter de la terre, la location leur semble préférable.

Le problème de l'installation des enfants semble lointain pour une bonne partie de ces groupements dont les associés sont jeunes. Ceux qui se posent la question pensent que c'est au fils de s'adapter au G.A.E.C. et leur mise en G.A.E.C. semble leur avoir fait perdre un certain individualisme familial. Dans le cas de l'échec de l'exemple XVI, il est vraisemblable cependant que la présence de deux fils contribue à rendre un associé plus dur dans ses prétentions vis-à-vis des autres.

## II. Résultats économiques

Précisons d'abord que tous nos résultats ont été relevés sur des comptabilités et des fiches techniques établies par les Centres de Gestion. Il n'y a donc pas de réserves à formuler sur ces résultats qui ne proviennent pas d'enquêtes ou d'estimations. Par contre, nous avons préféré laisser en blanc les réponses que les enregistrements ne fournissaient pas ou qui étaient incertaines. C'est ainsi que nous ne pouvons comparer que, dans 13 cas sur 30, les résultats de l'exploitation issue de la fusion à ceux de l'une, au moins, des exploitations individuelles. Ajoutons que, dans 2 cas, nous pouvons faire cette comparaison avec une exploitation "moyenne" de la région et que, dans plusieurs autres cas, l'association ne résulte pas d'une fusion d'exploitations distinctes ou bien est trop ancienne pour qu'il soit valable de remonter aux exploitations pré-existantes.

EVOLUTION ECONOMIQUE DES GROUPEMENTS  
(par orientations technico-économiques)

| Numéro | Orientat-ion | Rendements | Produit/ha    | Revenu/UTA    | Actif brut        | Investis-séments | Emprunts | Capital propre | SAU | Production |
|--------|--------------|------------|---------------|---------------|-------------------|------------------|----------|----------------|-----|------------|
| IV     | 33F          | =          | $\frac{+}{+}$ | + ?           | $\frac{+}{+}$ (3) | B.E.             | + (5)    | + ?            | =   | + lait     |
| V      | 33F          | =          | + ?           | + ?           | + (1,5)           | B.E.             | +        | + (1,3)        | +   | =          |
| XI     | 33F          | =          | $\frac{+}{+}$ | $\frac{+}{+}$ | $\frac{+}{+}$ (4) | B.E.             | + (3,5)  | =              | +   | + hors sol |
| XII    | 33F          | +          | + ?           | =             | $\frac{+}{+}$ (3) | B.E.             | + (2)    | =              | +   | =          |
| XVIII  | 33F          | =          | =             | + ?           | + (1,5)           | B.E.             | =        | =              | +   | + lait     |
| XXIII  | 33F          | +          | =             | + ?           | =                 | B.E.             | +        | =              | =   | + lait     |
| III    | 34           | +          | $\frac{+}{+}$ | +             | + (2)             | B.E.             | + (4)    | =              | +   | + hors-sol |
| IX     | 34           | =          | +             | =             | + (2)             | terres           | + (5)    | =              | =   | =          |
| X      | 31           | =          | +             | +             | + (2)             | B.E.             | + (2,5)  | =              | +   | + lait     |
| XVI    | 31           |            |               |               | + (1,5)           | B.E.             | + (3,5)  | =              | =   | + lait     |
| XXVIII | 31           | =          | =             | $\frac{+}{+}$ | + (1,4)           | B.E.             | =        | + (1,4)        | +   | =          |
| XXVII  | 43/33H       |            | =             | =             | =                 | B.E.             | + (1,6)  | =              | =   | =          |
| XIII   | 11A          | =          | =             | $\frac{+}{+}$ | =                 | Irrigation       | =        | =              | +   | = bétail   |
| XIV    | 11A          | =          | +             | +             | + (2,5)           | B.E.             | + (2)    | + (2)          | =   | + hors-sol |
| XV     | 11A          |            | +             | $\frac{+}{+}$ | =                 | 0                | =        | =              | +   | =          |
| XIX    | 11A          | +          | $\frac{+}{+}$ | $\frac{+}{+}$ | + (2)             | 0                | =        | + (1,7)        | +   | + cultures |
| XXV    | 11A          | +          | + ?           | +             | + (1,6)           | 0                | =        | + (2,3)        | +   | = bétail   |



(suite)

| Numéro   | Orientat-<br>tion | Rendements | Produit/ha | Revenu/UTA | Actif brut | Investis-<br>sements | Emprunts | Capital<br>propre | SAU | Production   |
|----------|-------------------|------------|------------|------------|------------|----------------------|----------|-------------------|-----|--------------|
| II       | 13                | +          | +          | <u>+</u>   | =          | B.E.                 | =        | + (2)             | =   | =            |
| XVII     | 13                | =          | +          | <u>+</u>   | + (1,3)    | B.E.                 | =        | + (1,2)           | =   | =            |
| XX       | 13                | +          | <u>+</u>   | <u>+</u>   | =          | 0                    | + ?      | =                 | =   | =            |
| XXI      | 13                | +          | +          | <u>+</u>   | + (1,3)    | 0                    | =        | + (1,2)           | +   | =            |
| XXIX     | 13                | +          | <u>+</u>   | <u>+</u>   | + (1,4)    | Irrigation           | + (1,6)  | + (1,3)           | =   | + bovins     |
| XXII     | 14                | =          | =          | <u>+</u>   | + (1,2)    | Hangar               | =        | =                 | +   | + hors-sol   |
| VI       | 44K               | =          | +          | +          | + (1,5)    | B.E.                 | =        | =                 | =   | =            |
| I        | 41                | =          | +          | =          | + (2)      | B.E.                 | + (2)    | + (3)             | =   | + hors-sol   |
| XXIV     | 41                | =          | + ?        | +          | =          | 0                    | + (1,5)  | + (1,3)           | =   | =            |
| XXVI     | 43                |            | +          | =          | + (3)      | B.E.                 | =        | + (1,5)           | =   | =            |
| VII      | 11B               |            | + ?        | + ?        | + (2)      | Terres               | + (4)    | =                 | +   | =            |
| VIII     | 22D               |            | +          | +          | + (2,5)    | Maison               | + (4)    | =                 | =   | + plantation |
| XXIX bis | 22D               |            | +          |            |            | 0                    |          |                   | =   | =            |

+ : augmentation, le chiffre ( ) est le coefficient de multiplication

= : sans changement

+ : augmentation très significative

+ ? : augmentation peu significative, compte tenu de l'érosion monétaire

B.E. : construction de bâtiments d'élevage

Dans le tableau ci-contre (page 112) nous avons regroupé les 30 exemples étudiés par grandes orientations technico-économiques. Nous montrons ainsi, de façon synthétique, l'évolution économique de ces groupements par rapport à leur année de création ou par rapport aux exploitations antérieures. Le tableau porte sur les points suivants :

- rendements (des cultures, de la production laitière ...);
- produit brut par ha S.A.U.;
- revenu du travail par U.T.A.;
- actif brut;
- investissements réalisés et indication de leur objet;
- emprunts à long et moyen terme;
- capital propre;
- surface de l'exploitation;
- évolution du système de production.

#### 1) Trois remarques préalables

Quelques remarques s'imposent avant de commenter les résultats économiques des groupements étudiés :

- tout d'abord, nous le verrons, tous les groupements sont caractérisés par une évolution dans leur production et souvent dans leurs résultats et leurs investissements. Mais nous travaillons sur une période assez courte, 3 à 5 ans en moyenne, et différente d'un groupement à l'autre. De plus, le rythme de l'évolution varie selon le système de production, les moyens financiers du groupement, son contexte humain aussi. Ces deux raisons nous empêchent de donner une conclusion globale chiffrée, mais cela ne nous interdit nullement de caractériser des tendances, surtout lorsqu'elles sont convergentes;
- par ailleurs, il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif de l'ensemble des groupements de fusion complète. Notre but, en réalisant ces enquêtes, était, en effet, d'observer des groupements où il y a une "collaboration entre des exploitations initialement différentes et indépendantes". Ainsi, notre échantillon comporte une plus forte proportion de groupements entre non-parents et composés d'exploitations distinctes que parmi les 2.500 G.A.E.C. Mais si nous ne pouvons pas généraliser ces résultats pour l'ensemble des G.A.E.C. et autres associations, par contre, il est parfaitement valable d'en

tirer des conclusions applicables aux véritables regroupements, ceux qui correspondent à l'esprit de la loi et aux désirs de ses promoteurs;

- enfin, vu la taille limitée de l'échantillon et son hétérogénéité (voulue), il n'est pas possible de tirer des conclusions au niveau de chaque orientation technico-économique ou par région ou par classes de surfaces etc... En ce qui concerne les régions, mis à part le système de production imposé par les conditions naturelles, ceci ne nous semble pas grave en ce sens qu'il n'y a pas de raison pour que les groupements du Midi tirent un meilleur parti économique de leur collaboration que ceux du Centre ou du Nord, ou vice-versa : c'est le fait de la collaboration qui est important. Pour les surfaces, nous aurons l'occasion de constater, bien que de façon non systématique, que les groupements mieux pourvus ont une progression plus facile et que les plus petits cherchent à s'agrandir ou à pratiquer des spéculations hors-sol. Quant aux systèmes de production, il nous est cependant possible de constituer deux groupes d'une douzaine d'exploitations : l'un avec production animale sur surface fourragère dominante, l'autre avec agriculture générale dominante.

## 2) Commentaire du tableau "Evolution économique des groupements"

Nous allons maintenant commenter l'ensemble des résultats économiques en suivant le plan du tableau ci-joint (pages 112 et 113).

### Rendements des productions

Il faut distinguer les productions végétales et les productions animales.

En productions végétales, nous observons que, dans les 2/3 des cas, les rendements se sont améliorés. Pourtant, en certains cas, la technicité était excellente au départ (par exemple : groupements I, XVII, XIII, XIV, XXII) et il était difficile de l'améliorer. Mais, dans d'autres cas, on note une amélioration très sensible des rendements des cultures : les groupements II et XIX sont caractéristiques de ce fait, XIX en particulier.

Pour la production fourragère, nous relevons également un certain nombre de cas où l'intensification, avec augmentation du chargement en U.G.B. par ha fourrager, a contribué à l'amélioration des résultats : groupements XXI, XXV, XIX.

En productions animales, l'amélioration de la production laitière, très nette dans les groupements II, III, XII, l'est moins ou est nulle dans d'autres.

Ainsi, le groupement IV a renouvelé son troupeau et n'a pas amélioré encore la production laitière, le groupement XX reste à un niveau médiocre (3.000 litres) et le groupement X n'a pas pu maintenir son niveau élevé de production (4.200 litres) à cause de la croissance rapide de son troupeau (53 à 120 vaches en 6 ans).

#### Produit par ha

Nous constatons une augmentation très générale du produit par ha dans les groupements étudiés.

Si, en effet, quelques groupements ont un produit assez stagnant (groupement XVIII, qui est à un bon niveau pour sa région et a augmenté sa surface de 30 %, et groupement XXVIII), la plupart des groupements ont augmenté leur production, considérablement même pour presque  $\frac{1}{4}$  de notre échantillon.

Pour certains, il s'agit du développement de productions hors-sol (par exemple dans les groupements I, III ou XI, bien que les deux derniers aient également intensifié leur production animale sur surface fourragère).

Souvent, nous voyons qu'il n'y a pas de modification essentielle du système de production précédemment pratiqué : c'est le cas des groupements IV, XX, XXIX qui ont intensifié surtout leur production animale sur surface fourragère et du groupement XIX qui a développé beaucoup ses cultures. Il faut signaler aussi que le groupement X qui a augmenté, en 3 ans, de 50 % son produit à l'hectare tout en passant de 150 à 260 ha et en conservant à peu de choses près le même équilibre entre ses productions.

Un résultat très fréquent des fusions d'exploitation est donc une intensification de la production, d'où une augmentation du produit par ha et du produit total. Nous remarquons, de plus, que cette intensification porte surtout sur les bovins et les surfaces fourragères, puis sur le développement (ou l'introduction) de productions hors-sol (porcs, volailles). Enfin, plus rarement, sur les cultures de vente.

#### Revenu du travail par travailleur

L'amélioration du revenu par travailleur est quasi générale dans les systèmes à dominante de cultures : ce qui semble normal, compte tenu de l'intensification constatée ci-dessus, du fait de la réaction beaucoup plus rapide du résultat en production végétale. De plus, l'effet de l'intensification est souvent

renforcé par l'économie d'échelle, économie sur la main-d'oeuvre et le matériel avec, souvent, un agrandissement de la surface.

C'est ainsi que nous voyons le revenu du travail par U.T.A. passer, en 4 ans, de 13.500 à 29.500 F dans le groupement II, de 10.000 à 18.700 F, en 3 ans, dans le groupement XIII, de 10.000 à 12.000 F dans le groupement XV, atteindre 56.000 F dans le groupement XIX, etc.

Par contre, en productions animales dominantes, le revenu est plus lent à s'améliorer, même si le produit est en croissance comme dans le groupement IV (passant de 4.500 à 9.000 F par U.T.A.). La charge des investissements en bâtiments vient souvent grever le produit supplémentaire. Sans vouloir généraliser, remarquons que les seules exploitations qui ont vraiment amélioré leur revenu par travailleur, en production bovine, le doivent : l'une, à la disparition d'un associé (XXVIII, dont le revenu par travailleur passe ainsi de 16.000 à 32.000 F), l'autre, à une production à cycle rapide, taurillons de boucherie (XI : de 6.000 à 21.000 F en 3 ans). Cependant, nous voyons le revenu du groupement IX osciller autour de 10.000 F, celui du groupement XII entre 6.000 et 6.800 F, etc.

Pour les productions porcines ou avicoles, le résultat est plus nuancé car, dans certains cas (VI ou I), elles pénalisent plutôt le résultat. Mais ce n'est pas général (voir X ou XXIV).

En résumé, sur ce point capital quant au résultat économique de la fusion d'exploitations, notre enquête nous permet d'affirmer que les revenus des exploitants associés sont très généralement améliorés. En productions végétales, l'augmentation de ce revenu est plus rapide et plus forte. En production bovine, elle est plus lente, du fait de la nature de la production et des investissements mais elle est cependant apparente. Pour les productions hors-sol, la question est souvent liée aux difficultés conjoncturelles de la production.

#### Actif brut et investissements

Nous constatons une augmentation, quasi-générale et forte, du capital nécessaire aux exploitations groupées. Certes, on aurait pu penser que la fusion d'exploitations permet d'utiliser moins de matériel. Mais il n'en est rien car l'exploitation, en devenant plus importante, s'équipe mieux et surtout les groupements intensifient leur production, comme nous l'avons vu, d'où nécessité de capitaux plus importants.

Ceci est surtout sensible dans les groupements pratiquant de l'élevage (sur surface fourragère ou hors-sol). Ils ont tous construit de nouveaux bâtiments d'élevage (ou s'apprêtent à le faire, comme XX et XXI). Ces constructions rendues nécessaires pour un travail rationnel, le sont également parce que les troupeaux sont en croissance : ainsi le groupement I est passé de 68 à 940 U.G.B., le groupement IV, de 27 vaches laitières à 90, le groupement XI, de 37 taurillons à 240 tout en construisant une porcherie de 120 truies, le groupement X, de 51 à 123 vaches, etc. En moyenne, les groupements orientés vers l'élevage ont augmenté leur actif brut d'environ 70 % par an, ce qui est considérable.

Les groupements qui sont davantage orientés vers les cultures ont aussi augmenté leur capital mais pas tous (7 sur 11) et dans une moindre mesure. Lorsqu'il ne s'agit pas d'élevages hors-sol (cas des groupements XIV, XX), c'est l'augmentation de la surface (exemple des groupements XV et XIX) ou l'installation de l'irrigation (groupements XII et XXIX) qui a provoqué les investissements.

Notons que deux groupements (IX et VII) ont investi dans des terres de façon importante, au moins par l'intermédiaire de leurs membres.

Les groupements d'exploitation sont donc des bâtisseurs et ont des besoins importants en capitaux, au moins durant les premières années de leur existence. Ceci est très important à souligner.

#### Emprunts - Capital propre

Ces deux points sont liés étroitement car le besoin de capitaux, que nous venons de souligner, ne peut être satisfait que par le recours à l'emprunt ou par la mise en réserve de résultats augmentant le capital propre des associés.

Que voyons-nous en fait : une assez nette distinction entre les groupements selon leur orientation technico-économique.

Les groupements, qui ont un système d'exploitation axé davantage sur les cultures et qui ont, de ce fait, augmenté moins rapidement leur actif brut, ont presque tous autofinancé cette augmentation de capital sur leurs résultats : ainsi, pour le groupement XIX, qui augmente son capital brut de 114.000 F en 4 ans, l'origine en est assuré à 85 % par les résultats; dans le groupement XXV, l'augmentation de 245.000 F d'actif brut provient des résultats pour 127.000 F + 90.000 F (dernier résultat), soit presque 90 % (en 4 exercices).

Par contre, les groupements qui pratiquent l'élevage ont presque tous augmenté considérablement leurs emprunts et pas du tout ou très peu leur capital propre. Cela signifie que l'amélioration du revenu par travailleur est consommé par ceux-ci (parce qu'insuffisante) et non disponible pour investir. Si le capital propre augmente, c'est en de faibles proportions (de 302.000 à 396.000 F pour le groupement V). Remarquons aussi le cas du groupement XXVIII qui a bénéficié de 100.000 F de subvention pour construire un bâtiment de 170.000 F, ce qui lui a permis de ne pas augmenter ses emprunts en 3 ans, mais c'est là aussi un financement extérieur. Par contre, le groupement IX, qui a augmenté son actif brut de 295.000 à 622.000 F a tiré de l'emprunt 75 % des ressources nécessaires et a augmenté son capital propre de 60.000 F.

Sans multiplier ces exemples, nous pouvons conclure que la situation est très différente selon le système de production : les groupements qui développent leur élevage investissent davantage et ne peuvent le faire que très peu sur leurs ressources propres durant les premières années, d'où, un besoin important de capitaux extérieurs.

#### Surface exploitée

Nous avons totalisé la surface exploitée par ces 30 groupements : d'une part, juste avant la mise en association ou la première année et, d'autre part, la dernière année connue. Cela représente une moyenne de 130 ha par groupement (102 pour la France) mais n'a pas de signification intéressante. Par contre, l'augmentation de surface est de 18 % sur presque 4 ans, soit environ 5 % par an. Or, la moitié seulement de ces groupements ont augmenté leur surface de façon sensible, leur accroissement est donc de 10 % par an.

Sur les 30 cas étudiés, 4 ont doublé leur surface en quelques années (3 à 6 ans) : il s'agit des groupements VII, X, XIX et XXV; 4 autres l'ont augmentée de 40 à 50 %. Il semble cependant que cet agrandissement des exploitations ne soit pas une caractéristique dominante des groupements. Beaucoup d'exploitations individuelles s'agrandissent aussi.

Nous avons cherché s'il y avait des relations entre la surface des groupements par associé et les divers autres critères étudiés. Sur des moyennes, l'on constate une certaine cohérence avec le système de production :

- productions animales + productions hors-sol : 41 ha (sur 3 exploitations)
- productions animales sur surfaces fourragères : 48 ha (sur 12 exploitations)
- cultures de vente dominantes : 70 ha (sur 11 exploitations).

En réalité, en examinant les cas un par un, l'on s'aperçoit qu'il y a de larges exceptions. Ainsi, le groupement qui a la plus grande surface par associé (X : 130 ha) a une production bovine très développée; en revanche, 2 groupements (XIII : 30 ha; XV : 35 ha) pratiquent l'agriculture générale malgré une surface assez modeste.

Au point de vue de l'évolution économique, par contre, nous ne constatons pas de relations entre la surface par associé et la rapidité de l'évolution. Ainsi, le groupement XI (12 ha par associé) a fortement intensifié sa production, créé des productions hors-sol et augmenté beaucoup son capital; mais le groupement X (130 ha par associé) présente les mêmes caractéristiques avec une plus grande augmentation de surface, de même, le groupement XXIX (qui a lui aussi intensifié sa production bovine).

Bien entendu, dans le même système de production, une plus grande surface est un facteur de réussite (voir, par exemple, la différence entre les revenus par travailleur de XVI : 65 ha par associé - 19.000 F par U.T.A. et de IV : 40 ha par associé - 4.500 à 9.000 F par U.T.A., encore que le premier soit parti d'une situation nettement plus favorable). Mais ceci n'est pas général. Ainsi, XXVII : 44 ha par associé, a atteint 32.000 F de revenu par U.T.A. et V : 85 ha par associé oscille entre 12.000 et 25.000 F.

Cela nous confirme dans l'idée que si la surface est un élément non négligeable pour la bonne marche économique d'une association, ce n'est pas un élément dominant, du moins à partir d'un certain niveau (encore que XI, avec 12 ha par associé, procure un revenu du travail qui est passé de 20.000 F à 520.000 F en 3 ans). Le plus important est le choix des productions, la bonne technicité et, bien entendu, le dynamisme des associés.

#### Orientation des productions

Malgré ces agrandissements de surfaces, les modifications des systèmes de production pratiqués sont plus fréquemment l'introduction de bétail que sa suppression. Si 2 exploitations groupées ont abandonné le bétail (le groupement XXV a doublé sa surface de 80 à 150 ha et le groupement XIII est passé de 58 à 88 ha), 11 ont développé leurs productions animales, dont 5 ha de production laitière. Il faut cependant remarquer que, parmi ces 11, quatre seulement ont augmenté leur surface.



Au total, la moitié des exploitations ont donc modifié leurs productions, le mouvement le plus général est le développement de productions animales : lait et animaux hors-sol. Toutefois, celles qui agissent ainsi sont plutôt parmi les exploitations qui se sont le moins agrandies, sans que cela puisse être considéré comme une règle générale.

### 3) Synthèse

Il est certes difficile de tirer des conclusions d'un échantillon volontairement hétérogène, autant par les productions pratiquées que les surfaces exploitées et sa répartition à travers l'ensemble de la France.

Certaines conclusions se dégagent pourtant assez nettement concernant ces 30 groupements. Nous les avons vues au fur et à mesure du texte mais il est utile de les rassembler ici.

#### Dans le domaine de la production :

- les groupements arrivent presque tous à des rendements de bon niveau, soit qu'ils les réalisaient avant la fusion, soit qu'ils aient progressé en ce sens;
- une proportion importante de groupements (la moitié) ont changé notablement leur système de production;
- les nouvelles orientations sont souvent tournées vers le développement de l'élevage (bovin sur surface fourragère, laitier surtout et animaux hors-sol), ce qui n'exclut pas une intensification parallèle des cultures;
- le résultat est une progression quasi-générale du produit ramené à l'hectare, c'est-à-dire, de la productivité des surfaces (et d'ailleurs aussi de celle de la main-d'oeuvre).

#### Dans le domaine des capitaux d'exploitation :

- presque tous ces groupements ont augmenté rapidement leur capital brut qui a souvent doublé en 3 - 4 ans, parfois même triplé;
- les groupements pratiquant l'élevage ont davantage augmenté leur capital : 70 % par an, en moyenne;
- ces augmentations de capital sont le plus souvent dues à des constructions de bâtiments d'élevage : toutes les exploitations qui ont une orientation

d'élevage (bovin ou hors-sol) ont construit des bâtiments et presque toutes ont augmenté leur cheptel, souvent de façon importante;

- ces investissements ont pu être financés par les résultats lorsqu'il y a une proportion suffisante de cultures de vente, d'où une augmentation du capital propre des associés. Par contre, si l'élevage domine, vu le retard du résultat financier par rapport à l'effort entrepris, ce sont des capitaux extérieurs (emprunts surtout, subventions d'équipement pour une part) qui ont permis les réalisations.

Pour ce qui concerne les surfaces des groupements :

- ces groupements exploitent, pour la plupart, des surfaces supérieures à celles des exploitations moyennes de leur région, ceci en calculant la surface par associé. Mais il faut penser que la surface "moyenne" d'une zone provient d'exploitations de survie et de celles d'exploitants âgés et d'exploitations viables ou même de grandes dimensions. Or, les groupements se classent parmi les secondes;
- dans des systèmes de production semblables, les dimensions par associé varient fort d'un groupement à l'autre;
- mais ces variations ne se répercutent pas intégralement sur le résultat ou sur la rapidité d'évolution, loin de là;
- d'autre part, les groupements étudiés ont une tendance très nette à l'agrandissement (10 % par an pour la moitié d'entre eux, l'autre moitié ne s'étant guère agrandis);
- malgré cela, nous ne considérons pas que la surface soit la première condition de réussite économique (à moins d'être par trop faible).

Sur les résultats :

- nous les avons caractérisés en retenant le revenu du travail par travailleur et avons constaté une amélioration très nette;
- le niveau des revenus par U.T.A. sont variables et oscillent de 20.000 à 30.000 F en productions végétales et de 8.000 à 20.000 F en productions animales;
- il faut, en effet, souligner à la fois une différence de revenu entre ces deux orientations et une progression plus lente du résultat dans les exploitations pratiquant l'élevage bovin;

- mais nous pensons que ces constatations ne condamnent pas l'orientation vers les productions bovines ou même animales en général. Il s'agit là de la conjonction entre plusieurs éléments : la nécessité d'investir davantage, une amélioration beaucoup plus lente à réaliser et surtout à ressentir dans les résultats financiers et aussi, il faut le dire, un rapport de prix peu favorable aux productions animales jusqu'à présent.

## B. GROUPEMENTS DE FUSION PARTIELLE

### I. Caractéristiques

Le tableau ci-contre donne la physionomie de l'échantillon des exemples choisis, cependant que la carte B.2. les localise.

#### Nombre d'associés et forme juridique

Sur ces 13 exemples :

- 9 sont des G.A.E.C. partiels regroupant 2 à 9 membres (4 en moyenne);
- 3 sont des coopératives ou S.I.C.A. regroupant de 9 à 23 membres (17 en moyenne);
- 1 est une association de fait groupant 4 associés.

Comme on peut s'y attendre, l'on constate donc que la forme G.A.E.C. partiel est réservée aux associations entre peu d'associés; s'ils sont plus nombreux c'est la forme coopérative qui a la préférence.

Nous pouvons remarquer que la moitié des associés ont des surfaces tout à fait comparables à la moyenne de leur région, l'autre moitié ont des surfaces moyennes doubles de celles de leur région. Ce ne sont donc pas, en général, des exploitations importantes dont nous avons étudié la mise en commun d'une branche d'exploitation, et ce fait doit correspondre à ce que l'on observe pour la plupart des fusions partielles.

#### Objet - Origine du groupement

Ces deux points sont indissociables car la mise en commun d'un atelier de production est directement motivée par son objet. Cependant, dans ces 13 exemples, et d'une façon générale, nous pouvons distinguer trois sortes de groupements :

- ceux qui se constituent pour faire une production que l'on peut qualifier d'extérieure aux exploitations. Il s'agit d'une production supplémentaire destinée à mieux valoriser certaines productions végétales, animales, ou la main-d'oeuvre des exploitations (XXXI - XXXV - XL - XLI - XLII), voire même principalement des capitaux disponibles (XXX).

Ces productions pourraient être directement écoulées sur le marché (luzerne déshydratée de XXX, veaux de 8 jours de XL). C'est donc une recherche de valorisation supplémentaire, éventuellement avec l'emploi de salariés (XXX);

- à l'opposé, ceux qui prennent en charge un stade indispensable de la production habituelle des exploitations : surtout élevage de reproducteurs animaux (XXXIV - XXXIX), ou une partie intégrante de l'exploitation (XXXIII et même XXXII);
- entre ces deux extrêmes, des groupements sont la mise en commun d'un stade de production non indispensable mais sur lequel on peut réaliser un gain économique (élevage des truies pour engraisser les porcs individuellement, ou le contraire) (XXXVI - XXXVII - XXXVIII).

Bien entendu ce n'est pas une classification rigoureuse en ce sens que certains groupements peuvent se rattacher partiellement à 2 de ces catégories (XXXVII ...).

Signalons le cas de l'ensemble XXXII, qui est en cours de dissolution, et également la fusion totale XXIII qui avait d'abord été partielle.

Il s'agit de branches majeures des exploitations : cultures ou élevage de tous les bovins, tous deux ont abouti à un échec car il semble bien qu'il soit très difficile de réaliser une fusion partielle avec une branche majeure de la production. Cependant, le groupement V semble bien surmonter ces difficultés (son objet est cependant une production sans lien avec les autres activités de ses membres !).

#### Collaboration antérieure et collaboration sur les autres secteurs des exploitations

Dans les groupements peu nombreux les associés collaborent avant la fusion partielle et collaborent fréquemment pour les autres travaux. Le groupement XXX est une exception.

GROUPEMENTS DE FUSION PARTIELLE

Répartition des exemples étudiés

| Orientations technico-économiques | Régions |    |    |    |    |    |    |    |    |    | Total par orientation |
|-----------------------------------|---------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----------------------|
|                                   | 12      | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 |                       |
| 11 A                              |         |    |    |    |    | 1  |    |    |    |    | 1                     |
| 22 C                              |         |    |    |    |    |    | 1  |    |    |    | 1                     |
| 22 D                              |         |    |    |    |    |    |    | 1  |    |    | 1                     |
| 33 F                              |         | 1  |    |    | 1  |    | 1  | 1  |    |    | 4                     |
| 44 H                              |         |    | 3  |    |    |    |    |    |    |    | 3                     |
| 44 K                              |         |    | 1  |    | 1  |    |    |    |    |    | 2                     |
| 44 T                              |         |    |    |    |    |    |    |    | 1  |    | 1                     |
| Total par région                  | 0       | 1  | 4  | 0  | 2  | 1  | 2  | 2  | 1  | 0  | 13                    |

Caractère et objet de ces exemples

| Numéro  | Nombre de : |          | S.A.U. moyenne par associé * | Forme juridique   | Production, importance                               |
|---------|-------------|----------|------------------------------|-------------------|--|
|         | associés    | salariés |                              |                   |  |
| XXX     | 4           | 1        | 128 (55)                     | Associat. de fait | Poulets de chair, 150.000                            |
| XXXI    | 4           | 0        | 100 (55)                     | G.A.E.C. partiel  | Baby-boeufs, 350                                     |
| XXXII   | 4           | 0        | 35 (35)                      | G.A.E.C. partiel  | Céréales, 65 ha                                      |
| XXXIII  | 5           | 0        | 7 ( 7 )                      | G.A.E.C. partiel  | Vigne et vin, 12,50 ha                               |
| XXXIV   | 23          | 1        | 55                           | S.I.C.A.          | Elevage de veaux, 500                                |
| XXXV    | 5           | 0        | 15 (75)                      | G.A.E.C. partiel  | Poules pondeuses, 9.000                              |
| XXXVI   | 18          | 1        | 15 (15)                      | Coopérative       | Engraissement porcs, 1.200                           |
| XXXVII  | 5           | (1)      | 38 (15)                      | G.A.E.C. partiel  | Truies, 200  |
| XXXVIII | 9           | (1)      | 20 (17)                      | G.A.E.C. partiel  | Engraissement porcs, 3.500                           |
| XXXIX   | 9           | 1        | 35 (15)                      | Coopérative       | Elevage de génisses, 145                             |
| XL      | 2           | 0        | 15 (15)                      | G.A.E.C. partiel  | Veaux de boucherie, 420                              |
| XLI     | 4           | 0        | 11 (11)                      | G.A.E.C. partiel  | Fruits, 30 ha  |
| XLII    | 2           | 0        | 48                           | G.A.E.C. partiel  | Poulets de chair, 21.000<br>Truies, 40<br>Porcs, 600 |

\* ( ) = surface moyenne des exploitations de la région.

Les groupes plus nombreux (XXXIV - XXXVI - XXXVIII - XXXIX) n'ont pas le même type de collaboration, ou tout au moins ne le connaissent que par sous-groupes plus restreints, mais sont nés de C.E.T.A. ou de groupements de vulgarisation dont les réflexions ont amené à ces actions en commun.

Il faut souligner, inversement, le résultat que peut avoir le groupement partiel pour inciter les associés à une concertation plus intense entre eux. C'est typiquement le cas du groupement XXXVIII, dont le principal résultat semble être actuellement de favoriser une évolution concertée de ses membres et leur participation à de nombreuses actions en commun (C.U.M.A., chantier de travail) même en dehors de leur propre groupe. C'est aussi le cas du groupe XXXVI mais pour une partie seulement de ses membres (d'où la création du groupement XXXVII). Ce phénomène d'évolution différente des divers associés se rencontre également dans le groupement XXXIX, et pose certains problèmes pour l'avenir de ces groupements.

#### Organisation du travail - fonctionnement

Nous avons noté sur le tableau l'emploi de salariés : nous constatons que tous les groupements importants emploient un salarié, même s'il est associé comme pour XXXVII ou XXXVIII. Le groupement XXX emploie aussi un salarié, c'est pourquoi d'ailleurs il n'a pas recherché à avoir l'agrément comme G.A.E.C.

Pour les autres groupements, ou bien les associés se partagent le travail à égalité, et donc sans rémunérer les heures passées (XXXI - XXXII ...) ou, au contraire, ils travaillent sur le groupement selon leurs possibilités et sont rémunérés en fonction du temps passé (XXXIII, XXXV).

Les apports de fourrages ou de grains par les associés sont comptabilisés sans problème.

#### Environnement

Contrairement aux groupements totaux, il semble qu'une bonne partie de ces groupements partiels ne se heurtent pas à l'opposition de leur entourage. Cela tient peut-être à ce que, souvent, ils font une production originale et ne sont pas en concurrence avec leurs voisins.

Toutefois, les groupements porcins de l'Ouest sont en butte à des oppositions très vives d'individus et d'organismes qui les accusent d'être des producteurs "industriels" mettant en péril les "petits éleveurs". Nous avons rencontré ce même problème en deux zones distantes de 200 kms.

### Avantages, inconvénients sur le plan social

Nous en avons déjà évoqués, au passage, dans les paragraphes précédents.

Il est certain, qu'en raison de leur diversité, les groupements partiels répondent à des besoins différents.

Mentionnons d'abord les avantages de groupements d'élevage de jeunes bovins, que ce soit jusqu'au sevrage du veau ou jusqu'au vélage : même si le coût de l'élevage est plus élevé que dans l'exploitation individuelle (où il n'y a ni investissements, ni main-d'oeuvre rémunérée supplémentaires), le gain est de deux ordres :

- meilleure qualité de l'élevage des jeunes bovins;
- libération des associés pour une activité, permettant d'intensifier la production laitière ou une autre production.

L'inconvénient est que, si l'éleveur ne profite pas de ces deux avantages, il a simplement gagné du temps, mais sans profit économique. Dans ce cas, il peut même être amené à douter de l'utilité d'un groupement qu'il ne sait pas mettre à profit (voir groupements XXXIV surtout, et XXXIX).

Dans les groupements de production porcine, les éleveurs bénéficient d'une meilleure valorisation de leurs produits par leur affranchissement d'un marché souvent défavorable : ainsi, dans le groupement XXXVII, nous voyons que les porcelets sont valorisés, en moyenne, à 30 % de plus. Or, les petits exploitants peuvent difficilement entreprendre à la fois la naissance et l'engraissement dans des conditions rationnelles.

Enfin, nous rappelons "l'effet de groupe" que ces fusions partielles procurent à ses associés : le plus souvent les contacts que le groupement engendre (lui-même étant d'ailleurs issu de contacts antérieurs) vont en s'amplifiant et provoquent la naissance d'autres projets. Le développement (en agriculture comme ailleurs) est un tout, et l'agriculture de groupe n'en est qu'un facteur, mais certainement puissant. Ceci est particulièrement net pour les groupements XXXV à XXXVIII (qui concernent des petites exploitations de l'Ouest).

## II. Résultats économiques

Nous n'avons pas pu ne pas les évoquer dans le paragraphe précédent. Pour les cerner entièrement, il faudrait avoir procédé à l'étude économique de chaque exploitation concernée, avant et après la fusion, ce qui n'aurait pas été possible.

Il se pose, de plus, la question de la durée du travail accompli par les associés pour leur production commune : les temps ne sont pas notés et sont difficilement estimables en raison de leur caractère irrégulier. De ce fait, les revenus connus ne peuvent pas être rapportés à une unité de mesure telle que l'U.T.A. ou l'heure de travail. Il faut toutefois observer qu'il s'agit, le plus souvent, de temps inemployés sur l'exploitation de chacun, soit qu'elle ait une dimension trop faible pour le plein emploi, soit que le système de production laisse des temps morts à certaines saisons (cas du groupement XXXI). Dans ce cas, le revenu est en quelque sorte marginal; jusqu'à une certaine limite, mieux vaut valoriser le temps mort à raison de 4 F par heure que de ne pas le valoriser du tout.

La vraie question est plutôt de savoir si, individuellement, l'associé aurait pu trouver une meilleure solution : à la fois sur le plan de la valorisation économique de son temps et sur le plan humain, compte tenu des possibilités de chacun, de la difficulté de mener plusieurs entreprises de front (dispersion, risques de négliger certaines tâches, etc...) et du profit social procuré par le groupement (nous venons de l'appeler "effet de groupe").

Pour mesurer ainsi le résultat économique, il nous faut distinguer deux grands types parmi les groupements partiels étudiés :

- a) ceux qui représentent une extension en commun de la production des exploitations individuelles mais, en quelque sorte "hors système d'exploitation", c'est-à-dire, qui réalisent une production nouvelle. Leur but est d'améliorer le revenu des associés, ils cherchent à mieux valoriser soit la main-d'oeuvre (temps libre), soit un produit habituellement commercialisé, soit même leurs capitaux disponibles.

C'est le cas des groupements suivants :



| Groupe-<br>ment | Production         | Ressource ou produit valorisé par le groupement   |
|-----------------|--------------------|---|
| XXX             | poulets de chair   | surtout capitaux, un peu de main-d'oeuvre (direction) (et partiellement céréales des exploitations) |
| XXXI            | viande bovine      | luzerne déshydratée, main-d'oeuvre (excédentaire durant l'hiver), capitaux                          |
| XXXV            | oeufs              | main-d'oeuvre (féminine) disponible   |
| XXXVI           | porcs gras         | porcelets nés sur l'exploitation  |
| XXXVII          | porcs gras         | porcelets nés sur l'exploitation  |
| XL              | veaux de boucherie | main-d'oeuvre disponible  |
| XLII            | porcs et volailles | main-d'oeuvre disponible (céréales des exploitations)   |

Si l'on examine ces groupements, l'on constate que leur résultat est très lié à la commercialisation de la production pratiquée.

Ainsi, le groupement XXX a un mauvais revenu à cause de la mévente des poulets de chair. Par contre, le groupement XXXV, avec des investissements comparables (40 % du produit d'une année), valorise convenablement le travail effectué (or il l'est par les associés).

En production porcine, les groupements XXXVI et XXXVIII apportent une valeur ajoutée médiocre mais réelle aux porcelets produits par les associés : cela ne prouve pas que l'ensemble de la production porcine de chacun soit véritablement intéressante sur le plan économique, mais du moins la rentabilité est-elle améliorée en poussant plus loin le produit. Le groupement XLII a de bons résultats.

En présence du groupement XXXI, et bien qu'il soit encore trop tôt pour en juger, l'on peut s'interroger sur le bien fondé de tels risques pris en commun : en rémunérant à peine le travail fourni et en apportant une valeur ajoutée quasi nulle aux aliments produits par les exploitations, cette production de viande bovine amortit à grand peine un investissement considérable.

En définitive, dans ce genre de groupement, c'est le choix de la production et les conditions du marché qui comptent le plus dans le résultat économique.

Remarquons que tous sont obligés de prendre le risque d'investir en bâtiments d'élevage et que l'investissement se monte généralement aux environs de 50 % de la production d'une année. La collaboration favorise et même permet la réalisation de la production supplémentaire et, dans tous les cas, cette production est faite dans un atelier d'assez grande dimension, donc en conditions assez favorables au point de vue de l'emploi de la main-d'oeuvre (minimum de temps passé et dans de bonnes conditions).

- b) Ceux qui résultent de la mise en commun d'une partie des exploitations associées : production déjà pratiquée, un stade d'une production, terres ...

C'est le cas des groupements suivants :

| Groupement | Production  | Mise en commun de : |
|------------|---|---------------------|
| XXXII      | céréales  | terres              |
| XXXIII     | vin   | vignes              |
| XXXIV      | sevrage des veaux                                 |                     |
| XXXVII     | porcelets   | truies              |
| XXXIX      | élevage des veaux et des génisses de reproduction |                     |
| XLI        | fruits  | terres              |

Comme l'indique le titre du paragraphe, ces groupements vont plus loin que les précédents en ce sens qu'ils prennent en charge un élément peu dissociable de la production des exploitations associées : de toute façon, celles-ci réaliseraient la production ou la mise en valeur du bien.

Pour mesurer le résultat de ces groupements, il nous faut cependant distinguer encore les deux groupements XXXIV et XXXIX qui ne produisent rien mais prennent en charge un stade de l'élevage des jeunes bovins. Par la structure que supposent de tels groupements, il est certain qu'ils engendrent un coût supplémentaire pour l'éleveur, mais ce coût peut être compensé par le progrès que l'allègement du travail peut permettre de réaliser aux exploitations. Certaines en profitent, en effet, pour améliorer

la production laitière, augmenter le nombre de vaches, intensifier la production fourragère, d'autres semblent "acheter" une diminution de leur travail et un meilleur élevage de leurs jeunes animaux.

Pour les autres groupements, il est difficile de tirer une conclusion d'ensemble. Dans les deux cas (XXXII et LXI) où les associés ont mis en commun une partie de leur surface, ceux-ci n'aboutissent pas à un revenu satisfaisant. Faut-il en déduire que la formule est mauvaise ? Ce serait peut-être un peu hâtif bien que nous nous demandons si la concurrence entre les mêmes travaux sur l'exploitation commune et les exploitations individuelles ne crée pas de problèmes difficiles à résoudre et qui provoquent la mésentente (dans le groupement XXXII) et un résultat déficitaire (pour le groupement XLI). Il peut y avoir des réussites, mais le risque existe certainement.

Il reste deux groupements auxquels les associés ont confié une de leurs productions pour mieux la réaliser (vente de vin chez XXXIII - plus la grande dimension de porcherie chez XXXVII), et afin de se libérer pour leurs autres productions. Tous deux obtiennent des résultats satisfaisants. Cette forme de groupement correspond davantage à une division du travail entre plusieurs exploitants que la précédente et nous semble plus réaliste.

### c) Conclusions d'ensemble

Ce qui précède montre la difficulté d'évaluer globalement l'intérêt (économique en particulier) des groupements partiels. Cela ne sous-entend pas des réserves que nous ferions sur leur intérêt, mais provient de leur diversité.

Les fusions partielles sont, en effet, très différentes selon qu'elles répondent à un besoin ou à un autre et, dans chaque cas, l'évolution du résultat doit se faire selon des critères différents : valorisation de ressources mal utilisées, allègement du travail des associés, production suivie jusqu'à un stade plus élaboré, réalisation d'ateliers de grande dimension etc...

Quoiqu'il en soit, cette exploration des groupements partiels, tout en nous montrant certaines limites de l'intérêt de la formule, nous a permis de constater qu'elle est riche de possibilités. Elle procure bien souvent aux associés un supplément appréciable de revenu, dans des conditions rationnelles de travail, grâce à une bonne dimension de l'atelier.



### CHAPITRE III

ANALYSE DES FACTEURS FAVORISANT LA FORMATION ET LE DEVELOPPEMENT  
DE FORMES DE COLLABORATION,  
ANALYSE DES FACTEURS AYANT CONDUIT A LEUR ECHEC



## INTRODUCTION

Pour rédiger cette partie, nous avons profité de plusieurs réunions régionales de l'U.G.E.A. au cours desquelles nous avons posé aux assistants les questions voulues.

Nous avons, d'autre part, recueilli des informations de divers côtés à l'occasion de nos voyages et de nombreuses rencontres.

De plus, nous avons pris l'avis d'un groupe de travail que l'U.G.E.A. a bien voulu réunir, sur le schéma proposé par la Commission des Communautés européennes.

Ce groupe de travail était composé du président, d'un administrateur, du directeur et de plusieurs ingénieurs de l'U.G.E.A., ainsi que de Monsieur REBOUL, chargé des questions d'agriculture de groupe à l'Institut National de la Recherche Agronomique, de Monsieur CAROFF, sociologue spécialisé actuellement dans l'agriculture de groupe et professeur à l'Ecole pratique des Hautes Etudes et d'un représentant du Centre National des jeunes agriculteurs.

Nous les remercions de leur participation active qui a apporté de nombreux éléments intéressants dans cette analyse.

Enfin, nous nous sommes appuyés sur des études réalisées par des élèves ingénieurs, comme thèses de fin d'étude : en particulier celle de Monsieur BILLOUX en 1970, celle de Monsieur DEBROIXE en 1970 également et celle de Monsieur MAUFFROY en 1971. Ceci particulièrement pour les facteurs internes.

## A. FACTEURS EXTERNES AUX EXPLOITATIONS

### I. Dispositions légales, réglementaires ou administratives

#### Fusions complètes

Une seule loi est vraiment spécifique de la création et du fonctionnement de groupements d'exploitation agricole : c'est la loi n° 62-917 du 8 août 1962, issue de l'article 14 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960.

Il ne nous appartient pas d'analyser ici, en détail, cette loi, nous en avons déjà étudié les principales dispositions (pages 43-45 du Chapitre I).

Mais il convient de souligner à nouveau que cette loi n'est pas issue d'une volonté soudaine du pouvoir législatif : elle est le résultat de tout un courant de pensées que nous avons rappelé en Partie A (pages 7 et 8). Ces idées des années 1950 se sont trouvées dépouillées peu à peu, au contact des expériences vécues, de ce qu'elles avaient d'un peu idéaliste. Certes, les promoteurs de l' "Union des Ententes et Communautés Rurales" ne reconnaîtraient pas entièrement leurs projets dans la plupart des réalisations actuelles de collaboration en agriculture, mais ils ont eu une très forte influence à la base de ces réalisations. C'est tout un processus de l'évolution agricole et même de la société qu'il faudrait retracer. Il est certain que nous avons assisté à une fermentation d'idées à la fois généreuses, d'inspiration chrétienne et basées sur une juste vision de la société agricole. Ses promoteurs ne savaient pas très bien comment tout cela allait évoluer, leurs successeurs ont davantage raisonné et agi en fonction de l'intérêt économique et, si le mouvement a pris une certaine ampleur, c'est qu'il répondait à un besoin (économique en particulier).

Les coopératives de production sont peu nombreuses : la formule a été peu expérimentée.

Certes, la société civile proprement dite représente une forme juridique valable pour toute association de production. Mais elle présente le gros inconvénient, en agriculture, de l'impossibilité pour un fermier de faire exploiter les terres qu'il loue, ce qui écartait la plupart des candidats de cette formule juridique. La loi de 1962 a brisé ce barrage en accordant la "transparence" aux exploitants agricoles associés en G.A.E.C. :



(Article 7)

"La participation à un groupement agricole d'exploitation en commun ne doit pas avoir pour effet de mettre ceux des associés qui sont considérés comme chefs d'exploitation et leur famille, pour tout ce qui touche leurs statuts économique, social et fiscal, dans une situation inférieure à celle des autres familles de chefs d'exploitation agricole".

Ceci présente un grand avantage pour les fusions complètes (ou partielles). Un autre avantage est de permettre aux groupements d'avoir une personnalité juridique : ils peuvent emprunter, louer, sont responsables vis-à-vis des tiers, etc...

Certaines associations se contentent des statuts très souples de l'association en participation (non opposable aux tiers) mais beaucoup ont besoin de la sécurité, matérielle et morale, d'un statut juridique défini.

Certes, on peut dire que les sujétions administratives, formalités de constitution, dossiers d'agrément, etc., refoulent certains candidats au groupement. Mais il nous a été très justement fait remarquer que cela provient de la difficulté de certains agriculteurs à dominer les mécanismes, comptables notamment, inhérents à la vie en société. Mieux vaut attendre que les mentalités évoluent sur ce point et aider à cela par les moyens de formation appropriés, nous y reviendrons, que de rechercher une formule au rabais qui décevrait tout le monde.

En résumé, pour les fusions complètes, les dispositions législatives ne sont qu'un élément, mais l'on ne peut pas s'empêcher de faire un parallèle entre l'existence de cette loi (inspirée par la base) et le développement des formes associatives.

#### Fusions partielles

Ce qui précède se rapporte davantage aux fusions complètes d'exploitation. Toutefois, la loi de 1962 sur les G.A.E.C. a également encouragé et facilité la création d'ateliers en commun sous la forme de G.A.E.C. partiels.

Certes, cette loi n'est pas exactement adaptée au cas particulier des fusions de branches d'exploitation, le nombre maximum de 10 associés est insuffisant et l'obligation de travail des associés difficilement compatible avec le fait qu'ils ont leur propre exploitation. Un certain nombre de G.A.E.C. partiels ne sont pas agréés, soit parce qu'ils emploient un ou des salariés faisant une

grande partie du travail manuel : mais c'est une nécessité pour la bonne réalisation de celui-ci (l'on voit mal des animaux soignés tour à tour par 7 ou 10 personnes), soit parce que les exploitations constituant dépassent le caractère familial par leurs dimensions. Ceci prouve que la jurisprudence tend à réserver la forme G.A.E.C. partiel aux associations de petites dimensions, laissant aux autres le choix parmi les diverses formes de sociétés du code français.

De fait, nous avons vu que les fusions de branche d'exploitation utilisent, selon l'opportunité et le nombre d'associés, diverses formes juridiques. L'éventail de celles-ci (complété maintenant par les G.A.E.C. partiels) est suffisamment vaste, des sociétés à caractère commercial aux sociétés civiles, en passant par les coopératives ou S.I.C.A.

### Formes simples

Pour les collaborations décrites précédemment sur le titre de "formes simples de collaboration - avec spécialisation d'exploitation", il n'existe pas de dispositions légales, réglementaires ou administratives particulières.

L'entraide s'est pratiquée de tout temps en agriculture. Elle a été définie avec précision par la loi complémentaire d'orientation agricole (8 août 1962 également) : "contrat à titre gratuit même lorsque le bénéficiaire rembourse au prestataire tout ou partie des frais engagés par ce dernier". Mais cette méthode de travail et ce contrat, s'ils sont une excellente préparation à des formes plus élaborées de collaboration, s'avèrent insuffisants comme support pour ces collaborations.

Les C.U.M.A., résultant d'une loi ancienne, améliorée en 1947, n'offrent pas aux chaînes d'exploitation un support juridique valable : chacun possède ses moyens de production et la liaison contractuelle porte sur des échanges de services entre particuliers et non sur la propriété et l'utilisation de biens en commun.

Les spécialisations d'exploitation du type naisseur-engraisseur, par exemple, relèvent donc de simples ententes orales entre les participants, s'ils sont peu nombreux, ou de contrats écrits du type que nous avons décrit (règlements d'élevage, règlements intérieurs, etc...). Les choses s'arrangent bien ainsi, mais il est certain qu'un encouragement législatif, précisant les responsabilités des diverses parties et accordant une existence légale à la collaboration serait susceptible de favoriser l'extension de telles formules, qui sont encore très nouvelles.

## II. Statut fiscal favorable ou défavorable aux groupements

Sauf s'il choisit la forme de société à caractère commercial, tout groupement d'exploitations bénéficie de la "transparence fiscale", c'est-à-dire, que chaque associé conserve sa personnalité vis-à-vis de l'imposition sur les bénéfices réalisés, avec généralement le régime du bénéfice forfaitaire agricole. C'est précisément ce point qui a écarté de l'agriculture les sociétés commerciales, versant 50 % d'impôts sur leurs bénéfices réels.

L'on peut considérer que ce fait est favorable, psychologiquement comme matériellement, pour ceux qui veulent se grouper. La question du régime d'imposition est d'ailleurs souvent posée parmi les premières par les candidats à l'association, et ils sont satisfaits d'apprendre "qu'ils ne paieront plus d'impôts". Ainsi, en société civile, chacun est imposé selon sa part dans le revenu de la société.

En matière de taxes sur le chiffre d'affaires, la position de l'Administration, nous l'avons dit, est différente mais tout aussi favorable aux groupements de toute nature : toute association d'exploitation, même sans aucun contrat, peut se déclarer "société de fait" et remplir une déclaration unique pour les opérations effectuées en commun. Il faut toutefois déplorer certaines tracasseries au passage d'une forme d'exploitation à une autre, avec des formalités difficiles pour ne pas perdre ces crédits d'impôts T.V.A., et des versements de T.V.A. sur des biens qui, en fait, ne changent pas de propriétaires, mais de mode d'appropriation.

Où l'on trouve une disposition favorable aux G.A.E.C., du moins à ceux que l'Administration reconnaît comme ayant regroupé des exploitations distinctes, c'est à propos du nouveau régime d'imposition aux bénéfices réels. Toute exploitation, même sociétaire, qui réalise plus de 500.000 F de chiffre d'affaires, 2 ans de suite, est désormais soumise au régime du bénéfice réel, généralement considéré comme défavorable par les assujettis. Or, les G.A.E.C., en raison de la transparence définie ci-dessus, ne sont imposés au régime du bénéfice réel que pour ceux de leurs membres dont la part dans le produit total excède 500.000 F (part calculée selon la proportion du résultat revenant à chacun).

Certes, cela risque d'encourager la formation de nouveaux G.A.E.C., avec des motifs intéressés, mais il faut se rappeler que cet avantage n'est accordé qu'aux groupements réels et que les Comités d'agrément sont vigilants, ce qui limite les risques de faux groupements. Les mesures encourageront plutôt des

vraies associations d'exploitations à adopter la forme G.A.E.C., ce qui est sans inconvénient, au contraire.

Par ailleurs, sur le plan fiscal, les G.A.E.C. bénéficient de certaines dispositions favorables : celle en particulier de ne verser que 50 F de droit d'enregistrement de leur acte (droit fixe) contre 1 % du capital pour les sociétés civiles. Ceci, malheureusement, est à titre précaire puisque cet avantage, accordé pour 5 ans, a été renouvelé jusqu'à la fin du VIème plan (1976). Il serait dommage que la loi ne soit pas modifiée en ce sens. De même, pour les cessions de parts, l'enregistrement n'est dû qu'au droit fixe de 50 F.

### III. Orientation de la politique poursuivie par les instances nationales, régionales, professionnelles

Ce point mérite particulièrement d'être souligné parmi les facteurs que nous étudions.

Pour le principal, nous dirons que cette politique existe, très réelle et efficace, mais qu'elle concerne surtout les G.A.E.C., mises à part les formes sortant de notre sujet présent telles les C.U.M.A. ou les banques de travail.

Cette politique, dont la principale manifestation est la loi d'orientation agricole et celle sur les G.A.E.C., procède à des courants de pensée dont nous avons parlé tout à l'heure, de l'arrivée progressive aux instances nationales du syndicalisme agricole d'agriculteurs moyens de toutes régions et de l'audience acquise par le Centre National des Jeunes Agriculteurs.

Nous avons dit qu'elle concerne surtout les G.A.E.C. Cela est vrai dans ses manifestations et ses résultats tangibles : il y a la loi, les manifestations, les écrits, etc... qui pourraient laisser craindre que les diverses instances ne s'intéressent préférentiellement et trop uniquement à cette forme de fusion complète. Mais cette crainte est certainement excessive car, en toile de fond, c'est tout le problème de l'agriculture de groupe qui préoccupe les instances professionnelles surtout.

Comme cela a été indiqué, le syndicalisme agricole a créé, dans la majorité des départements, des "Commissions Agriculture de groupe" qui sont une structure de réflexions et d'animation sur tous les problèmes d'agriculture de groupe. Les agriculteurs qui les composent sont des membres de G.A.E.C., de C.U.M.A. et diverses formes de travail commun. Bien entendu, la structure ne vaut que

par les hommes et son adaptation aux besoins, mais beaucoup de ces commissions jouent leur rôle et définissent peu à peu une politique locale de l'agriculture de groupe.

Régionalement, les Commission Agriculture de groupe se retrouvent de temps à autre, mais ce n'est encore qu'un embryon de vie régionale.

Signalons l'intérêt toujours manifesté par le Centre des Jeunes Agriculteurs à ces questions. En 1964, déjà le C.J.N.A. avait lancé une campagne nationale sur le thème de l'agriculture de groupe et avait déployé des efforts d'information dans toute la France. A son congrès de 1972, le C.N.J.A. a insisté beaucoup sur les statuts des jeunes de l'agriculture et demandé, dans ses revendications prioritaires, qu'après une période d'apprentissage, jusque 18 ans, les jeunes aient un statut d'associé d'exploitation sans création de société, pour devenir à 25 ans ou à leur mariage, s'ils restent sur l'exploitation familiale, co-exploitants en G.A.E.C. avec leur père. "Le développement des G.A.E.C. père-fils pourra être d'autant plus rapide et important - est-il dit dans le rapport de ce congrès - que les aides financières particulières dont bénéficient les G.A.E.C. ne seraient plus liées automatiquement à leur agrément". Ce serait donc une incitation aux G.A.E.C. père-fils, mais considérés comme un autre type de G.A.E.C.

Les Chambres d'agriculture suivent également cette évolution. Les Caisses de Crédit Agricole y sont très généralement favorables. Les Coopératives sont parfois plus indifférentes à un phénomène qui, apparemment, ne les concerne pas directement.

Bien sûr, il y a quelques notes discordantes : ici des agriculteurs, plutôt conservateurs, parlent des kolkhozes et s'inquiètent (ils étaient beaucoup plus nombreux il y a 5 ou 10 ans), là quelques progressistes refusent ce "réformisme" d'un système qu'ils condamnent en son entier, ailleurs, ce sont les anciens notables ou les propriétaires fonciers qui s'effraient. Mais ce n'est pas de ces divers côtés qu'il faut redouter de trouver un frein à l'expansion.

Nous parlions de la loi d'orientation agricole : il est certain que plusieurs de ses dispositions et des organismes qui en sont issus ont indirectement favorisé les regroupements d'exploitations : les S.A.F.E.R. qui regroupent des terres et poussent, en certains cas, à l'association d'agriculteurs pour exploiter les lots remembrés (11 % des G.A.E.C. ont profité de rétrocessions de S.A.F.E.R.), l'indemnité viagère de départ a favorisé l'installation de jeunes,

certaines s'associant pour exploiter les parcelles qu'ils recevaient. Il faut dire que l'association ne s'improvise pas et que les regroupements d'exploitants préconisés hâtivement par certaines S.A.F.E.R. ont connu des difficultés par manque de préparation des associés.

#### IV. Aides financières accordées

Il ne faut pas accorder plus d'importance qu'elles n'en ont à ces incitations, ce point appelle cependant un certain nombre de remarques.

Rappelons d'abord les aides financières accordées d'une façon générale aux groupements :

En dehors de certaines facilités parfois accordées dans l'obtention de prêts par les Caisses de Crédit Agricole eu, plus rarement, de subventions d'Etat ou d'aides de Coopératives, aucune forme d'association, simple ou complète, ne bénéficie d'aides financières à part les G.A.E.C.

Les G.A.E.C. ont, en effet, droit à des taux bonifiés pour les prêts que leur procure le Crédit Agricole : 3 % à l'origine puis 4 %, au lieu de 7 %, ce qui est appréciable.

Sans mésestimer l'intérêt de cette aide, nous pouvons penser qu'elle n'a que rarement contribué à faire regrouper des exploitations. En effet, il y a disproportion entre le fait de gagner 1.000 ou 2.000 F par an sur les intérêts de ses emprunts, et celui de changer son mode de vie en partageant sa responsabilité de chef d'exploitation avec un autre. Etant donné toutefois le dynamisme des G.A.E.C. en matière d'investissements et corrélativement les emprunts qu'ils contractent, il faut bien reconnaître que cette aide est précieuse pour beaucoup d'entre eux.

En contrepartie, les G.A.E.C. sont soumis à des formalités plus compliquées et souvent plus longues pour obtenir leurs emprunts et nous avons, plus d'une fois, entendu des plaintes à ce sujet, voire même rencontré des G.A.E.C. qui hésitent à se lancer dans des emprunts. C'est peut-être un faux problème, tenant plus à la formation des personnes, comme celui des formalités de constitution.

D'autre part, pour les subventions accordées aux bâtiments d'élevage, et les G.A.E.C. en ont profité largement, ceux-ci ont reçu une aide supplémentaire de 10 % du montant subventionnable en beaucoup de cas. Ceci est très appréciable et a certainement contribué à décider plus d'un G.A.E.C. dans ce genre d'investissements.

L'on pourrait craindre que ces aides n'aient contribué à la formation de "faux G.A.E.C.". Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit au sujet de la vigilance de l'Administration et de la profession agricole sur ce point. D'autre part, ces aides ont plutôt favorisé l'adoption de la forme juridique G.A.E.C. par les associations qui seraient peut-être restées sans statut juridique, mais existaient de toute façon.

Il est question, depuis quelques années, de diversifier les aides financières selon le type de G.A.E.C. (père-fils, familiaux, regroupement ...), peut-être également dans la durée de cette aide.

Ce qui semble important c'est d'insister sur trois points :

- une aide pour la comptabilité et la gestion de l'exploitation commune. Un groupement ne se conçoit pas sans une comptabilité et il est nécessaire que les associés, loin de la subir, y participent et la comprennent afin d'en tirer le meilleur parti, au moment où ils ont à gérer une exploitation plus importante. Il faut quelques années pour que les associés arrivent à maîtriser les techniques comptables et de gestion, et donc de les encourager, non seulement à tenir une comptabilité, mais à se former pour la comprendre;
- la formation des associés, aussi bien avant la mise en G.A.E.C. que par la suite. Il faut permettre à ces agriculteurs qui veulent évoluer d'acquérir de meilleures techniques et de se former à la gestion collégiale. Cela suppose des crédits pour organiser des réunions et pour dédommager les participants du remplacement qu'ils devront trouver durant leur absence;
- une aide spéciale au moment du démarrage du groupement. Beaucoup transforment leur exploitation, agrandissent ou reconstruisent des bâtiments, augmentent leur cheptel, font des plantations, etc... et c'est à ce moment que les groupements ont besoin de fonds importants, de différer le remboursement, voire même de certaines subventions. A cet égard, les groupements espèrent beaucoup des "plans de développement".

V. Comment les agriculteurs sont-ils préparés à de telles formes de collaboration :

- vulgarisation - information
- conseil technique - économique
- attitude des organisations professionnelles

Il y a l'évolution de la société agricole et des structures d'exploitations, ce que nous avons appelé les courants de pensée, et aussi les nécessités

économiques. Mais nous ne pouvons sous-estimer le travail de préparation des esprits dont il est ici question.

Il faut bien se dire que l'agriculture de groupe est encore un phénomène marginal (1,5 à 2 % des terres sont exploitées en fusion complète et guère plus de 2 % d'agriculteurs collaborent pour produire ensemble, d'une façon ou d'une autre, mais à part l'utilisation en commun de machines agricoles qui concernerait 15 à 20 % des agriculteurs au minimum). Mais le stade de la foi généreuse doit être dépassé, il risquerait même d'être un frein à l'expansion.

Il faut accumuler des expériences et des références, sachant bien que le développement de l'agriculture de groupe demande la mise en oeuvre d'un certain nombre de moyens.

Que se fait-il à présent en ce domaine ?

- Nous ne reviendrons pas sur le rôle joué par les grandes organisations nationales, dont il a été question dans le paragraphe précédent. Leur action d'incitation n'a de valeur que reprise à la base, localement;
- nous soulignerons, en premier lieu, le rôle des formes primaires d'agriculture de groupe et celui des structures de réflexion en commun telles que les C.E.T.A., les Groupements de vulgarisation agricoles, les cercles cantonnaires de jeunes agriculteurs, les groupes d'agriculteurs en gestion, etc.

Les unes et les autres sont indissociables sur ce sujet, ce sont, en effet, ces groupes de réflexion qui débouchent le plus souvent sur des actions communes, que ce soit en matière d'achats groupés, de matériel et de chantiers en commun, de commercialisation ... Comme nous l'avons mis en évidence dans les exemples étudiés au Chapitre II, presque tous les groupements sont issus de collaborations antérieures plus simples (C.U.M.A., banque de travail, entraide). Par ailleurs, 40 % des G.A.E.C. sont adhérents à une C.U.M.A., 37 % à un C.E.T.A. ou un G.V.A.

Bien qu'il s'agisse d'une préparation indirecte aux formes de collaboration étudiées précédemment, ce facteur nous a semblé assez significatif pour être mis en tête.

Des actions plus directes doivent aussi être décrites :

- Tout d'abord, celle de l'U.G.E.A. (Union des Groupements pour l'Exploitation Agricole) qui, en parfait accord avec le syndicalisme agricole, est véritablement le point de ralliement des efforts en matière d'agriculture de groupe et l'inspireur de beaucoup d'entre eux. Rappelons simplement que



L'U.G.E.A. n'est pas un organisme fédérateur des G.A.E.C., comme la fédération nationale des C.U.M.A. pour les C.U.M.A., mais un centre de réflexion, de diffusion et d'animation. L'U.G.E.A. publie une revue bimestrielle intitulée "Agriculture de Groupe", qui donne des compte-rendus d'expériences et des informations juridiques, fiscales et, surtout, sur le fonctionnement des groupes.

L'U.G.E.A. coordonne les actions de deux associations régionales pour l'agriculture de groupe : le C.E.D.A.C. (65, route de St Brieux à Rennes - 35) pour la Bretagne et les régions de l'Ouest et l'A.R.D.A.G. (10, rue de Douai, Bapaume 62) pour le Nord et la Picardie. Elle a, de plus, délégué 3 ingénieurs régionaux, à Lyon, Périgueux et Toulouse, en attendant de structurer ainsi toutes les régions de France. Ces techniciens régionaux travaillent en liaison étroite avec les agriculteurs administrateurs de l'U.G.E.A. de leurs régions.

Ils animent et soutiennent dans leur action les Commissions départementales d'Agriculture de groupe et surtout les techniciens départementaux. Nous avons dit (Chapitre I) que ceux-ci existent dans la plupart des départements. Par le fait qu'ils sont le plus souvent simplement détachés à temps partiel par leur employeur pour remplir ces fonctions, ils sont plus ou moins actifs dans leur action de promotion de l'Agriculture de groupe, activité qui est forcément aussi en relation avec le dynamisme du milieu. Quoi qu'il en soit, et sans négliger les autres facteurs, il est très significatif que là où travaillent des techniciens compétents et convaincus, l'Agriculture de groupe est beaucoup plus développée. Rappelons également, à titre d'exemple, l'influence prépondérante d'un Ingénieur de l'Institut Technique de l'élevage bovin en matière de groupements d'éleveurs spécialisés.

- Nous devons également insister sur le rôle des Instituts de formation des agriculteurs, en particulier, le Centre National des Jeunes Agriculteurs et l'I.F.O.C.A.P. Dans cet "Institut de formation pour les Cadres paysans" il n'y a pas de stage qui n'aborde des problèmes relatifs à l'Agriculture de groupe, sous quelque forme que ce soit, et d'une façon concrète.
- Le rôle de la presse et des réunions diverses est certainement loin d'être négligeable. Il ne se passe pas de mois, ou même de semaine, sans qu'un journal agricole n'ouvre ses colonnes à une expérience de groupement, à une forme ou une autre de collaboration.

Une enquête effectuée en 1971 auprès de 85 agriculteurs individuels adhérant au Centre de gestion de l'Aube, nous apprend que plus de 60 % d'entre eux s'intéressent aux G.A.E.C. et que c'est principalement par l'intermédiaire de la presse qu'ils sont informés :

- journaux : 48 %
- contrats avec des G.A.E.C. : 29 %
- techniciens : 23 %
- réunions : 13 %

(certaines réponses se doublent).

#### VI. Influence géographique : localisation des exploitations par rapport à un centre rural important ou urbain, voies de communication

Si la répartition des G.A.E.C. à travers la France est assez diverse, il ne semble pas qu'il faille en chercher l'explication dans des facteurs purement géographiques tels que proximité de villes, zones montagneuses, etc.

L'implantation est plutôt reliée aux structures régionales et aux productions pratiquées. Il y a d'ailleurs là une question de fond : dans quel type d'exploitation les regroupements d'exploitations se développent-ils le plus ?

Question qui se rattache au problème capital de l'intérêt des groupements dans l'économie nationale.

Avouons cependant que l'examen de la carte ne nous donne pas de réponse immédiate à cette question. L'on observe une zone à forte population de G.A.E.C. dans le Centre Est : de la Marne à la Saône-et-Loire, et une autre un peu moins marquée, dans l'Ouest, en Bretagne et dans les pays de Loire. Or, ces deux régions ont des caractères assez différents.

Il est certain qu'il n'y a pas un type de G.A.E.C. mais plusieurs : en certains cas, c'est l'agriculture moyenne, déjà bien structurée quoique n'atteignant pas des surfaces d'exploitation dites industrielles, qui a tendance à se grouper, ailleurs c'est l'élevage qui est le facteur influent du regroupement, même en structures plus petites.

Quoi qu'il en soit, il est net que les G.A.E.C. concernent, en général, des exploitations de structure au-dessus de la moyenne (37 ha par associé, contre 18 ha pour la France). Evidemment, la dispersion des surfaces est très grande, mais pas plus que celle de l'ensemble des exploitations françaises, et ce qui est important c'est le décalage vers le haut de cette dispersion des surfaces des G.A.E.C. par rapport à celle des exploitations françaises.

## VII. Problème foncier (disponibilité de terres agricoles, etc...)

Il y a une interférence certaine entre les problèmes fonciers et les regroupements d'exploitations, car ces questions foncières préoccupent tous les agriculteurs. Les terres sont chères et il ne peut être question d'acheter celles que l'on exploite ou de les racheter à ses frères et soeurs à chaque transmission entre générations. Et cependant les locations sont presque partout difficiles à trouver.

En un sens donc, le problème foncier peut favoriser le regroupement car les associés se trouvent plus forts pour faire face à un achat, même à titre individuel, qu'il s'agisse d'agrandissement de l'exploitation ou de la mise en vente par un propriétaire de l'exploitation louée. De fait, beaucoup de G.A.E.C. s'agrandissent, nous l'avons vu, et beaucoup d'autres ont cet objectif.

Mais à l'opposé, le problème foncier peut être une contrainte qui freine les groupements. Ainsi, dans les régions où la propriété est très morcelée les risques de démembrement sont multipliés et l'influence des propriétaires est prépondérante, la propriété foncière prend le pas sur l'exploitation. D'autre part, les questions de succession sont souvent présentes à l'esprit des futurs associés. Dans le Sud-Ouest particulièrement, on estime que les G.A.E.C. se développent peu, en bonne partie à cause d'une conception étroite du patrimoine familial que l'on imagine mal mis en commun avec celui du voisin. Des agriculteurs répondent " le G.A.E.C. ? ah oui, mais que se passera-t-il à la succession".

Autre problème à signaler : celui du métayage. Il est encore assez fréquent dans le Midi arboricole et viticole et est un frein à la mise en association. De fait, nous n'avons vu, dans le fichier U.G.E.A., qu'une ou deux exploitations en métayage parmi les G.A.E.C. Bien que ce soit théoriquement possible l'on rencontre souvent l'opposition du propriétaire-bailleur.

Peut-être les G.F.A. (groupements fonciers agricoles), qui peuvent exploiter eux-mêmes seront-ils une formule susceptible de mieux maîtriser ce problème foncier. Il est encore trop tôt pour le savoir car leur développement n'est encore qu'à ses premiers pas.

### VIII. Opinion de la population rurale

Un premier fait, que nous avons souligné au Chapitre II, est la réaction défavorable que connaissent presque tous les G.A.E.C. de la part de leur entourage immédiat.

Analysant ce fait, il faut le dépouiller de l'impression de rejet du G.A.E.C. qu'il pourrait susciter. Il est, en effet, dû à l'innovation que le milieu ambiant a toujours tendance à rejeter : innovation sur le plan du travail en commun, qui se double d'une transformation de la nouvelle exploitation.

On pourrait distinguer trois phases dans les réactions qui accompagnent la création d'un G.A.E.C. :

- on s'attend à l'échec;
- celui-ci ne se produisant pas on en arrive à un "blocage";
- puis un nouveau type de relations s'instaure.

A vrai dire, les G.A.E.C. sont récents et peu sont arrivés encore à ce nouveau type de relations. Mais, d'un autre côté, le blocage dont nous parlons n'est jamais une scission complète : beaucoup de G.A.E.C. pratiquent l'entraide avec leurs voisins, même si ceux-ci les regardent avec une certaine crainte. Il est d'ailleurs beaucoup moins accentué avec les agriculteurs en C.V.A. ou C.E.T.A. qu'avec les agriculteurs traditionnels ou les "notables".

Dans ce contexte, bien entendu, les échecs sont mis en relief et ont toujours un effet néfaste pour le développement ultérieur des groupements.

A propos de craintes, il y a aussi celle de voir le G.A.E.C. voisin devenir assez fort pour accaparer les terres qui deviendront libres dans le secteur. Cette crainte se rattache au problème foncier évoqué ci-dessus et n'est peut-être pas toujours sans fondement.

En définitive, il ne nous semble pas que ceci soit un frein à l'expansion des regroupements d'exploitations.

Nous pouvons, en effet, faire ici état de l'enquête mentionnée ci-dessus et réalisée auprès de 85 adhérents du Centre de gestion de l'Aube, en 1971 :

- Le G.A.E.C. est-il, à votre avis, une formule qui se développera ?

- |               |   |      |              |
|---------------|---|------|--------------|
| - beaucoup    | : | 31 % | des réponses |
| - moyennement | : | 58 % | "            |
| - peu         | : | 11 % | "            |

- Pour quelles raisons ?

- pour s'agrandir ou investir : 44 %
- désir de travailler en commun : 25 %
- divers motifs économiques : 51 %

(plusieurs réponses se doublent)

A noter que ce sont les exploitants de la région d'élevage qui croient le plus au développement des G.A.E.C.

- Cherchez-vous à être associé en G.A.E.C. ?

OUI : 28 %

NON : 50 %

Ne sait pas : 22 %, ces derniers étant relativement favorables ou recherchant d'autres formules sociétaires (G.F.A.).

- Dans quel ordre classez-vous les motifs qui poussent à créer un G.A.E.C. ?

|   |      | <u>Motif d'ordre</u> |
|---|------|----------------------|
| - moyen de créer une exploitation importante        | 39 % | économique           |
| - moyen d'obtenir des prêts à taux réduit           | 23 % | économique           |
| - solution juridique à certains problèmes familiaux | 19 % | juridique            |
| - besoin de sécurité et de libération               | 8 %  | social               |
| - désir de partager les charges de direction        | 6 %  | social               |
| - etc...  |      |                      |

Il faut, bien entendu, replacer cette enquête dans le cadre d'une région plus évoluée, et plus riche, que la moyenne française, où les G.A.E.C. sont déjà nombreux et donc connus. Il n'en reste pas moins que ces 85 interviews montrent que l'on attache un réel intérêt au problème et que beaucoup n'écartent pas la solution pour eux-mêmes, au moins plus tard.

L'effet d'entraînement est net : plus il y a de collaborations de diverses formes dans une zone et plus elles ont tendance à se développer.

#### IX. Conclusions relatives aux facteurs externes

Arrivé au terme de cette première partie de l'analyse des facteurs de formation et de développement, d'échec également, il est bon de reprendre brièvement les plus importants, le texte n'ayant pas toujours permis de les mettre

suffisamment en relief.

Nous suivrons le plan :

- motivations ayant conduit de la collaboration à la fusion;
- facteurs facilitant ou freinant les créations;
- facteurs exerçant une influence sur le fonctionnement du groupe.

#### 1) Motivations

Nous pouvons d'abord retenir qu'il existe, à la base du développement de l'agriculture de groupe, un "climat" parmi les exploitants agricoles :

- procédant d'une certaine conception que les élites et les dirigeants agricoles ont contribué à répandre. La législation, issue de cette conception de la société agricole a, bien entendu, largement diffusé l'idée d'agriculture de groupe, en donnant un support concret aux idées et en permettant de les mettre en oeuvre dans un cadre bien déterminé;
- issu d'un besoin ressenti par les agriculteurs, certains du moins, même s'il n'est pas clairement exprimé. Ce besoin est, en particulier et même surtout, d'ordre économique, mais nous aborderons ce point avec les facteurs internes;
- créé par un tissu de relations sociales : entraide, groupements d'étude technique, etc... Ce tissu étant le résultat d'une politique de développement agricole que veulent promouvoir les instances nationales et qui est mis en oeuvre par les organismes départementaux et locaux.

Ces relations sociales se traduisent d'abord par la mise en commun de matériel : entraide, achats de matériel en copropriété, chantiers en commun, banque de travail, C.U.M.A... Les diverses formes de travail en commun, sans constituer un passage indispensable vers les collaborations de production, sont cependant un apport important pour créer l'état d'esprit de collaboration. Nous remarquons d'ailleurs que, dans tous les cas de fusion totale, les associés collaboraient auparavant en s'entraidant, en récoltant ensemble, etc.. Dans les fusions partielles, nous remarquons 3 cas de groupements assez importants nés d'un C.E.T.A. ou d'un groupement technique (XXXIV - XXXVIII - XXXIX) et le groupement XXXVII est né de la coopérative décrite en XXXVI, les associés des autres groupements collaboraient aussi presque tous entre eux auparavant.

L'Agriculture de groupe peut sembler encore un phénomène marginal si l'on s'en tient aux chiffres (0,2 % des agriculteurs en fusion complète ou partielle).

Il est certain aussi que ce climat n'existe pas partout, surtout avec la même densité. Il faut cependant remarquer que nous en trouvons des exemples dans toutes les régions et tous les départements de France. De toute façon, c'est dans cet état d'esprit qu'il faut travailler tout en sachant que, géographiquement, il y a des zones plus préparées que d'autres, socialement, des couches plus disposées que d'autres, etc...

Nous n'avons abordé ici que les motivations sociales, bien entendu dans les facteurs internes à l'exploitation nous en trouverons d'autres.

De même, ces réflexions ne retirent rien aux autres facteurs que nous résumons ci-après et, en particulier, au système législatif approprié.

Enfin, il est nécessaire de distinguer l'opinion de l'entourage immédiat des G.A.E.C., souvent défavorable par une sorte de réflexe de défense, de l'opinion de la population rurale. Si, en effet, l'ensemble de celle-ci était hostile, les motivations décrites ci-dessus, risqueraient d'être celles d'une bien faible proportion d'agriculteurs. En fait, nous avons vu que près de 30 % des agriculteurs interrogés (dans un département) pensent que la formule des G.A.E.C. se développera, sont disposés éventuellement à s'associer eux-mêmes, et ceci pour des motifs essentiellement économiques.

## 2) Facteurs qui facilitent ou freinent la création des formes de collaboration

S'agissant de facteurs externes, il faut souligner l'attitude positive, et même résolue, des Pouvoirs Publics et des organisations professionnelles agricoles, syndicalisme jeune et aîné en particulier.

Il est certain que la loi instituée en 1964 pour la création de G.A.E.C. (de fusion totale et partielle) a joué un rôle très important dans le développement de ces formes de collaboration. Depuis 1966, le mouvement se continue régulièrement et nous avons montré qu'il ne s'est pas agi simplement de régularisation de situations de fait antérieures, mais d'un véritable développement. On peut toutefois observer que la progression est linéaire et ne s'amplifie donc pas au cours des années, ceci assez régulièrement à l'intérieur de chaque région (bien que revêtant une ampleur différente selon les régions).

Nous avons exprimé la crainte de voir les efforts se cristalliser trop spécialement sur les fusions complètes et les C.A.E.C. en particulier (peut-être du

fait de cette loi). Il ne faut pas exagérer cette crainte, mais nous pensons que l'agriculture toute entière gagnera à voir se diversifier les formes possibles de collaboration.

Précisément nous pouvons regretter qu'il n'existe pas d'encouragement du législateur, sous forme de dispositions législatives ou réglementaires particulières destinées aux autres formes de collaboration. Plus spécialement, les formes simples (chaînes d'entreprises avec spécialisation des exploitations) gagneraient à être définies officiellement, comme l'entraide l'a été.

Le statut fiscal des groupements ne constitue pas un réel encouragement de nature à provoquer les fusions. Cependant, les dispositions fiscales indiquées ont certainement contribué à faire adopter, par des associations non déclarées, la forme juridique du G.A.E.C., ce qui constitue un progrès. Parmi les groupements que nous avons décrits, cela est vraisemblablement le cas de I, VI, XII et de XXXI, XXXIII ...

Un facteur positif est l'ensemble des structures du "développement agricole" qui favorisent la concertation entre les agriculteurs et le cheminement vers de meilleures prises de conscience de leurs problèmes. Nous en avons signalé les effets parmi les motivations puisque ces structures créent un état d'esprit favorable au regroupement. Mais il faut souligner que ce n'est pas l'objectif des actions de développement agricole, c'en est un des effets.

La structure des exploitations, les surfaces moyennes, le dynamisme des agriculteurs qui est souvent lié à leur niveau de vie (lui-même conditionnant leur formation) sont des facteurs importants. Nous avons conclu que les groupements d'exploitations (et même toutes formes de collaboration) concernent surtout des exploitations bénéficiant d'une structure au-dessus de la moyenne.

Il existe là un certain frein à l'expansion des formes de collaboration car les groupements risquent de ne pas s'effectuer dans le cadre exact de l'agriculture actuelle. Autrement dit, une fraction encore importante de l'agriculture semble pouvoir difficilement accéder aux regroupements; or, à première vue, ceux-ci lui seraient plus utiles qu'ils ne le sont aux exploitations plus importantes. En effet, la moyenne française est de 18 ha par exploitation (avec 2 U.T.A., soit 9 ha par U.T.A.), celle des G.A.E.C. totaux est de 102 ha pour 2,7 associés, soit 37 ha par exploitant associé : juste le double.

Un autre frein, même s'il n'est qu'indirect, est le problème foncier, que l'on peut qualifier de grave car l'agriculteur sera de moins en moins capable de



posséder son exploitation. Beaucoup sont tentés de demander au G.A.E.C. de le résoudre, cela se sent au travers des questions que posent les agriculteurs à leurs techniciens sur l'association. En fait, le G.A.E.C., comme les autres formes de collaboration, n'est pas l'instrument qui peut résoudre ce problème. Peut-être le groupement foncier agricole louant à un G.A.E.C. contribuera-t-il à le solutionner.

Remarquons cependant que la moitié des groupements complets que nous avons visités et décrits ont augmenté sensiblement leur surface (de 10 % en peu d'années). D'autre part, deux des groupements partiels étudiés se sont créés précisément pour exploiter de nouvelles surfaces. Ceci est également le cas d'un des groupements complets à qui 100 ha ont été attribués par une Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.).

### 3) Facteurs qui exercent une influence positive ou négative sur le fonctionnement du groupement

La rédaction très précise de la loi sur les G.A.E.C. et les statuts-types qui l'ont accompagnée sont un facteur de bon fonctionnement du G.A.E.C. En effet, trop souvent les candidats à l'association ne mûrissent pas suffisamment leur projet, et un certain cadre provoque la réflexion et institue des modalités qui ne seraient peut-être pas définies sans cela.

En ce qui concerne les aides financières, nous ne les avons pas citées parmi les facteurs d'incitation à la création des groupements. Bien entendu, il existe des cas où elles ont provoqué la création, mais ils sont rares. Il s'agit plutôt des cas où l'aide financière a incité à passer de l'association informelle au G.A.E.C.

En tant qu'aides au fonctionnement des G.A.E.C., elles sont d'un secours appréciable pour les G.A.E.C. qui investissent (et c'est le cas de la plupart puisque nous avons vu parmi les exemples étudiés que tous les G.A.E.C. d'élevage ont construit des bâtiments et que, plus de la moitié des autres, ont également investi). Toutefois, nous avons dit qu'elles ne vont pas assez loin pour permettre à ceux qui sont démunis financièrement de transformer et d'intensifier l'exploitation commune comme ils le voudraient. Les groupements investissent, en effet, beaucoup, cela ressort des conclusions du Chapitre II. Il faudrait, sinon augmenter les subventions (certains en ont d'ailleurs bénéficié pour leurs bâtiments d'élevage), du moins accorder des prêts de longue durée avec

un différé de remboursement du capital. Le regroupement s'accompagne en effet, le plus souvent, d'une mutation économique de l'exploitation traditionnelle, encore faut-il l'encourager vraiment.

D'autre part, des aides très spécifiques devraient être accordées pour la formation des associés aux problèmes de la gestion d'une exploitation plus importante : sur le plan de la comptabilité et sur celui des techniques d'organisation et de production.

Enfin, nous pouvons déplorer qu'il n'y ait pas de réelles structures d'encadrement de l'agriculture de groupe dans les départements. Il se pose, en effet, aux groupements, même anciens, des problèmes de relations entre hommes et de relations avec l'environnement qui semblent bien ne pas répondre seuls, d'après nos enquêtes. Celles-ci montrent que, presque partout, les réunions entre associés sont inexistantes ou peu efficaces, d'où des partages de responsabilités et de tâches trop flous et une information réciproque souvent insuffisante.

Le manque de cette "structure d'accompagnement" de l'agriculture de groupe risque de se faire sentir de plus en plus.

## B. FACTEURS INTERNES RELATIFS AUX EXPLOITATIONS

### I. Facteurs relatifs au fonctionnement de l'exploitation fusionnée

#### 1) Organisation interne et fonctionnement :

- répartition des tâches au sein du groupement
- spécialisation de chaque participant

Nous avons vu (Chapitre I) que la préférence des associés de groupements de fusion complète va à une répartition des tâches selon les secteurs d'exploitation (cultures, élevage) ou selon une combinaison entre ces secteurs et les fonctions (administration, relations extérieures ...). En fait, cette distinction, toute objective qu'elle soit, n'est pas toujours très nette dans l'esprit des associés.

Dans les fusions complètes, les tâches se répartissent entre les associés après un certain temps de fonctionnement plutôt qu'à priori. La répartition est d'autant plus facile si l'exploitation comporte plusieurs secteurs distincts, ce qui est le cas des exploitations pratiquant à la fois la culture et l'élevage.

Division des tâches (ou répartition du travail) et responsabilité sont deux choses différentes mais, en fait, l'une engendre l'autre et elles vont normalement de pair.

Ajoutons que la notion de responsabilité n'est pas stricte : l'associé responsable d'un secteur de production ou d'une fonction considère, avec le consensus des autres, qu'il doit "faire pour le mieux", mais cela ne va pas jusqu'à une responsabilité dans un sens juridique. S'il échoue, la responsabilité en sera supportée par l'ensemble des associés, quitte à ce que ceux-ci organisent différemment la répartition des tâches.

Les trois études d'élèves-ingénieurs que nous avons consultées, ont abordé ce point et nous apportent quelques observations précises sur des G.A.E.C. situés principalement dans la Marne et l'Aube, mais aussi dans les pays de la Loire et dans la région Rhône-Alpes.

Elles convergent pour indiquer que la plupart des G.A.E.C. ont adopté une répartition des tâches. Il faut cependant nuancer cette affirmation selon les productions pratiquées et selon le nombre d'associés.

En exploitation sans bétail, surtout entre 2 ou 3 associés, la plus grande partie du travail est fait en commun, la répartition se faisant selon les impératifs du moment. Toutefois, l'enquête révèle qu'il existe dans tous les groupements, une répartition implicite du travail, au niveau de certaines spécialités (par exemple : réglage de matériel délicat ou travaux nécessitant une grande attention).

On observe qu'au delà de trois associés, en raison de la dimension et de la plus grande diversité de compétences et de caractères, chacun tend à avoir une responsabilité précise pour des travaux indirects (ce qui se rapproche des fonctions).

Par contre, dans les exploitations pratiquant l'élevage, deux études (la troisième n'en parle pas) soulignent que la division du travail et le partage des responsabilités existent de façon beaucoup plus nette. La responsabilité d'un secteur, ou d'un sous-secteur, ne coïncide pas forcément avec l'exécution des tâches, par exemple : le responsable des vaches laitières peut être aidé régulièrement par des associés chargés des cultures.

Une de ces études a demandé aux associés ce qu'ils en pensent : 75 % sont satisfaits de la répartition du travail, mais cela représente 57 % des G.A.E.C.

seulement. Il y a donc des divergences, surtout entre générations et des différences de tempérament : certains sont plus fougueux et d'autres plus minutieux ..., parfois c'est la distance entre les exploitations primitives qui gêne l'organisation du travail.

Au sujet de la spécialisation, il semble que tous soient d'accord sur une certaine spécialisation, mais à condition "qu'elle ne soit pas poussée comme en usine". Elle risque en effet, si elle est trop rigide, de faire perdre de vue la globalité de l'exploitation et d'entraîner des inégalités entre les associés. La permutation régulière des responsabilités est repoussée, mais chacun souhaite qu'il y ait toujours une possibilité de remplacement, donc pas de cloisonnement trop étanche.

En ce qui concerne les tâches administratives c'est, en général, un seul associé, ou une épouse, qui les prend en charge bien que nous ayons des exemples de partage entre plusieurs. Souvent l'on fait entière confiance à celui qui s'en charge, confiance provenant du manque de formation des autres associés sur ce point et due aussi au fait que, trop souvent, la fonction administrative et comptable est considérée comme secondaire : "c'est du temps perdu pour le travail des champs". Or, on relève plusieurs échecs dus à une mauvaise estimation de l'aspect comptable et financier du groupement.

Tout ce qui précède concerne les fusions complètes. Les situations sont plus diverses pour les fusions de branches d'exploitation. En certains cas, les associés se retrouvent pour exécuter le travail ensemble ou se relaient pour le faire, mais en bien des cas il faut avoir recours à un salarié ou à un associé qui assure le travail. Dans des groupements nombreux la responsabilité échoit au Président, assisté d'un petit groupe. Si l'organisation est bonne il y a des sous-groupes qui étudient les différents problèmes, surveillant l'exécution dans leur domaine et préparant les décisions. Il est certain que la répartition des tâches et des responsabilités est plus délicate dans ces groupements.

En conclusion nous dirons que ce partage des tâches et des responsabilités est nécessaire dans une association d'agriculteurs, hommes libres par tradition, qui ont besoin de conserver des responsabilités. Nous avons vu que c'est ce qui se passe très généralement.

Les avantages sont, en outre, de permettre à chacun d'acquérir, dans son domaine, une meilleure technicité et de mieux s'affirmer en trouvant sa place au sein de l'entreprise commune.

Par contre, cela suppose un effort de coordination pour éviter le cloisonnement et même, à la limite, le désintéressement de certains qu'engendrerait une spécialisation trop poussée.

Cela montre que l'exploitation en commun ne s'improvise pas et qu'une formation permanente des associés est nécessaire sur ces problèmes.

Nous pouvons citer, à cet égard, l'expérience que nous avons vécue : l'échec d'un groupement dans lequel, durant un an, 5 associés n'ont jamais réussi à se soumettre à une coordination dans l'exécution des tâches. Malgré les bonnes résolutions renouvelées périodiquement chacun démarrait de chez lui le matin : un champ reçut deux fois de l'engrais, un autre jour, le tracteur nécessaire à la récolte du maïs était introuvable parce qu'un associé labourait avec ce tracteur, etc ...

## 2) Collégialité des décisions

Voici un autre point important pour le fonctionnement de l'exploitation fusionnée.

Certes, le principe est acquis, il est inscrit dans tous les statuts de groupements et c'est une nécessité à partir du moment où chacun possède une part du capital géré en commun.

Il est bon cependant de développer un peu ce point, spécialement sous l'angle de la circulation de l'information à l'intérieur du groupement, puis sous celui des réunions entre associés, qui nous amènera au mode de prise de décision.

L'étude de Mr. Debroye donne le résultat d'une enquête sur l'information dans le G.A.E.C., celle-ci se situant sur deux plans : l'organisation et la réalisation des travaux (informations internes) et l'information provenant de l'extérieur : réunions professionnelles, journaux, documents divers, administratifs en particulier. Il ressort de cette enquête auprès de chacun des adhérents de 27 G.A.E.C. parmi les plus anciens que 70 % des associés se déclarent satisfaits, 13 % ne font que des reproches mineurs et 17 % seulement répondent qu'ils sont mal informés.

Il n'est pas possible de généraliser ces résultats mais, sans doute, sont-ils proches de la réalité globale. Il est certain que ce que nous avons appelé l'information interne est bien réalisée le plus souvent, que ce soit au cours du travail, dans de brèves rencontres en début ou fin de journée, ou grâce à

des petites réunions hebdomadaires. Par contre, nous pensons qu'il y a plus de lacunes sur le plan des informations provenant de l'extérieur. Celles-ci se transmettent de diverses façons, comme nous avons pu le voir dans l'étude des exemples du Chapitre II : soit grâce à un bureau où chacun peut consulter courrier et revues, soit par le passage quotidien de tout le courrier de famille en famille, soit par des réunions. Le plus sûr et le plus pratique est l'existence d'un bureau accessible à tous. De toute façon, l'absence prolongée de contacts avec les divers "papiers" du groupement ne peut que conduire à l'isolement par rapport aux autres associés et à la coupure d'avec les vrais problèmes et l'évolution de l'exploitation.

Quant aux réunions, il serait malaisé de donner la proportion de groupements qui en tiennent de façon satisfaisante :

- certains n'en tiennent jamais, ce qui n'empêche d'ailleurs pas forcément une excellente concertation s'il n'y a que 2, ou à la rigueur 3 associés, mais c'est cependant, à priori, le signe d'une insuffisance de vrai dialogue;
- d'autres se rencontrent occasionnellement, de façon irrégulière et imprévue, ces réunions servent à prendre des options importantes. Mais, étant provoquées par une urgence ou une circonstance fortuite (mauvais temps, visiteurs ...), il est à craindre que toutes les idées de chacun n'aient du mal à s'exprimer et que toutes les options ne soient pas prises après une vraie discussion;
- d'autres se réunissent régulièrement, mais les associés n'ont pas toujours la formation et la simplicité suffisantes pour aborder ce qui leur tient à coeur. Nous avons vu de ces réunions où, apparemment, il n'y a que des problèmes courants à débattre et qui sont suivies, peu de temps après, de crises graves où des problèmes aigus émergent par bribes;
- bien sûr, il reste les groupements qui, régulièrement, ont de vrais dialogues, que ce soit en réunions prévues ou imprévues et ce sont ceux qui fonctionnent le mieux.

C'est parfois un élément extérieur qui aide à prendre l'habitude de tenir des réunions, même si cela semble, au début, du temps perdu : passage du conseiller de gestion, remise de résultats par le comptable, demande de la Caisse de Crédit Agricole ou d'un technicien.

Les enquêtes de MM. Billoux et Mauffroy se recoupent en ce sens que, dans l'une et l'autre, 1/3 seulement des G.A.E.C. répondent qu'ils se réunissent, régulièrement ou occasionnellement. Dans celle de M. Mauffroy, aucun G.A.E.C. père-fils ne tient de réunion et la moitié des autres (entre frères ou non familiaux) se réunissent occasionnellement.

Ceci nous amène à la prise des décisions. Elles sont prises ensemble et à l'unanimité dans presque tous les cas, mais est-ce avec l'assentiment réel de chacun ? L'enquête de M. Debroye pourrait sembler pessimiste sur ce point :

- 44 % des associés ont dit : "c'est l'animateur qui emporte la décision"
- 24 % " " " : "c'est souvent le spécialiste"
- 22 % " " " : "ce sont tous les associés qui décident"
- 10 % des associés ne se prononcent pas.

Mais ce seraient plutôt ces 10 % qui nous inquièteraient car il est normal que, dans un groupe, les avis ne soient pas unanimes, chacun réagit avec son âge, son tempérament, etc . Que ce soit l'animateur ou le spécialiste de la question qui semble emporter la décision n'est pas grave s'il y a eu discussion réelle et mûrissement du projet en commun. Or, la même enquête souligne que, souvent, les discussions n'aboutissent pas immédiatement à une décision parce que la question n'est pas encore assez mûrie. Mais les 2/3 des associés ajoutent que les décisions "ne souffrent pas d'une certaine lourdeur".

Il est exact qu'il y a assez souvent un animateur dans le groupement; d'ailleurs, toujours dans la même enquête, 78 % des associés ont répondu : "Oui, il y a une personne qui anime plus que les autres".

Ce qui paraîtrait contradictoire avec l'esprit de collégialité recherchée dans les G.A.E.C. et autres groupements, c'est la présence d'un leader, véritable chef. Au cours d'une quarantaine d'interviews individuels auprès de 17 G.A.E.C., M. Mauffroy n'en a pas encore rencontré ... sauf, dans certains G.A.E.C. père-fils. Il semble que le leader-chef incontesté et autoritaire soit rare. Le gérant remplit une fonction administrative et représente le G.A.E.C., de ce fait il est assez souvent perçu de l'extérieur comme le "patron", mais il ne faut pas s'y tromper.

L'absence de formation des associés, après le regroupement, risque d'accentuer les disparités et de provoquer la soumission à un leader.

En résumé, la collégialité existe, même s'il demeure bien des imperfections dans le rythme et le contenu des réunions en particulier. Les groupements de

fusion complète sont très rarement dirigés par un seul. Les décisions y gagnent d'être plus mûries et mieux argumentées en contrepartie de certaines lourdeurs et d'un temps apparemment perdu en discussions. Il est certain que plus le groupement est important et mieux il doit être organisé, cependant que s'accroît le risque d'une moindre participation de certains de ses membres.

### 3) Influence de la répartition du travail

- possibilité de se faire remplacer
- possibilité de prendre des vacances
- allègement des travaux pénibles (en particulier pour la femme)

Nous retrouverons une partie de ces points dans les "autres facteurs internes", car ils se rattachent aux avantages perçus par les associés.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'exploitation fusionnée, nous trouvons dans l'étude de M. Debroye que, dans 27 G.A.E.C., 93 % des associés sont très satisfaits de leur association (50 %) ou relativement satisfaits (43 %). Tous le sont sur le plan des avantages offerts par le groupe dans le travail : plus agréable, plus facile; les premiers ne mettent toutefois pas cet avantage en tête contrairement aux seconds que la vie en groupe gêne plus ou moins. Sur le plan des avantages personnels, il en ressort que la répartition des responsabilités permet de mieux aimer son travail, ceci ressortant mieux dans les G.A.E.C. où la spécialisation donne une certaine autonomie à chacun. Enfin, les associés apprécient de se libérer plus facilement et de prendre des vacances, ainsi que de pouvoir partager leurs préoccupations professionnelles.

Nous ne généraliserons pas toutes ces conclusions, mais nous les avons reprises car elles nous semblent caractéristiques de l'état d'esprit de bien des associés de groupements. En particulier, même s'il y a une certaine réserve des associés à le mettre en relief, la possibilité de ne plus être assujéti chaque jour de l'année pèse beaucoup parmi les motifs de satisfaction que l'on peut recueillir, chez les éleveurs en particulier. Et pourtant, au départ, ce n'est pas un motif dominant, beaucoup ne viennent au remplacement dominical qu'après un certain temps de fonctionnement, un associé déclare : "au début cela me faisait mal de ne pas y aller, et comme je savais qu'il ne fallait pas que j'aie l'aider, nous partions tous les dimanches".

Remarquons, d'autre part, que les premières années d'un groupement sont souvent très difficiles sur le plan financier comme sur celui du travail à fournir,



dans des installations encore provisoires et avec une large participation manuelle à la réalisation de nouvelles constructions.

Pour le travail féminin, le résultat de l'association est un peu différent. En effet, le regroupement d'exploitations libère souvent à tel point les épouses qu'elles ne trouvent pas leur place dans la nouvelle exploitation. Nous pouvons même dire : matériellement et psychologiquement, car leur mari, ayant maintenant des partenaires avec qui échanger leurs idées, les entretiennent beaucoup moins de leurs préoccupations professionnelles. Retenons quand même que les épouses sont très généralement libérées de travaux pénibles, nous y reviendrons au paragraphe 7.

#### 4) Moyens techniques et financiers apportés par les différents associés

Nous chercherons simplement à souligner ici deux points :

- il est bien apparu, dans les Chapitres I et II précédents, que les associés de G.A.E.C. disposent, en général, de surfaces, d'une formation professionnelle et de moyens financiers supérieurs à la moyenne de leur entourage. Nous disons "en général" car ce n'est pas une règle absolue et nous avons une certaine proportion de groupements réalisés entre associés que rien ne distinguerait, à priori, de leurs voisins. Or, ils réussissent quand même. Si donc, en beaucoup de cas, une situation un peu supérieure à la moyenne est un terrain favorable au démarrage de regroupements, il n'est pas une condition indispensable;
- l'équivalence des apports en capital et des surfaces mises à disposition, autrement dit une certaine homogénéité entre les exploitations fusionnées, est très souvent recherchée par les futurs associés, même si elle n'est pas toujours réalisable. Du moins voit-on les mêmes types d'exploitations s'associer, ce sont celles que M. Reboul appelle "les moyens paysans".

Ce qui précède concerne davantage les fusions complètes. Pour les fusions de branches d'exploitations, l'éventail est beaucoup plus large : des petites exploitations en difficulté qui se serrent les coudes comme nous l'avons vu dans plusieurs groupements d'engraissement de porcs, aux grosses exploitations qui cherchent à valoriser encore mieux leurs ressources en créant un important atelier avicole ou de production de viande bovine. Mais ici aussi reste vrai l'adage " qui se ressemble s'assemble".

5) Acquisition ou cession de parts agricoles

Conditions d'accès de nouveaux membres (héritiers, fils)

Conditions de départ des membres

En groupements peu nombreux, comme le sont la presque totalité des fusions partielles ou totales en France, la question juridique passe après celle des hommes. Juridiquement, les statuts laissent la porte ouverte, dans les deux sens, avec des réserves pour les retraits en coopérative. En fait, si les associés en sont d'accord, ils peuvent en admettre de nouveaux ou se séparer, sous réserve bien entendu des contraintes économiques. Car ce sont celles-ci qui ont souvent le dernier mot : comment se séparer deux ans après avoir construit un bâtiment, lourd à amortir par chacun isolément ?

Existe-t-il beaucoup de mobilité à l'intérieur des groupements ? Nous avons vu que le total des dissolutions est 4,5 % des G.A.E.C. créés. Ceci veut dire qu'après 3 ans de vie, en moyenne, l'on s'aperçoit que 4,5 % des G.A.E.C. créés chaque année se dissolvent, ce qui n'est pas négligeable. Si cela continuait, l'espérance de vie d'un G.A.E.C. ne dépasserait guère 20 ans, mais tout permet de penser que beaucoup de dissolutions interviennent entre la 2ème et la 3ème année, lorsque l'on se rend compte que le groupement a de mauvaises bases.

Inversement, sur une centaine de G.A.E.C. de l'Aube, M. Mauffroy a observé autant d'entrées de nouveaux associés que de départs.

La mobilité est faible mais elle existe, c'est un facteur dynamique dans les regroupements d'exploitations.

6) Présence d'ouvriers salariés au service de l'exploitation fusionnée

Nous l'avons vu au Chapitre I: les G.A.E.C. (qui sont les groupements sur lesquels nous disposons de chiffres précis) ont relativement peu de salariés. Contrairement aux sociétés civiles, ils emploient un peu moins de salariés que les exploitations individuelles de surface équivalente.

Les promoteurs de l'agriculture de groupe pensent que le salariat est incompatible, par principe, avec la communauté de travail qu'est le G.A.E.C., et les pouvoirs publics semblent les suivre, à la fois en limitant le nombre de salariés (pour sauvegarder le caractère d'exploitation familiale à vrai dire) et en demandant, en certains cas, un engagement des associés d'intéresser progressivement les salariés au fonctionnement et aux résultats de l'exploitation fusionnée.

Mais comment réagissent les associés ? Leur attitude rejoint-elle les idées sociales des promoteurs ?

En cette matière, une moyenne ne signifierait rien. Les G.A.E.C. familiaux, même regroupant des exploitations distinctes, ont naturellement davantage tendance (nous disons bien "tendance", sans vouloir systématiser) à conserver l'optique traditionnelle "patrons-salariés". Les G.A.E.C. non familiaux auraient davantage l'optique des promoteurs.

M. Debroye a questionné 21 groupements sur ce point et il est intéressant de voir que 9 considèrent la présence de salariés comme incompatible avec l'esprit G.A.E.C., 5 autres reconnaissant que c'est incompatible en théorie mais qu'on ne peut pas faire autrement en pratique. Il n'y a malheureusement pas de recoupement avec le caractère familial de ces G.A.E.C., disons seulement que sur les 28 G.A.E.C. de son échantillon total, 13 sont sans ancien lien de parenté ou mixtes (parents - non-parents).

En réalité, comme il le souligne, assez peu de salariés agricoles sont préparés à une association, au moins immédiate : moralement, ou par absence de capitaux, ou par manque de compétence.

Il faudrait interroger les salariés, ce qui n'a pas été fait. Sans doute apprendrait-on qu'une certaine proportion se refusent à se lier trop à ceux qu'ils considèrent comme leurs patrons, d'autres n'ont pas un niveau de formation suffisant, mais combien désirent l'association ?

7) Rôle et opinion des épouses, des aidants, des membres de la famille  
Attitude des associés au sein du groupement

Il nous faut distinguer ici les membres de la famille qui coopèrent à l'exploitation fusionnée et ceux qui sont à l'extérieur.

Il est nécessaire de s'étendre un peu sur le problème des épouses. Nous avons vu qu'elles sont un peu exclues du groupement par le fait que la meilleure organisation du travail les libère et que leur opinion est moins sollicitée qu'auparavant. N'exagérons toutefois pas ce fait car, en pratique, beaucoup d'épouses aident le groupement dans les tâches administratives et comptables. Ce sont elles qui reçoivent les communications téléphoniques et les visiteurs, commerciaux ou autres. En d'autres cas, elles ont une participation au travail manuel, de l'élevage principalement. Rappelons d'ailleurs qu'il y a 6 à 10 % de femmes parmi les associés en G.A.E.C.

Le problème existe cependant. Certains ont dit que c'est parce que la séparation entre l'exploitation et la famille n'est pas encore réalisée dans beaucoup de groupements. Cela est vrai peut-être, mais pourquoi poser comme principe qu'il doit en être ainsi : il faut arriver à distinguer l'exploitation et le ménage, même dans la comptabilité des exploitations individuelles, mais le caractère particulier de l'exploitation agricole en fait qu'elle est une entreprise spécialement familiale.

En certains cas, les épouses travaillent à l'extérieur et n'ont pas l'exploitation comme principal centre d'intérêt (mis à part leur rôle d'épouse et de mère). Dans bien des cas, elles ne sont pas associées directement aux décisions, qu'elles travaillent ou non, mais s'y intéressent, influencent leur mari (certains craignent d'ailleurs cette influence comme une résurgence de l'individualisme face à la vie de groupe). Et puis, dans d'autres cas, elles s'ennuient et ont l'impression de ne plus servir à rien dans l'exploitation : n'est-ce pas au G.A.E.C. à les aider à trouver un nouvel équilibre en leur laissant conduire des petits élevages, en les intégrant un peu ?

En résumé, le groupement est un gros progrès sur la ferme à un homme, il crée un nouveau tissu social entre les hommes, mais il manquerait à sa tâche en négligeant l'aspect féminin. C'est d'ailleurs sans doute les femmes elles-mêmes qui trouveront le nouvel équilibre, entre elles et différent selon les circonstances. Quoiqu'il en soit, d'une façon générale, les hommes considèrent comme essentiel le comportement coopératif des épouses, quitte à leur demander de rester discrètes.

Quelques mots seulement des aides-familiaux : ils sont, en général, des fils encore jeunes, ou parfois de vieux parents. Il y a cependant un problème réel au niveau de l'entrée des fils dans l'exploitation en tant qu'associés : ce n'est plus la seule volonté du père et du fils qui en décide, mais l'accord des autres associés et la capacité du fils à s'intégrer dans le groupe. Par rapport aux traditions du milieu paysan, il y a là une rupture importante qui est un frein pour certains regroupements, voire même une cause de séparation pour des associations existantes.

Quant à l'attitude des membres de la famille ne participant pas à l'exploitation fusionnée, l'on peut dire qu'elle est rarement favorable, mais assez neutre ou même hostile.

Nous avons vu, dans nos exemples au Chapitre II, un G.A.E.C. qui a travaillé un an avec un candidat associé : tout allait bien mais il s'est retiré sous la pression de sa famille. Ce cas n'est pas isolé car il correspond à une crainte de bien des familles de voir "aliéner le patrimoine" ou, au moins, l'unité familiale d'exploitation.

### Conclusions concernant ces facteurs relatifs au fonctionnement de l'exploitation fusionnée

Résumons les points principaux des pages qui précèdent en retenant les principaux facteurs qui exercent une influence favorable ou défavorable sur le fonctionnement des groupements.

Il est certain que les associés perdent, par leur collaboration, une part de leur liberté traditionnelle : beaucoup le déclarent (voir les études citées ou nos propres enquêtes), tout en appréciant la libération que, bien souvent, le groupement leur a apportée. Ceci est vrai pour toutes formes de collaboration. L'on peut dire que la collaboration en agriculture est, non seulement, une méthode de travail différente mais une conception nouvelle de la vie paysanne dans laquelle, jusqu'à présent, exploitation et famille sont étroitement mêlées.

Cela nous aide à comprendre les résistances que nous rencontrons dans beaucoup de groupements vis-à-vis d'une organisation rationnelle de l'exploitation commune. Celle-ci demande, en effet, un nouveau style dans les relations entre personnes et modifie les conceptions traditionnelles, que ce soit dans l'organisation quotidienne des tâches, dans la prise des décisions importantes ou dans les relations avec les salariés et les aides-familiaux.

De fait, nous avons remarqué que la répartition des tâches ne s'opère pas spontanément dans la plupart des groupements. Avant de travailler ensemble, les associés ont de la peine à l'imaginer parce qu'ils distinguent mal quelles sont les fonctions dans une exploitation agricole. Mais, par la suite, les tâches se répartissent entre cultures et animaux ou par fonctions, selon les cas.

Les groupements à 2 ou 3 associés ont des répartitions souvent moins nettes que les groupements nombreux.

Dans la plupart des cas, ce manque de rigueur dans la répartition des tâches se trouve compensé par la bonne volonté de chacun. Sinon, c'est une source de difficultés, comme nous l'avons observé dans le fonctionnement des groupements IV, XXXII et XXXIII, ou dans les groupements peu importants comme le groupement XXXIX. Parmi les groupements complets que nous avons visités, nous n'avons pas

rencontré de cas où ces difficultés soient majeures, mais cela existe.

De plus, l'on remarque une sous-estimation très fréquente de l'importance des tâches administratives et comptables dans l'exploitation.

La répartition des tâches engendre une spécialisation des associés. Assez unanimement, les associés souhaitent qu'elle ne soit pas trop grande afin qu'il n'y ait pas de cloisons entre les associés. Ce réflexe est bon car, en fait, dans certains groupements (I, IV, XIV ...) l'on observe une certaine tendance à un manque d'intérêt de l'un ou l'autre des associés pour les tâches des autres; cependant, les exemples en sont rares car le petit nombre des associés permet d'éviter, le plus souvent, cet écueil.

L'information réciproque des associés n'est pas toujours suffisante, surtout en ce qui concerne les informations provenant de l'extérieur et dans le cas de groupement à plus de 3 associés, c'est-à-dire, lorsqu'il faut un plus grand effort pour la réaliser.

Ce dernier point n'est que la manifestation d'une lacune qui peut être grave pour la bonne marche de beaucoup de groupements : le manque de concertation organisée. Peu de groupements complets tiennent, en effet, des réunions régulières et 2/3 n'en font même jamais. Ceci est une cause d'échec (XVI) et, de plus, il ne suffit pas de se réunir, il faut vouloir et savoir s'exprimer en réunion.

Les groupements plus nombreux sont amenés, par la force des choses, à se réunir plus régulièrement (II, XXXIV, XXXVIII ...) mais ces réunions ne sont pas toujours aussi fructueuses que dans le groupement XXXVIII.

Malgré cela, les décisions sont toujours prises en commun. Les structures y obligent d'ailleurs (signature des demandes de prêts par exemple). Si la présence d'un leader autoritaire est très rare (il serait rejeté par les autres), par contre, près des 3/4 des associés reconnaissent que c'est le plus qualifié qui emporte la décision, et c'est souvent la même personne dans tous les domaines. En rapprochant ceci des lacunes en matière de concertations organisées, nous pouvons exprimer la crainte de ne pas voir toujours exister une véritable collégialité, bien que le principe en soit admis.

Il ne s'agit pas de condamner le rôle d'animation que peut jouer un membre, seulement ce rôle doit être bien tenu. Il faut, en effet, qu'il permette de faire émerger les idées et qu'il renforce les énergies de chacun, à la fois pour l'épanouissement des hommes et pour l'harmonie de la vie du groupe.

En ce qui concerne les salariés, nous ne voyons pas de difficultés pour la bonne marche des groupements. Le recours au travail salarié se révèle nécessaire dans des fusions partielles assez importantes (XXX, XXXIV, XXXVI, XXXVII, XXXVIII, XXXIX) où dans certains groupements totaux (VII, X). Mais nous n'avons pas observé, dans le fonctionnement de ces groupements, de problèmes spécifiques à l'association quant à la présence de salariés. Il est, au contraire, remarquable que, dans plusieurs exemples, l'emploi d'un seul salarié par plusieurs associés ne pose pas de problèmes (exemple XXV).

Il y a souvent des problèmes d'adaptation pour les épouses des associés qui se trouvent un peu dépossédées de leur rôle de co-exploitante. Le mari se décharge, en effet, beaucoup moins sur son épouse d'un certain nombre de tâches matérielles ou de relations avec l'extérieur puisque cela se réalise par le groupement. Il existe là un problème que l'on doit d'autant moins négliger que la femme exerce souvent beaucoup d'influence sur son mari dans les relations qu'il a avec les autres associés.

Or, ce problème des femmes est presque toujours esquivé par les groupements.

Il peut également se poser des problèmes à cause de l'entrée de grands fils dans le groupement (cas du groupement XVI). Nous ne l'avons pas observé fréquemment parce que les groupements sont souvent récents.

La famille extérieure au groupement peut exercer une influence défavorable (par exemple dans le groupement XII).

La plupart de ces observations font apparaître que, si le bon sens permet à beaucoup de groupements de trouver un équilibre assez satisfaisant, il existe cependant des lacunes dans l'organisation interne des groupements et la concertation entre les membres. Nous rejoignons ici la fin de la conclusion du Chapitre précédent (facteurs externes) pour souligner la nécessité d'une formation spécifique des hommes qui se destinent à collaborer ensemble, car il faut les aider à passer de l'individualisme traditionnel à la cogestion.

## II. Autres facteurs internes

Nous pourrions les qualifier de "facteurs de mise en groupement" et c'est d'ailleurs en ce sens que nous allons traiter ces paragraphes.

- 1) Existence ou non de projets, concrets, réalistes et traduisant une certaine conception sur la finalité de la collaboration - Motivation
- 2) Perspective d'avenir entrevue par les associés : avantages et inconvénients

Nous préférons traiter ensemble ces deux premiers points qui, sous des aspects différents, cernent l'ensemble des motivations de la fusion d'exploitations.

Lorsque nous nous appuyons sur les études déjà réalisées, mentionnées ci-dessus, rappelons qu'elles concernent des G.A.E.C. totaux, seulement dans certaines régions, et que certains de ces G.A.E.C. n'ont pas regroupé des exploitations distinctes. Cela explique une plus grande diversité dans les motivations. De toutes façons, les associés, surtout interrogés à posteriori, n'ont pas forcément une perception exacte de la hiérarchie de leurs motifs, de sorte que nous serons amenés à faire la critique de ces résultats.

Citons d'abord les résultats de ces enquêtes :

La majorité des interviewés ont mis en tête des motifs d'ordre économique (6 sur les 8 motifs les plus cités pour M. Debroye, 80 % des G.A.E.C. interrogés par M. Billoux ...) les motifs sont divers dans les 3 enquêtes car formulés différemment, mais l'ensemble met en tête "meilleure rentabilité". Viennent ensuite une "meilleure organisation du travail" (pour une plus grande efficacité économique, ou pour avoir un travail plus intéressant) et "la simplification du matériel". Aussitôt après, nous trouvons "la création d'un nouvel atelier", ou "accroître la taille de l'exploitation".

Les motifs d'ordre sociologiques ne viennent qu'ensuite. Le premier est la recherche d'une "plus grande sécurité" (seuls, la maladie ou l'accident sont redoutables, et ils sont certainement perçus comme une menace grave par beaucoup d'exploitations individuelles, plus endettées qu'autrefois et obligées de se maintenir à un assez haut niveau de productivité. Le remplacement temporaire par les voisins ne peut plus suffire). Puis, des avantages comme "avoir plus de temps libre", "prendre des vacances". Il est intéressant de noter que plusieurs réponses expriment l'attrait pour le travail en groupe (13 G.A.E.C. sur 2 ont



cité à M. BILLOUX "le développement de l'esprit d'équipe").

M. BILLOUX fait d'ailleurs apparaître que cette réponse provient beaucoup plus souvent de l'Ouest (2/3 des réponses) que des régions de grande culture (1/4 des réponses).

Les motifs d'ordre juridique n'émergent vraiment que dans les cas de régularisation d'association de fait (sur une seule ou sur plusieurs exploitations) : "donner un statut juridique", "avoir une comptabilité"; ce ne sont certainement pas des arguments prioritaires : ils viennent en complément des motifs cités précédemment.

Reprenant les conclusions de nos 43 enquêtes (Chapitre II, page 131) nous répondons directement à la question posée dans le titre de ce paragraphe en disant que, pour une grande majorité des G.A.E.C. regroupant des exploitations antérieurement distinctes, il existe un projet concret (et réaliste, du moins après réflexion et mise au point). Ce qui précède ne contredit pas cette affirmation : ainsi, pour M. BILLOUX, 18 des 21 G.A.E.C. ont répondu "rentabilisation des investissements" mais en précisant qu'il s'agissait d'investissements nouveaux. Dans son étude économique de 20 G.A.E.C. de plus de 3 ans, M. MAUFFROY, de son côté, nous montre que ceux-ci ont multiplié leurs immobilisations par 1,6, cependant que 20 exploitations individuelles prises comme témoin ne les avaient multipliées que par 1,3. En région d'élevage, 7 groupements sur 8 étudiés ont construit de nouveaux bâtiments, et ce poste du bilan a été multiplié par presque 4 dans les exploitations d'élevage et culture et 2,2 dans les exploitations de grande culture.

Il y a donc un projet. Il y a également un attrait certain pour le travail en groupe, ou du moins une expérience concluante à ce sujet. Presque toutes les fusions sont, en effet, précédées d'une collaboration antérieure, sous une forme ou sous une autre. A posteriori, les associés déclarent d'ailleurs qu'il est très souhaitable d'avoir travaillé ensemble avant de s'associer, pour se connaître sur la façon d'entreprendre son travail, le choix des dates de semis, la conduite et l'entretien du matériel, etc... toutes choses qui revêtent, en agriculture, une importance très grande.

Nous pourrions ainsi développer les divers motifs cités plus haut. Toutefois, à notre avis, l'on ne peut pas se cristalliser sur un motif plutôt que sur un autre : c'est un climat qui pousse à l'association d'exploitations. La motivation est économique à la base, d'autant plus que le terrien a besoin de

concret pour bâtir un projet, mais ni la crainte de ne pas pouvoir survivre, ni le désir de vivre mieux, n'expliquent tout. En arrière-plan se profile une conception nouvelle, un pressentiment que l'évolution c'est cela, en agriculture (s'équiper ensemble pour travailler mieux, s'épauler pour entreprendre, se libérer pour retenir les jeunes ...).

### 3) Age des associés

Nous en avons parlé au point c) de la partie A et avons montré, à l'aide des pyramides des âges, que les associés en G.A.E.C. sont plus jeunes que l'agriculteur moyen, ce qui est vrai également pour les autres formes d'association. Elles montrent également que beaucoup d'associés en G.A.E.C. ont travaillé 5, 10 ou 15 ans avant la fusion.

En tant que facteur de regroupement d'exploitations cette jeunesse relative des associés en G.A.E.C. (le mode est 35 ans) se trouve confirmée par l'attitude résolue du Centre National des Jeunes Agriculteurs. Il est certain que les actions que l'on entreprendra éventuellement, ou que l'on amplifiera, en faveur des diverses formes de collaboration entre exploitations doivent s'adresser aux jeunes agriculteurs, à la tranche d'âge 25 - 40 ans, et aux futurs exploitants.

Actuellement le phénomène est encore marginal disions-nous, mais il l'est beaucoup moins si l'on considère les chefs d'exploitations de moins de 35 ans = 1,5 % d'entre eux sont en G.A.E.C., pour ne parler que de cette formule, (ou de moins de 40 ans : 1,3 %) contre 0,4 % d'associés en G.A.E.C. parmi l'ensemble des chefs d'exploitation.

### 4) Mobilité et promotion éventuelle de la main-d'oeuvre

Si la recherche en était faite sans doute montrerait-elle que les agriculteurs qui collaborent le plus sont plus nombreux parmi ceux qui ont opéré une mobilité dans leur existence professionnelle, car ils ont déjà fait un premier pas dans l'innovation.

Mais, faute d'éléments, nous ne pouvons citer cela qu'à titre d'hypothèse.

5) Facteurs sociaux :

- Rôle de l'entourage immédiat
- Position des familles (rang social, lien et rapports entre elles)
- Présence comme membres au sein du groupement d'anciens salariés

Nous pouvons rapprocher de ce paragraphe la question "Comment se choisissent les associés ?".

Bien sûr, et c'est naturel, les associés se choisissent d'abord en famille. Nous avons vu que 77 % des G.A.E.C. sont entre des parents, 23 % associent des non-parents (dont 8 % sont mixtes, c'est-à-dire, parents + non parents). Mais le lien de parenté n'explique pas l'association à lui seul, beaucoup de frères exploitent séparément. Et, mis à part les G.A.E.C. père - 1 fils (qui ne sont que 13 % au total), les frères ou autres parents ont aussi des raisons de se choisir comme associés.

Selon l'enquête de M. MAUFFROY concernant 20 groupements complets, les critères dominants ressortant des réponses obtenues à cette question sont, dans l'ordre :

- l'expérience du travail en commun, y compris dans son humble réalisation quotidienne;
- l'identité d'aspirations et de projets. Il est symptomatique à cet égard qu'en rapprochant les réponses des associés de mêmes G.A.E.C. aux questions sur leurs motivations, M. MAUFFROY a vu des divergences importantes dans 2 G.A.E.C. : tous deux se sont dissous l'année suivante;
- en troisième lieu, les associés ont placé "le caractère". Il faut entendre par là un ensemble de qualités humaines telles que la tolérance, la confiance, l'honnêteté, la compréhension ...
- puis les épouses : sans leur coopération il semble impossible de réaliser une bonne association entre les hommes.

Par contre, les associés n'ont pas répondu oui aux propositions :

- équivalence des exploitations ou des apports;
- âge voisin des associés, estimant même que la juxtaposition de plusieurs générations ne peut qu'avoir des conséquences bénéfiques.

Nous avons déjà parlé des réactions de l'entourage immédiat (facteurs externes, n° 8) et de celles des familles (facteurs internes relatifs au fonctionnement, n° 7), et nous n'y reviendrons pas.

Quant à la présence d'anciens salariés, elle est trop peu fréquente pour être retenue parmi les facteurs de création de groupement.

6) Importance économique et superficie des exploitations qui ont fusionné

Caractères complémentaires ou non des activités fusionnées

Malgré les réponses que nous venons de signaler nous pensons que les exploitations fusionnées sont souvent homogènes dans leurs surfaces ou leurs apports ou, du moins, ont-elles des caractères relativement voisins.

Pour l'importance économique et la superficie des exploitations qui se groupent nous avons déjà souligné, en particulier dans le Chapitre I, que ce sont plutôt des exploitations au-dessus de la moyenne qui fusionnent. Il s'agit d'agriculteurs ayant plus de dynamisme que beaucoup de leurs voisins, soit par leur tempérament, soit grâce à des moyens supérieurs (ceux-ci pouvant résulter de celui-là).

Au-dessous d'une certaine surface, il est assez général de voir les agriculteurs se résigner à terminer leur existence avec leur petite surface, sans succession : ils s'admettent comme marginaux.

Par ailleurs, il est notoire que les agriculteurs à temps partiel, les ouvriers-paysans, ne cherchent pas à s'associer. Ils y trouveraient des avantages mais, accablés par leur double travail, peut-être n'ont-ils pas le ressort nécessaire pour en sortir en innovant.

Une dernière remarque concernant les surfaces est que les G.A.E.C. cherchent à s'agrandir, nous l'avons vu. En ce sens, ils stabiliseraient les agriculteurs sur place.

En fusion complète, il est rare de voir s'associer des activités différentes, même complémentaires : l'éleveur s'associera de préférence avec l'éleveur, le céréalier avec une autre exploitation sans bétail. Cette association d'activités complémentaires est plutôt le fait des chaînes d'exploitations spécialisées, ou même d'ateliers en commun qui déchargent les associés d'un stade de leurs productions.

### 7) Niveau de formation des associés : scolaire et technique

Nous ne disposons malheureusement pas d'informations chiffrées sur ce point nous permettant de confirmer l'opinion de nombreux spécialistes qui affirment que les associés de groupements ont un niveau de formation nettement supérieur à celui des autres agriculteurs.

Une enquête auprès de 230 G.A.E.C. nous révèle cependant que 12 % des G.A.E.C. seulement déclarent qu'aucun de leurs membres n'a reçu de formation professionnelle : ce qui est remarquable.

### Conclusions relatives aux "autres facteurs internes"

Qui s'associe et pourquoi ?

Quelles raisons peuvent freiner le regroupement ?

Telles sont les deux questions auxquelles nous allons répondre dans cette synthèse des pages précédentes.

Les associés fusionnent leurs exploitations à un âge assez jeune, mais souvent après avoir déjà exploité ou travaillé sur l'exploitation durant une dizaine d'années. C'est un fait dont il faut tenir compte. Retenons aussi que la tranche 30 - 45 ans représente exactement la moitié des associés, ce qui prouve que ce ne sont pas surtout des jeunes gens qui se groupent. Les différences d'âge ne paraissent pas être un obstacle aux yeux des associés.

Les exploitations fusionnées, en fusion complète, ont des caractères voisins du point de vue "importance" (surface, capital) et ont, le plus souvent, des systèmes de production assez semblables. Mais les cas d'exploitations de surface différente ou surtout apportant des capitaux différents ne sont pas des exceptions. L'homogénéité des exploitations est donc plutôt une tendance qu'une règle. D'autre part, cette "importance" des exploitations est au-dessus de la moyenne française : ce sont des exploitations déjà viables qui s'associent.

Les motivations économiques viennent en tête : il est heureux que ce ne soit pas une idéologie qui pousse à la collaboration inter-entreprise mais un sain réalisme.

Ceci ressort à la fois des motivations décelées chez les associés et des réalisations des groupements durant les premières années de fonctionnement.

Que ce soit, en effet, au travers des exemples que nous avons étudiés (voir en ce sens la synthèse de leurs motivations pages 107-108) ou grâce aux travaux d'enquête réalisés par des étudiants, l'on retrouve le plus souvent en tête des motivations d'ordre économique. Celles-ci s'expriment soit sur un plan général "meilleure rentabilité", "meilleure organisation de travail", "simplification du matériel", soit sur un plan concret : construction d'une étable, d'une parcherie ..., accroissement de la superficie, reprise de nouvelles terres, plantation de vignes ou d'arbres fruitiers. Une nuance existe cependant entre les groupements qui fusionnent des exploitations distinctes et ceux qui continuent une exploitation préexistante. Les premiers ont (presque) toujours un projet d'extension se traduisant par des investissements, alors qu'un certain nombre des seconds semblent ne pas partir d'un tel projet, quitte à l'envisager dans un second temps.

Par ailleurs, ces intentions se confirment dans les faits. Nous avons déjà souligné que les groupements d'exploitation (totaux ou partiels) réalisent des modifications importantes : par intensification, investissements, parfois même modification du système d'exploitation, et ceci dès le démarrage. C'est une conclusion tirée, en particulier, de l'étude des 43 groupements enquêtés.

Il n'en reste pas moins que, même compte tenu de l'évolution accélérée de ces 20 dernières années, la collaboration, et surtout la fusion complète, représentent encore une sorte de mutation pour la mentalité paysanne. Ceci explique que le mouvement se diffuse avec une relative lenteur, et qu'il soit surtout fait de regroupements entre agriculteurs ayant des liens de parenté. Et l'on comprend ainsi que les agriculteurs associés se trouvent de préférence parmi les plus dynamiques, ceux qui ont reçu le plus de formation générale et professionnelle, les militants et responsables d'organismes professionnels, civiques ou sociaux.

Autrement dit encore : dans un contexte économique donné, le mouvement de regroupement naît à cause de ce contexte, mais parce que les hommes y sont préparés, d'où l'importance de la formation des hommes.

Il en découle les raisons qui peuvent freiner les regroupements : le manque de formation des hommes, l'âge trop avancé de certains, la trop petite dimension économique des exploitations. Et puis, mais bien après, les réactions défavorables de certaines familles, attachées au concept du bien familial exploité par soi-même.



#### CHAPITRE IV

ANALYSE DES POSSIBILITES QU'OFFRE LA COLLABORATION, NOTAMMENT PAR  
RAPPORT AU DEVELOPPEMENT DES EXPLOITATIONS INDIVIDUELLES EN VUE  
DE L'AMELIORATION DES STRUCTURES



I. Possibilités offertes par les différentes formes de collaboration ou de fusion pour devenir de véritables instruments d'amélioration des structures agricoles (sous les aspects économiques et sociaux). Dans quelle mesure et sous quelles conditions.

Sens du terme "amélioration des structures"

Dans les lignes qui suivent nous entendons le terme "amélioration des structures agricoles" dans le sens d'une meilleure adaptation de l'exploitation agricole aux besoins économiques et sociaux de ses membres. Il nous semblerait, en effet, difficile, compte tenu de l'aspect encore marginal par rapport à l'ensemble de l'agriculture des collaborations que nous avons décrites, de raisonner en termes d'économie générale : production globale de l'agriculture et son adaptation aux besoins du marché.

Nous jugeons donc qu'il y a amélioration des structures agricoles chaque fois qu'une des conditions suivantes se trouve réalisée :

- augmentation de la surface exploitée (permettant un équipement plus rationnel) surtout si elle s'accompagne de l'augmentation de la surface par travailleur;
- augmentation de la dimension des ateliers de production, et nous pensons spécialement aux ateliers de production animale, car elle aboutit inévitablement à des économies d'investissements et de travail et également à une production mieux conduite techniquement;
- amélioration du revenu par travailleur. Ce point découle souvent des deux précédents, mais il peut résulter aussi d'une meilleure organisation de la production et d'économies sur les moyens de production.

1. Les formes simples de collaboration entre exploitations

Il ne s'agit pas de cas isolés

L'existence de telles formes nous a été signalée dans 34 départements, cependant que les spécialistes interrogés de 18 autres départements nous ont répondu ne rien connaître qui corresponde à cette définition. Il ne serait sans doute pas exact de généraliser cette proportion, mais il est possible d'affirmer qu'environ la moitié des départements français possèdent au moins une forme de chaînes d'exploitations spécialisées avec division du travail. Dans certains

départements, comme l'Ain ou la Drôme (Rhône-Alpes), nous observons un développement assez grand de ces collaborations sous diverses formes, grâce à l'impulsion de conseillers qui ont su mettre à profit un climat favorable. Dans l'Ouest, et notamment dans les départements bretons, les chaînes d'éleveurs spécialisés (producteurs de lait - éleveurs de génisses) connaissent un grand succès et un développement important depuis quelques années.

#### Ces formes ont leur valeur en soi

Certains ont tendance à avoir une conception pyramidale de l'agriculture de groupe : à la base, les diverses formes d'entraide, l'utilisation du matériel en commun etc..., puis ces formes simples de collaboration entre exploitations spécialisées ...., ces différents stades devant conduire, à plus ou moins longue échéance, à la seule forme définitive de la collaboration : la fusion complète. Nous nous refusons, pour notre part et dans l'état actuel des choses, de considérer la C.U.M.A. ou les formes simples de collaboration comme de simples étapes. Elles ont leur intérêt en elles-mêmes, pour permettre à des exploitations d'améliorer leurs conditions de travail et leurs structures de production.

#### Elles sont également une préparation à des formes plus élaborées de collaboration

Il n'en reste pas moins qu'à partir de ces collaborations simples un certain nombre d'exploitations seront amenées progressivement à prendre conscience de l'intérêt d'une mise en commun des activités pour lesquelles elles collaborent en se complétant, voire même de l'ensemble de leurs activités. Cette prise de conscience a d'ailleurs des chances d'être plus aisée dans les petits groupes que dans les vastes chaînes.

#### Un exemple de l'intérêt des "chaînes d'exploitation"

Pour illustrer les possibilités offertes par ces formes de collaboration, nous prendrons un exemple d'après une enquête effectuée en septembre 1970 auprès des éleveurs concernés du département des Côtes du Nord (Bretagne) (étude publiée par l'Etablissement d'Elevage des Côtes du Nord) :

- les producteurs de lait estiment leurs surfaces trop petites et le placement de leurs génisses dans un atelier spécialisé leur permet d'augmenter le nombre de leurs vaches laitières;

- d'autre part, ils avaient tendance à délaisser un peu l'élevage de leurs génisses, étant surtout **occupés** par leurs vaches;
- les éleveurs de génisses, par contre, manquaient de main-d'oeuvre et ils préfèrent se consacrer davantage aux cultures;
- de plus, ils évitent ainsi l'investissement qu'aurait nécessité l'amélioration de leur étable.

Les ateliers de génisses, selon la même étude, obtiennent des résultats techniques supérieurs à ceux que l'on enregistre généralement dans les autres élevages. Utilisant les résultats du testage pour une sélection plus poussée, et respectant des exigences alimentaires et sanitaires plus strictes, ces ateliers produisent des génisses de qualité améliorée et plus homogène.

Par ailleurs, nous constatons à la fois une augmentation de l'effectif des troupeaux laitiers et une amélioration de leur productivité. De 1965/66 à 1969/70, 4 élevages d'un groupement sont passés de 78 vaches à 98 (soit de 20 à 25 vaches par étable) et la production laitière moyenne de ces 4 étables est passée de 3.415 litres par vache et par an (moyenne des 2 premières années) à 3.720 litres (moyenne des 2 premières années), soit 10 % de plus. Au total, ces étables ont augmenté leur production laitière globale de 40 % en quatre ans.

Nous ne nous attarderons pas sur cet exemple qui pourrait être repris en production porcine, avicole ou autre. Il illustre les possibilités d'améliorations économiques et sociales que la formule offre aux exploitants agricoles.

Les formes simples de collaboration constituent-elles des véritables instruments d'amélioration des structures agricoles ? Sous quelles conditions et dans quelle mesure ?

Nous avons indiqué, dans le Chapitre I, que ces formes simples de collaboration n'existent pratiquement pas pour les cultures. Par contre, elles sont assez développées en élevage.

Examinons séparément les collaborations qui concernent les productions hors-so, et celles entre éleveurs de génisses et producteurs de lait :

- pour les productions hors-sol : aviculture de chair ou de ponte, porcs et production de viande bovine, si nous nous reportons aux réponses à notre enquête (Chapitre I) nous pouvons en extraire que la formule a très généralement pour résultat une augmentation de la dimension des ateliers de

production ou la création de nouveaux ateliers. Ainsi, nous voyons que dans la Drôme les chaînes ont été créées à l'occasion de la construction de poulaillers de ponte, et que les unités ont tendance à s'accroître; il s'agit de petites exploitations. Dans trois départements du Sud-Ouest, on signale une dizaine de chaînes, entre petites exploitations également, une d'entre elles regroupe 300 élevages et partout l'on signale que la production s'accroît en volume. En production porcine, les réalisations sont nombreuses et partout les porcheries s'agrandissent. Il n'y a pas de défection d'éleveurs dans ces chaînes mais, au contraire, une augmentation du nombre des exploitations concernées. Ce sont, en général, des exploitations peu importantes qui se déclarent satisfaites, en particulier, sur le plan des résultats économiques. En production de viande bovine, nous avons des exemples de chaînes entre des exploitations importantes (dans la Marne en particulier) mais dans la Drôme, les ateliers appartiennent à de petites exploitations, ils accroissent leur production;

- les chaînes entre éleveurs de génisses et producteurs de lait sont d'un autre ordre. L'extension de ces chaînes est assez rapide. Nous avons illustré, ci-dessus, l'intérêt de ces chaînes par un exemple. Cet exemple est pris dans un département de Bretagne (les Côtes du Nord) où 200 éleveurs sont concernés, pour 6.000 vaches laitières et 2.500 génisses. Comme nous le voyons, la formule permet à la fois d'améliorer les résultats techniques et l'effectif des troupeaux, donc le revenu des éleveurs.

Par contre, un problème semble assez difficile à résoudre : celui de la péréquation des résultats entre les partenaires. Faute d'avoir trouvé la bonne solution, une bonne proportion de ces chaînes ne pratiquent pas encore la péréquation, des recherches sont menées en ce sens (en Loire Atlantique, par exemple, et dans le Nord).

#### Quelques remarques sur les conditions d'extension de ces formes simples de collaboration

Nous n'avons pas pu avoir de données sur les dimensions des exploitations qui utilisent cette forme simple de collaboration. Nous savons cependant qu'en Champagne ce sont des exploitations de "bonnes dimensions" qui se sont spécialisées, en aviculture notamment (100 - 150 ha), en Bretagne l'on parle de "petites superficies" mais ne sont-elles pas déjà supérieures à la moyenne

de leur secteur ? Le plus souvent ce sont donc des exploitations ayant des structures assez favorables qui se spécialisent. Toutefois, rien n'empêche de penser que cette formule puisse permettre à de trop petites exploitations de développer des ateliers hors-sol.

Quoi qu'il en soit, il est certain que la mise en oeuvre d'une telle collaboration suppose un dynamisme préalable des exploitants, comme dans les fusions partielles ou complètes.

Ce sont là des conditions internes aux exploitations. Nous pensons que, de l'extérieur, un encouragement viendrait, sinon d'une forme juridique spéciale, mais d'une définition précise par les Pouvoirs Publics, indiquant notamment quelles sont les responsabilités des participants, donnant les principes pour le calcul des équivalences de services rendus ... L'entraide a bien fait l'objet d'un article (20) de la loi complémentaire d'orientation agricole (8.8.1962). Si, en effet, les précurseurs sont à l'aise dans l'innovation et sont stimulés par la découverte qu'ils font eux-mêmes, la majeure partie des hommes ont un besoin de sécurité et adoptent plus volontiers des formules reconnues.

## 2. Les mises en commun de branches d'exploitation

### Elles sont plus répandues que les "formes simples"

Il s'agit d'une forme de collaboration plus élaborée, plus répandue aussi puisque, dans presque tous les départements, sinon tous, il existe des ateliers de production en commun concernant une branche des exploitations associées. Contrairement aux formes simples du paragraphe précédent, ces collaborations bénéficient généralement d'un statut juridique. En tout cas, elles peuvent toujours en trouver un parmi l'éventail des formes de sociétés possibles.

### Pourquoi réaliser en commun ces ateliers ?

Il offrent des possibilités évidentes pour une extension des activités en dehors de la production habituelle de l'exploitation ou pour pousser celle-ci à un stade plus avancé. Une preuve en est dans la proportion élevée de tels groupements en élevage porcin : le terrain d'élection des ateliers en commun est celui des productions dites hors-sol, ou hors système de production, c'est-à-dire, annexes à l'exploitation proprement dite.

Si les exploitations se groupent, c'est essentiellement pour deux raisons :

- pour atteindre des dimensions suffisantes. Nous avons vu par exemple, au Chapitre I, que les ateliers de veaux de boucherie s'échelonnent entre 450 et 2.500 veaux engraisés par an, et cela est vrai pour toutes les productions. Seul, l'exploitant ne pourrait pas faire face à une création aussi importante, pour diverses raisons d'ailleurs (financières et humaines);
- pour mieux utiliser leurs disponibilités en travail, soit que l'atelier les libère d'un stade de production : nursery de veaux, élevage des poulettes pour la ponte ..., soit qu'il permette une sorte de péréquation entre les temps disponibles des uns et des autres (à la limite, un associé est libéré presque à temps complet par les autres pour s'occuper de l'atelier commun, comme nous l'avons vu dans deux porcheries parmi les exemples du Chapitre II).

#### Essai de classement selon les motifs de regroupement

Nous trouvons, associés dans des ateliers en commun, des exploitations de diverses dimensions économiques, et les groupements partiels peuvent se classer en quelques types, ce qui nous aidera à comprendre dans quelle mesure et sous quelles conditions ils sont favorables pour les structures :

- ateliers permettant une production nouvelle et dont le but est la recherche d'un complément de revenu :
  - . soit entre petites exploitations, les associés participent alors, le plus souvent, au travail commun (cas typique du poulailler en G.A.E.C. partiel de l'exemple XXXV);
  - . soit entre exploitations déjà importantes, qui cherchent alors à valoriser leurs capitaux disponibles ou certains produits qu'ils vendaient auparavant (c'est le cas du poulailler de l'exemple XXX, ou de l'engraissement de taurillons de l'exemple XXXI);
- ateliers concernant des productions pratiquées par les exploitations associées et dont le but est :
  - . soit de décharger les associés de certaines tâches, c'est le cas des nursery ou des coopératives d'élevage de génisses où l'aspect purement économique cède parfois le pas à l'aspect social (se libérer);
  - . soit de permettre aux associés de suivre plus loin leur production : c'est le cas des porcheries d'engraissement entre éleveurs de truies (exemple XXXVI), c'est encore plus typique pour le G.A.E.C. partiel viticole XXXIII

qui a créé une étiquette pour son vin et l'écoule au détail, ce que chacun isolément ne pourrait pas réaliser.

Cette classification n'a rien de systématique, elle nous permet simplement de mieux mesurer la gamme des possibilités offertes par l'atelier en commun, derrière le souci d'avoir une unité de production suffisamment vaste.

#### Résultats des fusions partielles au point de vue de l'amélioration des structures agricoles

Développons maintenant les possibilités offertes par l'atelier en commun.

Tout d'abord, en examinant les 13 groupements de fusion partielle étudiés dans le Chapitre II, nous constatons que 9 de ces groupements se sont fondés en créant un atelier nouveau, et qu'il s'agit d'un atelier de grande dimension (XXX : 150.000 poulets de chair, XXXV : 9.000 pondeuses, XXXVI : 1.200 porcs engraisés, XXXVII : 200 truies, etc..). Deux groupements ont développé les productions déjà pratiquées par leurs membres : XXXVIII est passé de 700 porcs par an à 3.500 et XXXIII a multiplié par 1,5 le chiffre d'affaires des ventes de vin, avec pour objectif de le doubler encore. Quant aux 2 derniers groupements, ils ont un caractère différent puisqu'ils élèvent les jeunes bovins à la place des associés, mais nous avons vu que dans les exploitations des associés du groupement XXXIX l'on est passé, en 3 ans, d'une moyenne de 27 vaches par associé à 40 vaches, ce qui est remarquable.

D'autre part, les ateliers recensés dans le Chapitre I sont de bonnes dimensions : en production de veaux de boucherie ils s'étagent entre 400 et 2.500 veaux par an; en engraissement de boeufs, les groupements produisent de 150 à 800 boeufs par an; les G.A.E.C. de production porcine recensés engraisent, en moyenne, 2.200 porcs par an; les coopératives 1.600 à 1.800; sur 5 G.A.E.C. partiels l'on compte 200 truies de moyenne ...; de même, en aviculture, nous voyons que les élevages en commun ont entre 10.000 et 20.000 poules pondeuses et produisent, en moyenne, 100.000 poulets par an.

Ces diverses constatations nous montrent que les fusions partielles, en créant des ateliers de grandes dimensions, améliorent les structures de production. Elles permettent, en effet, à des exploitations de réaliser certaines productions à une échelle qu'elles ne pourraient pas envisager seules : faute de capitaux, de temps, faute aussi de pouvoir assumer certains risques individuellement. Ainsi, les ateliers de production sont conçus et exploités de façon plus rationnelle et plus économique.

Ce sont déjà les ateliers de demain, c'est-à-dire, capables de produire au moindre coût, en particulier parce qu'ils utilisent peu de main-d'oeuvre pour une production importante.

Remarquons que la plupart des fusions partielles concernent les productions hors-sol. C'est donc, semble-t-il, une limite de la formule qui s'adapte plus difficilement aux grandes productions végétales ou animales sur surface fourragère. Dans les élevages laitiers toutefois, l'implantation de nursery ou d'étables collectives pour les génisses n'est pas négligeable, quoique beaucoup moins fréquente que celle des chaînes d'éleveurs spécialisés. Sans doute ces ateliers se développeront-ils.

Il convient donc de terminer ce tableau par quelques réserves :

- le but de la fusion partielle n'est pas atteint si la production est d'une rentabilité douteuse, surtout compte tenu des investissements nécessités par l'atelier. Les productions pratiquées très souvent par ces ateliers en commun sont, en effet, les plus vulnérables, dans les conditions actuelles du marché, car la marge est étroite entre les prix de vente et ceux des aliments achetés. Ceci nous explique pourquoi les résultats économiques de ces groupements, c'est-à-dire le supplément de revenu qu'ils apportent aux associés sont très variables : sur les 8 groupements partiels étudiés au Chapitre II et qui pratiquent des productions hors-sol, 3 seulement ont des résultats satisfaisants (XL, XLI et XXXV), 2 ont des résultats décevants (XXX et XXXI) et les autres des résultats médiocres;
- il ne l'est pas non plus si les exploitants se déchargent d'un stade de leur production sur leur atelier commun ne savent pas compenser les charges supplémentaires en intensifiant, de façon correspondante, les autres stades de leur propre production. Nous en avons vu un exemple dans la coopérative d'élevage de génisses de l'exemple XXXIX.

Une condition d'amélioration des structures est donc que les associés aient un comportement réellement économique.

Cependant nous l'avons vu, en particulier dans l'exemple XXXVIII, les effets indirects de la collaboration dépassent parfois le résultat direct de celle-ci. En effet, le fait de travailler ensemble, sur un pied d'égalité, amène presque toujours les associés à de nouvelles relations sociales dont l'effet se ressent même en dehors du groupe primitif.



### 3. Exploitation en commun

#### Rappel de quelques caractéristiques

Voici un bref rappel du développement et des caractères des fusions complètes, décrites dans les chapitres précédents :

- les fusions complètes sont répandues à travers tout le territoire français. L'implantation est cependant inégale selon les régions (voir la carte C.1. des G.A.E.C. au Chapitre I), deux régions ont une densité plus forte : l'Est et la Bretagne, le Sud-Est, par contre, compte peu de G.A.E.C.;
- le nombre de G.A.E.C. était de 2.300 environ en décembre 1971. En 1967, l'enquête communautaire a recensé 3.900 associations de fait et G.A.E.C. (dont 700 G.A.E.C. environ) et 3.300 sociétés civiles d'exploitation;
- la progression du nombre de G.A.E.C. a été régulière dans le temps depuis la mise en application de la loi. Elle est linéaire;
- les G.A.E.C. associent 2,7 exploitants en moyenne, très rarement plus de 5 (il y a 6 % de G.A.E.C. à 5 associés et davantage);
- on peut estimer que 2/3 des G.A.E.C. regroupent des exploitations distinctes;
- 2/3 des G.A.E.C. sont constitués en famille de ligne directe (13 % entre le père et un seul fils, 53 % entre frères avec ou sans leur père);
- les associés sont plutôt jeunes : 37 % de moins de 30 ans, 33 % de 31 à 40 ans et 17 % seulement de plus de 50 ans. Au total, il y a 50 % des associés dans la tranche d'âge 30 - 45 ans;
- les G.A.E.C. sont de dimension supérieure à la moyenne française (18 ha) puisque leur taille moyenne est de 37 ha par associé. Ce sont donc des exploitations que l'on peut qualifier de "dimension moyenne";
- selon l'enquête communautaire de 1967, 28 % des associations de fait emploient un ou plusieurs salariés. Pour les G.A.E.C., ce chiffre s'élève à 37 % avec une moyenne de 0,7 salarié par G.A.E.C. (soit 1 salarié pour 4 associés). Par contre, en 1967, 82 % des sociétés civiles d'exploitation avaient un ou plusieurs salariés;
- en dehors des G.A.E.C., on peut estimer qu'il y a autant d'associations de fait et sans doute davantage. Ces associations ont davantage un caractère familial, sans regroupement d'exploitations distinctes. Les sociétés civiles

d'exploitation, 3.300 en 1967, associent souvent des non-exploitants à l'associé-gérant.

#### Essai de classement selon les motifs de regroupement

Si nous cherchons à classer les groupements, et les G.A.E.C. en particulier, en quelques types nous pouvons distinguer les suivants :

- groupements de transition entre générations. Ils associent d'ailleurs souvent plusieurs fils avec leur père, et alors le groupement demeurera. Ce ne sont pas normalement des regroupements d'exploitations mais assez souvent, à l'occasion de l'association du fils, l'exploitation s'agrandit, parfois même d'une nouvelle exploitation louée à son nom;
- regroupements entre frères pour éviter le partage d'une exploitation (ou même rassembler ce qui avait été partagé). Ce sont, sans doute, les groupements les moins restructurants, mais du moins évitent-ils une déstructuration;
- groupements de "survie", réalisés entre petites ou moyennes exploitations qui sentent qu'elles sont condamnées à la médiocrité ou à la misère si elles ne font pas cet effort. Ces groupements ont des démarrages difficiles, mais ils intensifient leur production et cherchent à s'agrandir;
- groupements qui n'ont pas leur origine dans une nécessité économique mais qui se forment entre exploitants cherchant dans la formule :
  - . soit un supplément de revenu, avec intensification donc;
  - . soit un allègement de leur travail, plus de sécurité, etc.

Ce classement succinct contribue à éclairer les possibilités offertes par le groupement, différentes selon les cas.

#### Les fusions complètes apportent une amélioration des structures

##### a) Au point de vue des surfaces par travailleur

Souvent les groupements se constituent à partir de dimensions supérieures à la moyenne, les structures sont donc déjà meilleures au départ. Mais ils font preuve de plus de dynamisme que la plupart des exploitations individuelles pour augmenter leurs surfaces.

En effet, nous avons vu dans le Chapitre II que la moitié des groupements de fusion complète étudiés ont augmenté leur surface en 3 ou 5 ans. Pour la moyenne des 30 exemples, l'augmentation de surface est de 18 % durant cette période. Mais, comme la moitié de ces G.A.E.C. n'ont pas varié, ou peu, cela représente une augmentation de près de 35 % pour les 15 autres, soit environ 10 % par an. Quatre exemple étudiés ont doublé leur surface entre 3 et 6 ans (VII - XII - XI - XVIII).

Par ailleurs, M. Mauffroy, sur le département de l'Aube, a réalisé une étude économique portant sur 20 G.A.E.C. : en 4 ans leur surface a augmenté de 18 % dans la zone de grande culture et de 7 % dans la zone d'élevage-polyculture. Il a pris un nombre égal d'exploitations-témoin choisies au hasard parmi les adhérents du Centre de Gestion, leur accroissement de surface n'a été, durant la même période, que respectivement de 7 % et 1,6 % dans les mêmes zones.

Comme par ailleurs la main-d'oeuvre ne s'accroît pas, la surface par travailleur augmente d'autant.

Rappelons que les G.A.E.C. n'ont pas de moyens spéciaux pour parvenir à s'agrandir. Ils n'ont d'ailleurs pas le droit d'emprunter pour acheter des terres, les achats doivent être réalisés par les associés à titre personnel. Cette situation est défavorable aux G.A.E.C. car c'est l'exploitation qui profite de l'agrandissement dû à l'achat mais c'est l'associé qui a la charge de rembourser les emprunts et, vu la valeur locative des terres, il est difficile de l'indemniser convenablement de cette charge.

#### b) Au point de vue de la dimension des unités de production

La surface n'est pas le seul élément en matière de structure et nous constatons que les unités de productions animales sont de dimension assez satisfaisante dans les groupements.

Parmi les 30 groupements étudiés dans le Chapitre II, 16 ont des étables laitières avec, maintenant, une moyenne de 62 vaches par étable alors qu'avant leur démarrage, ou leur première année, la moyenne n'était que de 45 vaches : 38 % d'augmentation en 4 à 5 ans.

Le groupement X est passé, en 6 ans, de 51 vaches laitières à 123, XII de 31 à 53, III de 25 à 50, XXIX de 45 à 73. Pour les trois groupements qui pratiquent l'élevage ovin, les troupeaux comprennent 223 brebis (VI, qui en avait

110 avant l'association), 375 brebis (XXVII, qui en avait 118 en 1964) et 180 (XIX). Trois groupements produisent des poulets de chair, I : 70.000 par an (12.000 en 1966), XXII : 25.000 et XXVI : 21.500. Le groupement XI a monté, en 1971/72, une porcherie de 120 truies (les associés en avaient 14 en 1968) et il produit 200 taurillons de boucherie par an (les associés en produisaient 37).

Le groupement XIV, dont les associés ne pratiquaient aucun élevage, vient de construire des bâtiments pour produire 200 taurillons de boucherie par an et 400 porcs gras.

De plus, rappelons que tous ceux qui pratiquent l'élevage ont construit de nouveaux bâtiments.

D'autre part, notre étude du Chapitre I a montré que l'étable moyenne des G.A.E.C. comprend 41 vaches laitières, les élevages porcins ont 32 truies en moyenne, ou une production de 330 porcs gras par an, les élevages avicoles produisent, en moyenne, 40.000 poulets par an. Ce sont des ateliers encore moyens (quoique bien au-dessus de la moyenne de ceux des exploitations individuelles) mais la tendance des groupements vers des dimensions d'élevage plus importante est nette, à en juger par le nombre de construction de bâtiments d'élevage et les projets exprimés par les associés enquêtés.

#### c) Au point de vue de l'amélioration du revenu

Notre étude de groupements (Chapitre II) nous éclaire sur ce point. L'amélioration du revenu par travailleur est surtout nette dans les systèmes de production à dominante de cultures : dans le groupement II, le revenu a plus que doublé en 4 ans, passant de 13.000 à 29.500 F; dans le groupement XIII, il est passé de 10.000 à 18.700 F; dans le groupement XV, de 10.000 à 22.000 F; dans le groupement XVII, de 5.400 à 43.300 F par une progression régulière sur 4 ans; dans le groupement XXII, le revenu du travail des 2 exploitations associées était de 30.000 F en 1969, il est passé à 121.000 F en 1971; dans le groupement XXIX, la progression du revenu par U.T.A. est de 19.300 en 1966 (1ère année) à 53.000 F en 1971.

En productions animales, le progrès est à la fois moins général et moins accentué. Il est plus sensible pour les productions à cycle rapide qu'en production laitière (groupement XI : 6.000 à 21.000 F par U.T.A. en 3 ans, avec des

jeunes boeufs). Les groupements pratiquant l'élevage laitier ont un revenu généralement assez stable (groupements IX, XII) ou en progression modérée (IV : 4.500 F à 9.000 F par U.T.A.), voire même en progression plus nette mais avec des "mauvaises années" comme V qui est passé de 14.000 F à 25.000 F par U.T.A., avec un retour à 11.500 F.

Nous en avons conclu que les fusions complètes sont un facteur certain d'amélioration du revenu : cela s'observe très nettement dans 11 groupements sur 30, et on constate également une amélioration dans 11 autres groupements. Les plus lents à améliorer leur revenu sont ceux qui pratiquent l'élevage laitier ou l'élevage avicole (I - XXVI), ceci est dû au caractère de ces productions et non pas au fait de l'association.

#### 4. En outre, les fusions provoquent une meilleure adaptation aux conditions de l'agriculture moderne

Le regroupement des exploitations, et donc surtout des exploitations, permet, en effet, nous l'avons vu :

- une gestion plus réfléchie et plus mûrie de l'exploitation, à la fois parce que la comptabilité de l'exploitation devient une nécessité et parce que les associés prennent les décisions en commun, ce qui oblige à mieux poser les problèmes et à réfléchir davantage sur les arguments de la décision;
- une meilleure organisation de l'exploitation, grâce à la répartition des tâches entre les associés et à leur spécialisation;
- un épanouissement humain et social des associés, obligés de sortir de leur individualisme. Cette acquisition d'une meilleure aptitude aux relations sociales déborde peu à peu le cadre de l'exploitation et permet une meilleure insertion de celle-ci dans le contexte professionnel.

#### Ces améliorations dues aux fusions complètes supposent certaines conditions

Ces conditions sont de deux ordres :

- les unes sont internes au groupement, elles concernent, d'une part, l'acquisition d'une technicité suffisante pour bien maîtriser la production d'une unité plus importante avec les problèmes de gestion et d'organisation que cela suppose et, d'autre part, les relations entre associés.

Une technicité meilleure est, en général, acquise en peu d'années par les associés. Pendant la période de transition, l'aide de techniciens et de

conseillers de gestion est particulièrement utile. Nous avons toutefois observé des groupements (IV - XXIII) où la technicité ne progresse pas très vite, contrairement à des groupements comme II qui arrive à une sorte de sommet en ce domaine.

Le problème des relations entre associés : leur information mutuelle, l'organisation du travail, le partage des responsabilités, la réflexion en commun etc... est souvent plus difficile à bien résoudre, comme nous l'avons vu dans le Chapitre III. Il est certain que l'on ne saurait trop insister sur la formation des futurs associés et des associés en vue d'une vie de groupe harmonieuse et efficace. Le regroupement d'exploitations est un changement profond du mode de travail et de pensée de l'agriculteur, il faut l'aider à s'y adapter.

- les autres sont extérieures au groupement. Nous pensons aux conditions économiques qui l'entourent, et plus particulièrement aux difficultés que représente l'intensification en élevage, vu la lenteur de l'accroissement du résultat en face de la lourdeur des investissements à consentir. Si donc un minimum de ressources propres est indispensable aux groupements pour réaliser leurs projets d'investissements, il leur est non moins indispensable de recevoir des aides pour le démarrage et les premières années : prêts de durée suffisante, avec un taux d'intérêt modique, différé de remboursement, subvention pour les investissements lourds tels que les constructions.

Faute de ces aides, les regroupements seront certainement freinés car les exploitations hésiteront, à juste titre, à se lancer dans l'aventure d'investissements trop lourds à supporter.

## II. Moyens à mettre en oeuvre sur les différents plans

Les quelques moyens que nous allons citer font partie d'un ensemble. Il s'agit, en effet, des différents stades d'une même action ou d'une même politique. Ces stades sont indissociables : si l'on décide, par exemple, d'inciter les agriculteurs d'un secteur déterminé à se grouper pour certaines productions, il faut non seulement leur apporter l'information et la formation indispensables, mais aussi prévoir les moyens financiers nécessaires pour la réussite de ces collaborations.

Nous examinerons successivement :

- la centralisation des expériences, l'étude et la recherche sur les collaborations;
- l'action à mener auprès des agriculteurs;
- la formation et le soutien à apporter aux agriculteurs;
- les moyens financiers nécessaires pour ces actions.

### 1. Confrontation des expériences, études et recherche

Nous citons en tête ce moyen de développement de l'agriculture de groupe pour en souligner l'importance. Il s'agit, en effet, d'un phénomène encore récent et en pleine évolution qui, de plus, revêt des formes très diverses.

Il est certain qu'une campagne de diffusion des possibilités offertes par la collaboration en production agricole n'est réaliste que si elle tient compte du contexte socio-économique : il serait bon de procéder à une sorte d'étude du territoire afin de connaître quelle forme de collaboration correspond le mieux aux besoins, dans chaque zone et selon chaque type d'exploitation (agriculture, élevage ..., grandes surfaces, petites surfaces ...).

Parallèlement à un tel examen des besoins, il faut centraliser les expériences acquises dans les différentes formes de groupements, relier les réussites et les échecs au contexte humain, aux situations locales, aux structures de production. En un mot, un travail d'étude doit se poursuivre, compte tenu notamment du fait que les regroupements, même si leur finalité est économique, représentent de nouveaux modes de relations sociales entre les producteurs agricoles.

Il est donc très important d'encourager toutes les enquêtes, études ou recherches qui peuvent être réalisées par divers organismes. L'existence d'un organisme centralisateur et animateur de ces études est extrêmement souhaitable.

### 2. Actions auprès de l'ensemble des agriculteurs

#### Une action d'information

Nous ne pensons pas nécessairement à une incitation, surtout réalisée sans discernement, mais à une action dont le but est de faire connaître à chacun

les diverses possibilités de collaboration en agriculture.

Certes, l'agriculteur est surtout sensible à ce qu'il voit dans son entourage, plutôt qu'à ce qu'il apprend de façon abstraite ou intellectuelle par des écrits ou des conférences. Mais l'innovation se diffuse rapidement lorsqu'elle répond à un besoin.

En ce domaine, l'action des responsables agricoles et des organisations professionnelles est certainement prépondérante. La mise en oeuvre de cette information, adaptée comme nous venons de le dire aux situations locales, devrait être systématiquement prise en charge par les organismes orientés par les agriculteurs et s'assurant le concours de techniciens. Dans bien des cas jusqu'à présent, mis à part les efforts de l'U.G.E.A. qui dispose de moyens très modestes, la diffusion de l'information est assez dispersée : campagnes isolées décidées par une organisation ou action de techniciens essayant de communiquer leur conviction.

#### Mais aussi former les agriculteurs à l'esprit de collaboration

Il est nécessaire de dépasser le stade de la simple information en matière de collaboration à tous les niveaux. L'agriculture emploie des machines de plus en plus puissantes qu'une seule exploitation peut difficilement rentabiliser; la mise sur le marché des produits doit être concertée pour répondre aux besoins des transformateurs et des utilisateurs; sur un autre plan, beaucoup de campagnes sont très peu peuplées, l'agriculture employant moins de main-d'oeuvre qu'autrefois ... Ces quelques éléments parmi beaucoup d'autres sont autant de raisons pour que les agriculteurs sortent de leur individualisme.

C'est cela que nous appelons l'esprit de collaboration : la vulgarisation et le développement agricoles ne doivent pas s'adresser à des individus considérés un par un, mais amener les agriculteurs à résoudre leurs problèmes en se concertant. Ceci dépasse le cadre des groupements partiels ou complets de production, mais ne nous en éloigne guère car le développement des regroupements fait partie d'un tissu social que certaines transformations ont effrité et qu'il faut reconstituer à la mesure de l'agriculture moderne.

C'est ainsi que nous insistons sur l'importance des formes primaires de collaboration dans le travail : matériel en copropriété, chantiers en commun, banques de travail, C.U.M.A., etc... toutes formes qui ont leur valeur en soi et qui ont le grand avantage d'être une structure de concertation des agriculteurs sur le plan des réalisations concrètes. Nous avons montré, à plusieurs



reprises, que c'est de ce genre de concertations que naissent la plupart des groupements.

### 3. Actions auprès des groupements

#### a) Tout d'abord une formation sur divers plans

Le groupement, ou même la spécialisation par contrat entre exploitations, conduit les exploitants agricoles à produire sur une plus grande échelle, à aborder des problèmes nouveaux, par exemple, de financement, d'investissements, de commercialisation ... et à avoir de nouveaux types de relations, tant entre associés qu'avec l'extérieur.

Tout ceci souligne la nécessité d'une formation spécifique aux agriculteurs qui collaborent entre eux sur divers plans :

- formation technique et économique pour mieux aborder les problèmes inhérents à une exploitation plus vaste et à des ateliers de plus grande dimension. Ceci est d'autant plus important que certaines erreurs qu'un agriculteur individuel pourrait commettre au cours de la croissance de son exploitation (par exemple, trésorerie mal maîtrisée ou aspects sanitaires négligés dans un élevage plus important), ont une répercussion beaucoup plus forte lorsque les responsabilités sont partagées entre plusieurs. Cette formation doit concerner les techniques de production et celles de la comptabilité et de la gestion d'exploitation;
- formation aux relations entre personnes à l'intérieur du groupe. Il est indispensable que, très vite, chacun sache trouver sa place dans un groupe où les décisions sont prises en commun et où l'exécution exige une répartition harmonieuse des tâches et une spécialisation qui ne crée pas de cloisonnements.

Les techniques d'expression en groupe, de prises de décisions, de contrôles des réalisations, etc... gagnent peut-être, en un sens, à être redécouvertes par chaque groupe. Il n'en reste pas moins qu'il y a des bases résultant d'expériences vécues et dont on ne saurait négliger l'acquisition sans risquer l'échec de l'association ou, tout au moins, une période de difficultés. Par la suite d'ailleurs, les groupements connaissent inévitablement des crises d'évolution et il est excellent d'organiser des confrontations

d'expérience entre groupements ainsi qu'une formation continue à la vie en groupe.

- Cette formation doit également concerner les relations avec l'extérieur.

Le groupement donne une nouvelle dimension dans les rapports avec les fournisseurs ou les clients, il connaît de nouveaux problèmes administratifs et juridiques. Sur ces divers plans, il faut mettre les associés à l'aise. Très souvent, des problèmes mineurs en apparence (comme les relations avec une administration, ou la façon d'aborder un fournisseur) prennent une grande importance aux yeux d'agriculteurs qui ne sont pas habitués à les résoudre, alors qu'une petite aide suffit à faire cesser ce blocage.

Les structures et les méthodes de formation sont diverses, depuis les rencontres organisées entre candidats à l'association et entre groupements constitués jusqu'aux sessions de longue durée, en passant par des journées de formation. Elles sont pensées et mises au point par les organismes de soutien des groupements dont nous allons parler ci-dessous. Terminons par deux réflexions :

- Formation spécifique ne veut pas dire ségrégation et il ne saurait être question de couper les agriculteurs groupés de leurs collègues qui travaillent individuellement. Chaque fois donc que les problèmes sont communs, il sera bon de ne pas prendre systématiquement à part les agriculteurs de groupements. Néanmoins, il y a des aspects spécifiques, principalement les relations entre associés, qu'il faut aborder avec les groupements, à l'aide de personnes compétentes.
- Il faut que les groupements veillent à ne pas forger ou **aggraver un décalage** entre leurs membres en laissant le même associé acquérir plus de connaissances et plus d'aisance dans les relations humaines que les autres. Cet aspect de la formation n'est pas négligeable, l'efficacité à court terme ne doit pas faire oublier qu'il est essentiel de préserver l'équilibre du groupement, à moins que les associés n'acceptent de s'en remettre à un leader, ce qui est rarement le cas.

b) Egalement un soutien des groupements dans leur constitution et leur fonctionnement

Les actions de formation dont nous venons de parler doivent être mises en oeuvre par des organismes spécialisés. Cette structure d'accueil et de soutien des groupements a pour mission également de guider les groupements dans leur

constitution, tant du point de vue administratif que pour les aider à envisager toutes les conséquences de leur démarche. Pour les groupements constitués, il y a des problèmes communs à étudier, des intérêts communs à défendre.

Il est donc nécessaire qu'existent, à différents niveaux, des structures, même légères, ayant pour mission de rendre ces services aux groupements, de jouer un rôle d'intermédiaire entre eux et les organismes de réflexion, et aussi de diffuser l'intérêt de l'agriculture de groupe auprès de l'ensemble des agriculteurs.

En France, cette structure existe, sous la forme des Commissions "agriculture de groupe" au sein des fédérations départementales de syndicats d'exploitants agricoles. Bien sûr, leur efficacité dépend de leur dynamisme, mais le principe d'une structure d'accueil à un échelon suffisamment proche des agriculteurs et animée par un organisme agricole à vocation générale nous semble intéressant. Cela permet, en effet, de mieux intégrer les préoccupations des groupements dans celles de l'agriculture toute entière, et réciproquement.

Bien entendu, une telle structure de soutien, dont il ne nous appartient pas de donner ici un schéma détaillé, doit s'appuyer sur des techniciens : d'une part, sur des techniciens déjà en place qui consacreront une partie de leur temps aux questions d'agriculture de groupe (de même que des techniciens de machinisme agricole animent des fédérations de C.U.M.A.) et, d'autre part, sur des techniciens spécialisés dans les questions de collaboration entre agriculteurs.

#### 4. Moyens financiers

Les moyens financiers à mettre en oeuvre sont de deux ordres :

- ceux qu'il faut dégager pour mettre en oeuvre les actions que nous venons de décrire : études, action auprès de l'ensemble des agriculteurs, formation et soutien des groupements;
- ceux qui sont destinés aux groupements eux-mêmes.

Nous ne développerons pas les premiers, qui sont la condition indispensable de mise en oeuvre de tous les moyens de développement précédemment décrits et qu'il convient donc de ne pas négliger.

Pour les groupements eux-mêmes, en bien des cas, une aide au démarrage est très souhaitable, voire même indispensable lorsque les structures sont défavorables au départ (absence de bâtiments convenables, aménagements fonciers à réaliser,

surfaces trop petites ...)

Cette aide pourrait être diversifiée selon les productions et selon les moyens dont disposent les groupements, si l'on peut trouver des critères valables pour cela. Elle peut s'exercer de diverses façons : prêts de longue durée, taux bonifiés, différés de remboursement, subventions ... Elle se justifie par le fait que beaucoup de regroupements débutent par une période d'investissements importants.

Actuellement, les G.A.E.C., et eux seuls, bénéficient d'un taux d'intérêt réduit pour leurs emprunts à moyen terme. Il faudrait aller plus loin pour certains, quitte peut-être à ne pas accorder cette aide à tous indistinctement et sans limitation de durée. Il faudrait aussi prévoir des aides pour toutes les formes de collaboration, que l'on décidera de promouvoir.

+

+

+

Au terme de cette étude, nous rappelons que l'on peut faire plusieurs hypothèses sur l'évolution des structures de la production agricole. Des travaux récents, tels que le plan Mansholt ou le rapport Vedel, montrent la lenteur de l'évolution des structures agricoles.

Nous avons essayé de décrire les réalisations en matière d'agriculture concertée et avons constaté qu'elle remporte les faveurs d'un certain nombre d'exploitants. Ce ne sont ni les plus riches (en surface, en capital) qui chercheraient ainsi à s'étendre davantage, ni les plus pauvres (en terres, en moyens financiers, en capacités de relations) qui se lanceraient dans cette solution par désespoir, mais ce sont, le plus souvent, des agriculteurs "moyens", à la limite des conditions viables dans l'agriculture moderne.

L'agriculture de groupe se révèle un moyen intéressant :

- de restructuration plus rapide, par le regroupement des moyens de production et le dynamisme des groupes;

- d'organisation sociale de l'entreprise agricole moderne et partant, de l'agriculture.

Ce moyen concilie, en effet, les exigences de l'économie actuelle et le caractère propre de notre société paysanne.

=====



**A N N E X E S**  
=====





ANNEXE I/I

FICHE U.G.E.A.



ANNEXE I - CHAPITRE I

U. G. E. A.  
8, avenue Marceau - Paris-8<sup>e</sup>  
Commissions départementales  
Agriculture de Groupe

FICHIER G. A. E. C.

Département : \_\_\_\_\_

Canton : \_\_\_\_\_

NOM DU G.A.E.C. : \_\_\_\_\_

SIEGE : lieudit ou rue \_\_\_\_\_ Commune \_\_\_\_\_

TELEPHONE : \_\_\_\_\_ N° d'agrément : \_\_\_\_\_

AGREMENT

○ Date d'agrément : \_\_\_\_\_ JOUR MOIS ANNÉE 1 9

○ Appel devant le Comité National d'Agrément (C.N.A.) ? ..... OUI ou NON (1)

OBJET ○ Le G.A.E.C. est-il à objet PARTIEL ? ..... OUI ou NON

SUPERFICIE exploitée par le G.A.E.C. .... ha

FAIRE-VALOIR du G.A.E.C. :

○ DIRECT ..... ha

○ JOUISSANCE ..... ha

○ FERMAGE ..... ha

○ MISE A DISPOSITION { de terres détenues en PROPRIÉTÉ ..... ha  
de terres détenues en FERMAGE ..... ha

└─ CONVENTION entre G.A.E.C. et associé ? ..... OUI ou NON

ORIGINE

○ Avant la constitution du G.A.E.C. les associés étaient-ils en :

ASSOCIATION DE FAIT — SOCIÉTÉ CIVILE — COOPÉRATIVE (1) ..... OUI ou NON

ÉTAT D'INDIVISION ..... OUI ou NON

○ Combien d'EXPLOITATIONS regroupe le G.A.E.C. ? \_\_\_\_\_

○ Le G.A.E.C. a-t-il acquis — directement ou indirectement par l'intermédiaire des associés  
— des terres en RETROCESSION DE S.A.F.E.R. ? ..... OUI ou NON

Si OUI, superficie totale des terres retrocédées : ..... ha

○ Le G.A.E.C. est-il FERMIER d'un Groupement Agricole Foncier ? ..... OUI ou NON

RESERVE AU  
CHIFFREMENT

(1) Entourer la réponse correspondante.

## LES PRODUCTIONS (2)

| VEGETALES  | SURFACES                         | RESERVE AU CHIFFREMENT | ANIMALES  | NOMBRE DE TETES | RESERVE AU CHIFFREMENT |
|--|----------------------------------|------------------------|---|-----------------|------------------------|
| <input type="checkbox"/> Céréales - Plantes Sarclées....<br>Plantes Industrielles  | _____ ha _____                   |                        | <b>BOVINS</b><br><input type="checkbox"/> VACHES laitières ou repro-<br>ductrices .....   |                 |                        |
| <input type="checkbox"/> Cultures Fourragères .....<br>Prairies artificielles<br>Pâturages   | _____ ha _____                   |                        | <input type="checkbox"/> Veaux de Boucherie (par an)<br><input type="checkbox"/> Bovins ENGrassés (par an)..  |                 |                        |
| <input type="checkbox"/> Cultures HORTICOLES .....<br>(maraîchage - Plantes orne-<br>mentales)   | _____ ha _____                   |                        | <b>CAPRINS</b><br><input type="checkbox"/> CHÈVRES .....  |                 |                        |
| <input type="checkbox"/> VERGERS .....   | _____ ha _____                   |                        | <b>OVINS</b><br><input type="checkbox"/> BREBIS-mères .....   |                 |                        |
| <input type="checkbox"/> VIGNES .....  | _____ ha _____                   |                        | <b>PORCINS</b><br><input type="checkbox"/> TRUIES .....<br><input type="checkbox"/> Porcs ENGrassés (par an)..  |                 |                        |
| <input type="checkbox"/> Autres Cultures (préciser les-<br>quelles) .....<br>.....   | _____ ha _____<br>_____ ha _____ |                        | <b>VOLAILLES ET AUTRES</b><br><input type="checkbox"/> Poulets de chair .....<br><input type="checkbox"/> Poules pondeuses .....<br><input type="checkbox"/> Autre élevage (préciser lequel)<br>..... |                 |                        |
| SUBVENTION obtenue au titre de l'aide aux bâtiments d'élevage ? .....  |                                  |                        | OUI ou NON  |                 |                        |
| Si OUI, pour quel élevage : <input type="checkbox"/> Stabulation bovins lait <input type="checkbox"/> (3)<br><input type="checkbox"/> Stabulation bovins viande <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> Bergerie <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> Porcherie élevage <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> Porcherie engraissement <input type="checkbox"/> |                                  |                        |   |                 |                        |
| TOURISME : Le G.A.E.C. exerce-t-il une activité en rapport avec le tourisme (camping -<br>restaurant - etc.) ? .....   |                                  |                        | OUI ou NON  |                 |                        |
| ORIENTATION NOUVELLE DES PRODUCTIONS à la création du G.A.E.C. ou depuis ? .....   |                                  |                        | OUI ou NON  |                 |                        |
| TAXE A LA VALEUR AJOUTÉE : Le G.A.E.C. est-il assujéti à la T.V.A. ? .....   |                                  |                        | OUI ou NON  |                 |                        |
| BÉNÉFICE RÉEL : Le revenu imposable de l'exploitation du G.A.E.C. est-il déterminé selon<br>le BÉNÉFICE RÉEL ? .....   |                                  |                        | OUI ou NON  |                 |                        |
| C.U.M.A. : Le G.A.E.C. est-il adhérent à une C.U.M.A. ? .....  |                                  |                        | OUI ou NON  |                 |                        |
| C.E.T.A. : Le G.A.E.C. est-il adhérent à un C.E.T.A. ? .....   |                                  |                        | OUI ou NON  |                 |                        |

(2) Mentionner les productions du dernier exercice accompli.

(3) Cocher la case correspondante.

**COMMERCIALISATION**

○ Le G.A.E.C. est-il lié par CONTRAT pour la commercialisation d'un ou plusieurs de ses produits ? ..... OUI ou NON

Si OUI, indiquer dans le tableau suivant les produits concernés et le type d'organisme ou d'entreprise co-contractant :

| NATURE<br>DES PRODUITS | TYPE D'ORGANISME OU D'ENTREPRISE (3) |                             |                            |                                      |
|------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
|                        | AUTRE ENTREPRISE<br>AGRICOLE         | ORGANISME<br>OU ENTR. PRIVE | COOPERATIVE<br>OU S.I.C.A. | GROUPEMENT DE<br>PRODUCTEURS RECONNU |
|                        |                                      |                             |                            |                                      |
|                        |                                      |                             |                            |                                      |
|                        |                                      |                             |                            |                                      |
|                        |                                      |                             |                            |                                      |

○ Le G.A.E.C. pratique-t-il la vente DIRECTE pour un ou plusieurs de ses produits (plus de 20 % des quantités produites) ? ..... OUI ou NON

Si OUI, citez pour quels produits.....  
.....

|                           |
|---------------------------|
| RESERVE AU<br>CHIFFREMENT |
|                           |
|                           |
|                           |
|                           |
|                           |

**LES ASSOCIES**

|                           | NOM DE L'ASSOCIE<br>(en majuscules) | PRENOM | SEXE<br>F.<br>M. | PARENTE<br>(indiquer<br>le lien) | APPORT :<br>en capital (valeur)<br>en industrie | PROFESSION<br>AVANT L'ENTREE<br>EN G.A.E.C. | ANNEE<br>DE<br>NAISSANCE |
|---------------------------|-------------------------------------|--------|------------------|----------------------------------|---|---|--------------------------|
| 1                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 2                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 3                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 4                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 5                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 6                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 7                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 8                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 9                         |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| 10                        |                                     |        |                  |                                  |   |   |                          |
| RESERVE AU<br>CHIFFREMENT |                                     | 1      |                  |                                  |   |   |                          |
|                           |                                     | 2      |                  |                                  | 3   | 4   | 5                        |

ADMISSION. — Nombre d'associés nouveaux depuis la création du G.A.E.C. ....

RETRAIT — Nombre d'associés qui se sont retirés du G.A.E.C. ....

**LES SALARIES**

○ Nombre de salariés permanents sur le G.A.E.C. ....

○ Le G.A.E.C. recourt-il, de façon habituelle, à une main-d'œuvre salariée temporaire ?... OUI ou NON

|  |
|--|
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |

○ Quel est le montant actuel du capital social ? ..... F

☐ Les associés ont-ils fait des APPORTS ÉGAUX (à 10 % près) ? ..... OUI ou NON

○ Le capital est-il rémunéré par

— un INTÉRÊT FIXE ? ..... OUI ou NON

— un % DES BÉNÉFICES ?..... OUI ou NON

○ La répartition des voix est-elle : UN ASSOCIÉ = UNE VOIX ? ..... OUI ou NON

○ Combien y a-t-il de gérants : — UN GÉRANT UNIQUE ? (4)

### — PLUSIEURS GÉRANTS ?

— TOUS GÉRANTS ?

○ Le G.A.E.C. tient-il une COMPTABILITÉ en Partie Double ? ..... OUI ou NON

○ Le G.A.E.C. est-il adhérent à un CENTRE DE GESTION ? ..... OUI ou NON

○ Quel est le CHIFFRE D'AFFAIRE du dernier exercice ? ..... F

○ La répartition des responsabilités entre les associés se fait-elle :

— selon les FONCTIONS principales de l'entreprise ..... OUI ou NON  
(Fonction de production, fonction de commercialisation, etc.)

— selon les SECTEURS de productions (élevage, culture, etc.) . . . . ., OUI ou NON

— selon un mode MIXTE (par fonction et par secteur) ..... OUI ou NON

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

**I.C.P. - PARIS**

Renseignements recueillis le : \_\_\_\_\_

(4) Entourer la réponse correspondante.



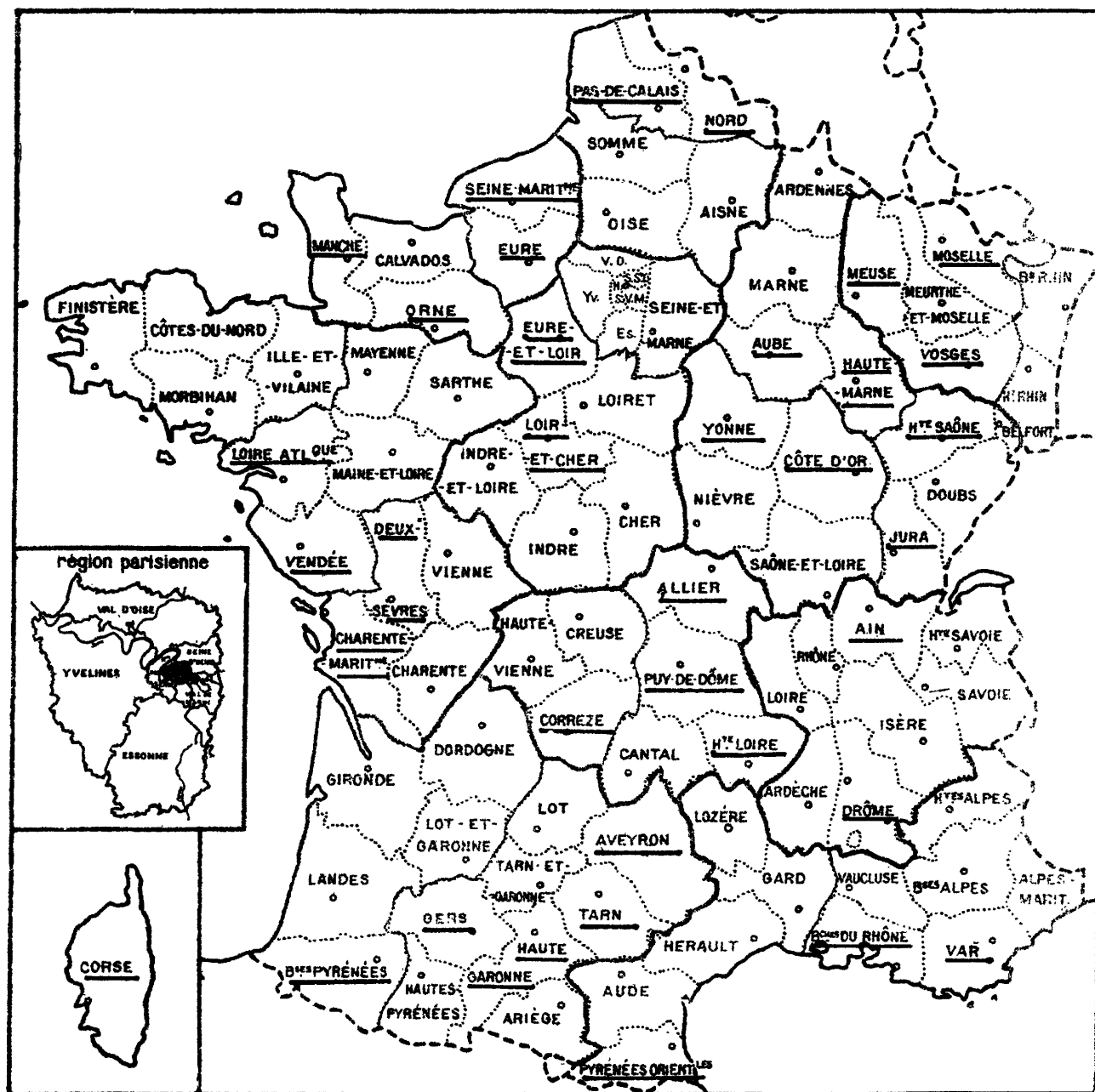
ANNEXE 1bis/I

CARTE DES DEPARTEMENTS DONT LE FICHIER U.G.E.A. DES G.A.E.C.  
A ETE DEPOUILLE



ANNEXE I bis - CHAPITRE I

Départements dont le fichier U.G.E.A. des GAEC a été dépouillé



GIRARD, BARRÈRE 17, RUE DE L'ANCIENNE COMÉDIE - PARIS-VI

RÉF. 201



ANNEXE II/I



Janvier 1972  
BP/JL

ANNEXE II - CHAPITRE I

ETUDE U.G.E.A. - C.E.E.

"Nouvelles formes de collaboration en agriculture"

FICHE DESCRIPTIVE D'UN TYPE DE COLLABORATION  
PRODUCTION REALISEE EN CHAINE PAR PLUSIEURS EXPLOITATIONS  
(exemple naisseurs-engraisseurs, truies-porcs gras ...)

Département :

Nom et adresse de la personne ayant rempli cette fiche :

I. DESCRIPTION DU TYPE DE CHAINE DE PRODUCTION

- 11 - Production(s) concernée(s) (ou éventuellement autre objet)
- 12 - Est-ce une production courante dans le département ? .....
- 13 - Description sommaire des stades de la production répartis entre les exploitations .....
- 14 - Nombre d'exploitations dans un groupe : minimum et maximum
- 15 - Y a-t-il un contrat écrit ? (souvent ou rarement) .....
- 16 - Les cessions inter-exploitations ou les ventes de chacune donnent-elles lieu à une péréquation d'après le résultat final ? .....
- 17 - Autres observations sur l'organisation interne .....

II. EXTENSION

- 21 - Combien environ existe-t-il de chaînes de ce type dans le département ? .....
- 22 - Age des plus anciennes réalisations .....
- 23 - Y a-t-il progression en nombre ? .....
- 24 - Y a-t-il des disparitions ? .....
- 25 - Observations sur les raisons de la création ou de la disparition de telles chaînes .....
- 26 - Y a-t-il tendance à la croissance (en nombre ou en volume) dans une même chaîne après sa création .....

### III. LES EXPLOITATIONS CONCERNEES

- 31 - Sont-elles généralement "importantes" par rapport à la région .....
- 32 - Part de la production concernée dans le produit de ces exploitations :
  - dominante - moyenne - faible (en général) .....
  - ou très variable selon les cas .....
- 33 - Cette production était-elle déjà réalisée individuellement par ces exploitations avant leur contrat ? .....
- 34 - Dans l'affirmative : Y a-t-il eu une augmentation sensible du volume produit ? .....
- 35 - et une modernisation des installations ? .....
- 36 - Y a-t-il eu des investissements assez importants ? ....

### IV. RESULTATS (IMPRESSION D'ENSEMBLE) ET OBSERVATIONS

- 41 - Cette formule apporte-t-elle une amélioration sur le plan économique à ses participants ? .....
- 42 - Les participants apprécient-ils cette collaboration sur le plan de la facilité du travail, de l'équipe, etc.?..
- 43 - Observations éventuelles :
  - sur les originalités de la formule .....
  - sur les variantes .....

### V. Nom et adresse permettant de prendre contact avec un exemple caractéristique de ce type de chaîne de production :

Ancienneté de cette réalisation (au moins 3 ans si possible) :

Nombre d'exploitations participant :



ANNEXE III/I





Janvier 1972  
PB/JL

ANNEXE III - CHAPITRE I

ENQUETE U.G.E.A. - C.E.E.

"Nouvelles formes de collaboration en agriculture"

FICHE DESCRIPTIVE D'UN TYPE D'ATELIER EN COMMUN

Département :

Nom et adresse de la personne ayant rempli cette fiche :

I. DESCRIPTION DU TYPE D'ATELIER

(type défini selon la nature de la production ou de la participation des exploitants)

- 11 - Production(s) concernée(s) .....
- 12 - Est-ce une production courante dans le département ? ..
- 13 - Comment est assuré l'écoulement ? .....
- 13bis - S'agit-il d'intégration (1) ? .....
- 14 - La majeure partie du travail est-il assuré par les participants ? .....
- 15 - Si oui : par tous également ? ou par un seul ou quelques-uns ? .....
- 16 - Si non : combien de salariés (minimum-maximum) ? .....
- 17 - Y a-t-il un investissement important au départ en bâtiments, ou en matériel ? .....
- 18 - L'investissement est-il partagé entre tous ? .....
- 19 - A part les emprunts bancaires, y a-t-il des capitaux extérieurs (associés non agriculteurs) ? .....
- 19bis - Autres observations sur l'organisation (en particulier, si possible, nombre d'unités produites (en général) ? .

II. EXTENSION

- 21 - Combien environ existe-t-il d'ateliers de ce type dans le département ? .....
- 22 - Age des plus anciennes réalisations .....

---

(1) Appelons intégration la formule selon laquelle le producteur, en amont et en aval (approvisionnement et écoulement) est lié à un tiers, la production étant soumise à des règles strictes (planning, etc ...).

- 23 - Y a-t-il progression en nombre ? .....
- 24 - Y a-t-il des disparitions ? .....
- 24bis - S'il y a des disparitions, motifs : techniques ?  
économiques ? mécontentes ? .....
- 25 - Observations sur les raisons de création des ateliers ?

### III. FORMES JURIDIQUES

Donner une idée du nombre ou de la proportion des :

- 31 - G.A.E.C. partiels .....
- 32 - Sociétés civiles .....
- 33 - Coopératives ou autres .....
- 34 - Associations non déclarées avec contrat écrit .....
- 35 - Associations non déclarées sans contrat écrit .....

### IV. LES EXPLOITATIONS CONCERNEES

- 41 - Sont-elles généralement "importantes" par rapport à la région ? .....
- 42 - Importance de la production concernée dans le revenu de ces exploitations :
  - dominante - moyenne - faible (en général) .....
  - ou très variable selon les cas .....
- 43 - Cette production était-elle, en général, déjà réalisée individuellement par les exploitations avant leur association ? .....!
- 44 - Cet atelier est-il simplement la somme de productions réalisées antérieurement par les exploitations ? .....
- 45 - Ou s'agit-il d'un volume sensiblement plus important ?
- 46 - Si oui : réalisé dans des conditions plus "industrielles" ? .....

### V. RESULTATS (IMPRESSIONS D'ENSEMBLE) ET OBSERVATIONS

- 51 - Les exploitants sont-ils satisfaits en général ? .....
- 52 - Se sont-ils bien soumis à la discipline du travail en groupe ? .....

53 - Quelles difficultés rencontrent-ils le plus généralement ?

54 - Observations éventuelles :

- . sur les originalités de la formule .....
- . sur les variantes .....

VI. NOM ET ADRESSE permettant de prendre contact avec une réalisation caractéristique d'atelier en commun de ce type :

Ancienneté de cette réalisation (au moins 3 ans si possible) :

Nombre d'exploitations participant :



ANNEXE IV/I



ANNEXE IV - CHAPITRE I

ENQUETE : DYNAMISME DES G.A.E.C.

(concerne les G.A.E.C. totaux) - Réponse concernant le département de .....

1. REGROUPEMENT D'EXPLOITATIONS

- Nombre de G.A.E.C. totaux ayant regroupé des exploitations qui fonctionnent séparément ..... A = .....
- Nombre de G.A.E.C. totaux créés sur une seule exploitation (régularisation de société de fait ancienne, conservation de l'unité d'exploitation, etc ...) ..... B = .....
- Réponses inconnues ..... C = .....

A + B + C = nombre de G.A.E.C. actuellement agréés = .....

2. INVESTISSEMENTS IMPORTANTS

- Nombre de cas sur lesquels porte cette recherche (mieux vaut ne pas retenir les G.A.E.C. trop récents) .....
- Nombre de G.A.E.C. ayant augmenté leurs immobilisations de plus de 50 % environ (achats de terres exclus) .....
  - . surtout améliorations foncières et plantations ....
  - . surtout bâtiments et installations .....
  - . surtout autres postes, lesquels ? .....

| G.A.E.C. ayant |           |
|----------------|-----------|
| -de 3 ans      | +de 3 ans |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |
| _____          | _____     |

3. AUGMENTATION DE SURFACE

- Nombre de cas sur lesquels porte cette recherche .....
- Nombre de G.A.E.C. ayant augmenté le total des surfaces antérieures des associés ..... de 20 à 40 % .....  
de plus de 40 % .....

4. INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION

- Nombre de cas sur lesquels porte cette recherche .....
- Nombre de G.A.E.C. ayant intensifié de façon sensible leurs conditions de production .....  
(Prendre les cas où il y a eu création ou développement notable : bâtiments d'élevage avec extension du troupeau, plantations nouvelles, lancement de production hors-sol ou de culture à fort produit, etc ...)

5. DISSOLUTIONS

- Nombre de dissolutions, officielles ou de fait .....  
(par exemple : G.A.E.C. se poursuivant mais dans un cadre beaucoup plus restreint)
  - . dont : par retraite, décès ou maladie .....  
par désaccord .....  
par suite de difficultés économiques .....

Nom et adresse de la personne responsable de cette réponse

et qui recevra la synthèse de l'enquête .....





ANNEXE V/I



ANNEXE V - CHAPITRE I

C O N T R A T   D E   V E A U X   D ' E L E V A G E

Chambre d'Agriculture - Service Elevage  
24, Plade de la République - VANNES

Décembre 1968

---

Il a été décidé d'un commun accord, entre M. ....  
et M. .... demeurant à .....  
que M. .... s'engage à faire élever ses veaux femelles par  
M. .... qui s'engage vis-à-vis du naisseur à les élever  
en totalité, d'après le règlement qui suit.

Le présent contrat ne peut être valable que pour un élevage sain, indemne de  
tuberculose et de brucellose. Durée 25 ans.

---

R E G L E M E N T   D ' E L E V A G E

STATUTS

Article 1 - Mesures d'hygiène

- a) A la naissance du veau, le naisseur doit lui administrer une dose de vitamines A et D, ou s'il le désire une dose suffisante à la mère 3 semaines à 15 jours avant le vêlage.
- b) Une dose d'antibiotiques doit être administrée à la naissance. Ces deux produits (vitamines et antibiotiques) sont fournis par l'éleveur à la demande du naisseur et payé par ce dernier.
- c) Le naisseur ne doit envoyer à l'éleveur que des veaux sains et bien conformés. Tout veau chétif, malade ou mal conformé sera exclu.
- d) En cas de veau croisé, il ne sera accepté que si le naisseur s'engage à le reprendre.

## Article 2

- a) Le naisseur s'engage à faire contrôler officiellement toutes les mères dont il décide de garder les sujets pour l'élevage.
- b) Le naisseur s'engage à n'utiliser que des taureaux améliorateurs classés A ou des taureaux de testage.

## Article 3 - Estimation du veau

La valeur du veau est estimée en fonction :

- de la production de la mère (de son origine, voir inscription);
- de la conformation du veau.

Comme production est retenue celle faite par le contrôle officiel (soit une lactation de 305 jours).

- pour un 1er veau, l'estimation est faite à forfait;
- pour un 2ème veau, il est tenu compte de la lactation précédente;
- pour un 3ème veau et les suivants, de la moyenne des lactations.

La base des calculs est la suivante :

- soit la valeur de 0,250 l. de lait (0,10 F) au 15 décembre 1966 multipliée par la lactation moyenne de la mère.

La valeur de 0,250 l. est calculée suivant le prix moyen de base indicatif pour un lait à 34 g. de matière grasse (prix payé par les coopératives).

## Article 3 bis - Estimation du veau à l'arrivée chez l'éleveur

A partir du 8ème jour, le naisseur qui aura gardé son veau augmentera la valeur estimative du veau d'après le barème suivant :

- pour le 9ème jour, la valeur de 3 litres de lait;
- pour le 10ème jour, la valeur de 3 litres de lait + 0,250 litre
- pour le 11ème jour, la valeur de 3 litres de lait + 0,250 litre et de même jusqu'au 21ème jour;
- pour les jours suivants, la valeur journalière ne pourra excéder la valeur de 6,250 litres de lait.

## Article 4 - Identité de l'animal

1. Avant l'enlèvement du veau, le naisseur doit remplir une carte d'identité permettant de connaître l'origine du veau de celle des parents, cette carte doit être signée du naisseur.

2. A son arrivée chez l'éleveur, le veau reçoit un numéro d'immatriculation à l'oreille avec une couleur propre à chaque naisseur. Ce numéro sera inscrit sur la carte d'identité.

#### Article 5 - Mesure d'hygiène

A son arrivée chez l'éleveur, le veau sera mis en quarantaine, traité contre les parasites externes, et en cas de doute, un traitement antibiotique sera administré.

#### Article 6

1. Tout veau admis à la pension sera élevé jusqu'à 1 mois de la mise à bas s'il y a reprise par le naisseur.
2. Si le naisseur ne désire pas reprendre sa bête, elle pourra à sa demande être mise en vente et adjugée au plus offrant. Priorité à un membre du groupement.
3. Si le naisseur désire vendre sa bête, il peut en autoriser l'éleveur qui pourra trouver un acheteur, et ceci quelque soit l'âge de l'animal, sous condition que le prix couvre le prix estimatif du veau à son entrée dans l'élevage, additionné des frais de pension.
4. En cas d'épidémie chez l'un des naisseurs atteints, il pourra racheter par priorité au prix coûtant.

#### Article 7 - Prix de la pension (se reporter au tableau I)

Le prix de la pension quotidienne est fixé d'après le barème suivant :

|                                 |                         |              |                    |
|---------------------------------|-------------------------|--------------|--------------------|
| - jusqu'à 180 jours ( 6 mois)   | prix pension par jour : | la valeur de | 5,80 l.            |
| - du 181 au 365e jour (12 mois) | ..... :                 | " " "        | 5,25 l.            |
| - du 366 au 485e jour (16 mois) | ..... :                 | " " "        | 5,18 l.            |
| - du 486 au 790e jour (26 mois) | ..... :                 | " " "        | 5,10 l.            |
| - du 791 au 910e jour (30 mois) | ..... :                 | " " "        | 4,80 l.<br>de lait |

#### Article 8 - Cas de perte d'un animal

S'il y a perte d'un animal en pension, il est convenu entre naisseur et éleveur que l'animal est remboursé d'après sa valeur estimative à son arrivée chez l'éleveur additionnée des frais de pension.

Le remboursement se fait d'après le barème suivant :

- 1er au 30e jour :

- . 25 % à la charge du naisseur;
- . 25 % à la charge de l'éleveur;
- . 50 % à répartir entre les naisseurs en fonction du nombre de têtes de chacun dans l'élevage à la date de la perte.

- 31e au 60e jour :

- . 35 % à la charge de l'éleveur;
- . 65 % à répartir entre les naisseurs suivant le nombre de têtes de chacun.

- à partir du 3e mois :

- . 40 % à la charge de l'éleveur;
- . 60 % à répartir entre les naisseurs suivant le nombre de têtes de chacun.

#### Article 9 - Cas d'infécondité

En cas de stérilité de la génisse, elle peut être vendue pour la viande après l'accord du naisseur.

Si le prix de vente ne couvre pas le prix estimatif de l'animal à son arrivée en pension additionné des frais de pension, la différence est prise en charge par la totalité des naisseurs ayant des animaux dans l'élevage et l'éleveur, d'après le barème suivant :

- 20 % à la charge de l'éleveur
  - 80 % à la charge des naisseurs
- } (pour des cas normaux)

#### Article 10 - Frais vétérinaires

En fin d'année, les frais vétérinaires : vitamines, fortifiants, antibiotiques, traitements divers, sont répartis à égalité entre la totalité des bêtes présentes sur l'exploitation de l'éleveur.

Les traitements ou vaccinations qui seront appliqués d'autorité seront :

- . traitement des strongyloses
  - . vaccination contre la brucellose
  - . vaccination contre la fièvre aphteuse
  - . traitement des varons
- 20 % à la charge de l'éleveur
  - 80 % à la charge des naisseurs.

Article 11 - Reprise de l'animal

Les génisses prêtes, reprises par le naisseur, seront enlevées un mois environ avant le vêlage. Le naisseur se réserve le droit de refuser l'enlèvement d'une bête ne donnant pas une garantie sanitaire satisfaisante. Prise de sang à faire par l'éleveur.

Article 12 - Vente de l'animal

S'il y a vente, la génisse sera estimée par le naisseur et l'éleveur, et vendue après accord du naisseur.

Article 13 - Paiement de la pension

a) Le paiement de la pension s'effectuera en 4 versements :

- |   |   |                |
|---|---|----------------|
| - 30 % du montant de la pension à 3 mois  | } | base 695 jours |
| - 20 % du montant de la pension à 6 mois  |   |                |
| - 30 % du montant de la pension à 15 mois |   |                |
| - Le solde à la livraison.                |   |                |

En cas de retard dans le paiement un taux d'intérêt de 0,50 % par mois sera ajouté à la somme due.

b) Si la génisse est vendue, il est convenu qu'une fois soustrait le prix de la pension additionné de la valeur estimative du veau à son arrivée dans l'élevage du prix de vente, la somme restante sera partagée de moitié entre le naisseur et l'éleveur. En cas de déficit 50 % à l'éleveur et 50 % au naisseur.

c) En cas d'accident de saillie trop jeune, il y a essai par le naisseur si elle n'a pas été vendue. En cas d'échec, risques assumés par les naisseurs : 50 %, par l'éleveur : 50 %.

Article 14 - Prime d'encouragement

Pour les génisses reprises par le naisseur, une prime sera attribuée à l'éleveur en fonction de la 1ère lactation. Cette prime sera calculée de la façon suivante :

- pour une production supérieure à 3.000 litres en 305 jours, il sera perçu une prime de 0,15 F par litre supplémentaire. La production retenue sera celle du contrôle officiel. La prime ne pourra pas toutefois dépasser 160 F pour un même sujet.



Article 15 - Transport des animaux

Il est entendu entre les intéressés que le transport est à la charge de l'éleveur pour les veaux, et à la charge des naisseurs pour les génisses prêtes. Transport assuré par l'éleveur sur la base de 10 F par animal.

Article 16 - Réunions, visites

a) Réunions

Les intéressés peuvent se réunir autant de fois qu'il en sera jugé nécessaire par l'une ou l'autre partie.

b) Visites

Les naisseurs peuvent visiter leurs génisses quand bon leur semble sur la semaine, même en cas d'absence de l'éleveur (pas de visite le dimanche). Il pourrait y avoir dérogation à ce règlement en cas d'épidémie dans l'élevage ou le voisinage.

Article 17 - Rupture de contrat

- a) Le naisseur désirant rompre son contrat devra en informer l'éleveur 12 mois à l'avance, sauf en cas de force majeure.
- b) L'éleveur se réserve le droit de rompre le contrat si le naisseur ne veut pas se soumettre au présent règlement.

Article 18

Il est convenu entre les intéressés qu'une modification au présent règlement ne peut être apportée qu'après consentement des deux parties.

Signature,



ANNEXE VI/B

EXEMPLES DE FUSIONS COMPLETES



G.A.E.C. COMPLET I (17)

Orientation T.E. : 41

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce groupement est le type, assez fréquent, de l'association entre membres d'une même famille qui continuent à travailler ensemble sur une même exploitation s'agrandissant peu à peu jusqu'à faire vivre 3 à 4 familles ou davantage.

Les parents des associés actuels avaient continué l'exploitation de leur père, soit 60 ha. En 1955, le fils aîné d'un d'entre eux a repris 60 ha à son nom à proximité et s'est associé avec son père et son oncle au lieu de s'installer seul. Peu à peu l'exploitation a encore grandi et, en 1966, deux autres fils travaillaient comme aide-familiaux dans cette association de fait. C'est alors qu'il fut décidé de créer un G.A.E.C. pour associer chacun à part entière.

Les associés sont donc au nombre de 5 :

- la mère (son mari étant décédé) - 59 ans à la création;
- son beau-frère - 57 ans;
- 2 frères : 30 et 35 ans environ, fils de la première associée;
- leur cousin, même âge, fils du 2ème associé.

Les 3 plus jeunes ont suivi les cours de l'Ecole d'Agriculture d'hiver.

La mère, qui ne fournit plus guère de travail sur l'exploitation, va se retirer incessamment. Son beau-frère se retirera également d'ici 1 ou 2 ans.

Les associés se retrouveront à 3 et ils souhaitent trouver un nouvel associé, même extérieur à leur famille.

STATUTS-CREATION

Les statuts ont été élaborés avec l'aide d'un notaire et du Centre de gestion.

Le partage du capital n'a pas été effectué en parts égales, mais selon le nombre d'années de travail de chacun sur l'exploitation, ce qui donne les proportions suivantes :

- mère et oncle : 31 % chacun;
- frères et cousin : 20 - 12 - 6 % respectivement.

Les bâtiments et le terrain sur lequel ils sont construits ont été apportés en propriété au G.A.E.C.

Ce sont les statuts-type de G.A.E.C., avec reprise en nature des apports, moyennant un préavis de 18 mois de la part de celui qui se retirerait.

Le G.A.E.C. n'a aucun gérant.

#### FONCTIONNEMENT

Le G.A.E.C. a un règlement intérieur qui prévoit notamment les horaires de travail, les congés, les absences pour formation et pour les engagements professionnels, les avantages en nature accordés par le G.A.E.C. Rien n'est prévu en cas de maladie des associés.

Le partage des responsabilités s'est effectué selon les aptitudes de chacun :

- porcherie : soins aux animaux et commercialisation;
- travail de culture;
- matériel - atelier;
- poulailler;
- administration - comptabilité.

En fait, le gérant exerce le rôle de leader et a une grande part dans l'animation des diverses activités. Il en est bien conscient et regrette que ses co-associés se reposent trop sur lui; mais il faut bien dire qu'il a un tempérament de leader.

Les épouses travaillent pour les volailles (environ 2 jours par semaine). Les ventes se font, en effet, en poulets préparés à des magasins de détail. Elles sont rémunérées selon le nombre d'heures qu'elles effectuent.

Une réunion des associés a lieu tous les lundis matin, au bureau du G.A.E.C. Le travail de la semaine s'organise alors, et se fait assez naturellement dans son exécution quotidienne grâce au partage des responsabilités.

Le partage des résultats, après prélèvement d'une somme fixe mensuellement, attribue 70 % de ceux-ci selon le travail (à parts égales donc) et 30 % selon le capital social de chacun. Au départ, les proportions étaient 60 et 40 %. En fait, les associés n'ont prélevé leur part de bénéfices qu'une seule année sur quatre.

Le G.A.E.C. ne paie pas de fermage pour les 30 ha qui sont la propriété des associés, mais rembourse les emprunts à leur place.

### ENVIRONNEMENT

Le G.A.E.C est membre d'un C.E.T.A. assez actif. Plusieurs de ses membres exercent des responsabilités dans des organisations professionnelles.

Il travaille avec une C.U.M.A.

Du fait de sa création très progressive, comme suite d'une exploitation familiale, ce G.A.E.C. est très bien admis dans la commune où il y a 6 autres exploitations (160 ha - deux de 130 ha - 100 ha - 50 ha et 40 ha).

### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Le gérant est satisfait du G.A.E.C., avec la réserve que nous avons indiqué concernant son rôle prépondérant dont il souffre parfois.

Il estime que l'efficacité du G.A.E.C. est bien plus grande que celle de l'exploitation individuelle grâce à la complémentarité des associés dans la conception des projets et dans leur réalisation, par la spécialisation des associés. Le G.A.E.C. laisse la possibilité de réfléchir (les associés en profiteraient davantage s'ils avaient plus de formation) et, selon le mot du gérant : "donne à chacun sa pleine dimension".

Il ne croit pas du tout que ce soient les avantages financiers (taux plus bas du Crédit Agricole) qui pèsent suffisamment pour la création des G.A.E.C.

Mais, par contre, il insiste sur la bonne entente entre les associés, faute de quoi la situation est pire que celle de l'exploitation individuelle.

### AVENIR

Ce G.A.E.C. de 250 ha a développé beaucoup les productions hors-sol. Il pense abandonner les volailles (60.000 en 1971) en transformant le poulailler en porcherie, et augmenter la production porcine.

En commun avec 5 autres exploitations, le G.A.E.C. projette la construction d'une porcherie de 300 truies, dont les porcelets seraient engraisés par 3 des exploitations (dont le G.A.E.C.). Deux exploitations seraient chargées de la porcherie des truies, une autre fournirait des céréales et serait partie prenante dans le financement. Il y aurait des contrats d'achat des porcelets aux naisseurs, basés sur le prix du porc gras.

Par ailleurs, le G.A.E.C. cherche à mettre en culture des prairies en les drainant. Il va étendre la culture du maïs-grain.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 41, porcs et volailles + cultures.

En 5 ans, ce groupement n'a pratiquement pas modifié sa surface exploitée, ni la main-d'oeuvre employée.

Nous assistons à une intensification très nette de la production végétale, le produit des cultures de vente ayant doublé en 5 ans, leur surface n'augmentant que de 30 %.

Parallèlement, les amortissements de matériel ont triplé, malgré la diminution de tracteurs (partiellement compensé par l'augmentation de puissance).

C'est en production animale que le changement d'orientation est manifeste : abandon des bovins laitiers et à viande remplacés par des productions de porcs charcutiers et de volailles de choix. Malheureusement, les marges laissées par ces deux productions, du fait des conditions de marché, se sont amenuisées et contribuent mal à rémunérer la main-d'oeuvre et les investissements importants.

L'exploitation a, en effet, investi 355.000 F en bâtiments d'élevage, ce qui a porté les amortissements fonciers de 14.700 F à 57.250 F.

En définitive, malgré de nets progrès en production végétale et une bonne technicité en productions porcine et avicole, le revenu du travail est abaissé de 44.500 F à 20.200 F par UTA, il demeure juste suffisant compte tenu des amortissements fonciers et des frais financiers.

Economiquement, l'effet de l'association a donc été une intensification de la production et une orientation différente des productions animales réalisée avec des investissements importants. Malheureusement, le choix n'est pas heureux, dans son résultat financier, pour le moment du moins. Mais ceci ne peut être imputé au fait de l'association. D'ailleurs, le groupement continue sa marche en avant dans la même ligne, en projetant d'étendre l'association à d'autres exploitations pour arriver à mieux maîtriser la production porcine, quitte à abandonner celle des volailles.



GROUPEMENT COMPLET N° 1

Fiche technico-économique

|  | 1966<br>(avant le GAEC) | 1967                  | 1968   | 1969    | 1970   |
|--|-------------------------|-----------------------|--------|---------|--------|
| <b>Généralités</b>                     |                         |                       |        |         |        |
| S.A.U. (en ha)                         | 221                     | 243                   | 247    | 255     | 249    |
| % fermage                              | 85                      | 87                    | 88     | 86      | 86     |
| % propriété associés                   | 15                      | 13                    | 12     | 12      | 12     |
| % propriété groupement                 | 0                       | 0                     | 0      | 2       | 2      |
| <b>Orientation technico-économique</b> | 14                      | 14                    | 41     | 41      | 41     |
| <b>Cultures pratiquées (ha)</b>        |                         |                       |        |         |        |
| Blé                                    | 12                      | 26                    | 48     | 45      | 46     |
| Céréales secondaires                   | 131                     | 113                   | 117    | 130     | 104    |
| Maïs, pois, féveroles                  | 0                       | 25                    | 12     | 0       | 4      |
| Colza                                  | 28                      | 52                    | 42     | 52      | 67     |
| Surface fourragère                     | 50                      | 27                    | 28     | 28      | 28     |
| <b>Bétail</b>                          |                         |                       |        |         |        |
| Vaches laitières                       | 39                      | 0                     | 0      | 0       | 0      |
| Boeufs vendus par an                   | 50                      | 36                    | 7      |         | 5      |
| Porcs gras vendus                      |                         | 797                   | 1,544  | 1,591   | 1,514  |
| Poulets de chair (environ)             |                         | 12,200                | 11,500 | 36,000  | 70,000 |
| <b>Nombre d'U.G.B.</b>                 | 68                      | 366                   | 552    | 730     | 940    |
| <b>Main-d'oeuvre</b>                   |                         |                       |        |         |        |
| U.T.A. associés                        | 4,5                     | 4,5                   | 4,5    | 4,5     | 4,5    |
| U.T.A. aide familiaux                  | 1,5                     | 1,3                   | 1,5    | 1,5     | 2      |
| U.T.A. salariés                        | 0                       | 0                     | 0      | 0       | 0      |
| <b>Matériel - Installations</b>        |                         |                       |        |         |        |
| Tracteurs (nombre)                     | 6                       | 5                     | 4      | 4       | 3      |
| leur puissance (en CV)                 |                         | 277                   | 247    | 247     | 210    |
| Moissonneuse-batteuse                  | 1                       | 1                     | 1      | 1       | 1      |
| Stockage de céréales (1964)            | 5,500 qtx               | (coût 51,000 en 1964) |        |         |        |
| <b>Investissements réalisés</b>        |                         |                       |        |         |        |
| a. Porcherie 600 places (frs.)         |                         | 240,000               |        |         |        |
| b.                                     |                         |                       |        |         |        |
| c. Poulailler 1200 m2 (en frs.)        |                         |                       |        | 115,000 |        |
| d.                                     |                         |                       |        |         |        |
| e.                                     |                         |                       |        |         |        |
| f.                                     |                         |                       |        |         |        |
| <b>Financement</b>                     |                         |                       |        |         |        |
| a. Subvention porcherie (en frs.)      |                         | 120,000               |        |         |        |
| a. Prêt porcherie ( " )                |                         | 77,300                |        |         |        |
| c. Prêt poulailler ( " )               |                         |                       |        | 89,000  |        |
| d.                                     |                         |                       |        |         |        |
| e.                                     |                         |                       |        |         |        |
| f.                                     |                         |                       |        |         |        |

Avec la mise en G.A.E.C. l'exploitation a fait preuve de dynamisme, en investissant dans des constructions et lançant des productions hors-sol importantes, porcs et volailles.

L'on peut constater que les résultats sont bons et se traduisent par une forte augmentation du capital propre des associés. Mais, compte tenu des amortissements nouveaux, l'on s'aperçoit que l'accroissement du produit et des investissements n'entraîne aucun accroissement des résultats, ceci étant lié aux productions car les résultats techniques sont bons.

GROUPEMENT COMPLET N° 1

Fiche technico-économique

|   | 1966<br>(avant le GAEC) | 1967    | 1968    | 1969   | 1970       |  |
|---|-------------------------|---------|---------|--|------------|--|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>                  |                         |         |         |  |            |  |
| Produit d'exploitation (en francs)            |                         |         |         |  |            |  |
| Cultures de vente                             | 192,320                 | 363,716 | 320,349 | 325,724  | 383,378    |  |
| Animaux sur surface fourragère<br>(dont lait) | 80,000<br>(48,000)      | 14,085  | 1,530   | 9,994  | 2,340      |  |
| Porcs   |                         | 195,915 | 290,360 | 367,212  | 316,458    |  |
| Poulets                                       |                         | 5,123   | 52,097  | 152,146  | 340,055    |  |
| Divers  |                         | 1,435   | -       | 20,439 (1)   | 12,230 (1) |  |
| Total   |                         | 631,274 | 664,336 | 875,515  | 1,054,461  |  |
| par ha S.A.U.                                 |                         | 2,600   | 2,690   | 3,430  | 4,250      |  |
| Répartition en %                              |                         |         |         | (1) Travail des associés pour la construction et l'aménagement des bâtiments |            |  |
| Cultures de vente                             |                         | 56      | 48      | 37   | 36         |  |
| Porcs   |                         | 31      | 44      | 42   | 30         |  |
| Poulets                                       |                         | 9       | 8       | 20   | 33         |  |
| <b>Charges réelles (en francs)</b>            |                         |         |         |  |            |  |
| Approvisionnements                            |                         | 233,377 | 305,676 | 414,742  | 604,686    |  |
| Amortissements matériel                       | 12,466                  | 21,060  | 27,612  | 29,854   | 37,062     |  |
| " foncier                                     | 14,700                  | 22,000  | 46,842  | 46,900   | 57,252     |  |
| Fermage                                       | 20,265                  | 19,340  | 16,126  | 28,693   | 30,939     |  |
| Charges salariales                            | 6,290                   | 8,367   | 10,986  | 12,788   | 13,024     |  |
| Autres charges réelles                        |                         | 46,092  | 54,514  | 91,081   | 128,308    |  |
| Frais financiers                              |                         | 12,267  | 3,656   | 13,772   | 18,338     |  |
| Intérêt du capital d'exploitation             |                         | 31,500  | 41,300  | 57,000   | 65,200     |  |
| Valeur locative                               | 15,200                  | 22,500  | 47,342  | 47,400   | 57,752     |  |
| Revenu d'exploitation brut                    |                         | 351,805 | 304,146 | 369,692  | 321,467    |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.           |                         | 1,442   | 1,222   | 1,441  | 1,297      |  |
| Revenu d'exploitation net                     |                         | 330,745 | 276,534 | 339,838  | 284,405    |  |
| Revenu du travail                             |                         | 257,405 | 171,766 | 206,746  | 130,514    |  |
| Revenu du travail par U.T.A.                  |                         | 44,500  | 28,550  | 34,500   | 20,200     |  |
| Revenu du travail familial                    |                         | 249,038 | 160,780 | 193,958  | 117,490    |  |
| <b>BILAN - Actif</b>                          |                         |         |         |  |            |  |
| Terrain - frais d'établissement               |                         | 3,696   | 8,026   | 24,026   | 26,669     |  |
| Constructions - agencements                   | 167,325                 | 210,713 | 290,171 | 359,837  | 370,470    |  |
| Matériel                                      | 73,415                  | 114,734 | 139,118 | 239,764  | 221,900    |  |
| Cheptel vif                                   | 73,220                  | 158,690 | 112,303 | 159,282  | 398,964    |  |
| Titres de participation                       |                         |         | 10,256  | 10,239   | 15,800     |  |
| Capital circulant                             | 255,983                 | 197,127 | 405,222 | 526,796  | 254,871    |  |
| Actif brut                                    | 569,943                 | 684,960 | 965,096 | 1,319,944  | 1,288,674  |  |
| <b>Passif</b>                                 |                         |         |         |  |            |  |
| Capital propre                                |                         | 183,000 | 191,674 | 515,620  | 618,371    |  |
| Subventions d'équipement                      |                         | 120,000 | 106,287 | 94,793   | 70,861     |  |
| Emprunts L.T. et M.T.                         | 121,718                 | 90,408  | 217,187 | 344,465  | 247,149    |  |
| Dettes et C.T.                                |                         | 291,552 | 156,010 | 216,499  | 220,511    |  |
| Comptes d'associés                            |                         |         | 165,748 | 7,338  | 2,300      |  |
| Résultats                                     |                         |         | 128,190 | 141,229  | 89,882     |  |
| <b>RENDEMENTS</b>                             |                         |         |         |  |            |  |
| Blé (quintaux/ha)                             |                         | 47,50   | 40      | 42,50  | 40,50      |  |
| Orge "  |                         | 25,70   | 37      | 29,00  | 30,00      |  |
| Colza "                                       |                         | 25,50   | 19      | 18,00  | 19,60      |  |
| Produit-approvisionnements (marge brute)      |                         |         |         |  |            |  |
| - par porc (en francs)                        |                         | 88,00   | 61      | 101,00   | 35,00      |  |
| - par poulet "                                |                         | 2,50    | 1       | 0,75   | 0,95       |  |

G.A.E.C. COMPLET II (16)

Orientation T.E. : 13

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. offre la particularité d'être l'un des plus importants de France, avec ses 8 adhérents (la loi en autorise 10 au maximum) et l'un des plus anciens puisqu'il fut créé avant les décrets d'application en octobre 1964.

Les 8 associés étaient tous exploitants auparavant et ne sont pas parents entre eux, sauf deux cousins.

Leurs surfaces respectives étaient de : 62 - 55 - 53 - 44 - 42 - 35 - 33 et 12 ha.

Les 12 ha étaient à un jeune exploitant qui n'aurait vraisemblablement continué sur cette surface. Il s'agit donc d'exploitations ayant des surfaces comparables à celles de leur région.

Elles pratiquaient la polyculture-élevage, avec production laitière et employaient au total 7 salariés.

Les deux plus jeunes exploitants avaient 25 et 30 ans, les autres entre 40 et 46.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les exploitants de cette commune (une quinzaine au total) s'entraidaient par groupes de 2 à 4.

En 1963 fut créée une C.U.M.A., entre 9 exploitants, autour d'une moissonneuse-batteuse, cela provoqua une banque de travail. Par la suite, le débit de cette moissonneuse-batteuse posa le problème du stockage : il était difficile de construire des cellules en commun et de vendre chacun ses grains.

Deux exploitants qui faisaient partie du C.E.T.A. eurent alors l'idée de créer un G.A.E.C.

MOTIVATION - ORIGINE

Après visite à un groupement créé quelques années auparavant et étude du projet, 4 des futurs associés en parlèrent à ceux avec qui ils s'entraidaient habituellement.

Puis la proposition fut présentée à l'ensemble des exploitants de la commune et finalement retenue par 8 d'entre eux.

Il ne faut pas sous-estimer l'action d'un leader, lequel a cependant toujours joué le jeu de l'association communautaire.

Dès le départ, le principal projet fut le regroupement du bétail en une seule étable (de 100 vaches laitières), principalement dans un but de simplification du travail et de meilleure rentabilité. Pour les cultures, l'objectif était l'utilisation optimum d'un matériel adapté à la nouvelle surface exploitée.

#### CONSTITUTION - STATUTS

La décision étant arrêtée en février 1964, les pourparlers aboutirent en octobre de la même année à la création d'une société civile d'exploitation, après avoir envisagé la forme coopérative. La forme G.A.E.C. était prévue aussitôt les décrets d'application parus.

Les épouses ont largement participé à toutes ces discussions.

Les apports de chacun se composent essentiellement de leur capital d'exploitation, diminué des emprunts de chacun. Ils sont divisés en deux parties : l'une a constitué le capital social qui est égal pour 6 d'entre eux et inférieur pour les deux autres (200.000 frs net au total) et l'autre partie en apports en nature à titre onéreux, c'est-à-dire remboursables à partir de la 6ème année aux associés (pour un total de 356.000 frs).

Cette division des apports est assez peu courante, et répondait au projet de faire constituer par le G.A.E.C. un capital sur ses résultats. En fait, les associés ont pratiquement bloqué dans le G.A.E.C. leurs apports à titre onéreux.

Le G.A.E.C. fut aidé dans sa constitution par plusieurs techniciens (C.E.T.A., Centre de gestion, Service juridique du syndicat).

Les apports furent estimés en commun et avec des techniciens.

Les terres et les bâtiments sont mis à la disposition du G.A.E.C. moyennant une location.

S'il y a des aménagements dans les bâtiments, il est prévu que cela ne se réalise qu'avec l'accord des propriétaires. La plus-value lui est acquise

s'il fournit les matériaux, dans le cas contraire, il pourrait les racheter (après amortissement) en cas de départ ou reprendre son bâtiment après enlèvement éventuel des installations.

Les statuts sont les statuts-types; ils prévoient, sauf décision contraire, que l'associé partant ne reprend pas ses apports en nature.

#### REGLEMENT INTERIEUR

Un tel nombre d'associés suppose une organisation plus stricte qu'un G.A.E.C. moins nombreux. Voici d'ailleurs les grandes lignes du règlement intérieur :

- I. - Mise à disposition de toutes les terres de chacun. Les associés ne peuvent exercer d'autres activités lucratives.
  - Fixation des indemnisations pour les terres et les bâtiments des associés; les apports remboursables rapporteront un intérêt.
  - Conditions d'aménagements dans les bâtiments des associés (voir ci-dessus).
- II. - Les associés s'engagent à travailler 284 jours par an.
  - Congés : 3 jours (de semaine) par mois + les dimanches et fêtes - et une semaine par an.
  - Ils ont droit au maximum à entretenir : 100 poules et 20 lapins.
  - Question des prélèvements en nature et des indemnisations pour les services rendus (nourriture des ouvriers, déplacements, etc...)
- III. - Mode de partage des résultats (après prélèvement mensuel de 1.000 frs actuellement :
  - . 1/3 au prorata des surfaces : chacun doit le mettre en réserve pour des achats fonciers;
  - . 1/3 selon le capital social et les avances de chacun;
  - . 1/3 en parts égales pour le travail.(Au départ, le premier tiers était mis en réserve au compte du G.A.E.C.)
- IV. - Responsabilités  
Chacun a la ou les siennes :
  - . Etable laitière
  - . Jeunes bovins
  - . Culture
  - . Vignes et arboriculture (consommation des associés)
  - . Matériel et aménagements
  - . Stockage
  - . Secrétariat
  - . Comptabilité
- V. - Engagements extérieurs : après autorisation de l'ensemble des associés, le temps passé est compté en temps de travail.

#### VI. - Divers et surtout fonds social :

Le fonds social concerne principalement la prime d'éducation pour les enfants et l'indemnité en cas d'accident ou arrêt de travail. Les associés reçoivent 1.200 frs. par an pour leurs enfants de 11 à 18 ans qui suivent des études. En cas d'arrêt de travail l'associé reçoit son indemnité mensuelle; en cas de décès, la veuve reçoit la mensualité pendant 12 mois et une demi-mensualité jusqu'à la majorité des enfants. (Maintenant, le G.A.E.C. a pris une assurance-décès pour ses membres).

#### FONCTIONNEMENT - REUNIONS

Il est en partie défini par ce règlement intérieur.

Pour l'organisation quotidienne chacun exerce sa responsabilité et les tâches sont partagées. Ainsi, 3 travaillent régulièrement à l'étable, 3 aux cultures.

Les associés se retrouvent chaque matin au garage-atelier à 7 h et l'après-midi à 14 h (sauf ceux de l'étable).

Pour le travail des animaux, tour à tour l'un des préposés à la traite est de permanence le dimanche avec deux des autres associés. Ils ont donc 2 dimanches de libre sur 3.

Il y a une réunion hebdomadaire pour les affaires courantes; on y discute également des orientations et les décisions sont prises à l'unanimité.

Les épouses ne travaillent pas sur le G.A.E.C. (deux d'entre elles élèvent pour leur compte des veaux mâles achetés au G.A.E.C.). Elles assistent chaque année à une réunion tenue après l'assemblée générale qui statue sur les comptes.

Près de l'étable, il existe un bureau du G.A.E.C. où se passent les réunions et où sont tous les enregistrements dont l'un ou l'autre est responsable. Chacun peut les consulter à tout moment, ainsi que les livres de comptes.

#### ENVIRONNEMENT

Bien entendu, ce G.A.E.C. a suscité un grand mouvement d'intérêt et reçoit beaucoup de visiteurs de toutes les régions.

Dans la commune, on l'appelle le "Kolkhoze", mais c'est maintenant plus par habitude que dans une intention péjorative. Il reste 4 exploitations individuelles (20 - 30 - 60 et 80 ha).

Malgré cette méfiance initiale, les autres exploitants ont toujours collaboré avec le G.A.E.C. (C.U.M.A. de moissonnage-battage et une autre C.U.M.A. pour l'ensilage de maïs).

Quatre associés ont des responsabilités dans des organisations départementales.

#### AVANTAGES - DIFFICULTES

Les difficultés ont eu lieu au début; elles étaient dues à un excès de travail (constructions en cours, bétail dispersé, matériel encore inadapté) et au fait que le G.A.E.C. ne maîtrisait pas encore la conduite d'une exploitation de cette dimension.

Elles n'ont cependant jamais été majeures et l'entente est excellente. Personne ne regrette le G.A.E.C., au contraire.

Les associés apprécient avant tout la sécurité (la production est très bonne et il y a sécurité en cas de maladie ou accident) et la libération qu'ils éprouvent à s'appuyer les uns sur les autres dans un système bien organisé.

#### PROJETS

Le G.A.E.C. n'a, à vrai dire, guère de projets actuellement. Il essaie quelques cultures légumières de plein champ (pour augmenter sa production) mais la main-d'oeuvre les limite.

Il ne cherche pas vraiment à s'agrandir. S'il faut acheter des terres qu'il exploite, ce sont les associés qui achèteront à titre individuel (avec prêt du G.A.E.C. au besoin).

Les associés commencent à penser à l'intégration de 2 ou 3 grands fils : ils entreranno vraisemblablement d'abord comme aide-familiaux pour une période d'essai de 1 ou 2 ans.

#### CONCLUSION

Ce G.A.E.C. est remarquable à divers égards.

En fait, cette formule fait peur à beaucoup d'exploitants qui craignent la perte de liberté, inévitable en un sens à cette échelle, mais n'apprécient la libération que la formule a procurée aux exploitants.

Ceux-ci sont d'ailleurs soucieux de profiter de cet avantage, et l'on peut dire que leur G.A.E.C. n'est pas ambitieux dans ses objectifs : maintenir une haute productivité, mais ne pas s'accroître au-delà de la dimension actuelle jugée suffisante.

L'un des associés, appelé d'ailleurs "le président" est gérant et est, en fait, le leader, mais il laisse jouer à plein jeu la collégialité dans toutes les décisions.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 13, cultures + bovins

Les résultats économiques de cet important groupement, issu de la fusion de 8 exploitations méritent particulièrement notre attention.

Sur 6 campagnes, la surface n'a guère varié et, compte tenu des deux salariés employés, le nombre d'hectares par travailleur n'est pas supérieur à celui de la petite ou de la moyenne exploitation de cette région (35 ha par UTA).

Le système de production ne distingue pas non plus ce groupement des exploitations environnantes. Mais nous constatons une productivité assez remarquable à la fois en production végétale et en production animale (bovins laitiers). Ramené à l'hectare, le produit des cultures de vente a augmenté en 4 ans de 30 % et le produit des animaux de 70 % (ce dernier malgré le remplacement d'une grande partie du cheptel en 1968-69 pour cause sanitaire). Les rendements se situent à un haut niveau, tant en céréales qu'en production laitière.

Au départ de l'association un investissement important (310.000 F), la construction d'une étable, a permis cette amélioration de la productivité du cheptel. Il est largement rentabilisé comme on peut le constater.

Les résultats économiques sont, en effet, excellents : de 1966 à 1970, le revenu brut d'exploitation a augmenté de 50 % et le revenu net de 70 %, le revenu du travail par UTA a plus que doublé, passant de 13.600 F à 29.500 F ce qui est un niveau d'autant plus satisfaisant que l'exploitation emploie apparemment une main-d'oeuvre assez abondante, ne réalisant pas d'économie d'échelle sur ce point par rapport aux petites exploitations voisines. Les résultats moyens d'exploitations de 50 ha montrent un revenu du travail de 18.800 F par UTA pour l'année de départ du groupement (exploitations suivies par le Centre de gestion).

L'effet économique de l'association est donc très net et positif; ceci grâce à la qualité du travail qui permet une haute productivité dans le système de production traditionnel. Il faut, de plus, souligner que cette amélioration de revenu s'accompagne d'une libération des associés, moins assujettis par leur travail que leurs voisins demeurés exploitants individuels.



GROUPEMENT COMPLET N° 11

Fiche technico-économique

|                                 | 1965-66 | 1966-67 | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |
|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Généralités                     |         |         |         |         |         |         |
| S.A.U. (en ha)                  | 331     | 334     | 350     | 348     | 348     | 343     |
| % fermage                       | 51      |         |         |         |         | 41      |
| % propriété associés            | 49      |         |         |         |         | 59      |
| % propriété groupement          | -       | -       | -       | -       | -       | -       |
| Orientation technico-économique |         | 13      |         | 11 A    |         | 13      |
| Cultures pratiquées (en ha)     |         |         |         |         |         |         |
| Blé                             | 92      | 72      | 90      | 93      | 110     | 116     |
| Céréales secondaires            | 67      | 75      | 76      | 65      | 60      | 45      |
| Mais - grain                    | 20      | 42      | 55      | 69      | 64      | 68      |
| Betteraves industrielles        | 31      | 28      | 24      | 29      | 30      | 29      |
| Surface fourragère              | 121     | 117     | 105     | 92      | 84      | 85      |
| Bétail                          |         |         |         |         |         |         |
| Effectif moyen vaches laitières | 99      | 94      | 93      | 50      | 73      | 80      |
| Boeufs vendus par an            |         |         |         |         |         | 46      |
| Nombre d'U.G.B.                 | 165     | 160     | 180     | 140     | 146     | 150     |
| Main-d'oeuvre                   |         |         |         |         |         |         |
| U.T.A. associés                 | 8       | 8       | 8       | 8       | 8       | 8       |
| U.T.A. - aide-familiaux         |         |         |         |         |         |         |
| U.T.A. salariés                 |         | 2,2     | 2       | 2       | 2       | 2       |
| Matériel - Installations        |         |         |         |         |         |         |
| Tracteurs (nombre)              | 10      | 9       | 10      | 9       | 9       | 9       |
| Moissonneuse-batteuse           | 1       | 1       | 1       | 1       | 1       | 1       |
| Investissements réalisés        |         |         |         |         |         |         |
| a. Etable                       | 310,000 |         |         |         |         |         |
| b.                              |         |         |         |         |         |         |
| c. Stockage du grain            | 70,000  |         |         |         |         |         |
| d. Irrigation                   |         |         |         | 53,000  |         | 20,000  |
| e.                              |         |         |         |         |         |         |
| f.                              |         |         |         |         |         |         |
| Financement                     |         |         |         |         |         |         |
| a. Subvention étable            |         | 73,500  |         |         |         |         |
| a. Emprunt étable               | 213,600 |         |         |         |         |         |
| c. Emprunt stockage             | 56,800  |         |         |         |         |         |
| d.                              |         |         |         |         |         |         |
| e.                              |         |         |         |         |         |         |
| f.                              |         |         |         |         |         |         |

Ce G.A.E.C. a nettement amélioré la situation de départ au point de vue des résultats et corrélativement du capital propre des associés. Ce résultat est dû, en grande partie, aux excellents rendements techniques obtenus. Ce sont eux qui expliquent l'augmentation assez sensible du produit et des résultats. Le G.A.E.C. a réalisé des moyens de production à sa taille, notamment pour l'étable, et recherche à les mettre en valeur le mieux possible.

GROUPEMENT COMPLET N° 11

Fiche technico-économique

|  | 1965-66   | 1966-67   | 1967-68   | 1968-69   | 1969-70   | 1970-71   |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| COMPTE D'EXPLOITATION                        |           |           |           |           |           |           |
| Produit d'exploitation (en francs)           |           |           |           |           |           |           |
| Cultures de vente                            |           | 375,029   |           | 569,499   |           | 623,376   |
| Lait   |           | 165,061   |           | 129,587   |           | 231,966   |
| Autre produit des bovins                     |           | 97,827    |           | 73,487    |           | 101,858   |
| Divers                                       |           | 2,327     |           | 8,408     |           | 16,798    |
| Total  |           | 640,244   |           | 780,981   |           | 973,998   |
| par ha S.A.U.                                |           | 1,920     |           | 2,250     |           | 2,850     |
| Répartition en %                             |           |           |           |           |           |           |
| Cultures de vente                            |           | 59        |           | 73        |           | 64        |
| Bovins                                       |           | 41        |           | 26        |           | 34        |
| Charges réelles (en francs)                  |           |           |           |           |           |           |
| Approvisionnements et autres charges réelles |           | 290,403   |           | 266,870   |           | 440,987   |
| Amortissements matériel                      |           | 67,418    |           | 48,100    |           | 50,278    |
| Amortissements foncier                       |           | 23,078    |           | 28,935    |           | 42,027    |
| Fermage                                      |           | 51,857    |           | 54,997    |           | 63,769    |
| Charges salariales                           |           | 12,479    |           | 32,437    |           | 36,913    |
| Autres charges réelles                       |           |           |           |           |           |           |
| Frais financiers                             |           | 38,631    |           | 42,140    |           | 43,966    |
| Intérêt du capital d'exploitation            |           | 67,500    |           | 73,700    |           | 82,000    |
| Valeur locative                              |           | 23,300    |           | 29,200    |           | 42,300    |
| Revenu d'exploitation brut                   |           | 349,841   |           | 514,111   |           | 533,011   |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.          |           | 1,042     |           | 1,442     |           | 1,557     |
| Revenu d'exploitation net                    |           | 282,423   |           | 466,011   |           | 482,733   |
| Revenu du travail                            |           | 139,766   |           | 308,114   |           | 294,664   |
| Revenu du travail par U.T.A.                 |           | 13,630    |           | 30,811    |           | 29,466    |
| Revenu du travail familial                   |           | 127,287   |           | 275,677   |           | 257,751   |
| BILAN - Actif                                |           |           |           |           |           |           |
| Terres                                       | 10,000    | 10,000    | 10,000    | 10,000    | 10,000    | 10,000    |
| Matériel et bâtiments                        | 666,468   | 639,264   | 626,942   | 724,216   | 706,220   | 839,648   |
| Cheptel vif                                  | 284,750   | 342,900   | 369,809   | 268,150   | 314,700   | 270,550   |
| Capital circulant                            | 380,741   | 364,197   | 447,005   | 479,722   | 639,558   | 503,286   |
| Actif brut                                   | 1,341,959 | 1,356,361 | 1,453,756 | 1,482,088 | 1,670,478 | 1,623,484 |
| - Passif                                     |           |           |           |           |           |           |
| Capital propre                               | 200,000   | 200,000   | 200,000   | 300,000   | 408,334   | 411,248   |
| Subventions d'équipement                     |           | 73,500    | 73,500    | 73,500    | 73,500    | 73,500    |
| Emprunts L.T. et M.T.                        |           | 523,905   | 469,798   | 390,715   | 411,363   | 346,525   |
| Dettes et C.T.                               |           | 125,437   | 151,179   | 140,830   | 70,175    | 82,911    |
| Comptes d'associés                           |           | 355,941   | 355,941   | 355,941   | 416,000   | 416,000   |
| Résultats                                    |           | 77,578    | 203,338   | 221,102   | 291,106   | 293,300   |
| RENDEMENTS                                   |           |           |           |           |           |           |
| Blé (quintaux/ha)                            | 44        | 43        | 54        | 55        | 57        | 41        |
| Orge ( " )                                   | 37        | 38        | 48        | 43        | 45        | 36        |
| Maïs - grain ( " )                           | 58        | 70        | 52        | 72        | 70        | 75        |
| Betteraves industrielles (t./ha)             | 38        | 45        | 41        | 46        | 47        | 49        |
| Lait - litres par vache et par an            | 3,200     | 3,700     | 3,800     | 5,100     | 4,200     | 4,870     |

GROUPEMENT COMPLET N° 11

Fiche technico-économique

Résultats d'une exploitation de 50 ha (récolte 1965) dans la même région - Moyenne d'un groupe du Centre de gestion

| Généralités                       | 1965 | Surfaces des associés à la création (15/10/1964) |       |       |       |       |       |       |        |       |
|-----------------------------------|------|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|
|                                   |      | A  | B     | C     | D     | E     | F     | G     | H      | Total |
| S.A.U. (en ha)                    | 50   | 61,54  | 62,40 | 38,14 | 32,34 | 35,45 | 35,47 | 49,26 | 12,40  | 327   |
| % fermage                         |      | 39,00  | 56,00 | 43,00 | 24,00 | 55,00 | 68,00 | 82,00 | 0      |       |
| % propriété associés              |      | 6,00   | 9,00  | 20,00 | 19,00 | 24,00 | 12,00 | 0     | 0      |       |
| % propriété des parents           |      | 55,00  | 35,00 | 37,00 | 56,00 | 21,00 | 20,00 | 18,00 | 100,00 |       |
| Orientation technico-économique   | 11 A |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Cultures pratiquées (en ha)       |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Blé                               | 33   |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Autres céréales                   | 25   |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Plantes sarclées et industrielles | 22   |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Cultures fourragères              | 10   |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Prairies permanentes              | 10   |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Bétail                            |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Vaches laitières                  | 7    | 18   | 15    | 12    | 8     | 10    | 14    | 15    | 0      | 92    |
|                                   |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
|                                   |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
|                                   |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Nombre d'U.G.B.                   | 13   |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Main-d'oeuvre                     |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| U.T.A. exploitant                 | 1    |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| U.T.A. aide-familiaux             | 0,1  |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| U.T.A. salariés                   | 0,5  |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Matériel - Installations          |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
|                                   |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
|                                   |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
|                                   |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
|                                   |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Investissements réalisés          |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| a.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| b.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| c.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| d.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| e.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| f.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| Financement                       |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| a.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| b.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| c.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| d.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| e.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |
| f.                                |      |  |       |       |       |       |       |       |        |       |

On peut noter que les exploitations qui se sont associées étaient davantage tournées vers les productions bovines que celles de la moyenne de leur région, ce qui s'explique par la situation de la commune près d'une rivière et la présence obligatoire de prairies permanentes, de ce fait. Dans l'ensemble, les exploitations associées n'étaient certainement pas au-dessus de la moyenne de celles que suit le Centre de gestion dans leur région.

GROUPEMENT COMPLET N° 11

Fiche technico-économique

Résultats d'une exploitation de 50 ha (récolte 1965) dans la même région - Moyenne d'un groupe du Centre de gestion

| COMPTE D'EXPLOITATION               |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
|-------------------------------------|--------|---|---------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|
| Produit d'exploitation              |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Cultures de vente                   | 58,700 |   |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     | 18,900 |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Divers                              | 900    |   |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Total                               | 78,500 |   |         |        |        |        |        |         |         |
| par ha S.A.U.                       | 1,570  |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Répartition en %                    |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Cultures de vente                   | 75     |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Bétail sur surface fourragère       | 25     |   |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Charges réelles                     |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Approvisionnements                  | 22,200 |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Amortissements matériel             | 7,350  |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Amortissements foncier              | 550    |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Fermeage                            | 2,500  |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Charges salariales                  | 6,300  |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Autres charges réelles              | 7,750  |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Frais financiers                    |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 5,800  |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Valeur locative                     | 2,850  |   |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Revenu d'exploitation brut          | 48,550 |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 978    |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Revenu d'exploitation net           | 41,200 |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Revenu du travail                   | 30,050 |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 18,800 |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Revenu du travail familial          | 23,750 |   |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| BILAN - Actif                       |        | Apports des associés à la création (15/10/64) |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     |        | A   | B       | C      | D      | E      | F      | G       | H       |
| Terres                              |        | -   | -       | -      | 10,000 | -      | -      | -       | -       |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         | 10,000  |
| Matériel                            |        | 53,430  | 58,248  | 17,545 | 25,690 | 27,140 | 18,540 | 26,620  | 1,500   |
| Cheptel vif                         | 19,850 | 56,300  | 48,400  | 36,750 | 27,250 | 34,250 | 47,050 | 58,200  | 7,000   |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         | 315,100 |
| Capital circulant                   |        | 35,258  | 31,924  | 16,198 | 12,412 | 20,175 | 25,240 | 22,747  | 4,231   |
| Actif brut                          |        | 144,988                                       | 138,572 | 70,493 | 75,352 | 81,465 | 90,830 | 107,567 | 12,731  |
| - Passif                            |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Capital propre                      |        | 28,600  | 28,600  | 28,600 | 28,600 | 28,600 | 28,600 | 18,400  | 10,000  |
| Subventions d'équipement            |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Emprunts L.T. et M.T.               |        | 20,212  | 20,204  | 12,960 | 16,000 | 18,604 | 22,179 | 55,900  | -       |
| Dettes et C.T.                      |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Comptes d'associés                  |        | 96,176  | 89,768  | 28,933 | 30,752 | 34,261 | 40,051 | 33,267  | 2,731   |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         | 355,959 |
| Résultats                           |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
|                                     |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| RENDEMENTS                          |        |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Blé (quintaux/ha)                   | 41     |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Orge ( " )                          | 39     |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Maïs - grain ( " )                  | 57     |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Betteraves à sucre                  | 42     |   |         |        |        |        |        |         |         |
| Litres de lait par vache et par an  | 3,300  |   |         |        |        |        |        |         |         |

G.A.E.C. COMPLET III (19)

Orientation T.E. : 34

ASSOCIES ET EXPLOITATIONS REGROUPEES

Le G.A.E.C. s'est créé en mai 1967 (reconnaissance officielle en juillet 1967) entre deux cousins qui travaillaient jusqu'alors chacun avec leur père comme aide-familiaux, sur deux exploitations voisines.

Les deux pères ne sont pas entrés dans le G.A.E.C. comme associés mais aident simplement le G.A.E.C. à titre d'aide-familiaux (ils ont l'âge de la retraite).

Les associés n'ont pas suivi de cours d'agriculture mais un certain nombre de stages organisés pour les jeunes agriculteurs.

Les exploitations avaient respectivement 23 ha et 27 ha, soit environ la moyenne de leur région. Depuis, elles louaient des alpages.

Au début de 1971, le beau-frère d'un des associés est entré dans le G.A.E.C. en apportant, en espèces, le même capital social que les autres associés. Agé de 30 ans, il était auparavant employé dans une entreprise de la région. Il a été co-opté par les deux associés, bien que n'ayant pas d'expérience en agriculture, parce que ceux-ci sentaient la nécessité d'un troisième associé en raison de l'extension de leurs activités.

Il avait été question de le prendre comme salarié durant un an avant de l'associer mais, en définitive, la solution de l'association immédiate a prévalu.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les deux exploitations, surtout sous l'impulsion des fils, réalisaient la fenaison ensemble et s'entraidaient fréquemment pour d'autres travaux. Elles possédaient environ le tiers de leur matériel en commun.

De plus, elles louaient ou exploitaient en commun 10 ha de terre et 60 ha d'alpages depuis quelques années.

MOTIFS DE LA CREATION

Les associés estiment que leur collaboration en était arrivée à un tournant : fusion des deux exploitations ou retour en arrière à une situation de quasi indépendance.

Etant déjà sensibilisés à l'idée de G.A.E.C., ils ont penché pour la première solution, en raison notamment de leur désir de s'agrandir, de celui de regrouper des parcelles voisines et plus précisément de réaliser une étable commune. L'un avait déjà amélioré son étable, l'autre ne pouvait guère le faire, vu la situation de ses bâtiments dans le village.

### CREATION ET STATUTS

La création s'est réalisée sur une période de 6 à 8 mois. Au départ, seules les cultures devaient être mises en commun en 1967 et le bétail seulement après la construction de l'étable. Rapidement, les associés ont estimé plus facile de mettre en commun leur bétail dès le départ.

Les épouses ont participé activement aux discussions préliminaires.

Les statuts-types du G.A.E.C. ont été adoptés avec reprise des apports en nature.

Le G.A.E.C. a été assisté par le Centre de gestion dans sa création et notamment pour l'évaluation des apports : le cheptel vif a été estimé d'un commun accord entre les associés en tenant compte de ce que les vaches de l'un avaient une meilleure production laitière que celles de l'autre.

Il est à noter que la stabulation pour bovins, aménagée par un associé, mais destinée à être transformée par le G.A.E.C., a été vendue par l'associé au G.A.E.C., qui a emprunté pour cet achat. Les autres bâtiments récents ont été apportés en capital au G.A.E.C. (poulailler en particulier).

La durée initiale est de 20 ans.

Les parts sociales ont été équilibrées entre les associés dès le départ (notamment par la vente de l'étable au lieu de son apport en capital social qui aurait créé un déséquilibre). Le 3ème associé a fait le même apport en espèces, nous l'avons vu, l'excédent de son versement étant porté à son compte-associé.

### FONCTIONNEMENT

#### Travail et responsabilité

Un secteur est attribué à chaque associé, selon ses compétences et ses goûts, et il en assume la responsabilité :

- l'un est spécialisé dans les cultures, achat des engrais, vente des produits, etc....;
- l'autre s'occupe du bétail bovin et dirige les travaux d'aménagement de bâtiments;
- le dernier arrivé s'occupe des poules pondeuses et reprend le secrétariat et la comptabilité jusqu'à présent assurée par le second.

Ce partage comporterait un risque de "concurrence" entre les secteurs; nous avons posé la question aux associés qui ne le ressentent pas. En effet, ils se voient chaque jour et chacun fait appel aux autres selon les besoins qu'il éprouve d'être aidé dans son secteur.

De plus, ils se sentent véritablement solidaires de l'orientation générale : si une idée nouvelle vient le plus souvent du responsable de ce secteur, elle n'est mise en oeuvre qu'après avoir été discutée et adoptée en commun.

Ajoutons que durant la première année, ce partage des tâches n'était pas respecté, mais que les associés y sont venus d'eux-mêmes.

#### REUNIONS - INFORMATION RECIPROQUE

Jusqu'à présent les réunions n'étaient pas régulières mais, depuis 6 mois, elles sont à date fixe tous les mois. Les épouses y participent. Ces réunions mensuelles ont pour but de faire le point sur chaque secteur et de parler des projets et des réalisations en cours.

Outre les contacts journaliers, chaque vendredi soir une rencontre permet de faire le point sur le travail de la semaine écoulée et de prévoir celui de la semaine suivante.

L'information circule grâce à l'arrivée du courrier chez l'un, qui le porte ensuite chez les autres après l'avoir lu.

Les associés désirent avoir un local distinct des habitations, à usage de bureau du G.A.E.C.

#### DIVERS

Les épouses participent au travail en assurant la traite à tour de rôle (le matin avec un associé) et en effectuant le ramassage des oeufs. Elles tiennent à ramasser les oeufs ensemble pour l'occasion de contact que cela leur procure.

Les résultats sont partagés en parts égales (comme le capital social), après prélèvement mensuel de 1.500 frs par associé.

Le samedi et le dimanche, les associés se remplacent pour les soins des animaux de façon à avoir, chacun, un samedi et deux dimanches de libres sur trois. De plus, ils ont pris 15 jours de congé en 1971, et en feront autant en 1972 (auparavant, les 2 associés ne s'absentaient que 2 ou 3 jours à la fois).

### ENVIRONNEMENT

Deux des associés ont des engagements sociaux-professionnels qu'ils s'arrangent pour mener de front avec leur tâche sur l'exploitation, chacun acceptant les absences éventuelles de l'autre.

Le G.A.E.C. pratique un peu d'entraide avec les voisins (moisson, ensilage).

Au départ, les voisins pensaient que la modernisation de l'exploitation consécutive au G.A.E.C. allait au-devant d'un échec. Puis, cette attitude des autres exploitations est devenue plutôt de la résignation : "il n'y a qu'eux qui s'en sortiront". Parti de dimensions comparables à celles des autres exploitations, le G.A.E.C. tend, en effet, à s'agrandir et à remédier beaucoup au morcellement des terres par des échanges amiables. Le même dynamisme n'existe pas chez les autres exploitants de la commune : ceux-ci sont divisés depuis 7 ou 8 ans au sujet de l'évolution agricole, division se répercutant même sur le plan de la politique locale (élections municipales).

Un certain nombre de visiteurs viennent voir les réalisations du G.A.E.C., surtout depuis l'installation du silo-tour. Ils interrogent assez rarement sur le fonctionnement du G.A.E.C.

Le G.A.E.C. livre ses oeufs à une coopérative qui paie un prix assez régulier d'une année sur l'autre pour éviter aux producteurs les dents de scie que connaît ce marché.

### AVANTAGES ET INCONVENIENTS

Les associés reconnaissent qu'il y a eu quelques frictions de caractères entre eux, surtout en période de gros travaux. Cela proviendrait surtout de la direction collégiale avec la conséquence de penser les problèmes au jour le jour, ce qui comporte des inconvénients lorsque les chantiers pressent.

Mais ils sont convaincus des avantages de leur groupement.

Surtout celui de la libération ressentie, et par suite la possibilité de se former chacun dans leur secteur de responsabilités et de participer à des activités professionnelles.



Ensuite, ils ont conscience que le G.A.E.C. leur a permis de créer des ateliers de dimension satisfaisante, en particulier par la mise en oeuvre de capitaux suffisants.

Enfin, ils soulignent l'intérêt humain du travail en commun "à condition que d'abord cela tourne bien sur le plan économique".

En contrepartie, ils mesurent la perte d'efficacité due au délai de prise de décisions, tout en disant qu'un associé doit normalement faire adopter par les autres une orientation nouvelle si son idée est bien mûrie et réaliste. Ils penchent cependant vers le maximum de responsabilité personnelle de chacun dans son secteur.

#### IMPRESSION GENERALE

Ce G.A.E.C. est bien assis, grâce à l'alliance d'une collégialité certaine au niveau des grandes décisions et d'un partage assez poussé des responsabilités, le tout reposant, évidemment, sur une entente excellente entre les associés et entre les épouses.

#### AVENIR - PROJETS

Les associés cherchent à agrandir leur exploitation de 4 à 5 ha par an, par reprise de terres que quittent des exploitants âgés. Ils ne cherchent pas à acheter, mais s'arrangeraient pour partager les achats entre eux s'ils devaient en réaliser.

Ils n'ont pas d'autres projets nouveaux pour l'instant. (Ils viennent de terminer l'installation d'un silo-tour permettant de nourrir toute l'année les vaches dans l'étable à logettes réalisée en 1968).

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 34, bovins + aviculture.

Cette fusion de 2 exploitations s'est accompagnée d'une certaine extension de surface (50 à 70 ha), mais compensée par la diminution des alpages utilisés (60 à 20 ha).

La production s'est considérablement développée, d'une part, dans le secteur laitier (le produit passant de 64.000 frs à 150.000 frs en 3 ans) et, d'autre part, grâce au développement de la production d'oeufs. Les rendements des cultures et la production laitière sont en net progrès et à un bon niveau.

Les investissements ont porté essentiellement sur la production bovine par la construction d'une étable et d'un silo-tour.

Donc, malgré une augmentation corrélative des charges, le revenu brut, le revenu net et celui du travail ont doublé. Cependant, le revenu par travailleur et celui du travail familial restent insuffisants (vu notamment la valeur locative des bâtiments construits et l'intérêt du capital engagé).

Notons que le revenu du travail par UTA qui n'était que de 1.560 frs et 2.100 frs chez les associés l'année précédant la fusion, est passé à 3.500 frs. la première année, puis à 15.000 frs, pour redescendre malheureusement à 5.700 frs en 1970. Bien qu'insuffisante, l'amélioration est donc certaine.

GROUPEMENT COMPLET N° III

Fiche technico-économique

|                                 | 1967      | 1968    | 1969   | 1970     | 1971    |
|---------------------------------|-----------|---------|--------|----------|---------|
| Généralités                     |           |         |        |          |         |
| S.A.U. (en ha)                  | 49,50 (1) | 50 (1)  |        | 64 (2)   | 70 (2)  |
| % fermage                       | 93        |         |        | 94       |         |
| % propriété associés            | 7         |         |        | 6        |         |
| % propriété groupement          | 0         |         |        | 0        |         |
| Orientation technico-économique | 33 F      | 43      |        | 34       |         |
| Cultures pratiquées (en ha)     |           |         |        |          |         |
| Blé                             | 3,5       | 4       |        | 4        | 6       |
| Orge                            | 5         | 5       |        | 2        | 5       |
| Maïs - grain                    | 0         | 1       |        | 4,5      | 12      |
| Cultures fourragères            | 18        | 17      |        | 38,5 (3) | 32 (4)  |
| Prairies permanentes            | 23        | 23      |        | 15       | 15      |
| Bétail                          |           |         |        |          |         |
| Vaches laitières                | 25        | 51      | 42     | 44       | 50      |
| Poules pondeuses                | 1.200     | 4.000   |        | 3.500    | 5.500   |
| Taurillons de boucherie         |           | 30      |        |          |         |
| Nombre d'U.G.B.                 | 63        | 136     |        | 123      | 167     |
| Main-d'oeuvre                   |           |         |        |          |         |
| U.T.A. associés                 | 2         | 2       |        | 2        | 3       |
| U.T.A. aide-familiaux           | 0,7       | 0,7     |        | 0,5      | 0,8     |
| U.T.A. salariés                 | 0,3       | 0,4     |        | 0,3      | 0,2     |
| Matériel - Installations        |           |         |        |          |         |
|                                 |           |         |        |          |         |
|                                 |           |         |        |          |         |
|                                 |           |         |        |          |         |
|                                 |           |         |        |          |         |
| Investissements réalisés        |           |         |        |          |         |
| a. Etable                       |           | 241.000 |        |          |         |
| b.                              |           |         |        |          |         |
| c. Silo-tour                    |           |         |        |          | 125.000 |
| d.                              |           |         |        |          |         |
| e.                              |           |         |        |          |         |
| f.                              |           |         |        |          |         |
| Financement                     |           |         |        |          |         |
| a. Subvention pour l'étable     |           |         | 70.000 |          |         |
| a. Prêt pour l'étable           |           | 150.000 |        |          |         |
| c. Prêt pour le silo-tour       |           |         |        |          | 167.000 |
| d.                              |           |         |        |          |         |
| e.                              |           |         |        |          |         |
| f.                              |           |         |        |          |         |

Ce G.A.E.C. a fait un investissement assez important en développant la production de poules pondeuses. Malheureusement, cette production ne contribue pas à améliorer les résultats, à cause principalement du prix de vente des oeufs : en 1970, la marge brute totale avicole s'élevait seulement à 1.820 frs. Par contre, il intensifie nettement la production laitière, et l'investissement réalisé semble se justifier par l'amélioration très sensible de la production laitière.

- (1) + 60 ha d'alpages
- (2) + 20 ha d'alpages
- (3) + 13 ha de fourrage dérobé
- (4) + 6 ha de fourrage dérobé

GROUPEMENT COMPLET N° III

Fiche technique-économique

|                                     |               | 1967     | 1968    | 1969            | 1970    | 1971  |
|-------------------------------------|---------------|----------|---------|-----------------|---------|-------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |               |          |         |                 |         |       |
| Produit d'exploitation              |               |          |         |                 |         |       |
| Cultures de vente                   |               | 2.277    | 6.400   |                 | 11.522  |       |
| Lait                                |               | 39.819   | 59.351  |                 | 93.986  |       |
| Bovins                              |               | 24.620   | 25.705  |                 | 56.074  |       |
| Poules pondeuses                    |               | 28.504   | 120.676 |                 | 82.110  |       |
| Divers                              |               | 600      | 2.029   |                 | 5.391   |       |
| Production d'immobilisations        |               |          | 14.200  | stock de foin → | 16.900  |       |
| Total                               |               | 95.820   | 228.361 |                 | 265.983 |       |
| par ha S.A.U.                       |               | 1.930    | 4.780   |                 | 4.180   |       |
| Répartition en %                    |               |          |         |                 |         |       |
| Cultures de vente                   |               | 2        | 3       |                 | 4       |       |
| Bovins sur surface fourragère       |               | 67       | 36      |                 | 56      |       |
| Poules pondeuses                    |               | 30       | 51      |                 | 31      |       |
| <b>Charges réelles (en francs)</b>  |               |          |         |                 |         |       |
| Approvisionnements                  |               | 45.927   | 121.742 |                 | 148.927 |       |
| Amortissements matériel             |               | 4.840    | 6.980   |                 | 10.032  |       |
| Amortissements foncier              |               | 4.267    | 13.600  |                 | 18.285  |       |
| Fermage                             |               | 3.518    | 3.726   |                 | 9.124   |       |
| Charges salariales                  |               | 2.392    | 6.056   |                 | 13.330  |       |
| Autres charges réelles              |               | 9.012    | 15.525  |                 | 33.052  |       |
| Frais financiers                    |               | 1.591    | 10.051  |                 | 18.652  |       |
| Intérêt du capital d'exploitation   |               | 17.800   | 20.500  |                 | 27.500  |       |
| Valeur locative                     |               | 4.267    | 13.600  |                 | 18.285  |       |
| Revenu d'exploitation brut          |               | 40.881   | 91.094  |                 | 84.004  |       |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |               | 830      | 1.822   |                 | 1.320   |       |
| Revenu d'exploitation net           |               | 36.041   | 84.114  |                 | 73.972  |       |
| Revenu du travail                   |               | 10.456   | 46.288  |                 | 19.063  |       |
| Revenu du travail par U.T.A.        |               | 3.500    | 14.950  |                 | 6.815   |       |
| Revenu du travail familial          |               | 8.064    | 40.232  |                 | 5.733   |       |
| <b>BILAN - Actif (en francs)</b>    |               |          |         |                 |         |       |
|                                     | A la création |          |         |                 |         |       |
|                                     | 1/5/67        | au 31/12 |         |                 |         |       |
| Poulailler et étable                | 58.730        | 54.900   | 234.084 |                 | 231.007 |       |
| Frais d'établissement               |               | 16.500   | 6.650   |                 |         |       |
| Matériel                            | 39.530        | 45.170   | 39.629  |                 | 74.814  |       |
| Cheptel vif - bovins                | 99.420        | 132.020  | 131.100 |                 | 144.630 |       |
| Cheptel vif - poules                |               | 31.000   | 16.100  |                 |         |       |
| Capital circulant                   | 13.913        | 42.056   | 68.181  |                 | 143.379 |       |
| Actif brut                          | 211.593       | 321.646  | 495.744 |                 | 593.830 |       |
| <b>- Passif</b>                     |               |          |         |                 |         |       |
| Capital propre                      | 107.900       | 107.900  | 110.680 |                 | 111.558 |       |
| Subvention d'équipement             |               |          |         | 70.000          | 65.000  |       |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 65.700        | 62.500   | 85.663  |                 | 269.859 |       |
| Dettes et C.T.                      | 37.993        | 148.466  | 263.460 |                 | 133.921 |       |
| Comptes d'associés                  |               |          |         |                 | 20.992  |       |
| Résultats                           | -             | 2.780    | 25.941  |                 | - 5.500 |       |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |               |          |         |                 |         |       |
| Blé (quintaux/ha)                   |               | 37       | 33      |                 |         |       |
| Orge ( " )                          |               | 27,5     | 29      |                 | 35      |       |
| Mais ( " )                          |               |          |         |                 | 61,5    | 60    |
| Lait - litres par vache et par an   |               | 3.400    | 3.000   | 3.000           | 3.622   | 4.300 |
| Oeufs par poule                     |               |          | 200     |                 | 190     |       |

GROUPEMENT COMPLET N° III

ASSOCIES - ANNEE 1966

Fiche technico-économique

|                                 | A      | B     |  |  |  |  |
|---------------------------------|--------|-------|--|--|--|--|
| Généralités                     |        |       |  |  |  |  |
| S.A.U. (en ha)                  | 22,65  | 27    |  |  |  |  |
| % fermage                       | 88     | 100   |  |  |  |  |
| % propriété associés            | 12     | 0     |  |  |  |  |
| % propriété groupement          |        |       |  |  |  |  |
| Orientation technico-économique | 43     | 33 F  |  |  |  |  |
| Cultures pratiquées             |        |       |  |  |  |  |
| Blé                             | 2,50   | 3     |  |  |  |  |
| Orge                            | 1,65   | 3     |  |  |  |  |
| Cultures fourragères            | 8,50   | 4,50  |  |  |  |  |
| Prairies permanentes            | 10     | 16,50 |  |  |  |  |
| Bétail                          |        |       |  |  |  |  |
| Vaches laitières                | 11     | 14    |  |  |  |  |
| Poules pondeuses                | 3,000  |       |  |  |  |  |
| Boeufs                          |        | 4     |  |  |  |  |
| Taurillons de boucherie         |        | 17    |  |  |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                 | 72     | 32    |  |  |  |  |
| Main-d'oeuvre                   |        |       |  |  |  |  |
| U.T.A. associés                 | 1      | 1     |  |  |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux           | 1,3    | 1     |  |  |  |  |
| U.T.A. salariés                 |        |       |  |  |  |  |
| Matériel - Installations        |        |       |  |  |  |  |
| Tracteurs (nombre)              | 1      | 1     |  |  |  |  |
| Tracteurs (puissance)           | 35 CV  | 35 CV |  |  |  |  |
| Investissements réalisés        |        |       |  |  |  |  |
| a. Poultryier 1965              | 62,000 |       |  |  |  |  |
| b.                              |        |       |  |  |  |  |
| c.                              |        |       |  |  |  |  |
| d.                              |        |       |  |  |  |  |
| e.                              |        |       |  |  |  |  |
| f.                              |        |       |  |  |  |  |
| Financement                     |        |       |  |  |  |  |
| a. Prêt poultryier              | 45,000 |       |  |  |  |  |
| b.                              |        |       |  |  |  |  |
| c.                              |        |       |  |  |  |  |
| d.                              |        |       |  |  |  |  |
| e.                              |        |       |  |  |  |  |
| f.                              |        |       |  |  |  |  |

On peut constater que les résultats des deux exploitations avant leur fusion étaient assez faibles, le G.A.E.C. a permis une amélioration par la spécialisation qui a été suivie de l'intensification de la production bovine, et aussi par l'extension des surfaces cultivées.

GROUPEMENT COMPLET N° III

Fiche technico-économique

ASSOCIÉS - ANNÉE 1966

| COMPTE D'EXPLOITATION               | A       | B       |  |  |  |
|-------------------------------------|---------|---------|--|--|--|
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |  |  |  |
| Cultures de vente                   | 4.387   | -       |  |  |  |
| Lait et bovins                      | 41.256  | 14.475  |  |  |  |
| Poules pondeuses                    | 54.933  | -       |  |  |  |
| Taurillons de boucherie             | -       | 27.842  |  |  |  |
| Divers                              | 757     |         |  |  |  |
| Total                               | 101.333 | 42.317  |  |  |  |
| par ha S.A.U.                       | 4.450   | 1.565   |  |  |  |
| Répartition en %                    |         |         |  |  |  |
| Cultures de vente                   | 4       |         |  |  |  |
| Bovins                              | 41      | 100     |  |  |  |
| Poules pondeuses                    | 55      |         |  |  |  |
| Charges réelles                     |         |         |  |  |  |
| Approvisionnements                  | 60.575  | 16.060  |  |  |  |
| Amortissements matériel             | 4.249   | 3.385   |  |  |  |
| Amortissements foncier              | 6.858   | 1.330   |  |  |  |
| Fermeage                            | 2.245   | 3.422   |  |  |  |
| Charges salariales                  | 90      | -       |  |  |  |
| Autres charges réelles              | 10.092  | 7.818   |  |  |  |
| Frais financiers                    | 3.348   | 572     |  |  |  |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 13.300  | 6.060   |  |  |  |
| Valeur locative                     | 7.273   | 1.330   |  |  |  |
| Revenu d'exploitation brut          | 30.666  | 18.439  |  |  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 1.360   | 687     |  |  |  |
| Revenu d'exploitation net           | 26.417  | 15.054  |  |  |  |
| Revenu du travail                   | 3.599   | 4.242   |  |  |  |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 1.560   | 2.121   |  |  |  |
| Revenu du travail familial          | 3.509   | 4.242   |  |  |  |
| BILAN - Actif                       |         |         |  |  |  |
| Bâtiments                           | 100.368 | 7.340   |  |  |  |
| Matériel                            | 30.415  | 26.425  |  |  |  |
| Cheptel vif - bovins                | 55.200  | 70.100  |  |  |  |
| Cheptel vif - poules                | 26.516  |         |  |  |  |
| Capital circulant                   | 53.891  | 17.433  |  |  |  |
| Actif brut                          | 266.390 | 121.298 |  |  |  |
| - Passif                            |         |         |  |  |  |
| Capital propre                      | 118.430 | 72.468  |  |  |  |
| Subventions d'équipement            |         |         |  |  |  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 82.408  | 17.700  |  |  |  |
| Dettes et C.T.                      | 65.552  | 31.130  |  |  |  |
| Comptes d'associés                  |         |         |  |  |  |
| Résultats                           | -       | -       |  |  |  |
| RENDEMENTS                          |         |         |  |  |  |
| Blé (quintaux/ha)                   | 33      | 36      |  |  |  |
| Orge ( " )                          | 18      | 24      |  |  |  |
| Lait - litres par vache et par an   | 2.800   | 3.570   |  |  |  |

G.A.E.C. COMPLET IV (16)

Orientation T.E. : 33 F

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. réunit 4 associés et regroupe 3 exploitations distinctes.

Les associés ne sont pas parents, sauf un père et son fils.

- A - 26 ha - 41 ans - Son épouse travaille à la ville voisine.
- B - 88 ha - 46 ans - Son épouse travaillait sur l'exploitation. Il avait 1 ouvrier.
- C - Fils du précédent - 20 ans à la création du groupement (alors à l'armée).
- D - 46 ha - 44 ans - Etait aidé de son fils, et sa femme s'occupait de la traite.

Aucun n'a suivi de cours de formation professionnelle.

Ces 3 exploitations sont en région herbagère où 80 % des terres sont en prairies permanentes. Elles vivaient donc surtout de l'élevage, avec des troupeaux laitiers pour les deux plus petites (12 et 18 vaches) et un troupeau de vaches-mères pour la production de viande chez le second (28 vaches). Elles représentent bien la physionomie moyenne des exploitations de ce secteur.

Au départ, le fils du premier associé devait aussi rentrer dans le G.A.E.C. et y a travaillé un an; il s'est découragé et a changé de métier.

COLLABORATION ANTERIEURE

Elle se situait au niveau de l'entraide avec possession de certains matériels de culture en commun (A et D). Ces deux derniers appartenaient à la même C.U.M.A. de moissonnage-battage, le second avait une moissonneuse-batteuse pour lui (et faisait la moisson pour d'autres cultivateurs).

Il y avait donc plus une bonne entente préalable qu'un travail réellement en commun.

MOTIVATION

Le cheminement de cette création est surtout dû à un associé qui est en quelque sorte le leader. Il n'admettait plus de travailler sans relâche pour un maigre revenu et, de plus, dans des bâtiments vétustes. Il en est arrivé à

la conclusion qu'il fallait s'associer pour avoir un troupeau et des installations convenables et rentables. A force de discussions, il fit partager sa conviction par ses deux futurs associés, aidé du maire de la commune (non-agriculteur). Il avait pensé aussi associer son frère qui est dans une région de culture voisine et qui aurait fourni la paille et des luzernes.

Ils parlèrent de leurs projets à diverses personnes : le Conseiller du groupement de vulgarisation, l'Ingénieur de la Maison de l'Elevage, le Centre de gestion. Avec l'aide de ces deux organismes le projet pris corps en 10 mois et le G.A.E.C. débuta en avril 1968.

Le projet était donc le regroupement des troupeaux dans une étable neuve de 100 vaches laitières, mais il était convenu de ne le réaliser qu'après un an de fonctionnement, afin d'essayer le travail en commun avant de s'engager sans retour possible. C'est ce qui fut fait.

En définitive, c'est bien un essai de survie d'exploitations à faible rendement par l'accession à une dimension suffisante.

#### CONSTITUTION - STATUTS

Les apports furent évalués avec l'aide des Conseillers dont il a été question et les statuts-types adoptés.

Les bâtiments ont été mis à la disposition du G.A.E.C., sans indemnité car il y avait sensiblement équivalence. Le terrain où devait être construite l'étable a été apporté en capital par le fils après une donation par sa mère.

Les apports sont inégaux : 23 % - 49,5 % - 2,5 % - 25 %.

En fait, les 2,5 % du fils sont en contradiction avec la loi. Mais, au départ, les fils devaient être simplement apporteurs d'industrie, sans capital social, mais participant aux bénéfices et le G.A.E.C. fut agréé ainsi. Puis un fils décide de partir et dans la rédaction définitive des statuts, l'autre n'apportait que ce terrain, évalué par le notaire à une valeur qui met ses parts au-dessus du minimum de 5 % imposé.

Le partage des résultats a été défini en tenant compte de tous les facteurs en jeu :

- prélèvements mensuels de 600 frs, puis de 800 frs;
- paiement d'une valeur locative normale pour les terres des associés;
- versement d'un intérêt, fixé annuellement par l'assemblée générale entre 3 et 7 %, aux parts sociales.



En fait, les deux premières fractions sont versées obligatoirement, l'intérêt du capital et la part du travail sont nuls si le résultat ne le permet pas.

### FONCTIONNEMENT

Le partage des responsabilités et l'organisation du travail ont été très perturbés jusqu'à présent du fait que l'étable a été mise en service seulement dans l'été 1970, et parce que les associés ont fait eux-mêmes une grande partie de la maçonnerie.

Ainsi, durant les deux premières années, les associés ont été très occupés par les soins d'un troupeau qui s'accroissait continuellement mais était dispersé dans 8 étables différentes, très mal commodes pour la plupart, cependant qu'ils travaillaient sans relâche à faire de la maçonnerie. Notons au passage que ce travail leur était imposé par l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient d'autofinancer en espèces leurs investissements.

Maintenant deux s'occupent plus particulièrement de l'étable laitière, le 3ème des jeunes animaux et le 4ème des cultures. Mais ce partage n'est pas encore très rigoureux : on peut dire qu'ils ont de la peine à se débarrasser des mauvaises habitudes prises forcément au départ.

Deux des épouses travaillent partiellement pour remplacer les hommes lorsqu'ils ne peuvent s'occuper de la traite.

Ils ont conservé l'ouvrier parce qu'il ne peut être placé ailleurs en attendant sa retraite, mais c'est un homme mentalement diminué et qui ne peut rendre que très peu de services dans une installation moderne.

Le leader s'efforce d'associer ses co-associés à toutes les décisions. Recevant le courrier et tenant la comptabilité, il les tient au courant de tout ce qui se passe, leur recopiant même les comptes de chaque mois.

Il n'y a pas de règlement intérieur, cela correspond à leur mentalité qui répugne à prévoir et à s'appuyer sur des documents écrits.

Ils se côtoient constamment mais ne se réunissent vraiment que sur la demande du Centre de gestion ou de la Caisse du Crédit Agricole lorsque ces organismes veulent les forcer à prendre conscience des résultats ou à décider de leurs investissements avec des chiffres.

En somme, le leader accède peu à peu à la mentalité de chef d'entreprise moyenne, les autres beaucoup plus difficilement.

### ENVIRONNEMENT

Les associés n'ont évidemment pas le temps de prendre des engagements professionnels ou de suivre des réunions de formation.

Dans toute la région, ce G.A.E.C. est suivi attentivement comme une expérience de redressement d'exploitations en perte de vitesse (elles sont nombreuses dans ce cas).

Autres agriculteurs et organisations agricoles se demandent s'ils arriveront à rembourser les emprunts consécutifs à leurs investissements. Ils bénéficient du concours des techniciens et de l'appui du Crédit Agricole. Les uns et les autres pensent qu'un échec serait très préjudiciable à l'évolution de la région, même s'il était dû aux hommes plus qu'à la formule.

### AVANTAGES - DIFFICULTES

Les avantages sont plus dans l'avenir que dans le présent, disent les associés. Il est certain qu'ils ont connu d'énormes difficultés :

- financement : pas d'autofinancement;
- travail considérable réalisé par eux-mêmes, d'où une surcharge constante;
- retard de près d'un an dans la mise en service de l'étable;
- brucellose qui a obligé à changer toutes les vaches laitières, avec les conséquences financières et sur la production laitière.

Ces difficultés font sans doute qu'à certains jours les associés regrettent, non pas leur association, mais leurs réalisations. Mais c'est irréversible, et maintenant que les bâtiments sont en place depuis 18 mois et le troupeau au complet, il ne reste plus qu'à réaliser les performances techniques suffisantes : 3.800 à 4.000 litres de lait par vache et des cultures céréalières convenables.

C'est pourquoi, en définitive, le G.A.E.C. peut envisager son avenir avec confiance; d'ailleurs la bonne volonté s'est toujours maintenue dans les difficultés, ce qui est un facteur important.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 33 F, bovins laitiers.

Il s'agit de la fusion de trois exploitations "marginales" dont les revenus antérieurs étaient à peine suffisants pour faire vivre les exploitants et

incapables, par conséquent, de leur permettre de faire face aux investissements entraînés par la modernisation et l'intensification nécessaires.

Ce qui caractérise ce groupement c'est l'investissement considérable qui a été réalisé, en bâtiments d'élevage et en cheptel laitier, ceci avec un autofinancement quasi-nul (l'investissement total se monte à 470.000 frs.).

Cet investissement n'ayant été effectué qu'en seconde et troisième année, il n'est pas possible d'en mesurer encore l'effet sur les résultats économiques. Il faut noter de plus que les résultats de la production végétale (15 % du produit) sont loin d'être satisfaisants et que la production laitière n'atteint pas encore un niveau suffisant : il faut plusieurs années pour y arriver, après l'achat de génisses.

Malgré donc le doublement du produit d'exploitation (960 frs à 2.150 frs par ha en 4 ans) les résultats par travailleur restent faibles (bien que passant de 4.500 frs à 9.300 frs la dernière année). Ceci est dû à la très lourde charge d'amortissement qu'il faut supporter aussitôt réalisé un investissement qui, en production animale, ne porte ses fruits qu'au bout de quelques années.

Le résultat économique de ce groupement nous semble donc particulièrement intéressant : si la production continue à croître (et la technicité à s'améliorer) ce sera la preuve qu'une telle entreprise de survie d'exploitations marginales est possible. D'ores et déjà, nous voyons que les investissements ont été supportés sans que l'on aille à la catastrophe financière.

GROUPEMENT COMPLET N° IV

Fiche technico-économique

|  | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 | 1971-72 |
|--|---------|---------|---------|---------|
| Généralités                                      |         |         |         |         |
| S.A.U. (en ha)                                   | 162     | 162     | 155     | 155     |
| % fermage  | 43      | 43      | 43      | 43      |
| % propriété associés                             | 56      | 56      | 56      | 56      |
| % propriété groupement                           | 1       | 1       | 1       | 1       |
| Orientation technico-économique                  | 33 F    | 33 F    | 33 F    | 33 F    |
| Cultures pratiquées (en ha)                      |         |         |         |         |
| Blé  | 13,50   | 12      | 0       | 4       |
| Céréales secondaires                             | 31,50   | 25      | 40      | 32      |
| Cultures fourragères                             | 25      | 36      | 22      | 35      |
| Prairies permanentes                             | 92      | 89      | 93      | 76      |
| Mais - grain                                     |         |         |         | 8       |
| Bétail   |         |         |         |         |
| Vaches laitières                                 | 27      | 64      | 78      | 90      |
| Boeufs vendus par an                             | 9       | 3       | 17      | 0       |
| Nombre d'U.G.B.                                  | 72      | 103     | 127     | 153     |
| Main-d'oeuvre                                    |         |         |         |         |
| U.T.A. associés                                  | 4       | 4       | 4       | 4       |
| U.T.A. aide-familiaux                            | 1,80    | 1,80    | 1,40    | 1,40    |
| U.T.A. salariés                                  | 0,70    | 0,70    | 0,70    | 0,70    |
| Matériel - Installations                         |         |         |         |         |
| Tracteurs  | 4       | 4       | 4       | 4       |
| Moissonneuse-batteuse                            | 1       | 1       | 1       | 1       |
| Presse à fourrage                                | 1       | 1       | 1       | 1       |
| Investissements réalisés (en frs)                |         |         |         |         |
| a. Etable à logettes (liner)                     |         | 255,000 | 80,000  | 15,000  |
| avec salle de traite (100 places)                |         |         |         |         |
| d. Achats de génisses (remplacement du troupeau) |         |         | 150,000 |         |
| f.   |         |         |         |         |
| Financement                                      |         |         |         |         |
| a. Subvention pour l'étable                      |         |         | 63,000  |         |
| b. Emprunt étable                                |         |         | 245,000 |         |
| c.   |         |         |         |         |
| d. Emprunt pour achat de bétail                  |         |         | 120,000 |         |
| e.   |         |         |         |         |
| f.   |         |         |         |         |

L'on peut noter le très gros effort d'investissement de ce G.A.E.C., pratiquement sans autofinancement, si ce n'est le travail réalisé par les associés eux-mêmes dans la construction. En 2 ans, le G.A.E.C. a, en effet, construit une étable de 320.000 francs et changé son troupeau de vaches laitières; d'où des difficultés financières et des résultats économiques médiocres, aggravés par des résultats techniques encore assez bas, malgré des progrès.

GROUPEMENT COMPLET N° IV

Fiche technico-économique

|                                     |         | 1968/69 | 1969/70 | 1970/71 | 1971/72 |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |         |         |         |         |         |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |         |         |         |
| Cultures de vente                   |         | 24.757  | 46.449  | 32.412  | 48.132  |
| Lait                                |         | 66.213  | 71.900  | 133.475 | 204.858 |
| Bovins                              |         | 63.327  | 57.146  | 70.143  | 69.209  |
| Divers                              |         | 1.300   | 879     | 452     | 578     |
| Production d'immobilisations        |         | -       | 37.000  | 25.000  | 10.000  |
| Total                               |         | 155.597 | 213.374 | 259.482 | 332.777 |
| par ha S.A.U.                       |         | 960     | 1.320   | 1.670   | 2.150   |
| Répartition en %                    |         |         |         |         |         |
| Cultures de vente                   |         | 16      | (26) 22 | 13      | 15      |
| Bovins                              |         | 83      | (74) 60 | 78      | 82      |
| Charges réelles                     |         |         |         |         |         |
| Approvisionnements                  |         | 57.651  | 96.890  | 104.845 | 121.624 |
| Amortissements matériel             |         | 15.957  | 16.438  | 15.110  | 15.159  |
| Amortissements foncier              |         | -       | -       | 19.540  | 26.966  |
| Fermeage                            |         | 14.863  | 14.998  | 15.097  | 18.378  |
| Charges salariales                  |         | 9.855   | 13.138  | 18.893  | 21.448  |
| Autres charges réelles              |         | 19.674  | 31.390  | 35.803  | 49.793  |
| Frais financiers                    |         | 3.081   | 7.500   | 17.070  | 31.199  |
| Intérêt du capital d'exploitation   |         | 16.600  | 26.400  | 41.800  | 43.500  |
| Valeur locative                     |         | 150     | 150     | 19.700  | 27.400  |
| Revenu d'exploitation brut          |         | 78.272  | 85.094  | 118.834 | 161.360 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |         | 484     | 526     | 765     | 1.040   |
| Revenu d'exploitation net           |         | 62.315  | 68.656  | 103.724 | 146.201 |
| Revenu du travail                   |         | 30.702  | 27.108  | 27.127  | 56.923  |
| Revenu du travail par U.T.A.        |         | 4.740   | 4.190   | 4.450   | 9.310   |
| Revenu du travail familial          |         | 20.847  | 13.970  | 8.234   | 35.475  |
| BILAN - Actif                       | 1/4/68  | 31/3/69 | 31/3/70 | 31/3/71 | 31/3/72 |
| Terrain                             | 5.000   | 5.000   | 5.000   | 5.000   | 5.000   |
| Bâtiments                           | -       | -       | 225.399 | 300.690 | 289.840 |
| Matériel                            | 99.550  | 80.940  | 92.700  | 81.464  | 84.564  |
| Cheptel vif                         | 155.150 | 190.200 | 224.650 | 267.950 | 221.100 |
| Titres de participation             | 7.285   | 7.475   | 11.285  | 11.460  | 11.470  |
| Capital circulant                   | 41.934  | 69.361  | 144.769 | 198.768 | 267.742 |
| Actif brut                          | 308.919 | 352.876 | 703.803 | 865.332 | 879.716 |
| - Passif                            |         |         |         |         |         |
| Capital propre                      | 198.000 | 198.000 | 230.754 | 230.811 | 246.368 |
| Subventions d'équipement            |         |         |         |         |         |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 78.524  | 64.418  | 39.651  | 419.201 | 420.986 |
| Dettes et C.T.                      | 32.395  | 63.498  | 432.180 | 197.299 | 138.206 |
| Comptes d'associés                  | -       | 6.705   | 1.161   | 2.465   | 2.926   |
| Résultats                           | -       | 20.255  | 57      | 15.556  | 12.931  |
| RENDEMENTS                          |         |         |         |         |         |
| Blé (quintaux/ha)                   |         | 34      | 29      | -       | 13      |
| Orge ( " )                          |         | 18      | 30      | 35      | 27      |
| Maïs - grain ( " )                  |         |         |         |         | 33      |
| Lait - litres par vache et par an   |         | 3.300   | 2.700   | 3.050   | 3.330   |

La construction de l'étable et le changement du troupeau n'ont eu lieu qu'à partir de la seconde année de fonctionnement du G.A.E.C. On peut donc considérer très valablement que la première année représente exactement la situation antérieure de l'ensemble des 3 exploitations associées.



G.A.E.C. COMPLET V (17)

Orientation T.E. : 33 F

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

A la création, en mai 1967, les deux associés avaient 37 ans. Ils étaient alors employés par leurs pères qui exploitaient respectivement 62 et 80 ha. Ceux-ci ont pris leur retraite à la même époque et les fils se sont mis en G.A.E.C en s'installant.

Les associés ne sont pas parents. L'un a suivi les cours d'une école d'agriculture d'hiver, l'autre n'a pas suivi de formation agricole.

Il s'agit d'exploitations dont les dimensions sont celles de la moyenne des exploitations de la région (80 à 100 ha dans la commune).

COLLABORATION ANTERIEURE

Les exploitations de leurs pères collaboraient déjà auparavant : achat de la presse à fourrages en commun et fenaion ensemble, achat en commun des engrais et semoir à engrais pour les deux exploitations (plus une autre), enfin, moissonneuse-batteuse et moisson en commun.

Les comptes entre les deux exploitations devenaient de plus en plus compliqués.

MOTIVATION

C'est cette collaboration qui a déterminé les fils à fusionner leurs exploitations, compte tenu de leur bonne entente depuis longtemps.

Ils se sont associés avec le projet de mettre leurs troupeaux laitiers en commun : salle de traite d'été au parc et stabulation libre neuve étaient dans le projet initial (le G.A.E.C. a acheté le terrain de cette étable).

CREATION-STATUTS

Dans ces conditions, la création fut assez rapidement décidée, en mai 1967. Il fut prévu, dès le départ, de ne fusionner les troupeaux qu'après avoir réalisé les installations et constructions nécessaires, c'est-à-dire, au printemps 1968 (la réunion des troupeaux a occasionné quelques problèmes sanitaires dus à la brucellose).

Les épouses n'ont que peu participé à la formation du G.A.E.C., mais elles s'intéressent d'assez près à son fonctionnement.

Les apports ont été évalués avec l'aide du Centre de gestion qui a aidé également à la mise au point des statuts (statuts-types). Ils ont été égalisés par un apport en espèces de l'un des associés.

Chacun a conservé ses emprunts, il y en avait d'ailleurs très peu.

Les bâtiments de chaque exploitation sont mis à la disposition du G.A.E.C. sans loyer. Un loyer rémunère les terres mises à disposition.

Les résultats sont partagés par moitié, et effectivement repris par les associés.

#### FONCTIONNEMENT

Les associés sont tous deux gérants.

Le partage des responsabilités s'est fait naturellement selon les aptitudes de chacun. L'un s'occupe de la comptabilité, l'autre des ventes et des achats.

Pour le travail, chacun a sa semaine, alternativement, pour traire et soigner les vaches, il le fait avec l'aide de son épouse. L'autre s'occupe alors plus spécialement des travaux de culture. En fait, pour certains travaux de précision (semis, traitements) c'est toujours le même qui les exécute et ils s'arrangent alors entre eux pour les soins aux animaux.

Ils ont un seul ouvrier qui est sous la responsabilité d'un seul associé.

Ils n'ont pas de réunions régulières, mais se retrouvent très fréquemment pour parler de leur exploitation. Tous les mois, l'associé qui ne tient pas les comptes vient prendre connaissance des relevés, factures et autres documents chez l'autre.

Ils ont un règlement intérieur, adopté automatiquement avec les statuts dans ce département. Il prévoit les absences de chacun (chasse ou engagements extérieurs) et 15 jours de vacances annuelles.

Les prélèvements mensuels continuent en cas de maladie. Les prélèvements en nature sont comptés et réglés au G.A.E.C., mais celui-ci paie l'électricité, l'eau et les assurances des voitures des associés.



### ENVIRONNEMENT

Ils sont tous deux assez engagés de divers côtés, toujours avec le consentement du co-associé (l'un est maire, l'autre vice-président du groupement de vulgarisation, etc...).

Les exploitants de la commune sont plutôt dans l'attente des résultats de la fusion, sans opposition.

Ils reçoivent beaucoup de visites, même lointaines, d'agriculteurs ou de techniciens qui s'intéressent à leur collaboration.

Le G.A.E.C. fait partie de la C.U.M.A. d'ensilage de la commune et pratique l'entraide (semis et récolte du maïs et des betteraves) avec des exploitations de communes voisines.

### AVANTAGES PERCUS

Les associés apprécient :

- de pouvoir faire leurs différents travaux à une échelle plus importante, ce qui perd moins de temps et permet d'utiliser un matériel plus puissant;
- le partage des responsabilités qui leur apporte une libération.

Parfois leurs avis divergent, l'un est plus entreprenant que l'autre, mais cela s'est toujours bien résolu et ils sont d'ailleurs très justement conscients de leur complémentarité.

Ils ne regrettent pas leur fusion et estiment qu'elle a atténué leurs difficultés financières, bien que les rendements n'aient pas été sensiblement améliorés.

### PROJETS

Ils ne cherchent pas à augmenter l'élevage laitier (60 vaches).

Leurs perspectives se tournent plutôt, d'une part, sur l'amélioration des rendements (culture et lait) et, d'autre part, sur l'agrandissement de la surface.

Ils préféreraient s'adjoindre un 3ème associé plutôt que d'employer un ouvrier. Ils sont d'ailleurs en pourparlers avec un petit exploitant (40 ha) qui entrera peut-être dans le G.A.E.C.

S'ils sont amenés à acheter des terres, ils le feront à titre individuel, mais en s'aidant l'un l'autre.

## CONCLUSION

Il s'agit d'un G.A.E.C. intéressant en ce sens que, sans entreprendre une intensification importante, il a utilisé pleinement les économies d'échelle dues à la fusion de deux exploitations actuellement viables isolément dans la région. Les associés, dans ce contexte d'exploitation traditionnelle améliorée, se sentent très à l'aise d'une gestion partagée, grâce à une entente normale entre eux.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 33 F, bovins laitiers.

Ce groupement a augmenté sa surface en 4 ans (de 133 ha à 170 ha) et corrélativement son parc de matériel, mais la main-d'oeuvre n'a pratiquement pas varié.

Le système de production n'a pas été modifié essentiellement mais nous assistons à une intensification notable : les cultures comme la production bovine ont vu leur produit total s'accroître de 50 % en 4 ans. Le produit ramené à l'hectare SAU est passé de 1.250 frs à 1.510 frs.

Les investissements, réalisés dès le départ, sont relativement modérés (100.000 frs) et concernent la construction d'une étable.

Ceci se traduit donc par une amélioration sensible du revenu par travailleur qui passe de 14.000 à 25.000 frs (sauf en 1969-70 qui fut une "mauvaise année"). Les revenus d'exploitation brut et net et le revenu du travail ont progressé dans la même proportion : + 50 % entre 1968 et 1971.

Le résultat économique de l'association est donc très positif au moment du changement de génération à la tête de l'exploitation. Ceci est dû simplement à la mise en oeuvre de meilleures techniques. Cette amélioration rapide de la production provient, en bonne partie, de l'appui mutuel des deux associés et de l'effet d'économie d'échelle.

GROUPEMENT COMPLET N° V

Fiche technico-économique

|                                   | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |  |  |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|---------|--|--|
| Généralités                       |         |         |         |         |  |  |
| S.A.U. (en ha)                    | 133     | 140     | 169     | 170     |  |  |
| % fermage                         |         | 78      |         | 83      |  |  |
| % propriété associés              |         | 22      |         | 17      |  |  |
| % propriété groupement            |         |         |         |         |  |  |
| Orientation technico-économique   | 33 F    | 33 F    | 33 F    | 33 F    |  |  |
| Cultures pratiquées (en ha)       |         |         |         |         |  |  |
| Blé                               | 22      | 23      | 30      | 33      |  |  |
| Céréales secondaires              | 22      | 22      | 25      | 26      |  |  |
| Betteraves industrielles/mâis     | 2       | 4       | 4       | 4/5     |  |  |
| Cultures fourragères              | 34      | 29      | 30      | 24      |  |  |
| Prairies permanentes              | 53      | 62      | 80      | 78      |  |  |
| Bétail                            |         |         |         |         |  |  |
| Vaches laitières                  | 43      | 47      | 54      | 54      |  |  |
| Truies                            | 8       | 7       | 10      | 10      |  |  |
| Porcs gras vendus par an          | 38      | 16      | 25      | 16      |  |  |
| Porcelets                         | 50      | 73      | 39      | 50      |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                   | 130     | 107     | 122     | 133     |  |  |
| Main-d'oeuvre                     |         |         |         |         |  |  |
| U.T.A. associés                   | 2       | 2       | 2       | 2       |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux             | 0,6     | 0,3     | 0,3     | 0,3     |  |  |
| U.T.A. salariés                   | 1       | 1,1     | 1,1     | 1       |  |  |
| Matériel - Installations          |         |         |         |         |  |  |
| Tracteurs (nombre)                | 4       | 4       | 5       | 5       |  |  |
| Tracteurs (CV)                    | 130     | 123     | 183     | 183     |  |  |
|                                   |         |         |         |         |  |  |
| Investissements réalisés          |         |         |         |         |  |  |
| a. Construction étable            | 75.500  |         |         |         |  |  |
| b. Aménagements bâtiments         | 16.800  | 8.500   |         |         |  |  |
| c.                                |         |         |         |         |  |  |
| d.                                |         |         |         |         |  |  |
| e.                                |         |         |         |         |  |  |
| f.                                |         |         |         |         |  |  |
| Financement                       |         |         |         |         |  |  |
| a. Subvention étable et bâtiments | 50.000  |         |         |         |  |  |
| b.                                |         |         |         |         |  |  |
| c.                                |         |         |         |         |  |  |
| d.                                |         |         |         |         |  |  |
| e.                                |         |         |         |         |  |  |
| f.                                |         |         |         |         |  |  |

Nous n'avons malheureusement pas pu avoir connaissance du résultat antérieur des exploitations constitutantes. Pratiquement, le S.A.E.C. a permis, grâce à un investissement judicieux et raisonnable, de passer de deux exploitations traditionnelles faisant vivre jusqu'à présent chacune deux familles à une exploitation rationnelle et de bonne dimension, qui fait vivre convenablement deux familles, sans surcharge de travail.

GROUPEMENT COMPLET N° V

Fiche technico-économique

|                                     |         | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70  | 1970-71 |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|----------|---------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |         |         |         |          |         |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |         |          |         |
| Cultures de vente                   |         | 44.242  | 48.459  | 48.905   | 63.724  |
| Lait                                |         | 73.041  | 83.222  | 91.670   | 104.479 |
| Bovins                              |         | 34.318  | 65.795  | 35.460   | 78.533  |
| Porcs                               |         | 16.584  | 13.728  | 15.127   | 9.894   |
| Divers                              |         | 125     |         |          | 363     |
| Total                               |         | 168.310 | 211.204 | 191.162  | 256.993 |
| par ha S.A.U.                       |         | 1.250   | 1.510   | 1.130    | 1.510   |
| Répartition en %                    |         |         |         |          |         |
| Cultures de vente                   |         | 26      | 23      | 26       | 25      |
| Bovins                              |         | 65      | 71      | 66       | 71      |
| Porcs                               |         | 9       | 6       | 8        | 4       |
| <b>Charges réelles</b>              |         |         |         |          |         |
| Approvisionnements                  |         | 45.208  | 41.851  | 52.834   | 74.123  |
| Amortissements matériel             |         | 14.704  | 8.564   | 10.285   | 12.278  |
| Amortissements foncier              |         | -       | 7.761   | 8.764    | 9.165   |
| Fermeage                            |         | 15.172  | 14.722  | 21.361   | 19.896  |
| Charges salariales                  |         | 12.635  | 14.171  | 23.242   | 24.795  |
| Autres charges réelles              |         | 17.127  | 25.319  | 33.072   | 34.540  |
| Frais financiers                    |         | -       | 1.460   | 2.480    | 2.304   |
| Intérêt du capital d'exploitation   |         | 25.000  | 26.000  | 26.200   | 26.300  |
| Valeur locative                     |         | -       | 7.761   | 8.764    | 9.165   |
| Revenu d'exploitation brut          |         | 105.975 | 144.034 | 105.256  | 148.330 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |         | 798     | 1.030   | 622      | 885     |
| Revenu d'exploitation net           |         | 91.271  | 135.470 | 94.971   | 136.052 |
| Revenu du travail                   |         | 51.099  | 86.987  | 38.646   | 80.691  |
| Revenu du travail par U.T.A.        |         | 14.200  | 25.500  | 11.400   | 24.400  |
| Revenu du travail familial          |         | 38.464  | 72.816  | 15.404   | 55.896  |
| <b>BILAN - Actif</b>                |         |         |         |          |         |
| Terrain                             | 1/5/67  | 30/4/68 | 30/4/69 | 30/4/70  | 30/4/71 |
|                                     |         | 2.394   | 2.394   | 2.394    | 2.394   |
| Constructions et agencements        |         |         | 85.440  | 86.713   | 79.194  |
| Matériel                            | 76.370  | 58.632  | 43.895  | 74.982   | 71.018  |
| Cheptel vif                         | 167.370 | 182.720 | 186.820 | 210.220  | 233.350 |
| Titres de participation et divers   |         | 6.000   | 8.986   | 14.266   | 9.619   |
| Capital circulant                   | 58.260  | 78.895  | 195.992 | 101.834  | 163.422 |
| Actif brut                          |         | 328.641 | 523.527 | 490.409  | 558.997 |
| <b>Passif</b>                       |         |         |         |          |         |
| Capital propre                      | 302.000 | 302.000 | 331.853 | 389.641  | 396.089 |
| Subventions d'équipement            |         |         | 47.119  | 43.456   | 45.428  |
| Emprunts L.T. et M.I.               |         |         | 75.000  | 69.715   | 64.272  |
| Dettes et C.T.                      |         |         | 1.457   | 1.500    | 9.104   |
| Comptes d'associés                  |         |         |         |          |         |
| Résultats                           |         | 26.641  | 68.098  | - 13.903 | 44.104  |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |         |         |         |          |         |
| Blé (quintaux/ha)                   |         | 40      | 37      | 30       | 22      |
| Orge ( " )                          |         | 32      | 36      | 35       | 31      |
| Betteraves (tonnes/ha)/maïs         |         |         | 35      | 36       | 29/72   |
| Lait - litres par vache et par an   |         | 3.942   | 3.700   | 3.884    | 3.817   |

G.A.E.C. COMPLET VI (16)

Orientation T.E. : 44 K

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. a été constitué entre le beau-père (54 ans - 40 ha) et son gendre (32 ans - 40 ha), lorsque le père de ce dernier, avec qui il travaillait, a pris définitivement sa retraite.

COLLABORATION ANTERIEURE

Le matériel était en partie commun aux deux exploitations qui travaillaient souvent ensemble, mais en vendant séparément leurs récoltes.

Fait assez rare, c'est la mise en commun du bétail qui a précédé d'un an la fusion des exploitations. Les deux troupes ovines n'en faisaient plus qu'une, de 110 brebis, exploitée en commun avant que le projet de G.A.E.C. soit venu à l'idée des exploitants.

MOTIVATION

Les deux associés ont été amenés à ce projet de fusion complète en constatant que leurs exploitations de 40 ha (la moyenne de la région est de 50 ha) étaient trop petites pour amortir convenablement le matériel et avoir une gestion autonome.

De plus, la bergerie était vétuste et la production ovine ne pouvait pas être développée sans la construction d'une nouvelle bergerie, construction à entreprendre ensemble (la loi sur les aides aux constructions de bâtiments d'élevage les a renforcés dans ce projet).

Enfin, pour améliorer leur revenu, les associés venaient de construire un poulailler en commun (1.000 m<sup>2</sup> - production de poulets de chair).

CONSTITUTION - STATUTS

Le projet ayant ainsi mûri, les associés, dont l'un était adhérent du Centre de gestion, s'adressèrent à ce dernier pour l'évaluation des apports et la rédaction des statuts. Cela eut lieu dans l'été 1966 et le G.A.E.C. fut créé en novembre 1966.

Les statuts-types ont été adoptés, avec reprise des apports en nature en cas de dissolution.

Les apports des deux associés furent égalisés, l'un d'eux conservant quelques emprunts à sa charge personnelle. Les deux associés sont co-gérants.

#### FONCTIONNEMENT

Le partage des responsabilités s'est effectué par spécialisation de chacun, selon ses aptitudes : élevage ovin et cultures. Mais en fait ils travaillent souvent ensemble. Ils gèrent ensemble le poulailler, où le travail est effectué par le père retraité (mi-temps).

Les épouses participent assez peu aux travaux de l'exploitation.

Les résultats sont partagés en 2 parts égales, mais n'ont guère été prélevés encore (en dehors des rémunérations mensuelles de 800 frs), vu les investissements du G.A.E.C.

#### ENVIRONNEMENT

Le G.A.E.C. est dans une commune de petites et moyennes exploitations où l'entente est bonne. La création de cette association en famille, et même sa réalisation d'une bergerie neuve et d'un poulailler n'ont suscité aucune réaction défavorable dans la commune.

Il continue à s'entraider assez fréquemment avec d'autres exploitations (moisson).

Les associés ne sont pas engagés dans les organisations professionnelles; l'un d'eux est militant d'un organisme confessionnel.

#### AVANTAGES

La coexistence de deux associés de générations différentes n'a pas suscité de problème; il est certain que le plus jeune apporte plus de dynamisme, mais sans souffrir de résistance ou de réticences de la part de son beau-père.

Ils apprécient la sécurité que leur procure l'association et sont conscients d'avoir pu créer une unité d'exploitation viable pour deux familles, utilisant des installations et du matériel de bonnes dimensions (bergerie de 250 brebis, tracteur de 70 CV, moissonneuse-batteuse).

## AVENIR

Lorsque le beau-père se retirera, le gendre restera seul, mais il aura entre les mains une exploitation sur laquelle un de ses fils pourra rester avec lui, l'âge venu.

La réunion des deux exploitations s'est réalisée en bonnes conditions; si elle avait été faite au moment de la retraite du beau-père, le gendre aurait eu, seul, beaucoup d'investissements à supporter en même temps.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 44 K, aviculture

Ce groupement a réuni deux exploitations sans changement de surface, de matériel, ni de main-d'oeuvre depuis sa création.

Dans la production l'on peut remarquer une stabilité de la production végétale, par contre en production animale il y a eu développement de la production ovine, à la suite d'une construction de bergerie : l'effectif de la troupe est passé de 160 à 223 mères brebis et le produit a plus que doublé (de 34.000 à 73.000 frs). Il y a également eu un développement important de la production de poulets de chair.

L'association a donc réalisé la création d'un poulailler important et la construction d'une bergerie, ce qui se traduit par un investissement de 200.000 frs.

Malheureusement, la production avicole est déficitaire du fait des prix et malgré la commercialisation en S.I.C.A. de sorte que, si les résultats sont bons, en faisant abstraction de l'aviculture (les résultats du compte d'exploitation sont supérieurs de 30.000 frs si l'on retire les opérations avicoles), ils le sont moins au total. Ainsi, le revenu d'exploitation net a progressé de 50 % en 4 exercices : passant de 61.700 frs à 92.000 frs.

Quant au revenu du travail par travailleur, il reste moyen malgré une progression certaine : 15.800 frs en 1970-71 contre 6.900 frs en 1967-68. L'année précédant la fusion un des associés avait réalisé 9.100 frs de revenu du travail par UTA.

En conclusion, ce G.A.E.C. a réalisé un investissement et une intensification heureuse dans sa production ovine, grâce à l'association du beau-père qui n'aurait pas voulu entreprendre cela, à son âge, et du gendre qui ne l'aurait pas fait seul, vu sa faible surface et ses moyens financiers limités.

GROUPEMENT COMPLET N° VI

Fiche technico-économique

|                                 |         | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |
|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Généralités                     |         |         |         |         |         |
| S.A.U. (en ha)                  |         | 80      | 79      | 79      | 79      |
| % fermage                       |         | 74      |         |         | 74      |
| % propriété associés            |         | 26      |         |         | 26      |
| % propriété groupement          |         |         |         |         |         |
| Orientation technico-économique |         | 41      |         |         | 44 K    |
| Cultures pratiquées             |         |         |         |         |         |
| Blé                             |         | 29      | 28      | 25      | 29      |
| Céréales secondaires            |         | 24      | 25      | 18      | 22      |
| Maïs - grain                    |         |         |         | 6       | 5       |
| Colza et divers                 |         | 11      | 9       | 11      | 6       |
| Cultures fourragères            |         | 16      | 17      | 19      | 17      |
| Bétail                          |         |         |         |         |         |
| Brebis                          |         | 160     | 199     | 200     | 223     |
| Poulets de chair vendus par an  |         | 50,000  | 55,000  | 62,000  | 67,000  |
|                                 |         |         |         |         |         |
| Nombre d'U.G.B.                 |         | 382     | 425     | 475     | 520     |
| Main-d'oeuvre                   |         |         |         |         |         |
| U.T.A. associés                 |         | 2       | 2       | 2       | 2       |
| U.T.A. aide-familiaux           |         | 0,6     | 0,6     | 0,6     | 0,6     |
| U.T.A. salariés                 |         | -       | -       | -       | -       |
| Matériel - Installations        |         |         |         |         |         |
| Tracteurs                       |         | 2       | 2       | 2       | 2       |
| Moissonneuse-batteuse           |         | 1       | 1       | 1       | 1       |
| Presse à fourrage               |         | 1       | 1       | 1       | 1       |
|                                 |         |         |         |         |         |
| Investissements réalisés        |         |         |         |         |         |
| a. Bergerie 250 places          |         | 80,000  |         |         |         |
| b.                              |         |         |         |         |         |
| c. Poulailier (chair) 1,000 m2  | 120,000 |         |         |         |         |
| d.                              |         |         |         |         |         |
| e.                              |         |         |         |         |         |
| f.                              |         |         |         |         |         |
| Financement                     |         |         |         |         |         |
| a. Emprunts                     |         | 45,000  |         |         |         |
| a. Subvention                   |         | 46,000  |         |         |         |
| c. Emprunts                     | 95,000  |         |         |         |         |
| d.                              |         |         |         |         |         |
| e.                              |         |         |         |         |         |
| f.                              |         |         |         |         |         |

Les résultats de ce G.A.E.C. sont malheureusement très handicapés par ceux du poulailier, qui ont été constamment négatifs. Nous avons fait apparaître les résultats qui auraient été obtenus sans le poulailier, ils montrent que le développement de l'élevage ovin, malgré les amortissements de la bergerie neuve, permet des revenus corrects.



GROUPEMENT COMPLET N° VI

Fiche technico-économique

|                                     |         | 1967-68  | 1968-69  | 1969-70  | 1970-71        |
|-------------------------------------|---------|----------|----------|----------|----------------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |         |          |          |          |                |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |          |          |          |                |
| Cultures de vente                   |         | 107.181  | 86.590   | 101.337  | 101.996        |
| Ovins                               |         | 34.280   | 41.270   | 52.128   | 73.000         |
| Poulets                             |         | 195.000  | 227.696  | 255.549  | 371.921        |
| Divers                              |         | 507      | 1.123    | 2.249    | 990            |
| Total                               |         | 336.968  | 356.679  | 411.263  | 547.907        |
| par ha S.A.U.                       |         | 4.220    | 4.520    | 5.220    | 7.000          |
| Répartition en %                    |         |          |          |          |                |
| Cultures de vente                   |         | 32       | 24       | 25       | 19             |
| Ovins sur surface fourragère        |         | 10       | 12       | 13       | 13             |
| Aviculture                          |         | 58       | 64       | 62       | 68             |
| <b>Charges réelles</b>              |         |          |          |          |                |
| Approvisionnements                  |         | 211.857  | 261.182  | 288.946  | 414.229        |
| Amortissements matériel             |         | 18.467   | 16.144   | 14.149   | 12.582         |
| Amortissements foncier              |         | 18.400   | 29.500   | 20.550   | 20.200         |
| Fermage                             |         | 9.057    | 8.442    | 9.044    | 9.055          |
| Charges salariales                  |         | -        | -        | -        | -              |
| Autres charges réelles              |         | 44.929   | 30.555   | 31.163   | 29.117         |
| Frais financiers                    |         | 7.740    | 6.994    | 4.591    | 5.997          |
| Intérêt du capital d'exploitation   |         | 16.500   | 20.300   | 21.500   | 21.300         |
| Valeur locative                     |         | 18.400   | 29.500   | 20.550   | 20.200         |
| Revenu d'exploitation brut          |         | 80.182   | 64.942   | 91.154   | 104.561        |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |         | 1.000    | 820      | 1.160    | 1.325          |
| Revenu d'exploitation net           |         | 61.715   | 48.798   | 77.005   | 91.979         |
| Revenu du travail                   |         | 17.758   | 0        | 25.911   | 41.424         |
| Revenu du travail par U.T.A.        |         | 6.900    | 0        | 10.000   | 15.800         |
| Revenu du travail familial          |         | 17.758   | 0        | 25.911   | 41.424         |
| <b>BILAN - Actif</b>                |         |          |          |          |                |
|                                     | 1/5/67  | 30/4/68  | 30/4/69  | 30/4/70  | 30/4/71        |
| Bâtiments avicoles                  | 106.876 | 90.000   | 73.200   | 58.200   | 43.200         |
| Bergerie et autres installations    | 12.470  | 79.700   | 68.000   | 62.450   | 57.250         |
| Matériel                            | 35.490  | 54.030   | 52.240   | 53.090   | 51.150         |
| Cheptel vif                         | 39.500  | 62.960   | 64.600   | 69.740   | 81.970         |
| Titres de participation             | 16.379  | 17.579   | 18.719   | 19.019   | 19.050         |
| Capital circulant                   | 66.020  | 89.722   | 144.995  | 184.360  | 153.205        |
| Actif brut                          | 276.635 | 353.991  | 421.754  | 446.859  | 405.825        |
| <b>Passif</b>                       |         |          |          |          |                |
| Capital propre                      | 123.069 | 123.070  | 124.607  | 125.346  | 127.134        |
| Subventions d'équipement            |         |          | 46.000   | 42.780   | 39.780         |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 116.665 | 170.622  | 145.641  | 119.979  | 94.715         |
| Dettes et C.T.                      | 36.900  | 97.182   | 90.640   | 124.095  | 77.796         |
| Comptes d'associés                  |         | 826      | 19.869   | 28.587   | 55.430         |
| Résultats                           | -       | 2.291    | - 5.003  | 6.672    | 10.970         |
| Résultats du compte sans aviculture |         | (30.742) | (14.793) | (35.751) | (42.806)       |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |         |          |          |          |                |
| Blé (quintaux/ha)                   |         | 43       | 39       | 38       | 31             |
| Orge ( " )                          |         | 34       | 36       | 36       | 31             |
| Maïs - grain ( " )                  |         |          |          | 49       | 76             |
| Colza ( " )                         |         |          | 18       | 24       | 25 (tournesol) |

GROUPEMENT COMPLET N° VI

Fiche technico-économique

|                                 | Exploitations associées |             |  |  |  |  |
|---------------------------------|-------------------------|-------------|--|--|--|--|
|                                 | A                       | B           |  |  |  |  |
| Généralités                     |                         |             |  |  |  |  |
| S.A.U. (en ha)                  | 40                      | 40          |  |  |  |  |
| % fermage                       |                         |             |  |  |  |  |
| % propriété associés            |                         |             |  |  |  |  |
| % propriété groupement          |                         |             |  |  |  |  |
| Orientation technico-économique |                         |             |  |  |  |  |
| Cultures pratiquées (en ha)     |                         |             |  |  |  |  |
| Blé                             |                         | 14,5        |  |  |  |  |
| Céréales secondaires            |                         | 15          |  |  |  |  |
| Colza et divers                 |                         | 1,5         |  |  |  |  |
| Cultures fourragères            |                         | 9           |  |  |  |  |
| Bétail                          |                         |             |  |  |  |  |
| Brebis                          | 55                      | ←-----→ 55  |  |  |  |  |
|                                 |                         |             |  |  |  |  |
|                                 |                         |             |  |  |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                 |                         |             |  |  |  |  |
| Main-d'oeuvre                   |                         |             |  |  |  |  |
| U.T.A. associés                 |                         |             |  |  |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux           |                         |             |  |  |  |  |
| U.T.A. salariés                 |                         |             |  |  |  |  |
| Matériel - Installations        |                         |             |  |  |  |  |
| Tracteur                        | 1                       | ←-----→ 1   |  |  |  |  |
| Moissonneuse-batteuse           | 1/2                     | ←-----→ 1/2 |  |  |  |  |
| Presse à fourrage               | 1/2                     | ←-----→ 1/2 |  |  |  |  |
|                                 |                         |             |  |  |  |  |
| Investissements réalisés        |                         |             |  |  |  |  |
| a.                              |                         |             |  |  |  |  |
| b.                              |                         |             |  |  |  |  |
| c.                              |                         |             |  |  |  |  |
| d.                              |                         |             |  |  |  |  |
| e.                              |                         |             |  |  |  |  |
| f.                              |                         |             |  |  |  |  |
| Financement                     |                         |             |  |  |  |  |
| a.                              |                         |             |  |  |  |  |
| b.                              |                         |             |  |  |  |  |
| c.                              |                         |             |  |  |  |  |
| d.                              |                         |             |  |  |  |  |
| e.                              |                         |             |  |  |  |  |
| f.                              |                         |             |  |  |  |  |

GROUPEMENT COMPLET N° VI

|                                     | Exploitations associées<br>(Année 1966) |        | Fiche technico-économique |  |  |
|-------------------------------------|---|--------|---------------------------|--|--|
|                                     | A                                       | B      |                           |  |  |
| COMPTE D'EXPLOITATION               |   |        |                           |  |  |
| Produit d'exploitation (en francs)  |   |        |                           |  |  |
| Cultures de vente                   |   | 47.611 |                           |  |  |
| Ovins                               |   | 11.780 |                           |  |  |
| Aviculture                          |   | 8.408  |                           |  |  |
| Divers                              |   | 715    |                           |  |  |
| Total                               |   | 68.514 |                           |  |  |
| par ha S.A.U.                       |   | 1.710  |                           |  |  |
| Répartition en %                    |   |        |                           |  |  |
| Cultures de vente                   |   | 70     |                           |  |  |
| Ovins                               |   | 17     |                           |  |  |
| Aviculture                          |   | 12     |                           |  |  |
| Charges réelles                     |   |        |                           |  |  |
| Approvisionnements                  |   |        |                           |  |  |
| Amortissements matériel             |   | 6.250  |                           |  |  |
| Amortissements foncier              |   | -      |                           |  |  |
| Fermage                             |   | 1.870  |                           |  |  |
| Charges salariales                  |   | -      |                           |  |  |
| Autres charges réelles              |   |        |                           |  |  |
| Frais financiers                    |   | 1.400  |                           |  |  |
| Intérêts du capital d'exploitation  |   |        |                           |  |  |
| Valeur locative                     |   | 500    |                           |  |  |
| Revenu d'exploitation brut          |   | 23.190 |                           |  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |   | 590    |                           |  |  |
| Revenu d'exploitation net           |   | 16.940 |                           |  |  |
| Revenu du travail                   |   | 13.710 |                           |  |  |
| Revenu du travail par U.T. A.       |   | 9.100  |                           |  |  |
| Revenu du travail familial          |   | 13.710 |                           |  |  |
| BILAN - Actif                       |   |        |                           |  |  |
| Matériel                            | 39.600                                  | 17.650 |                           |  |  |
| Cheptel vif                         | 16.600                                  | 16.600 |                           |  |  |
| Capital circulant                   |   |        |                           |  |  |
| Actif brut                          |   |        |                           |  |  |
| - Passif                            |   |        |                           |  |  |
| Capital propre                      |   |        |                           |  |  |
| Subventions d'équipement            |   |        |                           |  |  |
| Emprunts L.T. et M.T.               |   |        |                           |  |  |
| Dettes et C.T.                      |   |        |                           |  |  |
| Comptes d'associés                  |   |        |                           |  |  |
| Résultats                           |   |        |                           |  |  |
| RENDEMENTS                          |   |        |                           |  |  |
| Blé (quintaux/ha)                   |   | 39     |                           |  |  |
| Orge ( " )                          |   | 33     |                           |  |  |



G.A.E.C. COMPLET VII (16)

Orientation T.E. : 11 B

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. comprend 3 associés :

- A : maraîcher de 60 ans - 6 ha 70.
- B : maraîcher de 27 ans, fils du précédent - 6 ha 50 provenant en bonne partie de l'exploitation de A par reprise de baux en 1966.
- C : maraîcher de 29 ans - 6 ha, gendre de A - 1.000 m2 de serre.

Ces exploitations ont une couverture totale d'arrosage depuis 1962.

En fait, le père et le fils (A et B) travaillaient en commun et l'installation du fils correspondait à une participation plus complète à l'exploitation familiale. Mais le 3ème associé travaillait à son compte depuis 1961.

Les exploitations maraîchères cultivent en moyenne 3 à 4 ha dans cette zone de près de 3.000 ha consacrés au maraîchage.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les deux exploitations (A + B et C) avaient un certain matériel en commun depuis l'installation de C et travaillaient fréquemment en commun avec le matériel et les salariés de l'un et de l'autre.

MOTIVATION

Le fils se sentait freiné dans ses désirs de modernisation et d'agrandissement par son père.

Le gendre qui connaissait son beau-frère depuis leur jeune âge, déclare que ce n'est pas la relation familiale qui a fait le G.A.E.C. mais le désir des deux beaux-frères de s'associer pour créer une exploitation de bonne dimension, capable d'assurer un revenu plus élevé avec une meilleure organisation du travail.

De fait, l'association a été un point de départ : l'exploitation est passée de 18 à 27 ha en 3 ans et a multiplié ses ventes de légumes par 2,5 dans le même temps, ceci étant obtenu par l'intensification de l'assolement.

## CONSTITUTION - STATUTS

Partis de l'idée d'une simple association de fait, les associés ont abouti assez vite à la conclusion qu'il fallait créer une société et ont adopté la forme G.A.E.C. Ils ont été conseillés pour cela par le Centre de gestion qui les a aidés à évaluer leurs apports. Le père et le fils ont la moitié du capital social (à parts égales entre eux) et le gendre l'autre moitié. Au départ du père, les associés seront à égalité.

L'élaboration des statuts se fit en 5 mois et le G.A.E.C. débutait en février 1968.

La serre du 3ème associé fut apportée en capital, les autres bâtiments ont été mis à la disposition du G.A.E.C. (sans rémunération car il y a équivalence).

Les résultats, après prélèvement mensuel de 1.500 frs, donnent lieu à attribution d'un intérêt de 5 % sur le capital social, le reste étant partagé en 3 parts égales. Mais l'intérêt de 5 % est un maximum et est diminué si les résultats sont mauvais.

## FONCTIONNEMENT

Les plans de cultures étaient les mêmes au départ, ce qui a facilité l'accord.

Le partage des responsabilités est le suivant :

- cultures;
- vente;
- bureau - comptabilité.

Le travail s'organise par le fait que les associés se retrouvent chaque matin au départ du travail. Ce sont les deux jeunes qui dirigent en commun les ouvriers. Ceux-ci sont au nombre de 11, dont 10 yougoslaves (5 ménages), mais leur nombre ne pose pas de problèmes pour la direction, le travail étant réalisé en grands chantiers en commun.

Il n'y a pas de réunions fixées par avance, mais les associés se retrouvent autour de la table au moins une fois par semaine pour discuter de tous les problèmes de l'exploitation.

## ENVIRONNEMENT

L'un des associés s'occupe de la S.I.C.A. de commercialisation; un autre est président de la Caisse locale de Crédit Agricole.

Le G.A.E.C. pratique de l'entraide avec des voisins mais ne participe pas à la C.U.M.A. de la commune.

Les autres maraîchers du voisinage regardent avec une certaine envie cette exploitation qui s'est développée depuis quelques années.

#### AVANTAGES

Les associés apprécient d'abord d'être plus libres et de travailler selon des horaires réguliers, du fait de leur main-d'oeuvre et de l'organisation de l'exploitation.

Ils ressentent que le G.A.E.C. permet de mieux faire vivre les familles et ne cherchent d'ailleurs pas à investir trop vite.

Ils sont conscients d'être plus disponibles pour réfléchir et d'évoluer ainsi plus vite grâce à une intensification bien raisonnée.

En définitive, ils ne voient que des avantages à leur association.

#### PROJETS

Ils envisagent de reconstruire des bâtiments d'exploitation.

Ils aimeraient aussi s'occuper de leur commercialisation au lieu de s'en remettre à des grossistes ou à leur S.I.C.A.; ils estiment, en effet, que les circuits de vente peuvent être améliorés.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 11 B, horticulture.

La nouvelle exploitation (maraîchère) issue de la fusion des deux exploitations associées a pris un essor considérable en 4 ans. De 18 ha en 1968 elle est passée à 27 ha en 1971 (32 en 1972) et emploie 16,5 UTA contre 8,5 en 1968.

Le produit total a été multiplié par 2,5 et le produit à l'hectare par 1,6. Peu d'investissements ont été réalisés en bâtiments (achat d'une maison et de terres en 1971) mais la valeur du matériel est passé de 70.000 frs à 190.000 frs en 4 ans, avec relativement peu d'emprunts.

Les charges ont augmenté en proportion de la production, et davantage pour la main-d'oeuvre, de sorte que le résultat n'a pas crû aussi rapidement que la production. Toutefois, le revenu du travail par travailleur a presque

doublé : il est passé de 9.850 frs en 1968 à 16.800 frs en 1971 et le revenu du travail familial a été multiplié par 2,5 et est à un excellent niveau : 109.500 frs pour les 3 associés et 1,5 UTA d'aide-familiaux.

Le résultat économique est donc bon, et il est dû à la fois à l'expansion de l'exploitation et au dynamisme conjugué des associés qui, isolément, n'auraient vraisemblablement pas pu donner un tel développement à leurs exploitations. Cette exploitation est certainement en mesure d'arriver à de très bons résultats et d'étendre encore son activité de production et peut-être de commercialisation.



[illegible]

Nous n'avons pas pu avoir les comptes des exploitations associées avant l'association. Mais elles travaillaient de la même façon et l'année 1968 représente la somme des exercices des deux exploitations, sans modification par rapport à la situation antérieure. Par contre, nous constatons que le G.A.E.C. a donné un essor à l'exploitation. Cela se traduit surtout par l'augmentation du produit, mais aussi par celle du résultat. Il faut tenir compte de ce que l'année 1970 a été une mauvaise année et que l'exercice ne porte que sur 11 mois.

GROUPEMENT COMPLET N° VII

Fiche technico-économique

|                                     | 1967       | 1968            | 1969           | 1970<br>(Exercice de<br>11 mois) | 1971           |
|-------------------------------------|------------|-----------------|----------------|----------------------------------|----------------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |            |                 |                |                                  |                |
| Produit d'exploitation (en francs)  |            |                 |                |                                  |                |
| Légumes                             |            | 227.864         | 385.276        | 332.365                          | 534.169        |
| Divers                              |            | 1.344           | 2.254          | 4.126                            | 436            |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
| <b>Total</b>                        |            | <b>229.208</b>  | <b>387.530</b> | <b>336.491</b>                   | <b>534.605</b> |
| par ha S.A.U.                       |            | 12.700          | 17.600         | 11.900                           | 19.800         |
| Répartition en %                    |            |                 |                |                                  |                |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
| <b>Charges réelles</b>              |            |                 |                |                                  |                |
| Approvisionnements                  |            | 67.937          | 77.680         | 80.424                           | 112.000        |
| Amortissements matériel             |            | 14.165          | 16.381         | 14.365                           | 25.772         |
| Amortissements foncier              |            | 14.214          | 17.905         | 15.543                           | 15.872         |
| Fermage                             |            | 10.191          | 15.011         | 14.717                           | 18.936         |
| Charges salariales                  |            | 37.798          | 90.467         | 116.052                          | 167.637        |
| Autres charges réelles              |            | 29.559          | 35.161         | 36.209                           | 60.562         |
| Frais financiers                    |            | 3.754           | 4.295          | 7.634                            | 11.932         |
| Intérêt du capital d'exploitation   |            | 8.400           | 13.950         | 17.800                           | 23.400         |
| Valeur locative                     |            | 15.114          | 18.805         | 16.543                           | 16.872         |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
| Revenu d'exploitation brut          |            | 131.712         | 274.689        | 219.858                          | 362.043        |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |            | 7.300           | 12.470         | 8.120                            | 13.000         |
| Revenu d'exploitation net           |            | 117.547         | 258.308        | 205.493                          | 336.271        |
| Revenu du travail                   |            | 83.842          | 210.542        | 156.433                          | 277.063        |
| Revenu du travail par U.T.A.        |            | 9.850           | 17.600         | 11.200                           | 16.800         |
| Revenu du travail familial          |            | 46.044          | 120.075        | 40.381                           | 109.426        |
|                                     | Création : |                 |                |                                  |                |
| <b>BILAN - Actif</b>                | 1/2/68     | 31/1/69         | 31/1/70        | 31/12/70                         | 31/12/71       |
| Serre et aménagements               |            | 56.441          | 59.058         | 51.676                           | 44.293         |
| Maison et terres                    |            |                 |                |                                  | 79.600         |
| Matériel                            | 69.918     | 109.102         | 138.192        | 190.714                          | 182.164        |
| Cheptel vif                         | -          | -               | -              | -                                | -              |
| Titres de participation             | 1.370      | 3.210           | 5.490          | 10.515                           | 13.075         |
| Capital circulant                   | 26.144     | 60.315          | 114.009        | 126.805                          | 162.235        |
| Actif brut                          | 97.432     | 239.068         | 316.749        | 379.710                          | 553.168        |
| <b>Passif</b>                       |            |                 |                |                                  |                |
| Capital propre                      | 57.445     | 137.380         | 137.488        | 140.240                          | 135.116        |
| Subventions d'équipement            |            |                 |                |                                  |                |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 24.030     | 66.841          | 103.069        | 82.147                           | 224.273        |
| Dettes et C.T.                      | 15.957     | 45.164          | 17.579         | 162.448                          | 167.893        |
| Comptes d'associés                  |            |                 | 3.560          | 3.560                            |                |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
| <b>Résultats</b>                    |            | <b>- 10.317</b> | <b>55.053</b>  | <b>- 8.685</b>                   | <b>25.886</b>  |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |            |                 |                |                                  |                |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |
|                                     |            |                 |                |                                  |                |

G.A.E.C. COMPLET VIII (16)

Orientation T.E. : 22 D

ASSOCIES

Ce G.A.E.C. comprend deux frères, associés sur l'exploitation familiale, pour en éviter la division.

Bien qu'il n'y ait pas eu de regroupement d'exploitations, nous avons retenu cet exemple d'association réalisée pour éviter le démembrement d'une exploitation, d'autant plus que le G.A.E.C. se double d'un groupement foncier pour la propriété des terres.

Les associés avaient 37 et 35 ans à la formation de leur G.A.E.C., mais travaillaient depuis toujours avec leur mère, veuve lorsqu'ils n'avaient encore qu'une dizaine d'années. L'un est marié et l'autre célibataire.

OBJET DU GROUPEMENT - CONSTITUTION

La production essentielle est la vigne, dans une région de grands crus, et la vente de leurs vins, dont 10 % à une clientèle particulière.

Depuis la création du G.A.E.C. (décembre 1967) celui-ci a plus que doublé la surface plantée en vigne.

Cette création fut motivée par le désir de donner un cadre juridique à l'exploitation en commun. Sans ce cadre, en effet, la propriété des plantations et les ventes de vins, comme les emprunts, doivent se faire au nom de l'un ou l'autre des associés, ce qui provoque beaucoup de difficultés dans les comptes entre eux.

Les statuts-types du G.A.E.C., sans reprise des apports en nature, furent adoptés, la constitution ayant été aidée par le Centre de gestion.

FONCTIONNEMENT

Les travaux de cultures sont effectués par les deux associés indistinctement; habitant l'un près de l'autre, la coordination est facile.

Pour le reste, l'un s'occupe du matériel et de la cave, l'autre tient la comptabilité et s'occupe des ventes.

Le G.A.E.C. occupe des salariés à temps partiel (retraités) selon les travaux des différentes saisons.

L'épouse aide partiellement, mais sans rémunération. Ceci s'explique d'ailleurs par le fait qu'il n'y a pas de prélèvement mensuel fixe : ils ont convenu de prélever selon leurs besoins, mais ces prélèvements sont comptabilisés. Les résultats sont partagés en parts égales.

Il n'existe pas de règlement intérieur.

#### PROBLEME FONCIER

En 1968, la succession de leur père fut réglée par la constitution d'un Groupement Agricole Foncier (G.A.F.) entre les deux frères, leur mère et leur soeur. Ce G.A.F. est propriétaire des terres qu'il loue au G.A.E.C., et des bâtiments. Cependant, les associés sont restés individuellement propriétaires des terres qui leur appartenaient.

La création de ce groupement foncier permet le maintien de l'unité de propriété avec plus de souplesse que l'indivision : cession possible de parts entre les sociétaires ou même à l'extérieur, personnalité juridique du propriétaire, bail pour les terres.

#### ENVIRONNEMENT

Il existe un certain nombre d'autres exploitations ainsi menées par deux frères dans les communes voisines, mais elles n'ont pas choisi la formule juridique du G.A.E.C. De ce fait, un tel G.A.E.C. ne suscite aucun effet d'étonnement dans son secteur.

Il faut remarquer qu'il ne possède pas plus de matériel que beaucoup d'exploitations de 4 à 5 ha de vigne (moyenne du secteur).

Il n'y a pas de C.U.M.A. Le G.A.E.C. recourt à l'entreprise pour les gros travaux précédant la plantation des vignes.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 22 D, viticulture.

Cette exploitation viticole, en zone de grands crus, ne résulte pas de la fusion d'exploitations distinctes. Il est donc en ce sens difficile de caractériser d'après ses résultats économiques l'effet de l'association des deux frères.

Toutefois, l'on ne peut pas ne pas rapprocher les progrès réalisés en 4 ans de la présence de deux exploitants associés à la tête de la même entreprise.

Sur ces 4 années, la surface plantée en vigne a doublé, le produit d'exploitations a également doublé (ce qui n'est pas en rapport direct, la vigne ne commençant à produire qu'en quatrième année).

Les investissements sont assez modestes et concernent essentiellement les nouvelles plantations (nous mettons à part la construction d'une maison d'habitation qui est plutôt le fruit de bons résultats).

Les charges ayant relativement peu augmenté, nous constatons que le résultat s'est très nettement amélioré : le revenu du travail par U.T.A. a presque triplé (7.700 frs à 20.100 frs), cependant que celui du travail familial est passé de 14.000 frs les deux premières années à 70.000 frs les deux années suivantes.

En résumé, il y a une concordance entre la direction collégiale et l'amélioration très sensible des revenus, avec une politique d'expansion qui se traduit par le doublement des surfaces plantées.

GROUPEMENT COMPLET N° VIII

Fiche technico-économique

|                                 |        | 1968   | 1969   | 1970   | 1971    |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Généralités                     |        |        |        |        |         |
| S.A.U. (en ha)                  |        | 21,54  | 21,54  | 23,78  | 23,78   |
| % fermage                       |        | 84     |        |        | 82      |
| % propriété associée            |        | 16     |        |        | 18      |
| % propriété groupement          |        |        |        |        |         |
| Orientation technico-économique |        | 22 0   | 22 0   | 22 0   | 22 0    |
| Cultures pratiquées (en ha)     |        |        |        |        |         |
| Vignes en production            |        | 4,3908 | 4,1668 | 4,1668 | 8,4675  |
| Vignes en cours de production   |        | 2,4709 | 2,7450 | 2,8990 | 3,3157  |
| Blé                             |        |        |        |        | 5       |
| Céréales secondaires            |        | 14,70  | 14,63  | 16,72  | 3,50    |
| Divers                          |        |        |        |        | 3,50    |
| Bétail                          |        |        |        |        |         |
|                                 |        |        |        |        |         |
|                                 |        |        |        |        |         |
|                                 |        |        |        |        |         |
|                                 |        |        |        |        |         |
| Nombre d'U.G.B.                 |        |        |        |        |         |
| Main-d'oeuvre                   |        |        |        |        |         |
| U.T.A. associés                 |        | 2      | 2      | 2      | 2       |
| U.T.A. aide-familiaux           |        |        |        |        |         |
| U.T.A. salariés                 |        | 2,8    | 3      | 3      | 3,3     |
| Matériel - Installations        |        |        |        |        |         |
| Cuverie                         | 27.900 |        |        | 3.400  | 3.900   |
| Foudres                         |        |        | 9.200  |        |         |
| Tracteur enjambeur              |        |        |        |        | 36.500  |
|                                 |        |        |        |        |         |
| Investissements réalisés        |        |        |        |        |         |
| a. Maison d'habitation          |        |        |        |        | 264.400 |
| b.                              |        |        |        |        |         |
| c.                              |        |        |        |        |         |
| d.                              |        |        |        |        |         |
| e.                              |        |        |        |        |         |
| f.                              |        |        |        |        |         |
| Financement                     |        |        |        |        |         |
| a. Emprunt                      |        |        |        |        | 200.000 |
| b.                              |        |        |        |        |         |
| c.                              |        |        |        |        |         |
| d.                              |        |        |        |        |         |
| e.                              |        |        |        |        |         |
| f.                              |        |        |        |        |         |

L'exploitation a toujours été commune et il ne serait pas utile d'en décrire les résultats avant la formation du G.A.E.C.  
Il est cependant remarquable que, depuis celle-ci, les plantations de vignes ont doublé et les revenus se sont améliorés parallèlement au produit total.

GROUPEMENT COMPLET N° VIII

Fiche technico-économique

|                                     |         | 1968    | 1969    | 1970    | 1971        |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|-------------|
| COMPTÉ D'EXPLOITATION               |         |         |         |         |             |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |         |         |             |
| Vin                                 |         | 119,882 | 111,139 | 171,912 | 217,556     |
| Cultures de vente                   |         | 19,300  | 21,300  | 17,062  | 17,521      |
| Divers                              |         | 4,646   | -       | -       | -           |
| Production d'immobilisation         |         | 15,046  | 36,576  | 24,760  | 22,034      |
| Total                               |         | 158,874 | 169,015 | 213,734 | 257,111     |
| par ha S.A.U.                       |         | 7,350   | 7,850   | 9,000   | 10,800      |
| Répartition en %                    |         |         |         |         |             |
| Viticulture                         |         | 75      | 66      | 81      | 85          |
| Cultures de vente                   |         | 12      | 13      | 8       | 7           |
| Charges réelles                     |         |         |         |         |             |
| Approvisionnements                  |         | 47,016  | 36,626  | 17,769  | 48,709      |
| Amortissements matériel             |         | 10,769  | 12,263  | 12,319  | 16,857      |
| Amortissements foncier              |         | 6,557   | 6,557   | 6,200   | 6,995       |
| Fermeage                            |         | 14,021  | 10,690  | 12,424  | 17,794      |
| Charges salariales                  |         | 22,758  | 27,242  | 29,421  | 36,140      |
| Autres charges réelles              |         | 22,342  | 37,925  | 33,944  | 28,672      |
| Frais financiers                    |         | 4,175   | 7,248   | 6,537   | 13,248      |
| Intérêt du capital d'exploitation   |         | 17,600  | 20,000  | 23,800  | 28,000      |
| Valeur locative                     |         | 10,057  | 10,700  | 10,000  | 11,000      |
| Revenu d'exploitation brut          |         | 89,516  | 94,464  | 162,021 | 179,730     |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |         | 4,150   | 4,300   | 6,830   | 7,570       |
| Revenu d'exploitation net           |         | 78,747  | 82,201  | 149,702 | 162,873     |
| Revenu du travail                   |         | 37,069  | 40,811  | 103,478 | 106,079     |
| Revenu du travail par U.T.A.        |         | 7,740   | 8,190   | 20,600  | 20,100      |
| Revenu du travail familial          |         | 14,311  | 13,569  | 74,057  | 69,939      |
| BILAN - Actif                       | 1/12/67 | 1/12/68 | 1/12/69 | 1/12/70 | 1/12/71     |
| Plantations                         | 52,782  | 58,570  | 89,177  | 106,185 | 122,525     |
| Agencements                         | 17,032  | 25,117  | 22,325  | 21,765  | 22,225      |
| Matériel                            | 41,162  | 41,158  | 43,761  | 45,492  | 74,872      |
| Maison d'habitation                 |         |         |         | 170,290 | 251,215 (1) |
| Titres de participation             | 2,622   | 2,622   | 3,222   | 6,322   | 8,064       |
| Capital circulant                   | 217,392 | 247,782 | 265,050 | 345,588 | 369,987     |
| Actif brut                          | 330,990 | 375,249 | 423,735 | 695,642 | 848,888     |
| - Passif                            |         |         |         |         |             |
| Capital propre                      | 224,452 | 224,400 | 225,894 | 228,674 | 234,376     |
| Subventions d'équipement            |         |         |         |         |             |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 58,096  | 73,788  | 65,559  | 242,121 | 258,462     |
| Dettes et C.T.                      | 48,442  | 47,170  | 73,048  | 35,499  | 92,977      |
| Comptes d'associés                  |         |         | 3,440   | 73,301  | 150,450     |
| Résultats                           | -       | 29,891  | 55,594  | 114,047 | 112,623     |
| RENDEMENTS                          |         |         |         |         |             |
|                                     |         |         |         |         |             |
|                                     |         |         |         |         |             |
|                                     |         |         |         |         |             |

(1) L'amortissement de la maison d'habitation et l'intérêt du capital ainsi engagé n'ont pas été pris dans les charges du compte d'exploitation.





G.A.E.C. COMPLET IX (17)

Orientation T.E. : 31

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ils sont 4 associés, sur la même commune :

- Le père (57 ans) et son fils (30 ans) qui exploitent ensemble 44 ha en polyculture et élevage laitier.
- Un cousin des précédents (35 ans) : 42 ha (polyculture - lait).
- Le quatrième (44 ans) n'a pas de lien de parenté avec eux : 37 ha (polyculture - lait).

Deux des trois associés (jeunes) ont suivi les 2 années d'une école d'agriculture d'hiver.

Ces dimensions d'exploitations sont classiques dans la région.

En fait, ils ont réuni 4 exploitations, car le G.A.E.C. s'est fait à l'occasion de l'achat d'une ferme de 102 ha, dont 93 ha cultivables, rétrocédés par la S.A.F.E.R. (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural). Cet achat a été effectué par les 3 plus jeunes associés (chacun un tiers), mais apporté par eux à un Groupement Agricole Foncier (G.A.F.) : la S.A.F.E.R. avait posé la condition du non-démembrement de cette exploitation. Ils n'ont autofinancé que 7 % environ de l'achat, grâce aux prêts du Crédit Agricole et aux délais de paiement consentis par la S.A.F.E.R.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les associés travaillaient déjà souvent ensemble : ils avaient une moissonneuse-batteuse entre 3 d'entre eux, et presque la moitié du matériel de culture ensemble. Ils réalisaient en chantier commun les semailles, la fenaison et la moisson.

MOTIVATION

C'est donc sur ce terrain de collaboration qu'est arrivée la possibilité d'achat de la ferme. Etant mûrs pour fusionner leurs exploitations, les associés n'ont pas hésité longtemps.

Le motif de la formation de ce G.A.E.C. est donc la création d'une exploitation importante pour élever leurs niveaux de vie et rester compétitifs

dans l'avenir. Ils sont, en effet, persuadés que dans cette région 40 ha sera bientôt une superficie trop exiguë.

Les troupeaux laitiers ont été mis en commun dans la nouvelle ferme.

Quelques problèmes sanitaires se sont posés par la présence de brucellose.

#### CREATION - STATUTS

Dans ces conditions, la création fut rapidement conclue en Avril 1967 puisque le délai d'achat de la ferme était forcément bref. Les associés reconnaissent avoir assez peu réfléchi aux inconvénients et difficultés possibles.

Ils ont simultanément constitué le G.A.F. et le G.A.E.C., avec l'aide d'un notaire et du Centre de Gestion. C'est le G.A.E.C. qui a acheté les bâtiments de la nouvelle ferme.

Les parts de capital social ne sont pas égales pour tous les associés. Ils n'ont pas mis à la charge du G.A.E.C. leurs emprunts antérieurs.

Les épouses ont été assez peu consultées, ceci semble un principe dans ce G.A.E.C.

Les bâtiments d'exploitation et les terres de chacun sont mis à la disposition du G.A.E.C. et rétribués par le fermage payé directement aux associés.

Pour le partage des résultats, après un prélèvement mensuel de 800 frs. chacun, récemment porté à 1.000 frs., les associés ont jusqu'à présent simplement aligné leurs prélèvements sur celui qui avait le plus de besoins (compte-tenu des annuités à rembourser par chacun). Maintenant, ils vont attribuer une partie des résultats en fonction des parts sociales détenues par chacun.

#### FONCTIONNEMENT

Le G.A.E.C. a un gérant, qui est le leader en ce sens que c'est lui qui veille constamment à la coordination entre tous.

Les responsabilités sont partagées :

- bétail laitier et de renouvellement;
- ventes - matériel;
- secrétariat, comptabilité;
- cultures.

Au départ, ils avaient tendance à décider tout ensemble (par exemple la vente du bétail). Maintenant, par souci d'efficacité, chacun agit dans le domaine de ses responsabilités.

L'organisation du travail est assez libre. Les associés se retrouvent chaque matin avant le départ au travail.

Ils ont organisé un roulement pour la traite du dimanche et du lundi matin assurée tour à tour par l'un des 4 ménages.

Il y a théoriquement un jour de repos hebdomadaire, mais il est assez rarement pris.

Les épouses ne travaillent pas autrement sur le G.A.E.C. et ne participent pas aux réunions. Celles-ci ont lieu tous les lundis; au début, il n'y en avait pas mais le besoin s'en est fait sentir. Ils voient alors ensemble le courrier de la semaine, ce qui ne va pas, l'organisation de la semaine et les projets.

Le G.A.E.C. a un règlement intérieur qui précise, en particulier, que les réparations de bâtiments sont à la charge du G.A.E.C., et accorde 50 % du prélèvement mensuel aux associés malades.

#### ENVIRONNEMENT

Il se pose le problème classique d'une certaine séparation du G.A.E.C. avec les autres exploitations de la commune qui envient son expansion.

Trois des associés ont pris des responsabilités professionnelles à l'échelon local ou départemental.

Le G.A.E.C. pratique l'entraide avec des voisins et a du matériel en copropriété avec 8 exploitants des environs.

Il reçoit assez souvent des visites d'agriculteurs désireux de s'informer sur son fonctionnement.

#### AVANTAGES - DIFFICULTES

Les associés ont éprouvé et éprouvent encore quelques difficultés entre eux : l'un est assez dur dans ses relations; ils ne sont pas tous aussi entrepreneurs. Ainsi, devant un nouvel achat de 18 ha, 2 associés ont reculé jusqu'au dernier moment (ce qui aurait pu désagréger le G.A.E.C.).

De plus, durant les deux premières années, il y a eu le passage difficile de la petite exploitation à l'exploitation importante.

Mais, en définitive, ils ne regrettent pas leur association qui leur assure une libération très appréciable par la spécialisation. L'avantage économique est certain car ils ont amélioré les rendements (mais peu en production laitière), mais ils ne le ressentent pas beaucoup car ils ont de fortes annuités à rembourser pour leurs achats de terres.

### PROJETS

Le G.A.E.C. va s'agrandir de 18 ha par achat, au nom du G.A.F., si celui-ci peut réaliser l'emprunt.

L'ambition de certains est d'arriver à 300 ha.

Cela permettrait d'abandonner la production laitière qui a des résultats médiocres (2.700 litres de lait par vache) au profit d'une production de viande bovine.

L'associé le plus âgé (62 ans maintenant) va bientôt se retirer. Il sera remplacé par le fils du 4ème associé qui doit revenir prochainement de l'armée.

### CONCLUSION

C'est un G.A.E.C. parti rapidement sur un projet qui a transformé 3 petites exploitations en une entreprise importante. Cela ne se fait pas sans difficultés de gestion et de caractères, mais ils sont conscients de l'objectif commun et, grâce au leader, l'unité demeure, ce qui laisse présager un avenir assez assuré.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 31, bovins + cultures.

Ce groupement est très typique d'une fusion efficace : trois exploitations moyennes (environ 40 ha chacune) se sont réunies à l'occasion de la reprise en commun d'une centaine d'hectares récemment défrichés. Isolément, aucune d'entre elles n'aurait pu absorber une telle augmentation de surface. Il est remarquable que celle-ci ne se soit accompagnée d'aucune main-d'oeuvre supplémentaire.

Si la production végétale reste stationnaire sur 4 ans, avec des rendements d'ailleurs médiocres, la production bovine (lait et viande) est en nette progression : elle semble la plus apte à bien valoriser ces terres assez peu fertiles et sèches. Le produit des bovins est d'ailleurs passé, en 4 ans, de 84.000 frs à 141.000 frs (soit + 70 %), malgré que la production laitière reste faible mais par l'intensification de la production de viande.

Les investissements sont lourds au départ (achat des terres pour 350.000 frs), par la suite, le groupement a aménagé une étable pour 75.000 frs. Il projette d'acheter encore 18 ha, et vraisemblablement de poursuivre l'aménagement des bâtiments d'élevage.

Les charges ont augmenté en proportion des produits et les revenus d'exploitation brut et net n'ont guère varié en 4 ans. Le revenu de travail a diminué et est à un niveau insuffisant : 10.000 frs. par travailleur, c'est-à-dire, au même niveau qu'avant l'association. Mais avec un développement de la production animale, surtout de la production de viande bovine, il n'est pas surprenant que le résultat soit long à recueillir (cf. Groupement n° IV).

Nous pouvons donc conclure que ce groupement a eu pour résultat la création d'une unité d'exploitation tout à fait intéressante et qui sera, dans les années à venir, une grosse productrice de viande (grâce à une surface assez grande par travailleur : 50 ha) et certainement d'une bonne rentabilité économique lorsque l'équilibre sera atteint.

GROUPEMENT COMPLET N° IX

Fiche technico-économique

|                                   | Exploitation<br>d'un associé<br>1965 |         | 1967-68 | G.A.E.C.<br>1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |
|-----------------------------------|--------------------------------------|---------|---------|---------------------|---------|---------|
| Généralités                       |                                      |         |         |                     |         |         |
| S.A.U. (en ha)                    | 42                                   |         | 221     | 221                 |         | 207     |
| % fermage                         | 42                                   |         | 35      |                     |         | 31      |
| % propriété associés              | 58                                   |         | 65      |                     |         | 69      |
| % propriété groupement            |                                      |         |         |                     |         |         |
| Orientation technico-économique   | 31                                   |         | 13      | 31                  |         | 31      |
| Cultures pratiquées (en ha)       |                                      |         |         |                     |         |         |
| Blé                               | 10                                   |         | 34      |                     |         | 44      |
| Céréales secondaires              | 9                                    |         | 52      |                     |         | 58      |
| Calza et divers                   | 2                                    |         | 23      |                     |         | 19      |
| Cultures fourragères              | 9                                    |         | 28      |                     |         | 7       |
| Prairies permanentes              | 12                                   |         | 84      |                     |         | 79      |
| Bétail                            |                                      |         |         |                     |         |         |
| Vaches laitières                  | 17                                   |         | 49      |                     |         | 45      |
|                                   |                                      |         |         |                     |         |         |
|                                   |                                      |         |         |                     |         |         |
| Nombre d'U.O.B.                   | 34                                   |         | 103     |                     |         | 106     |
| Main-d'oeuvre                     |                                      |         |         |                     |         |         |
| U.T.A. associés                   | 1                                    |         | 4       | 4                   | 4       | 4       |
| U.T.A. aide-familiaux             | 1                                    |         | 0,7     | 0,7                 | 1       | 1       |
| U.T.A. salariés                   |                                      |         | 0,2     | 0,2                 | 0,2     | 0,2     |
| Matériel - Installations          |                                      |         |         |                     |         |         |
| Tracteurs (nombre)                | 2                                    |         | 3       |                     |         | 5       |
| Tracteurs (puissance)             | 72 CV                                |         | 132 CV  |                     |         | 240 CV  |
| Moissonneuse-batteuse             | 1/2                                  |         | 1       | 1                   | 1       | 1       |
| Investissements réalisés (en frs) |                                      |         |         |                     |         |         |
| a. Achat d'une ferme (100 ha) par |                                      | 350.000 |         |                     |         |         |
| b. 3 associés                     |                                      |         |         |                     |         |         |
| c.                                |                                      |         |         |                     |         |         |
| d. Aménagements étable            |                                      |         |         | 75.000              |         |         |
| e.                                |                                      |         |         |                     |         |         |
| f.                                |                                      |         |         |                     |         |         |
| Financement                       |                                      |         |         |                     |         |         |
| a. Prêts aux associés             |                                      | 300.000 |         |                     |         |         |
| b.                                |                                      |         |         |                     |         |         |
| c.                                |                                      |         |         |                     |         |         |
| d.                                |                                      |         |         | 64.000              |         |         |
| e.                                |                                      |         |         |                     |         |         |
| f.                                |                                      |         |         |                     |         |         |

Le G.A.E.C. a permis de reprendre en commun une nouvelle exploitation. Jusqu'à présent, le résultat par travailleur n'a pas été amélioré par cette extension de l'exploitation, ceci est dû aux problèmes d'adaptation à une exploitation importante et au manque d'intensification fourragère durant les premières années. Toutefois, un progrès se dessine et l'on peut prévoir qu'à l'avenir les associés recueilleront le bénéfice de leur extension en commun.

GROUPEMENT COMPLET N° IX

Fiche technico-économique

|                                     | Exploitation<br>d'un associé | G.A.E.C.           |         |         |         |         |
|-------------------------------------|------------------------------|--------------------|---------|---------|---------|---------|
| COMPTES D'EXPLOITATION              | 1965                         |                    | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |
| Produit d'exploitation (en francs)  |                              |                    |         |         |         |         |
| Cultures de vente                   | 13.743                       |                    | 105.913 | 89.246  |         | 105.201 |
| Bovins                              | 33.650                       |                    | 84.757  | 110.540 |         | 141.144 |
| Divers                              | 5.256                        |                    | 1.776   | 4.000   |         | 918     |
|                                     |                              |                    |         |         |         |         |
|                                     |                              |                    |         |         |         |         |
| Total                               | 52.649                       |                    | 192.446 | 203.786 |         | 247.263 |
| par ha S.A.U.                       | 1.255                        |                    | 872     | 920     |         | 1.200   |
| Répartition en %                    |                              |                    |         |         |         |         |
| Cultures de vente                   | 26                           |                    | 55      | 44      |         | 42      |
| Bovins sur surface fourragère       | 64                           |                    | 44      | 54      |         | 58      |
|                                     |                              |                    |         |         |         |         |
| Charges réelles                     |                              |                    |         |         |         |         |
| Approvisionnements                  | 14.070                       |                    | 39.904  | 90.896  |         | 81.403  |
| Amortissements matériel             | 6.634                        |                    | 29.763  | 21.641  |         | 19.720  |
| Amortissements foncier              | -                            |                    | -       | -       |         | 9.473   |
| Ferme                               | 1.115                        |                    | 13.453  | 14.723  |         | 15.024  |
| Charges salariales                  | 2.126                        |                    | 7.768   | 8.228   |         | 17.793  |
| Autres charges réelles              | 5.100                        |                    | 19.765  | 34.767  |         | 37.292  |
| Frais financiers                    | 990                          |                    | -       | 6.221   |         | 9.514   |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 5.600                        |                    | 16.200  | 22.500  |         | 29.200  |
| Valeur locative                     | 1.500                        |                    | -       | -       |         | 9.473   |
|                                     |                              |                    |         |         |         |         |
| Revenu d'exploitation brut          | 33.479                       |                    | 132.777 | 78.123  |         | 128.568 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 798                          |                    | 600     | 355     |         | 622     |
| Revenu d'exploitation net           | 26.845                       |                    | 103.014 | 26.482  |         | 108.848 |
| Revenu du travail                   | 18.530                       |                    | 73.361  | 19.259  |         | 55.151  |
| Revenu d'exploitation par U.T.A.    | 9.265                        |                    | 15.000  | 3.950   |         | 10.600  |
| Revenu du travail familial          | 16.504                       |                    | 65.593  | 11.031  |         | 37.358  |
|                                     |                              | Création<br>1/4/67 | 1/4/68  | 1/4/69  | 1/4/70  | 1/4/71  |
| BILAN - Actif                       |                              |                    |         |         |         |         |
| Etable (aménagements)               |                              |                    |         | 69.915  |         | 65.068  |
| Matériel                            | 38.085                       | 128.770            | 109.441 | 122.139 |         | 110.018 |
| Cheptel vif                         | 51.366                       | 133.000            | 156.050 | 188.440 |         | 216.578 |
| Titres de participation             | 2.039                        |                    |         | 2.073   |         | 4.600   |
| Capital circulant                   | 19.877                       | 33.680             | 89.136  | 163.659 |         | 150.082 |
| Actif brut                          | 111.367                      | 295.450            | 354.627 | 546.226 |         | 622.198 |
| - Passif                            |                              |                    |         |         |         |         |
| Capital propre                      | 85.704                       | 295.450            | 295.450 | 331.234 |         | 355.287 |
| Subventions d'équipement            |                              |                    |         |         |         |         |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 24.000                       |                    |         | 60.763  |         | 84.369  |
| Dettes et C.T.                      | 1.673                        |                    | 30.000  | 149.815 |         | 155.473 |
| Comptes d'associés                  |                              |                    |         |         |         |         |
|                                     |                              |                    |         |         |         |         |
| Résultats                           | -                            |                    | 29.177  | 4.514   |         | 27.069  |
|                                     |                              |                    |         |         |         |         |
| RENDEMENTS                          |                              |                    |         |         |         |         |
| Blé (quintaux/ha)                   | 27,6                         |                    | 28      |         |         | 26      |
| Orge ( " )                          | 37,4                         |                    | 33      |         |         | 23      |
| Colza ( " )                         | 10,9                         |                    | 8,6     |         |         | 14      |
| Lait - Litres par vache et par an   | 2.587                        |                    | 2.300   |         |         | 2.700   |





G.A.E.C. COMPLET X (17)

Orientation T.E. : 31

ASSOCIES - MOTIVATION

Ce G.A.E.C. a 2 associés. Il provient d'une seule exploitation qui s'est agrandie considérablement depuis 16 ans, en plusieurs fois : 68 ha en 1956, 110 ha en 1964, 150 ha en 1966 et 260 ha actuellement.

Cette exploitation de 68 ha était celle du père, avec lequel ses deux fils ont toujours travaillé. Les deux frères se sont mis en G.A.E.C. en 1967, lorsque leur père a pris sa retraite. Ils ont partagé le capital d'exploitation en deux parts égales. Ils avaient alors 34 et 31 ans.

Mais c'était une exploitation en pleine expansion et les deux frères, une fois seuls, ne se sont pas entendus sur les objectifs : l'un cherchant surtout à agrandir et intensifier au maximum, l'autre estimant que l'entreprise était suffisamment importante. Pour cette raison, le second frère a décidé de changer de profession dans le courant de 1970.

A ce moment, celui qui restait a cherché un associé, estimant qu'une entreprise de cette dimension demandait à être dirigée en association. Il fallait également faire face au rachat des parts de son frère. Les circonstances ont permis au Centre de gestion de le mettre en relation avec un agriculteur d'un département voisin expulsé de son exploitation et qui cherchait à s'installer dans le département. Ce nouvel associé a environ le même âge que le premier.

Après plusieurs mois de contacts pour faire réciproquement connaissance, car ils ne se connaissaient pas auparavant, l'association fut décidée. Elle prit effet en janvier 1971, soit au départ du frère, dont le nouvel arrivant a racheté les parts sociales. Leurs apports sont donc égaux.

Ce cas nous a semblé intéressant : une seule exploitation mais importante et en croissance continuelle, sur laquelle 2 agriculteurs se sont délibérément associés pour mieux faire face aux problèmes de la grande entreprise.

STATUTS

Ce sont les statuts-types de G.A.E.C. Bien entendu, en cas de départ, le nouvel associé ne peut prétendre qu'à la reprise de ses apports en espèces.

### FONCTIONNEMENT

Un associé supervise tout l'élevage (125 vaches laitières, 360 porcs gras par an, engraissement de taurillons et de veaux de boucherie). L'autre dirige les travaux de culture (260 ha dont 120 en prairies permanentes).

L'exploitation emploie 4 salariés qui sont sous la direction de l'associé responsable de leur secteur de travail. En fait, le travail des cultures est souvent organisé en commun jusqu'à présent, du fait que le nouvel associé ne connaît pas encore bien les terres de la région.

Les associés se remplacent pour la traite, avec également le vacher, de sorte qu'ils sont libres un dimanche après-midi sur deux. Ils s'absentent aussi en semaine, selon leurs besoins.

Une épouse aide à la traite assez régulièrement. L'autre ne travaille pas sur le G.A.E.C., mais elle en suit la marche de près.

Il n'y a pas de réunions vraiment organisées mais les associés passent beaucoup de temps à parler de leur exploitation et à faire des projets.

Il existe un bureau pour le G.A.E.C. où chacun entre librement et prend connaissance du courrier et des divers documents.

Les résultats sont partagés par moitié, après prélèvement de la valeur locative.

### ENVIRONNEMENT

Les exploitations du voisinage sont beaucoup moins importantes : 40 à 50 ha en moyenne. Le G.A.E.C. les aide dans un certain nombre de travaux, et spécialement pour la moisson.

Le G.A.E.C. est plutôt considéré comme une exploitation individuelle importante. Le second associé n'est pas vraiment considéré comme un co-exploitant, bien qu'il le soit en réalité.

### AVANTAGES PERCUS

Cette association semble avoir bien réussi après plus d'un an de fonctionnement. Les deux associés sont animés du même esprit d'entreprise. Il faut dire que celui qui était depuis toujours sur l'exploitation a fait preuve d'un grand esprit d'ouverture et de collaboration, en recherchant et en accueillant un associé qu'il ne connaissait pas auparavant.

Ils sont convaincus qu'une exploitation de cette taille et ayant cette diversité de productions gagne beaucoup à être dirigée par 2 chefs d'entreprise, ceci tant sur le plan de la rentabilité (pour maintenir de hauts rendements) que sur celui de la libération matérielle et morale des exploitants.

On peut signaler qu'à l'arrivée du nouvel associé les salariés ont eu quelque mal à l'admettre.

### PROJETS

Les associés ont décidé de lancer une production de taurillons de boucherie et de réduire le nombre de vaches laitières. L'exploitation est en continue recherche des meilleures productions, compte-tenu de ses particularités.

S'il se présente des terres à acquérir, les associés sont décidés à se partager les achats.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique 34 : bovins + veaux et porcs.

Comme pour le groupement n° VIII, nous n'avons pas ici de fusion d'exploitations distinctes, mais l'association volontaire de deux agriculteurs sur une unité importante. De plus, cette exploitation est en continuelle expansion (du fait du dynamisme des deux associés qui se renforcent mutuellement). Ainsi, en 6 ans, l'exploitation a doublé sa surface et son capital brut, et multiplié par 2,5 son produit.

La production a donc considérablement augmenté. Elle s'est également diversifiée avec 4 secteurs principaux : cultures, lait, veaux de boucherie et porcs.

L'investissement n'est intervenu qu'en 1970-71, pour la production bovine, il est important (350.000 frs).

Malgré une augmentation normale des charges, les revenus brut et net d'exploitation ont doublé sur les 4 dernières années connues.

Le revenu du travail est excellent (il passe de 39.000 à 50.000 frs par travailleur) et le revenu du travail familial est doublé, ce qui permet de faire face facilement aux investissements puisqu'il s'élève, en 1970-71, à 250.000 frs pour 2,5 U.T.A. familiales.

En conclusion peut-être peut-on penser qu'un exploitant individuel obtiendrait d'aussi bons résultats dans les mêmes conditions, mais cela exigerait de lui des qualités exceptionnelles et un travail de direction considérable. Outre la participation importante qu'il a pris dans le capital, la présence de l'associé permet de mener intensivement une exploitation très importante, avec d'excellents résultats.

GROUPEMENT COMPLET N° X

Fiche technico-économique

|                                 | 1965-66 | 1966-67 | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |
|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Généralités                     |         |         |         |         |         |         |
| S.A.U. (en ha)                  | 130     | 150     | 152     |         | 188     | 260     |
| % fermage                       |         |         |         |         |         | 85      |
| % propriété associés            |         |         |         |         |         | 15      |
| % propriété groupement          |         |         |         |         |         |         |
| Orientation technico-économique |         |         | 34      |         | 34      | 34      |
| Cultures pratiquées (en ha)     |         |         |         |         |         |         |
| Blé                             |         |         | 12      |         | 15      | 17      |
| Orge                            |         |         | 32      |         | 38      | 64      |
| Cultures fourragères            |         |         | 34      |         | 35      | 58      |
| Prairies permanentes            |         |         | 74      |         | 100     | 122     |
| Bétail                          |         |         |         |         |         |         |
| Vaches laitières                | 51      | 65      | 76      | 82      | 92      | 123     |
| Veaux de boucherie              |         |         |         |         | 26      | 105     |
| Porcs gras vendus par an        |         |         | 265     |         | 379     | 240     |
| Nombre d'U.G.B.                 |         |         | 205     |         | 265     | 290     |
| Main-d'oeuvre                   |         |         |         |         |         |         |
| U.T.A. associés                 |         |         | 2       |         | 2       | 2       |
| U.T.A. aide-familiaux           |         |         | 0,5     |         | 0,5     | 0,5     |
| U.T.A. salariés                 |         |         | 1       |         | 2,5     | 4       |
| Matériel - Installations        |         |         |         |         |         |         |
|                                 |         |         |         |         |         |         |
|                                 |         |         |         |         |         |         |
|                                 |         |         |         |         |         |         |
|                                 |         |         |         |         |         |         |
| Investissements réalisés        |         |         |         |         |         |         |
| a. Etable et silo-tour          |         |         |         |         |         | 350,000 |
| b.                              |         |         |         |         |         |         |
| c.                              |         |         |         |         |         |         |
| d.                              |         |         |         |         |         |         |
| e.                              |         |         |         |         |         |         |
| f.                              |         |         |         |         |         |         |
| Financement                     |         |         |         |         |         |         |
| a. Subvention                   |         |         |         |         |         | 70,000  |
| a. Prêt                         |         |         |         |         |         | 220,000 |
| c.                              |         |         |         |         |         |         |
| d.                              |         |         |         |         |         |         |
| e.                              |         |         |         |         |         |         |
| f.                              |         |         |         |         |         |         |

L'expansion de cette exploitation, gérée en association, est considérable. En 3 années, non seulement la surface a presque doublé, mais la productivité par ha ou par travailleur a également été multiplié par 1,5. Les exploitants déclarent que c'est la forme associative qui leur permet d'intensifier ainsi leur production.

GROUPEMENT COMPLET N° X

Fiche technico-économique

|  |       | 1967-68 |       | 1969-70   | 1970-71   |
|--|-------|---------|-------|-----------|-----------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>                 |       |         |       |           |           |
| Produit d'exploitation (en francs)           |       |         |       |           |           |
| Cultures de vente                            |       | 25.132  |       | 22.386    | 151.115   |
| Lait   |       | 146.214 |       | 179.000   | 300.000   |
| Bovins sur surface fourragère                |       | 45.754  |       | 104.355   | 129.431   |
| Veaux de boucherie                           |       |         |       | 30.697    | 130.340   |
| Porcs  |       | 93.171  |       | 138.550   | 95.294    |
| Travaux pour tiers et divers                 |       | 15.352  |       | 22.102    | 56.235    |
| Total  |       | 325.623 |       | 497.090   | 862.415   |
| par ha S.A.U.                                |       | 2.150   |       | 2.560     | 3.310     |
| Répartition en %                             |       |         |       |           |           |
| Cultures de vente                            |       | 8       |       | 4,5       | 17,5      |
| Bovins sur surface fourragère                |       | 59      |       | 57        | 50        |
| Hors-sol : porcs + veaux                     |       | 29      |       | 34        | 26        |
| Charges réelles                              |       |         |       |           |           |
| Approvisionnements et autres charges réelles |       | 78.073  |       | 152.099   | 310.571   |
| Amortissements matériel                      |       | 43.238  |       | 47.338    | 85.982    |
| Amortissements foncier                       |       | 7.722   |       | 6.917     | 20.000    |
| Fermage                                      |       | 18.450  |       | 27.744    | 40.544    |
| Charges salariales                           |       | 11.291  |       | 30.450    | 74.704    |
| Autres charges réelles                       |       | -       |       | -         | -         |
| Frais financiers                             |       | 26.219  |       | 18.437    | 19.824    |
| Intérêt du capital d'exploitation            |       | 41.000  |       | 50.000    | 75.000    |
| Valeur locative                              |       | 8.500   |       | 8.500     | 23.000    |
| Revenu d'exploitation brut                   |       | 247.550 |       | 344.991   | 551.844   |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.          |       | 1.630   |       | 1.830     | 2.110     |
| Revenu d'exploitation net                    |       | 204.312 |       | 297.653   | 465.862   |
| Revenu du travail                            |       | 136.362 |       | 211.409   | 327.518   |
| Revenu du travail par U.T.A.                 |       | 39.000  |       | 42.300    | 50.500    |
| Revenu du travail familial                   |       | 125.071 |       | 180.959   | 252.614   |
| <b>BILAN - Actif</b>                         |       |         |       |           |           |
| Constructions - aménagements                 |       | 88.200  |       | 167.920   | 184.700   |
| Matériel - Installations                     |       | 395.020 |       | 351.700   | 553.700   |
| Cheptel vif                                  |       | 263.910 |       | 369.030   | 449.620   |
| Capital circulant                            |       | 73.681  |       | 118.292   | 311.706   |
| Actif brut                                   |       | 820.811 |       | 1.006.942 | 1.499.726 |
| Passif                                       |       |         |       |           |           |
| Capital propre                               |       | 282.500 |       | 289.700   | 296.184   |
| Subventions d'équipement                     |       |         |       |           | 70.000    |
| Emprunts L.T. et M.T.                        |       | 232.856 |       | 387.051   | 604.162   |
| Dettes et C.T.                               |       | 243.386 |       | 72.224    | 99.376    |
| Comptes d'associés                           |       |         |       | 128.869   | 224.283   |
| Résultats                                    |       | 62.069  |       | 129.098   | 205.721   |
| <b>RENDEMENTS</b>                            |       |         |       |           |           |
| Blé (quintaux/ha)                            |       | 39      |       | 37        | 33        |
| Lait - litres par vache et par an            | 4.200 | 3.920   | 3.790 | 4.000     | 3.860     |
|  |       |         |       |           | 3.690     |

G.A.E.C. COMPLET XI (19)

Orientation T.E. : 33 F

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. a été créé au 1er janvier 1969 entre 5 associés de deux familles parentes, qui ont mis en commun 2 exploitations (21 et 24 ha) situées à 3 km l'une de l'autre, sur la même commune.

- Famille A : le père (56 ans) et ses fils (29 et 26 ans). Le second fils travaillait alors dans une coopérative de la région et est revenu à l'exploitation à l'occasion de la création du G.A.E.C.
- Famille B : le père (53 ans) et son fils (23 ans) qui travaillait avec lui.

Les deux pères sont beaux-pères. Les associés sont tous mariés.

Les parents n'ont pas reçu de formation agricole, les fils ont suivi des cours de Maison familiale d'apprentissage rural, ou des stages divers.

La dimension des exploitations associées est sensiblement égale à la moyenne de la région.

COLLABORATION ANTERIEURE

Antérieurement au G.A.E.C., les deux exploitations collaboraient depuis 6 ans : une partie du matériel était en commun et les travaux de fenaison et de moisson, les plus importants donc, étaient effectués en chantiers communs. De même, l'engraissement de 15 taurillons de boucherie était réalisé en commun depuis deux ans.

MOTIFS DE LA CREATION

C'est une recherche d'intensification venant de la part des fils, mais à laquelle les pères étaient très ouverts (en particulier pour permettre à leurs fils de rester sur les exploitations).

Il ne faut évidemment pas négliger le lien de parenté et l'habitude du travail en commun prise depuis plusieurs années.

Le projet initial était de construire une étable pour intensifier la production laitière, ceci devant compenser la trop petite surface (pour faire vivre 5 familles) et s'accompagner d'une intensification fourragère. Toutefois,

l'ensilage de maïs ne peut pas être employé pour nourrir les vaches dont le lait est transformé en gruyère.

Après étude par le Centre de gestion ce projet fut abandonné au profit de l'élevage de taurillons de boucherie, pouvant consommer du maïs ensilé, et de celui de truies avec vente des porcelets. Actuellement, le G.A.E.C. engraisse plus de 100 taurillons par an et vient de terminer une porcherie de 120 truies.

#### CONSTITUTION - STATUTS

La création se réalisa après quelques mois de discussions entre les associés et leurs épouses (surtout les mères). Le Centre de gestion, qui suivait déjà les 2 exploitations auparavant, a aidé le G.A.E.C. dans sa constitution.

Les apports ont été estimés à l'amiable entre les associés.

Seuls les bâtiments récents (une porcherie et un poulailler) ont été apportés en capital au G.A.E.C., avec les parcelles de terrain sur lesquelles ils sont construits. Les bâtiments anciens ont été mis à la disposition du G.A.E.C., comme les terres.

Ce sont les statuts-types de G.A.E.C. qui ont été adoptés, avec reprise des apports en nature. La durée est de 9 ans mais sera prolongée.

Les parts sociales sont également réparties entre les associés, par arrangement à l'intérieur de chaque famille.

#### FONCTIONNEMENT

L'élevage de taurillons étant près de l'une des exploitations et celui des porcs près de l'autre, tout naturellement le travail quotidien et la responsabilité courante de chacun de ces élevages, y compris la vente des produits, se sont partagés entre les deux familles.

Les responsabilités sont distribuées selon les aptitudes de chacun :

- porcherie;
- étable de taurillons;
- matériel;
- cultures.



Mais il ne faut pas en déduire que le groupement est le fait de deux exploitations simplement jumelées :

- tout le travail de culture (60 ha) est fait en commun;
- les bâtiments récemment construits l'ont été par le travail commun des associés;
- chaque jour les associés se côtoient, ainsi, le courrier arrive dans l'une des exploitations avant d'être classé dans l'autre.

La fréquence des réunions organisées n'est pas encore établie de façon rigide. Actuellement, les associés se retrouvent 2 ou 3 fois par mois, mais ils souhaitent de tenir, à l'avenir, des réunions à jours fixes. Les épouses y participent assez peu, sauf celle qui tient la comptabilité.

Les épouses travaillent d'ailleurs peu sur le G.A.E.C., excepté l'une des mères qui tient le secrétariat et les comptes, aidée de sa belle-fille.

Les associés prennent 10 jours de congé par an et s'arrangent entre eux pour libérer les dimanches selon les désirs de chacun.

Il n'y a pas encore de règlement intérieur mais ils en ressentent le besoin.

#### ENVIRONNEMENT

Deux associés ont des responsabilités professionnelles.

Après un accueil très réservé au départ dans la commune (dû surtout à un certain scepticisme devant l'intensification et les investissements), le G.A.E.C. est maintenant bien admis par les autres exploitants. Il pratique un peu d'entraide avec les voisins.

Les visites sont assez fréquentes, que ce soient des individus ou des groupes. Elles sont motivées surtout par les bâtiments modernes.

Les taurillons et les porcelets sont vendus par contrat à une coopérative qui fournit les aliments. Il est intéressant de signaler qu'au sein du groupement "porcs" de la coopérative il y a une péréquation entre les naisseurs et les engraisseurs, sur les prix, en fin d'année.

#### AVANTAGES ET INCONVENIENTS RESSENTIS

Les associés se déclarent satisfaits et n'ont éprouvé que peu de difficultés entre eux. Le principal avantage du G.A.E.C. à leurs yeux est d'avoir permis la constitution d'une unité de production solide et de dimension suffisante

pour faire vivre 5 familles là où 2 ou 3 seulement vivraient avec un système d'exploitation traditionnel.

Par ailleurs, ils apprécient vivement l'épanouissement de chacun, grâce au partage des responsabilités, et aussi la sécurité d'être à plusieurs.

#### AVENIR - PROJETS

Le G.A.E.C. étendra peut-être son activité à l'engraissement des porcelets produits. Son principal objectif est de continuer à augmenter sa surface en louant les terres libérées par les agriculteurs qui se retireront. Il est, en effet, à l'étroit actuellement et achète des fourrages sur pied.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique 33 F : bovins à viande.

Cette fusion de deux exploitations s'est accompagnée de l'association de trois fils avec leurs pères (alors que l'un d'eux avait déjà quitté la terre). La surface totale n'a pas augmenté dans de grandes proportions (53 à 61 ha) et la main-d'oeuvre n'a pas varié.

Par contre, la production s'est modifiée notablement en 3 ans. Le produit végétal a presque doublé (maïs), la production laitière a été abandonnée au profit de celle de viande de bovins jeunes, la production d'oeufs a également été abandonnée, mais celle de porcelets a considérablement augmenté. Au total, le produit est passé, en 3 ans, de 274.000 à 494.000 frs.

Corrélativement, le groupement a réalisé deux investissements : construction d'une étable pour les taurillons de boucherie et d'une porcherie moderne abritant 100 truies. Au total, les investissements se montent à 320.000 frs (pour 60 ha).

Les charges augmentant raisonnablement malgré ces investissements, le résultat s'est amélioré très nettement, passant de 91.000 frs à 238.000 frs (revenu d'exploitation brut) et triplant pour le revenu net. Le revenu du travail par U.T.A. est multiplié par 3,5 et atteint 21.500 frs en 1971 contre 6.500 frs seulement en 1969. L'année précédente le revenu du travail par U.T.A. des associés avant la fusion n'était respectivement que de 5.000 frs et 12.000 frs. Le revenu du travail familial a quadruplé pour atteindre 100.000 frs pour 5,25 U.T.A. familiales.

En résumé, sur le plan économique ce groupement d'exploitations, grâce au dynamisme des associés, s'est traduit par un nouveau départ : avec des investissements importants et une forte expansion de la production. Il en résulte pour les associés un revenu très satisfaisant. Deux petites exploitations, sans augmenter beaucoup leur surface, sont devenues une entreprise moderne et beaucoup plus productive.



GROUPEMENT COMPLET N° XI

Fiche technico-économique

|  |               | G.A.E.C. |             |              | Exploitations associées<br>1968 |       |
|--|---------------|----------|-------------|--------------|---------------------------------|-------|
|  |               | 1969     | 1970        | 1971         | A                               | B     |
| Généralités                              |               |          |             |              |                                 |       |
| S.A.U. (en ha)                           |               | 53       | 58,70       | 61,30        | 27,10                           | 23,70 |
| % fermage                                |               | 60       | 58          | 57           | 85                              | 32    |
| % propriété associés                     |               | 40       | 40          | 41           | 15                              | 68    |
| % propriété groupement                   |               | -        | 2           | 2            |                                 |       |
| Orientation technico-économique          |               | 34       | 33 F        | 33 F         | 34                              | 34    |
| Cultures pratiquées (en ha)              |               |          |             |              |                                 |       |
| Blé                                      |               | 4        | 2           | 0            | 5,60                            | 2,50  |
| Céréales secondaires                     |               | 14       | 17,10       | 16,20        | 1,80                            | 3,50  |
| Maïs - grain                             |               | 8        | 5,90        | 10,80        | 7                               | 3,50  |
| Cultures fourragères (+ surface achetée) |               | 21       | 27 (+ 9,30) | 28,30 (+ 19) | 7,10                            | 9,50  |
| Prairies permanentes                     |               | 6        | 6,70        | 6            | 5,60                            | 4,70  |
| Bétail                                   |               |          |             |              |                                 |       |
| Vaches laitières                         |               | 28       | 20          |              | 12                              | 10    |
| Boeufs vendus par an                     |               |          |             |              | 2                               | 7     |
| Taurillons et génisses de boucherie      | (140 en 1972) | 80       | 184         | 192          | 20                              | 17    |
| Poules pondeuses                         |               | 200      | -           | -            | 160                             | 70    |
| Truies                                   | (120 en 1972) | 12       | 18          | 15           | 0                               | 14    |
| Porcelets vendus par an                  |               |          | 310         | 224          |                                 |       |
| Nombre d'U.G.B.                          |               | 98       | 97          | 204          | 42                              | 51    |
| Main-d'oeuvre                            |               |          |             |              |                                 |       |
| U.T.A. associés                          |               | 5        | 5           | 5            | 1                               | 1     |
| U.T.A. aide-familiaux                    |               | 0,25     | 0,25        | 0,25         | 1                               | 1,3   |
| U.T.A. salariés                          |               | -        |             |              | 0,1                             | 0,1   |
| Matériel - Installations                 |               |          |             |              |                                 |       |
| Tracteurs (nombre)                       |               | 2        | 3           | 3            | 1                               | 1     |
| Tracteurs (puissance)                    |               |          |             |              | 42 CV                           | 35 CV |
| Presse à fourrage                        |               | 1        | 1           | 1            | 1/2                             | 1/2   |
| Ensileuse                                |               |          | 1           | 1            |                                 |       |
| Investissements réalisés (en frs)        |               |          |             |              |                                 |       |
| a. Poulailier                            |               |          |             |              | en 1964: 58.000                 |       |
| b. Stabulation libre pour taurillons     |               |          | 163.500     |              |                                 |       |
| c.                                       |               |          |             |              |                                 |       |
| d. Porcherie (truies)                    |               |          |             | 155.400      | en 1967: 8.200                  |       |
| e.                                       |               |          |             |              |                                 |       |
| f.                                       |               |          |             |              |                                 |       |
| Financement                              |               |          |             |              |                                 |       |
| a. Emprunts                              |               |          |             |              | 32.500                          |       |
| b. Subvention pour étable                |               |          |             | 27.000       |                                 |       |
| b. Emprunt pour étable                   |               |          | 120.000     |              |                                 |       |
| d. Emprunt pour porcherie                |               |          |             | en cours     |                                 |       |
| e.                                       |               |          |             |              |                                 |       |
| f.                                       |               |          |             |              |                                 |       |

Il est facile de constater que l'association, dont le but était d'ailleurs l'intensification des exploitations, a très nettement et rapidement amélioré les produits et les revenus. Les investissements importants réalisés sont bien valorisés.

GROUPEMENT COMPLET N° XI

Fiche technico-économique

|  | G.A.E.C. |          |          | Exploitations associées |          |
|--|----------|----------|----------|-------------------------|----------|
|  | 1969     | 1970     | 1971     | 1968                    |          |
| COMPTE D'EXPLOITATION                  |          |          |          | A                       | B        |
| Produit d'exploitation (en francs)     |          |          |          |                         |          |
| Cultures de vente                      | 20.600   | 26.564   | 36.981   | 15.082                  | 5.600    |
| Lait                                   | 18.091   | 17.990   | -        | 15.635                  | 14.679   |
| Bovins (achat des veaux)               | 124.613  | 261.260  | 361.196  | 29.637                  | 29.385   |
| Porcelets (et truies réformées)        | 34.617   | 52.730   | 63.137   | -                       | 7.888    |
| Poules pondeuses                       | 64.087   | -        | -        | 37.206                  | 18.876   |
| Divers et productions d'immobilisation | 12.000   | 36.604   | 33.139   | 3.211                   | 3.212    |
| Total                                  | 274.008  | 395.148  | 494.453  | 100.771                 | 79.640   |
| par ha S.A.U.                          | 5.160    | 6.620    | 8.080    | 3.950                   | 3.350    |
| Répartition en %                       |          |          |          |                         |          |
| Cultures de vente                      | 8        | 7        | 7,5      | 15                      | 7        |
| Bovins sur surface fourragère          | 52       | 70       | 73       | 45                      | 55       |
| Animaux hors-sol                       | 36       | 13       | 13       | 37                      | 33       |
| Charges réelles                        |          |          |          |                         |          |
| Approvisionnements                     | 163.211  | 196.261  | 217.298  | 50.781                  | 39.963   |
| Amortissements matériel                | 20.932   | 19.561   | 26.962   | 10.293                  | 3.320    |
| Amortissements foncier                 | 4.000    | 8.400    | 24.254   | 1.710                   | 2.100    |
| Fermage                                | 12.879   | 15.118   | 19.059   | 4.326                   | 1.570    |
| Charges salariales                     | 10.080   | 13.652   | 11.209   | 2.418                   | 1.721    |
| Autres charges salariales              | 19.552   | 31.987   | 39.014   | 10.053                  | 10.924   |
| Frais financiers                       | 5.749    | 12.739   | 24.379   | 2.497                   | 585      |
| Intérêt du capital d'exploitation      | 20.000   | 37.500   | 52.000   | 9.000                   | 5.650    |
| Valeur locative                        | 4.300    | 8.700    | 28.000   | 9.000                   | 4.500    |
| Revenu d'exploitation brut             | 91.245   | 166.900  | 238.141  | 39.937                  | 28.753   |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.    | 1.730    | 2.850    | 3.890    | 1.100                   | 1.065    |
| Revenu d'exploitation net              | 70.313   | 147.339  | 211.179  | 29.644                  | 25.433   |
| Revenu du travail                      | 33.134   | 86.021   | 112.120  | 7.318                   | 13.713   |
| Revenu du travail par U.T.A.           | 6.420    | 16.450   | 21.500   | 3.500                   | 5.700    |
| Revenu du travail familial             | 23.054   | 72.369   | 100.911  | 4.900                   | 11.992   |
|  | 1/1/69   | 31/12/69 | 31/12/71 | 1/1/69                  | 1/1/69   |
| BILAN - Actif Forcherie                | 12.900   | 11.200   | 9.500    | 163.189                 | 12.900   |
| Etable                                 | 12.900   | 97.956   | 164.300  | 157.500                 | 12.900   |
| Autres bâtiments (poulailler etc..)    | 37.900   | 30.100   | 19.900   | 14.500                  | 37.900   |
| Matériel                               | 36.975   | 70.280   | 82.625   | 110.250                 | 20.975   |
| Cheptel vif                            | 122.621  | 209.744  | 376.004  | 402.405                 | 57.120   |
| Titres de participation                | 16.372   | 18.212   | 22.441   | 26.336                  |          |
| Capital circulant                      | 53.988   | 149.834  | 240.214  | 293.408                 | 51.334   |
| Actif brut                             | 293.656  | 587.326  | 914.984  | 1.167.588               | 180.229  |
| - Passif                               |          |          |          |                         |          |
| Capital propre                         | 228.000  | 228.000  | 229.996  | 231.669                 | 136.800  |
| Subventions d'équipement               |          |          |          |                         |          |
| Emprunts L.T. et M.T.                  | 38.934   | 44.003   | 145.004  | 137.443                 | 32.201   |
| Dettes et C.T.                         | 26.722   | 275.400  | 459.993  | 635.998                 | 9.361    |
| Comptes d'associés                     |          | 26.527   | 65.918   | 1.867                   |          |
| Résultats                              | -        | 39.923   | 53.464   | 66.560                  |          |
| RENDEMENTS                             |          |          |          |                         |          |
| Blé (quintaux/ha)                      |          | 27       | -        | 37 (1)                  | (1) 37,5 |
| Orge ( " )                             |          | 37       | 50       | 40                      | 35,5     |
| Maïs ( " )                             |          | 53       | 75       | 55                      | 59       |
| Lait - litres par vache et par an      |          |          |          | 3.400                   | 3.140    |

(1) Moyennes de 1967 et 1968

G.A.E.C. COMPLET XII (19)

Orientation T.E. : 33 F

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ils sont 3 associés qui avaient 38, 35 et 24 ans en 1965, à la création du G.A.E.C. Deux sont beaux-frères, le troisième n'est pas parent avec eux. Les trois exploitations sont situées dans deux hameaux d'une même commune.

Les exploitations de cette région sont de dimension modeste : 15 ha en moyenne, avec 60 % des terres en herbage. Elles vivent essentiellement de la production laitière (race Montbeliarde). Nous sommes en région de semi-montagne, à 600 mètres d'altitude. Il y a quelques cultures céréalières et de petits élevages porcins dans certaines exploitations.

Les exploitations associées étaient des exploitations moyennes pour la région : A et B avaient chacun 12 ha et une dizaine de vaches laitières, C : 11 ha.

COLLABORATION ANTERIEURE

Elle était déjà assez intense : dès 1959, les deux premières exploitations avaient acheté un tracteur en commun et travaillaient souvent ensemble. Lorsque le troisième associé s'est installé à la suite de son père, à son retour du régiment, il acheta également un tracteur mais les travaux de fenaison et de moisson étaient réalisés en commun.

MOTIFS DE LA CREATION

Ainsi naquit peu à peu l'idée de fusion complète, avec l'aide très suivie du Centre de gestion avec qui ils avaient pris contact.

Le motif le plus tangible de cette fusion est la volonté de ces jeunes exploitants de "s'en sortir", ce qui impliquait de rompre avec l'exploitation traditionnelle et, concrètement, d'exploiter un seul troupeau plus nombreux et de tenter d'agrandir leur surface.

CONSTITUTION - STATUTS

Le G.A.E.C. fut créé et agréé en 1965, après quelques mois de discussions et des visites rendues à d'autres G.A.E.C. Les statuts-types furent adoptés,

avec reprise en nature des apports en cas de départ d'un associé.

Les épouses ont participé étroitement à la constitution du G.A.E.C.

Les apports ont été estimés à l'amiable avec l'aide du Centre de gestion.

Les troupeaux ont été mélangés, ce qui a provoqué quelques ennuis sanitaires au départ (brucellose) qui sont maintenant surmontés.

Il n'y a pas de règlement intérieur écrit.

Les résultats sont partagés en 3 parts égales, après paiement à chacun de la valeur locative des terres qu'il a mises à la disposition du groupement (300 kg de lait à l'ha) et versement d'un intérêt de leurs parts sociales et les comptes courants. En dehors des prélèvements mensuels réguliers, les résultats demeurent aux comptes des associés dans la caisse du G.A.E.C.

En mai 1971, un nouvel associé a demandé son admission (30 ha, 20 vaches). Il a été admis comme un associé, mais sans en avoir statutairement le titre : ses apports n'ont été que mis à la disposition du G.A.E.C. pour la première année, période probatoire. Son matériel, comme ses terres, complétaient très bien ceux du G.A.E.C. Mais, en mai 1972, il va quitter le G.A.E.C. : l'entente était bonne, mais il a pris cette décision sous la pression de son entourage et, en particulier, du fait que ses frères et soeurs ont un droit de regard sur son exploitation puisqu'elle leur appartient en indivis. Or, cette association ne leur plaisait pas.

#### FONCTIONNEMENT

Le partage des responsabilités est par secteurs :

- troupeau bovin;
- cultures;
- secrétariat et relations extérieures.

Ce sont surtout des responsabilités de gestion, car le travail est réalisé en commun la plupart du temps, même à l'étable.

Les associés se réunissent chaque lundi matin pour faire le plan de travail de la semaine, qui est inscrit sur un planning. En outre, ils tiennent une réunion mensuelle, généralement avec leurs épouses, pour envisager les projets, les investissements, etc... Les décisions mûrissent ainsi et sont toujours prises à l'unanimité.



Deux épouses participent souvent à la traite des vaches et sont rémunérées, mais à un tarif très bas : 2 frs par heure. Les trois épouses se partagent les relevés comptables : journal des achats et ventes, journal des mouvements de fonds, comptes des associés et opérations diverses; ainsi, chaque famille y participe.

### ENVIRONNEMENT

Le G.A.E.C. est membre du C.E.T.A. de la région. Il fait partie d'une C.U.M.A. qui regroupe tout le village et a du matériel pour divers travaux : épandeur de fumier, semoir, culti-packer ... Pour la moisson, il a recours à une entreprise.

Deux des associés ont des responsabilités dans des organisations professionnelles. Le troisième assure le ramassage du lait pour la coopérative laitière communale (3.000 litres par jour). Sa rémunération revient au G.A.E.C.

Malgré des rapports normaux avec les autres exploitants voisins, le G.A.E.C. est plutôt jaloué. On n'aime généralement guère ceux qui s'élèvent au-dessus de la moyenne traditionnelle et on lui reproche de s'agrandir. Ils ont loué 20 ha de prairies dans une commune voisine et se sont agrandis de 17 ha en 1970 par reprise de terres laissées libres par des exploitants partant en retraite.

### AVANTAGES ET INCONVENIENTS RESSENTIS

En 6 ans de fonctionnement, le G.A.E.C. est bien rôdé. Les associés sont satisfaits de leur travail en commun et estiment que l'étable commune a permis une bonne augmentation de la production tout en allégeant le travail.

Ils sont bien habitués à la gestion collégiale grâce, en particulier, à l'un d'eux qui a l'esprit très ouvert au travail en équipe et favorise beaucoup le fonctionnement du G.A.E.C., sans cependant jouer le rôle de leader.

En contrepartie, l'on peut citer l'échec de l'intégration d'un quatrième associé, ce qui montre que le regroupement n'entre pas facilement dans les habitudes des agriculteurs.

### PROJETS

Le G.A.E.C. n'envisage pas d'augmenter beaucoup son troupeau de laitières, mais plutôt sa productivité. Il cherche à s'agrandir en surface, plutôt par location que par achats, vu le prix des terres.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

### Orientation technico-économique 33 F : bovins laitiers

Nous avons l'avantage de suivre les résultats de cette fusion de 3 exploitations sur 6 exercices consécutifs. Le groupement exploite une surface un peu au-dessus de la moyenne de sa région, n'ayant augmenté qu'au dernier exercice (elle passe de 80 à 95 ha).

Le produit a doublé, et augmenté de 50 % si on le rapporte à l'hectare. Ceci est dû à l'intensification de la production animale (bovins laitiers) qui est passée, en 6 ans, de 80.000 à 158.000 frs., représentant 94 % du produit total, cependant que le nombre d'U.G.B. (bovins) passait de 47 à 67.

Cette intensification de la production animale s'est accompagnée d'un investissement : construction d'étable pour 231.000 frs en troisième année. L'actif brut est passé de 151.000 à 494.000 frs en 5 années, soit un accroissement de 350 %, mais les 3/4 de cette augmentation sont financés par des emprunts.

Les rendements laitiers sont bons et ont progressé (passant de 3.600 litres à 4.200 litres par vache). Cependant, les charges ont augmenté parallèlement aux produits de sorte que, malgré une amélioration sensible des revenus d'exploitation brut et net (51.000 à 82.000 frs et 47.000 à 73.000 frs), le revenu du travail stagne et se maintient à un niveau trop faible (aux environs de 8.000 frs par travailleur).

Que conclure ? D'une part, la fusion a créé une exploitation équilibrée et certainement viable pour l'avenir. D'autre part, l'on est forcé de reconnaître que cette production laitière, sans doute parce que mal rémunérée jusqu'en 1971, n'a pas permis d'amélioration du sort des associés, sur le plan économique du moins. Le prix du lait ayant été revalorisé depuis l'automne 1971, il faut penser que cette situation est maintenant bien améliorée.

GROUPEMENT COMPLET N° XII

Fiche technico-économique

|  | 1965-66 | 1966-67 | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71  |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|----------|
| Généralités                            |         |         |         |         |         |          |
| S.A.U. (en ha)                         | 76      | 78      | 80      | 80      | 80      | 95       |
| % fermage                              |         |         |         |         |         | 47       |
| % propriété associés                   |         |         |         |         |         | 53       |
| % propriété groupement                 |         |         |         |         |         |          |
| Orientation technico-économique        | 33 F    | 33 F    | 33 F    | 33 F    | 33 F    | 33 F     |
| Cultures pratiquées (en ha)            |         |         |         |         |         |          |
| Céréales                               | 12      | 13,5    | 11,5    | 12,5    | 11      | 12       |
| Maïs - grain                           |         |         |         |         |         | 3        |
| Cultures fourragères                   |         | 11,5    | 14      | 13,5    | 15      | 5        |
| Prairies permanentes                   | 64      | 53      | 54,5    | 54      | 54      | 75       |
| Bétail                                 |         |         |         |         |         |          |
| Vaches laitières                       | 31      | 34      | 42      | 49      | 48      | 53       |
|  |         |         |         |         |         |          |
|  |         |         |         |         |         |          |
| Nombre d'U.G.B.                        | 47      | 53      | 54      | 64      | 70      | 67       |
| Main-d'oeuvre                          |         |         |         |         |         |          |
| U.T.A. associés                        | 3       | 3       | 3       | 3       | 3       | 3        |
| U.T.A. aide-familiaux                  | 0,6     | 0,6     | 0,6     | 0,6     | 0,6     | 0,6      |
| U.T.A. salariés                        |         |         |         |         |         |          |
| Matériel - Installations               |         |         |         |         |         |          |
| Tracteurs                              | 2       | 2       | 2       | 2       | 2       | 2        |
|  |         |         |         |         |         |          |
|  |         |         |         |         |         |          |
| Investissements réalisés (en frs)      |         |         |         |         |         |          |
| a. Etable et logement foin (60 places) |         |         | 231.000 |         |         |          |
| b.                                     |         |         |         |         |         |          |
| c.                                     |         |         |         |         |         |          |
| d.                                     |         |         |         |         |         |          |
| e.                                     |         |         |         |         |         |          |
| f.                                     |         |         |         |         |         |          |
| Financement                            |         |         |         |         |         |          |
| a. Subvention pour étable              |         |         |         | 60.000  |         | + 10.000 |
| a. Emprunt pour étable                 |         | 110.000 |         | 40.000  |         |          |
| c.                                     |         |         |         |         |         |          |
| d.                                     |         |         |         |         |         |          |
| e.                                     |         |         |         |         |         |          |
| f.                                     |         |         |         |         |         |          |

Nous pouvons considérer, sans erreur, que la première année du G.A.E.C. représente, comme compte d'exploitation et bilan, la somme de ceux des trois exploitations antérieures; il n'y a, en effet, eu aucun changement. Ceci permet de constater que, dans cette zone où l'agriculture est dans des conditions difficiles, cette association a permis d'augmenter la production, mais que le revenu des associés s'est maintenu à son niveau antérieur. Le gain de productivité permet, en effet, juste de faire face à l'amortissement de l'investissement important.

GROUPEMENT COMPLET N° XII

Fiche technico-économique

|  | 1965-66 | 1966-67 | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>                 |         |         |         |         |         |         |
| Produit d'exploitation (en francs)           |         |         |         |         |         |         |
| Cultures de vente                            | 11.370  | 9.546   | 9.672   | 3.180   | 2.756   | 2.872   |
| Lait   | 58.221  | 64.032  | 79.140  | 82.701  | 100.422 | 128.519 |
| Bovins                                       | 22.167  | 19.280  | 22.306  | 39.926  | 44.665  | 30.056  |
| Divers                                       | 441     | 184     | 11.121  | 2.095   | 1.552   | 6.680   |
| Total  | 92.199  | 93.042  | 122.239 | 127.902 | 149.395 | 168.127 |
| par ha S.A.U.                                | 1.215   | 1.190   | 1.535   | 1.595   | 1.870   | 1.775   |
| Répartition en %                             |         |         |         |         |         |         |
| Cultures de vente                            | 12      | 10      | 8       | 2,5     | 2       | 2       |
| Bovins sur surface fourragère                | 88      | 90      | 83      | 97      | 97      | 94      |
| <b>Charges réelles</b>                       |         |         |         |         |         |         |
| Approvisionnements et autres charges réelles | 39.780  | 54.168  | 45.776  | 63.095  | 66.452  | 86.057  |
| Amortissements matériel                      | 4.191   | 5.088   | 5.632   | 7.500   | 6.511   | 9.046   |
| Amortissements foncier                       | -       | -       | 3.000   | 13.000  | 13.000  | 11.279  |
| Fermeage                                     | 2.682   | 2.475   | 2.515   | 2.180   | 3.110   | 7.550   |
| Charges salariales                           | -       | -       | -       | 910     | 1.640   | -       |
| Autres charges réelles                       | /       | /       | /       | /       | /       | /       |
| Frais financiers                             | 55      | 3.869   | 4.252   | 5.801   | 8.412   | 6.182   |
| Intérêt du capital d'exploitation            | 7.500   | 10.000  | 15.000  | 19.600  | 22.500  | 23.900  |
| Valeur locative                              | 7.700   | 6.991   | 10.035  | 19.637  | 20.622  | 19.843  |
| Revenu d'exploitation brut                   | 51.419  | 38.874  | 76.463  | 64.807  | 82.943  | 82.070  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.          | 687     | 500     | 955     | 810     | 1.030   | 870     |
| Revenu d'exploitation net                    | 47.228  | 33.786  | 70.831  | 57.307  | 76.432  | 73.024  |
| Revenu du travail                            | 29.346  | 14.320  | 43.281  | 15.890  | 30.200  | 21.731  |
| Revenu du travail par U.T.A.                 | 8.130   | 3.960   | 12.000  | 4.410   | 8.400   | 6.020   |
| Revenu du travail familial                   | 29.346  | 14.320  | 43.281  | 14.980  | 28.560  | 21.731  |
| <b>BILAN - Actif</b>                         |         |         |         |         |         |         |
| Terrain                                      | -       | 4.200   | 4.200   | 4.200   | 9.900   | 9.900   |
| Bâtiments                                    | -       | 59.341  | 171.068 | 229.220 | 214.380 | 197.400 |
| Matériel                                     | 26.730  | 33.900  | 39.000  | 46.070  | 37.200  | 60.700  |
| Cheptel vif                                  | 105.250 | 103.100 | 110.000 | 136.300 | 145.200 | 164.800 |
| Capital circulant                            | 19.780  | 57.922  | 18.164  | 28.670  | 51.542  | 61.563  |
| Actif brut                                   | 151.760 | 258.463 | 342.432 | 444.460 | 458.222 | 494.363 |
| - Passif                                     |         |         |         |         |         |         |
| Capital propre                               | 144.570 | 144.570 | 153.344 | 160.344 | 162.370 | 175.720 |
| Subventions d'équipement                     |         |         |         | 60.000  | 60.000  | 70.200  |
| Emprunts L.T. et M.T.                        | -       | 110.000 | 104.500 | 120.136 | 160.997 | 203.670 |
| Dettes et C.T.                               | 7.190   | 5.404   | 84.588  | 103.980 | 74.855  | 44.773  |
| Comptes d'associés                           |         |         |         |         |         |         |
| Résultats (déjà affectés)                    | -       | - 1.511 |         |         |         |         |
| <b>RENDEMENTS</b>                            |         |         |         |         |         |         |
| Blé (quintaux/ha)                            |         | 32      |         |         | 40      | 30      |
| Orge ( " )                                   |         | 31      |         |         | 30      | 28      |
| Maïs ( " )                                   |         |         |         |         |         | 67      |
| Lait - litres par vache et par an            | 3.615   | 3.820   | 3.960   | 3.465   | 3.940   | 4.200   |

G.A.E.C. COMPLET XIII (19)

Orientation T.E. : 11 A

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. regroupe 3 associés et 3 exploitations :

- A : 24 ans - 27 ha - 3 vaches et 10 brebis;
- B : 26 ans - 15 ha - 40 brebis, production de 20.000 poulets par an;
- C : 27 ans - 16 ha - 4 vaches, production de 25.000 poulets par an.

Ils ne sont pas parents et habitent à quelques kilomètres les uns des autres.

Ils travaillaient encore avec leurs pères qui ont pris leur retraite presque simultanément.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les exploitations pratiquaient assez largement l'entraide et avaient des chantiers en commun pour certains travaux de culture. De ce fait, les trois jeunes se connaissaient de longue date.

MOTIVATION

Ils se sont consultés au moment où ils avaient des difficultés de reprise de leur exploitation paternelle. L'occasion s'étant présentée, deux d'entre eux décidèrent d'acheter en commun une exploitation de 25 ha.

D'où l'idée de fusion complète entre les 3 exploitations.

CONSTITUTION - STATUTS

Ils se sont constitués en G.A.E.C. avec l'aide du Conseiller de gestion.

Ils ont adopté les statuts-types, sans modification. Les terres sont mises à la disposition du G.A.E.C. par les associés, ainsi que les bâtiments d'exploitation.

Les résultats, après prélèvements mensuels de 1.000 frs par associé, sont partagés ainsi :

- 20 % selon le capital social de chacun (inégal);
- 80 % selon le travail, c'est-à-dire, en parts égales.

### FONCTIONNEMENT

Les associés se retrouvent chaque semaine pour l'organisation du travail souvent réalisé en chantiers communs.

De plus, ils tiennent à intervalles irréguliers, 4 à 5 fois par an, des réunions sur les problèmes d'orientation.

Les épouses ne travaillent pas sur le G.A.E.C.; l'une d'elles a une profession extérieure.

### ENVIRONNEMENT

Le G.A.E.C. travaille avec une C.U.M.A. et pratique l'entraide avec ses voisins.

Il est généralement bien considéré par les autres exploitants de la commune.

### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Les associés sont conscients de pouvoir cultiver, à trois, une fois et demie plus de surface qu'ils ne le faisaient avec leurs pères autrefois. Ils ont simplifié la production : suppression du bétail, beaucoup de maïs irrigué, tabac. La production à l'hectare n'a pas augmenté beaucoup (2.500 à 3.000 frs.), mais la productivité du travail a plus que doublé grâce à leur organisation.

Une certaine difficulté naît du fait que l'un d'eux a suivi les cours de comptabilité et a l'esprit plus formé aux calculs prévisionnels, d'où un certain décalage.

Quelques difficultés de coordination proviennent de l'éloignement (relatif) d'un associé qui, de plus, n'a pas le téléphone.

Mais le G.A.E.C. est dynamique et réussit bien.

### PROJETS

Ils envisagent d'intensifier leur production en développant la culture du tabac à partir de 1973; ils pensent construire un séchoir et pratiquer la récolte en tiges.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 11 A, agriculture générale.

Ce groupement, qui résulte de la fusion de 3 exploitations distinctes, a augmenté sa surface de 50 % en 3 ans, en conservant la même main-d'oeuvre.

La fusion a été l'occasion d'une simplification du système de production, avec l'abandon du bétail (bovins et poulets) et option vers la grande culture ainsi que de l'introduction progressive de la culture du tabac. Le produit, qui était à un bon niveau dès le départ, s'est accru de 10 % (produit à l'ha) en 3 ans : le produit a l'hectare atteint 3.000 frs. en 1971 contre 2.500 frs. en 1968 pour les trois exploitations individuelles.

Le groupement n'a pas réalisé d'investissements.

Les charges ont proportionnellement diminué, de sorte que les revenus se sont améliorés : le revenu d'exploitation brut et le revenu par travailleur ont progressé de 50 % dans les trois premières années de l'association, atteignant un niveau convenable quoique encore moyen.

Ce revenu du travail par travailleur, qui se montait à 10.000 frs. par U.T.A. avant l'association, est passé à 18.700 frs. trois ans plus tard, alors qu'il était de 13.800 frs. la première année de l'association.

En conclusion, la création d'une nouvelle exploitation par ce regroupement a produit des effets heureux. Les associés, sans surcharge de travail grâce à la simplification des productions, ont bien amélioré leur revenu et continueront sans doute à le faire s'ils développent encore la culture du tabac.

GROUPEMENT COMPLET N° XIII

Fiche technico-économique

|                                   | G.A.E.C. |      | Exploitations associées |        |        |
|-----------------------------------|----------|------|-------------------------|--------|--------|
|                                   | 1969     | 1971 | A                       | B      | C      |
| Généralités                       |          |      |                         |        |        |
| S.A.U. (en ha)                    | 58       | 88   | 27                      | 15     | 16     |
| % fermage                         | 43       | 34   | 20                      | -      | 60     |
| % propriété associés              | 57       | 66   | 80                      | 100    | 40     |
| % propriété groupement            |          |      |                         |        |        |
| Orientation technico-économique   | 11 A     | 11 A | 11 A                    | 13     | 14     |
| Cultures pratiquées               |          |      |                         |        |        |
| Blé                               | x        | x    | x                       | x      | x      |
| Orge                              |          |      | x                       | x      | x      |
| Maïs-grain et colza               | x        | x    | x                       | x      | x      |
| Fournage                          |          |      | x                       | x      | x      |
| Tabac                             | x        | x    | x                       | x      | x      |
| Bétail                            |          |      |                         |        |        |
| Vaches                            | -        | -    | 3                       | 0      | 4      |
| Boeufs vendus par an              |          |      | 4                       | -      | -      |
| Brebis                            |          |      | 10                      | 40     |        |
| Poulets vendus par an             |          |      | 45,000                  | 20,000 | 25,000 |
| Nombre d'U.G.B.                   | 0        | 0    | 40                      | 148    | 180    |
| Main-d'oeuvre                     |          |      |                         |        |        |
| U.T.A. associés                   | 3        | 3    | 1                       | 1      | 1      |
| U.T.A. aide-familiaux             | -        | -    | 1,2                     | 0,7    | 0,3    |
| U.T.A. salariés                   | -        | -    | -                       | -      | -      |
| Matériel - Installations          |          |      |                         |        |        |
| Tracteurs (nombre)                | 3        | 4    | 2                       | 1      | 1      |
| Investissements réalisés (en frs) |          |      |                         |        |        |
| a. Irrigation par aspersion       |          |      |                         |        | 48,000 |
| b.                                |          |      |                         |        |        |
| c.                                |          |      |                         |        |        |
| d.                                |          |      |                         |        |        |
| e.                                |          |      |                         |        |        |
| f.                                |          |      |                         |        |        |
| Financement                       |          |      |                         |        |        |
| a. Emprunt pour irrigation        |          |      |                         |        | 38,000 |
| b.                                |          |      |                         |        |        |
| c.                                |          |      |                         |        |        |
| d.                                |          |      |                         |        |        |
| e.                                |          |      |                         |        |        |
| f.                                |          |      |                         |        |        |

L'association a eu un double résultat : d'abord une simplification des productions, qui a permis une meilleure productivité de la main-d'oeuvre, le produit total étant resté le même. Ensuite, un accroissement de surface sans augmenter la main-d'oeuvre, d'où une amélioration du revenu par travailleur.



GROUPEMENT COMPLET N° XIII

Fiche technico-économique

|  | G.A.E.C. |         | Exploitations associées |        |        |
|--|----------|---------|-------------------------|--------|--------|
|  | 1969     | 1971    | 1968                    |        |        |
| COMPTE D'EXPLOITATION                        |          |         | A                       | B      | C      |
| Produit d'exploitation (en francs)           |          |         |                         |        |        |
| Cultures de vente                            | 142,900  | 234,400 | 49,200                  | 19,900 | 21,300 |
| Bétail sur surface fourragère                |          |         | 9,400                   | 9,100  | 7,800  |
| Poulets                                      |          |         | 2,200                   | 8,500  | 11,200 |
| Tabac  | 16,100   | 31,500  |                         |        |        |
| Divers                                       |          |         | 3,000                   | 2,700  | 2,000  |
| Total  | 159,000  | 265,900 | 63,800                  | 40,200 | 42,300 |
| par ha S.A.U.                                | 2,740    | 3,020   | 2,370                   | 2,680  | 2,650  |
| Répartition en %                             |          |         |                         |        |        |
| Cultures de vente                            | 100      | 100     | 77                      | 50     | 50     |
| Bétail sur surface fourragère                |          |         | 15                      | 23     | 18     |
| Animaux hors-sol                             |          |         | 3                       | 21     | 26     |
| Charges réelles                              |          |         |                         |        |        |
| Approvisionnements et autres charges réelles | 74,000   | 140,100 | 27,000                  | 20,000 | 19,740 |
| Amortissements matériel                      | 14,000   | 31,300  | 3,400                   | 1,600  | 2,540  |
| Amortissements foncier                       | -        | -       | -                       | -      | -      |
| Fermeage                                     | 6,400    | 7,800   | 600                     | -      | 520    |
| Charges salariales                           | -        | -       | -                       | -      | -      |
| Autres charges réelles                       | /        | /       | /                       | /      | /      |
| Frais financiers                             | 2,600    | 4,800   | 100                     | 800    | 400    |
| Intérêt du capital d'exploitation            | 14,600   | 15,700  | 3,300                   | 2,900  | 2,800  |
| Valeur locative                              | 8,600    | 15,000  | 2,600                   | 1,600  | 1,240  |
| Revenu d'exploitation brut                   | 85,000   | 125,800 | 36,800                  | 20,200 | 22,560 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.          | 1,460    | 1,425   | 1,360                   | 1,325  | 1,495  |
| Revenu d'exploitation net                    | 71,000   | 94,500  | 33,400                  | 18,600 | 20,020 |
| Revenu du travail                            | 41,400   | 56,000  | 26,900                  | 14,100 | 15,980 |
| Revenu du travail par U.T.A.                 | 13,800   | 18,700  | 12,200                  | 6,300  | 10,600 |
| Revenu du travail familial                   | 41,400   | 56,000  | 26,900                  | 14,100 | 15,980 |
| BILAN - Actif                                |          |         |                         |        |        |
| Matériel d'irrigation                        |          | 40,000  |                         |        |        |
| Matériel                                     | 92,000   | 117,000 |                         |        |        |
| Cheptel vif                                  |          |         |                         |        |        |
| Capital circulant                            | 199,000  | 179,000 |                         |        |        |
| Actif brut                                   | 291,000  | 336,000 |                         |        |        |
| - Passif                                     |          |         |                         |        |        |
| Capital propre                               | 83,700   | 88,000  |                         |        |        |
| Subventions d'équipement                     | -        | -       |                         |        |        |
| Emprunts L.T. et M.T.                        | 82,000   | 96,000  |                         |        |        |
| Dettes et C.T.                               | 86,000   | 104,000 |                         |        |        |
| Comptes d'associés                           |          |         |                         |        |        |
| Résultats                                    | 39,300   | 48,000  |                         |        |        |
| RENDEMENTS                                   |          |         |                         |        |        |
| Blé (quintaux/ha)                            | 38       | 38      | 36                      | 36     | 38     |
| Maïs ( " )                                   | 65       | 80      | 76                      | 60     | 70     |
| Lait - litres par vache et par an            | -        | -       | 2,800                   | -      | 2,700  |



G.A.E.C. COMPLET XIV (16)

Orientation T.E. : 11 A

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Créé en 1966, ce G.A.E.C. compte 4 associés et a regroupé 4 exploitations (ou 3 si l'on compte que deux d'entre elles étaient déjà associées).

Associé A - 51 ans - père et beau-père des suivants - Exploitation à son nom : 115 ha.

Associé B - 21 ans - fils du précédent - était déclaré exploitant sur 56 ha provenant de l'exploitation paternelle.

En fait, A et B exploitaient en commun les 171 ha.

Associé C - 34 ans - gendre de A - exploitait 114 ha depuis 1959 sur la même commune.

Associé D - 32 ans - fils d'un agriculteur de la commune; avait été ouvrier chez C avant de reprendre 40 ha à la suite de son père, en 1966, et défricher lui-même 70 ha.

Le père a fait des études pour être instituteur; un associé a suivi les cours de l'Ecole d'Agriculture d'hiver, un autre a suivi volontairement des cours et obtenu un brevet professionnel agricole à 20 ans.

Ce G.A.E.C. est dans une région de grande culture : la moyenne des exploitations de la commune est de 100 à 120 ha.

COLLABORATION ANTERIEURE

En plus d'une aide au 4ème associé pour ses travaux de défrichement, il y avait une collaboration fréquente entre l'exploitation du père et celle de son gendre C : achat d'une moissonneuse-batteuse en commun et moisson réalisée ensemble ainsi que divers travaux (certains avec d'autres exploitants de la commune).

Juste avant la création du G.A.E.C., les 4 associés avaient acheté en commun, sous forme de C.U.M.A., une seconde moissonneuse-batteuse.

Parfois, une partie de la récolte de grain était mélangée (parcelles voisines), de même pour les épandages d'engrais : d'où les comptes de plus en plus compliqués entre eux.

### MOTIFS DE LA CREATION

Outre la collaboration croissante, deux faits ont influencé l'association complète : l'installation du fils (B) que son père voulait associer étroitement à l'exploitation dès son retour du régiment et le démarrage du second gendre sur l'exploitation qu'il avait défrichée.

Le G.A.E.C. est une suite logique de liens étroits dans le travail entre les membres de cette famille.

### STATUTS - CONSTITUTION

Ces projets ayant mûri peu à peu, la constitution en fut réalisée en 3 mois; le démarrage se fit en juin 1966. Cependant, chacun garda et vendit pour son compte sa récolte de 1966.

Les apports furent donc constitués uniquement par le matériel de chacun, et les parts sociales détenues dans diverses coopératives. Afin de les égaliser, le capital social proprement dit était assez bas, le reste des apports étant mis au compte courant de chacun. Dès la première année, ils furent amenés à "prêter" à leur G.A.E.C. environ 80.000 frs., chacun selon ses possibilités et, par la suite, ils bloquèrent 220.000 frs. sur les résultats. Ainsi, le capital social théorique est-il toujours de 188.000 frs., mais le capital propre réel du G.A.E.C. s'élève à 550.000 frs. Il est à noter que le plus jeune associé a emprunté la moitié du capital social qu'il a souscrit, ceci auprès du Crédit Agricole.

La constitution du G.A.E.C. fut aidée par le Centre de gestion qui a également contribué à estimer les apports.

Les statuts ont été faits par un notaire. Ce sont les statuts-types de G.A.E.C. sans modification.

Terres et bâtiments sont mis à la disposition du G.A.E.C. moyennant une indemnisation normale. L'entretien non locatif est à la charge des propriétaires (comme le défrichement) et même un hangar a été construit pour le G.A.E.C. à la charge de l'associé propriétaire du terrain; cependant, les 2 bâtiments destinés aux taurillons de boucherie et aux porcs appartiennent au G.A.E.C. De même, si maintenant il se présente de nouvelles terres à défricher, c'est le G.A.E.C. qui prendra les travaux à sa charge.

Les emprunts personnels des associés n'ont pas été mis à la charge du G.A.E.C.; c'est d'ailleurs la Caisse de Crédit Agricole qui a poussé les associés à agir ainsi, contrairement à la politique des Caisses de départements voisins.

## FONCTIONNEMENT

Il existe un partage effectif des responsabilités :

- gérance, comptabilité, administration;
- traitement des cultures, porcherie (direction et soins);
- taurillons de boucherie (direction et soins);
- direction des 2 salariés.

Pour les cultures qui sont la principale activité, il n'y a pas de partage de responsabilités, ce qui est d'ailleurs difficile. Les décisions importantes sont toutes prises en commun et l'exécution est partagée selon la disponibilité de chacun.

C'est précisément ce point d'organisation quotidienne du travail qui est le moins facile à résoudre par les associés. Le matériel est dans 2 corps de bâtiments séparés de 500 m.; le 4ème associé habite plus loin encore et cela ne facilite pas la coordination. Chacun s'est un peu spécialisé par nature de travaux (semis, préparation du sol, etc...).

En fait, d'ailleurs, les associés se voient et se concertent chaque jour mais par 2 ou 3 à la fois, et ils reconnaissent que des réunions hebdomadaires contribueraient à faciliter l'organisation avec l'incertitude, évidemment, due aux conditions météorologiques.

Les réunions n'ont lieu que pour les orientations et les décisions (examen de la situation de tel ou tel atelier, commandes d'engrais, de matériel, assolement, etc ...).

L'information réciproque est réalisée grâce à la reproduction par photocopie, tous les mois, du journal de comptabilité tenu de façon claire et détaillée par le responsable.

Pour le partage des résultats, après prélèvement mensuel de 1.000 frs. au début et de 2.000 frs. maintenant, et rémunération des terres et bâtiments, un intérêt de 7 % est servi aux comptes d'associés (libres ou bloqués) et le reste est partagé en 4 parts égales. Le facteur surface entre donc relativement peu en ligne de compte dans ce partage.

Nous avons vu qu'il y a un gérant : il exerce vraisemblablement un rôle prépondérant dans les orientations, mais par son ascendant naturel plutôt que par autorité. Ce n'est pas à proprement parler le leader du G.A.E.C.

Il n'y a pas de règlement intérieur. La plupart des clauses habituelles d'un tel règlement sont tacitement convenues entre les associés, en particulier, le versement des prélèvements mensuels pendant les 12 premiers mois de maladie.

Les épouses ont donné leur avis à la formation du G.A.E.C. Elles n'y travaillent pas et participent seulement à quelques réunions chaque année (pas assez peut-être à leur gré).

#### ENVIRONNEMENT

Deux des associés ont des engagements professionnels au niveau local.

Le G.A.E.C. ne participe pas à l'entraide qui est assez fréquente dans la commune : il a une dimension telle qu'il se suffit à lui-même, et puis il travaille à un rythme différent (grandes parcelles, travaux sur une plus grande échelle).

Les autres exploitations de la commune sont d'assez grandes dimensions (110 à 180 ha); malgré cela, le G.A.E.C. est considéré comme une grande exploitation. Il ne peut guère entraîner les autres dans des actions collectives, elles sont moins dynamiques et le considèrent avec une certaine méfiance.

De l'extérieur, il reçoit assez souvent des visiteurs, même de pays voisins.

#### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Unaniment les associés mettent en tête des avantages :

- la sécurité (en cas de maladie par exemple);
- puis un emploi beaucoup plus rationnel du matériel (et de la main-d'oeuvre), en particulier par le fait de réaliser des surfaces importantes de la même culture sur le même secteur.
- D'où une meilleure rentabilité.

Ils ne sentent pas de "libération" du fait qu'ils sont assez chargés en travail avec les deux ateliers animaux, mais reconnaissent cependant que la spécialisation leur libère l'esprit.

Cependant, ils ressentent les limites de la spécialisation qui peut même faire naître une nouvelle forme d'individualisme et établir des cloisons entre eux ou entre les divers secteurs.

Comme beaucoup, ils estiment que la coordination prend du temps et nuit à l'efficacité en certains cas.

### PROJETS

Le G.A.E.C. s'est agrandi de 10 % en 5 ans sur des terres qu'il a défrichées. Il va prochainement reprendre 27 ha qui proviennent d'un bien de famille, mais il n'a pas l'ambition d'atteindre une plus grande surface.

Les deux ateliers, taurillons et porcs, ont été réalisés pour mieux occuper la main-d'oeuvre avec un espoir (déçu) de rentabiliser ce travail et ce capital. La diversification des productions leur paraît cependant bonne. En particulier, elle pourra permettre d'associer plus tard des enfants des associés.

Mais ceci est encore lointain et ils pensent que cette intégration ne se fera pas automatiquement et sans problèmes.

### CONCLUSION

Ce G.A.E.C. résulte du dynamisme conjugué de plusieurs exploitants de la même famille. Il est l'heureux résultat de l'association de capacités et de compétences complémentaires qui a permis de créer une unité d'exploitation solide.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 11 A (14 en dernière année), agriculture générale (+ taurillons hors sol et porcs).

Ce groupement a fusionné 4 exploitations, créant une importante entreprise de 400 puis 450 ha. Il emploie 2 salariés, ce qui représente peu de main-d'oeuvre mais il est, par contre, très bien équipé en matériel (8 tracteurs maintenant contre 5 au départ). L'immobilisation en matériel est d'ailleurs passée de 118.500 frs. à la création (2.900 frs. par ha) à 256.000 frs., soit 5.750 frs./ha.

La production, essentiellement axée au départ sur les céréales et les betteraves industrielles, s'est tournée par la suite également sur la luzerne à déshydrater. Pour mieux valoriser celle-ci (ainsi que la main-d'oeuvre disponible), un atelier de 200 taurillons de boucherie s'est lancé. Egalement l'exploitation s'est développée en créant une porcherie d'engraissement.

Ces deux productions animales ont entraîné des investissements importants (270.000 frs.), réalisés en 1970.

Compte tenu d'une très bonne récolte en première année et, au contraire, de la grêle qui a handicapé la récolte de la troisième année le revenu très important au départ s'est abaissé, tout en restant très bon (revenu du travail : 69.000 frs. par U.T.A. en première année, 39.000 frs. la troisième année; revenu du travail familial : 255.000 frs. puis 85.500 frs.). La dernière année observée montre un relèvement du revenu, les résultats des cultures n'ayant guère varié, mais grâce aux productions animales. Toutefois, celles-ci n'étaient encore qu'en démarrage et l'on peut espérer qu'elles contribueront davantage, dans l'avenir, à l'amélioration du revenu.

Quoi qu'il en soit, le résultat économique de cette fusion est très positif : création d'une grande entreprise, qui a investi pour l'avenir dans deux productions de viande (jeunes boeufs et porcs), ceci s'accompagnant d'excellents résultats. Il faut, de plus, souligner que si l'exploitation du père et du fils (170 ha) pouvait prétendre à des résultats comparables, les autres, plus petites, ne pourraient les atteindre. En particulier, le quatrième associé démarrant sur 110 ha, dont 70 ha à défricher, n'aurait pu réussir seul, si ce n'est au prix de grandes difficultés financières.



GROUPEMENT COMPLET N° XIV

Fiche technico-économique

|   | 1967-68 | 1968-69 | 1969-70 | 1970-71 |
|---|---------|---------|---------|---------|
| Généralités                               |         |         |         |         |
| S.A.U. (en ha)                            | 405     | 421     | 434     | 445     |
| % fermage                                 | 68      | 66      | 65      |         |
| % propriété associés                      | 32      | 34      | 35      |         |
| % propriété groupement                    |         |         |         |         |
| Orientation technico-économique           | 11 A    | 11 A    | 11 A    | 14      |
| Cultures pratiquées (en ha)               |         |         |         |         |
| Blé                                       | 157     | 135     | 156     | 149     |
| Céréales secondaires                      | 133     | 130     | 135     | 136     |
| Betteraves industrielles                  | 35      | 54      | 56      | 63      |
| Colza et divers                           | 80      | 81      | 45      | 47      |
| Luzeur à déshydrater                      |         | 21      | 42      | 50      |
| Bétail                                    |         |         |         |         |
| Taurillons de boucherie                   |         |         |         | 198     |
| Porcs gras (vendus par an)                |         |         |         | 232     |
|   |         |         |         |         |
| Nombre d'U.G.B.                           |         |         |         | 270     |
| Main-d'oeuvre                             |         |         |         |         |
| U.T.A. associés                           | 4       | 4       | 4       | 4       |
| U.T.A. aide-familiaux                     |         |         |         |         |
| U.T.A. salariés                           | 1       | 2       | 2       | 2       |
| Matériel - Installations                  |         |         |         |         |
| Tracteurs (nombre)                        | 5       | 5       | 6       | 8       |
| Tracteurs (puissance)                     | 290 CV  | 290 CV  | 360 CV  | 430 CV  |
| Moissonneuse-batteuse                     | 2       | 2       | 2       | 2       |
| Matériel de récolte de betteraves         | oui     |         |         |         |
|   |         |         |         |         |
| Investissements réalisés (en frs)         |         |         |         |         |
| a. Etable pour taurillons (200 par an)    |         |         | 180,000 |         |
| b. Porcherie d'engraissement (200 places) |         |         | 90,000  |         |
| c.  |         |         |         |         |
| d.  |         |         |         |         |
| e.  |         |         |         |         |
| f.  |         |         |         |         |
| Financement                               |         |         |         |         |
| a. Emprunt 12 ans                         |         |         | 235,000 |         |
| b.  |         |         |         |         |
| c.  |         |         |         |         |
| d.  |         |         |         |         |
| e.  |         |         |         |         |
| f.  |         |         |         |         |

La mise en commun de ces exploitations correspond davantage à la recherche de facilités plus grandes et de sécurité qu'à une nécessité véritablement économique. Toutefois, le G.A.E.C. a recherché l'intensification par la création de deux ateliers hors-sol, mais les résultats économiques de ces productions, avec une nourriture entièrement achetée, sont actuellement décevants. Il faut noter que l'année 1967 a été une année exceptionnellement bonne, par les rendements céréaliers obtenus.

GROUPEMENT COMPLET N° XIV

Fiche technico-économique

|                                     |                    | 1967-68   | 1968-69   | 1969-70   | 1970-71   |
|-------------------------------------|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |                    |           |           |           |           |
| Produit d'exploitation (en francs)  |                    |           |           |           |           |
| Cultures de vente                   |                    | 1.066.950 | 1.048.717 | 1.026.721 | 1.181.954 |
| Taurillons de boucherie             |                    |           |           |           | 726.699   |
| Porcs                               |                    |           |           |           | 113.395   |
| Divers                              |                    | 5.415     | 10.948    | 11.765    | 9.239     |
| Total                               |                    | 1.072.365 | 1.059.665 | 1.038.486 | 2.031.287 |
| par ha S.A.U.                       |                    | 2.645     | 2.510     | 2.400     | 4.560     |
| Répartition en %                    |                    |           |           |           |           |
| Cultures de vente                   |                    | 100       | 99        | 99        | 58        |
| Animaux hors-sol                    |                    |           |           |           | 41        |
| Charges réelles                     |                    |           |           |           |           |
| Approvisionnements                  |                    | 547.782   | 575.108   | 593.506   | 1.456.792 |
| Amortissements matériel             |                    | 42.235    | 42.403    | 45.903    | 44.700    |
| Amortissements foncier              |                    | -         | -         | -         | 13.756    |
| Fermage                             |                    | 49.552    | 44.841    | 46.415    | 50.000    |
| Charges salariales                  |                    | 89.367    | 109.245   | 149.417   | 155.825   |
| Autres charges réelles              |                    | 48.122    | 43.370    | 54.763    | 82.336    |
| Frais financiers                    |                    | 10.417    | 24.532    | 14.191    | 53.709    |
| Intérêt du capital d'exploitation   |                    | 40.400    | 46.200    | 63.000    | 85.000    |
| Valeur locative                     |                    | -         | -         | -         | 13.756    |
| Revenu d'exploitation brut          |                    | 476.461   | 441.187   | 390.217   | 492.159   |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |                    | 1.145     | 1.050     | 905       | 1.100     |
| Revenu d'exploitation net           |                    | 434.226   | 398.784   | 344.314   | 447.459   |
| Revenu du travail                   |                    | 344.274   | 307.743   | 234.899   | 298.703   |
| Revenu du travail par U.T.A.        |                    | 69.000    | 51.300    | 39.000    | 49.700    |
| Revenu du travail familial          |                    | 254.907   | 198.498   | 85.482    | 142.878   |
| BILAN - Actif                       | Création<br>1/7/67 | 30/6/68   | 30/6/69   | 30/6/70   | 30/6/71   |
| Bâtiments d'élevage                 |                    |           |           | 259.067   | 259.333   |
| Installations - aménagements        | 14.765             | 23.659    | 21.490    | 23.152    | 24.924    |
| Matériel                            | 118.492            | 197.125   | 200.906   | 237.852   | 256.357   |
| Cheptel vif                         |                    |           |           | 262.176   | 354.581   |
| Titres de participation             | 161.258            | 195.396   | 192.058   | 226.545   | 254.627   |
| Capital circulant                   | 362.829            | 541.984   | 474.830   | 616.204   | 631.417   |
| Actif brut                          | 657.345            | 958.164   | 889.284   | 1.624.996 | 1.781.239 |
| - Passif                            |                    |           |           |           |           |
| Capital propre                      | 244.313            | 257.608   | 301.548   | 538.145   | 550.112   |
| Subventions d'équipement            |                    |           |           |           |           |
| Emprunts L.T. et M.T.               |                    | 77.059    | 138.598   | 485.543   | 409.966   |
| Dettes et C.T.                      | 228.482            | 201.298   | 48.009    | 328.960   | 412.904   |
| Comptes d'associés                  | 184.550            | 134.240   | 179.190   | 115.258   | 206.811   |
| Résultats                           | -                  | 287.959   | 221.939   | 157.090   | 201.446   |
| RENDEMENTS                          |                    |           |           |           |           |
| Blé (quintaux/ha)                   |                    | 42        | 37        | 30 (1)    | 37        |
| Orge ( " )                          |                    | 37,5      | 30,5      | 26 (1)    | 22        |
| Betteraves ( " )                    |                    | 425       | 543       | 436       | 367       |
| Colza ( " )                         |                    | 18        | 11        | 13 (1)    | -         |
| Luzerne ( " )                       |                    |           | 69        | 80        | 94        |

(1) Grêle

G.A.E.C. COMPLET XV (19)

Orientation T.E. : 11 A

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. a été constitué en 1968 entre deux beaux-frères :

- A : 34 ha dont 12 en plantations fruitières (pêchers). Engraissement de 10 boeufs par an;
- B : 16 ha dont 4 en plantations fruitières (pêchers).

Puis, en 1970, deux autres associés, non parents entre eux ni avec les premières, se sont associés au G.A.E.C.

- C : 28 ha;
- D : 19 ha.

COLLABORATION ANTERIEURE

Avec un cinquième agriculteur, les associés étaient antérieurement en C.U.M.A. et pratiquaient l'entraide. La C.U.M.A. continue toujours et les rapports entre ses cinq membres sont excellents malgré que quatre d'entre eux aient fusionné leurs exploitations.

Cependant, le cinquième membre n'est pas disposé à s'intégrer dans le G.A.E.C., du fait de son tempérament et de l'orientation de son exploitation.

FONCTIONNEMENT

Chaque associé a pris une responsabilité et ils se réunissent presque chaque semaine pour organiser leur travail et orienter leurs productions (diminution de la production de pêches, qui était aléatoire, culture de légumes de plein champ).

Deux épouses participent activement au G.A.E.C., par la tenue de la comptabilité. Les autres n'y travaillent que rarement.

En fait, deux associés jouent un rôle moteur dans le groupement, et les deux autres "suivent".

DIFFICULTES

Ce sont surtout des difficultés de trésorerie, dues à la croissance de l'exploitation et à son intensification.

## PROJETS

Le G.A.E.C. cherche à augmenter les cultures intensives, grâce à l'irrigation, en remplacement des vergers de pêcheurs. Il fait des efforts pour améliorer ses rendements qui sont encore médiocres.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 12 puis 11 A, agriculture générale avec arboriculture fruitière, puis agriculture générale.

Le groupement résultant de la fusion de deux puis de quatre associés n'est pas très facile à analyser sous l'angle des résultats économiques du fait de cette transformation puisque nous n'avons les résultats que sur de courtes périodes. Il faut remarquer qu'en s'associant, ces exploitants ont augmenté leurs surfaces (de 97 ha à 139 ha).

C'est sans doute ce fait qui a permis d'abandonner progressivement, en grande partie, la production fruitière, assez aléatoire à cause des cours très fluctuants. Le produit total n'en a pas souffert, grâce à une forte intensification des cultures de vente.

Le groupement n'a pas réalisé d'investissements.

Les résultats se sont améliorés : le revenu du travail passant de 14.000 francs en première année à 22.000 francs trois ans plus tard. Notons que le revenu du travail d'une des exploitations n'était que de 10.000 francs avant la création.

Malgré donc les difficultés de trésorerie signalées par les associés, l'exploitation est économiquement saine et la fusion a incontestablement permis une nette amélioration des résultats, même s'ils ne sont pas encore très élevés.

GROUPEMENT COMPLET N° XV

Fiche technico-économique

|                                   | G.A.E.C.           |                    | Exploitations associées |     |    |     |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|-----|----|-----|
|                                   | 1968<br>2 associés | 1971<br>4 associés | A                       | B   | C  | D   |
| Généralités                       |                    |                    |                         |     |    |     |
| S.A.U. (en ha)                    | 64                 | 139                | 16                      | 34  | 28 | 19  |
| % fermage                         | 90                 | 66                 | 66                      | 100 | 20 | -   |
| % propriété associés              | 10                 | 34                 | 34                      | -   | 80 | 100 |
| % propriété groupement            | -                  | -                  |                         |     |    |     |
| Orientation technico-économique   | 12                 | 11 A               |                         | 12  |    |     |
| Cultures pratiquées (en ha)       |                    |                    |                         |     |    |     |
| Blé                               |                    |                    |                         |     |    |     |
| Maïs - sorgho - colza             |                    |                    |                         |     |    |     |
| Betteraves sucrières              | 48                 | 131                |                         | 22  |    |     |
| Légumes de plein champ (pois)     |                    |                    |                         |     |    |     |
| Pêchers                           | 16                 | 7                  | 4                       | 12  |    |     |
| Bétail                            |                    |                    |                         |     |    |     |
| Boeufs vendus par an              | 15                 |                    |                         | 10  |    |     |
|                                   |                    |                    |                         |     |    |     |
|                                   |                    |                    |                         |     |    |     |
| Nombre d'U.G.B.                   | 15                 |                    |                         | 10  |    |     |
| Main-d'oeuvre                     |                    |                    |                         |     |    |     |
| U.T.A. associés                   | 2                  | 4                  | 1                       | 1   | 1  | 1   |
| U.T.A. aide-familiaux             |                    |                    |                         | 0,3 |    |     |
| U.T.A. salariés                   | 2                  | 1                  |                         | 0,5 |    |     |
| Matériel - Installations          |                    |                    |                         |     |    |     |
|                                   |                    |                    |                         |     |    |     |
|                                   |                    |                    |                         |     |    |     |
|                                   |                    |                    |                         |     |    |     |
|                                   |                    |                    |                         |     |    |     |
| Investissements réalisés (en frs) |                    |                    |                         |     |    |     |
| a.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| b.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| c.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| d.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| e.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| f.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| Financement                       |                    |                    |                         |     |    |     |
| a.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| b.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| c.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| d.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| e.                                |                    |                    |                         |     |    |     |
| f.                                |                    |                    |                         |     |    |     |

Ce G.A.E.C. semble avoir amélioré le revenu de ses associés, mais en fait surtout par l'abandon de la production fruitière qui était déficitaire et par l'augmentation des cultures intensives, grâce au développement de l'irrigation par aspersion.

GROUPEMENT COMPLET N° XV

Fiche technico-économique

| COMPTES D'EXPLOITATION                       | G.A.E.C.   |            | Exploitations associées |        |   |   |
|--|------------|------------|-------------------------|--------|---|---|
|  | 1968       | 1971       | 1967                    |        |   |   |
| Produit d'exploitation (en francs)           | 2 associés | 4 associés | A                       | B      | C | D |
| Cultures de vente                            | 73.400     | 334.500    |                         | 30.000 |   |   |
| Bovins                                       | 6.400      | -          |                         | 5.200  |   |   |
| Fruits                                       | 70.200     | 37.500     |                         | 23.000 |   |   |
| Divers                                       | 4.000      | 5.000      |                         | 2.000  |   |   |
| Total  | 154.000    | 377.000    |                         | 60.200 |   |   |
| par ha S.A.U.                                | 2.400      | 2.710      |                         | 1.770  |   |   |
| Répartition en %                             |            |            |                         |        |   |   |
| Cultures de vente                            | 48         | 89         |                         | 50     |   |   |
| Bovins                                       | 4          | -          |                         | 9      |   |   |
| Fruits                                       | 46         | 10         |                         | 38     |   |   |
| Charges réelles                              |            |            |                         |        |   |   |
| Approvisionnements et autres charges réelles | 56.800     | 171.500    |                         | 22.800 |   |   |
| Amortissements matériel                      | 7.700      | 28.200     |                         | 4.600  |   |   |
| Amortissements foncier                       | 6.300      | 3.000      |                         | 4.200  |   |   |
| Fermeage                                     | 13.800     | 20.700     |                         | 4.700  |   |   |
| Charges salariales                           | 24.000     | 14.200     |                         | 5.400  |   |   |
| Autres charges réelles                       | /          | /          |                         | /      |   |   |
| Frais financiers                             | 1.800      | 5.800      |                         | 1.100  |   |   |
| Intérêt du capital d'exploitation            | 13.200     | 32.000     |                         | 6.000  |   |   |
| Valeur locative                              | 7.300      | 13.500     |                         | 4.200  |   |   |
| Revenu d'exploitation brut                   | 97.200     | 205.500    |                         | 37.400 |   |   |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.          | 1.520      | 1.490      |                         | 1.100  |   |   |
| Revenu d'exploitation net                    | 89.500     | 177.300    |                         | 32.800 |   |   |
| Revenu du travail                            | 55.200     | 111.100    |                         | 17.900 |   |   |
| Revenu du travail par U.T.A.                 | 13.800     | 22.200     |                         | 10.000 |   |   |
| Revenu du travail familial                   | 31.200     | 96.900     |                         | 12.500 |   |   |
| BILAN - Actif                                |            |            |                         |        |   |   |
| Matériel et plantations                      | 139.000    | 296.900    |                         |        |   |   |
| Cheptel vif                                  |            |            |                         |        |   |   |
| Capital circulant                            | 125.000    | 343.000    |                         |        |   |   |
| Actif brut                                   | 264.000    | 639.900    |                         |        |   |   |
| - Passif                                     |            |            |                         |        |   |   |
| Capital propre                               | 90.300     | 157.300    |                         |        |   |   |
| Subventions d'équipement                     |            |            |                         |        |   |   |
| Emprunts L.T. et M.T.                        | 69.300     | 104.600    |                         |        |   |   |
| Dettes et C.T.                               | 92.000     | 328.800    |                         |        |   |   |
| Comptes d'associés                           |            |            |                         |        |   |   |
| Résultats                                    | 12.400     | 49.200     |                         |        |   |   |
| RENDEMENTS                                   |            |            |                         |        |   |   |

G.A.E.C. COMPLET XVI (16)

Orientation T.E. : 31

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. a réuni trois exploitations et trois associés :

- A : 44 ans - 2 fils de 18 et 19 ans travaillant sur l'exploitation (tout en suivant des cours agricoles). 74 ha et 36 vaches laitières, 2 tracteurs, 1 moissonneuse-batteuse. Il venait d'achever la construction d'une étable neuve de 50 places.
- B : 39 ans - 4 enfants (jeunes). 61 ha et 14 vaches laitières. Son étable et une partie des bâtiments d'exploitation ont été détruits par un incendie en janvier 1970.
- C : 40 ans - 2 enfants (jeunes). 36 ha et 8 vaches laitières.

B et C avaient en commun 2 tracteurs et 1 moissonneuse-batteuse.

B et C sont frères, et sans lien de parenté avec A.

Les trois exploitations sont voisines.

Les épouses de A et B travaillent sur l'exploitation (elles s'occupent de la traite). L'épouse de C n'y travaille pas.

A a suivi des cours d'école d'agriculture d'hiver. B et C n'ont pas eu de formation théorique.

Nous sommes dans une région où les prairies permanentes dominent.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les deux frères B et C faisaient tous leurs travaux de culture ensemble et partageaient les récoltes depuis qu'ils avaient repris l'exploitation paternelle. Ayant chacun un corps de ferme, ils exploitaient par contre leur bétail chacun de leur côté.

Avec A il y avait un peu d'entraide dans les travaux et quelques matériels en commun. Surtout, il y avait, depuis 3 ans, une collaboration pour la culture du maïs, principalement pour l'ensilage : tous les trois travaillaient avec un quatrième exploitant de la même commune en C.U.M.A. et réalisaient les chantiers de semis de maïs et d'ensilage en commun.

### MOTIVATION - ORIGINE

La création de deux G.A.E.C. dans cette région, ayant réalisé des étables d'une centaine de vaches laitières, avait suscité chez ces exploitants un intérêt assez grand pour cette formule d'association : l'idée faisait petit à petit son chemin. L'occasion immédiate fut l'incendie de l'étable B : rapidement il lui fallait construire une étable pour abriter ses vaches à l'automne 1970. Les exploitations se trouvèrent donc en présence du problème de la reconstruction d'une étable individuelle ou fusion complète pour exploiter un troupeau de grande dimension (100 vaches laitières). Il fut donc décidé de doubler l'étable construite 2 ans auparavant par l'associé A.

C'est la brièveté du délai qui est une des causes de l'échec que nous allons décrire : les associés, malgré de nombreuses réunions entre et avec des conseillers, ont eu trop peu de temps pour mûrir leur projet.

Ajoutons que l'associé A voyait plus grand et aurait aimé qu'un quatrième exploitant entre dans le G.A.E.C. En fait, cela n'a pu se faire et cet exploitant s'est associé au cours de la même année avec un autre éleveur d'une commune voisine.

### CREATION

Les premiers pourparlers furent entamés au début de février 1970 et les statuts étaient déposés vers le milieu d'avril 1970 au Comité d'Agrément qui accepta le G.A.E.C. le 4 mai.

Les réunions de constitution, souvent avec la présence et l'aide du Centre de Gestion, ont permis d'évaluer les apports et de préciser les modalités de fonctionnement. Les évaluations ont été faites avec beaucoup de sérieux et même l'estimation des troupeaux ou de l'étable neuve de A ont donné lieu à de discussions très serrées. Les modalités de fonctionnement ont peut-être été trop examinées dans les détails (qui payera l'électricité, l'eau ? Comment seront réglés les prélèvements en nature ?) au détriment d'une vue d'ensemble des objectifs du G.A.E.C.

Le G.A.E.C. adopta les statuts-types avec reprise des apports en nature en cas de départ d'associés. La rédaction d'un règlement intérieur fut remise à l'année suivante, lorsque les associés auraient pris conscience des problèmes se posant dans leurs relations. C'est ce qui fut fait, il précisait alors les rémunérations des aides-familiaux, les prélèvements des associés, les réunions, etc... Mais déjà l'entente était difficile.



Le partage des résultats, après rétribution mensuelle de 800 francs par associé, portée ensuite à 1.000 francs, était proportionnel au capital social des associés, donc : 51 %, 27,5 % et 21,5 %. Ce mode de partage, exigé par A, n'a jamais satisfait B et C qui se trouvaient minoritaires.

Les terres étaient rétribuées par une indemnité supérieure au fermage moyen de la région : 4 quintaux/ha (au lieu de 3) et les bâtiments à raison de 4 kgs de blé-fermage.

#### ENVIRONNEMENT

Les associés ont peu de responsabilités à l'extérieur.

Les G.A.E.C. étant assez implantés dans la région, celui-ci n'a pas connu la méfiance des voisins. L'expérience était suivie avec intérêt.

#### FONCTIONNEMENT - DIFFICULTES

Les trois associés étaient co-gérants. Les réunions n'ont jamais eu lieu régulièrement et beaucoup de questions étaient débattues "par derrière", notamment par les épouses; mais les associés n'osaient pas les aborder de front dans leurs réunions, ce qui engendra beaucoup de petits malaises.

Les tempéraments sont assez différents : chez A, c'est l'épouse qui a toujours dirigé la ferme, elle est animée par l'ambition d'installer ses deux grands fils sur l'exploitation et veut toujours aller de l'avant. Les associés B et C sont assez effacés dans les discussions et redoutent les conflits, mais ils ne sont pas disposés à se laisser commander. De plus, leurs objectifs sont différents de ceux de A. B a quatre jeunes enfants et préfère freiner un peu les investissements pour faire face convenablement à ses besoins, C a une épouse en mauvaise santé et limite ses ambitions à vivre normalement plus qu'à développer son affaire.

Deux épouses travaillaient : celle de A plus que celle de B, d'où certaines frictions pour les rémunérations, qui n'en tenaient pas suffisamment compte selon elle.

Le G.A.E.C. est en cours de dissolution, examinons en les causes :

- A moyen et à long terme, les objectifs ne sont pas les mêmes comme nous l'avons vu. Peut-être les associés ne le perçoivent-ils pas clairement mais cela s'est traduit par beaucoup de heurts au cours de leurs relations.

- Un associé, ou plutôt son épouse, avait tendance à dominer le G.A.E.C. non seulement par les apports (51 % du capital social) et la participation aux résultats, mais parce que l'étable était chez eux (représentant l'activité principale du G.A.E.C.) et qu'aussi tout le secrétariat se faisait chez eux : de l'extérieur, c'est à eux seulement que l'on s'adressait. De plus, nous avons vu que l'associé A exerçait de façon un peu autoritaire un rôle de leader que les autres n'admettaient pas, aussi bien dans les décisions importantes que dans la marche quotidienne de l'exploitation.
- Absence de vraies réunions où chacun osait exprimer ses griefs, alors que ceux-ci alimentaient des ressentiments dans chaque famille.
- Durant les 18 premiers mois, le travail fut très intense du fait de la participation des associés à la construction de l'étable et de l'organisation provisoire de l'élevage réparti en différentes étables. Cette période de surcharge que connaissent beaucoup de G.A.E.C. au début a souvent plus d'effets négatifs que d'effets positifs sur l'entente des associés, du fait de la fatigue et de la difficulté de trouver l'équilibre dans le partage des tâches.
- De fait, si le partage des responsabilités entre animaux et cultures (1 associé + 2 épouses + 1 fils pour l'élevage) était réalisé, à l'intérieur de chaque secteur les associés, ou leurs épouses ou fils, ne se coordonnaient pas très bien. Le rythme et les habitudes de travail des deux familles étaient différents.
- Enfin, les vaches laitières de A avaient une meilleure production (4.000 litres de lait) que celles de B et, de plus, ces dernières durent être éliminées et remplacées par suite de brucellose.

### CONCLUSION

Economiquement, les résultats sont excellents et l'exploitation commune serait une réussite sous cet angle. Mais on peut affirmer que le G.A.E.C. était condamné dès le départ à l'échec, à cause des divergences de tempéraments et vis-à-vis des objectifs.

Ce G.A.E.C. s'est constitué trop vite. Il faut du temps pour que chacun en arrive à bien mesurer les sujétions du travail en commun. Ici, les étapes ont été brûlées à cause de la reconstruction de l'étable incendiée.

Pratiquement cette dissolution engendre 2 nouveaux G.A.E.C. :

- l'un chez A entre le père et ses deux fils;
- l'autre entre les deux frères B et C.

Mais cette expérience malheureuse contribuera certainement à freiner de semblables fusions dans cette région.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 31, élevage bovin (lait) + cultures.

Cette fusion de 3 exploitations distinctes a été retenue dans la présente étude, en grande partie, pour analyser son échec sur le plan humain (mécontentement). Ayant duré peu de temps (2 campagnes, avec décision de rupture au cours de la seconde), l'examen du résultat économique ne présente que peu d'intérêt.

Nous pouvons toutefois remarquer que l'exploitation commune avait pris une orientation assez nette avec la production laitière. C'est ainsi qu'une étable neuve d'un associé (50 places) a été agrandie pour pouvoir abriter 100 vaches laitières, ce qui a représenté un investissement de 70.000 francs.

Les résultats de la première année étaient bons : meilleurs que ceux de l'exploitation moyenne de la région. Contrairement au groupement n° IV, celui-ci avait démarré avec une étable de bonne production et sans avoir à investir beaucoup, tout en ayant une trésorerie saine.

Ajoutons que cette étable est reprise, sous forme de G.A.E.C., par un associé avec ses deux fils, et que les deux autres associés ont continué à exploiter ensemble.

GROUPEMENT COMPLET N° XVI

Fiche technico-économique

|                                   | 1970-71 | 1971-72 | Exploitation<br>moyenne<br>de la région |
|-----------------------------------|---------|---------|---|
| Généralités                       |         |         |   |
| S.A.U. (en ha)                    | 196     | 196     | 60                                      |
| % fermage                         | 68      | 68      | 45                                      |
| % propriété associés              | 32      | 32      | 55                                      |
| % propriété groupement            | -       | -       |   |
| Orientation technico-économique   | 31      |         | 31                                      |
| Cultures pratiquées (en ha)       |         |         |   |
| Blé                               | 43      | 44      | 7                                       |
| Céréales secondaires              | 41      | 42      | 9                                       |
| Maïs-grain/Colza                  | 3/2     | 4       | 5                                       |
| Cultures fourragères              | 33      | 34      | 7                                       |
| Prairies permanentes              | 74      | 72      | 32                                      |
| Bétail                            |         |         |   |
| Vaches laitières                  | 71      |         | 18                                      |
|                                   |         |         |   |
|                                   |         |         |   |
|                                   |         |         |   |
| Nombre d'U.G.B.                   |         |         | 40                                      |
| Main-d'oeuvre                     |         |         |   |
| U.T.A. associés                   | 3       |         | 1                                       |
| U.T.A. aide-familiaux             | 2,5     |         | 0,5                                     |
| U.T.A. salariés                   |         |         | 0,3                                     |
| Matériel - Installations          |         |         |   |
| Tracteurs (nombre)                | 5       |         | 2                                       |
| Tracteurs (puissance)             | 255 CV  |         | 75 CV                                   |
| Moissonneuse-batteuse             | 1       |         | 1/2                                     |
| Presse à fourrage                 | 1       |         |   |
|                                   |         |         |   |
| Investissements réalisés (en frs) |         |         |   |
| a. Agrandissement étable          | 70.000  |         |   |
| b.                                |         |         |   |
| c.                                |         |         |   |
| d.                                |         |         |   |
| e.                                |         |         |   |
| f.                                |         |         |   |
| Financement                       |         |         |   |
| a. Emprunt                        | 52.000  |         |   |
| b.                                |         |         |   |
| c.                                |         |         |   |
| d.                                |         |         |   |
| e.                                |         |         |   |
| f.                                |         |         |   |

Bien que nous n'ayons pas encore connaissance des résultats du second, et dernier, exercice comptable de ce G.A.E.C., nous pouvons constater que les résultats techniques et économiques sont très bons. Ce ne sont donc pas eux qui ont motivé la dissolution du G.A.E.C., même indirectement; d'autant plus que la situation de trésorerie est très saine et que l'investissement, pour doubler la capacité de l'étable, a été facilement financé.

GROUPEMENT COMPLET N° XVI

Fiche technico-économique

| COMPTE D'EXPLOITATION               |                    | 1970-71 |  | Exploitation<br>moyenne<br>de la région |
|-------------------------------------|--------------------|---------|--|---|
| Produit d'exploitation (en francs)  |                    |         |  |   |
| Cultures de vente                   |                    | 142.184 |  | 26.200                                  |
| Lait                                |                    | 138.197 |  | 24.500                                  |
| Bovins                              |                    | 106.007 |  | 18.500                                  |
| Porcs                               |                    | 8.303   |  | 5.000                                   |
| Divers                              |                    | 36      |  |   |
| Total                               |                    | 394.727 |  | 74.200                                  |
| par ha S.A.U.                       |                    | 2.010   |  | 1.220                                   |
| Répartition en %                    |                    |         |  |   |
| Cultures de vente                   |                    | 36      |  | 35                                      |
| Bovins                              |                    | 62      |  | 58                                      |
| Hors-sol                            |                    | 2       |  |   |
| Charges réelles                     |                    |         |  |   |
| Approvisionnements                  |                    | 149.318 |  | 24.500                                  |
| Amortissements matériel             |                    | 30.388  |  | 9.500                                   |
| Amortissements foncier              |                    | 9.123   |  |   |
| Fermege                             |                    | 38.251  |  | 3.000                                   |
| Charges salariales                  |                    | -       |  | 4.000                                   |
| Autres charges réelles              |                    | 38.354  |  | 9.700                                   |
| Frais financiers                    |                    | 4.109   |  | 2.000                                   |
| Intérêt du capital d'exploitation   |                    | 37.200  |  | 6.500                                   |
| Valeur locative                     |                    | 9.500   |  | 3.500                                   |
| Revenu d'exploitation brut          |                    | 207.055 |  | 40.000                                  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |                    | 1.060   |  |   |
| Revenu d'exploitation net           |                    | 176.667 |  | 30.500                                  |
| Revenu du travail                   |                    | 91.716  |  | 17.500                                  |
| Revenu du travail par U.T.A.        |                    | 16.800  |  | 9.700                                   |
| Revenu du travail familial          |                    | 91.716  |  | 13.500                                  |
| BILAN - Actif                       | Création<br>1/4/70 |         |  |   |
| Etable                              | 119.000            | 202.743 |  |   |
| Matériel                            | 112.802            | 133.496 |  |   |
| Cheptel vif                         | 217.450            | 275.750 |  |   |
| Titres de participation             | 7.081              | 14.633  |  |   |
| Capital circulant                   | 145.947            | 265.758 |  |   |
| Actif brut                          | 602.280            | 892.380 |  |   |
| - Passif                            |                    |         |  |   |
| Capital propre                      | 540.000            | 540.000 |  |   |
| Subventions d'équipement            |                    |         |  |   |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 62.280             | 217.398 |  |   |
| Dettes et C.T.                      |                    | 43.675  |  |   |
| Comptes d'associés                  |                    |         |  |   |
| Résultats                           | -                  | 91.307  |  |   |
| RENDEMENTS                          |                    |         |  |   |
| Blé (quintaux/ha)                   |                    | 47      |  | 32                                      |
| Orge ( " )                          |                    | 36      |  | 34                                      |
| Lait - litres par vache et par an   |                    | 3.950   |  | 2.980                                   |



G.A.E.C. COMPLET XVII (14)

Orientation T.E. : 13

ASSOCIES

Ils sont maintenant 4 associés, sans lien de parenté entre eux. Leurs âges sont : 42 - 42 - 41 et 36 ans.

Au départ, la belle-mère d'un d'entre eux était associée, puis elle s'est retirée.

Leur formation professionnelle a été nulle du point de vue théorique.

Ils ont réuni 4 exploitations distinctes.

COLLABORATION ANTERIEURE ET MOTIVATION

Avant de s'associer, les exploitants travaillaient fréquemment en entraide et avaient du matériel en copropriété (ensileuse de maïs en particulier) entre eux et avec d'autres voisins.

C'est le bétail qui a motivé la fusion des exploitations. Jusqu'alors, chacun pratiquait le gardiennage de ses animaux (travail des femmes) et les bâtiments vétustes provoquaient des conditions de travail déplorables. Les associés avaient d'abord envisagé une étable collective et en sont venus à la fusion complète. Le motif immédiat fut donc la construction de cette étable de 80 places.

CREATION

Le G.A.E.C. a débuté en 1967, après un an de réflexion. Il a été aidé par le conseiller du Groupement de vulgarisation agricole dans sa constitution. Les épouses ont participé à la création, d'autant plus qu'elles s'occupaient auparavant du bétail et que le projet les concernaient directement.

Il a adopté les statuts-type, sans reprise des apports en nature en cas de retrait. Sa durée est de 30 ans.

Les apports ont été évalués par un marchand de bestiaux, pour le bétail, et par les associés eux-mêmes pour le reste.

Le capital est divisé en 5 parts. Après le départ le la belle-mère d'un associé, celui-ci détient les  $\frac{2}{5}$  du capital et les autres chacun  $\frac{1}{5}$ .

Les terres et les bâtiments ont été mis à la disposition du G.A.E.C., moyennant une indemnité correspondant à un loyer normal.

Le G.A.E.C. a un règlement intérieur détaillé, inspiré de celui du G.A.E.C. complet II.

Il y a un seul gérant prévu par les statuts, mais il ne joue pas le rôle qui lui était dévolu à l'origine.

#### FONCTIONNEMENT - ORGANISATION

Les responsabilités sont ainsi partagées :

- cultures;
- vaches laitières;
- matériel;
- administration - comptabilité.

Le travail est partagé quotidiennement, selon les responsabilités de chacun. En fait, c'est surtout le responsable des cultures qui a à faire appel aux autres, chargés du bétail, selon les besoins du moment.

Les épouses ne participent habituellement pas au travail. Elles traient, avec leur mari, un dimanche sur quatre. Chacun a donc 3 dimanches libres sur 4.

Le G.A.E.C. emploie un salarié qui est dirigé par le responsable de l'étable. Une réunion hebdomadaire est prévue, mais le plus souvent elle n'a pas lieu. Il n'existe pas de bureau du G.A.E.C. et l'information réciproque se fait au cours du travail, à l'étable principalement. Chaque année, des comptes sont remis à l'ensemble des associés à l'occasion d'une assemblée générale.

Les décisions sont prises à l'unanimité, l'initiative de l'un ou de l'autre étant discutée en commun. Actuellement, les décisions sont difficiles à prendre (voir plus bas les difficultés du G.A.E.C.).

La rémunération mensuelle est relativement élevée (2.000 francs par mois). Les bénéfices sont partagés au prorata du capital de chacun.



### ENVIRONNEMENT

Un associé participe à l'activité de plusieurs organisations professionnelles agricoles. Il est obligé de limiter ses engagements à cause de ses coassociés.

Le G.A.E.C. travaille en entraide, pour l'ensilage du maïs, avec des voisins.

Ses relations avec les autres exploitations de la commune sont bonnes. Il n'a pas suscité le mouvement de jalousie que l'on constate souvent.

### AVANTAGES - DIFFICULTES

Les associés apprécient :

- la libération du fait du G.A.E.C. (dimanches libres, possibilité de congés, partage des responsabilités);
- la sécurité;
- l'amélioration du revenu que leur a apporté le G.A.E.C.

Mais, par contre, il y a un certain nombre de difficultés entre les associés, assez sérieuses même en ce sens que, si les objectifs de départ ont été réalisés, il y a des divergences sur l'évolution à venir.

Peut-être parce que les résultats économiques sont bons, certains associés ont tendance à se laisser vivre et à "changer leur comportement d'entrepreneurs en comportement de salariés".

Les associés n'ont pas assez pris l'habitude de se réunir régulièrement et de confronter réellement leurs réactions et leurs opinions. Cela manque de rectitude dans le mode de fonctionnement collégial.

Il sera nécessaire qu'ils se ressaisissent, sinon les problèmes risquent de créer de graves difficultés pour la poursuite du G.A.E.C.

### PROJETS - AVENIR

Il n'y a aucun projet actuellement.

L'entrée de grands fils pose un problème pour deux des associés qui sont dynamiques et voudraient intensifier pour permettre au G.A.E.C. de faire vivre une ou deux familles de plus.

Certains associés ont acheté des terres, personnellement, depuis la création du G.A.E.C., même contre l'avis d'autres associés. Par ailleurs, le G.A.E.C. a loué quelques terres.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 31 puis 13, élevage bovin laitier + cultures, puis l'inverse.

Ce groupement, né de la fusion de 4 exploitations, travaille sur une surface relativement importante, qui est passée de 200 à 216 ha en 4 ans.

La production s'est tournée progressivement davantage vers les céréales, par réduction de la surface fourragère, et le produit des cultures a doublé en 4 ans. Cependant, cette réduction de la surface fourragère correspond à une intensification : le troupeau est passé de 71 à 80 vaches laitières sur une surface se réduisant de 91 ha à 72 ha; le produit bovin a ainsi crû de 184.000 francs en 1968 à 248.000 francs en 1971. Au total, le produit à l'hectare, sans changement de système de production, est passé de 1.665 francs à 2.550 francs.

Un investissement de 250.000 francs a été réalisé au départ de l'association, il s'agit de la construction de l'étable. C'est le seul investissement jusqu'à présent.

Dans ces conditions, les charges n'ayant augmenté que modérément, l'amélioration des résultats est spectaculaire : les revenus d'exploitation brut et net ont doublé en 4 ans, cependant que le revenu du travail par U.T.A. est monté régulièrement de 5.400 francs à 43.300 francs et que le revenu du travail familial est passé de 14.600 francs à 201.000 francs.

En conclusion, l'association a manifestement permis une amélioration considérable du revenu des associés, sans leur occasionner de surcharge de travail.

GROUPEMENT COMPLET N° XVII

Fiche technico-économique

|                                   |         | 1968   | 1969   | 1970 | 1971  |  |
|-----------------------------------|---------|--------|--------|------|-------|--|
| Généralités                       |         |        |        |      |       |  |
| S.A.U. (en ha)                    |         | 200    | 200    | 211  | 216   |  |
| % fermage                         |         |        |        |      |       |  |
| % propriété associés              |         |        |        |      |       |  |
| % propriété groupement            |         |        |        |      | 1     |  |
| Orientation technico-économique   |         | 31     | 31     | 13   | 13    |  |
| Cultures pratiquées (en ha)       |         |        |        |      |       |  |
| Blé                               |         | 39     | 45     | 53   | 73    |  |
| Céréales secondaires              |         | 60     | 79     | 65   | 24    |  |
| Colza/Maïs-grain                  |         | 0      | /3     | 9/11 | 30/17 |  |
| Cultures fourragères              |         | 82     | 64     | 64   | 63    |  |
| Prairies permanentes              |         | 9      | 9      | 9    | 9     |  |
| Bétail                            |         |        |        |      |       |  |
| Vaches laitières                  |         | 71     | 72     | 76   | 80    |  |
|                                   |         |        |        |      |       |  |
|                                   |         |        |        |      |       |  |
| Nombre d'U.G.B.                   |         | 119    | 117    | 113  | 124   |  |
| Main-d'œuvre                      |         |        |        |      |       |  |
| U.T.A. associés                   |         | 4      | 4      | 4    | 4     |  |
| U.T.A. aide-familiaux             |         |        |        |      |       |  |
| U.T.A. salariés                   |         | 1      | 1      | 1    | 1     |  |
| Matériel - Installations          |         |        |        |      |       |  |
| Tracteurs (nombre)                |         | 3      | 2      | ?    | ?     |  |
| Tracteurs (puissance)             |         | 173 CV | 135 CV |      |       |  |
| Moissonneuse-batteuse             |         | 0      | 0      | 1    |       |  |
|                                   |         |        |        |      |       |  |
| Investissements réalisés (en frs) |         |        |        |      |       |  |
| a. Etable (80 places)             | 250,000 |        |        |      |       |  |
| b.                                |         |        |        |      |       |  |
| c.                                |         |        |        |      |       |  |
| d.                                |         |        |        |      |       |  |
| e.                                |         |        |        |      |       |  |
| f.                                |         |        |        |      |       |  |
| Financement                       |         |        |        |      |       |  |
| a. Subvention                     | 150,000 |        |        |      |       |  |
| a. Emprunt                        | 80,000  |        |        |      |       |  |
| c.                                |         |        |        |      |       |  |
| d.                                |         |        |        |      |       |  |
| e.                                |         |        |        |      |       |  |
| f.                                |         |        |        |      |       |  |

Il n'a pas été possible de reconstituer les résultats des exploitations avant l'association. Cependant, l'évolution des résultats du G.A.E.C. montre que l'amélioration a été très sensible, grâce principalement à l'intensification des surfaces fourragères qui a permis, sans diminuer le revenu des productions animales, d'augmenter les surfaces consacrées aux cultures de vente.

GROUPEMENT COMPLET N° XVII

Fiche technico-économique

|                                     | 1968    | 1969    | 1970      | 1971      |
|-------------------------------------|---------|---------|-----------|-----------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |         |         |           |           |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |           |           |
| Cultures de vente                   | 144,158 | 193,289 | 245,520   | 298,768   |
| Lait                                | 134,739 | 136,061 | 177,044   | 175,632   |
| Bovins                              | 48,913  | 60,567  | 54,955    | 72,363    |
| Divers                              | 5,610   | 6,304   | 2,570     | 7,049     |
| Total                               | 333,420 | 396,221 | 480,089   | 553,812   |
| par ha S.A.U.                       | 1,665   | 1,985   | 2,270     | 2,550     |
| Répartition en %                    |         |         |           |           |
| Cultures de vente                   | 43,5    | 48,5    | 51        | 54        |
| Bovins sur surface fourragère       | 56      | 49,5    | 48,5      | 45        |
| Charges réelles                     |         |         |           |           |
| Approvisionnements                  | 94,101  | 86,761  | 97,979    | 97,620    |
| Amortissements matériel             | 11,081  | 14,100  | 12,507    | 14,049    |
| Amortissements foncier              | 30,600  | 36,013  | 36,280    | 39,146    |
| Fermeage                            | 99,598  | 94,964  | 101,049   | 106,632   |
| Charges salariales                  | 12,415  | 13,092  | 14,000    | 15,112    |
| Autres charges réelles              | 27,000  | 28,187  | 24,384    | 25,668    |
| Frais financiers                    |         |         |           |           |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 44,000  | 45,700  | 49,000    | 53,400    |
| Valeur locative                     | 30,600  | 36,013  | 36,280    | 39,946    |
| Revenu d'exploitation brut          | 212,319 | 281,273 | 357,726   | 430,524   |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 1,060   | 1,040   | 1,690     | 1,995     |
| Revenu d'exploitation net           | 201,238 | 267,173 | 345,219   | 416,475   |
| Revenu du travail                   | 27,040  | 90,496  | 158,890   | 216,497   |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 5,400   | 18,100  | 31,780    | 43,300    |
| Revenu du travail familial          | 14,625  | 77,404  | 144,890   | 201,385   |
| <b>BILAN - Actif</b>                |         |         |           |           |
| Constructions                       | 210,662 | 205,739 | 194,586   | 217,066   |
| Matériel                            | 184,661 | 201,147 | 209,647   | 255,444   |
| Cheptel vif                         | 231,300 | 254,950 | 258,150   | 255,020   |
|                                     | 46,500  | 51,000  | 51,700    | 51,000    |
| Capital circulant                   | 249,851 | 290,983 | 341,871   | 411,319   |
| Actif brut                          | 876,474 | 952,819 | 1,004,254 | 1,138,849 |
| - Passif                            |         |         |           |           |
| Capital propre                      | 404,336 | 425,295 | 459,361   | 515,789   |
| Subventions d'équipement            | 147,262 | 129,412 | 111,562   | 93,712    |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 210,320 | 253,340 | 228,215   | 229,683   |
| Dettes et C.T.                      | 33,496  | 35,496  | 67,408    | 101,809   |
| Comptes d'associés                  |         |         |           | 5,400     |
| Résultats                           | 81,060  | 109,276 | 137,708   | 192,746   |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |         |         |           |           |
| Blé (quintaux/ha)                   | 43      | 45      | 47        | 47        |
| Orge ( " )                          | 39      | 38      | 37        | 41        |
| Mais ( " )                          |         | 57      | 59        | 57        |
| Colza ( " )                         |         |         | 20        | 28,5      |
| Lait - litres par vache et par an   | 3,670   | 3,760   | 3,977     | 3,542     |

G.A.E.C. COMPLET XVIII (14)

Orientation T.E. : 33 F

ASSOCIES

Ils sont 3 associés, âgés respectivement de 55, 49 et 39 ans. De plus, le fils du premier travaille sur le G.A.E.C. avec le statut d'aide-familial.

Il s'agit de 3 petites exploitations en région d'élevage, dans la même commune et voisines l'une de l'autre.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les trois exploitations ne collaboraient qu'occasionnellement avant la formation du G.A.E.C.

MOTIVATION

Dans cette région d'élevage, où les revenus des petites exploitations sont modestes et vont en s'amenuisant dans le système de production traditionnel, il est apparu à ces exploitants que l'association était le seul moyen de moderniser leurs exploitations pour qu'elles puissent vraiment survivre.

Des articles de presse les avaient sensibilisés et des visites à d'autres G.A.E.C. ont permis aux futurs associés de mieux s'informer et de se décider.

Leur projet de fusion s'est concrétisé autour de la construction d'une étable de 45 vaches laitières.

CONSTITUTION

Le G.A.E.C. s'est créé pour 19 ans en 1967, après 6 mois de discussions. Le conseiller du groupement de vulgarisation les a assistés dans cette constitution. Les épouses ont participé largement aux discussions.

Le G.A.E.C. a adopté les statuts-types, sans reprise des apports en nature en cas de retrait. Il a également adopté un règlement intérieur qui définit les responsabilités de chacun, les indemnités pour les biens mis à disposition, les conditions d'aménagement des bâtiments, etc...

Le capital est possédé en trois parts égales par les associés, qui se partagent les résultats par tiers. Il n'y a qu'un seul gérant.

### FONCTIONNEMENT - TRAVAIL

Les responsabilités sont ainsi partagées entre les associés :

- vaches laitières;
- cultures, fertilisation, traitements;
- jeunes bovins, engraissement.

Le travail se distribue aisément selon ces responsabilités. L'associé le plus âgé n'effectue pratiquement plus de travail manuel et est suppléé par son fils. Les épouses ne travaillent pas sur le G.A.E.C. et le regrettent un peu.

Il y a une réunion mensuelle, régulièrement, qui donne lieu à des comptes rendus écrits. Les décisions sont toujours prises ensemble, à la suite d'études chiffrées et argumentées, avec l'aide du technicien de vulgarisation.

L'information réciproque est assurée par les rencontres quotidiennes des associés; il n'y a pas de bureau pour le G.A.E.C.

Les associés prennent 2 à 4 semaines de congé par an.

### ENVIRONNEMENT

Les associés ont peu de responsabilités extérieures.

Le G.A.E.C. travaille en entraide avec des voisins et participe à une C.U.M.A.

Cependant, ses relations avec le voisinage ont été très difficiles dans les débuts : les autres exploitants craignaient de voir cette exploitation accaparer les terres libres de la commune et s'agrandir à leurs dépens. Cet état d'esprit s'est amélioré, sans avoir complètement disparu.

### AVANTAGES - DIFFICULTES

Les avantages ressentis sont :

- la libération : "on peut partir l'esprit libre";
- l'intérêt économique : les terres se trouvent regroupées et plus faciles à cultiver, et surtout l'étable moderne, jointe à l'intensification fourragère, a permis l'amélioration des revenus.

Par contre, il y a certaines difficultés du fait de la différence des générations (39 à 55 ans, et le fils de celui-ci) qui empêche l'harmonisation complète des points de vue dans les objectifs et dans les méthodes de travail.

Il y a aussi le problème du fils aide-familial (marié) qui crée une gêne parce que celui-ci admet mal de ne pas être associé à part entière.

#### AVENIR

Le G.A.E.C. n'a pas de projets actuellement.

Les associés sont inquiets pour l'avenir de leur G.A.E.C. car peu d'enfants restent à la terre et ils ne sont pas certains que leurs fils entreront dans le G.A.E.C.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 33 F, élevage de bovins laitiers et ovins.

Ce groupement, de dimension assez modeste, provient de la fusion de 3 petites exploitations qui cherchaient à se moderniser sans pouvoir y parvenir seules. Après 3 ans de fonctionnement, il a porté sa surface de 57 à 76 ha, sans augmenter la main-d'oeuvre.

La production est essentiellement tournée vers l'élevage (lait et viande bovine et ovine). Elle n'a pratiquement pas progressé durant les trois premières années et le produit s'est accru en quatrième année du fait de l'augmentation de surface (et d'une meilleure productivité du cheptel). Les rendements laitiers sont juste moyens : 3.500 litres de lait par vache.

Des investissements ont été réalisés pour loger le bétail, mais ils sont raisonnables (104.000 francs au total).

Corrélativement à la production, les résultats n'ont marqué un progrès que la 4ème année : ils étaient assez faibles, le revenu du travail étant d'environ 7.000 francs par travailleur est passé à 17.000 francs et le revenu du travail familial est passé de 23.000 à 53.600 francs.

En conclusion, ce groupement a réalisé un progrès substantiel grâce à l'agrandissement de sa surface. Il est dommage que nous ne puissions pas comparer ses résultats aux résultats antérieurs des associés, mais il est certain que l'association a permis d'atteindre les objectifs de ses membres : moderniser l'exploitation et vivre mieux, en l'occurrence, grâce à cet agrandissement.

GROUPEMENT COMPLET N° XVIII

Fiche technico-économique

|                                   |        | 1968      | 1969      | 1970      | 1971              |
|-----------------------------------|--------|-----------|-----------|-----------|-------------------|
| Généralités                       |        |           |           |           |                   |
| S.A.U. (en ha)                    |        | 57        | 57        | 57        | 76                |
| % fermage                         |        | 36        | 36        | 36        | 27                |
| % propriété associés              |        | 64        | 64        | 64        | 73                |
| % propriété groupement            |        |           |           |           |                   |
| Orientation technico-économique   |        | 33 F      | 33 F      | 33 F      | 33 F              |
| Cultures pratiquées (en ha)       |        |           |           |           |                   |
| Blé                               |        | 2         | 1         | -         | -                 |
| Orge                              |        | 3,5       | 4         |           | 6                 |
| Cultures fourragères              |        | 45        | 42,5      | 47,5      | 58                |
| Prairies permanentes              |        | 9,5       | 9,5       | 9,5       | 12                |
| Bétail                            |        |           |           |           |                   |
| Vaches laitières                  |        | 40        | 41        | 39        | 43                |
| Brebis                            |        | 37        | 35        | 69        | 55                |
|                                   |        |           |           |           |                   |
| Nombre d'U.G.B.                   |        | 64        | 72        | 83        | 98                |
| Main-d'oeuvre                     |        |           |           |           |                   |
| U.T.A. associés                   |        | 2,2       | 2,2       | 2,2       | 2,2               |
| U.T.A. aide-familiaux             |        | 1         | 1         | 1         | 1                 |
| U.T.A. salariés                   |        |           |           |           |                   |
| Matériel - Installations          |        |           |           |           |                   |
| Tracteurs (nombre)                |        | 2         | 2         | 2         | 3                 |
| Tracteurs (puissance)             |        | 2 x 52 CV | 2 x 52 CV | 2 x 52 CV | 2 x 52 CV + 59 CV |
|                                   |        |           |           |           |                   |
| Investissements réalisés (en frs) |        |           |           |           |                   |
| a. Stabulation libre              | 65,000 |           |           | 23,000    |                   |
| b.                                |        |           |           |           |                   |
| c. Hangar                         | 16,000 |           |           |           |                   |
| d.                                |        |           |           |           |                   |
| e.                                |        |           |           |           |                   |
| f.                                |        |           |           |           |                   |
| Financement                       |        |           |           |           |                   |
| a. Subvention                     | 30,000 |           | 10,000    | 10,000    |                   |
| a. Prêt                           | 40,000 |           |           | 10,000    |                   |
| c.                                |        |           |           |           |                   |
| d.                                |        |           |           |           |                   |
| e.                                |        |           |           |           |                   |
| f.                                |        |           |           |           |                   |

Si nous ne possédons pas les données des comptes d'exploitation des exploitations antérieures, du moins constatons-nous que les résultats sont restés très médiocres et le revenu par travailleur faible, jusqu'à l'année 1971. L'augmentation de surface de cette dernière année se traduit par une bien meilleure productivité du travail.



GROUPEMENT COMPLET N° XVIII

Fiche technico-économique

|                                     | 1968    | 1969    | 1970    | 1971    |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |         |         |         |         |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |         |         |
| Cultures de vente                   | 4,206   | -       | -       | -       |
| Lait                                | 112,616 | 68,514  | 73,740  | 90,675  |
| Bovins et ovins                     |         | 45,106  | 65,275  | 96,141  |
| Divers                              | 8,000   | -       | 517     | 936     |
| Total                               | 124,822 | 113,620 | 139,532 | 187,752 |
| par ha S.A.U.                       | 2,195   | 1,990   | 2,445   | 2,470   |
| Répartition en %                    |         |         |         |         |
| Cultures de vente                   | 3       |         |         |         |
| Bétail sur surface fourragère       | 97      | 100     | 100     | 100     |
| <b>Charges réelles</b>              |         |         |         |         |
| Approvisionnements                  | 34,146  | 30,389  | 37,058  | 43,348  |
| Amortissements matériel             | 9,084   | 10,106  | 9,960   | 8,680   |
| Amortissements foncier              | 5,070   | 4,650   | 5,633   | 5,944   |
| Fermage                             | 15,933  | 17,819  | 17,345  | 24,057  |
| Charges salariales                  | -       |         |         |         |
| Autres charges réelles              | 11,930  | 13,889  | 20,149  | 23,557  |
| Frais financiers                    | 5,225   | 3,932   | 4,387   | 5,030   |
| Intérêt du capital financier        | 15,000  | 15,900  | 17,400  | 18,500  |
| Valeur locative                     | 15,100  | 14,900  | 15,600  | 16,000  |
| Revenu d'exploitation brut          | 78,746  | 69,342  | 82,325  | 120,847 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 1,360   | 1,220   | 1,445   | 1,665   |
| Revenu d'exploitation net           | 69,662  | 59,236  | 72,365  | 112,167 |
| Revenu du travail                   | 23,629  | 10,617  | 22,020  | 53,610  |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 7,400   | 3,320   | 6,900   | 16,800  |
| Revenu du travail familial          | 23,629  | 10,617  | 22,020  | 53,610  |
| <b>BILAN - Actif</b>                |         |         |         |         |
| Constructions                       | 59,484  | 55,044  | 72,281  | 73,515  |
| Matériel                            | 58,136  | 52,587  | 46,786  | 59,520  |
| Cheptel vif                         | 130,455 | 148,500 | 168,700 | 186,860 |
| Capital circulant                   | 45,706  | 89,001  | 64,019  | 69,488  |
| Actif brut                          | 293,781 | 345,132 | 351,786 | 389,383 |
| - Passif                            |         |         |         |         |
| Capital propre                      | 124,721 | 113,278 | 107,829 | 114,313 |
| Subventions d'équipement            | 31,077  | 47,856  | 57,446  | 50,046  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 101,489 | 91,899  | 102,286 | 91,007  |
| Dettes et C.T.                      | 31,889  | 53,352  | 53,441  | 70,889  |
| Comptes d'associés                  | -       | 20,050  | 24,300  | 20,870  |
| Résultats                           | 4,605   | 18,697  | 6,484   | 42,258  |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |         |         |         |         |
| Blé (quintaux/ha)                   | 32,5    | 34      |         |         |
| Orge ( " )                          | 20      | 24      |         | 38      |
| Lait - litres par vache et par an   | 3,575   | 3,366   | 3,340   | 3,528   |



G.A.E.C. COMPLET XIX (14)

Orientation T.E. : 11 A

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Cette association existe depuis 1961. Elle a résulté de la fusion de deux exploitations qui avaient alors les caractéristiques suivantes :

- A : 32 ans - 31 ha. - 13 vaches laitières - 1 tracteur
- B : 31 ans - 32 ha. - 14 vaches laitières - 1 tracteur.

C'étaient donc 2 exploitations très semblables et assez caractéristiques de l'exploitation moyenne de leur région. Elles sont voisines.

Les associés n'ont pas de lien de parenté.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les exploitants se connaissent depuis longtemps. Ils possédaient du matériel en copropriété et effectuaient un certain nombre de travaux en commun : semis, récolte de fourrage.

MOTIFS DE LA CREATION

Ces jeunes exploitants eurent l'idée d'aller plus loin et de réunir leurs exploitations afin de travailler dans des conditions plus rationnelles et mieux organisées, tout en étant moins prisonniers de leur travail, spécialement les dimanches et jours de fête.

Leur projet de départ était de réaliser un investissement indispensable pour leur bétail, en construisant une étable (stabulation libre) d'une trentaine de places (la somme de leurs deux troupeaux). C'est ce qui fut fait.

CREATION

La fusion se réalisa donc dès 1961, sans création de société : en simple association de fait. Ce sont les Services départementaux du Ministère de l'Agriculture qui les aidèrent dans leurs arrangements.

En 1963, l'association construisait l'étable. Puis elle s'agrandit, de 63 à 110 ha. par quelques achats et des locations de terres.

Lorsque la loi sur les G.A.E.C. fut parue et mise en application, les associés décidèrent de donner cette forme à leur société de fait afin qu'elle ait une personnalité juridique. En créant le G.A.E.C., ils commencèrent à tenir une comptabilité complète, jusqu'à présent ils se contentaient de tout partager par moitié. Cette transformation en G.A.E.C. fut réalisée en janvier 1966.

En 1969, les 30 vaches laitières furent abandonnées au profit de 180 brebis.

#### FONCTIONNEMENT

Les deux associés se sont partagés les responsabilités selon les deux secteurs de l'exploitation :

- cultures;
- élevage.

En fait, si chacun assure en priorité le travail de sa spécialité ils travaillent cependant très fréquemment ensemble. Leurs épouses ne participent pas au travail de l'exploitation.

Le dimanche, les associés se remplacent à tour de rôle pour les soins aux animaux.

Les contacts sont quotidiens entre les associés, qui échangent ainsi leurs informations, leurs projets. Mais ils tiennent, **chaque** trimestre, à faire une véritable réunion à laquelle les épouses assistent : ils examinent les orientations du groupement, la situation financière, etc...

Bien que n'étant que deux, les associés ont adopté un règlement intérieur. Les résultats sont partagés par moitié, comme le capital social.

#### ENVIRONNEMENT

L'association, depuis sa création, a toujours joué un rôle moteur dans l'évolution, surtout technique, de sa commune. C'est elle qui a lancé les autres exploitations dans des cultures nouvelles, comme le colza, et dans les techniques nouvelles.

Le G.A.E.C. possède certains matériels avec des voisins, ainsi la moissonneuse-batteuse, et il pratique l'entraide. Pour le maïs, il a recours à une entreprise.

Ce G.A.E.C. est donc très bien admis par son entourage.

### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Les associés apprécient :

- la libération du dimanche et des jours de fête;
- une meilleure organisation de leur travail par la spécialisation;
- la sécurité en cas de maladie ou d'accident.

C'est sans doute leur association qui leur a permis de demeurer agriculteurs car, seuls, ils n'auraient sans doute pas reconstruit une étable, agrandi la surface, installé une irrigation pour le maïs.

En contrepartie, ils reconnaissent qu'il faut savoir abandonner ses idées personnelles, parfois. Ceci n'est d'ailleurs pas négatif, c'est la règle de la collégialité.

### AVENIR

Le G.A.E.C. n'a pas de projets particuliers en ce moment, mais il conserve tout son dynamisme et son ouverture après 11 ans de fonctionnement.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 13 puis 11 A, agriculture générale + élevage puis agriculture générale.

Il s'agit d'une association ancienne, fusion de deux exploitations de dimension moyenne. Ce groupement s'est agrandi progressivement, passant de 63 ha en 1962 à 110 ha en 1966 et 128 ha en 1970. Cependant, la main-d'oeuvre n'a pas changé et se limite aux deux associés.

La production, à prédominance animale (bovins laitiers) au départ, s'est progressivement développée sur le secteur des cultures de vente. Après 1966, le troupeau laitier, dont la productivité était d'ailleurs médiocre, a été remplacé par une troupe ovine. Mais l'exploitation est maintenant surtout axée sur les cultures de vente. Le produit s'est d'ailleurs considérablement amélioré puisqu'en 1966 il était resté à peine au niveau de celui des exploitations préexistantes (900 francs/ha environ) et qu'il est arrivé à 1.900 francs par ha en 1970. Le tournant a donc été pris à partir de 1966.

Le groupement a peu investi : 35.000 francs dans son étable en 1963. Cependant, il a augmenté son parc de matériel qui représente 770 francs par ha en 1970 (510 francs en 1966).

Dans ces conditions, l'on constate que durant ses premières années, le groupement n'a pas amélioré la situation antérieure des associés : le revenu du travail par travailleur demeurant à 7.500 francs, malgré l'augmentation de surface alors qu'il s'élevait à 6.000 francs et 6.800 francs en 1961. Mais le départ pris depuis 1966 s'est traduit par une très forte augmentation du revenu : le revenu d'exploitation brut est passé de 450 francs par hectare à 1.420 francs, cependant que le revenu par travailleur a atteint le chiffre record de 56.600 francs en 1970.

En conclusion, l'effet de l'association ne se fait pas toujours sentir dès les premières années : malgré l'agrandissement, ce groupement n'a pris un vrai départ qu'à partir de sa cinquième année.

GROUPEMENT COMPLET N° XIX

Fiche technico-économique

|                                   | Exploitations associées |      | G.A.E.C. |  | 1970 |
|-----------------------------------|-------------------------|------|----------|--|------|
|                                   | 1961                    | 1961 | 1966     |  |      |
| Généralités                       |                         |      |          |  |      |
| S.A.U. (en ha)                    | 30,6                    | 32   | 110      |  | 126  |
| % fermage                         | 100                     | 100  | 78       |  |      |
| % propriété associés              |                         |      | 22       |  |      |
| % propriété groupement            |                         |      |          |  |      |
| Orientation technico-économique   | 31                      | 31   | 13       |  | 11 A |
| Cultures pratiquées (en ha)       |                         |      |          |  |      |
| Blé                               | 8                       | 9    | 13       |  | 26   |
| Céréales secondaires              | 8,5                     | 9    | 41       |  | 37   |
| Colza                             |                         |      |          |  | 37   |
| Maïs                              |                         |      |          |  | 2    |
| Cultures fourragères              | 14,1                    | 14   | 56       |  | 26   |
| Bétail                            |                         |      |          |  |      |
| Vaches laitières                  | 13                      | 14   | 30       |  |      |
| Brébis                            |                         |      |          |  | 180  |
| Nombre d'U.G.B.                   | 22                      | 25   | 51       |  | 36   |
| Main-d'œuvre                      |                         |      |          |  |      |
| U.T.A. associés                   | 1                       | 1    | 2        |  | 2    |
| U.T.A. aide-familiaux             | 1,4                     | 0,4  | 0,2      |  | 0    |
| U.T.A. salariées                  | 0,15                    | 1    | 0,4      |  | 0    |
| Matériel - Installations          |                         |      |          |  |      |
| Tracteurs (nombre)                | 1                       | 1    | 2        |  | 3    |
| Moissonneuse-batteuse             | 0                       | 0    | 1        |  | 1/2  |
| Presse à fourrage                 | 1/2 ← →                 | 1/2  | 1        |  | 1    |
| Investissements réalisés (en frs) |                         |      | 1963     |  |      |
| a. Etable                         |                         |      | 35.000   |  |      |
| b.                                |                         |      |          |  |      |
| c.                                |                         |      |          |  |      |
| d.                                |                         |      |          |  |      |
| e.                                |                         |      |          |  |      |
| f.                                |                         |      |          |  |      |
| Financement                       |                         |      |          |  |      |
| a. Emprunts                       |                         |      | 25.000   |  |      |
| a. Subvention                     |                         |      | 4.000    |  |      |
| c.                                |                         |      |          |  |      |
| d.                                |                         |      |          |  |      |
| e.                                |                         |      |          |  |      |
| f.                                |                         |      |          |  |      |

GROUPEMENT COMPLET N° XIX

Fiche technico-économique

| COMPTE D'EXPLOITATION                | Exploitations associées |        | G.A.E.C. |         |
|--------------------------------------|-------------------------|--------|----------|---------|
|                                      | 1961                    | 1961   | 1966     | 1970    |
| Produit d'exploitation (en francs)   |                         |        |          |         |
| Cultures de vente                    | 13.526                  | 15.000 | 55.980   | 210.000 |
| Bovins et lait                       | 16.825                  | 18.500 | 37.781   |         |
| Ovins                                |                         |        |          | 35.443  |
| Total                                | 30.351                  | 33.500 | 93.763   | 245.443 |
| par ha S.A.U.                        | 985                     | 1.040  | 850      | 1.920   |
| Répartition en %                     |                         |        |          |         |
| Cultures de vente                    | 45                      | 45     | 60       | 85      |
| Bétail sur surface fourragère        | 55                      | 55     | 40       | 15      |
| Charges réelles                      |                         |        |          |         |
| Approvisionnements et autres charges | 5.604                   | 7.350  | 44.461   | 63.576  |
| Amortissements matériel              | 2.386                   | 2.300  | 10.040   | 25.400  |
| Amortissements foncier               | -                       |        |          |         |
| Fermage                              | 5.535                   | 5.800  | 23.689   | 27.000  |
| Charges salariales                   | 927                     | 7.200  | 3.600    | 0       |
| Autres charges réelles               |                         |        |          |         |
| Frais financiers                     | 1.819                   | 1.500  |          | 2.524   |
| Intérêt du capital d'exploitation    | 2.432                   | 2.545  | 7.540    | 13.200  |
| Valeur locative                      | -                       |        | 3.500    | 3.000   |
| Revenu d'exploitation brut           | 24.747                  | 26.150 | 49.302   | 181.867 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.  | 805                     | 820    | 456      | 1.420   |
| Revenu d'exploitation net            | 22.361                  | 23.850 | 39.262   | 156.467 |
| Revenu du travail                    | 14.394                  | 15.505 | 19.613   | 113.267 |
| Revenu du travail par U.T.A.         | 5.970                   | 6.480  | 7.600    | 36.600  |
| Revenu du travail familial           | 13.467                  | 8.305  | 16.013   | 113.267 |
| BILAN - Actif                        |                         |        |          |         |
| Matériel                             | 13.435                  | 12.700 | 56.321   | 99.002  |
| Cheptel vif                          | 23.220                  | 26.200 | 94.483   | 165.000 |
| Capital circulant                    | 11.988                  | 12.000 |          |         |
| Actif brut                           | 48.643                  | 50.900 | 150.804  | 264.002 |
| - Passif                             |                         |        |          |         |
| Capital propre                       | 36.643                  | 40.900 | 66.000   | 110.000 |
| Subventions d'équipement             |                         |        |          |         |
| Emprunts L.T. et M.T.                | 12.000                  | 10.000 |          |         |
| Dettes et C.T.                       |                         |        | 59.404   | 78.500  |
| Comptes d'associés                   |                         |        |          |         |
| Résultats                            |                         |        | 25.400   | 76.002  |
| RENDEMENTS                           |                         |        |          |         |
| Blé (quintaux/ha)                    | 26                      | 28     | 33       | 47      |
| Orge ( " )                           | 20                      | 22     | 28,5     | 38      |
| Colza ( " )                          |                         |        |          | 27      |
| Lait - litres par vache et par an    | 2.893                   | 2.950  |          |         |



G.A.E.C. COMPLET XX (12)

Orientation T.E. : 13

ASSOCIES

Ce G.A.E.C. a été constitué entre 2 jeunes exploitants : 26 et 28 ans, qui se sont trouvés reprendre en même temps (1968) l'exploitation de leur père, soit 40 ha environ chacun.

Ces exploitations sont situées à 10 km. l'une de l'autre, dans une région assez herbagère où l'exploitation moyenne est de 30 à 35 ha et où la production laitière représente plus d'un tiers de la production totale.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les associés n'ont pas eu l'occasion de collaborer avant leur association, puisque leurs parents n'effectuaient pas de travaux en commun. Cependant, ils se connaissaient bien et avaient milité ensemble dans des mouvements de jeunes agriculteurs.

MOTIVATION

Ce sont ces contacts et la conception qu'ils se faisaient l'un et l'autre de l'agriculture de groupe qui les ont amenés à s'associer. En particulier, ils envisageaient la production laitière à condition de pouvoir se remplacer le dimanche afin de n'être pas assujettis continuellement.

Un seul était marié au moment de l'association. Son épouse a participé à la création.

CONSTITUTION

C'est le Centre de Gestion qui les a aidés dans leur constitution. Les apports se trouvaient évalués du fait que les associés reprenaient le matériel et le cheptel de leurs pères, qui avaient donc été estimés. Chacun rembourse ses parents peu à peu.

Ils ont adopté les statuts-types, avec reprise de leurs apports en nature.

Le G.A.E.C. paie les fermages, les terres ainsi que les bâtiments mis à sa disposition.

Les apports en capital sont égaux et les résultats sont partagés par moitié.

#### FONCTIONNEMENT

L'étable étant dans les bâtiments d'une des exploitations et la porcherie dans ceux de l'autre, les associés se partagent de même les responsabilités des productions animales, ceci ne veut pas dire qu'ils ne se remplacent pas assez souvent pour se libérer ou selon les besoins des travaux de culture. Une épouse travaille sur le G.A.E.C.. Elle aide pour les soins de l'étable laitière et s'occupe des questions administratives, comptabilité en particulier.

Quant aux travaux de culture, ils les font en commun, avec leur salarié, qui est le jeune frère de l'un d'entre eux. Malgré la distance des deux exploitations il n'y a aucune tendance à ce que chacun cultive plutôt sa propre exploitation d'origine.

Les associés se voient chaque jour et l'information réciproque ne pose pas de problèmes. Ils se réunissent de temps à autre, selon l'urgence des décisions, avec leurs épouses, pour examiner la situation et prendre les décisions qui engagent la gestion de l'exploitation.

#### ENVIRONNEMENT

Le G.A.E.C. appartient à un C.E.T.A. et les associés y participent activement. Mais ceux-ci n'ont pas de responsabilités importantes dans les organisations agricoles.

Les exploitations voisines ont prédit, au départ, que "cela ne marcherait pas" et leur attitude reste très méfiante vis-à-vis de ce G.A.E.C. Ainsi, un court article de journal leur a valu beaucoup de remarques désobligeantes. De ce fait, ils ont tendance à refuser les visites ou enquêtes sur leur association.

Le G.A.E.C. fait partie d'une coopérative créée entre 10 agriculteurs de la région dont le but est de fournir en porcelets ses adhérents. Cette coopérative a actuellement 120 truies environ mais projette d'en avoir 200. Elle emploie un salarié.

#### AVANTAGES

Les deux associés sont satisfaits de leur groupement. Ils apprécient, en particulier, d'avoir ainsi pu se spécialiser davantage et d'être libérés de certaines servitudes. Le travail en commun leur semble la meilleure forme, dans leur cas.

Le G.A.E.C. leur a non seulement permis un démarrage comme chefs d'exploitation, mais aussi d'aller de l'avant en augmentant leur troupeau laitier et surtout en créant une porcherie d'engraissement de 150 places, grâce à la coopérative de production de porcelets.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 13, cultures + bovins laitiers.

Ce groupement, fusion de 2 exploitations, n'a pas augmenté sa surface durant les trois premières années de son existence. Il emploie 3 U.T.A., dont un salarié, ce qui est relativement important pour sa surface, mais en rapport avec son intensité de production comme nous allons le voir.

Le produit total est, en effet, passé de 165.000 à 310.000 francs en 3 ans, grâce au développement de deux productions animales. D'une part, le produit bovin s'est amélioré de façon importante : 42.000 francs en première année, 76.000 francs en seconde année et 121.500 francs en troisième année, la surface fourragère diminuant de 28 à 20 ha. D'autre part, une production de porcs est en voie de développement. Les productions végétales sont restées stables, avec de bons rendements et des cultures à fort produit (betteraves industrielles, lin). Au total, le produit est passé en 3 ans de 2.060 francs par ha à 3.870 francs.

Le groupement n'a pas réalisé d'investissements, si ce n'est en augmentant son cheptel vif.

Les revenus ont suivi l'augmentation de la production. Très faible en première année (1.800 francs par travailleur), le revenu du travail est passé à 21.000 francs puis 16.000 francs. Les revenus d'exploitation brut et net ont doublé (le premier atteignant 1.500 francs par hectare).

En conclusion, l'association qui coïncide avec le démarrage de 2 jeunes exploitants succédant à leur père, leur a permis de faire rapidement preuve de dynamisme et d'atteindre, en peu d'années, un résultat convenable par une production animale plus intensive. Mais l'intensification que nous avons décrite n'est pas terminée, en particulier les associés, à l'aide d'une coopérative qui est en expansion, vont maintenant développer leur production de porcs.

Nota : La diminution des revenus brut et net d'exploitation en troisième année provient d'une très forte augmentation des charges d'approvisionnement, due surtout au développement de la production porcine. Celle-ci a donné lieu à

des ventes relativement peu élevées et il semble que l'estimation comptable des stocks de porcs ait été très prudente, trop sans doute. Cette diminution des revenus est donc plus apparente que réelle.

GROUPEMENT COMPLET N° XX

Fiche technico-économique

|                                 | 1969   | 1970   | 1971   |  |  |  |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--|--|--|
| Généralités                     |        |        |        |  |  |  |
| S.A.U. (en ha)                  | 80     | 80     | 80     |  |  |  |
| % fermage                       | 100    | 100    | 100    |  |  |  |
| % propriété associés            |        |        |        |  |  |  |
| % propriété groupement          |        |        |        |  |  |  |
| Orientation technico-économique | 11 A   | 13     | 13     |  |  |  |
| Cultures pratiquées (en ha)     |        |        |        |  |  |  |
| Blé                             | 23     | 25     | 32     |  |  |  |
| Betteraves industrielles        | 15     | 17     | 16     |  |  |  |
| Pois - lin                      | 14     | 13     | 12     |  |  |  |
| Cultures fourragères            | 15     | 14     | 11     |  |  |  |
| Prairies permanentes            | 13     | 11     | 9      |  |  |  |
| Bétail                          |        |        |        |  |  |  |
| Vaches laitières                | 35     | 41     | 42     |  |  |  |
| Truies                          | -      | 16     | 44     |  |  |  |
|                                 |        |        |        |  |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                 | 63     | 85     | 94     |  |  |  |
| Main-d'oeuvre                   |        |        |        |  |  |  |
| U.T.A. associés                 | 2      | 2      | 2      |  |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux           | 0,5    | 0,5    | 0,5    |  |  |  |
| U.T.A. salariés                 | 1      | 1      | 1      |  |  |  |
| Matériel - Installations        |        |        |        |  |  |  |
| Tracteurs (nombre)              | 4      | 4      | 4      |  |  |  |
| Tracteurs (puissance)           | 194 CV | 194 CV | 194 CV |  |  |  |
|                                 |        |        |        |  |  |  |
| Investissements réalisés        |        |        |        |  |  |  |
| a.                              |        |        |        |  |  |  |
| b.                              |        |        |        |  |  |  |
| c.                              |        |        |        |  |  |  |
| d.                              |        |        |        |  |  |  |
| e.                              |        |        |        |  |  |  |
| f.                              |        |        |        |  |  |  |
| Financement                     |        |        |        |  |  |  |
| a.                              |        |        |        |  |  |  |
| b.                              |        |        |        |  |  |  |
| c.                              |        |        |        |  |  |  |
| d.                              |        |        |        |  |  |  |
| e.                              |        |        |        |  |  |  |
| f.                              |        |        |        |  |  |  |

GROUPEMENT COMPLET N° XX

Fiche technico-économique

|                                     | 1969    | 1970    | 1971    |  |  |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|--|--|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |         |         |         |  |  |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |         |  |  |
| Cultures de vente                   | 122,848 | 147,641 | 152,176 |  |  |
| Bovins                              | -       | 14,084  | 45,980  |  |  |
| Lait                                | 42,008  | 61,931  | 75,452  |  |  |
| Divers                              | -       | 8,486   | 2,544   |  |  |
| Porcs                               |         | 10,350  | 33,581  |  |  |
| Total                               | 164,856 | 242,492 | 309,733 |  |  |
| par ha S.A.U.                       | 2,060   | 3,030   | 3,670   |  |  |
| Répartition en %                    |         |         |         |  |  |
| Cultures de vente                   | 74      | 61      | 49      |  |  |
| Bovins sur surface fourragère       | 26      | 31      | 39      |  |  |
| Animaux hors-sol                    |         | 4       | 11      |  |  |
| <b>Charges réelles</b>              |         |         |         |  |  |
| Approvisionnements                  | 66,050  | 68,892  | 138,861 |  |  |
| Amortissements matériel             | 12,920  | 10,926  | 10,018  |  |  |
| Amortissements foncier              | 7,765   | 7,891   | 8,130   |  |  |
| Fermage                             | 17,681  | 19,360  | 21,332  |  |  |
| Charges salariales                  | 10,678  | 15,600  | 15,144  |  |  |
| Autres charges réelles              | 34,154  | 40,615  | 51,409  |  |  |
| Frais financiers                    | 360     | 6,685   | 6,650   |  |  |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 20,000  | 21,500  | 23,500  |  |  |
| Valeur locative                     | 7,765   | 7,891   | 8,130   |  |  |
| Revenu d'exploitation brut          | 64,652  | 132,985 | 119,463 |  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 810     | 1,665   | 1,495   |  |  |
| Revenu d'exploitation net           | 51,732  | 122,059 | 109,445 |  |  |
| Revenu du travail                   | 6,286   | 73,308  | 56,483  |  |  |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 1,800   | 21,000  | 16,100  |  |  |
| Revenu du travail familial          | -       | 57,708  | 41,339  |  |  |
| <b>BILAN - Actif</b>                |         |         |         |  |  |
| Frais d'établissement               | 66,097  | 62,209  | 58,321  |  |  |
| Agencements                         | 31,672  | 33,400  | 35,853  |  |  |
| Matériel                            | 65,364  | 57,520  | 54,449  |  |  |
| Cheptel vif                         | 88,050  | 114,460 | 140,730 |  |  |
| Titres de participation             | 27,922  | 54,011  | 76,508  |  |  |
| Capital circulant                   | 136,364 | 127,972 | 122,881 |  |  |
| Actif brut                          | 415,739 | 449,572 | 489,142 |  |  |
| - Passif                            |         |         |         |  |  |
| Capital propre                      | 140,000 | 148,698 | 152,245 |  |  |
| Subventions d'équipement            |         |         |         |  |  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 31,600  | 38,343  | 49,204  |  |  |
| Dettes et C.T.                      | 73,649  | 75,771  | 121,172 |  |  |
| Comptes d'associés                  | 157,182 | 115,818 | 127,943 |  |  |
| Résultats                           | 13,308  | 70,942  | 38,578  |  |  |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |         |         |         |  |  |
| Blé (quintaux/ha)                   | 39,2    | 48,9    | 46,4    |  |  |
| Betteraves (tonne/ha)               | 41,7    | 40,8    | 40,5    |  |  |
| Lait - litres par vache et par an   | 2,935   | 2,986   | 3,193   |  |  |

G.A.E.C. COMPLET XXI (12)

Orientation T.E. : 13

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. a débuté en 1967 de façon banale, si l'on peut dire, puisque c'était l'officialisation d'une association de fait entre deux frères. Ceux-ci avaient repris l'exploitation de leur père, soit 60 ha vers 1958, puis l'avaient agrandie de 40 ha en 1962 et de 50 ha en 1965, atteignant donc 150 ha. Ils ont actuellement 35 et 37 ans.

Puis, en 1970, il a pris comme nouvel associé un exploitant d'une commune voisine ayant 40 ha. Celui-ci était dans une situation financière et économique déplorable et il cherchait à céder sa ferme, mais, que serait-il devenu ? Il est âgé de 47 ans.

L'on voit tout de suite que cette association a été un sauvetage pour l'un et une extension pour les autres, et qu'elle convient donc à chacun; mais elle ne peut pas être équilibrée au point de vue du degré de participation des associés.

Nous sommes dans une région assez fertile où l'élevage, bovins laitiers surtout, tient une place relativement importante.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les deux frères ne collaboraient pas avec leur troisième associé avant la mise en G.A.E.C. Ils se connaissaient simplement.

MOTIVATION - CREATION

Nous avons vu les motifs qui ont poussé à cette fusion : en fait le G.A.E.C. à deux aurait pu essayer de reprendre simplement les terres que cherchait à céder l'exploitation en difficulté. Ils ont préféré s'associer avec lui, mais celui-ci a recherché plutôt une sécurité, tout en évitant la condition de salarié, plus qu'une participation à part entière. Ainsi, il est assuré d'une rémunération fixe basée sur sa surface mais ne participe pas directement aux bénéfices et aux pertes. Il faut dire que c'était un sauvetage moral autant

qu'économique. Mais l'initiative est venue de part et d'autre à la fois et s'est concrétisée après 6 mois de réflexion.

L'association à trois a été débattue et approuvée par les épouses également. Celle du dernier associé est devenue associée elle-même à part égale avec son mari. Le ménage s'entendait mal et a divorcé depuis.

Tout l'actif des deux exploitations a été estimé par un agriculteur voisin. Les deux frères ont diminué un peu leur capital social pour être le plus près possible de celui que pouvait apporter le ménage. Ils ont répondu personnellement des dettes de ce dernier. Le Centre de Gestion a suivi de près cette fusion.

Les statuts du G.A.E.C. primitif ont donc fait l'objet d'un avenant. Certaines difficultés se manifestent maintenant du fait que les propriétaires du nouvel associé n'ont pas été prévenus en temps voulu comme cela doit se faire : s'appuyant sur le statut du fermage, ils cherchent à reprendre leurs terres.

Les deux frères sont gérants du G.A.E.C.

Un règlement intérieur a été établi depuis l'extension du G.A.E.C. Il précise notamment les modalités de partage des résultats et les obligations de travail. Il ne prévoit rien pour le versement du prélèvement mensuel en cas de maladie mais, en fait, celui-ci a été versé lors de deux maladies (1 an et 3 mois) car "cela va de soi".

#### FONCTIONNEMENT

Un associé est plus spécialement responsable des vaches laitières. Le second s'occupe des cultures, du matériel et des relations avec l'extérieur. Le troisième a la responsabilité de l'élevage des génisses.

En fait, le travail se fait très souvent en commun, les tâches se partageant selon les goûts et les compétences de chacun.

Les épouses des deux frères aident aux travaux de l'étable et remplacent leur mari lorsque les travaux des champs pressent. L'une d'entre elles s'occupe de la comptabilité. Elles suivent de très près la marche de l'exploitation et assistent le plus souvent aux discussions, tout en regrettant de n'y être pas encore davantage associées.

Le G.A.E.C. emploie un chauffeur, c'est le frère d'un associé, mais il préfère rester sans responsabilités.



Si nous examinons la place du nouvel associé, nous voyons qu'il est partie prenante dans les décisions mais participe moins que les autres aux discussions. Les deux coassociés ne le traitent d'ailleurs pas comme un salarié, il organise un travail et participe aux chantiers sur un pied d'égalité. Il est plus qu'un salarié intéressé et moins qu'un associé à part entière.

#### ENVIRONNEMENT

Les deux frères ont chacun plusieurs responsabilités dans des organismes professionnels et civiques.

Le G.A.E.C. travaille avec 7 autres agriculteurs (de 6 communes différentes) en banque de travail. Les activités de celle-ci s'étendent à la plupart des travaux de culture. De plus, il a le matériel de récolte de betteraves en commun avec trois autres agriculteurs et pratique l'entraide.

Néanmoins, les réactions des voisins sont défavorables : ils redoutent surtout que le G.A.E.C. ne s'agrandisse à leurs dépens, grâce à sa puissance économique plus grande. Le problème foncier est très aigu dans cette zone.

#### AVANTAGES

Les associés ressentent les avantages dans l'ordre suivant :

- sécurité en cas de maladie (cela s'est produit deux fois récemment);
- amélioration du revenu par la concentration des moyens;
- plus de facilité pour faire face aux achats de terres : l'un d'eux vient d'être obligé d'acheter 37 ha qu'ils exploitaient, ainsi que les bâtiments d'exploitation;
- libération : ils peuvent s'absenter, prendre des congés.

Les difficultés auxquelles ils ont à faire face sont plutôt d'ordre juridique. Il semble qu'effectivement l'entourage les jalouse, surtout sur le plan des surfaces exploitées et plusieurs propriétaires cherchent à reprendre leurs terres.

Les épouses des deux frères paraissent accueillir moins facilement le troisième associé que leurs maris qui jouent bien le jeu de l'association. Des difficultés proviennent aussi du divorce de cet associé : son épouse a encore des parts sociales dans le G.A.E.C. qu'elle devrait quitter.

## PROJETS

Le G.A.E.C. fera face à la diminution de surface qu'il craint en intensifiant son élevage laitier. Il étudie actuellement la construction d'une étable à lisier.

Les enfants des frères sont encore jeunes, le troisième associé a un fils d'une quinzaine d'années, les associés pensent qu'il pourrait entrer plus tard dans le G.A.E.C. Il apporterait peut-être une exploitation d'un de ses oncles.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 13, agriculture générale + bovins laitiers.

Ce groupement a connu deux étapes : au départ, en 1967, il officialisait l'association de deux frères, qui s'était concrétisée par un agrandissement important (60 ha en 1958, 150 ha en 1965). Deux ans plus tard, la fusion s'est réalisée avec une exploitation de dimension moyenne (40 ha) mais en difficulté financière.

Ceci explique la croissance du produit total, qui a également progressé si on le ramène à l'hectare, passant, en 4 ans, de 2.300 à 3.000 francs. Le système de production est resté stable et assez simple (grandes cultures de production laitière). En fait, les rendements des cultures et le rendement laitier par vache sont à un très bon niveau depuis le départ, mais la productivité des surfaces fourragères a été améliorée : bien que déjà forte (1,8 U.G.B. par ha en 1968), le chargement est passé à 2,3 U.G.B. par ha en 1971.

Le groupement n'a pas réalisé d'investissements jusqu'à présent et il utilise un matériel relativement peu coûteux.

De ce fait, les charges ne sont pas très élevées et les résultats sont bons. Il est intéressant de constater que l'agrandissement de 40 ha, à l'arrivée du troisième associé, n'a pas produit une augmentation proportionnelle des charges, de sorte que les résultats se sont améliorés. En effet, le revenu d'exploitation brut est passé de 1.000 - 1.200 francs à 1.430 francs puis à 1.650 francs par ha depuis cet agrandissement, cependant que le revenu du travail a doublé (90.000 francs en 1968, 177.000 francs en 1971). Par U.T.A., ce revenu du travail s'est également nettement amélioré : il a progressé de 18.000 à 29.500 francs.

En conclusion, l'association des deux frères a permis de réaliser, en moins de 10 ans, une exploitation d'une bonne surface et ayant une bonne productivité mais, de plus, nous pouvons constater que la fusion avec une autre exploitation s'est traduite immédiatement par l'amélioration des résultats économiques (sans changement du système de production). Ajoutons que, pour cette exploitation associée en 1967, la fusion a été une planche de salut, car elle connaissait de grandes difficultés économiques.

GROUPEMENT COMPLET N° XXI

Fiche technico-économique

|                                 | 1968   | 1969  | 1970   | 1971  |  |  |
|---------------------------------|--------|-------|--------|-------|--|--|
| Généralités                     |        |       |        |       |  |  |
| S.A.U. (en ha)                  | 147,5  | 147,5 | 195    | 188,4 |  |  |
| % fermage                       | 100    | 100   | 100    | 100   |  |  |
| % propriété associés            |        |       |        |       |  |  |
| % propriété groupement          |        |       |        |       |  |  |
| Orientation technico-économique | 13     | 11 A  | 11 A   | 13    |  |  |
| Cultures pratiquées (en ha)     |        |       |        |       |  |  |
| Céréales                        | 58,3   | 66,9  | 94,8   | 99,1  |  |  |
| Betteraves industrielles        | 17,5   | 16,7  | 18     | 19    |  |  |
| Pois et divers                  | 23,9   | 17,4  | 29,4   | 26,5  |  |  |
| Cultures fourragères            | 17,3   | 17    | 22,8   | 13,8  |  |  |
| Prairies permanentes            | 30,5   | 30,5  | 30     | 30    |  |  |
| Bétail                          |        |       |        |       |  |  |
| Vaches laitières                | 49     | 41    | 55     | 61    |  |  |
|                                 |        |       |        |       |  |  |
|                                 |        |       |        |       |  |  |
|                                 |        |       |        |       |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                 | 87     | 83    | 96     | 102   |  |  |
| Main-d'oeuvre                   |        |       |        |       |  |  |
| U.T.A. associés                 | 2      | 2     | 3      | 3     |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux           | 1      | 1     | 1      | 1     |  |  |
| U.T.A. salariés                 | 2      | 1     | 2      | 2     |  |  |
| Matériel - Installations        |        |       |        |       |  |  |
| Tracteurs (nombre)              | 3      |       | 4      |       |  |  |
| Tracteurs (puissance)           | 210 CV |       | 286 CV |       |  |  |
|                                 |        |       |        |       |  |  |
|                                 |        |       |        |       |  |  |
| Investissements réalisés        |        |       |        |       |  |  |
| a.                              |        |       |        |       |  |  |
| b.                              |        |       |        |       |  |  |
| c.                              |        |       |        |       |  |  |
| d.                              |        |       |        |       |  |  |
| e.                              |        |       |        |       |  |  |
| f.                              |        |       |        |       |  |  |
| Financement                     |        |       |        |       |  |  |
| a.                              |        |       |        |       |  |  |
| b.                              |        |       |        |       |  |  |
| c.                              |        |       |        |       |  |  |
| d.                              |        |       |        |       |  |  |
| e.                              |        |       |        |       |  |  |
| f.                              |        |       |        |       |  |  |

GROUPEMENT COMPLET N° XXI

Fiche technico-économique

|                                     | 1968    | 1969     | 1970     | 1971     |  |
|-------------------------------------|---------|----------|----------|----------|--|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |         |          |          |          |  |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |          |          |          |  |
| Cultures de vente                   | 190.296 | 246.658  | 338.407  | 332.825  |  |
| Bovins                              | 41.597  | 26.505   | 46.903   | 71.675   |  |
| Lait                                | 92.086  | 58.732   | 112.371  | 154.342  |  |
| Divers                              | 17.961  | 1.891    | 2.593    | 9.231    |  |
| Total                               | 341.940 | 333.786  | 500.274  | 568.073  |  |
| par ha S.A.U.                       | 2.320   | 2.255    | 2.570    | 3.010    |  |
| Répartition en %                    |         |          |          |          |  |
| Cultures de vente                   | 56      | 74       | 68       | 58       |  |
| Bovins sur surface fourragère       | 39      | 26       | 32       | 40       |  |
| <b>Charges réelles</b>              |         |          |          |          |  |
| Approvisionnements                  | 125.238 | 147.088  | 149.381  | 166.846  |  |
| Amortissements matériel             | 34.368  | 22.045   | 43.832   | 42.265   |  |
| Amortissements foncier              | 2.681   | 1.170    | 3.338    | 3.345    |  |
| Fermeage                            | 27.446  | 16.639   | 32.410   | 44.957   |  |
| Charges salariales                  | 18.740  | 10.919   | 20.253   | 27.065   |  |
| Autres charges réelles              | 31.390  | 35.933   | 71.466   | 89.067   |  |
| Frais financiers                    | 6.346   | 5.430    | 7.732    | 5.827    |  |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 30.000  | 34.400   | 40.000   | 44.500   |  |
| Valeur locative                     | 2.681   | 1.170    | 3.338    | 3.345    |  |
| Revenu d'exploitation brut          | 185.312 | 150.765  | 279.427  | 312.160  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 1.260   | 1.020    | 1.430    | 1.655    |  |
| Revenu d'exploitation net           | 150.944 | 128.720  | 235.595  | 269.895  |  |
| Revenu du travail                   | 90.817  | 76.511   | 159.847  | 177.093  |  |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 18.200  | 19.127   | 26.600   | 29.500   |  |
| Revenu du travail familial          | 72.077  | 65.592   | 139.594  | 150.028  |  |
| <b>BILAN - Actif</b>                |         |          |          |          |  |
|                                     |         | 31/12/69 | 31/12/70 | 31/12/71 |  |
| Aménagements de bâtiments           |         | 23.010   | 30.270   | 30.104   |  |
| Matériel                            |         | 176.037  | 217.020  | 209.823  |  |
| Cheptel vif                         |         | 153.650  | 204.350  | 163.000  |  |
| Titres de participation             |         | 48.745   | 52.637   | 69.225   |  |
| Capital circulant                   |         | 284.001  | 397.452  | 417.991  |  |
| Actif brut                          |         | 687.443  | 900.729  | 890.123  |  |
| - Passif                            |         |          |          |          |  |
| Capital propre                      |         | 164.602  | 183.299  | 189.633  |  |
| Subventions d'équipement            |         |          |          |          |  |
| Emprunts L.T. et M.T.               |         | 172.961  | 143.630  | 112.962  |  |
| Dettes et C.T.                      |         | 34.855   | 87.731   | 96.957   |  |
| Comptes d'associés                  |         | 205.871  | 284.173  | 319.470  |  |
| Résultats                           |         | 109.154  | 201.896  | 171.101  |  |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |         |          |          |          |  |
| Blé (quintaux/ha)                   | 40,4    | 43       | 47       | 46,5     |  |
| Orge ( " )                          | 29,3    | 32       | 27       | 35,5     |  |
| Betteraves (tonnes/ha)              | 56      | 39       | 48       |          |  |
| Lait - litres par vache et par an   | 4.063   |          | 3.867    | 3.950    |  |



G.A.E.C. COMPLET XXII (15)

Orientation T.E. : 14

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. s'est constitué au début de 1970 entre deux associés :

- A : 40 ans - 35 ha 50 en polyculture et 700 poules pondeuses;
- B : 43 ans - 36 ha en polyculture et 4 ha 10 de vignes, 5.000 poulets de chair.

Les deux exploitations sont situées dans la même commune mais à 2 km. 500 de distance. Elles ont une surface un peu supérieure à celle de leur voisinage (25 ha de moyenne). Cette région a des sols sableux; l'on y cultive de plus en plus de maïs, la vigne et les cultures légumières y tiennent une place appréciable. Il y a peu de bétail. L'un a suivi les cours d'une école d'agriculture, l'autre non.

COLLABORATION ANTERIEURE

C'est cette collaboration qui a entraîné peu à peu cette fusion des deux exploitations. Les associés avaient une partie de leur matériel en copropriété (ce qui n'empêche que durant la première année ils ont revendu 10.000 frs de matériel excédentaire) et ils s'entraidaient très fréquemment, surtout pour les récoltes, ceci depuis leur installation après leur père.

MOTIVATION

Les comptes entre les associés devenaient de ce fait de plus en plus difficiles à établir et, surtout, l'habitude du travail en commun était prise. L'occasion immédiate de la fusion fut la reprise des vignes de son père par un des associés; pour les cultiver il lui fallait s'équiper seul ou, mieux encore, travailler avec l'équipement de l'autre agriculteur. Ceci amena la fusion.

CREATION

De nombreuses réunions, avec le Centre de Gestion en particulier, ont préparé, en 6 mois, l'association des deux exploitations. Les épouses y ont participé.

Les évaluations d'apports furent effectuées par le Centre de Gestion et, afin d'équilibrer le plus possible les apports, le poulailler, assez récent de l'associé B, fut apporté en propriété au G.A.E.C. Les autres bâtiments, comme les terres, sont mis à la disposition du G.A.E.C. qui paie le fermage au propriétaire.

Pour les vignes, les plantations ont été évaluées et comptées dans le capital.

L'année prochaine, l'associé A va perdre environ 15 ha de terres et ses bâtiments (y compris un logement). Mais la S.A.F.E.R. lui a vendu 18 ha en 1970. Il les achète personnellement, de même qu'il fait construire sa maison. Par contre, un hangar a été construit aux frais du G.A.E.C. mais il y aurait une préemption sur ce hangar en cas de dissolution du G.A.E.C.

Après des prélèvements mensuels égaux (1.200 francs) et le versement d'un intérêt de 7 % au capital, ajoutons que les résultats sont partagés par moitié.

Le G.A.E.C. a un règlement intérieur depuis son démarrage, sa mise en application donne lieu à une discussion à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de remise des résultats.

#### FONCTIONNEMENT

Les responsabilités sont partagées :

- vignes, poulailler;
- cultures et contrats de semences.

Le travail est cependant fait très souvent en commun, chacun ayant sa spécialité selon les travaux effectués.

Les épouses travaillent pour le G.A.E.C. (poulailler, asperges, vignes) et tiennent chacune une partie de la comptabilité. Elles n'ont pas de rémunération distincte de celle de leur mari.

Il n'y a que des salariés saisonniers pour les vendanges et certains travaux.

Les associés se voient presque chaque jour. Pour assurer une meilleure information réciproque, le courrier arrive chez l'un et est classé chez l'autre. De ce fait, le G.A.E.C. n'a pas de pièce à usage de bureau.

Ils se réunissent (mais irrégulièrement et ils reconnaissent que c'est un tort) pour fixer le programme de travail du G.A.E.C. Pour les orientations ou



décisions, les réunions n'ont lieu qu'à l'occasion du passage du comptable que tout le monde reçoit.

### ENVIRONNEMENT

Un des associés est vice-président d'une importante coopérative, l'autre n'a pas d'engagements à l'extérieur. Cela suscite quelques difficultés, la compensation des absences du premier n'étant pas facile. Cependant, cette responsabilité a été acceptée d'un commun accord.

Le G.A.E.C. a une moissonneuse-batteuse en copropriété avec un autre agriculteur mais pratique peu l'entraide. Il a réalisé des échanges de terres à l'amiable avec ses voisins pour regrouper les parcelles de cultures.

Comme partout, le voisinage a accueilli le G.A.E.C. avec scepticisme et pensait que cela ne durerait pas. On le considère comme une grande exploitation et on le jalouse un peu.

### AVANTAGES ET INCONVENIENTS

Les associés mettent en avant la libération que leur a procuré le G.A.E.C., à la fois sur le plan des congés et des absences possibles et sur le plan de la spécialisation qui permet à chacun d'avoir l'esprit plus libre, tout en travaillant autant qu'auparavant.

Leur revenu s'est amélioré.

Et puis, le G.A.E.C. a permis à un associé de faire face plus facilement à l'achat de 18 ha de terres et à la construction de sa maison. Seul, il se demande comment il aurait pu affronter ces problèmes.

En contrepartie, ils reconnaissent que leurs tempéraments sont assez différents (l'un plus pointilleux, l'autre plus optimiste) et que, parfois, la décision commune n'est pas facile à prendre.

Et puis, il y a les absences de celui qui est vice-président de la coopérative. Mais tout cela n'empêche pas que chacun préfère avoir choisi la solution de la fusion.

### PROJETS

Du fait de l'achat de terres et de bâtiments, le G.A.E.C. n'a pas l'ambition d'investir actuellement.

Un associé préférerait agrandir la surface, l'autre intensifier sa productivité. Tous deux sont d'accord pour donner plus d'extension à l'exploitation (qui va perdre 15 ha en 1973).

Ils ont 8 enfants à eux deux, mais pour l'instant aucun n'est en âge d'entrer dans le G.A.E.C.

Les associés seraient d'accord pour admettre un nouvel associé si cela se présentait, ils sont persuadés que leur exploitation serait encore plus rentable ainsi et que la présence d'un troisième associé ne pourrait qu'améliorer leurs rapports.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 14, agriculture générale + aviculture.

Ce groupement résulte de la fusion, relativement récente, de deux exploitations de moyenne dimension. Sa surface est provisoirement supérieure à celle qui sera exploitée prochainement puisque la S.A.F.E.R. a mis à sa disposition (achat à réaliser par un associé) 18 ha dès la création (1970) pour compenser la disposition de 15 ha que le propriétaire reprendra à cet associé en 1973.

De ce fait, nous ne pouvons pas juger du résultat économique définitif de la fusion. Par contre, cela nous permet de constater ce qu'ont réalisé ces deux exploitations en fusionnant et en s'agrandissant de 20 ha.

Puisque nous disposons des résultats des associés pour l'année précédant la fusion, nous constatons que, dès la première année, le produit s'est accru proportionnellement à la surface : les productions de la nouvelle exploitation sont, en quelque sorte, l'addition de celles des précédentes.

Par ailleurs, le groupement n'a investi que peu : un hangar pour remplacer des bâtiments qu'il va perdre.

Mais il est intéressant de noter que, malgré l'augmentation des charges de main-d'oeuvre (en fait il y a moins d'aide-familiaux qu'auparavant), les charges ont augmenté moins vite que les produits. Ainsi, au lieu de 3 tracteurs (133 CV sur 72 ha) il n'y en a plus que 2 (111 CV sur 100 ha). Le revenu du travail s'est donc amélioré, passant de 75.000 francs avant la création à 107.000 puis 121.000 francs. Ramené à l'U.T.A., il a doublé et atteint 31.000 francs.

En conclusion, sans changement de système de production, cette fusion s'est traduite par une amélioration sensible du revenu des associés. Ceci est dû, en grande partie, à une augmentation de surface qui n'est que provisoire mais les associés sont bien décidés, soit à trouver de nouvelles terres, soit à pratiquer des productions plus intensives de façon à demeurer à un niveau de revenu plus élevé qu'auparavant.

GROUPEMENT COMPLET N° XXII

Fiche technico-économique

|                                 | Exploitations associées |                    |  |  | G.A.E.C. |        |
|---------------------------------|-------------------------|--------------------|--|--|----------|--------|
|                                 | A<br>1969               | B<br>1969          |  |  | 1970     | 1971   |
| Généralités                     |                         |                    |  |  |          |        |
| S.A.U. (en ha)                  | 35,50                   | 35,75              |  |  | 95       | 98     |
| % fermage                       | 100                     | 90                 |  |  | 97       | 97     |
| % propriété associée            |                         | 10                 |  |  | 3        | 3      |
| % propriété groupement          |                         |                    |  |  |          |        |
| Orientation technico-économique | 11 A                    | 41                 |  |  | 14       | 14     |
| Cultures pratiquées (en ha)     |                         |                    |  |  |          |        |
| Céréales                        | 21                      | 20,75              |  |  | 76       | 78,10  |
| Maïs - semences                 | 9,50                    | 10,50 (maïs-grain) |  |  | 10,60    | 11     |
| Légumes de plein champ          | 3,20                    | 0,40               |  |  | 3,30     | 1,90   |
| Vigne                           | 1,80                    | 4,10               |  |  | 5,30     | 7      |
| Bétail                          |                         |                    |  |  |          |        |
| Vaches laitières                | 3                       |                    |  |  | 2        | 2      |
| Poules pondeuses                | 200                     |                    |  |  |          |        |
| Poulets de chair (par an)       |                         | 25,000             |  |  | 24,000   | 24,000 |
|                                 |                         |                    |  |  |          |        |
| Nombre d'U.G.B.                 | 7                       | 175                |  |  | 170      | 170    |
| Main-d'oeuvre                   |                         |                    |  |  |          |        |
| U.T.A. associés                 | 1                       | 1                  |  |  | 2        | 2      |
| U.T.A. aide-familiaux           | 1                       | 1,20               |  |  | 0,50     | 0,50   |
| U.T.A. salariés                 | 0,25                    | 0,40               |  |  | 1,40     | 1,40   |
| Matériel - Installations        |                         |                    |  |  |          |        |
| Tracteurs (nombre)              | 1                       | 2                  |  |  | 2        | 2      |
| Tracteurs (puissance)           | 62 CV                   | 71 CV              |  |  | 111 CV   | 111 CV |
| Moissonneuse-batteuse           |                         |                    |  |  | 1/2      | 1/2    |
| Matériel irrigation             |                         |                    |  |  | x        | x      |
| Investissements réalisés        |                         |                    |  |  |          |        |
| a. Hangar                       |                         |                    |  |  |          | 30,000 |
| b.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| c.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| d.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| e.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| f.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| Financement                     |                         |                    |  |  |          |        |
| a.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| b.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| c.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| d.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| e.                              |                         |                    |  |  |          |        |
| f.                              |                         |                    |  |  |          |        |

GROUPEMENT COMPLET N° XXII

Fiche technico-économique

|                                     | 1969                         |         |  |  | G.A.E. C. |         |
|-------------------------------------|------------------------------|---------|--|--|-----------|---------|
|                                     | Exploitations associées<br>A | B       |  |  | 1970      | 1971    |
| COMPTE D'EXPLOITATION               |                              |         |  |  |           |         |
| Produit d'exploitation (en francs)  |                              |         |  |  |           |         |
| Cultures de vente                   | 59,947                       | 65,325  |  |  | 199,427   | 229,860 |
| Bovins                              | 2,717                        |         |  |  | 900       | 1,696   |
| Vignes                              | 10,121                       | 25,118  |  |  | 34,778    | 34,005  |
| Aviculture                          | 6,674                        | 89,040  |  |  | 118,030   | 84,199  |
| Divers                              | 2,000                        | 1,187   |  |  |           |         |
| Total                               | 81,459                       | 180,670 |  |  | 353,135   | 349,760 |
| par ha S.A.U.                       | 2,300                        | 5,100   |  |  | 3,700     | 3,550   |
| Répartition en %                    |                              |         |  |  |           |         |
| Cultures de vente                   | 74                           | 36      |  |  | 56        | 66      |
| Vignes                              | 12                           | 14      |  |  | 10        | 10      |
| Animaux hors-sol                    | 8                            | 50      |  |  | 34        | 24      |
| Charges réelles                     |                              |         |  |  |           |         |
| Approvisionnements                  | 21,215                       | 93,766  |  |  | 162,338   | 134,875 |
| Amortissements matériel             | 5,839                        | 11,926  |  |  | 15,250    | 19,162  |
| Amortissements foncier              | 3,721                        | -       |  |  | 10,780    | 11,760  |
| Fermeage                            | 3,628                        | 6,548   |  |  | 12,853    | 14,399  |
| Charges salariales                  | 4,136                        | 4,806   |  |  | 30,043    | 42,038  |
| Autres charges réelles              | 11,073                       | 13,725  |  |  | 34,080    | 37,996  |
| Frais financiers                    | 1,026                        | 1,969   |  |  | 1,290     | 2,216   |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 8,000                        | 7,500   |  |  | 10,500    | 10,600  |
| Valeur locative                     | 3,721                        | 500     |  |  | 10,780    | 11,760  |
| Revenu d'exploitation brut          | 49,171                       | 73,179  |  |  | 156,717   | 176,889 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 1,390                        | 2,050   |  |  | 1,650     | 1,800   |
| Revenu d'exploitation net           | 43,332                       | 61,253  |  |  | 141,467   | 157,727 |
| Revenu du travail                   | 27,983                       | 46,705  |  |  | 107,334   | 120,968 |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 12,400                       | 18,000  |  |  | 27,500    | 31,000  |
| Revenu du travail familial          | 23,847                       | 41,899  |  |  | 77,291    | 78,930  |
| BILAN - Actif                       |                              |         |  |  |           |         |
| Plantations                         |                              |         |  |  |           |         |
| Aménagements - constructions        | 24,887                       | 34,520  |  |  | 80,067    | 72,803  |
| Matériel irrigation                 | 31,166                       | 51,200  |  |  | 70,667    | 88,294  |
| Cheptel vif                         | 8,573                        |         |  |  | 4,650     | 4,446   |
| Titres de participation             | 6,452                        | 6,759   |  |  | 12,608    | 8,915   |
| Capital circulant                   | 88,695                       | 55,075  |  |  | 196,108   | 195,552 |
| Actif brut                          | 159,773                      | 147,554 |  |  | 364,100   | 370,000 |
| - Passif                            |                              |         |  |  |           |         |
| Capital propre                      | 100,982                      | 61,260  |  |  | 212,000   | 212,433 |
| Subventions d'équipement            |                              |         |  |  |           |         |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 21,484                       | 27,827  |  |  | 39,477    | 53,044  |
| Dettes et C.T.                      | 8,280                        | 6,504   |  |  | 40,177    | 26,744  |
| Comptes d'associés                  |                              |         |  |  |           |         |
| Résultats                           | 29,027                       | 51,963  |  |  | 72,446    | 72,786  |
| RENDEMENTS                          |                              |         |  |  |           |         |
| Blé (quintaux/ha)                   | 50                           | 54,9    |  |  | 37        | 45      |
| Orge ( " )                          | 46,7                         | 43,5    |  |  |           |         |
| Mais ( " )                          | 42,7                         | 43      |  |  | 65        | 66      |
| Blé dur ( " )                       |                              |         |  |  | 31        | 31      |



GROUPEMENT COMPLET XXIII (15)

Orientation T.E. : 33 F

HISTORIQUE DU GROUPEMENT

Trois agriculteurs et un technicien agricole, qui reprenait une exploitation, firent, en 1964, le projet de mettre en commun leur élevage laitier (donc seulement une branche de leurs exploitations).

Les surfaces respectives étaient de 20 - 30 et 40 ha et leurs âges s'étagaient entre 28 et 39 ans. Ces exploitations, comme celles de la région, étaient surtout tournées vers la production laitière et leurs surfaces correspondaient à la moyenne de la région. Elles totalisaient 40 vaches laitières et se trouvaient à quelques kilomètres les unes des autres.

Après une année de réflexion, les décrets d'application pour les G.A.E.C. n'ayant paru qu'en décembre 1964, ils décidèrent de travailler dans la structure suivante :

- une C.U.M.A. construisant l'étable et propriétaire des bâtiments et du matériel nécessaires;
- une association en participation (avec contrat écrit) destinée à exploiter le troupeau lui appartenant, ceci en louant les installations à la C.U.M.A

La dualité de la forme juridique n'était pas un obstacle à la marche de l'association puisque les mêmes hommes se retrouvaient dans les deux groupements.

Mais les investissements étaient lourds (250.000 francs) et les résultats économiques des premières années furent mauvais. Ces déficits étaient dus à la fois à la médiocre qualité et à l'hétérogénéité du troupeau au départ et, plus encore, à la difficulté d'organisation du travail par suite d'une entente difficile entre les associés.

En juillet 1969, deux associés se retirèrent, en cédant la quasi totalité de leurs parts de C.U.M.A. aux deux autres. Un accord précis fut élaboré à cette occasion avec l'aide de la Chambre d'Agriculture. Cet accord prévoyait, en particulier, un remboursement échelonné sur 9 ans, avec 3 ans de différé, par

les associés qui reprenaient l'étable.

Les deux associés qui conservaient l'étable avaient fusionné complètement leurs exploitations dès 1966. Ils ne créèrent cependant pas de G.A.E.C., notamment parce qu'ils considéraient leur association comme fragile étant donné les difficultés économiques. Ils sont donc en groupement de fait.

Cependant, la Caisse de Crédit Agricole accorde maintenant les prêts au nom de cette société non déclarée.

Actuellement, la C.U.M.A. subsiste, les deux anciens associés ont gardé chacun une part, ceci pour qu'ils conservent leur responsabilité en cas d'échec, puis qu'ils ont partagé à l'initiative des investissements qu'il reste maintenant à amortir.

#### MOTIVATION - CONSTITUTION

Les motifs de cette réalisation sont assez évidents : c'est à la fois le désir de créer une étable de conception rationnelle (70 places) destinée à améliorer la rentabilité et d'être libérés des contraintes de la production laitière à l'échelon individuel.

Nous avons vu les formes juridiques de l'association. Sa constitution, dès 1965, fut suivie de près par le service de développement agricole de la Chambre d'Agriculture et le Centre de Gestion qui aidèrent et encouragèrent l'initiative, puis la soutinrent dans ses difficultés.

#### FONCTIONNEMENT

Il nous faut distinguer les deux périodes de la vie du groupement :

1. Etant quatre, ils exploitaient une étable collective mais chacun conservait ses propres soucis et travaux d'exploitation personnelle.

Durant les trois premières années, le travail quotidien de l'étable était effectué par les associés deux par deux, par année entière à tour de rôle. En fait, l'un ne participait jamais aux travaux. Bien entendu, les associés étaient rémunérés pour le travail. Les autres participaient aux travaux de récolte (foin, ensilage, paille) et l'enlèvement du fumier.

Même ainsi organisé, le travail était une source de difficultés entre les associés, certains ayant tendance à privilégier celui de leur propre exploitation, notamment pour les récoltes de fourrage.



2. Depuis que les deux associés sont seuls en groupement complet, ils prennent pratiquement ensemble toutes les responsabilités. Comme ils sont à 5 km. l'un de l'autre et que l'étable est chez l'un d'eux c'est lui qui assure le plus de surveillance. C'est cependant l'autre qui assume les ventes d'animaux et les génisses sont dans ses bâtiments.

Ils ont un salarié, de 30 ans, qui est vacher. Ils ne seraient pas opposés à lui donner le statut d'associé, mais ce salarié n'a pas un comportement qui permette de l'envisager. Le vacher travaille un dimanche sur deux et les associés le remplacent à tour de rôle.

Les épouses ne travaillent pas sur le G.A.E.C. (12 enfants dans les deux ménages). Une d'entre elles tient la comptabilité et le secrétariat mais le courrier arrive chez l'autre de façon à assurer une bonne liaison entre les deux associés.

Les résultats sont partagés par moitié, mais il n'y a pas de prélèvements fixes mensuels : les associés reconnaissent que c'est un tort car cela manque de rigueur, surtout vu leur situation financière difficile.

Les associés se voient chaque jour mais n'ont pas de réunions régulières : ils font "un tour d'horizon" de temps à autre, souvent avec leurs épouses.

Ils ont un règlement intérieur qui règle, en particulier, la question des bâtiments mis à disposition par chacun (entretien, amélioration) et de terres, chacun recevant un fermage assez élevé par les terres dont il est propriétaire (5 quintaux de blé).

#### ENVIRONNEMENT

Dans les conditions de fonctionnement de l'association durant les premières années les critiques n'ont pas manqué. Ces réactions défavorables sont de deux sortes : "ça ne tiendra pas" et "c'est notre mort", donc, à la fois scepticisme et crainte, voire même jalousie. Celle-ci porte maintenant, en particulier, sur le fait que le groupement a un bon troupeau, que le travail se fait sans surcharge et que le lait est vendu au détail dans les épiceries de la petite ville voisine (300 litres par jour dans des épiceries d'une ville de 3.000 habitants, ce qui procure, toutes charges déduites, une valorisation de 10 centimes de plus par litre de lait).

Les associés n'ont pas d'engagements professionnels ou civiques. Le groupement pratique l'entraide avec des voisins pour l'ensilage.

### AVANTAGES - DIFFICULTES

Si c'était à refaire, les deux associés feraient ce qu'ils ont réalisé actuellement, mais certainement pas comme cela a été démarré à quatre. C'est une fausse manoeuvre qui a été très près d'aboutir à un échec complet.

Ils attribuent, avec juste raison, ces grandes difficultés à la mise en commun partielle d'un secteur essentiel de l'exploitation. Dans une telle entreprise, il est extrêmement difficile que l'un ou l'autre ne pense pas d'abord à sa propre exploitation et cela entraîne les autres à en faire autant. Pourtant la préparation avait soigneusement été étudiée entre les 4 associés et avec les techniciens.

Sous sa nouvelle forme, l'association les satisfait :

- économie importante d'installations et de matériel, meilleure adaptation;
- travail plus vite fait;
- possibilité d'avoir un troupeau mieux conduit et plus important, possibilité également d'intensifier par la vente du lait en bouteilles;
- enfin, sécurité en cas de maladie.

Ils ne sont pas partisans (et cela se comprend) de s'associer avec un autre exploitant. Ils estiment d'ailleurs que plus les associés sont nombreux et plus les questions de détail prennent de l'importance (rythme de travail, horaires, etc ...).

### PROJETS

Le G.A.E.C. commence à peine et péniblement encore à faire face à ses problèmes financiers. Aussi n'a-t-il pas d'autres projets que d'améliorer la production laitière et de passer progressivement (par élevage intense) à 70 vaches (45 actuellement).

Si, à l'avenir, un de leurs enfants veut rentrer dans le G.A.E.C. ils en seront heureux, sinon ils pensent qu'en se retirant ils pourront revendre leurs parts à d'autres associés.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 31, bovins laitiers + cultures.

Ce groupement a connu plusieurs étapes qu'il était intéressant de décrire.

5 ans après le démarrage d'une étable en fusion partielle, il s'est stabilisé

sous la forme d'une fusion complète de 2 exploitations, qui ont repris l'étable construite au départ entre 4 exploitants.

Nous devons donc nous limiter à étudier la situation économique des deux années de ce groupement sans pouvoir la comparer à une situation antérieure.

La surface exploitée est moyenne (90 ha, soit 30 ha par U.T.A.) et la situation financière est assez précaire, le groupement devant à la société initiale (une C.U.M.A.) une somme importante qui correspond à la valeur du bâtiment.

Il est remarquable de constater que la production animale (bovins laitiers) s'est améliorée dès la seconde année, la production laitière passant de 60.000 à 100.000 francs.

Malgré une augmentation des charges d'approvisionnement (les autres charges sont restées stables), le revenu s'est donc amélioré puisque le revenu d'exploitation net a augmenté de 11.000 francs et le revenu du travail par travailleur, bien que progressant de 5.000 à 8.000 francs, reste assez faible et l'exploitation doit encore s'améliorer pour faire face à ses difficultés financières.

En résumé, nous constatons, cette fois encore, qu'en production animale dominante les résultats sont assez lents à progresser, ceci en face d'investissements assez lourds. Dans le cas présent, les problèmes d'entente entre associés ont, de plus, entravé au départ le bon fonctionnement économique de l'entreprise. Il semble que maintenant l'équilibre soit atteint et l'on constate déjà des améliorations sensibles : ceci montre l'importance du bon fonctionnement social des groupements pour obtenir des résultats économiques satisfaisants.

GROUPEMENT COMPLET N° XXIII

Fiche technico-économique

|                                 | Groupement complet |      | C.U.M.A. |  |  |  |
|---------------------------------|--------------------|------|----------|--|--|--|
|                                 | 1970               | 1971 |          |  |  |  |
| Généralités                     |                    |      |          |  |  |  |
| S.A.U. (en ha)                  | 88                 | 88   |          |  |  |  |
| % fermage                       |                    |      |          |  |  |  |
| % propriété associés            |                    |      |          |  |  |  |
| % propriété groupement          |                    |      |          |  |  |  |
| Orientation technico-économique | 31                 | 31   |          |  |  |  |
| Cultures pratiquées (en ha)     |                    |      |          |  |  |  |
| Céréales                        | 23,1               |      |          |  |  |  |
| Maïs - grain                    | 18,4               |      |          |  |  |  |
| Fourrages                       | 46,5               |      |          |  |  |  |
|                                 |                    |      |          |  |  |  |
| Bétail                          |                    |      |          |  |  |  |
| Vaches laitières                | 57                 | 55   |          |  |  |  |
|                                 |                    |      |          |  |  |  |
|                                 |                    |      |          |  |  |  |
|                                 |                    |      |          |  |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                 | 90                 | 92   |          |  |  |  |
| Main-d'œuvre                    |                    |      |          |  |  |  |
| U.T.A. associés                 | 2                  | 2    |          |  |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux           |                    |      |          |  |  |  |
| U.T.A. salariés                 | 1                  | 1    |          |  |  |  |
| Matériel - Installations        |                    |      |          |  |  |  |
|                                 |                    |      |          |  |  |  |
|                                 |                    |      |          |  |  |  |
|                                 |                    |      |          |  |  |  |
| Investissements réalisés        |                    |      |          |  |  |  |
| a.                              |                    |      |          |  |  |  |
| b.                              |                    |      |          |  |  |  |
| c.                              |                    |      |          |  |  |  |
| d.                              |                    |      |          |  |  |  |
| e.                              |                    |      |          |  |  |  |
| f.                              |                    |      |          |  |  |  |
| Financement                     |                    |      |          |  |  |  |
| a.                              |                    |      |          |  |  |  |
| b.                              |                    |      |          |  |  |  |
| c.                              |                    |      |          |  |  |  |
| d.                              |                    |      |          |  |  |  |
| e.                              |                    |      |          |  |  |  |
| f.                              |                    |      |          |  |  |  |

GROUPEMENT COMPLET N° XXIII

Fiche technico-économique

|                                     | Groupement complet |          | C.U.M.A.            |          |          |          |
|-------------------------------------|--------------------|----------|---------------------|----------|----------|----------|
|                                     | 1970               | 1971     |                     |          |          |          |
| COMPTE D'EXPLOITATION               |                    |          |                     |          |          |          |
| Produit d'exploitation (en francs)  |                    |          |                     |          |          |          |
| Cultures de vente                   | 73.179             | 72.625   |                     |          |          |          |
| Bovins                              | 39.935             | 26.226   |                     |          |          |          |
| Lait                                | 60.579             | 100.972  |                     |          |          |          |
| Divers                              | 2.000              |          |                     |          |          |          |
| Total                               | 175.693            | 199.823  |                     |          |          |          |
| par ha S.A.U.                       | 2.000              | 2.280    |                     |          |          |          |
| Répartition en %                    |                    |          |                     |          |          |          |
| Cultures                            | 41                 | 36       |                     |          |          |          |
| Bovins sur surface fourragère       | 57                 | 64       |                     |          |          |          |
| Charges réelles                     |                    |          |                     |          |          |          |
| Approvisionnements                  | 74.081             | 94.045   |                     |          |          |          |
| Amortissements matériel             | 13.412             | 12.696   |                     |          |          |          |
| Location à la C.U.M.A.              | 27.767             | 23.973   |                     | 19.826   | 15.001   | 13.758   |
| Fermeage                            | 18.871             | 18.730   |                     |          |          |          |
| Charges salariales                  | 13.815             | 18.878   |                     |          |          |          |
| Autres charges réelles              | 11.058             | 8.902    |                     |          |          |          |
| Frais financiers                    | 4.280              | 10.190   |                     |          |          |          |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 15.500             | 16.500   |                     |          |          |          |
| Valeur locative                     |                    |          |                     |          |          |          |
| Revenu d'exploitation brut          | 90.554             | 96.876   |                     |          |          |          |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 1.030              | 1.100    |                     |          |          |          |
| Revenu d'exploitation net           | 49.375             | 60.207   |                     |          |          |          |
| Revenu du travail                   | 15.004             | 24.977   |                     |          |          |          |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 5.000              | 8.325    |                     |          |          |          |
| Revenu du travail familial          | 1.189              | 8.477    |                     |          |          |          |
| BILAN - Actif                       |                    |          | 31/12/65            | 31/12/69 | 31/12/70 | 31/12/71 |
| Terrain                             |                    |          | 18.900              | 18.900   | 18.900   | 18.900   |
| Bâtiments                           |                    | 1.941    | 145.528             | 112.646  | 105.304  | 97.761   |
| Matériel                            | 63.714             | 64.438   | 76.816              | 30.087   | 22.428   | 16.213   |
| Cheptel vif                         | 104.600            | 105.850  |                     |          |          |          |
| Titres de participation             | 62.245             | 62.471   |                     | 2.105    | 2.105    | 2.105    |
| Capital circulant                   | 85.038             | 100.714  | Créance sur le GAEC | 74.342   | 94.317   | 96.380   |
| Actif brut                          | 315.597            | 335.414  | 241.244             | 238.080  | 243.054  | 231.359  |
| - Passif                            |                    |          |                     |          |          |          |
| Capital propre                      | 77.900             | 77.900   | 62.100              | 62.100   | 62.100   | 62.100   |
| Subventions d'équipement            |                    |          | 41.090              | 36.760   | 35.317   | 33.874   |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 100.966            | 106.052  | 138.054             | 138.702  | 128.939  | 118.687  |
| Dettes et C.T.                      | 136.980            | 153.951  |                     | 518      | 16.698   | 16.698   |
| Comptes d'associés                  | - 6.022            | - 20.820 |                     |          |          |          |
| Résultats                           | 5.973              | 18.331   |                     |          |          |          |
| RENDEMENTS                          |                    |          |                     |          |          |          |
| Orge (quintaux/ha)                  | 36                 |          |                     |          |          |          |
| Mais ( " )                          | 70                 |          |                     |          |          |          |
| Blé ( " )                           | 35                 |          |                     |          |          |          |
| Lait - litres par vache et par an   | 3.800              |          |                     |          |          |          |



G.A.E.C. COMPLET XXIV (15)

Orientation T.E. : 41

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. s'est constitué en 1967 entre deux associés :

- A : 35 ans - 40 ha - 8 vaches laitières - 12 truies - 150 porcs vendus par an.
- B : 25 ans - 60 ha - 12 vaches laitières.

Ce sont des exploitations de surface un peu au-dessus de la moyenne de celle de leur région, l'élevage est prédominant dans cette région aux sols assez humides.

Les deux associés sont cousins assez éloignés. Les exploitations sont distantes de 800 mètres. L'un d'eux seulement a suivi les cours d'une école d'agriculture.

COLLABORATION ANTERIEURE

Un des associés travaillait depuis 1956 avec son père et ils collaboraient sous forme d'entraide et de matériel en copropriété avec le père du second associé. Ils avaient acheté une presse à fourrage ensemble, en 1958, puis une moissonneuse-batteuse en 1963.

MOTIVATION

Le second associé s'est installé à son tour, en 1965, et rapidement ils ont vu les inconvénients que représente l'utilisation des mêmes machines de récolte sur deux exploitations distinctes, surtout quand le temps est incertain. Les comptes entre eux étaient de plus en plus compliqués.

Surtout, ils avaient compris que le travail en commun était plus simple et offrait plus de possibilités. C'est ainsi qu'ils en vinrent à l'idée de fusion des exploitations, idée qu'ils murirent d'abord seuls, puis avec l'aide d'un notaire, durant une année.

### CONSTITUTION

Le notaire avait fait un premier projet de statuts mais il présentait des lacunes sur le plan de l'estimation des apports et le Comité d'agrément des G.A.E.C. les orienta sur le Centre de Gestion.

Les associés se sont arrangés (avec les emprunts personnels) pour égaliser leurs apports de sorte que les capitaux sont égaux et les résultats sont partagés par moitié.

Ils étaient fermiers en totalité tous les deux et le G.A.E.C. paie lui-même les fermages. En 1969, un associé a dû acheter 26 ha qu'il louait et si l'achat a été réalisé à son compte, son associé l'a aidé par une avance d'argent du G.A.E.C.

Un hangar a été construit par un associé, à ses frais, le G.A.E.C. en paie la location en versant les intérêts de l'emprunt qui a été contracté.

### FONCTIONNEMENT

De par la disposition des bâtiments, un associé est responsable de l'étable de vaches laitières qui est chez lui, et l'autre de la porcherie dans ses bâtiments. Ils se remplacent pour les soins aux animaux chaque fois que l'un ou l'autre en a besoin.

Les associés se voient chaque jour et décident du travail à cette occasion. Ils se réunissent à intervalles irréguliers mais prennent toutes les décisions en commun et avec leurs épouses.

Les travaux sont effectués ensemble, chacun se spécialisant selon le travail accompli.

Les épouses travaillent toutes deux dans le G.A.E.C., chacune pour aider aux soins des animaux qui sont dans leurs bâtiments. Mais l'une d'entre elles est assez souvent malade, or leurs rémunérations ne sont pas distinctes de celles de leurs maris. Ceci n'engendre pas de difficultés mais ils conviennent qu'il serait préférable de rémunérer chacune selon le temps passé afin que celle qui est malade ne se sente pas gênée si elle travaille moins.

### ENVIRONNEMENT

Un associé est administrateur de la Caisse de Crédit Agricole, l'autre n'a pas d'engagements extérieurs. Ils cherchent à ne pas prendre trop de responsabilités dans divers organismes pour ne pas créer de difficultés sur le plan des absences.



Il existe une C.U.M.A. dans la commune (moissonneuse-batteuse, presse, etc...) mais le G.A.E.C. se suffit à lui-même et n'y participe pas. Il fait cependant un peu d'entraide avec ses voisins (traitements, ensilage).

Le voisinage a critiqué le G.A.E.C. et l'envie, il ressent que la formule est bonne, mais chacun a peur de perdre son indépendance.

#### AVANTAGES - DIFFICULTES

Les associés citent, dans l'ordre, les avantages suivants :

- économie de matériel, tout en étant mieux équipés;
- libération, surtout pour leurs épouses;
- l'achat de terres a été plus facile à réaliser sur le plan financier.

De plus, l'associé dont la femme est malade aurait eu beaucoup de mal à continuer une exploitation normale s'il était seul.

Ils estiment qu'il y a moins de contraintes et de perte d'indépendance en G.A.E.C. qu'en récoltant en C.U.M.A. ou en matériel acheté entre plusieurs.

La seule vraie difficulté du G.A.E.C. est la maladie d'une des épouses mais cela ne compromet pas son avenir. Il faut simplement trouver les aménagements nécessaires.

#### PROJETS

Le G.A.E.C. n'a fait qu'utiliser les installations existantes avec quelques aménagements et développer les productions existantes. Il semble commencer à prendre conscience qu'il pourrait procéder à de meilleurs aménagements pour travailler plus rationnellement et éventuellement intensifier la production tout en la simplifiant.

Les associés sont tout à fait partisans d'incorporer un troisième associé s'ils le trouvent. Ils estiment que la dimension de l'exploitation serait optimum et que les avantages cités plus haut seraient plus nets encore.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 41, porcs + cultures + bovins laitiers.

Ce groupement résulte de la fusion de deux exploitations distinctes. Il présente une assez grande stabilité dans ses structures depuis sa création puisque sa surface n'a augmenté que de 2 ha. La main-d'oeuvre n'a pas varié

(uniquement familiale) et le matériel utilisé n'a pas subi non plus de changements. Le groupement n'a réalisé aucun investissement durant ses quatre premières années.

Le système de production a, par contre, évolué depuis la création. La surface des cultures de vente s'est étendue aux dépens de la surface fourragère, par intensification de celle-ci, et la production porcine est en expansion. En production bovine, le lait fait peu à peu place à la production de viande.

En examinant les produits successifs l'on constate une forte augmentation, due au secteur végétal et aux porcs : le produit des cultures est, en effet, passé de 40.500 francs en 1968 à 99.600 francs en 1970, soit de 1.000 francs par ha à 1.900 francs (1971 a malheureusement connu de très mauvais rendements qui ont fait retomber ce produit à 1.450 francs par ha). Le produit des porcs a également presque doublé, atteignant 93.000 francs en 1971. Quant à celui des bovins, il a un peu baissé du fait du remplacement partiel de la production laitière par celle de boeufs.

Cependant, la surface fourragère a diminué (de 48 à 42 ha) de sorte que la productivité des surfaces reste identique (1.500 francs par ha).

Au total, le produit est passé de 167.000 francs en 1968 à 261.000 francs en 1970 et 227.000 francs en 1971 (année de mauvais rendements végétaux).

Les charges ont augmenté également mais moins que les produits de sorte que le résultat s'est amélioré d'année en année. Malheureusement, la mauvaise récolte de 1971 l'a ramené au niveau de 1968. Les revenus d'exploitation brut et net ont augmenté de 60 % entre 1968 et 1970 et le revenu du travail, qui s'élevait à 15.000 francs par travailleur en 1968, est passé à 26.000 francs puis à 33.000 francs.

Le résultat économique de ce groupement est donc très positif, si l'on excepte la dernière année; cela n'est pas dû à une augmentation de surface et a été obtenu sans investissements. Les améliorations proviennent de l'intensification de la production : meilleure productivité des surfaces et développement de la production porcine.

GROUPEMENT COMPLET N° XXIV

Fiche technico-économique

|                                 | 1968   | 1969   | 1970   | 1971   |  |  |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|--|--|
| Généralités                     |        |        |        |        |  |  |
| S.A.U. (en ha)                  | 89     | 89     | 92     | 91     |  |  |
| % fermage                       | 71     | 71     | 58     | 58     |  |  |
| % propriété associés            | 29     | 29     | 42     | 42     |  |  |
| % propriété groupement          |        |        |        |        |  |  |
| Orientation technico-économique | 34     | 31     | 14     | 41     |  |  |
| Cultures pratiquées (en ha)     |        |        |        |        |  |  |
| Céréales                        | 41     | 49,5   | 52     | 40     |  |  |
| Maïs - grain                    | -      | 1      | -      | 9      |  |  |
| Cultures fourragères            | 46,5   | 34     | 31     | 32     |  |  |
| Prairies permanentes            | 1,5    | 4,5    | 9      | 10     |  |  |
| Bétail                          |        |        |        |        |  |  |
| Vaches laitières                | 20     | 22     | 15     | 12     |  |  |
| Boeufs vendus                   | 15     | 22     | 28     | 32     |  |  |
| Truies                          | 10     | 12     | 16     | 19     |  |  |
| Porcs gras vendus               | 122    | 130    | 176    | 282    |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                 | 101    | 101    | 115    | 145    |  |  |
| Main-d'oeuvre                   |        |        |        |        |  |  |
| U.T.A. associés                 | 2      | 2      | 2      | 2      |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux           | 0,6    | 0,6    | 0,6    | 0,6    |  |  |
| U.T.A. salariés                 |        |        |        |        |  |  |
| Matériel - Installations        |        |        |        |        |  |  |
| Tracteurs (nombre)              | 3      | 3      | 3      | 3      |  |  |
| Tracteurs (puissance)           | 124 CV | 124 CV | 124 CV | 124 CV |  |  |
| Moissonneuse-batteuse           | 1      | 1      | 1      | 1      |  |  |
| Presse à fourrage               | 1      | 1      | 1      | 1      |  |  |
| Investissements réalisés        |        |        |        |        |  |  |
| a.                              |        |        |        |        |  |  |
| b.                              |        |        |        |        |  |  |
| c.                              |        |        |        |        |  |  |
| d.                              |        |        |        |        |  |  |
| e.                              |        |        |        |        |  |  |
| f.                              |        |        |        |        |  |  |
| Financement                     |        |        |        |        |  |  |
| a.                              |        |        |        |        |  |  |
| b.                              |        |        |        |        |  |  |
| c.                              |        |        |        |        |  |  |
| d.                              |        |        |        |        |  |  |
| e.                              |        |        |        |        |  |  |
| f.                              |        |        |        |        |  |  |

GROUPEMENT COMPLET N° XXIV

Fiche technico-économique

|                                     | 1968    | 1969    | 1970    | 1971    |  |  |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|--|--|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |         |         |         |         |  |  |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |         |         |  |  |
| Cultures de vente                   | 40.555  | 74.650  | 99.642  | 70.512  |  |  |
| Bovins laitiers                     | 74.283  | 84.442  | 77.653  | 62.356  |  |  |
| Porcs                               | 51.486  | 58.339  | 80.918  | 92.846  |  |  |
| Divers                              | 967     | 757     | 3.116   | 1.248   |  |  |
| Total                               | 167.291 | 218.188 | 261.329 | 226.962 |  |  |
| par ha S.A.U.                       | 1.880   | 2.450   | 2.850   | 2.500   |  |  |
| Répartition en %                    |         |         |         |         |  |  |
| Agriculture générale                | 24      | 34      | 38      | 31      |  |  |
| Bovins sur surface fourragère       | 44      | 39      | 30      | 27      |  |  |
| Porcs                               | 31      | 27      | 31      | 42      |  |  |
| Charges réelles                     |         |         |         |         |  |  |
| Approvisionnements                  | 79.263  | 95.927  | 117.420 | 119.585 |  |  |
| Amortissements matériel             | 7.471   | 11.745  | 10.744  | 14.325  |  |  |
| Amortissements foncier              | 2.000   | 1.350   | 1.950   | -       |  |  |
| Ferme                               | 13.527  | 13.746  | 13.573  | 13.106  |  |  |
| Charges salariales                  | 3.440   | 3.472   | 3.951   | 3.317   |  |  |
| Autres charges réelles              | 13.657  | 14.782  | 18.390  | 25.296  |  |  |
| Frais financiers                    | 1.190   | 2.255   | 1.821   | 1.292   |  |  |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 13.000  | 13.500  | 14.500  | 14.500  |  |  |
| Valeur locative                     | 2.000   | 1.350   | 1.950   |         |  |  |
| Revenu d'exploitation brut          | 74.371  | 107.479 | 125.519 | 82.081  |  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 840     | 1.200   | 1.360   | 905     |  |  |
| Revenu d'exploitation net           | 66.900  | 95.734  | 114.775 | 67.756  |  |  |
| Revenu du travail                   | 38.373  | 67.138  | 84.752  | 40.150  |  |  |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 14.750  | 25.900  | 32.600  | 15.400  |  |  |
| Revenu du travail familial          | 34.933  | 63.666  | 80.801  | 36.833  |  |  |
| BILAN - Actif                       |         |         |         |         |  |  |
| Matériel et installations           | 83.505  | 78.704  | 85.241  | 95.700  |  |  |
| Cheptel vif                         | 92.500  | 106.600 | 108.900 | 64.100  |  |  |
| Titres de participation             | 2.344   | 2.894   | 2.994   | 3.464   |  |  |
| Capital circulant                   | 81.549  | 94.293  | 106.052 | 116.972 |  |  |
| Actif brut                          | 259.898 | 282.491 | 303.187 | 280.236 |  |  |
| - Passif                            |         |         |         |         |  |  |
| Capital propre                      | 176.200 | 177.295 | 179.781 | 223.315 |  |  |
| Subventions d'équipement            |         |         |         |         |  |  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 14.604  | 33.200  | 27.918  | 22.513  |  |  |
| Dettes et C.T.                      | 47.188  | 22.311  | 25.569  | 9.508   |  |  |
| Comptes d'associés                  |         |         |         |         |  |  |
| Résultats                           | 21.906  | 49.685  | 69.919  | 24.900  |  |  |
| RENDEMENTS                          |         |         |         |         |  |  |
| Blé (quintaux/ha)                   | 35      | 43      | 44      | 28      |  |  |
| Orge ( " )                          | 24      | 25,5    | 36      | 20      |  |  |
| Lait - litres par vache et par an   | 4.100   | 4.500   | 4.000   | 4.200   |  |  |

G.A.E.C. COMPLET XXV (15)

Orientation T.E. : 11 A

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Les associés sont 2 frères qui avaient 29 et 39 ans à la création et exploitaient 49 et 31 ha, le premier ayant 12 vaches laitières et l'autre engraisant 50 porcs par an.

Leurs exploitations sont situées à 7 km. de distance.

MOTIVATION - COLLABORATION ANTERIEURE

En 1963, le plus âgé eut à reprendre l'exploitation de son beau-père, soit 25 ha, dans la même commune que celle de son frère. Ils travaillèrent d'abord en entraide, se remplaçant l'un l'autre, puis en viennent à penser qu'une seule exploitation serait à la fois plus facile et plus efficace. C'est alors qu'ils décidèrent de fusionner les 2 (ou 3) exploitations et travaillèrent en société de fait jusqu'en 1967, année où ils donnèrent à leur association le statut juridique de G.A.E.C. (pour 30 ans).

FONCTIONNEMENT

Le risque de la fusion entre 2 frères est de s'arranger le plus souvent au gré des circonstances, sans prévoir beaucoup à l'avance.

De fait, il n'y a pas de véritable partage de responsabilités, chacun surveille, en priorité, ce qui se fait sur son exploitation. Mais tout le travail est fait en commun, il est décidé au cours des contacts quotidiens entre les deux frères. Chacun a acquis peu à peu une spécialisation par nature des travaux.

Il en est de même de leur ouvrier qui est laissé très libre dans son travail. Les associés aimeraient l'intéresser davantage à la marche de l'exploitation et à ses résultats mais ne savent pas comment y parvenir.

Les capitaux étant sensiblement égaux, les résultats sont partagés par moitié mais l'un des associés a des besoins supérieurs, ayant 6 enfants qui poursuivent des études, et prélève davantage : il est débiteur vis-à-vis du G.A.E.C.

Les épouses travaillent assez peu dans l'exploitation. Cependant, elles se partagent les travaux de secrétariat et de comptabilité, ce qui concourt à une

bonne information réciproque entre les deux familles.

Il existe un règlement intérieur mais qui ne prévoit guère que l'indemnisation des biens mis à la disposition du G.A.E.C. (bâtiments et terre) et celles des associés (prélèvements mensuels, frais divers).

#### ENVIRONNEMENT

Les associés ont chacun plusieurs engagements professionnels ou civiques. Le G.A.E.C. collabore de moins en moins avec les exploitations voisines, il se suffit à lui-même.

Il est très surveillé par les voisins qui obtiennent, en général, de bons résultats et qui pensaient que le G.A.E.C. ne réussirait pas.

#### AVANTAGES

Le G.A.E.C. apparaît aux associés comme une "nécessité économique" pour que l'exploitation reste compétitive.

Ils apprécient la libération de l'esprit, que le fait d'être deux à diriger, leur procure et, évidemment, la possibilité de prendre des congés.

Par contre, ils ressentent un certain manque de rigueur dans leurs arrangements, pour l'organisation du travail en particulier.

#### PROJETS - AVENIR

Le G.A.E.C. a commencé en 1971 un élevage de canards qui a produit 60.000 francs et produira 100.000 francs en 1972.

Les associés aimeraient se regrouper avec un ou deux associés nouveaux s'ils les trouvaient. Ils estiment qu'ils atteindraient alors la meilleure dimension. Pour eux-mêmes, ils ne cherchent pas à s'agrandir, surtout par achats de terres, sauf dans le cas où un des grands fils viendrait travailler sur le G.A.E.C.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique 11 A : agriculture générale.

Il s'agit d'une fusion déjà ancienne, entre 2 frères exploitant séparément, et qui s'est caractérisée par une augmentation progressive mais importante de la surface exploitée. Celle-ci est, en effet, passée de 80 ha en 1961 à 117 ha en 1968, puis 150 ha en 1971. Cependant, la main-d'oeuvre n'a pas augmenté : 4 U.T.A. en 1961 comme en 1971, sa productivité a donc largement progressé : 37 ha par U.T.A. contre 20 ha 10 ans plutôt (et 116.000 francs par

U.T.A. contre 25.000 francs).

Depuis la fusion le produit a augmenté considérablement, passant de 2.300 francs/ha en 1968 à 3.100 francs en 1971. En fait, le produit des cultures, ramené à l'hectare, n'a pas progressé mais la surface fourragère qui était très peu productive a été convertie partiellement en maïs/grain. De plus, la production avicole (volailles de chair) s'est développée ces dernières années. Il est bon de noter qu'avant la fusion les exploitations pratiquaient un système de production plus varié, avec des productions laitière et avicole. Le produit n'était que de 1.200 francs par ha, soit beaucoup moins élevé, même compte tenu de la dépréciation de la monnaie.

Le groupement a très peu investi depuis sa création. Il a augmenté son matériel parallèlement à l'extension de la surface mais n'a pas construit de nouveaux bâtiments.

Les résultats économiques montrent une très nette amélioration : ainsi, le revenu par travailleur est passé de 6.600 francs avant la fusion (1961) à 29.000 francs en 1968 puis 41.000 francs en 1971. De même, les revenus d'exploitation brut et net se sont améliorés de 40 à 45 % durant ces quatre dernières années.

En conclusion, cette fusion d'exploitations a un résultat très valable pour les associés : l'augmentation de la surface s'est accompagnée d'une simplification des productions avec suppression des bovins et, sans investissements, les associés ont très fortement augmenté leur revenu qui est maintenant à un excellent niveau. Sans surcharge de travail, grâce à un système bien adapté, la productivité de la main-d'oeuvre a été multipliée par 5 (2,5 en francs constants).

GROUPEMENT COMPLET N° XXV

Fiche technico-économique

|                                 | Exploitations associées |           | G.A.E.C. |        |        |        |
|---------------------------------|-------------------------|-----------|----------|--------|--------|--------|
|                                 | A<br>1961               | B<br>1960 | 1968     | 1969   | 1970   | 1971   |
| Généralités                     |                         |           |          |        |        |        |
| S.A.U. (en ha)                  | 49                      | 31        | 117      | 123    | 150    | 149    |
| % fermage                       |                         |           | 97       | 97     | 98     |        |
| % propriété associée            |                         |           | 3        | 3      | 2      |        |
| % propriété groupement          |                         |           |          |        |        |        |
| Orientation technico-économique | 13                      | 14        | 11 A     | 11 A   | 11 A   | 11 A   |
| Cultures pratiquées (en ha)     |                         |           |          |        |        |        |
| Céréales                        | 27                      | 24        | 11       | 19     | 32     | 42     |
| Légumes de plein champ          | 1                       |           | 16       | 5      |        |        |
| Cultures fourragères            | 4                       | 2         |          |        |        |        |
| Prairies permanentes            | 17                      | 5         | 25       | 19     | 15     | 11     |
| Maïs - grain                    |                         |           | 65       | 80     | 103    | 96     |
| Bétail                          |                         |           |          |        |        |        |
| Vaches laitières                | 12                      | 2         |          |        |        |        |
| Pintades et canards             |                         |           |          |        |        | 11,500 |
| Nombre d'U.G.B.                 | 22                      | 6         |          |        |        |        |
| Main-d'oeuvre                   |                         |           |          |        |        |        |
| U.T.A. associés                 | 1                       | 1         | 2        | 2      | 2      | 2      |
| U.T.A. aide-familiaux           | 0,2                     | 0,1       |          |        |        |        |
| U.T.A. salariés                 | 1,2                     | 0,5       | 2,3      | 2,3    | 2      | 2      |
| Matériel - Installations        |                         |           |          |        |        |        |
| Tracteurs (nombre)              |                         |           | 4        | 5      | 5      | 5      |
| Tracteurs (puissance)           |                         |           | 142 CV   | 197 CV | 257 CV | 257 CV |
| Corn-picker                     |                         |           | 1        | 1      | 1      | 2      |
| Investissements réalisés        |                         |           |          |        |        |        |
| a.                              |                         |           |          |        |        |        |
| b.                              |                         |           |          |        |        |        |
| c.                              |                         |           |          |        |        |        |
| d.                              |                         |           |          |        |        |        |
| e.                              |                         |           |          |        |        |        |
| f.                              |                         |           |          |        |        |        |
| Financement                     |                         |           |          |        |        |        |
| a.                              |                         |           |          |        |        |        |
| b.                              |                         |           |          |        |        |        |
| c.                              |                         |           |          |        |        |        |
| d.                              |                         |           |          |        |        |        |
| e.                              |                         |           |          |        |        |        |
| f.                              |                         |           |          |        |        |        |



GROUPEMENT COMPLET N° XXV

Fiche technico-économique

| COMPTES D'EXPLOITATION              | Exploitations associées |           | G.A.E.C. |         |         |         |
|-------------------------------------|-------------------------|-----------|----------|---------|---------|---------|
|                                     | A<br>1961               | B<br>1960 | 1968     | 1969    | 1970    | 1971    |
| Produit d'exploitation (en francs)  |                         |           |          |         |         |         |
| Cultures de vente                   | 32.004                  | 17.040    | 244.501  | 261.949 | 356.763 | 394.750 |
| Bovins                              | 9.994                   | 3.950     | 15.107   | 11.160  | 7.908   | 275     |
| Lait                                | 12.473                  | 650       |          |         |         |         |
| Aviculture                          | 6.792                   | 15.080    | 12.929   | 1.560   | 11.239  | 58.785  |
| Divers                              |                         | 220       | 5.440    |         | 3.087   | 9.578   |
| Total                               | 61.263                  | 36.940    | 277.977  | 274.669 | 378.997 | 463.388 |
| par ha S.A.U.                       | 1.270                   | 1.190     | 2.360    | 2.220   | 2.520   | 3.100   |
| Répartition en %                    |                         |           |          |         |         |         |
| Agriculture générale                | 52                      | 46        | 88       | 95      | 94      | 85      |
| Bovins sur surface fourragère       | 37                      | 12        | 5,5      | 4       | 2       | -       |
| Animaux hors-sol                    | 11                      | 41        | 4,5      | 1       | 3       | 13      |
| Charges réelles                     |                         |           |          |         |         |         |
| Approvisionnements                  | 13.971                  | 21.080    | 71.551   | 78.209  | 101.464 | 144.856 |
| Amortissements matériel             | 3.766                   | 1.551     | 20.375   | 31.629  | 33.888  | 34.912  |
| Amortissements foncier              |                         |           | -        | -       | -       | -       |
| Ferme                               | 5.998                   | 3.460     | 19.008   | 25.290  | 27.422  | 37.493  |
| Charges salariales                  | 7.894                   | 2.390     | 27.980   | 30.634  | 37.818  | 43.120  |
| Autres charges réelles              | 7.745                   | 4.495     | 23.145   | 30.034  | 42.627  | 53.426  |
| Frais financiers                    | 1.000                   | 850       | 7.827    | 8.437   | 12.261  | 10.660  |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 4.400                   | 2.100     | 20.000   | 22.500  | 25.500  | 29.500  |
| Valeur locative                     | -                       | -         | -        | -       | -       | -       |
| Revenu d'exploitation brut          | 39.547                  | 11.365    | 183.281  | 166.426 | 234.906 | 265.106 |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 810                     | 365       | 1.560    | 1.355   | 1.560   | 1.780   |
| Revenu d'exploitation net           | 35.781                  | 9.814     | 162.906  | 134.797 | 201.018 | 230.194 |
| Revenu du travail                   | 25.383                  | 4.254     | 123.898  | 87.007  | 148.096 | 163.201 |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 10.650                  | 2.650     | 29.000   | 20.000  | 37.000  | 41.000  |
| Revenu du travail familial          | 17.489                  | 1.864     | 95.918   | 56.373  | 110.278 | 120.081 |
| BILAN - Actif                       |                         |           |          |         |         |         |
| Terrain                             |                         |           | 13.100   | 13.100  | 13.100  | 13.100  |
| Matériel                            | 23.976                  | 13.960    | 130.106  | 165.082 | 141.976 | 194.421 |
| Cheptel vif                         | 31.056                  | 9.400     | 25.200   | 11.400  | 8.300   | 15.795  |
| Titres de participation             | 1.120                   | 680       | 11.610   | 12.424  | 12.949  | 13.192  |
| Capital circulant                   | 32.559                  | 18.518    | 245.343  | 302.208 | 337.237 | 409.282 |
| Actif brut                          | 88.711                  | 42.558    | 399.159  | 504.212 | 513.562 | 645.790 |
| - Passif                            |                         |           |          |         |         |         |
| Capital propre                      | 21.738                  | 9.558     | 101.761  | 158.701 | 171.391 | 228.789 |
| Subventions d'équipement            |                         |           |          |         |         |         |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 61.100                  | 33.000    | 83.297   | 118.964 | 98.359  | 96.216  |
| Dettes et C.T.                      | 5.873                   |           | 121.569  | 190.673 | 157.179 | 210.298 |
| Comptes d'associés                  |                         |           |          |         |         | 20.196  |
| Résultats                           |                         |           | 92.532   | 35.874  | 86.633  | 90.921  |
| RENDEMENTS                          |                         |           |          |         |         |         |
| Blé (quintaux/ha)                   |                         |           | 43       | 43      | 45      | 49      |
| Mais ( " )                          |                         |           | 66       | 63,6    | 68,5    | 66,5    |
| Lait - litres par vache et par an   | 3.968                   | 3.500     |          |         |         |         |



G.A.E.C. COMPLET XXVI (18)

Orientation T.E. : 43

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ce G.A.E.C. regroupe 3 associés et 2 exploitations :

- A et B : le père et le fils (48 et 25 ans) qui exploitaient 53 ha avec 18 vaches, une porcherie (120 porcs gras par an) et 2 poulaillers, l'un de 500 poulets de chair, l'autre de 1.500 poules pondeuses;
- C : un voisin (31 ans), non parent avec le premier, exploitant 32 ha avec une dizaine de vaches. Son épouse est institutrice.

Les associés n'ont pas suivi d'études agricoles, le fils (B) a poursuivi ses études générales jusqu'au baccalauréat.

Le G.A.E.C. est dans une région de demi-montagne, de petites exploitations (20 - 30 ha) pauvres et habituées à s'entraider depuis 15 ou 20 ans (C.U.M.A., groupements de vulgarisation, chantiers en commun).

COLLABORATION ANTERIEURE

L'exploitation A collaborait assez fréquemment avec son voisin C, au sein d'une C.U.M.A. et par entraide, d'autant plus que l'épouse de C étant institutrice il se trouvait sans aucune aide sur son exploitation la plupart du temps.

MOTIVATION

Deux séries de motifs ont poussé à cette association :

- d'une part, A voulait associer son fils à son exploitation, à l'occasion de son mariage;
- d'autre part, C souffrait de mener seul son exploitation et désirait l'association avec A qui l'aidait fréquemment.

Par ailleurs, les futurs associés ont formé le projet de construire ensemble une nouvelle étable pour tripler leur cheptel, puis une maternité pour les truies.

## CONSTITUTION

Les associés ont mûri leur projet pendant presque deux ans, avec l'aide de leur conseiller de Groupement de vulgarisation, qui est parent de l'un d'eux, et du Centre de Gestion.

Ils ont abouti à la conclusion que la formule G.A.E.C. était la meilleure pour eux et ont adopté les statuts-types.

Les apports en capital des trois associés sont égaux. Le père ayant avancé à son fils la valeur de ses apports.

Un seul associé, le plus âgé, est gérant mais c'est plutôt pour la formalité administrative car il n'exerce pas un rôle de leader.

Les épouses, même celle qui est institutrice, ont participé activement à la création du G.A.E.C. auquel elles étaient très favorables.

## FONCTIONNEMENT

Les responsabilités sont ainsi partagées :

- 1 associé et une épouse sont responsables du troupeau laitier;
- 1 associé est responsable des cultures et des relations avec l'extérieur (il est gérant);
- 1 associé est responsable de l'atelier porcin.

Enfin, une épouse tient la comptabilité et le secrétariat.

Pour le travail quotidien, chacun assure celui qui correspond à sa responsabilité. Cependant, les associés se rencontrent chaque matin avant la mise en route du travail (y compris les épouses) pour prévoir le travail de la journée.

Il n'existe pas de pièce aménagée en bureau pour le G.A.E.C.

Les réunions ne sont pas régulièrement prévues ni tenues mais toutes les décisions sont prises en commun après discussions.

Deux épouses participent au travail pour la moitié de leur temps : l'une pour la traite et l'autre pour soigner un lot de porcs et tenir la comptabilité. Elles reçoivent pour cela un "salaire" fixe de 400 francs par mois. Un des frères de B travaille comme aide-familial sur le G.A.E.C. et reçoit un "salaire", de même que les plus jeunes de ses frères pour leur aide durant les vacances. Il n'y a pas de salaires.

Les apports étant équivalents, les résultats sont partagés en parts égales. Les prélèvements mensuels sont égaux théoriquement mais, en fait, A a des besoins plus élevés que ses associés et prélève davantage, le supplément étant porté au débit de son compte dans le G.A.E.C. Ceci est accepté par les autres associés et ne crée pas de difficultés entre eux.

#### ENVIRONNEMENT

Deux des associés ont des responsabilités professionnelles assez importantes, le troisième étant moins engagé. Il n'y a pas de difficultés entre les associés sur ce sujet.

Le G.A.E.C. participe pleinement au mouvement d'entraide, assez intense, de sa région.

Il y a deux sortes de réactions à son égard :

- les agriculteurs les plus évolués le considèrent avec sympathie;
- les plus âgés ou les retardataires, de même que les ouvriers-paysans, les regardent comme des "fous" en raison des investissements réalisés et les considèrent comme une exploitation importante.

Ajoutons que le G.A.E.C. a connu des difficultés de la part de la Caisse Régionale de Crédit Agricole qui était très réservée pour financer ces investissements.

#### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Dans l'ordre, les associés perçoivent les avantages suivants :

- nécessité économique : il faut souligner que la région est pauvre et, de fait, leur revenu est convenable;
- libération;
- sécurité.

Par contre, les associés, du fait de leurs investissements, ont éprouvé d'assez gros problèmes de financement. D'autre part, ils éprouvent les problèmes d'organisation liés au passage de la petite exploitation à une plus grande exploitation qui s'intensifie, ceci avec une croissance rapide. Ils dominent encore mal ces problèmes et disent "tout est à faire à la fois".

## AVENIR

Il s'agit plutôt de terminer les constructions et d'augmenter le cheptel en conséquence, également d'intensifier la surface fourragère, plutôt que de faire de nouveaux projets.

Le G.A.E.C. ne désire pas acheter de terres, il souhaite s'agrandir, dans l'avenir, mais par location. Il voudrait regrouper ses terres, très morcelées, ceci étant aggravé par un reboisement anarchique.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 43, aviculture et porcs + élevage bovin laitier.

Ce groupement résulte de la fusion de 2 exploitations, sans changement de surface. La main-d'oeuvre est uniquement familiale mais relativement peu abondante puisque sa surface par U.T.A. n'est que de 16 ha.

Mais la production s'est rapidement développée durant les 3 premières années de l'association. Parti du même niveau que celui d'un des associés, le produit par ha est passé de 2.300 à 4.100 francs en 3 ans, avec un accroissement de 80 % du produit total. Cette augmentation importante se manifeste sur les divers secteurs de production et particulièrement pour la production porcine qui a été développée depuis le regroupement, et pour la production bovine. Le système de production lui-même a été peu modifié.

Le groupement a réalisé d'assez importants investissements depuis sa création : 295.000 francs sur 3 ans dans les bâtiments d'élevage et une augmentation importante du parc de matériel (qui passe de 16.500 francs à la création à 55.000 francs trois ans plus tard).

Les résultats ont suivi cette progression de la production mais sans que cela se traduise au niveau du revenu des associés. En effet, le revenu net d'exploitation s'est accru de 50 %, le revenu brut à l'ha est passé de 1.000 à 1.650 francs, mais le revenu du travail n'a pas changé (45.000 francs). Ceci est dû aux charges découlant de ces investissements. Le revenu du travail n'est d'ailleurs que de 9.000 francs par U.T.A. (6.000 francs avant l'association).

En conclusion, ce groupement a fait preuve, en 3 ans, d'un dynamisme certain, autant dans sa production (et sa productivité) qu'en réalisant d'importants investissements. Mais à cause précisément de ces derniers, le revenu du travail n'a pas connu d'amélioration, contrairement au revenu net d'exploitation. Il est sans doute trop tôt encore pour juger du résultat réel de cet effort d'investissement, qui a d'ailleurs été réalisé pour une bonne partie en dernière année.

GROUPEMENT COMPLET N° XXVI  
\*\*\*\*\*

Fiche technique-économique

|                                 | Associé A<br>1968 |  | 1969   | G.A.E.C.<br>1970 | 1971    |         |
|---------------------------------|-------------------|--|--------|------------------|---------|---------|
| Généralités                     |                   |  |        |                  |         |         |
| S.A.U. (en ha)                  | 53                |  | 85     | 85               | 85      |         |
| % fermage                       |                   |  | 35     |                  |         |         |
| % propriété associés            |                   |  | 65     |                  |         |         |
| % propriété groupement          |                   |  |        |                  |         |         |
| Orientation technico-économique | 43                |  | 43     | 43               | 43      |         |
| Cultures pratiquées (en ha)     |                   |  |        |                  |         |         |
| Céréales                        | 7                 |  | 24,5   |                  |         |         |
| Pommes de terre                 | 2,5               |  | 2      |                  |         |         |
| Cultures fourragères            | 13                |  | 21     |                  |         |         |
| Prairies permanentes            | 30,5              |  | 32,5   |                  |         |         |
| Jachères                        |                   |  | 5      |                  |         |         |
| Bétail                          |                   |  |        |                  |         |         |
| Vaches laitières                | 18                |  | 20     | 25               | 30      |         |
| Poulets de chair                | 15.000            |  | 20.000 | 21.000           | 21.500  |         |
| Pondeuses                       | 5.000             |  |        |                  |         |         |
| Porcs                           |                   |  | 30     | 105              | 215     |         |
| Nombre d'U.G.B.                 | 209               |  | 190    | 235              | 280     |         |
| Main-d'oeuvre                   |                   |  |        |                  |         |         |
| U.T.A. associés                 | 1                 |  | 3      | 3                | 3       |         |
| U.T.A. aide-familiaux           | 2,5               |  | 2,3    | 2,3              | 2,3     |         |
| U.T.A. salariés                 |                   |  |        |                  |         |         |
| Matériel - Installations        |                   |  |        |                  |         |         |
| Tracteurs (nombre)              | 2                 |  |        |                  |         |         |
| Tracteurs (puissance)           | 70 CV             |  |        |                  |         |         |
|                                 |                   |  |        |                  |         |         |
|                                 |                   |  |        |                  |         |         |
| Investissements réalisés        |                   |  |        |                  |         |         |
| a. Poulailier 1962              | 63.500            |  |        |                  |         |         |
| b.                              |                   |  |        |                  |         |         |
| c. Etable et porcherie          |                   |  | 45.000 | 80.000           | 150.000 |         |
| d.                              |                   |  |        |                  |         |         |
| e.                              |                   |  |        |                  |         |         |
| f.                              |                   |  |        |                  |         |         |
| Financement                     |                   |  |        |                  |         |         |
| a. Prêt du Crédit Agricole      | 37.000            |  |        |                  |         |         |
| a. Avances de la Coopérative    | 26.000            |  |        |                  |         |         |
| c. Prêt Crédit Agricole         |                   |  |        |                  |         | en 1972 |
| c. Avances de la SAFER          |                   |  |        |                  |         |         |
| c. Subvention                   |                   |  |        | 50.000           |         |         |
| f.                              |                   |  |        |                  |         |         |



GROUPEMENT COMPLET N° XXVI

Fiche technico-économique

| COMPTE D'EXPLOITATION               | Associé A | G.A.E.C. |          |          |          |
|-------------------------------------|-----------|----------|----------|----------|----------|
|                                     | 1968      |          | 1969     | 1970     | 1971     |
| Produit d'exploitation (en francs)  |           |          |          |          |          |
| Cultures de vente                   | 7.411     |          | 7.100    | 19.300   | 25.100   |
| Bovins                              | 36.858    |          | 87.000   | 106.400  | 132.200  |
| Porcs                               |           |          | 11.000   | 42.100   | 85.900   |
| Aviculture                          | 55.825    |          | 84.700   | 96.000   | 103.300  |
| Divers                              | 9.216     |          | 5.000    | 8.200    | 1.100    |
| Total                               | 109.310   |          | 194.800  | 272.000  | 347.600  |
| par ha S.A.U.                       | 2.060     |          | 2.300    | 3.200    | 4.100    |
| Répartition en %                    |           |          |          |          |          |
| Cultures                            | 7         |          | 4        | 7        | 7        |
| Bovins sur surface fourragère       | 34        |          | 45       | 39       | 38       |
| Animaux hors-sol                    | 51        |          | 49       | 51       | 55       |
| Charges réelles                     |           |          |          |          |          |
| Approvisionnements                  | 69.462    |          | 108.600  | 161.300  | 208.200  |
| Amortissements matériel             | 4.712     |          | 5.300    | 17.300   | 18.900   |
| Amortissements foncier              | 1.673     |          | 16.800   | 25.000   | 35.000   |
| Fermeage                            | 4.100     |          | 5.200    | 10.200   | 10.200   |
| Charges salariales                  | 2.981     |          | -        | -        | -        |
| Autres charges réelles              | -         |          | -        | -        | -        |
| Frais financiers                    | 3.168     |          | 800      | 1.200    | 2.100    |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 8.000     |          | 13.800   | 19.400   | 28.000   |
| Valeur locative                     | 2.500     |          | 16.800   | 25.000   | 35.000   |
| Revenu d'exploitation brut          | 39.848    |          | 86.200   | 110.700  | 139.400  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 730       |          | 1.020    | 1.305    | 1.640    |
| Revenu d'exploitation net           | 35.136    |          | 80.900   | 93.400   | 120.500  |
| Revenu du travail                   | 20.536    |          | 45.100   | 38.800   | 47.300   |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 5.900     |          | 8.500    | 7.300    | 8.900    |
| Revenu du travail familial          | 17.555    |          | 45.100   | 38.800   | 47.300   |
| BILAN - Actif                       |           | 1/1/69   | 31/12/69 | 31/12/70 | 31/12/71 |
| Constructions                       |           | 73.500   | 48.425   | 124.347  | 187.736  |
| Matériel                            | 64.611    | 16.500   | 39.536   | 35.592   | 55.096   |
| Cheptel vif                         | 53.780    | 80.000   | 123.450  | 162.540  | 210.425  |
| Titres de participation             | 16.390    |          | 18.660   | 21.495   | 23.212   |
| Capital circulant                   | 28.013    | 36.000   | 39.715   | 160.746  | 138.431  |
| Actif brut                          | 162.794   | 206.000  | 269.786  | 504.720  | 614.900  |
| - Passif                            |           |          |          |          |          |
| Capital propre                      | 2.859     | 177.000  | 177.000  | 214.242  | 274.502  |
| Subventions d'équipement            |           |          |          | 50.000   | 45.000   |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 127.796   | 21.000   | 22.270   | 35.113   | 28.812   |
| Dettes et C.T.                      | 32.139    | 8.000    | 49.360   | 184.282  | 243.474  |
| Comptes d'associés                  |           |          | - 36.969 | - 41.578 | - 34.297 |
| Résultats                           |           |          | 58.125   | 62.661   | 57.409   |
| RENDEMENTS                          |           |          |          |          |          |
| Orge (quintaux/ha)                  | 44        |          |          |          |          |
| Avoine ( " )                        | 27        |          |          |          |          |
| Lait - litres par vache et par an   | 3.000     |          |          |          |          |



G.A.E.C. COMPLET XXVII (18)

Orientation T.E. : 43/33 H

ASSOCIES

Les associés sont 2 frères qui ont mis leur exploitation en association de fait dès 1964. C'étaient de petites exploitations puisque le G.A.E.C. cultive 40 ha. Les associés n'ont pas fait d'études en dehors de la scolarité obligatoire.

Ils avaient 29 et 30 ans à l'époque et venaient de reprendre leur exploitation avec le désir de "changer quelque chose". De ce fait, le G.A.E.C., bien que de surface comparable aux autres exploitations de leur région, est beaucoup plus dynamique et intensif. C'est une région de demi-montagne et de petites exploitations.

MOTIVATION

Nous venons d'exposer les motifs du regroupement de 1964. Le passage en G.A.E.C. pour 20 ans, en 1967, fut réalisé dans le but de donner une structure juridique à leur association, avec la personnalité morale, et également de bénéficier d'emprunts à taux réduit accordés aux G.A.E.C. Ils projetaient, en effet, la construction d'une bergerie de 400 places.

CONSTITUTION

La création s'est réalisée avec le concours d'un notaire, pour les statuts, et du Centre de Gestion pour l'estimation des apports. Le passage de l'association de fait au G.A.E.C. s'est réalisé sur 1 an. Les épouses ont participé à ces discussions.

Ce sont des statuts dérivés des statuts-types, avec reprise des apports en nature en cas de retrait.

Les deux associés sont cogérants.

Le capital social est possédé par moitié par chaque associé, de même que les résultats.

FONCTIONNEMENT

Un associé est responsable, et s'occupe plus particulièrement de la troupe de moutons (actuellement 400 brebis).

L'autre a suivi la construction et s'occupe des bâtiments.

La comptabilité est assez négligée : ainsi, en 1971, il n'a pas été possible d'établir de comptes. Les prélèvements ne sont pas fixes et se font selon les besoins de chacun.

Les associés se rencontrent chaque jour, il font d'ailleurs une bonne partie du travail en commun, un peu aidés par leurs épouses. Ils n'ont pas de réunions régulières.

Il existe un bureau pour le G.A.E.C.

### ENVIRONNEMENT

Les G.A.E.C. est accueilli avec froideur par les agriculteurs voisins qui voient d'un mauvais oeil son dynamisme. Cependant, il pratique l'entraide avec eux.

### AVANTAGES

Les deux associés forment une très bonne équipe, dynamique. Ils travaillent beaucoup. Ils ont débuté avec un autofinancement quasiment nul et sont arrivés à créer une exploitation qui sera solide lorsque l'endettement sera un peu résorbé. Mais les résultats permettent de faire face normalement aux annuités depuis plusieurs années.

### PROJETS

Ils voudraient arriver à une troupe de 600 brebis. De plus, après avoir construit une maison pour un associé, ils envisagent la construction de celle du second associé.

Leur grand désir est d'augmenter leur surface, mais plutôt par location. Cela est difficile dans cette région de petites exploitations.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 33 G, ovins + aviculture.

Ce groupement résulte d'une fusion déjà ancienne, entre deux frères, réunissant des exploitations d'assez petites dimensions qu'ils commençaient à exploiter pour leur compte à l'époque. L'exploitation commune s'est agrandie progressivement de 38 ha en 1964 à 54 ha en 1970, avec la même main-d'oeuvre qui est donc passée de 16 ha par U.T.A. à 23 ha.

La production est centrée sur 2 secteurs : ovins et poulets de chair, et a progressé très fortement en volume et en produit sur ces 2 secteurs de 1964 à 1969 : la production de la bergerie a triplé, ce qui représente une augmentation de 100 % de la productivité des surfaces fourragères (625 francs en 1964 et 1.240 francs en 1969 et 1970). Quant à la production avicole, elle a été très fortement développée. Mais, en 1969, les associés, déçus de la rentabilité de leur production avicole, ont décidé de se consacrer à une production intensive d'ovins et de monter l'effectif de leur troupe de 350 à 600 brebis.

Le groupement, qui n'avait pas encore réalisé d'investissements importants, a donc construit une bergerie (pour 100.000 francs en 1969). Son capital brut s'est élevé de 85.000 francs à la création jusqu'à 290.000 francs, notamment par l'augmentation du cheptel, et le capital propre des deux associés a presque triplé.

Les résultats économiques ont progressé, mais assez lentement et sans encore atteindre un niveau satisfaisant. En effet, les charges (d'approvisionnement en particulier) ont crû au même rythme que la production (à cause de l'aviculture). Les résultats ont atteint un plafond en 1968, en cinquième année, le revenu d'exploitation net était alors 3 fois plus élevé qu'en 1964 et le revenu du travail par U.T.A. était passé de 4.700 à 13.800 francs. Puis, en 1969, la production avicole fut décevante et le résultat était presque retombé au niveau initial. Il n'est pas possible de porter de jugement sur les résultats de 1970 qui est une année de transition.

En conclusion, ce groupement a fait un très grand effort pour améliorer ses résultats en augmentant sa production (et sa productivité). N'y parvenant pas avec la production avicole, les associés se tournent résolument vers une forte intensification de leurs surfaces fourragères. Au-delà des résultats peu spectaculaires, on peut voir une volonté très déterminée d'amener l'exploitation à une bonne rentabilité et des investissements ont été réalisés en ce sens.

GROUPEMENT COMPLET N° XXVII

Fiche technico-économique

|                                 | 1964  | 1966  |  | 1968   | 1969    | 1970  |
|---------------------------------|-------|-------|--|--------|---------|-------|
| Généralités                     |       |       |  |        |         |       |
| S.A.U. (ha)                     | 38    | 41    |  | 49     | 49      | 54    |
| % fermage                       | 95    | 95    |  | 96     | 96      | 96    |
| % propriété associés            | 5     | 5     |  | 4      | 4       | 4     |
| % propriété groupement          |       |       |  |        |         |       |
| Orientation technico-économique | 34    | 33 G  |  | 34     | 44 K    | 33 G  |
| Cultures pratiquées (en ha)     |       |       |  |        |         |       |
| Céréales                        | 6     | 7     |  | 6      |         |       |
| Cultures fourragères            | 10,5  | 13    |  | 14     | 13,5    | 13,5  |
| Prairies permanentes            | 21,5  | 21    |  | 29     | 35,5    | 40,5  |
|                                 |       |       |  |        |         |       |
| Bétail                          |       |       |  |        |         |       |
| Brebis                          | 118   | 121   |  | 350    | 360     | 375   |
| Poulets de chair                | 3.500 | 2.700 |  | 16.000 | 18.000  | 1.000 |
| Poules                          |       |       |  |        | 2.500   |       |
|                                 |       |       |  |        |         |       |
| Nombre d'U.G.B.                 | 48    | 43    |  | 180    | 233     | 82    |
| Main-d'oeuvre                   |       |       |  |        |         |       |
| U.T.A. associés                 | 2     | 2     |  | 2      | 2       | 2     |
| U.T.A. aide-familiaux           | 0,3   | 0,3   |  | 0,3    | 0,3     | 0,3   |
| U.T.A. salariés                 |       |       |  |        |         |       |
| Matériel - Installations        |       |       |  |        |         |       |
|                                 |       |       |  |        |         |       |
|                                 |       |       |  |        |         |       |
|                                 |       |       |  |        |         |       |
|                                 |       |       |  |        |         |       |
| Investissements réalisés        |       |       |  |        |         |       |
| a. Bergerie                     |       |       |  |        | 100.000 |       |
| b.                              |       |       |  |        |         |       |
| c.                              |       |       |  |        |         |       |
| d.                              |       |       |  |        |         |       |
| e.                              |       |       |  |        |         |       |
| f.                              |       |       |  |        |         |       |
| Financement                     |       |       |  |        |         |       |
| a. Prêt Crédit Agricole         |       |       |  |        | 40.000  |       |
| a. Subvention                   |       |       |  |        | 55.000  |       |
| e.                              |       |       |  |        |         |       |
| d.                              |       |       |  |        |         |       |
| e.                              |       |       |  |        |         |       |
| f.                              |       |       |  |        |         |       |

GROUPEMENT COMPLET N° XXVII

Fiche technico-économique

|                                     | 1964   | 1966    |  | 1968    | 1969    | 1970    |
|-------------------------------------|--------|---------|--|---------|---------|---------|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |        |         |  |         |         |         |
| Produit d'exploitation (en francs)  |        |         |  |         |         |         |
| Ovins                               | 20,062 | 31,188  |  | 66,893  | 61,944  | 60,157  |
| Aviculture                          | 14,686 | 9,537   |  | 64,815  | 149,176 | 4,873   |
| Divers                              |        |         |  |         |         | 3,670   |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
| Total                               | 34,748 | 40,725  |  | 131,708 | 211,120 | 68,700  |
| par ha S.A.U.                       | 920    | 1,000   |  | 2,700   | 4,320   | 1,270   |
| Répartition en %                    |        |         |  |         |         |         |
| Ovins sur surface fourragère        | 58     | 77      |  | 51      | 29      | 88      |
| Animaux hors-sol                    | 42     | 23      |  | 49      | 71      | 7       |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
| Charges réelles                     |        |         |  |         |         |         |
| Approvisionnements                  | 5,068  | 4,770   |  | 65,843  | 161,860 | 36,709  |
| Amortissements matériel             | 5,140  | 4,400   |  | 5,223   | 4,374   | 5,130   |
| Amortissements foncier              | 631    | 590     |  | 4,063   | 3,720   | 7,608   |
| Ferme                               | 1,410  | 2,100   |  | 1,778   | 3,950   | 6,263   |
| Charges salariales                  | -      | -       |  | -       | -       | -       |
| Autres charges réelles              | 7,509  | 6,788   |  | 10,886  | 15,150  | 4,571   |
| Frais financiers                    | 725    | 1,336   |  | 3,993   | 8,229   | 8,580   |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 4,200  | 7,000   |  | 11,000  | 12,500  | 14,300  |
| Valeur locative                     | 631    | 590     |  | 5,000   | 3,720   | 7,608   |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
| Revenu d'exploitation brut          | 22,171 | 29,167  |  | 54,979  | 34,110  | 27,420  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 585    | 710     |  | 1,120   | 700     | 507     |
| Revenu d'exploitation net           | 17,031 | 24,767  |  | 49,756  | 29,736  | 22,290  |
| Revenu du travail                   | 10,790 | 15,077  |  | 31,978  | 9,566   | -       |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 4,700  | 6,600   |  | 13,800  | 4,150   | -       |
| Revenu du travail familial          | 10,790 | 15,077  |  | 31,978  | 9,566   | -       |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
| BILAN - Actif                       |        |         |  |         |         |         |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
| Constructions (bergerie)            |        |         |  |         | 73,870  | 86,730  |
| Matériel                            | 19,140 | 34,030  |  | 28,335  | 37,368  | 32,381  |
| Cheptel vif                         | 36,081 | 47,893  |  | 96,380  | 131,600 | 141,400 |
| Titres de participation             | 800    | 1,055   |  | 1,725   | 4,751   | 5,586   |
| Capital circulant                   | 29,306 | 65,210  |  | 95,785  | 28,929  | 22,736  |
| Actif brut                          | 85,327 | 148,188 |  | 222,225 | 276,518 | 288,833 |
| - Passif                            |        |         |  |         |         |         |
| Capital propre                      | 15,485 | 32,223  |  | 41,325  | 41,325  | 41,325  |
| Subventions d'équipement            |        |         |  | 15,000  | 35,000  | 54,000  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 65,833 | 88,990  |  | 86,689  | 154,867 | 142,441 |
| Dettes et C. T.                     | 4,009  | 26,975  |  | 38,837  | 31,690  | 51,227  |
| Comptes d'associés                  |        |         |  | 40,374  | 13,636  | - 160   |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
| Résultats                           |        |         |  |         |         |         |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
| RENDEMENTS                          |        |         |  |         |         |         |
| Orge (quintaux/ha)                  |        |         |  | 10      |         |         |
| Avoine ( " )                        |        |         |  | 12      |         |         |
|                                     |        |         |  |         |         |         |
|                                     |        |         |  |         |         |         |





G.A.E.C. COMPLET XXVIII (19)

Orientation T.E. : 31

ASSOCIES

Ce G.A.E.C. a débuté en 1968 avec 3 associés, âgés d'environ 35 ans tous les trois.

En 1970, un associé, à la suite de son mariage, a décidé de quitter la profession d'agriculteur, la séparation s'est effectuée sans heurts et il reste maintenant 2 associés seulement.

Les trois exploitations étaient assez semblables et caractéristiques de leur région : 35 ha avec élevage-polyculture et quelques animaux hors-sol.

Les associés ne sont pas parents entre eux. Ils ont suivi des cours post-scolaires agricoles.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les trois exploitations collaboraient assez étroitement entre elles, elles récoltaient les foins et les moissons en commun. Techniquement, ils étaient très solidaires avant leur fusion.

MOTIVATION

Elle est triple :

- les récoltes étant faites en commun, l'association s'est imposée peu à peu;
- diminuer le travail féminin;
- créer une étable commune de dimensions suffisantes.

Il faut ajouter que les associés n'ont pas été insensibles à la possibilité d'obtenir des prêts à intérêts bonifiés.

CONSTITUTION

Le délai entre le projet et le démarrage fut de 10 mois. Mais les associés déclarent n'avoir pas assez préparé cette fusion, ce qui s'est traduit, en particulier, par le départ du troisième associé.

Le technicien local et le Centre de Gestion ont aidé le G.A.E.C. dans sa constitution. Les apports furent évalués à l'amiable.

Le capital est partagé entre les associés.

Le G.A.E.C. a adopté les statuts-types, avec reprise des apports en nature en cas de retrait.

L'indemnisation des biens mis à disposition est prévue. Il est créé pour 30 ans.

Statutairement, il y a un gérant mais, en fait, son rôle est seulement d'ordre administratif.

La participation des épouses dans la création a été importante.

#### FONCTIONNEMENT

Un associé est plus spécialement responsable des animaux, l'autre des cultures et du matériel. Une épouse est responsable de la comptabilité et du secrétariat.

Le travail se partage au jour le jour, grâce à une rencontre quotidienne et s'organise selon les travaux en cours, sans difficultés. Les épouses n'y participent qu'occasionnellement (traite). Il n'y a pas de salariés.

Les associés tiennent des réunions, avec leurs épouses, et notent les discussions sur un cahier de délibérations lorsqu'elles sont importantes. Toutes les décisions sont prises en commun (avec les épouses). La remise des résultats comptables donne lieu à une longue assemblée générale annuelle.

Il n'existe pas de bureau pour le G.A.E.C. mais l'information entre les associés se réalise quotidiennement, grâce aux épouses, en particulier, pour ce qui est du courrier.

Le G.A.E.C. a un règlement intérieur qui définit la comptabilisation des prélèvements des associés et surtout donne la limite des engagements extérieurs des deux associés.

#### ENVIRONNEMENT

Un associé est maire de sa commune, l'autre président de la fromagerie locale. Le G.A.E.C. travaille peu avec les exploitations environnantes.

Il a été considéré avec méfiance au départ : les autres exploitations avaient peur d'être "mangées" peu à peu par cette exploitation importante. Actuellement, la crainte s'est atténuée mais il subsiste une certaine réserve.

#### AVANTAGES

- les associés apprécient plus de facilités dans les gros travaux et de meilleures conditions de travail;
- leur rentabilité est meilleure et assez bonne d'ailleurs;
- les femmes sont libérées des soins du bétail.

Mais les associés reconnaissent qu'il faut faire un effort pour s'accepter l'un l'autre, avec des tempéraments différents et pour comprendre le point de vue de l'autre. Ils reconnaissent qu'il y a une perte de la liberté de décision.

Le départ du troisième associé provient, en bonne partie, d'une réflexion préalable insuffisamment poussée.

#### PROJETS

Le G.A.E.C. n'a pas de projets nouveaux après la construction de l'étable. Les statuts ont prévu l'entrée d'enfants majeurs avec l'assentiment des associés.

Les résultats économiques sont bons (grâce à eux d'ailleurs, les deux associés ont pu racheter les parts du troisième). Les associés envisagent d'acheter des terres, individuellement mais à parts égales, à titre de placement.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 31, bovins laitiers + cultures.

Ce groupement a été constitué entre 3 associés, puis n'en compte plus que 2. La surface n'ayant pas diminué de ce fait et l'associé qui est parti n'étant pas remplacé, la surface par travailleur est passée de 27 ha en 1968 à 47 ha en 1970, sans que le produit ne diminue.

Le système de production est resté inchangé depuis le démarrage mais la production a augmenté progressivement. En examinant comment elle se compose nous nous apercevons que les surfaces supplémentaires sont passées en cultures de vente, d'où une augmentation du produit total, mais sans progression du produit à l'ha. De même, le nombre de vaches laitières est demeuré inchangé,

comme la surface fourragère, mais c'est la productivité du troupeau qui a progressé (en raison principalement des ventes provenant de l'élevage car la production laitière par vache demeure à 3.700 litres). Par contre, il y a eu diminution des productions hors-sol. Au total, on ne constate pas d'amélioration du produit par ha : 1.900 à 2.000 francs en 3 ans.

Ajoutons que le groupement n'a pas investi lui-même, mais a repris des investissements assez importants réalisés auparavant par les associés (étable).

Comme les charges ont peu varié (les approvisionnements seuls augmentant en fonction des produits et de la surface), les revenus d'exploitation brut et net n'ont progressé qu'assez faiblement : le produit brut passe de 1.140 francs par ha en 1968 à 1.290 francs en 1970. Par contre, c'est le départ du troisième associé, non remplacé en tant que main-d'oeuvre, qui a provoqué une nette amélioration du revenu du travail : par travailleur il passe de 16.000 francs les deux premières années à 32.500 francs la troisième année.

En conclusion, durant ses deux premières années, ce groupement avait réalisé un certain équilibre mais sans avoir fait progresser le revenu des associés. L'intensification ne se manifeste que sur le plan du travail, par suite du départ d'un associé. Il y avait un travailleur en trop sur l'exploitation, du moins dans le système de production pratiqué.

GROUPEMENT COMPLET N° XXVIII

Fiche technico-économique

|                                 | 1968    | 1969   | 1970   |  |  |  |
|---------------------------------|---------|--------|--------|--|--|--|
| Généralités                     |         |        |        |  |  |  |
| S.A.U. (en ha)                  | 118     | 126    | 131    |  |  |  |
| % fermage                       |         |        |        |  |  |  |
| % propriété associés            |         |        |        |  |  |  |
| % propriété groupement          |         |        |        |  |  |  |
| Orientation technico-économique | 31      | 31     | 31     |  |  |  |
| Cultures pratiquées             |         |        |        |  |  |  |
| Céréales                        | 37      | 42     | 44     |  |  |  |
| Colza - fèves                   | 3       | 3      | 8      |  |  |  |
| Prairies                        | 78      | 81     | 79     |  |  |  |
| Bétail                          |         |        |        |  |  |  |
| Vaches laitières                | 45      | 44     | 43     |  |  |  |
| Nombre d'U.G.B.                 | 89      | 88     | 94     |  |  |  |
| Main-d'oeuvre                   |         |        |        |  |  |  |
| U.T.A. associés                 | 3       | 3      | 2      |  |  |  |
| U.T.A. aide-familiaux           | 1,4     | 1,4    | 0,8    |  |  |  |
| U.T.A. salariés                 |         |        |        |  |  |  |
| Matériel - Installations        |         |        |        |  |  |  |
| Tracteurs (nombre)              | 3       | 3      | 3      |  |  |  |
| Tracteurs (puissance)           | 115 CV  | 115 CV | 115 CV |  |  |  |
| Moissonneuse-batteuse           | -       | -      | 1      |  |  |  |
| Presse à fourrage               | 1       | 1      | 1      |  |  |  |
| Investissements réalisés        |         |        |        |  |  |  |
| a. Etable (1966 et 1967)        | 170.000 |        |        |  |  |  |
| b.                              |         |        |        |  |  |  |
| c.                              |         |        |        |  |  |  |
| d.                              |         |        |        |  |  |  |
| e.                              |         |        |        |  |  |  |
| f.                              |         |        |        |  |  |  |
| Financement                     |         |        |        |  |  |  |
| a. Subvention                   | 100.000 |        |        |  |  |  |
| b. Prêt du Crédit Agricole      | 50.000  |        |        |  |  |  |
| c.                              |         |        |        |  |  |  |
| d.                              |         |        |        |  |  |  |
| e.                              |         |        |        |  |  |  |
| f.                              |         |        |        |  |  |  |

GROUPEMENT COMPLET N° XXVIII

Fiche technico-économique

|                                     | 1968    | 1969    | 1970    |  |  |  |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|--|--|--|
| <b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>        |         |         |         |  |  |  |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |         |  |  |  |
| Cultures de vente                   | 60.976  | 61.051  | 80.085  |  |  |  |
| Bovins laitiers                     | 126.710 | 154.790 | 167.875 |  |  |  |
| Animaux hors-sol                    | 34.605  | 27.896  | 18.967  |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| Total                               | 222.291 | 243.737 | 266.927 |  |  |  |
| par ha S.A.U.                       | 1.885   | 1.925   | 2.030   |  |  |  |
| Répartition en %                    |         |         |         |  |  |  |
| Agriculture générale                | 27      | 25      | 30      |  |  |  |
| Bovins sur surface fourragère       | 57      | 64      | 63      |  |  |  |
| Animaux hors-sol                    | 16      | 11      | 7       |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| Charges réelles                     |         |         |         |  |  |  |
| Approvisionnements                  | 66.785  | 78.500  | 80.618  |  |  |  |
| Amortissements matériel             | 18.510  | 18.519  | 14.608  |  |  |  |
| Amortissements foncier              |         | 8.711   | 8.700   |  |  |  |
| Fermeage                            | 20.774  | 22.364  | 20.486  |  |  |  |
| Charges salariales                  | -       | -       | -       |  |  |  |
| Autres charges réelles              | 18.817  | 16.640  | 17.410  |  |  |  |
| Frais financiers                    | 2.016   | 2.115   | 2.115   |  |  |  |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 27.000  | 28.000  | 33.500  |  |  |  |
| Valeur locative                     | -       | 8.711   | 8.700   |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| Revenu d'exploitation brut          | 136.689 | 148.597 | 168.899 |  |  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 1.140   | 1.180   | 1.290   |  |  |  |
| Revenu d'exploitation net           | 118.179 | 130.078 | 154.291 |  |  |  |
| Revenu du travail                   | 70.405  | 71.003  | 91.605  |  |  |  |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 16.000  | 16.200  | 32.500  |  |  |  |
| Revenu du travail familial          | 70.405  | 71.003  | 91.605  |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| <b>BILAN - Actif</b>                |         |         |         |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| Terrain                             | 8.580   | 13.473  | 13.473  |  |  |  |
| Matériel et étable                  | 211.020 | 234.686 | 213.524 |  |  |  |
| Cheptel vif                         | 188.323 | 210.748 | 268.810 |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| Capital circulant                   | 139.080 | 118.134 | 266.519 |  |  |  |
| Actif brut                          | 547.003 | 577.041 | 762.326 |  |  |  |
| - Passif                            |         |         |         |  |  |  |
| Capital propre                      | 274.037 | 322.552 | 393.960 |  |  |  |
| Subventions d'équipement            | 95.000  | 40.250  | 85.500  |  |  |  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 71.100  | 65.384  | 61.558  |  |  |  |
| Dettes et C.T.                      | 23.113  | 37.373  | 77.960  |  |  |  |
| Comptes d'associés                  |         |         |         |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| Résultats                           | 83.763  | 61.482  | 143.348 |  |  |  |
|                                     |         |         |         |  |  |  |
| <b>RENDEMENTS</b>                   |         |         |         |  |  |  |
| Blé (quintaux/ha)                   | 38      | 27      | 36      |  |  |  |
| Orge ( " )                          | 36      | 42      | 35      |  |  |  |
| Avoine ( " )                        | 38      | 37      | 31      |  |  |  |
| Lait - litres par vache et par an   | 3.743   | 3.427   | 3.766   |  |  |  |

G.A.E.C. COMPLET XXIX (20)

Orientation T.E. : 13

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Le G.A.E.C. résulte de la fusion de trois exploitations importantes pratiquant la polyculture-élevage laitier, avec des productions hors-sol pour deux d'entre elles.

La plus petite avait 70 ha, les deux autres 120 et 150 ha.

Les exploitants avaient, à la création en 1966, 38, 41 et 43 ans.

L'un est ingénieur agronome, les deux autres ont fait des études secondaires. Ils ne sont pas parents entre eux.

COLLABORATION ANTERIEURE

Elle se situait au niveau de bonnes relations et de fréquents échanges de services.

MOTIVATION

Le G.A.E.C. est parti d'un projet d'achat d'une moissonneuse-batteuse entre deux des associés : il semblait meilleur d'associer le troisième pour acheter une machine de grande capacité. D'où l'idée de former une C.U.M.A. Puis les trois voisins se sont aperçus que leurs méthodes de travail étaient très semblables et ont abouti à la décision de créer un G.A.E.C.

CONSTITUTION

Elle s'est effectuée rapidement, en quelques mois, avec l'aide de la Direction départementale de l'agriculture pour la partie juridique et du Centre de gestion pour la partie économique.

Les épouses ont donné leur avis dans cette constitution.

Les statuts-types ont été adoptés, les trois associés sont cogérants, car il est bien entendu, entre eux, qu' "il n'y a pas de patron".

Les apports sont respectivement de 88.000 - 204.000 et 249.000 francs.

Un règlement intérieur a été élaboré au départ, mais les associés ne s'y référent pas.

Les statuts prévoient une indemnisation des bâtiments selon la surface de chacun et celle des surfaces sur la même base que les fermages.

### FONCTIONNEMENT

Les associés se sont efforcés de rester polyvalents et donc de ne pas cloisonner les responsabilités. Seules la comptabilité et les questions administratives sont entre les mains d'un associé, ou plus exactement de son épouse. Toutefois, un associé est responsable de l'organisation générale des travaux et, à ce titre, c'est lui qui dirige les cinq salariés.

Pour le partage des travaux, ils s'informent quotidiennement, par rencontre et par téléphone; une certaine spécialisation de fait s'est établie au niveau des divers travaux (semis, traitements ...).

Les associés se voient donc très fréquemment, ils tiennent cependant une réunion autour d'une table, tous les deux mois environ. Cette réunion permet de prendre les décisions importantes. Celles-ci sont toujours prises avec l'adhésion unanime de tous.

Les épouses ne participent pas directement à ces décisions mais elles les suivent de près. Une d'entre elles s'occupe de la comptabilité, une autre participe à quelques travaux.

Les résultats sont ainsi partagés :

- 44 % par tiers, au titre du travail;
- 56 % en fonction du capital social et des terres mises à disposition par chacun.

### ENVIRONNEMENT

Les associés sont tous très engagés dans des organisations professionnelles.

Le G.A.E.C. ne pratique que quelques échanges de services avec des voisins.

Il n'est pas mal considéré par les voisins, qui perçoivent déjà ces exploitations comme plus importantes que les leurs. Mais on le voit comme un objectif lointain plutôt que comme une réalisation à la portée de tous. Il est fréquemment visité.

### AVANTAGES

- possibilité d'entreprendre davantage, et notamment de s'engager dans des productions nouvelles;
- meilleure productivité;
- libération.



Tels sont les avantages exprimés. De plus, les associés considèrent leur fusion comme une réussite sur tous les plans, notamment sur le plan humain.

Ils ont "réalisé l'apprentissage de la vie en groupe, où il faut s'accepter et s'apprécier les uns les autres" disent-ils.

Ils reconnaissent qu'il y a une certaine perte d'indépendance et ressentent parfois "la peur de ne pas faire son travail comme les autres le voudraient".

#### PROJETS

Le G.A.E.C. voudrait créer maintenant un atelier de production de viande. Les associés n'ont pas résolu le problème de l'entrée de leurs enfants, mais ils pensent qu'il trouvera sa solution. Actuellement, un fils est stagiaire dans le G.A.E.C., avec un salaire.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 13, agriculture générale + bovins laitiers.

Ce groupement, qui a réuni trois exploitations distinctes, exploite une assez grande surface : 364 ha, avec une main-d'oeuvre assez abondante puisqu'elle se compose de 8,5 U.T.A. La surface par travailleur est cependant de 42 ha, c'est-à-dire plus grande que dans la plupart des autres exploitations de la région (d'ailleurs, dans une des exploitations constitutantes, il y avait seulement 26 ha par U.T.A.). La surface du groupement, ainsi que sa main-d'oeuvre et son parc de matériel, sont stables depuis la création, c'est-à-dire, depuis 1966.

Nous sommes en présence d'une production assez intensive, et qui s'est beaucoup intensifiée depuis la création du groupement. La première année, en 1966, le produit à l'hectare était, en effet, de 1.500 francs, sans changement par rapport à l'une des exploitations constitutantes prise comme témoin, les produits à l'hectare des cultures de vente et des surfaces fourragères étant sensiblement égaux. En 1969, ce produit par ha est passé à 2.200 francs et la progression est surtout nette sur les surfaces fourragères (+ 60 % en 3 ans). En 1971, toujours avec le même système de production, le produit à l'ha atteint 2.500 francs, soit 2 fois plus qu'en 1966, et c'est toujours le secteur fourrager qui participe le plus à l'intensification : la production a triplé, en 6 ans, sur la même surface. En analysant un peu plus cette production animale, nous constatons que le groupement a amélioré à la fois la production animale (doublée par rapport à l'associé-témoin) et le chargement (doublé également).

Le groupement n'a pas réalisé d'investissements pour loger son cheptel mais a investi 140.000 francs pour irriguer ses cultures.

Les charges d'approvisionnement et d'amortissement ont doublé en 6 ans; d'autres charges (fermage, frais financiers) n'ont pas augmenté autant. Le résultat se trouve donc très amélioré par la progression du produit : les revenus d'exploitation brut et net ont plus que doublé, le revenu du travail a presque triplé. Le revenu du travail par travailleur était de 8.100 francs pour l'exploitation de l'associé-témoin en 1965. Il est passé de 19.000 francs pour le groupement en 1966 à 53.000 francs en 1971.

Nous pouvons donc constater que l'association, réalisée sur une surface assez large, a amélioré considérablement les résultats d'exploitation. Il est remarquable que cela provienne d'une intensification par amélioration des résultats techniques des productions et sans changement du système de production.

GROUPEMENT COMPLET N° XXIX

Fiche technico-économique

|                                 | Associé B |  |      |         | G.A.E.C. |      |
|---------------------------------|-----------|--|------|---------|----------|------|
|                                 | 1965      |  | 1966 | 1969    | 1970     | 1971 |
| Généralités                     |           |  |      |         |          |      |
| S.A.U. (en ha)                  | 69        |  | 339  | 366     | 363      | 364  |
| % fermage                       | 73        |  | 51   |         | 36       | 36   |
| % propriété associée            | 27        |  | 49   |         | 64       | 64   |
| % propriété groupement          |           |  |      |         |          |      |
| Orientation technico-économique | 13        |  | 13   | 13      |          | 13   |
| Cultures pratiquées (en ha)     |           |  |      |         |          |      |
| Céréales                        | 25        |  | 150  | 130     | 144      | 138  |
| Maïs - grain                    | 17        |  | 71   | 117     | 103      | 111  |
| Cultures fourragères            | 21        |  | 63   | 64      | 61       | 60   |
| Prairies permanentes            | 6         |  | 55   | 55      | 55       | 55   |
| Bétail                          |           |  |      |         |          |      |
| Vaches laitières                | 16        |  | 45   | 68      | 73       | 73   |
| Boeufs vendus par an            |           |  | 20   | 59      | 61       | 107  |
| Nombre d'U.G.B.                 | 40        |  | 119  | 215     | 227      | 257  |
| Main-d'oeuvre                   |           |  |      |         |          |      |
| U.T.A. associées                | 1         |  | 3    | 3       | 3        | 3    |
| U.T.A. aide-familiaux           | 0,2       |  | 0,5  | 0,5     | 0,5      | -    |
| U.T.A. salariés                 | 1,5       |  | 5    | 5       | 5        | 5,5  |
| Matériel - Installations        |           |  |      |         |          |      |
| Tracteurs (nombre)              | 2         |  | 7    | 7       | 7        | 7    |
| Moissonneuse-batteuse           | /         |  | 1    | 1       | 1        | 1    |
|                                 |           |  |      |         |          |      |
|                                 |           |  |      |         |          |      |
| Investissements réalisés        |           |  |      |         |          |      |
| a. Matériel d'irrigation        |           |  |      | 140,000 |          |      |
| b.                              |           |  |      |         |          |      |
| c.                              |           |  |      |         |          |      |
| d.                              |           |  |      |         |          |      |
| e.                              |           |  |      |         |          |      |
| f.                              |           |  |      |         |          |      |
| Financement                     |           |  |      |         |          |      |
| a. Subvention                   |           |  |      | 100,000 |          |      |
| b.                              |           |  |      |         |          |      |
| c.                              |           |  |      |         |          |      |
| d.                              |           |  |      |         |          |      |
| e.                              |           |  |      |         |          |      |
| f.                              |           |  |      |         |          |      |

GROUPEMENT COMPLET N° XXIX  
\*\*\*\*\*

Fiche technico-économique

|                                     | Associé B |  |         |           |                  |           |
|-------------------------------------|-----------|--|---------|-----------|------------------|-----------|
|                                     | 1965      |  | 1966    | 1969      | G.A.E.C.<br>1970 | 1971      |
| COMPTE D'EXPLOITATION               |           |  |         |           |                  |           |
| Produit d'exploitation (en francs)  |           |  |         |           |                  |           |
| Cultures de vente                   | 64.040    |  | 285.627 | 432.058   |                  | 518.735   |
| Bovins                              | 3.635     |  | 82.467  | 130.876   |                  | 280.043   |
| Lait                                | 33.592    |  | 88.446  | 135.126   |                  | 209.780   |
| Divers (travaux pour tiers)         | 922       |  | 66.060  | 101.750   |                  | 36.781    |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| Total                               | 102.189   |  | 522.600 | 799.810   |                  | 1.045.339 |
| par ha S.A.U.                       | 1.490     |  | 1.540   | 2.200     |                  | 2.900     |
| Répartition en %                    |           |  |         |           |                  |           |
| Cultures de vente                   | 62        |  | 55      | 54        |                  | 49        |
| Bovins sur surface fourragère       | 37        |  | 33      | 33        |                  | 47        |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| Charges réelles                     |           |  |         |           |                  |           |
| Approvisionnements                  | 27.943    |  | 143.613 | 233.716   |                  | 266.611   |
| Amortissements matériel             | 6.746     |  | 44.690  | 97.430    |                  | 107.493   |
| Amortissements foncier              | 150       |  |         |           |                  |           |
| Fermeage                            | 9.593     |  | 62.961  | 52.355    |                  | 84.803    |
| Charges salariales                  | 12.667    |  | 46.445  | 55.734    |                  | 96.393    |
| Autres charges réelles              | 26.944    |  | 66.912  | 60.624    |                  | 70.581    |
| Frais financiers                    | 1.335     |  | 28.291  | 16.416    |                  | 15.629    |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 5.300     |  | 40.000  | 58.000    |                  | 65.000    |
| Valeur locative                     | 3.700     |  | -       | -         |                  | -         |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| Revenu d'exploitation brut          | 47.302    |  | 312.075 | 505.470   |                  | 708.147   |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. | 690       |  | 920     | 1.380     |                  | 1.970     |
| Revenu d'exploitation net           | 40.556    |  | 267.385 | 408.040   |                  | 600.654   |
| Revenu du travail                   | 21.963    |  | 164.424 | 297.685   |                  | 450.851   |
| Revenu du travail par U.T.A.        | 8.100     |  | 19.300  | 35.000    |                  | 53.200    |
| Revenu du travail familial          | 9.296     |  | 117.979 | 241.951   |                  | 354.458   |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| BILAN - Actif                       |           |  |         |           |                  |           |
| Constructions                       |           |  |         |           |                  |           |
| Matériel                            | 44.545    |  | 261.107 | 344.754   |                  | 336.781   |
| Cheptel vif                         | 28.100    |  | 248.840 | 361.950   |                  | 401.400   |
| Titres de participation             | 16.100    |  |         | 8.586     |                  | 9.366     |
| Capital circulant                   | 18.388    |  | 307.509 | 444.586   |                  | 565.279   |
| Actif brut                          |           |  | 817.456 | 1.159.876 |                  | 1.312.826 |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| - Passif                            |           |  |         |           |                  |           |
| Capital propre                      | 40.863    |  | 476.736 | 536.164   |                  | 621.929   |
| Subventions d'équipement            |           |  |         |           |                  |           |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 24.934    |  | 109.972 | 235.681   |                  | 170.551   |
| Dettes et C.T.                      | 7.450     |  | 17.909  | 131.906   |                  | 117.627   |
| Comptes d'associés                  |           |  | 5.922   |           |                  |           |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| Résultats                           | 33.886    |  | 206.917 | 256.125   |                  | 402.719   |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| RENDEMENTS                          |           |  |         |           |                  |           |
| Blé (quintaux/ha)                   | 39        |  | 41      | 47        | 48,6             | 46        |
| Maïs ( " )                          | 50        |  | 40      | 60        | 75               | 72        |
|                                     |           |  |         |           |                  |           |
| Lait - litres par vache et par an   | 3.880     |  | 3.800   | 3.900     | 4.050            | 4.300     |

G.A.E.C. COMPLET XXIX bis (20)

Orientation T.E. : 22 D

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Le G.A.E.C. rassemble deux exploitations qui ont fusionné en 1968. Un troisième associé, précédemment salarié, s'est associé aux deux premiers en 1971.

Les deux associés avaient 37 et 51 ans à la fusion et exploitaient 22 ha et 17 ha, principalement en vignes (vin). Ils ne sont pas parents, ni avec le troisième associé.

COLLABORATION ANTERIEURE

Ces deux exploitants s'entraidaient depuis longtemps et de plus en plus. En 1967, ils en étaient venus à faire tout leur travail en commun.

MOTIVATION

A ce point de collaboration, ils ont compris que la fusion complète amènerait une possibilité d'équipement plus rationnel et un plein emploi du matériel. De plus, beaucoup de terres contigües se trouvaient ainsi regroupées.

Enfin, les associés voyaient l'avantage de se répartir les responsabilités.

CONSTITUTION

Avec l'aide d'un technicien du Syndicalisme agricole, les associés formèrent leur G.A.E.C., en adoptant les statuts-types, sans modifications.

Les épouses n'ont que peu participé à cette création.

Les apports en capitaux ne sont pas égaux.

FONCTIONNEMENT

Les associés se sont répartis les responsabilités : vignes, cave, cultures annuelles.

Ils travaillent fréquemment ensemble et se partagent les tâches en fonction des conditions du moment à l'occasion de contacts journaliers.

Une seule épouse travaille pour le tiers de son temps au vignoble.

Les associés prélèvent une somme fixée à 180 % du salaire d'un ouvrier agricole et partagent le résultat ainsi :

- 6 % d'intérêt pour le capital apporté;
- 63 % en parts égales (pour le travail);
- 31 % en fonction du capital et des surfaces de chacun.

Les associés se réunissent normalement chaque semaine pour examiner les problèmes courants, le travail à faire et parler des orientations de l'exploitation.

#### ENVIRONNEMENT

Ce qui est à signaler est que les associés, qui ont des difficultés de trésorerie, souffrent du manque de souplesse de la Caisse de Crédit Agricole vis-à-vis des G.A.E.C.

#### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Les associés ressentent qu'ils bénéficient d'un équipement plus rationnel et ils se sentent beaucoup plus libérés vis-à-vis des servitudes de l'exploitation.

Par contre, ils pensent que le G.A.E.C. représente un travail d'administration plus lourd que l'exploitation individuelle. Surtout, mais ce n'est pas dû à la fusion, ils souffrent de difficultés de trésorerie, dues au stockage des vins qu'ils vendent en bouteilles.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Orientation technico-économique : 22 D, viticulture (vente de vin).

Ce groupement a réuni deux exploitations essentiellement viticoles et ayant des surfaces relativement importantes. La surface totale n'a pas évolué (+ 3 ha seulement), la surface exploitée en vignes restant constante.

Pour juger l'évolution économique de ce groupement, nous ne disposons malheureusement pas des résultats complets de la dernière campagne. Mais connaissant trois étapes de la production, nous pouvons constater qu'elle s'est améliorée nettement depuis l'association. En 1967, en effet, le produit total des deux futurs associés s'élevait à 115.000 francs (2.950 francs par ha). Dès la première année d'exploitation en commun (1968) il est passé à 133.000 francs (3.400 francs par ha) et est monté 2 ans plus tard à 200.000 francs, soit

4.750 francs par ha. Cela représente un gain de productivité de 70 % en 4 ans par rapport aux exploitations constitutantes. Ce n'est pas le rendement des vignes qui a produit ces améliorations, puisqu'il est resté à peu près constant, mais la vente des vins produits.

Le produit par travailleur est passé de 22.000 à 42.000 francs.

Comme nous l'avons dit, nos renseignements ne vont guère au-delà. Mais ils suffisent pour nous permettre de constater que la fusion de ces deux exploitations, qui existaient depuis assez longtemps (les exploitants avaient 37 et 51 ans à la fusion), s'est accompagnée d'une très bonne amélioration de la production. De plus, il n'est pas indifférent de noter que ce groupement a ouvert ses portes à l'un de ses salariés devenu coassocié.

GROUPEMENT COMPLET N° XXIX BIS

Fiche technico-économique

|                                 | Exploitations associées |     | 1968 | G.A.E.C. |        |
|---------------------------------|-------------------------|-----|------|----------|--------|
|                                 | 1967                    |     |      |          | 1970   |
|                                 | A                       | B   |      |          |        |
| Généralités                     |                         |     |      |          |        |
| S.A.U. (en ha)                  | 22                      | 17  | 39   |          | 42     |
| % fermage et métayage           | 30                      | 3   | 22   |          | 25     |
| % propriété associés            | 70                      | 97  | 78   |          | 75     |
| % propriété groupement          |                         |     |      |          |        |
| Orientation technico-économique |                         |     |      |          |        |
| Cultures pratiquées             |                         |     |      |          |        |
| Céréales                        | 4                       | 7   | 11   |          | 14     |
| Vignes plantées et à planter    | 18                      | 10  | 28   |          | 28     |
| Bétail                          |                         |     |      |          |        |
| Néant                           |                         |     |      |          |        |
| Nombre d'U.G.B.                 |                         |     |      |          |        |
| Main-d'oeuvre                   |                         |     |      |          |        |
| U.T.A. associés                 | 1                       | 1   | 2    |          | 3      |
| U.T.A. aide-familiaux           |                         | 0,5 | 0,5  |          | 0,3    |
| U.T.A. salariés                 | 1,25                    | 1,5 | 2,25 |          | 1,5    |
| Matériel - installations        |                         |     |      |          |        |
| Tracteurs (nombre)              | 2                       | 2   | 4    |          | 4      |
| Investissements réalisés        |                         |     |      |          |        |
| a. Matériel de cave et autre    |                         |     |      |          | 34.000 |
| b.                              |                         |     |      |          |        |
| c.                              |                         |     |      |          |        |
| d.                              |                         |     |      |          |        |
| e.                              |                         |     |      |          |        |
| f.                              |                         |     |      |          |        |
| Financement                     |                         |     |      |          |        |
| a. Prêts du Crédit Agricole     |                         |     |      |          | 19.300 |
| a. Autofinancement              |                         |     |      |          | 14.700 |
| c.                              |                         |     |      |          |        |
| d.                              |                         |     |      |          |        |
| e.                              |                         |     |      |          |        |
| f.                              |                         |     |      |          |        |



GROUPEMENT COMPLET N° XXIX BIS

Fiche technico-économique

|                                      | Exploitations associées |        | G.A.E.C. |         |
|--------------------------------------|-------------------------|--------|----------|---------|
|                                      | 1967                    |        | 1968     | 1970    |
| COMPTES D'EXPLOITATION               | A                       | B      |          |         |
| Produit d'exploitation (en francs)   |                         |        |          |         |
| Cultures de vente                    | 8,000                   | 12,000 | 19,314   | 25,366  |
| Vin                                  | 47,248                  | 48,000 | 113,625  | 174,388 |
|                                      |                         |        |          |         |
|                                      |                         |        |          |         |
| Total                                | 55,248                  | 60,000 | 132,939  | 199,754 |
| par ha S.A.U.                        | 1,600                   | 3,520  | 3,410    | 4,750   |
| Répartition en %                     |                         |        |          |         |
| Agriculture générale                 | 14                      | 12     | 15       | 12      |
| Vignes                               | 86                      | 80     | 85       | 88      |
|                                      |                         |        |          |         |
| Charges réelles                      |                         |        |          |         |
| Approvisionnements et autres charges |                         |        | 21,248   |         |
| Amortissements matériel              |                         |        | 5,762    |         |
| Amortissements foncier               |                         |        |          |         |
| Fermeage                             | 13,000                  | 1,000  | 45,279   |         |
| Charges salariales                   | 15,000                  | 16,000 | 25,870   |         |
| Autres charges réelles               |                         |        |          |         |
| Frais financiers                     |                         | 1,500  | 413      |         |
| Intérêt du capital d'exploitation    |                         |        | 21,250   |         |
| Valeur locative                      | 6,000                   | 15,000 |          |         |
|                                      |                         |        |          |         |
| Revenu d'exploitation brut           |                         |        | 111,691  |         |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.  |                         |        | 2,850    |         |
| Revenu d'exploitation net            |                         |        | 105,929  |         |
| Revenu du travail                    |                         |        | 39,400   |         |
| Revenu du travail par U.T.A.         |                         |        | 8,300    |         |
| Revenu du travail familial           |                         |        | 13,530   |         |
|                                      |                         |        |          |         |
| BILAN - Actif                        |                         |        |          |         |
|                                      |                         |        |          |         |
| Matériel                             |                         |        |          |         |
| Cheptel vif                          |                         |        |          |         |
|                                      |                         |        |          |         |
| Capital circulant                    |                         |        |          |         |
| Actif brut                           |                         |        |          |         |
| - Passif                             |                         |        |          |         |
| Capital propre                       |                         |        |          |         |
| Subventions d'équipement             |                         |        |          |         |
| Emprunts L.T. et M.T.                |                         |        |          |         |
| Dettes et C.T.                       |                         |        |          |         |
| Comptes d'associés                   |                         |        |          |         |
|                                      |                         |        |          |         |
| Résultats                            |                         |        |          |         |
|                                      |                         |        |          |         |
| RENDEMENTS                           |                         |        |          |         |
| Vignes (hl/ha)                       | 71                      |        | 50,7     | 68      |
|                                      |                         |        |          |         |
| Blé (quintaux/ha)                    | 38                      | 50     | 45       | 51,5    |



ANNEXE VII/B

EXEMPLES DE FUSIONS PARTIELLES



ASSOCIATION PARTIELLE N° XXX (16)

Poulets de chair

ORIGINE - OBJET

En 1965, une S.I.C.A. ayant pour objet les productions avicoles (chair et oeufs) a construit un abattoir industriel d'une capacité de 40.000 poulets par semaine. Simultanément, une campagne a été menée dans un rayon de 50 km pour inciter les agriculteurs à lancer des productions de poulets de chair en grandes unités.

Il s'agit d'une région de moyennes et grandes exploitations (moyenne régionale : 70 ha et beaucoup d'exploitations dépassent 100 ha) qui ont souvent abandonné la production laitière, voire même toutes productions animales. Le maïs-grain s'étend d'année en année, représentant souvent 1/4 de la surface des exploitations qui sont, avant tout, céréalières.

La S.I.C.A. regroupe 15 poulaillers, dont 6 sont collectifs comme celui qui est présenté ici. Ceci pour une surface totale de 14.500 m<sup>2</sup>.

Elle est agréée comme Groupement de Producteurs et suit de très près les producteurs : elle fournit les plans-types pour les poulaillers et a passé des marchés avec les constructeurs, elle fournit également les aliments, par contrat avec un fabricant, ainsi que les poussins d'un jour. Les producteurs s'engagent à livrer toute leur production, mais ce n'est pas un système d'intégration totale : ils paient leurs fournitures et les poulets leur sont payés selon les prix du marché. Un Comité technique suit les problèmes techniques des éleveurs et leur envoie un technicien selon leurs besoins.

Sur le plan économique, les résultats sont décevants, autant pour la S.I.C.A. qui a accumulé un déficit important que pour les éleveurs qui arrivent mal à couvrir les amortissements, malgré de très gros progrès dans la production qui atteint maintenant de bonnes performances.

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Ils sont quatre associés, nombre le plus fréquent dans ces groupements. Chacun ayant souscrit les parts correspondant à 500 m<sup>2</sup> de poulailler, cela représente deux bâtiments de 1.000 m<sup>2</sup>, qui est l'unité optimum pour occuper un salarié.

Voici la description succincte des exploitations :

- A : 65 ha, 1 U.T.A., 70 % de céréales, 20 à 30 boeufs engraisés par an;
- B : 92 ha (119 ha en 1971), 2,2 U.T.A., 75 % de céréales, 20 truies avec engraissement des porcelets produits;
- C : 169 ha (213 ha en 1971), 2 U.T.A., 65 % de céréales, betteraves et luzerne à déshydrater, suppression des vaches laitières (30) en 1969;
- D : 185 ha, 3 U.T.A., 70 % de céréales, betteraves industrielles et maïs-grain.

Ils ne sont pas parents, sauf 2 beaux-frères.

#### COLLABORATION ANTERIEURE

Seuls les beaux-frères sont de la même commune, le troisième est exploitant dans une commune voisine et le quatrième à 25 km.

Excepté les deux premiers, qui s'entraident fréquemment, les associés ne collaborent pas autrement entre eux. Ils se connaissaient relativement peu auparavant. C'est la S.I.C.A. qui a mis en relation des agriculteurs prêts à se lancer dans la production avicole.

#### CONSTITUTION - STATUTS

Il n'y a pas de contrat écrit dans ces associations, bien que le Centre de gestion ait proposé un modèle : cela n'a pas paru nécessaire aux associés.

Il s'agit, en somme, d'une copropriété. Chacun a apporté, en espèces, le quart le l'autofinancement nécessaire (4 x 6.500 francs) et la Caisse de Crédit Agricole a accordé les prêts individuellement aux participants, avec des cautions mutuelles. Chacun a également acquitté la souscription des parts sociales à la S.I.C.A., soit 5.000 francs par 500 m<sup>2</sup>.

La forme G.A.E.C. partiel n'a pas été retenue parce que le groupement emploie un salarié et qu'ils sont uniquement apporteurs de capitaux et de travail de direction : ceci est donc non conforme à l'esprit de la loi sur les G.A.E.C.

### ORGANISATION DU TRAVAIL

Un salarié assure le travail quotidien, sous la surveillance de l'associé chez lequel est construit le bâtiment. Ce travail de gérance est rémunéré.

Pour remplacer le salarié le dimanche, les associés se relaient à tour de rôle. Par ailleurs, le salarié prend ses congés annuels à l'occasion du "vide sanitaire" pratiqué entre chaque bande.

Les associés participent aux travaux de livraison des poulets et d'enlèvement des litières, ce temps n'étant pas rémunéré puisqu'il est le même pour chacun.

### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Les relations entre les associés sont cordiales, il faut d'ailleurs noter qu'ils ont peu de travaux en commun. Ils n'ont pas non plus d'orientations nouvelles à décider ensemble. Ils examinent ensemble le résultat de chaque bande.

Les difficultés sont d'ordre économique, puisque les résultats arrivent péniblement à permettre aux associés de rembourser les annuités de leurs emprunts. Pour le moment, et d'une façon générale, les exploitants regrettent leur mise de fonds, mais il faut bien continuer !

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Production avicole : poulets de chair

Nous constatons qu'entre 1966 (1ère année) et 1971, la production s'est fortement accrue, avec la même surface de poulailler et avec la même main-d'oeuvre. Ainsi, la production en poids est passée de 136 tonnes/an à 213,5 tonnes, soit de 68 kg par m<sup>2</sup> à 107 kg (+ 56 %). Cela représente donc une bonne amélioration de productivité.

Dans le même temps, les charges fixes (salaires, amortissements ...) n'augmentaient pas et les charges d'approvisionnement et autres charges directes n'ont augmenté que de 38 %.

Malheureusement, le produit n'a augmenté que de 28 % puisque le prix de vente est descendu de 3,20 à 2,60 francs.

En définitive, le résultat est dégradé : de faible en 1ère année, 4.300 francs par U.T.A., le revenu du travail par U.T.A. est devenu une perte.

Mais on ne peut absolument pas attribuer cela au fait de l'association. Il s'agit d'un résultat très général pour tous les poulaillers de ce groupe de commercialisation, et aussi pour beaucoup d'autres. La création de l'atelier, réalisé pour augmenter les revenus des associés n'a donc pas atteint son but (dans la conjoncture actuelle), mais à cause du choix de la production et rémunère très mal l'investissement important qui a été réalisé (234.600 francs, soit 58.800 francs par associé).



GROUPEMENT PARTIEL N° XXX

Fiche technico-économique

|                                      | 1966    | 1971    |                                  |         |
|--------------------------------------|---------|---------|----------------------------------|---------|
| COMPTE D'EXPLOITATION                |         |         |                                  |         |
| Produit d'exploitation               |         |         |                                  |         |
| Production de poulets :              |         |         |                                  |         |
| - nombre                             | 95,300  | 157,500 |                                  |         |
| - poids (en kg)                      | 136,000 | 213,500 |                                  |         |
| - valeur (en francs)                 | 437,762 | 555,841 |                                  |         |
| Total                                | 437,762 | 555,841 |                                  |         |
| par ha S.A.U.                        |         |         |                                  |         |
| Répartition en %                     |         |         |                                  |         |
|                                      |         |         | Main-d'oeuvre                    |         |
|                                      |         |         | Associés - en U.T.A.             | 0,2     |
|                                      |         |         | Salarie                          | 0,7     |
| Charges réelles                      |         |         |                                  |         |
| Approvisionnements et frais généraux | 383,451 | 507,568 |                                  |         |
| Amortissements matériel              | 33,525  | 38,000  |                                  |         |
| Amortissements foncier               | -       | -       |                                  |         |
| Fermeage                             | -       | -       |                                  |         |
| Charges salariales                   | 10,877  | 11,519  |                                  |         |
| Autres charges réelles               | /       | /       |                                  |         |
| Frais financiers                     | 6,899   | 10,739  |                                  |         |
| Intérêt du capital d'exploitation    | 13,900  | 13,338  |                                  |         |
| Valeur locative                      | -       | -       |                                  |         |
| Revenu d'exploitation brut           | 51,311  | 48,273  |                                  |         |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.  |         |         |                                  |         |
| Revenu d'exploitation net            | 17,786  | 10,273  |                                  |         |
| Revenu du travail                    | 3,886   | - 3,065 |                                  |         |
| Revenu du travail par U.T.A.         | 4,300   | -       |                                  |         |
| Revenu du travail familial           | 0       | -       |                                  |         |
| BILAN - Actif                        |         |         |                                  |         |
|                                      |         |         | Investissement réalisé en 1965 : |         |
| Bâtiments                            | 151,000 | 60,000  |                                  |         |
| Matériel                             | 50,149  | 6,200   | Poulailler complet               | 234,674 |
| Cheptel vif                          |         |         | (2,000 m2)                       |         |
| Capital circulant                    | 100,265 | 148,311 | Financement :                    |         |
| Actif brut                           | 301,414 | 214,511 | Emprunt                          | 200,000 |
| - Passif                             |         |         |                                  |         |
| Capital propre                       | 26,000  | 26,000  |                                  |         |
| Subventions d'équipement             |         |         |                                  |         |
| Emprunts L.T. et M.T.                | 200,000 | 64,268  |                                  |         |
| Dettes et C.T.                       | 72,404  | 84,771  |                                  |         |
| Comptes d'associés                   |         | 39,472  |                                  |         |
| Résultats                            | 3,010   |         |                                  |         |
| RENDEMENTS                           |         |         |                                  |         |
| Poids produit par m2 et par an (kg)  | 68,15   | 106,75  |                                  |         |



G.A.E.C. PARTIEL XXXI (16)

Viande bovine

OBJET - ORIGINE

L'objet de ce G.A.E.C. est l'engraissement de taurillons de 8 à 16 mois.

Il faut replacer cette production dans le contexte de la région, où la culture de la luzerne déshydratée s'est répandue depuis 7 ans, grâce à l'implantation d'une douzaine d'usines coopératives. L'extension de cette culture provient de ce que les exploitations, qui sont d'assez grandes dimensions et ont peu de bétail, manquent de têtes d'assolement. Mais le prix de la luzerne déshydratée étant trop bas certaines années et l'organisme qui centralise la commercialisation demandant une certaine proportion d'autoconsommation, les producteurs ont été amenés à transformer leur produit en engraisant des taurillons.

Un Groupement de producteurs a été créé pour la fourniture des veaux de 8 mois et la vente des animaux engraisés.

Par ailleurs, cette production est fort commode pour utiliser les périodes creuses du travail céréalier et elle procure du fumier ou du lisier.

Deux moyens sont à la portée des éleveurs (1) :

- utiliser des bâtiments existants pour engraisser 30 à 60 taurillons, sans investissements;
- créer une étable, mais il faut alors une dimension suffisante pour essayer de compenser l'amortissement des installations par l'économie de main-d'oeuvre.

De telles installations de grande taille (150 à 300 places) ont été construites, à titre individuel, par des exploitations importantes, ou collectivement par de plus petites exploitations : 5 G.A.E.C. partiels ont été ainsi créés, dont celui-ci, et d'autres travaillent en groupements non déclarés, en proche famille principalement.

---

(1) Un troisième moyen consiste en la création de coopératives d'engraissement (1.000 - 2.000 taurillons) annexées aux usines de déshydratation. Les éleveurs ne sont plus alors que des actionnaires. La formule n'est qu'à son démarrage.

Il s'agit d'un revenu relativement accessoire pour ces exploitations, qui sont toutes de dimensions suffisantes (70 ha de moyenne dans la région) et obtiennent de bons résultats avec les cultures.

## ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Il y a 4 associés, dont les âges vont de 30 à 42 ans.

Leurs exploitations se décrivent ainsi :

- |   |       |                       |
|---|-------|-----------------------|
| - A : 108 ha - 20 vaches laitières                                    | - 2   | U.T.A. - 2 tracteurs  |
| - B : 86 ha - 20 vaches laitières                                     | - 2   | U.T.A. - 2 tracteurs  |
| - C : 132 ha - 60 taurillons de boucherie<br>(élevés pour son compte) | - 2,3 | U.T.A. - 2 tracteurs  |
| - D : 76 ha - sans bétail   | - 1   | U.T.A. - 2 tracteurs. |

Ces exploitants cultivent : betteraves, blé, orge, luzerne déshydratée.  
Elles sont situées dans des communes voisines.

## COLLABORATION ANTERIEURE

Auparavant les associés travaillaient fréquemment en commun (moisson, récolte de betteraves). Ils ont du matériel en commun. De ce fait, ils se connaissent bien et l'idée de l'étable est venue assez naturellement.

CONSTITUTION - STATUTS

Les statuts de G.A.E.C. partiel ont été adoptés et établis avec l'aide du Centre de gestion, en juillet 1969. Le Comité départemental d'agrément a d'abord été réticent. Il a donné son agrément à cause de la complémentarité de ces productions pour les exploitations et parce que les associés effectuaient eux-mêmes le travail, sans employer de salarié.

Les associés ont apporté chacun 40.000 francs en espèces et ont construit les deux bâtiments avec l'aide de prêts du Crédit Agricole.

Les bâtiments ont été mis en service en avril 1970.

ORGANISATION DU TRAVAIL

Les taurillons sont par cases de 15, dans 2 bâtiments de 165 places. Ils sont sur caillebotis au-dessus d'une fosse à lisier.

L'alimentation est distribuée dans les auge, tous les trois jours, sous forme de granulés (luzerne et pulpe de betteraves).

L'évacuation du lisier a lieu plusieurs fois par an, en commun. Les associés en prennent chacun autant. Il y a également des pesées régulières.

Le travail de surveillance des animaux est très important, sur le plan sanitaire particulièrement. Les associés se retrouvent chaque matin à 9 heures pour visiter attentivement les animaux, celui qui en est empêché s'en dispense sans difficultés. Ainsi, la coordination et l'information réciproque se font tout naturellement, de même que les prises de décisions. Il est envisagé d'installer un petit bureau à côté de l'étable.

#### AVANTAGES - INCONVENIENTS

Les associés seraient pleinement satisfaits de leur réalisation si la rentabilité était meilleure. Ils estiment qu'une fois les prêts remboursés, l'investissement sera bénéficiaire et ne le regrettent pas.

Ils estiment que l'association était la meilleure et même la seule manière de donner cette extension à leurs exploitations et trouvent que, sur les autres plans, les résultats de leur collaboration sont très positifs.

#### PROJETS

Ils envisagent d'élever eux-mêmes, chez eux, les veaux de 8 jours. Les animaux de 8 mois valent, en effet, jusque 2.000 francs. Après sevrage, les veaux seraient dans un bâtiment commun (à construire). Un essai est en cours.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Production de viande bovine (jeunes boeufs).

Nous avons encore un recul insuffisant pour juger le résultat économique de ce groupement puisque nous ne connaissons que des résultats d'un exercice normal (et celui de l'exercice de démarrage sur 8 mois).

Cependant, nous pouvons constater qu'en rémunérant convenablement le capital, il ne reste qu'une très faible rémunération pour la main-d'oeuvre. Les charges directes sont, en effet, très proches du produit puisqu'elles représentent plus de 95 % de ce dernier, laissant une marge insuffisante pour rémunérer le travail et les investissements.

Ceux-ci se montent, en effet, à près de 500.000 francs, sans compter le capital circulant nécessaire à l'achat des animaux et des aliments.

Comme pour le groupement précédent, nous pouvons invoquer une conjoncture défavorable (ici celle du rapport de prix entre la viande et les produits déshydratés). Mais, du moins, les amortissements sont payés, sans perte pour les associés. L'on peut espérer que l'avenir sera plus favorable pour ce groupement qui est un gros producteur de viande et a réalisé des investissements importants.

GROUPEMENT PARTIEL N° XXXI

Fiche technique-économique

|                                      | 1970<br>(8 mois) | 1971      |                                       |       |         |
|--------------------------------------|------------------|-----------|---------------------------------------|-------|---------|
| COMPTE D'EXPLOITATION                |                  |           |                                       |       |         |
| Produit d'exploitation               |                  |           |                                       |       |         |
|                                      |                  |           |                                       |       |         |
|                                      |                  |           |                                       |       |         |
| Vente                                | 971,300          | 1,161,000 |                                       |       |         |
| Total                                | 971,300          | 1,161,000 |                                       |       |         |
| par ha S.A.U.                        |                  |           |                                       |       |         |
| Répartition en %                     |                  |           |                                       |       |         |
|                                      |                  |           | Main-d'oeuvre                         |       |         |
|                                      |                  |           | Associés, en U.T.A.                   |       | 1       |
| Charges réelles                      |                  |           |                                       |       |         |
| Approvisionnements et frais généraux | 957,598          | 1,080,591 |                                       |       |         |
| Amortissements matériel              | 23,600           | 28,202    |                                       |       |         |
| Amortissements foncier               | -                | -         |                                       |       |         |
| Fermeage                             | -                | -         |                                       |       |         |
| Charges salariales                   | -                | -         |                                       |       |         |
| Autres charges réelles               | -                | -         |                                       |       |         |
| Frais financiers                     | 38,802           | 32,207    |                                       |       |         |
| Intérêt du capital d'exploitation    | 50,000           | 49,600    |                                       |       |         |
| Valeur locative                      |                  |           |                                       |       |         |
| Revenu d'exploitation brut           | 13,702           | 80,409    |                                       |       |         |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.  |                  |           |                                       |       |         |
| Revenu d'exploitation net            | - 9,898          | 52,207    |                                       |       |         |
| Revenu du travail                    | -                | 2,607     |                                       |       |         |
| Revenu du travail par U.T.A.         |                  |           |                                       |       |         |
| Revenu du travail familial           | -                | 2,607     |                                       |       |         |
| BILAN - Actif                        | 31/12/70         | 31/12/71  |                                       |       |         |
|                                      |                  |           | Investissements réalisés (1969-70)    |       |         |
| Terrain                              | 10,950           | 10,950    | Bâtiments de 350 places               |       |         |
| Matériel et bâtiments                | 335,231          | 318,015   | Matériel (lisier, divers)             |       | 36,140  |
| Cheptel vif                          | 220,537          | 433,738   | Mangeoires, auges                     |       | 56,134  |
|                                      |                  |           | Bâtiments                             |       | 229,748 |
| Capital circulant                    | 523,946          | 229,693   | Terrain                               |       | 10,950  |
| Actif brut                           | 1,090,664        | 992,396   | Travail des associés                  |       | 44,616  |
| - Passif                             |                  |           | Frais d'établissement, parts sociales |       | 36,810  |
| Capital propre                       | 120,000          | 120,000   | T.V.A.                                |       | 78,000  |
| Subventions d'équipement             |                  |           |                                       | Total | 492,398 |
| Emprunts L.T. et M.T.                | 388,000          | 357,800   |                                       |       |         |
| Dettes et C.T.                       | 628,775          | 530,814   | Financement                           |       |         |
| Comptes d'associés                   |                  | - 46,111  | Emprunt 12 ans                        |       | 351,000 |
|                                      |                  |           | Emprunt 5 ans                         |       | 37,000  |
| Résultats                            | - 46,111         | 29,893    | Autofinancement                       |       | 104,399 |
| RENDEMENTS                           |                  |           |                                       |       |         |
|                                      |                  |           |                                       |       |         |
|                                      |                  |           |                                       |       |         |
|                                      |                  |           |                                       |       |         |





G.A.E.C. PARTIEL XXXII (17)

Cultures

OBJET - ORIGINE

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (S.A.F.E.R.) de ce département a réalisé, en 1967, le défrichement d'un plateau situé à proximité de la commune. Il s'agit de terres argileuses, assez fertiles mais avec de grosses pierres qu'il est nécessaire d'enlever. Cette friche n'était que partiellement boisée et servait de pâture communale.

Initialement, la S.A.F.E.R. voulait remettre les 65 ha en pâture, avec des clôtures et installation d'eau. Elle a renoncé à ce projet et a loué la terre à la commune pour 25 ans, sous condition que l'ilôt de culture ainsi créé ne soit pas démembré.

Ainsi poussés à reprendre les terres (de peur qu'un étranger à la commune ne le fasse), les exploitants de la commune se sont concertés et quatre d'entre eux seulement ont décidé d'exploiter les 65 ha en commun. Dès le départ, ils ont décidé de n'y faire que des cultures de vente.

ASSOCIES - EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Il y a donc 4 associés, mais au départ 2 seulement exploitaient directement et les 2 autres étaient aide-familiaux de leur père. Ces deux derniers ont repris, à leur compte, l'exploitation de leur père en 1970.

1968

- A : 35 ha - 17 vaches laitières
- B : 30 ha - 20 vaches laitières
- C : 35 ha - 20 vaches laitières
- D : 40 ha - 20 vaches laitières

1971

- 35 ha - 17 vaches laitières
- 57 ha - 28 vaches laitières
- 35 ha - 20 vaches laitières
- 90 ha - projet d'abandon des vaches laitières.

Leurs âges sont respectivement de 28, 30, 35 et 45 ans. Aucun n'emploie d'ouvriers, mais ils sont aidés de leur épouses et de leurs parents.

Les augmentations de surface de deux associés montrent que, dans cette région, les exploitations cherchent à s'agrandir, en achetant ou en louant les terres libérées par les exploitants âgés, afin d'arriver à des dimensions suffisantes.

### COLLABORATION ANTERIEURE

Un assez grand courant d'entraide et d'achats de matériel en copropriété existait déjà dans la commune.

Au départ, les associés ont créé une banque de travail et leur projet était de la faire fonctionner pour toute la commune. Mais, en fait, elle n'a jamais travaillé qu'entre les associés, que les autres exploitants ont un peu rejetée du fait de leur extension en commun.

### CONSTITUTION - STATUTS

L'impulsion est surtout venue de l'associé le plus âgé, qui a agi dans un esprit communautaire, avec le souci d'élargir l'utilisation du matériel aux autres exploitants de la commune.

Le statut de G.A.E.C. partiel a été adopté, avec les encouragements de la S.A.F.E.R. Chacun a apporté 10.000 francs de capital social, en espèces. Le G.A.E.C. a acquis une moissonneuse-batteuse et quelques machines de culture, pour le reste, les associés ont mis leur matériel à la disposition de leur G.A.E.C., par la banque du travail.

Le défrichement a été acheté à la S.A.F.E.R. par le G.A.E.C. qui a bénéficié pour cela d'une subvention. De plus, la S.A.F.E.R. a payé aux associés leur contribution au travail de mise en état du sol. En définitive, avec le prêt accordé par la Caisse de Crédit Agricole, le G.A.E.C. a reçu plus que cet investissement ne lui a coûté.

La constitution a été effectuée avec l'aide du Centre de gestion, au printemps 1968, mais la récolte 1968 n'a été faite que sur une petite partie des terres. Le vrai démarrage ne s'est fait qu'avec la récolte 1969.

Le partage des résultats est prévu en quatre parts égales.

### ORGANISATION DU TRAVAIL

Les associés ont décidé d'effectuer ensemble tous les travaux de culture et de récolte. La participation de leur matériel est comptabilisée selon des équivalences avec les heures de travail d'homme.

En fait, chaque chantier n'étant mis en route que lorsque tous les associés sont libres (c'est-à-dire, lorsque leur propre travail est terminé), le travail a très souvent été fait en retard et des améliorations nécessaires, comme l'épierrage des terres, n'ont pas été réalisées.

Ceci a produit des déficits de récoltes et de sérieux malaises entre les associés. L'entretien du matériel utilisé en commun est aussi un sujet de discorde.

Si le principe du travail en commun était bon pour la collaboration effective de tous, son application trop stricte n'a pas été réaliste. Chacun pensait d'abord à sa propre exploitation.

### ENVIRONNEMENT

Cette reprise de terres en commun n'a pas vraiment soulevé de jalousie de la part des autres exploitants, qui avaient été invités à y participer. Mais, de l'avis des associés, elle a gêné beaucoup les courants d'entraide établis depuis longtemps entre chacun et d'autres partenaires. L'idée de la banque de travail cherchait à remédier à cela, mais elle n'a pas eu d'échos, peut-être parce qu'elle substituait à des entraides peu organisées entre quelques-uns une entraide générale entre tous et beaucoup plus organisée.

### RESULTATS - DIFFICULTES

Après une bonne récolte en 1969 (25 quintaux de colza à l'ha), la récolte fut déficitaire en 1970, comme dans toute la région. Mais elle fut encore mauvaise en 1971, alors qu'elle était bonne ailleurs. Nous en avons vu les raisons.

Dès le printemps 1971, l'associé C avait demandé à se retirer du fait de l'extension de sa propre exploitation (30 à 57 ha) et de sa surcharge de travail. Comme il prétendait cependant, et paradoxalement, conserver le quart de la surface du G.A.E.C., son départ ne fut pas officialisé, la S.A.F.E.R. le refusant.

Dans l'hiver 1970-71, deux autres associés ont demandé à leur tour l'éclatement du G.A.E.C., chacun emportant sa part de terre. Le G.A.E.C. est donc en voie de dissolution, ce qui n'est pas encore réalisé. La S.A.F.E.R. ne s'est, en effet, pas prononcée sur la division de la parcelle. Au printemps 1972, les 65 ha ont donc été emblavés.

### CONCLUSION

Les associés reconnaissent que la formule du groupement était la seule qui leur permette, à cette époque, cette reprise de terres en commun. D'autre part, grâce à la subvention et aux prêts, ils n'ont pas connu de difficultés

financières et cette exploitation supplémentaire pouvait facilement équilibrer ses charges, compte-tenu du potentiel existant dans chaque exploitation.

Mais ils ont buté sur une série de problèmes d'organisation du travail et d'entente venant de ce que, à la base, il n'y avait pas, entre eux, un réel esprit de collaboration. Comme ils le disent "ils ont choisi un projet, mais ils ne se sont pas choisis".

Il y avait certainement un vice à la base : la difficulté de mener deux activités semblables, l'une chacun pour soi, l'autre pour la communauté. Si une bonne entente avait pu s'établir logiquement, ce G.A.E.C. aurait amené à une fusion complète des exploitations. Il en était d'autant moins question que chacun (sauf 1) a continué à mettre son dynamisme au service de l'agrandissement et de la modernisation de sa propre exploitation.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

##### Cultures

Deux éléments influencent le résultat du groupement : une récolte mauvaise en 1970 et le travail mal fait (ou exécuté trop tard) par suite de la mésentente entre les associés.

L'année de démarrage fut très encourageante, avec un revenu du travail de 51.000 francs pour rémunérer les 4 associés, qui n'ont pas de frais de main-d'oeuvre supplémentaires. Mais, du fait de ces deux éléments, nous constatons un déficit en 1970 et nous savons qu'en 1971, le résultat n'est guère meilleur.

Ce n'est pas le contexte économique du groupement qui est en cause, contrairement aux deux précédents, mais l'impossibilité de parvenir à un fonctionnement normal lorsque les associés ne sont pas d'accord entre eux.

GROUPEMENT PARTIEL N° XXXII

Fiche technico-économique

|                                      | 1969     | 1970     |  |  |  |  |
|--------------------------------------|----------|----------|--|--|--|--|
| COMPTE D'EXPLOITATION (              |          |          |  |  |  |  |
| Produit d'exploitation (en francs)   |          |          |  |  |  |  |
| Cultures de vente                    | 83,538   | 40,056   |  |  |  |  |
| Travaux à façon                      | 25,875   | 1,205    |  |  |  |  |
| Divers                               | 1,218    | 809      |  |  |  |  |
| Total                                | 110,631  | 42,070   |  |  |  |  |
| par ha S.A.U.                        | 1,850    | 612      |  |  |  |  |
| Répartition en %                     |          |          |  |  |  |  |
| Charges réelles                      |          |          |  |  |  |  |
| Approvisionnements et autres charges | 36,165   | 35,770   |  |  |  |  |
| Amortissements matériel              | 6,000    | 6,315    |  |  |  |  |
| Amortissements foncier               | 4,000    | 4,000    |  |  |  |  |
| Fermeage                             | 2,986    | 3,111    |  |  |  |  |
| Charges salariales                   | 215      | -        |  |  |  |  |
| Autres charges réelles               | /        | /        |  |  |  |  |
| Frais financiers                     | 914      | 3,886    |  |  |  |  |
| Intérêt du capital d'exploitation    | 10,000   | 10,900   |  |  |  |  |
| Valeur locative                      | 4,000    | 4,000    |  |  |  |  |
| Revenu d'exploitation brut           | 74,466   | 6,300    |  |  |  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.  | 1,240    | 105      |  |  |  |  |
| Revenu d'exploitation net            | 68,466   | 0        |  |  |  |  |
| Revenu du travail                    | 51,480   | -        |  |  |  |  |
| Revenu du travail par U.T.A.         |          |          |  |  |  |  |
| Revenu du travail familial           | 51,265   | -        |  |  |  |  |
| BILAN - Actif                        | 31/12/69 | 31/12/70 |  |  |  |  |
| Défrichement                         | 83,485   | 70,731   |  |  |  |  |
| Matériel                             | 34,725   | 32,844   |  |  |  |  |
| Cheptel vif                          |          |          |  |  |  |  |
| Capital circulant                    | 136,252  | 77,021   |  |  |  |  |
| Actif brut                           | 254,462  | 180,596  |  |  |  |  |
| - Passif                             |          |          |  |  |  |  |
| Capital propre                       | 40,000   | 40,000   |  |  |  |  |
| Subventions d'équipement             | 54,590   | 54,590   |  |  |  |  |
| Emprunts L.T. et M.T.                | 114,800  | 102,867  |  |  |  |  |
| Dettes et C.T.                       | 12,410   |          |  |  |  |  |
| Comptes d'associés                   | 32,662   | - 16,861 |  |  |  |  |
| Résultats                            |          |          |  |  |  |  |
| RENDEMENTS                           |          |          |  |  |  |  |
| Colza (quintaux/ha)                  | 25       |          |  |  |  |  |



G.A.E.C. PARTIEL XXXIII (19)

Vigne et vente de vin

OBJET

Il s'agit d'un atelier en commun destiné à la production et à la commercialisation directe de vin d'appellation contrôlée. Ceci dans une région de petites exploitations, polyculture et élevage, où la vigne, toujours cultivée, a pris un nouvel essor depuis quelques années.

ASSOCIES - MOTIVATIONS

Ils sont 5 associés, sans liens de parenté, sauf un père et son fils. Ce sont des exploitations plus petites que la moyenne de leur région :

- 2 produisent des fruits (poires et pommes), l'un sur 2 ha 50; l'autre sur 5 ha;
- 1 produit des fruits et du maïs;
- les 2 autres font de la culture (maïs surtout) et de l'élevage laitier sur 10 ha.

Ces exploitations ont toujours produit leur vin, mais elles avaient commencé à planter plus de vignes il y a 8 ou 10 ans, poussées par la nécessité d'augmenter leurs revenus. Puis elles ont eu l'idée, en 1968, de vendre leurs récoltes en commun et, ensuite, de planter ensemble de nouvelles vignes.

COLLABORATION ANTERIEURE

Ils s'entraidaient fréquemment auparavant et avaient certains matériels en commun. L'entraide portant surtout sur les vignes, l'idée naquit peu à peu de réaliser la commercialisation en commun, puis les plantations.

CONSTITUTION - STATUTS

Par suite des législations sur les vins (code du vin) et sur les G.A.E.C., ils ont changé à plusieurs reprises de forme sociale :

- d'abord ils avaient fait une simple société de fait, destinée à vendre leurs récoltes. Mais le Code du vin interdit d'avoir, dans une même cave,

le vin de plusieurs récoltants, et d'ailleurs également de transférer la propriété ou la jouissance de vignes à une société;

- en 1969, ils ont demandé leur agrément comme G.A.E.C. partiel. Ce G.A.E.C. comprenait 6 associés dont 2 apporteurs en industrie : le fils d'un d'entre eux et un technicien, conseiller viticole de la région. Le G.A.E.C. fut refusé à cause de la présence de ce technicien, qui ne travaillait pas manuellement, et aussi à cause de son objet avant tout commercial : au départ, chacun conservait la production de ses vignes, le groupement la commercialisait à sa place;
- ils ont alors créé une société civile, mais qui se heurtait aux prescriptions du Code du vin. Seule la forme G.A.E.C. aurait pu permettre "d'être en règle", grâce à la transparence accordée aux exploitations constituan-tes;
- en 1970, ils ont décidé d'apporter l'ensemble de leurs cultures de vignes à un G.A.E.C. partiel, créé pour 20 ans. Le technicien n'était plus associé et l'autre apporteur en industrie était devenu apporteur de capital. L'agrément leur a été donné en octobre 1970.

En fait, malgré la transparence accordée aux exploitants membres du G.A.E.C., l'Administration de la Régie semble tolérer seulement leurs apports de récoltes au G.A.E.C. Les vignes restent la propriété de chacun et les plantations ne sont que mises à la disposition du G.A.E.C. Il semble qu'un apport en parts de jouissance des plantations aurait mieux résolu le problème.

Dans toutes ces démarches, les associés ont bénéficié de l'assistance du Centre de gestion et du Conseiller viticole, ainsi que de consultations de juristes des Organisations professionnelles nationales.

Le capital social se monte à 16.000 francs, dont un tiers souscrit en espèces et le reste sous forme d'apports de matériel.

Les bâtiments sont mis à la disposition du groupement par les associés, gratuitement. Certains bâtiments et le pressoir sont loués à des tiers.

Outre les plantations restées au nom des associés, d'autres ont été réalisées par le G.A.E.C.



## ORGANISATION DU TRAVAIL

Le travail est réalisé par l'ensemble des associés. Le temps passé par chacun fait l'objet d'un enregistrement précis et est payé comme nous le verrons.

Pour les travaux de culture, chacun a la responsabilité de ses propres vignes et y travaille. Cela n'empêche pas que les uns ou les autres peuvent, sur demande, aller travailler dans les vignes ne leur appartenant pas. Ils se partagent les travaux sur les vignes communautaires.

Le travail de vente est important, car la majeure partie de la production est vendue en bouteilles (étiquetées sous le nom du groupement) à une clientèle particulière (villes voisines et touristes) : il faut la recevoir sur place, entretenir des relations, faire déguster ... Une autre partie est vendue à des restaurants et il faut faire des tournées de prospection et de livraison. Pour la vente durant le week-end, la plus importante, les associés se relaient et leur groupement leur apporte, sur ce point, une libération très appréciable.

Le matériel est possédé en commun, ce qui crée obligatoirement des liens assez étroits dans le travail, qui est d'ailleurs souvent effectué en chantiers communs.

La coordination est surtout assurée, outre les efforts du secrétaire, par une réunion hebdomadaire. Le but immédiat en est l'organisation des ventes au détail, ils prévoient aussi le travail à venir et font le point. Les décisions importantes sont le plus souvent préparées par des "comités" réunissant, par affinités, ceux qui mûrissent le projet. La décision est ensuite prise en commun à l'unanimité (par exemple : achats de terres ou de bâtiments, plantations nouvelles ...).

Les responsabilités sont bien partagées :

- expéditions, commercialisation extérieure;
- matériel;
- secrétariat et comptabilité (avec un adjoint);
- travail de cave;
- organisation des chantiers de vendange.

Les épouses ne travaillent pas sur le G.A.E.C., sauf pour les vendanges, et n'ont pas participé à sa création. Un fils, handicapé, travaille avec les

associés et reçoit, à titre d'aide-familial, un salaire équivalent au SMIG.

Il existe un règlement intérieur mais il sera à revoir. Il prévoit le partage des responsabilités et les rémunérations. Il règle la question des prélèvements en nature et des frais à la charge du G.A.E.C. ainsi que les congés.

#### PARTAGE DES RESULTATS

Il est assez particulier :

- pour les vignes qui restent la propriété de chacun, le groupement pratique un système voisin du métayage : chacun perçoit la moitié de la valeur de sa production, comptée au prix d'inventaire, au-dessous des cours du marché;
- pour le produit des autres vignes et pour l'autre moitié du produit des vignes particulières, le résultat est attribué à chacun selon le travail qu'il a fourni. En fait, les associés fixent à l'avance un prix horaire pour l'année (5 francs actuellement) et le reste est mis au compte des associés en fin d'année : la majeure partie est laissée à la disposition du groupement.

Ce système semble assurer une rémunération convenable des apports de vignes et de travail de chacun. Mais, à la limite, l'associé travaillant très peu ou beaucoup sur le G.A.E.C. ne serait-il pas insuffisamment ou trop rémunéré ?

#### ENVIRONNEMENT

Les associés ont tous des responsabilités dans des organisations professionnelles. Ces réunions ne sont pas comptées dans leur temps de travail.

Comme bien souvent, l'entourage a fait preuve de beaucoup de réserves au départ de ce G.A.E.C. et prédisait même son échec. Maintenant, il est admis.

#### AVANTAGES ET INCONVENIENTS PERCUS

Les associés sont clairement conscients :

- "qu'ils n'en auraient pas fait autant individuellement". Leur réalisation leur permet une production importante (864 hl en 1971, très mauvaise année) et surtout une commercialisation en bonnes conditions;

- que le groupement résoud le problème des ventes du dimanche;
- que le travail est beaucoup plus facile à faire en commun, particulièrement pour les parcelles éloignées.

Par contre, ils avouent ne pas avoir encore réalisé une unité suffisante entre eux. De petits problèmes, comme le rangement des outils ou le nettoyage des bouteilles, sont souvent mal résolus, chacun aimerait se décharger sur les autres.

Ils estiment également que l'efficacité est diminuée par la lenteur des décisions à prendre ensemble, après avoir convaincu tout le monde.

### PROJETS

Quoiqu'il en soit, les associés sont satisfaits de leur groupement et visent à son extension : de 12 ha plantés actuellement ils pensent passer à 16 ha en 1975 et espèrent augmenter leurs ventes de 15.000 bouteilles par an, ces années-ci pour arriver à 100.000 bouteilles par an contre 50.000 cette année.

Dans quelques années, le fils d'un associé, qui poursuit ses études dans une école supérieure de viticulture, entrera vraisemblablement dans le G.A.E.C.

Toutefois, ils n'envisagent pas de fusionner complètement leurs exploitations, que ce soit en abandonnant leurs productions non viticoles ou en fusionnant l'ensemble des productions de chacun.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Production et commercialisation de vin

Ce groupement de fusion partielle a atteint un résultat satisfaisant. En effet, malgré une récolte médiocre en 1971, les résultats restent bons et se sont améliorés en 3 ans.

Le produit est passé, sur la même surface, de 119.000 francs en 1969 à 176.000 francs en 1971. En contrepartie, les charges ont augmenté : les approvisionnements ont presque triplé, les autres charges restant cependant assez constantes.

Il n'y a pas eu d'investissements, si ce n'est un achat de matériel en dernière année.

Le revenu du travail des 5 associés est donc passé de 52.700 francs en 1969 à 78.000 francs en 1970, pour descendre à 66.200 francs en 1971 (mauvaise récolte). S'agissant d'une fusion partielle, on peut l'estimer intéressant

et cette progression, due à un travail plus rationnel et à la possibilité de vente de vin au détail, est encourageante. On peut être certain que le résultat continuera à s'améliorer et à contribuer à procurer de meilleurs revenus aux associés.

GROUPEMENT PARTIEL N° XXXIII

Fiche technico-économique

|                                       |        | 1969     | 1970     | 1971     |                       |
|---------------------------------------|--------|----------|----------|----------|-----------------------|
| COMPTÉ D'EXPLOITATION                 |        |          |          |          |                       |
| Produit d'exploitation                |        |          |          |          |                       |
| Surface en vignes plantées (en ha)    |        | 12,50    | 12,81    | 12,55    |                       |
| Divers                                |        |          | 2,653    | 347      |                       |
| Ventes de vins                        |        | 42,621   | 82,397   | 163,490  |                       |
| Variation de stocks de vins           |        | 76,258   | 59,423   | 12,013   |                       |
| Total                                 |        | 118,879  | 144,473  | 175,850  |                       |
| par ha S.A.U.                         |        | 9,550    | 11,300   | 14,000   |                       |
| Répartition en %                      |        |          |          |          |                       |
| Charges réelles                       |        |          |          |          |                       |
| Approvisionnements                    |        | 16,479   | 24,874   | 45,368   |                       |
| Amortissements matériel               |        | 3,305    | 4,376    | 4,538    |                       |
| Amortissements foncier                |        | -        | -        | -        |                       |
| Fermeage                              |        | 1,752    | 5,820    | 4,420    |                       |
| Charges salariales                    |        | 10,374   | 5,106    | 12,394   |                       |
| Autres charges réelles                |        | 28,066   | 16,455   | 28,759   |                       |
| Frais financiers                      |        | 2,505    | 1,903    | 2,640    |                       |
| Intérêt du capital d'exploitation     |        | 6,200    | 9,900    | 14,200   |                       |
| Valeur locative                       |        | -        | -        | -        |                       |
| Revenu d'exploitation brut            |        | 74,334   | 103,144  | 101,723  |                       |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.   |        | 5,950    | 8,050    | 8,100    |                       |
| Revenu d'exploitation net             |        | 71,029   | 98,768   | 97,185   |                       |
| Revenu du travail                     |        | 63,077   | 83,048   | 78,565   |                       |
| Revenu du travail par U.T.A.          |        |          |          |          |                       |
| Revenu du travail familial            |        | 52,703   | 77,942   | 66,171   |                       |
| BILAN - Actif                         | 1/1/69 | 31/12/69 | 31/12/70 | 31/12/71 |                       |
| Frais d'établissement et aménagements | 1,096  | 987      | 2,230    | 7,372    |                       |
| Matériel                              | 23,831 | 29,739   | 31,603   | 38,036   |                       |
| Cheptel vif                           |        |          |          |          |                       |
| Stock de vin                          | 36,534 | 112,792  | 172,215  | 184,228  |                       |
| Capital circulant                     | 8,048  | 33,831   | 13,328   | 121,457  |                       |
| Actif brut                            | 69,509 | 177,349  | 219,376  | 351,093  |                       |
| - Passif                              |        |          |          |          |                       |
| Capital propre                        | 18,000 | 18,000   | 19,100   | 19,431   |                       |
| Subventions d'équipement              |        | 5,400    | 4,800    | 4,200    |                       |
| Emprunts L.T. et M.T.                 |        |          |          | 82,164   | → Prêt sur matériel + |
| Dettes et C.T.                        |        | 61,110   | 54,606   | 47,394   | prêt sur calamité     |
| Comptes d'associés                    | 26,660 | 36,605   | 48,738   | 17,438   |                       |
| Résultats                             | 22,849 | 56,234   | 92,132   | 88,334   |                       |
| RENDEMENTS                            |        |          |          |          |                       |



GROUPEMENT PARTIEL XXXIV (19)

Elevage de veaux (Nursery)

OBJET - MOTIVATION DES ASSOCIES

Cette réalisation a pour but l'élevage des veaux de ses adhérents :

- sevrage des veaux femelles destinés au remplacement;
- engraissement des veaux de boucherie;
- sevrage de mâles destinés à faire des boeufs de viande.

Les exploitations associées confient leurs veaux à la Nursery dans un double but :

- libérer de la main-d'oeuvre pour des élevages hors-sol surtout;
- intensifier la production laitière, en particulier, en utilisant les bâtiments ainsi libérés.

EXPLOITATIONS ASSOCIEES

Il y a 23 associés, exploitants agricoles de divers âges; la moyenne d'âge tourne cependant autour de 40 à 45 ans. Les exploitations ont, en général, une surface un peu supérieure à la moyenne de la région : 50 à 60 ha contre 25 ha; leurs surfaces s'étagent entre 15 et 100 ha.

Elles pratiquent toutes la production laitière avec 20 - 30 vaches, jusque 50, les races sont diverses (frisonnes, montbeliardes). Il y a souvent des porcheries ou des poulaillers, surtout dans les plus petites exploitations. La culture du maïs-grain se développe dans cette région aux sols légers et assez humides. L'intensification fourragère, comme ailleurs, provient, en grande partie, de la culture de maïs à ensiler.

CONSTITUTION - STATUTS

La Nursery a été créée en septembre 1967 entre 16 associés. Leur nombre est monté assez rapidement à 23, ceci dans un rayon de 20 km autour des bâtiments. La constitution est due à l'initiative du C.E.T.A. de la région qui avait réfléchi aux conditions d'intensification de l'élevage et dont presque tous les membres ont adhéré à la Nursery.

La forme choisie est la S.I.C.A., qui a semblé aux promoteurs être la formule la plus souple, éventuellement pour travailler aussi avec des non-adhérents. Le capital social était de 12.000 francs à l'origine. Il est passé à 39.000 francs en fin 1971, avec les réserves provenant des résultats bloqués. Les parts sont souscrites proportionnellement au nombre de veaux confiés par les adhérents.

### ORGANISATION

Le travail est réalisé par un gérant salarié (ancien exploitant venant d'une autre région) qui soigne 400 à 500 veaux par an et, actuellement, une trentaine de taurillons de boucherie (essai d'extension). Il est aidé et contrôlé par le secrétaire de la S.I.C.A., qui habite à 500 mètres. Actuellement, il n'a pas de congés systématiquement prévus, mais il faudra les prévoir. Ses absences sont suppléées par des adhérents.

Les veaux sont dans des cases, avec alimentation individuelle. Les bâtiments sont loués pour 12 ans, ainsi que l'habitation du salarié, par un membre de la S.I.C.A. Celle-ci a réalisé des aménagements et construit un nouveau bâtiment (pour 80.000 francs environ). Le stockage de la paille est prévu, mais les aliments sont livrés chaque semaine, pour éviter les frais du stockage.

Le veau reste toujours la propriété de l'adhérent, qui paie une pension. Celle-ci est fixée par le Conseil d'administration, forfaitairement pour les veaux d'élevage : actuellement 207,50 francs de nourriture plus 1,10 franc par jour pour les frais généraux. Pour les veaux de boucherie, le calcul est individuel : en général, on compte 140 kg d'aliments pour 12 semaines plus 2,4 kg par jour supplémentaire. Enfin, quelques marchands de bestiaux non-adhérents confient leurs veaux, les tarifs sont légèrement supérieurs.

C'est la S.I.C.A. qui vend les veaux de boucherie, au nom des associés, à des négociants ou à une S.I.C.A. de viande.

Pour les pertes, il n'y a pas d'assurance. La S.I.C.A. réalise d'auto-assurance des adhérents en ce sens que, si le veau meurt, l'adhérent ne paie pas la pension, mais ne reçoit rien pour la valeur du veau confié à 8 jours.

Le gérant a le droit de refuser les veaux qui ne paraissent pas en bonne santé.



Il y a eu des problèmes d'ordre sanitaire, en 1971 (pasteurellose). La Nursery a été fermée d'avril à août pour la désinfection. Il n'y a pas de traitement systématique, le rôle du gérant-salarié et son "coup d'oeil" est très important dans ce domaine, car le veau malade doit être décelé très rapidement.

### RESULTATS

La valeur des pensions reçues a doublé en 3 ans, passant de 91.000 francs la première année à 180.000 francs en 1970. En 1971, elle est descendue à 161.000 francs, à cause des ennuis sanitaires, avec 400 veaux. En 1972, la Nursery doit élever entre 500 et 600 veaux.

C'est dire que cette réalisation répond au but de ses promoteurs qui est essentiellement d'aider les adhérents en les laissant libres de leur choix.

Les adhérents ne sont, en effet, pas tenus de confier tous leurs veaux à la Nursery et ils peuvent même la quitter en étant remboursés de leurs parts sociales; ce qui est arrivé rarement. Il s'agit d'éleveurs qui n'ont pas mis à profit cette organisation pour intensifier leur élevage.

Outre les avantages de libération de main-d'oeuvre et de bâtiments, que nous avons signalés plus haut, il faut également citer :

- l'économie sur les aliments commandés par grandes quantités;
- surtout un élevage plus rationnellement conduit que chez un éleveur qui soigne une vingtaine de veaux par an, avec des naissances étalées dans le temps.

Le danger de ce regroupement est la plus grande possibilité de maladies. Il ne faut cependant pas l'exagérer : les pertes étaient de 1,5 à 2 % jusqu'en 1970 et sont passées à 3,5 % en 1971.

Une difficulté dans l'organisation provient de la présence d'un seul travailleur, d'autant plus que son remplacement pose des problèmes étant donné la vigilance attentive et l'expérience que demande la conduite d'un tel élevage.

### PROJETS

Les promoteurs aimeraient précisément doubler la capacité de la Nursery (ou même au-delà) pour engager un second salarié et mieux équilibrer le travail.

Cela nécessitera des investissements nouveaux et le ramassage des veaux sur un plus grand rayon.

La Nursery aimerait approvisionner régulièrement des centres d'achats et passer ainsi au-dessus du marché traditionnel qui ne leur semble pas le meilleur circuit. L'an dernier, on leur a proposé de leur acheter 50 veaux de boucherie par semaine, ils auraient pu trouver l'approvisionnement de la Nursery, mais les conditions offertes n'étaient pas assez sûres.

D'autre part, un élevage de taurillons de boucherie dans les bâtiments de la Nursery est tenté actuellement.

### CONCLUSION

C'est une réalisation simple et efficace, dont les promoteurs s'occupent activement et qui rend un service apprécié de ses 25 adhérents, la gestion est très saine.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

#### Nursery de veaux

Economiquement, le résultat d'un tel groupement partiel ne pourrait être jugé qu'en appréciant l'effet sur revenu individuel des 23 associés. Le but n'est pas, en effet, de produire mais de réaliser un stade intermédiaire de la production. Nous en avons signalé ci-dessus les avantages pour les associés sous le titre "résultats".

Dans ces conditions, il est normal que le groupement équilibre ses résultats, puisqu'il facture le prix de pension en fonction de ses frais. De fait, le groupement est bien géré et a obtenu des résultats comptables tels que, mis en réserve, ils ont permis de faire croître le capital propre du groupement de 12.000 à 39.000 francs en 4 ans. Cette augmentation des réserves est nécessaire pour assurer une situation financière saine.

S'il réalise ses objectifs, le groupement, en doublant sa capacité et en approvisionnant des centres d'achat, fournira lui-même, dans l'avenir, à ses adhérents un supplément de revenu.

GROUPEMENT PARTIEL N° XXXIV

Fiche technico-économique

|                                     | 1967-68 | 1968-69 | - 3 mois<br>1/9/69 au<br>31/12/69 | 1970    | 1971    |
|-------------------------------------|---------|---------|-----------------------------------|---------|---------|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |         |         |                                   |         |         |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |         |                                   |         |         |
|                                     |         |         |                                   |         |         |
| Pension de veaux                    | 91,388  | 113,898 | 54,898                            | 179,832 | 162,321 |
| Divers                              | 887     | 323     | 12                                | 2,780   | 238     |
| Subvention de fonctionnement        | 9,600   |         |                                   |         |         |
| Total                               | 101,875 | 114,221 | 54,910                            | 182,612 | 162,559 |
| par ha S.A.U.                       |         |         |                                   |         |         |
| Répartition en %                    |         |         |                                   |         |         |
|                                     |         |         |                                   |         |         |
| Charges réelles                     |         |         |                                   |         |         |
| Approvisionnements                  | 62,215  | 67,207  | 31,958                            | 122,469 | 115,196 |
| Amortissements matériel             | 8,423   | 8,565   | 4,235                             | 8,509   | 9,943   |
| Amortissements foncier              | -       | -       | -                                 |         |         |
| Fermeage                            | 3,600   | 3,700   | 189                               | 4,225   | 4,336   |
| Charges salariales                  | 14,148  | 14,757  | 5,261                             | 18,618  | 18,149  |
| Autres charges réelles              | 9,553   | 7,636   | 10,688                            | 13,902  | 17,744  |
| Frais financiers                    | 4,333   | 1,715   | 2,123                             | 2,555   | 1,719   |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 7,500   | 7,100   | 2,200                             | 7,200   | 7,000   |
| Valeur locative                     |         |         |                                   |         |         |
| Revenu d'exploitation brut          | 30,107  | 39,378  | 12,264                            | 46,241  | 29,619  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |         |         |                                   |         |         |
| Revenu d'exploitation net           | 21,684  | 30,813  | 8,029                             | 37,732  | 19,676  |
| Revenu du travail                   | 10,584  | 20,013  | 5,640                             | 26,307  | 8,340   |
| Revenu du travail par U.T.A.        |         |         |                                   |         |         |
| Revenu du travail familial          | 0       | 5,256   | 379                               | 7,689   | 0       |
| BILAN - Actif                       |         |         |                                   |         |         |
| Frais d'établissement               | 3,050   | 1,525   |                                   |         |         |
| Bâtiments                           | 71,947  | 65,417  | 60,620                            | 62,490  | 62,150  |
| Matériel                            | 3,297   | 5,636   | 4,906                             | 4,120   | 4,570   |
| Cheptel vif                         |         |         |                                   |         |         |
| Titres de participation             | 1,000   | 1,000   | 1,000                             | 1,050   | 1,050   |
| Capital circulant                   | 68,813  | 62,532  | 65,742                            | 85,563  | 58,340  |
| Actif brut                          | 148,107 | 136,110 | 132,268                           | 153,223 | 126,110 |
| - Passif                            |         |         |                                   |         |         |
| Capital propre                      | 12,000  | 13,740  | 23,123                            | 26,902  | 38,956  |
| Subventions d'équipement            | 34,840  | 34,840  | 34,840                            | 31,110  | 27,380  |
| Emprunts L.T. et M.T.               |         | 35,000  | 32,833                            | 30,552  | 28,151  |
| Dettes et C.T.                      | 101,664 | 43,687  | 38,070                            | 50,064  | 26,066  |
| Comptes d'associés                  |         |         |                                   |         |         |
| Résultats                           | - 397   | 8,843   | 3,402                             | 14,595  | 5,557   |
| Investissements                     |         |         |                                   |         |         |
| Etable                              | 79,000  |         |                                   |         |         |
| Financements :                      |         |         |                                   |         |         |
| Emprunt                             | 35,000  |         |                                   |         |         |
| Subvention                          | 40,440  |         |                                   |         |         |

ATELIERS EN COMMUN PORCS ET VOLAILLES - XXXV à XXXVII (14)

PRESENTATION

Il nous a paru intéressant de ne pas dissocier les trois réalisations d'ateliers en commun que nous allons présenter, parce qu'elles caractérisent un esprit de collaboration entre agriculteurs qui ne s'arrête pas à une seule production. Nous avons d'ailleurs, entre autres, rencontré un exploitant qui est membre des trois ateliers décrits et nous partirons de son cas pour décrire l'ensemble.

I. ORIGINE : LA BANQUE DE TRAVAIL

La commune comptait 45 exploitations en 1959, dont seulement 5 de plus de 20 ha. Il reste 30 exploitations en 1972.

En 1961, après quelques années d'entraide, notamment autour d'une moissonneuse-lieuse, achetée en 1957, six voisins créèrent une banque de travail. Ils totalisaient à eux six, 90 ha dans une région aux sols difficiles (inondables et parsemés de rochers) où l'élevage prédomine. Le plus jeune avait alors 35 ans, les plus âgés 40 à 45 ans. Il n'y avait aucun tracteur dans la commune et l'on vendit un cheval pour le remplacer par un tracteur destiné à travailler chez les six. Ils en virent, en quelques années, à faire tous les travaux ensemble, estimant eux-mêmes les équivalences de leur banque de travail, faute de barème existant. Trois à quatre achetèrent une presse à fourrage, etc... Ils dépassèrent le travail de cultures et se remplaçaient aussi pour les soins du bétail. Dans tout cela, pas de contrat mais une grande confiance mutuelle.

Puis, voyant beaucoup d'agriculteurs quitter la terre et constatant que leurs exploitations étaient trop petites pour vivre décemment, et difficiles à améliorer, ils décidèrent de lancer une production de volailles.

Terminons, pour cette banque de travail, en disant qu'elle a servi d'exemple et que la plupart des exploitations de la commune, et même de tout le secteur, travaillent maintenant en banque de travail ou en entraide organisée par 10 ou 20 agriculteurs (il y a une moissonneuse-batteuse entre 17; 2 ensileuses pour 15; 3 faucheuses rotatives pour une commune, etc...)

## II. LE POULAILLER EN COMMUN - G.A.E.C. PARTIEL (XXXV)

### ASSOCIES

A la suite donc des contacts et des réflexions en commun résultant des réunions de la banque de travail, 5 exploitants (dont un ne faisant pas partie de la banque de travail) eurent l'idée de créer un poulailler de ponte en commun : cette production étant d'ailleurs susceptible d'être réalisée, en grande partie, par leurs épouses.

Les associés avaient 40, 43, 47, 51 et 52 ans (ce dernier a maintenant un fils avec lui). Les exploitations ont de 10 à 20 ha et élèvent de 5 à 20 vaches laitières plus quelques truies, comme nous le verrons.

### STATUTS

La forme juridique de G.A.E.C. partiel a été choisie comme étant la mieux adaptée à une telle association. Théoriquement, seuls les hommes sont associés mais, en fait, les femmes se considèrent comme associées.

Ils construisirent un poulailler de 6.000 pondeuses, dont la capacité a été portée à 9.000 en mettant les poules en caillebotis.

### ORGANISATION

Si l'influence du plus jeune associé (initiateur de la banque de travail) a été prépondérante au départ, il a su s'effacer pour laisser les autres prendre leurs responsabilités.

Il y a deux gérants et une femme responsable (le promoteur n'en est pas). La responsable organise le travail et le partage entre les autres mais deux d'entre elles s'y consacrent davantage, étant plus libres. Le travail est rémunéré selon le nombre d'heures passées par chacun (à 10 % de plus que le SMIG, soit environ 4 francs l'heure).

Le travail étant rémunéré (il l'a toujours été quels que soient les résultats) et toutes charges comptées, le résultat est partagé ainsi :

- 20 % pour les deux qui fournissent le plus de travail;
- 80 % en 5 parts égales.

### ENVIRONNEMENT

L'initiative a soulevé pas mal de scepticisme au départ dans l'entourage, mais maintenant il n'y a plus de critiques.

## RESULTAT

En 5 ans, il y a eu 2 bonnes années, 2 moyennes et 1 déficitaire, à cause des fluctuations sur le prix des oeufs.

Economiquement, le résultat est cependant positif car il a permis de valoriser convenablement le travail des femmes et d'apporter un appoint substantiel aux exploitations.

Socialement, il est excellent car il a contribué à créer un climat amical et d'entraide entre les associés.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

### Production avicole (oeufs)

Nous n'avons pu disposer que d'un résultat mais il montre que ce groupement partiel, en créant une nouvelle production, valorise de façon intéressante le travail féminin dans de petites exploitations marginales.

En effet, le travail, pour 5 associés, reçoit un revenu de 32.400 francs, toutes charges comptées.

L'investissement de 108.500 francs se trouve donc, lui aussi, valorisé.

Il faut souligner que c'est l'association de plusieurs exploitations, préparée par un travail en commun et favorisée par le dynamisme de quelques-uns, qui a permis ce résultat intéressant.

## III. LA COOPERATIVE D'ENGRAISSEMENT DE PORCS (XXXVI)

### ORIGINE

Dans cette région, la plupart des exploitations élèvent des truies (2 à 10, en général) et vendent les porcelets sur un marché local où les marchands viennent d'ailleurs de loin pour s'approvisionner.

L'idée de départ fut de s'affranchir de ce marché trop fluctuant en engraisant soi-même, mais c'était très difficile à réaliser individuellement pour ces petites exploitations à faible trésorerie et sans bâtiments convenables.

Dès la fin 1962, grâce à un groupement de vulgarisation, l'idée fut lancée de construire une porcherie commune. Sur les 50 participants de la première réunion, une vingtaine décidèrent d'étudier le projet. Celui-ci chemina lentement puisque, après discussions, études et visites diverses,

le bâtiment ne fut entrepris que 2 ans et demi plus tard et mis en service au début 1966 : porcherie de 800 places, conçue selon les caractéristiques les plus modernes à l'époque.

### ASSOCIES

Ils étaient 19 petits exploitants au départ (élevage laitier, un peu de céréales et parfois 1 ou 2 ha de vignes). Ils sont encore 18, dont 13 individuels et 5 groupés en G.A.E.C. partiel pour l'élevage des truies (nous en parlons ci-dessous).

Les associés avaient, au départ, 103 truies et s'engageaient à livrer chacun 8 porcelets par truie et par portée. Actuellement, les 13 ont 60 truies, c'est dire qu'ils n'ont pas augmenté leur élevage porcin.

### STATUTS

La forme de coopérative a été choisie avec le concours des organismes départementaux spécialisés. Elle convenait le mieux à un groupe important avec la propriété individuelle des animaux et, de plus, elle permettait de bénéficier des meilleures conditions de financement et de subvention.

Le capital social a été souscrit à raison de 680 francs par truie.

La durée est fixée à 20 ans.

### ORGANISATION

Un adhérent qui cultive 15 ha s'occupe à mi-temps des 800 porcs et reçoit pour cela une rémunération fixe.

Les adhérents se réunissent chaque mois, c'est-à-dire, à la fin de chaque bande (il y a 4 bâtiments) et de l'entrée des porcelets pour la suivante.

Toutes les décisions importantes sont prises en assemblée générale.

Les porcelets restent la propriété des éleveurs qui sont rémunérés selon les résultats de la vente de leurs propres produits : le porcher passe dans chaque exploitation pour voir les porcelets à engraisser et les tatoue. Les éleveurs paient donc un prix de pension proportionnel à la durée de l'engraissement.

En fait, la coopérative verse un acompte de 100 francs à l'entrée du porcelet, puis un deuxième acompte fixe à la vente du porc gras. Le complément est versé selon le poids de l'animal vendu et sa qualité, mais avec une péréquation d'après le prix moyen de l'année. Enfin, les adhérents ont une part sur les bénéfices, calculés selon leurs apports : une partie est gardée en réserve pour la coopérative.

### ENVIRONNEMENT

Malgré l'aide officielle et de divers groupements agricoles, la coopérative a été en butte, au départ, à de nombreux agriculteurs et à un état d'esprit nettement opposé à une réalisation de cette dimension. Beaucoup craignent, en effet, que la création d'unités dites "industrielles" ne porte un grave préjudice aux petits exploitants.

Peu à peu les esprits se calment mais cette tendance demeure.

Les ventes de porcs gras sont faites à un commerçant (et non à la coopérative de la région)

### RESULTATS POSITIFS

Il y a eu incontestablement un élan au départ et le groupe était très uni. Ainsi, de gros progrès ont été réalisés au bout de 2 ans par rapport aux premières bandes : jusque là, les éleveurs se désintéressaient de la qualité de leurs porcelets. Mais ils s'aperçurent que leur porcelets s'engraissaient mal et ils sélectionnèrent : 1/3 des truies furent réformées durant la première année.

Economiquement, les éleveurs voient ainsi leurs porcelets mieux valorisés : en 1969, chaque porcelet leur a rapporté 170 francs alors que le prix moyen du marché était de 120 francs. En moyenne, le gain est de 30 %.

### MANQUE DE DYNAMISME

Mais le groupe n'est plus aussi uni.

Le planning de la production des porcelets est assez mal respecté. Le parasitisme s'est installé peu à peu : 1,5 % de pertes en première année et 4,5 % en 1971. Cela vient également de ce que les truies sont moins bien soignées qu'au début.



Les bâtiments ne sont plus assez modernes par rapport à d'autres porcheries concurrentes et l'amortissement a été prévu sur une trop longue durée (20 ans).

De plus, la plupart des adhérents sont âgés et n'ont pas de successeurs sur leur exploitation, alors que d'autres continuent d'évoluer et ne veulent pas se contenter de cette moyenne de 5 truies par exploitation. C'est ainsi que 5 des adhérents de la coopérative ont créé ensemble une porcherie de naissance de 200 truies, qui ne peut écouler qu'une partie de ses porcelets sur la coopérative. Et même ces 5 éleveurs groupés envisagent de faire eux-mêmes de l'engraissement; ne pouvant étendre leur coopérative, ils sont obligés de faire la même chose à côté.

En conclusion, la coopérative n'a pas grandi et se sclérose.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Production de porcs charcutiers.

Le résultat de cette coopérative d'engraissement de porcs a été indiqué ci-dessus sous le titre "Résultats positifs" : le porcelet est valorisé par la coopérative à 170 francs au lieu de 120 francs par les associés individuellement.

Cela est dû, nous l'avons vu, d'une part à une nette amélioration de la technicité de l'engraissement et de la qualité des porcelets produits par les adhérents et, d'autre part, à de meilleures conditions de vente, le groupement ayant pu s'affranchir des mauvaises conditions du marché local.

Par ailleurs, la gestion du groupement est saine puisqu'il dégage des résultats positifs, après rémunération d'un investissement important (277.000 francs). Son capital propre est assez élevé : 40 % des immobilisations.

#### IV. G.A.E.C. PARTIEL - PORCHERIE DE TRUIES (XXXVII)

##### ASSOCIES

Ce G.A.E.C. rassemble 5 exploitants, non parents, sauf 2 frères qui sont sur la même exploitation. Parmi eux se trouve l'agriculteur dont nous avons étudié la participation à la banque de travail et au G.A.E.C. de poules pondeuses. Ils sont installés sur trois communes voisines.

- A : 20 ha, déjà décrit;
- B : 42 ha, avec son fil : élevage de taurillons et de boeufs - 7 ha de pommiers et poiriers;
- C : 60 ha, 2 frères et 1 salarié : cultures et élevage ovin;
- D : 30 ha : cultures et vaches laitières.

Ils avaient auparavant 41 truies (c'est-à-dire, 41 parts à la coopérative d'engraissement), soit respectivement 15, 10, 8 et 8. Ils étaient donc parmi les plus importants sociétaires.

#### MOTIVATION

Ces exploitants ont voulu "aller de l'avant" et ne se sont pas séparés de la coopérative mais ont intensifié, à l'extérieur de celle-ci, leur production porcine. C'est ainsi qu'ils ont décidé de construire, chez l'un d'eux, une porcherie de 200 truies.

Une autre raison de leur décision a été de se libérer de l'élevage individuel des truies avec la possibilité de se relayer le dimanche.

Enfin, cette extension de la production permettra de conserver des fils sur les exploitations.

#### CONSTITUTION - STATUTS

La constitution a duré plusieurs mois. L'agrément du G.A.E.C. partiel a été prononcé en novembre 1967 et il a démarré en octobre 1968. Il a été aidé par le Centre de gestion dans sa constitution. La durée a été fixée à 99 ans.

Le capital social a été constitué de 12.500 francs, versés en espèces, et de la valeur des truies : les apports ont été équilibrés et l'un d'entre eux rembourse aux autres, pendant quelques années, la part d'apport qu'il n'a pu fournir au départ.

#### ORGANISATION DU TRAVAIL

Les deux exploitants chez qui est installée la porcherie sont plus spécialement chargés de la surveillance de l'élevage et participent davantage au travail quotidien. Cependant, tous les associés aident au travail, y compris 3 des épouses. Le responsable de la porcherie fait appel

aux uns et aux autres selon le travail à faire et d'après les prévisions qu'il établit, de sorte que chacun est prévenu à l'avance, par exemple, de la semaine où il devra venir chaque matin. Le travail est enregistré et rémunéré à l'heure (4,50 francs).

Les réunions ont lieu régulièrement tous les 15 jours, les épouses y participent généralement; elles s'intéressent bien au G.A.E.C.

### ENVIRONNEMENT

Les difficultés sont les mêmes, mais plus fortes, que pour la coopérative d'engraissement. Le G.A.E.C. partiel est souvent attaqué car on lui reproche d'entrer en concurrence avec les petits producteurs de porcs. Certains voudraient lui faire retirer l'agrément mais il répond bien aux conditions imposées par la loi. Certaines organisations agricoles ne la soutiennent pas toujours devant ces attaques.

Le G.A.E.C. travaille entièrement avec la coopérative aux activités multiples de la région, qui lui fournit les aliments et lui achète les porcelets dépassant le "quota" de la coopérative d'engraissement. En effet, le G.A.E.C. ne pouvait pas livrer toute sa production à cette dernière que 100 truies au total approvisionnent amplement.

### RESULTATS

Actuellement, vu les investissements importants réalisés avec très peu d'autofinancement (530.000 francs avec 35.000 d'autofinancement en espèces et le restant en travail des associés) il n'y a pas d'avantages économiques pour les associés; cela viendra quand les premiers emprunts seront amortis.

Mais les associés apprécient d'être libérés de leurs élevages individuels et se trouvent enrichis par l'esprit d'équipe et les échanges que procure cette oeuvre commune.

### PROJETS

Malgré les difficultés financières, le G.A.E.C. envisage la construction d'une porcherie de 1.150 places de porcs à l'engrais, en 9 bâtiments. Coût : 300.000 francs environ, plus divers aménagements, avec une subvention de 25.000, un prêt de 220.000 et 68.000 francs d'autofinancement. Cela se réalisera en deux tranches sur 1972 et 1973.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Ce G.A.E.C. a préféré ne pas nous communiquer sa comptabilité.

### CONCLUSION

Cet exemple est peut-être une exception, mais il nous semble intéressant à deux égards :

- D'abord, parce qu'il montre comment l'entraide et l'esprit d'équipe sont arrivés à améliorer les conditions de vie et de travail de petits exploitants dans une région particulièrement défavorisée par la taille des exploitations et les sols : banque de travail et nombreux groupes d'entraide organisés dans tout le secteur, création du poulailler collectif en production d'appoint, meilleure valorisation de la production des porcelets par la coopérative.
- Ensuite, parce que l'on constate que le développement de l'agriculture demande un dynamisme continu : la porcherie collective a été une excellente étape et a porté ses fruits, puis il est venu un moment où elle ne suffisait plus si elle n'évoluait pas. Actuellement, les agriculteurs plus âgés s'y accrochent comme à une "solution de subsistance" qui "disparaîtra avec ses adhérents" (réflexions recueillies) alors que la maternité collective a permis aux plus dynamiques de prendre un nouvel essor, même au prix de sacrifices momentanés.

Il en va de même de l'entraide que nous avons soulignée. Des agriculteurs nous ont dit qu'elle "prépare des fusions complètes". La mentalité des jeunes est très influencée par la concertation permanente qui a lieu pour faire presque tous les travaux en commun. "Nous avons appris à nous apprécier et à comprendre combien nous sommes complémentaires les uns des autres" etc ...

Par contre, dans des communes peu éloignées, les agriculteurs sont restés individualistes.

GROUPEMENT PARTIEL N° XXXV

Fiche technico-économique

|                                     | 1969    |                   |        |
|-------------------------------------|---------|-------------------|--------|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |         |                   |        |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |                   |        |
| Ventes d'oeufs                      | 215.429 | Nombre de poules  | 9.000  |
| Poules réformées                    | 7.331   |                   |        |
| Variations de stocks                | 34.000  |                   |        |
| Divers                              | 5.352   |                   |        |
| Total                               | 262.112 |                   |        |
| par ha S.A.U.                       |         |                   |        |
| Répartition en %                    |         |                   |        |
| Charges réelles                     |         |                   |        |
| Approvisionnements et divers        | 206.000 |                   |        |
| Amortissements matériel             | 10.020  |                   |        |
| Amortissements foncier              | -       |                   |        |
| Fermage                             | -       |                   |        |
| Charges salariales                  |         |                   |        |
| Autres charges réelles              | 6.082   |                   |        |
| Frais financiers                    | 4.398   |                   |        |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 7.600   |                   |        |
| Valeur locative                     |         |                   |        |
| Revenu d'exploitation brut          | 50.030  |                   |        |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |         |                   |        |
| Revenu d'exploitation net           | 40.010  |                   |        |
| Revenu du travail                   | 32.410  |                   |        |
| Revenu du travail par U.T.A.        |         |                   |        |
| Revenu du travail familial          | 32.410  |                   |        |
| BILAN - Actif                       |         |                   |        |
| Terrain                             | 4.570   | Investissements : |        |
| Bâtiment                            | 60.670  | Poulailler        | 89.900 |
| Matériel                            | 12.034  | Matériel          | 18.500 |
| Cheptel vif                         | 45.000  |                   |        |
| Titres de participation             | 6.570   | Financements :    |        |
| Capital circulant                   | 23.644  | Emprunt           | 72.000 |
| Actif brut                          | 152.488 | Subvention        | 30.000 |
| - Passif                            |         |                   |        |
| Capital propre                      | 27.672  |                   |        |
| Subvention d'équipement             | 16.500  |                   |        |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 44.472  |                   |        |
| Dettes et C.T.                      | 27.301  |                   |        |
| Comptes d'associés                  | 19.713  |                   |        |
| Résultats                           | 16.830  |                   |        |
| RENDEMENTS                          |         |                   |        |
| Prélèvements des associés           | 18.800  |                   |        |

GROUPEMENT PARTIEL N° XXXVI

Fiche technico-économique

|  | 1970    |  |                       |         |
|--|---------|--|-----------------------|---------|
| COMPTE D'EXPLOITATION                    |         |  |                       |         |
| Produit d'exploitation (en francs)       |         |  |                       |         |
|  |         |  |                       |         |
| Ventes de porcs charcutiers              | 486.122 |  |                       |         |
| Variation d'inventaire (stocks de porcs) | - 5.642 |  |                       |         |
| Divers                                   | 6.572   |  |                       |         |
| Total                                    | 487.052 |  |                       |         |
| par ha S.A.U.                            |         |  |                       |         |
| Répartition en %                         |         |  |                       |         |
|  |         |  |                       |         |
|  |         |  |                       |         |
| Charges réelles                          |         |  |                       |         |
| Approvisionnements                       | 212.116 |  |                       |         |
| Amortissements matériel                  | 15.670  |  |                       |         |
| Amortissements foncier                   |         |  |                       |         |
| Achat des porcelets aux associés         | 204.885 |  |                       |         |
| Charges salariales                       | 11.818  |  |                       |         |
| Autres charges réelles                   | 16.243  |  |                       |         |
| Frais financiers                         | 5.000   |  |                       |         |
| Intérêt du capital d'exploitation        | 17.200  |  |                       |         |
| Valeur locative                          |         |  |                       |         |
| Revenu d'exploitation brut               | 53.808  |  |                       |         |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.      |         |  |                       |         |
| Revenu d'exploitation net                | 38.138  |  |                       |         |
| Revenu du travail                        | 20.938  |  |                       |         |
| Revenu du travail par U.T.A.             |         |  |                       |         |
| Revenu du travail familial               | 9.120   |  |                       |         |
| BILAN - Actif                            |         |  |                       |         |
| Terrain                                  | 2.500   |  | Investissements :     |         |
| Bâtiments                                | 159.901 |  | Frais d'établissement | 2.432   |
| Matériel                                 | 46.936  |  | Terrain               | 2.500   |
| Cheptel vif                              |         |  | Bâtiments             | 199.877 |
| Titres de participation                  | 10.885  |  | Matériel              | 72.493  |
| Capital circulant                        | 124.099 |  | Total                 | 277.302 |
| Actif brut                               | 344.364 |  |                       |         |
| - Passif                                 |         |  |                       |         |
| Capital propre                           | 87.177  |  | Financement           |         |
| Subventions d'équipement                 | 53.000  |  | Emprunts              | 159.000 |
| Emprunts L.T. et M.T.                    | 124.772 |  | Subvention            | 53.000  |
| Dettes et C.T.                           | 30.310  |  |                       |         |
| Comptes d'associés                       | 32.414  |  |                       |         |
|  |         |  |                       |         |
| Résultats                                | 16.691  |  |                       |         |
| RENDEMENTS                               |         |  |                       |         |
| Résultats 1967 (bilan)                   | 9.893   |  |                       |         |
| Résultats 1968 ( " )                     | 32.557  |  |                       |         |

G.A.E.C. PARTIEL XXXVIII (14)

ASSOCIES

Ils sont 9 associés, les mêmes depuis le départ du G.A.E.C. en 1966. Leurs exploitations avaient, en moyenne, 15 ha en 1966 et 20 ha maintenant (moyenne de la région : 17 ha). A la création du G.A.E.C., 7 avaient autour de 25 ans et les 2 plus âgés 30 ans. Ils étaient tous installés comme exploitants, sauf un aide-familial (devenu porcher du G.A.E.C.).

Les sols de la région sont pauvres, ce sont des terres acides qui se prêtent assez mal à la culture. Ce sont des bocages et beaucoup de prairies. Les systèmes d'exploitation font une large place aux cultures fourragères avec des élevages de vaches laitières (5 à 15 par étable, sauf exception); quelques cultures céréalières et, presque partout, un petit élevage (truies et porcs gras) dont les femmes s'occupent.

La production porcine est en diminution dans le secteur à cause de son "industrialisation". Contrairement à d'autres régions, il n'y a pratiquement pas d'élevages individuels importants (maximum : 60 à 70 porcs gras par an), ceci faute de capitaux et aussi par manque de main-d'oeuvre.

Les 9 associés totalisent 600 à 700 porcs en 1966. Ils ont construit une porcherie d'engraissement de 1.000 places au départ, puis 500 places supplémentaires 3 ans plus tard (les porcs sont sur caillebotis et nourris à l'auge).

COLLABORATION ANTERIEURE

La plupart des associés s'entraidaient fréquemment, par petits groupes de 2 à 4.

Ils élevaient tous des porcs et une vingtaine de producteurs voisins eurent l'idée de se rassembler pour acheter les aliments en commun afin d'obtenir de meilleurs prix. Ce groupement d'achat connut d'ailleurs un grand succès et s'étendit à toutes sortes d'objets, jusqu'aux congélateurs, aux meubles et même aux vêtements. Maintenant, il est en veilleuse.

Mais ces rencontres avaient suscité des confrontations et 9 éleveurs du groupement d'achat décidèrent la porcherie en commun.

### MOTIVATION

Ils en avaient assez de travailler dans des conditions archaïques pour un faible rapport.

Dans le même ordre d'idées, ils ne voulaient plus voir leurs épouses "vieilles avant l'âge" à force de porter des seaux d'aliments dans des bâtiments dispersés.

Ils n'ont pas vu d'autre moyen de résoudre ce problème, sans supprimer ce revenu annexe indispensable, que de s'y attaquer en commun.

### CREATION - STATUTS

Les discussions durèrent environ un an avant d'aboutir à la création du G.A.E.C. partiel en mars 1966. Ils ont bénéficié de l'aide du technicien de leur coopérative.

Le capital social a été souscrit à égalité entre les 9 associés. L'avance de fonds en espèces n'a pu se monter qu'à 300 francs chacun, le reste étant représenté par leur participation manuelle à la construction et par les emprunts qu'ils ont fait en commun et remboursés de même. (Il est même arrivé qu'ils empruntent de l'argent à un notaire pour le déposer à la Caisse de Crédit Agricole et justifier ainsi de l'autofinancement nécessaire pour les emprunts, puis rembourser le notaire sur l'emprunt accordé).

Le capital se monte donc à 30.000 francs apportés en travail.

Le G.A.E.C. a été créé pour 99 ans. Il a acheté le terrain de la porcherie et construit, outre le poulailler, la maison du porcher.

Il existe un règlement intérieur écrit mais les associés ne s'y réfèrent pas; ils ont forgé petit à petit un règlement non écrit mais très suivi.

### ORGANISATION

Le travail est assuré par un salarié qui est lui-même associé du G.A.E.C., bien que n'ayant pas d'exploitation agricole (il ne pouvait pas s'installer avec son père). Le responsable est aidé tour à tour par les autres associés, sur sa demande. Il touche un salaire, mais les autres associés assurent gratuitement leurs prestations de service. Le porcher ne prend pas de congés ni de dimanches.



Les associés se réunissent très régulièrement, toutes les deux semaines, chez l'un et l'autre à tour de rôle. Cette réunion est prioritaire sur toutes les autres et celui qui manque s'empresse de savoir, le lendemain, ce qui a été dit. Les questions techniques sont passées en revue, puis la discussion dépasse largement le cadre du G.A.E.C. et s'étend à tous les problèmes techniques et économiques des associés. C'est une sorte de C.E.T.A. dont l'ardeur ne s'est pas refroidie depuis 6 ans.

Les décisions sont prises à la majorité; il est d'ailleurs bon d'être obligé de voter. Les épouses ne participent pas aux réunions, sauf celle chez qui elle a lieu.

Les porcelets sont achetés pour 85 % à la coopérative voisine. Les 15 % restant sont achetés à 2 éleveurs de truies, associés du G.A.E.C., au même prix que ceux de la coopérative.

De même, le G.A.E.C. s'approvisionne d'une partie de son orge auprès de ses associés. Il fabrique, en effet, lui-même ses aliments avec des céréales et des aliments complémentaires.

#### ENVIRONNEMENT

Tout d'abord, nous avons bien insisté sur la question suivante posée aux associés : Ne forment-ils pas un groupe fermé qui s'est isolé des autres exploitants ? Il nous est répondu très fermement "non". Ces 9 agriculteurs font partie de 4 C.U.M.A. différentes (les C.U.M.A. sont très répandues dans cette zone). Dans ces C.U.M.A., les tracteurs appartiennent aux exploitants mais tous les appareils de fenaison, travail du sol, ensilage, semis etc... appartiennent à la C.U.M.A. et les chantiers de travail sont presque toujours en commun. D'autre part, tous ont des responsabilités dans les domaines économiques (coopératives), social, syndical, etc...

Par contre, il y a une certaine opposition des voisins : c'est toujours la peur du groupe qui risque d'écraser ceux qui restent individuels. En particulier, les associés semblent éprouver une certaine rancune vis-à-vis des "notables" qui ont des exploitations plus importantes et chercheraient à freiner le développement des "petits".

#### AVANTAGES RESSENTIS

Les associés reconnaissent ne pas bénéficier d'avantages économiques jusqu'à présent et semblent même s'en accommoder trop facilement. Il faut dire qu'ils

sont partis pratiquement sans autofinancement et qu'ils ont prévu un amortissement court (5 ans) de leurs bâtiments. Les résultats techniques sont cependant bons, malgré une certaine hausse de la mortalité (3,5 % actuellement) et une baisse de l'indice de consommation. En fait, il leur revient à chacun 1.000 francs par an (1.500 francs pour 1971), ce qui est assez faible mais rémunère convenablement leur travail. Au départ, ils espéraient mieux.

Par contre, ils sont enthousiastes sur le résultat indirect de leur association. D'une part, chacun a mis à profit la libération qui résulte de la suppression des élevages individuels pour intensifier son exploitation : certains pour la production laitière, d'autres pour celle de viande bovine, d'autres pour celle des truies. D'autre part, leur groupe est très dynamique et très soudé. Il est un facteur certain de développement, ils étudient tous leurs problèmes ensemble jusqu'aux achats de terres pour l'un ou l'autre.

En contrepartie, ils reconnaissent qu'il faut savoir se soumettre à une discipline commune et passer au-dessus de son individualisme.

#### PROJETS

Ils se sentent un peu bloqués par leur entourage qui réagirait mal à leur extension. Ainsi, il se crée une autre porcherie, du même type (2.000 places), en G.A.E.C. sur la même commune, mais les autorités lui créent beaucoup de difficultés et l'affaire passe au tribunal administratif.

Cependant, ils aimeraient, soit étendre la porcherie d'engraissement, soit construire une maternité. Le dernier projet se justifierait d'ailleurs par le prix assez élevé de leurs achats de porcelets (140 à 160 francs, de 17 à 35 kgs.).

Ils n'envisagent **absolument** pas de se scinder en deux groupes pour avoir plus de souplesse dans cette extension.

#### ELEMENTS TECHNICO-ECONOMIQUES

Nous n'avons malheureusement pas pu avoir en mains les comptes d'exploitation. Ceci est d'ailleurs moins important pour un atelier de mono-production.

Voici quelques éléments :

- Investissements de départ : 200.000 frs. environ + le travail des associés  
+ 30.000 frs. de matériel.

Subvention : 100.000 frs.

Prêts divers : 70.000 frs. du Crédit Agricole à 3 % sur 10  
ans (1 an de différé) plus  
30.000 frs. empruntés directement par les  
associés.  
15.000 frs. du Crédit Agricole à 3 % sur  
5 ans.

- Investissement de 2ème  
tranche : 50.000 frs.

Prêt de : 35.000 frs. du Crédit Agricole à 4,5 % sur  
9 ans (1 an de différé).

- Production : 3.000 à 3.500 porcs gras par an, soit 1.000.000 frs. environ.

Annuités : 17.720 frs. (intérêt compris) jusque 197  
14.450 frs. jusque 1976.

Versement aux associés : 6.000 frs. par an (en plus du salaire du  
porcher).

### CONCLUSION

Nous sommes en présence d'un groupe très vivant qui a eu le mérite d'assurer le développement de ses membres bien au-delà de sa finalité propre. On ne peut pas lui reprocher de rester fermé sur lui-même.

Par contre, on peut craindre que le G.A.E.C. ne recherche pas suffisamment sa rentabilité propre : ainsi, il laisse passer des frais de transport et de financement des porcelets (payables à 4 mois moyennant 4 frs., soit un intérêt de 11 %) qu'une bonne gestion pourrait éliminer. Ils n'ont pas l'esprit assez tourné vers l'économie et risquent même de ne pas faire les évolutions nécessaires pour que le G.A.E.C. atteigne la rentabilité nécessaire.

Ils sont trop préoccupés de l'intensification de leurs exploitations qui est presque passée au premier rang des préoccupations mises en commun dans le G.A.E.C.



ATELIER EN COMMUN N° XXXIX

Coopérative d'élevage de jeunes bovins

OBJET

Cette coopérative a pour but de décharger ses adhérents des soins de l'étable de jeunes bovins issus de leurs élevages :

- élevage des veaux femelles jusqu'à l'âge de la mise à l'herbe;
- dans une moindre mesure, élevage des veaux mâles dans les mêmes conditions.

Certains adhérents confient même à la coopérative des veaux mâles qu'ils ont achetés sur les marchés.

ASSOCIES

Nous sommes dans une région de bocages avec de petites exploitations (80 % avaient moins de 20 ha en 1965) où les productions animales prédominent (75 à 85 % du produit, le lait représentant une part prépondérante).

L'âge moyen des 9 associés était de 32 ans à la création (1967). La surface moyenne de leurs exploitations avoisinait 35 ha, avec 26 vaches de moyenne, ce qui montre qu'il s'agit d'exploitations plus importantes que la plupart, sans que l'on puisse cependant les qualifier de grandes exploitations. L'essentiel de leur production est l'élevage (lait et viande).

COLLABORATION ANTERIEURE - MOTIFS DE LA CREATION

Les associés qui ont formé la coopérative appartenaient tous à un C.E.T.A. dont les 17 adhérents étudièrent, en 1965-66, les méthodes d'élevage pratiquées chez eux. Les constatations sorties du contrôle de croissance leur montrèrent qu'ils avaient de gros progrès à réaliser : le poids de leurs animaux restait inférieur, au même âge, à la moyenne des autres élevages contrôlés et accusaient, pour un objectif de vélage à 3 ans, un retard de 65 kg à 1 an et 115 kg à 2 ans. De même, leurs prix de revient alimentaires par kg de gain étaient très variables.

Prenant ainsi conscience que l'élevage de génisses était un secteur négligé et à améliorer, ils arrivèrent à constater qu'il fallait commencer par améliorer les bâtiments et se posèrent la question : faut-il investir individuellement ou collectivement ? Ils optèrent pour la seconde solution.

Le but poursuivi était, en outre, de pousser la spécialisation laitière dans les exploitations ainsi débarrassées de l'élevage des génisses.

### CONSTITUTION - STATUTS

Sur 17 membres du C.E.T.A., 9 décidèrent de créer cet atelier d'élevage en commun. L'étude du projet commença en 1966, par celle des bâtiments avec l'aide de la Maison Départementale de l'élevage. Puis, le Centre de gestion réalisa, avec la Maison de l'élevage, l'étude technico-économique du projet, cependant que les adhérents élaboraient peu à peu leur mode de fonctionnement. Ces études ont, de plus, été suivies de près par les services départementaux du Ministère de l'Agriculture.

Sur les conseils de la Caisse de Crédit Agricole, la forme coopérative fut retenue comme étant la mieux adaptée à l'objet du groupement, le nombre des adhérents étant presque le maximum autorisé pour les G.A.E.C., et les formes C.U.M.A. ou Syndicat d'élevage ne constituant pas une structure aussi valable.

Les parts sociales souscrites par les adhérents représentent leurs engagements en génisses à apporter dans l'étable commune. Ces engagements étaient initialement au nombre de 126, puis la plupart les diminuèrent par prudence et l'on tomba à 78, pour remonter à 150 par un effort demandé à chacun. Mais cet effort a pesé lourd sur ceux qui avaient continué à jouer le jeu, d'où une distorsion entre les souscriptions et les apports réels : ainsi l'on constatait, en mai 1970, que 138 veaux étaient entrés pour 150 souscriptions mais que, par exemple, un adhérent avait apporté 11 veaux pour 20 parts et un autre 29 veaux pour 14 parts.

Le démarrage de la coopérative eut lieu en octobre 1970, avec au capital social 55.050 francs.

Le terrain a été acheté à un agriculteur exploitant 14 ha; il est devenu le salarié de la coopérative.

### FONCTIONNEMENT

Les statuts sont assortis d'un règlement intérieur et d'un règlement technique très précis. En voici les grandes lignes :

### Règlement intérieur

- état sanitaire des animaux entrants;
- assurance mortalité (auto-assurance);
- fourniture de produits fourragers par les associés;
- engagements de fourniture;
- paiements par les associés (prélèvements automatiques sur leurs comptes bancaires).

### Règlement technique

Obligations du sociétaire :

- tenue des fiches d'étable, collectives et individuelles;
- traitements sanitaires imposés, contrôle laitier et contrôle de croissance;
- utilisation de taureaux inscrits au Merd-book;
- soins aux génisses revenant de l'étable collective et aux vaches laitières.

Obligations de la coopérative :

- tenue des fiches individuelles, pesées régulières des animaux (tous les 45 jours);
- alimentation (déterminée par une commission technique);
- traitements sanitaires.

Les animaux restent la propriété des exploitants, qui paient un prix de pension forfaitairement fixé chaque année (2,60 francs par jour en 1972) quel que soit l'âge de la reprise des animaux, plus une participation aux frais généraux, basée sur le nombre d'engagements (parts sociales) et non sur celui des animaux réellement confiés à la coopérative (d'où une inégalité aggravant celle signalée ci-dessus). La facturation est mensuelle.

Les génisses sont reprises au printemps, au moment de la mise à l'herbe, de sorte que certaines restent 12 mois dans l'étable et d'autres 18 mois, selon les dates de vélages.

Si certains adhérents veulent vendre des génisses ou des mâles, ils doivent d'abord les proposer aux autres adhérents.

Une partie seulement de l'alimentation et de la paille est fournie par les adhérents, ainsi, en 1969 :

- 43 % du maïs ensilé provenait des adhérents;
- 42 % provenaient d'achats extérieurs;
- 15 % provenaient de terres louées par la coopérative au salarié (qui est exploitant).

Les aliments, à qualité égale, sont achetés au même prix aux adhérents qu'à l'extérieur (transports en moins). Ces achats d'aliments reviennent cher à la coopérative. Ainsi, en 1970 :

- foin de pré : 255 francs la tonne (transports compris)
- maïs à ensiler : 65 francs la tonne ( " " )
- paille : 130 francs la tonne ( " " )

Le travail est effectué par le salarié qui, de plus, cultive sa petite exploitation de 14 ha avec 10 vaches laitières. Il assure les soins et l'alimentation aux animaux mais il y a parfois certains problèmes, pour des travaux d'entretien général par exemple, du fait de la concurrence entre ses deux activités. "Il se considère trop comme un salarié" disent certains.

Les adhérents participent aussi effectivement au travail de leur coopérative : pesées tous les mois et demi (sous la direction du technicien de la Maison de l'élevage, tatouage des animaux, désinfection, déchargement de foin et de paille, ensilage ... Pour le curage du fumier, et en partie pour l'ensilage, la coopérative a recours à une entreprise. Tout leur temps est compté, ainsi que celui du matériel qu'ils utilisent pour leur coopérative et est rémunéré ainsi que leurs déplacements (cela a représenté 2.040 francs en 1970, dont 220 heures de travail à 4 francs par heure). Le président dirige et surveille le salarié et l'ensemble et reçoit pour cela une indemnité forfaitaire.

Les responsabilités sont partagées entre les adhérents par commissions :

- alimentation;
- aménagement des bâtiments;
- apports d'aliments grossiers;
- facturations, comptabilité.

L'ensemble des adhérents se réunissent 5 à 6 fois par an, ils se réunissent tous les mois au départ.

### ENVIRONNEMENT

La coopérative a été critiquée au départ. Maintenant cela s'est passé.

Une coopérative analogue s'est montée récemment, à son exemple, dans un département voisin. Mais des éleveurs la continuent en prenant les génisses à 12 ou 18 mois et en ne les rendant à leur propriétaire qu'un mois avant le vêlage.



### AVANTAGES - INCONVENIENTS

La coopérative a atteint ses objectifs, le nombre d'animaux reçus en pension et les effectifs des vaches des adhérents en témoignent :

|         |                    |  |
|---------|--------------------|--|
| 1968-69 | : 115 veaux entrés | - 243 vaches chez 9 adhérents                          |
| 1969-70 | : 120 veaux entrés | - 281 vaches chez 9 adhérents                          |
| 1970-71 | : 145 veaux entrés | - 320 vaches chez 8 adhérents (1 produit de la viande) |

Les adhérents ont non seulement augmenté leurs troupeaux mais aussi leur production laitière : 2.546 litres/ha fourrager en 1968 et 2.992 litres/ha en 1970. La moyenne de la région est de 2.850 litres/ha en 1970. Il faut souligner que 4 n'ont pas amélioré leur production et que les 4 autres sont arrivés à près de 3.800 litres/ha. En fait, les troupeaux sont constitués de plus de génisses que la normale et l'effet du meilleur élevage des génisses se fait à peine sentir.

On peut ajouter à ce bilan positif la libération ressentie par les éleveurs vis-à-vis d'un élevage qu'ils avaient tendance à négliger.

En contrepartie, il faut mesurer ce que la coopérative a réellement apporté à ses adhérents, puisque c'est sa seule raison d'exister. C'est ce que le Centre de gestion a fait dans une étude réalisée en fin 1970. Résumons-en rapidement les conclusions : malgré une augmentation du produit total, les revenus moyens n'ont pas augmenté, ils sont donc en baisse chez certains. L'augmentation de produit est due, pour une part appréciable, à l'estimation plus forte des génisses, par suite du coût plus fort de leur élevage. Seules les exploitations ayant de bonnes productions laitière et fourragère peuvent tirer un bénéfice de coût assez élevé de l'élevage des génisses : la pension moyenne d'une génisse coûte 1.400 francs pour 13 mois et demi d'élevage, d'où un prix de revient de près de 2.000 francs (veau compris) à l'âge de la première saillie, ce qui est au-dessus de la moyenne des cours, sauf pour les animaux de haute qualité.

En fait, 4 élevages seulement sur 9 sont assez intensifs pour tirer profit de l'investissement lourd que représente la coopérative. De plus, il y a pour tous des difficultés de trésorerie dues à l'augmentation d'effectif des troupeaux et aux nouvelles dépenses d'élevage.

Peut-être peut-on concevoir quelques craintes pour l'avenir du fait de cette divergence dans l'évolution des exploitations. Mais il n'y a, actuellement, aucune opposition au sein de la coopérative entre les éleveurs.

### CONCLUSION

La formule est sans doute excellente, mais un peu lourde dans sa structure. Peut-être, et les promoteurs y pensent, y aurait-il avantage à travailler sur un plus grand nombre d'animaux pour réduire certaines charges de structure. Cependant, celles-ci ne représentent que 25 % des charges totales et il est douteux que l'on puisse les réduire de façon très sensible.

Ce qui alourdit le prix de revient est certainement l'achat des aliments à des cours élevés et souvent assez loin du lieu de consommation. Et puis, ici tout est compté, y compris la main-d'oeuvre et l'amortissement des bâtiments. Or, dans l'élevage "chez soi" l'on ne compte pas toutes ces charges, du moins à leur juste valeur : nous avons là la démonstration que le prix de revient d'une bête d'élevage est plus élevé qu'on ne l'estime généralement.

Quoiqu'il en soit, la formule ne peut être recommandée que s'il y a, parallèlement, une intensification très nette dans les élevages des adhérents.

On peut penser que la limitation de l'élevage en commun à 3 mois, comme dans les nursery, ou la spécialisation d'éleveurs qui prennent chez eux les génisses pour le compte de producteurs de lait avec qui ils sont associés, sont des solutions plus simples et moins onéreuses. Elles sont d'ailleurs très répandues dans ces régions.

### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Elevage de génisses de reproduction et de veaux mâles.

Nous pouvons faire la même observation que pour le Groupement XXXIV puisque ce groupement partiel ne produit pas, mais réalise une étape de la production des associés.

Par contre, nous avons décrit, ci-dessus, sous le titre "Avantages - Inconvénients", l'intérêt économique qu'il présente pour certains associés, grâce à l'augmentation de la productivité de leurs exploitations.

Rappelons les conclusions de l'étude effectuée par le Centre de Gestion : le coût supplémentaire dû à cet atelier commun est valorisé par les seuls élevages qui ont réussi à améliorer sensiblement leur production laitière et leur productivité fourragère.

L'atelier lui-même équilibre tout juste ses charges, car il facture la pension au plus juste prix.

GROUPEMENT PARTIEL N° XXXIX

Fiche technico-économique

|                                     | 1969<br>(14 mois) | 1970     | 1971     |                        |         |
|-------------------------------------|-------------------|----------|----------|------------------------|---------|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |                   |          |          |                        |         |
| Produit d'exploitation (en francs)  |                   |          |          |                        |         |
| Pension d'animaux                   | 128,263           | 184,707  | 207,451  |                        |         |
| Stocks d'aliments produits          | 3,054             |          |          |                        |         |
| Divers                              | 670               | 423      | 1,380    |                        |         |
| Total                               | 131,987           | 185,130  | 208,831  |                        |         |
| par ha S.A.U.                       |                   |          |          |                        |         |
| Répartition en %                    |                   |          |          |                        |         |
| Charges réelles                     |                   |          |          |                        |         |
| Approvisionnements                  | 86,378            | 133,452  | 127,586  |                        |         |
| Amortissements matériel             | 12,321            | 14,214   | 14,600   |                        |         |
| Amortissements foncier              |                   |          |          |                        |         |
| Fermege                             | 540               | 566      | 540      |                        |         |
| Charges salariales                  | 13,409            | 14,968   | 20,387   |                        |         |
| Autres charges réelles              | 17,794            | 28,210   | 29,668   |                        |         |
| Frais financiers                    | 7,280             | 9,611    | 9,874    |                        |         |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 9,300             | 9,400    | 8,500    |                        |         |
| Valeur locative                     | 540               | 566      |          |                        |         |
| Revenu d'exploitation brut          | 27,815            | 23,468   | 51,577   |                        |         |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |                   |          |          |                        |         |
| Revenu d'exploitation net           | 15,494            | 9,254    | 36,977   |                        |         |
| Revenu du travail                   | 5,654             | 0        | 29,017   |                        |         |
| Revenu du travail par U.T.A.        |                   |          |          |                        |         |
| Revenu du travail familial          |                   |          | 8,630    |                        |         |
|                                     | 31/12/69          | 31/12/70 | 31/12/71 |                        |         |
| BILAN - Actif Terrain               | 11,500            | 11,500   | 11,500   | Investissements :      |         |
| Frais d'établissement               | 2,579             | 1,934    | 1,290    | Frais d'établissement  | 3,224   |
| Bâtiments                           | 186,314           | 176,636  | 164,296  | Terrain                | 11,500  |
| Matériel                            | 2,356             | 2,546    | 6,383    | Construction et abords | 197,728 |
| Cheptel vif                         |                   |          |          | Total                  | 212,452 |
| Titres de participation             | 2,260             | 2,260    | 2,260    |                        |         |
| Capital circulant                   | 113,157           | 151,609  | 133,373  |                        |         |
| Actif brut                          | 318,166           | 346,485  | 319,102  |                        |         |
| - Passif                            |                   |          |          |                        |         |
| Capital propre                      | 55,050            | 55,175   | 55,050   | Financement :          |         |
| Subventions d'équipement            |                   | 79,380   | 85,050   | Subvention             | 79,380  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 121,200           | 111,944  | 92,020   | Emprunt                | 121,200 |
| Dettes et C.T.                      | 147,627           | 108,974  | 90,278   |                        |         |
| Comptes associés                    |                   |          |          |                        |         |
| Résultats                           | - 5,711           | - 8,988  | - 3,296  |                        |         |
| RENDEMENTS                          |                   |          |          |                        |         |
| Nombre de jours de pension          | 45,421            | 54,916   | 58,701   |                        |         |
| Coût de la pension par jour :       |                   |          |          |                        |         |
| - charges fixes (en fra)            | 1,1001            | 0,9198   | 1,0168   |                        |         |
| - coût direct                       | 1,9319            | 2,4376   | 2,4334   |                        |         |
| (dont aliments)                     | (1,6794)          | (2,2055) | (2,0982) |                        |         |

G.A.E.C. PARTIEL XL (18)

Production de veaux de boucherie

ASSOCIES

Ce sont deux exploitants, non parents entre eux :

- A : 38 ans - 20 ha;
- B : 37 ans - 11 ha.

Donc, deux petites exploitations dans une région d'élevage.

COLLABORATION ANTERIEURE

Les associés s'entraidaient fréquemment pour leurs autres productions.

MOTIVATION - CREATION

C'est la recherche de l'amélioration du revenu d'exploitations trop petites par la création d'un atelier hors-sol important.

L'associations a six ans d'existence. Elle a choisi la forme de G.A.E.C. partiel en 1968 afin d'avoir un statut juridique.

Les deux associés ont apporté le même capital : 7.500 francs chacun au départ, ce qui était un autofinancement très faible par rapport à l'investissement réalisé (100.000 francs). Les résultats sont partagés par moitié.

FONCTIONNEMENT

Les deux associés sont gérants et se partagent, à égalité, tout le travail de direction et d'exécution : ils s'efforcent d'équilibrer constamment leurs participations à l'alimentation et aux soins des animaux.

La vente des veaux (420 par an) est faite par contrat à un groupement de producteurs. De même, pour l'achat de lait reconstitué, le G.A.E.C. est lié à une coopérative. Mais ils achètent leurs veaux sans contrat.

AVANTAGES - INCONVENIENTS

Les associés se sont toujours bien entendus et il n'y a pas de difficultés entre eux. Economiquement, le G.A.E.C. leur apporte un complément de revenu appréciable, malgré certaines années plus difficiles et en dépit des annuités d'emprunts assez importantes.

## ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

### Production de veaux de boucherie

Nous n'avons, malheureusement, à notre disposition que le résultat du dernier des six premiers exercices. Mais, à défaut de juger l'évolution, nous pouvons constater que le revenu du travail se monte à 10.000 francs par associé. Or, c'est un revenu supplémentaire, moyennant bien entendu un travail supplémentaire. Mais précisément les deux exploitations cherchaient à compenser une surface trop petite par une production hors-sol.

L'association leur a permis de réaliser ce projet et de s'entraider pour assurer le travail supplémentaire, dans des conditions rationnelles, grâce à une dimension suffisante de l'atelier.

GROUPEMENT PARTIEL N° XL

2 associés  
1971

Fiche technique-économique

|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
|-------------------------------------|---------|------------------------------------|--|--|--|--|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |         |                                    |  |  |  |  |
| Produit d'exploitation (en francs)  |         |                                    |  |  |  |  |
| Ventes de veaux de boucherie        | 452,095 | soit 420 veaux par an (3 fois 140) |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| Total                               | 452,095 |                                    |  |  |  |  |
| par ha S.A.U.                       |         |                                    |  |  |  |  |
| Répartition en %                    |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| Charges réelles                     |         |                                    |  |  |  |  |
| Approvisionnements                  | 398,873 |                                    |  |  |  |  |
| Amortissements matériel             | 1,974   |                                    |  |  |  |  |
| Amortissements foncier              | 11,131  |                                    |  |  |  |  |
| Fermage                             | -       |                                    |  |  |  |  |
| Charges salariales                  | -       |                                    |  |  |  |  |
| Autres charges réelles              | 4,200   |                                    |  |  |  |  |
| Frais financiers                    | 7,291   |                                    |  |  |  |  |
| Intérêt du capital d'exploitation   | 16,000  |                                    |  |  |  |  |
| Valeur locative                     | 11,131  |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| Revenu d'exploitation brut          | 49,022  |                                    |  |  |  |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |         |                                    |  |  |  |  |
| Revenu d'exploitation net           | 47,048  |                                    |  |  |  |  |
| Revenu du travail                   | 19,917  |                                    |  |  |  |  |
| Revenu du travail par U.T.A.        |         |                                    |  |  |  |  |
| Revenu du travail familial          | 19,917  |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| BILAN - Actif                       |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| Bâtiments                           | 52,682  |                                    |  |  |  |  |
| Matériel                            | 7,620   |                                    |  |  |  |  |
| Cheptel vif                         | 121,486 |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| Capital circulant                   | 137,095 |                                    |  |  |  |  |
| Actif brut                          | 318,883 |                                    |  |  |  |  |
| - Passif                            |         |                                    |  |  |  |  |
| Capital propre                      | 100,747 |                                    |  |  |  |  |
| Subventions d'équipement            |         |                                    |  |  |  |  |
| Emprunts L.T. et M.T.               | 60,844  |                                    |  |  |  |  |
| Dettes et C.T.                      | 129,780 |                                    |  |  |  |  |
| Comptes d'associés                  |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| Résultats                           | 27,512  |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
| RENDEMENTS                          |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |
|                                     |         |                                    |  |  |  |  |





G.A.E.C. PARTIEL XLI (18)

Production de divers fruits

ASSOCIES

Ce G.A.E.C. comprend 4 associés.

- A : 49 ans (à la création)
- B : 51 ans (à la création)

A et B sont frère et soeur et exploitent 12 ha ensemble.

- C : 39 ans - 16 ha;
- D : 38 ans - 14 ha.

C et D ne sont pas parents entre eux, ni avec A et B.

Les associés travaillaient en commun depuis longtemps par entraide et au sein d'une C.U.M.A.

MOTIFS DE LA CREATION - EVOLUTION

En 1966, la S.A.F.E.R. a rétrocédé une exploitation de 18 ha 50 et a demandé qu'elle ne soit pas démembrée. Les 4 associés l'ont donc achetée en commun, avec 11 ha 50 qu'ils ont achetés et loués par ailleurs pour constituer une exploitation annexe à leurs trois exploitations propres. Ils ont été aidés, dans leur création, par la S.A.F.E.R. et par le syndicalisme agricole.

Au départ, leur intention était d'élever un troupeau de bovins pour la viande, avec 26 ha de cultures fourragères (34 boeufs) et 4 ha de noyers.

Un an après la création, par suite d'une épidémie de brucellose, et voulant à cette occasion intensifier la production, ils ont commencé à éliminer les bovins et à produire des fraises et des framboises.

Actuellement, framboises, fraises et noix représentent 97 % du produit total.

ORGANISATION - TRAVAIL

Les associés travaillent toujours ensemble, ceci pour presque 80 % de leur temps. Ils n'ont recours à de l'aide extérieure que pour certaines périodes de pointe, lors des récoltes.

Le capital est partagé en 3 parts égales : A + B, C et D.

Les associés ont réinvesti tous leurs résultats jusqu'à présent, pour rembourser leurs emprunts fonciers.

#### AVANTAGES - DIFFICULTES

Les associés apprécient le travail en équipe, qu'ils jugent plus facile à bien organiser.

Ils ont eu des difficultés pour le financement de leur entreprises et obtenu difficilement les prêts du Crédit Agricole au départ.

Ils ne songent pas à fusionner l'ensemble de leurs exploitations.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

Production de fruits

Le résultat dont nous disposons (1971) est malheureusement déficitaire puisque le revenu du travail est inférieur aux charges salariales. Ce déficit est dû aux investissements importants (217.400 francs de bâtiments et plantations + 33.600 francs de matériel) dont la valeur locative et l'amortissement pèse lourdement sur les résultats.

Pour un produit de 132.600 francs, les charges d'approvisionnement et diverses ne sont, en effet, pas trop élevées et le revenu net d'exploitation se monte à 41.500 francs.

Mais il faut remarquer que ce groupement a très peu d'emprunts (10 % de son actif brut) et un capital propre important qui couvre à 100 % les immobilisations. De la sorte, le résultat comptable est plus élevé qu'il n'apparaît (30.300 francs) et le revenu disponible des associés atteint au moins la même valeur.

GROUPEMENT PARTIEL N° XLI

4 associés

Fiche technico-économique

|                                      | 1971    |  |                   |     |  |
|--------------------------------------|---------|--|-------------------|-----|--|
| COMPTE D'EXPLOITATION                |         |  |                   |     |  |
| Produit d'exploitation (en francs)   |         |  |                   |     |  |
| Fraises                              | 40.296  |  | S.A.U. (ha)       | 30  |  |
| Framboises                           | 64.533  |  |                   |     |  |
| Noix                                 | 22.787  |  | % en fermage      | 10  |  |
| Divers (veaux)                       | 5.160   |  | % en propriété    | 90  |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| Total                                | 132.596 |  | Associés (U.T.A.) | 3   |  |
| par ha S.A.U.                        | 4.440   |  | Salariés          | 0,3 |  |
| Répartition en %                     |         |  |                   |     |  |
| Fruits                               | 97      |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| Charges réelles                      |         |  |                   |     |  |
| Approvisionnements et autres charges | 85.878  |  |                   |     |  |
| Amortissements matériel              | 5.216   |  |                   |     |  |
| Amortissements foncier               | 7.823   |  |                   |     |  |
| Fermage                              | 3.700   |  |                   |     |  |
| Charges salariales                   | 4.000   |  |                   |     |  |
| Autres charges réelles               | /       |  |                   |     |  |
| Frais financiers                     | 915     |  |                   |     |  |
| Intérêt du capital d'exploitation    | 17.800  |  |                   |     |  |
| Valeur locative                      | 18.823  |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| Revenu d'exploitation brut           | 46.718  |  |                   |     |  |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U.  | 1.560   |  |                   |     |  |
| Revenu d'exploitation net            | 41.502  |  |                   |     |  |
| Revenu du travail                    | 1.179   |  |                   |     |  |
| Revenu du travail par U.T.A.         | -       |  |                   |     |  |
| Revenu du travail familial           | -       |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| BILAN - Actif                        |         |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| Bâtiments et plantations             | 217.401 |  |                   |     |  |
| Matériel                             | 32.938  |  |                   |     |  |
| Cheptel vif                          | 12.300  |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| Capital circulant                    | 95.126  |  |                   |     |  |
| Actif brut                           | 357.765 |  |                   |     |  |
| - Passif                             |         |  |                   |     |  |
| Capital propre                       | 268.841 |  |                   |     |  |
| Subventions d'équipement             |         |  |                   |     |  |
| Emprunts L.T. et M.T.                | 35.405  |  |                   |     |  |
| Dettes et C.T.                       | 23.219  |  |                   |     |  |
| Comptes d'associés                   |         |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| Résultats                            | 30.300  |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
| RENDEMENTS                           |         |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |
|                                      |         |  |                   |     |  |



G.A.E.C. PARTIEL XLII (20)

Production porcine (truies et engraissement) et  
production avicole (poulets de chair)

ASSOCIES

Ils sont deux et avaient 27 et 40 ans à la création (en 1969). Ils ne sont pas parents. Ils exploitent respectivement 40 et 55 ha.

COLLABORATION ANTERIEURE - MOTIVATION

Les deux exploitations s'entraidaient depuis longtemps pour l'ensemble de leurs travaux. Elles avaient créé, depuis plusieurs années, un atelier en commun pour la production porcine.

En automne 1968, les deux associés, avec l'aide du Centre de Gestion, ont décidé d'étendre leurs activités communes et de le faire dans le cadre d'un G.A.E.C. partiel, cadre qui leur a paru très adapté à leur cas.

ENVIRONNEMENT

Ce G.A.E.C. partiel n'emploie pas de salarié, ce sont les associés qui assurent le travail eux-mêmes. L'un surveille plus spécialement la conduite des élevages (rations, aspects sanitaires) et assure le secrétariat, l'autre faisant davantage du travail d'exécution et s'occupant de l'entretien.

Les résultats sont partagés par moitié.

ENVIRONNEMENT

Le G.A.E.C. travaille sous contrat avec des groupements de producteurs, tant pour les porcs que pour les poulets.

AVANTAGES

Les associés estiment que la conduite de l'atelier en commun est beaucoup plus sûre du fait de l'obligation de peser les décisions à deux. D'autre part, ils constatent que le fait d'être en G.A.E.C. oblige à porter plus d'attention à l'exécution du travail.

Ils estiment simplement, en contrepartie, qu'un G.A.E.C. à deux est un peu fragile : si l'un fait défaut tout craque et ils préféreraient être plusieurs.

#### ANALYSE DES RESULTATS ECONOMIQUES

##### Production porcine et avicole

Ce groupement partiel a augmenté sa production en trois années, passant de 10 truies et 300 porcs gras à 40 truies et 600 porcs. Malgré donc la suppression des 400 poules pondeuses, le produit est monté de 110.000 à 160.000 francs grâce, en particulier, à une amélioration des résultats techniques : 15 porcelets par truie en 1971, contre 10 en 1969.

Les investissements sont modestes (38.000 francs après amortissement en 1971).

Les charges ayant augmenté dans la même proportion, le revenu s'est accru et le groupement procure à chacun de ses deux associés un revenu de 26.000 francs (23.000 francs au démarrage).

Compte tenu du fait que cette production n'absorbe qu'une partie du temps de ces deux exploitants, et s'ajoute au revenu de leur propre exploitation, l'on peut donc conclure que cette association a amélioré très nettement le revenu de deux exploitations de dimension moyenne.

GROUPEMENT PARTIEL N° XLII

Fiche technico-économique

|                                     | 1969             | 1971             |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| COMPTE D'EXPLOITATION               |                  |                  |
| Produit d'exploitation              |                  |                  |
|                                     |                  |                  |
|                                     |                  |                  |
|                                     |                  |                  |
| Total (francs)                      | 110.000          | 160.000          |
| par ha S.A.U.                       |                  |                  |
| Répartition en %                    |                  |                  |
| Production                          | 10 truies        | 40 truies        |
|                                     | 300 porcs gras   | 600 porcs gras   |
|                                     | 11.000 porcelets | 11.000 porcelets |
|                                     | 400 pondeuses    | -                |
| Charges réelles                     |                  |                  |
| Approvisionnements                  | 61.150           | 94.750           |
| Amortissements matériel             | 2.600            | 13.200           |
| Amortissements foncier              |                  |                  |
| Fermage                             |                  |                  |
| Charges salariales                  |                  |                  |
| Autres charges réelles              |                  |                  |
| Frais financiers                    | 550              | 2.600            |
| Intérêt du capital d'exploitation   |                  |                  |
| Valeur locative                     |                  |                  |
| Revenu d'exploitation brut          | 48.850           | 65.250           |
| Revenu d'exploitation par ha S.A.U. |                  |                  |
| Revenu d'exploitation net           | 46.250           | 52.050           |
| Revenu du travail                   | 46.250           | 52.050           |
| Revenu du travail par U.T.A.        |                  |                  |
| Revenu du travail familial          | 46.250           | 52.050           |
|                                     |                  |                  |
| BILAN - Actif                       |                  |                  |
|                                     |                  |                  |
| Matériel                            | 20.840           | 37.860           |
| Cheptel vif                         | 30.800           | 52.000           |
| Titres de participation             | 1.250            | 1.250            |
| Capital circulant                   | 10.000           | 10.000           |
| Actif brut                          | 62.890           | 101.110          |
| - Passif                            |                  |                  |
| Capital propre                      | 10.000           | 15.000           |
| Subventions d'équipement            |                  |                  |
| Emprunts L.T. et M.T.               |                  |                  |
| Dettes et C.T.                      | 40.000           | 60.000           |
| Comptes d'associés                  |                  |                  |
| Résultats                           | 12.890           | 26.110           |
|                                     |                  |                  |
| RENDEMENTS                          |                  |                  |
|                                     |                  |                  |
| Porcelets par truie/an              | 10               | 15               |
|                                     |                  |                  |





## TABLE DES MATIERES

### Pages

|                    |   |
|--------------------|---|
| Avant-propos ..... | 3 |
|--------------------|---|

## CHAPITRE I - DESCRIPTION DES DIFFERENTES FORMES DE COLLABORATION

### INTRODUCTION

|  |    |
|--|----|
| - Le Mouvement "Agriculture de groupe" en France ..... | 7  |
| - Méthodes d'investigation - Sources .....             | 9  |
| - Regroupement des données par grandes régions .....   | 12 |
| - Représentativité des renseignements présentés .....  | 12 |

### A. FORMES SIMPLES DE COLLABORATION EN AGRICULTURE - SPECIALISATION D'EXPLOITATIONS

|   |    |
|---|----|
| I. Avertissement .....                              | 14 |
| II. Recensement effectué .....                      | 15 |
| III. Etude par production :                         |    |
| 1) Cultures .....                                   | 17 |
| 2) Elevages avicoles .....                          | 18 |
| 3) Production porcine .....                         | 20 |
| 4) Production de viande bovine .....                | 21 |
| 5) Eleveurs de génisses - producteurs de lait ..... | 22 |

### B. MISE EN COMMUN DE BRANCHES D'EXPLOITATION .....

|   |    |
|---|----|
| Place des G.A.E.C. partiels .....         | 28 |
| Autres formes de groupements .....        | 30 |
| I. Productions bovine et ovine .....      | 31 |
| II. Porcheries en commun .....            | 35 |
| III. Ateliers communs en aviculture ..... | 39 |
| IV. Productions végétales .....           | 40 |

### C. EXPLOITATION EN COMMUN .....

|                                 |    |
|---------------------------------|----|
| Législation .....               | 43 |
| Sources de renseignements ..... | 45 |

|  |     |
|--|-----|
| Plan détaillé de la partie descriptive des groupements<br>d'exploitation en commun .....                             | 48  |
| I. Aperçu sur les diverses formes de fusion complète ....  | 51  |
| 1. Surface .....   | 51  |
| 2. Nombre d'associés .....   | 56  |
| 3. Salariés .....  | 58  |
| 4. Age moyen des chefs d'exploitation .....  | 65  |
| 5. Différence entre Association de fait et Sociétés<br>civiles .....   | 65  |
| 6. Evaluation de la situation actuelle .....   | 67  |
| II. Les G.A.E.C. de fusion complète .....  | 67  |
| 1. Evolution .....   | 67  |
| 2. Caractère des exploitations associées .....   | 79  |
| 3. Productions des G.A.E.C. ....   | 88  |
| 4. Fonctionnement des G.A.E.C. ....  | 92  |
| <br><u>CHAPITRE II - EXPERIENCES ACQUISES GRACE AUX DIFFERENTES FORMES<br/>DE COLLABORATION ET RESULTATS OBTENUS</u> |     |
| INTRODUCTION .....   | 103 |
| A. <u>GROUPEMENTS DE FUSION COMPLETE</u> .....   | 106 |
| I. Description des exploitations associées .....   | 106 |
| II. Résultats économiques .....  | 111 |
| 1. Remarques préalables .....  | 114 |
| 2. Commentaire du tableau "Evolution économique des<br>groupements" .....  | 115 |
| 3. Synthèse .....  | 121 |
| B. <u>GROUPEMENTS DE FUSION PARTIELLE</u> .....  | 123 |
| I. Caractéristiques .....  | 123 |
| II. Résultats économiques .....  | 127 |
| a) ceux qui représentent une extension en commun de la<br>production .....   | 128 |
| b) ceux qui résultent de la mise en commun d'une par-<br>tie des exploitations .....                                 | 130 |
| c) Conclusions d'ensemble .....  | 131 |

CHAPITRE III - ANALYSE DES FACTEURS FAVORISANT LA FORMATION ET LE  
DEVELOPPEMENT DE FORMES DE COLLABORATION, ANALYSE  
DES FACTEURS AYANT CONDUIT A LEUR ECHEC

|   |     |
|---|-----|
| INTRODUCTION .....  | 135 |
| <u>A. FACTEURS EXTERNES AUX EXPLOITATIONS</u>   |     |
| I. Dispositions légales, réglementaires ou administrati-<br>ves .....   | 136 |
| II. Statut fiscal favorable ou défavorable aux groupements  | 139 |
| III. Orientation de la politique poursuivie par les ins-<br>tances nationales, régionales, professionnelles .....                                   | 140 |
| IV. Aides financières accordées .....   | 142 |
| V. Comment les agriculteurs sont-ils préparés à de tel-<br>les formes de collaboration .....  | 143 |
| VI. Influence géographique : localisation des exploita-<br>tions par rapport à un centre rural important ou<br>urbain, voies de communication ..... | 146 |
| VII. Problème foncier (disponibilités de terres agricoles,<br>etc...) .....   | 147 |
| VIII. Opinion de la population rurale .....   | 148 |
| IX. Conclusions relatives aux facteurs externes .....   | 149 |
| 1) Motivations .....  | 150 |
| 2) Facteurs qui facilitent ou freinent la création<br>des formes de collaboration .....   | 151 |
| 3) Facteurs qui exercent une influence positive ou<br>négative sur le fonctionnement du groupement .....  | 153 |
| <u>B. FACTEURS INTERNES RELATIFS AUX EXPLOITATIONS</u>  |     |
| I. Facteurs relatifs au fonctionnement de l'exploitation<br>fusionnée .....   | 154 |
| 1) Organisation interne et fonctionnement .....   | 154 |
| 2) Collégialité des décisions .....   | 157 |
| 3) Influence de la répartition du travail .....   | 160 |
| 4) Moyens techniques et financiers apportés par les<br>différents associés .....  | 161 |
| 5) Acquisition ou cession de parts agricoles .....  | 162 |
| 6) Présence d'ouvriers salariés au service de l'explo-<br>itation fusionnée .....   | 162 |
| 7) Rôle et opinion des épouses, des aidants, des membres<br>de la famille .....   | 163 |
| Conclusions concernant ces facteurs relatifs au fonc-<br>tionnement de l'exploitation fusionnée .....   | 165 |

|   | <u>Pages</u> |
|---|--------------|
| II. Autres facteurs internes .....  | 168          |
| 1) Existence ou non de projets, concrets, réalistes et traduisant une certaine conception sur la finalité de la collaboration - Motivation .....  | 168          |
| 2) Perspective d'avenir entrevue par les associés : avantages et inconvénients .....  | 168          |
| 3) Age des associés .....   | 170          |
| 4) Mobilité et promotion éventuelle de la main-d'oeuvre .....   | 170          |
| 5) Facteurs sociaux .....   | 171          |
| 6) Importance économique et superficie des exploitations qui ont fusionné .....   | 172          |
| 7) Niveau de formation des associés : scolaire et technique .....   | 173          |
| Conclusions relatives aux autres facteurs internes ....   | 173          |
| <br><u>CHAPITRE IV - ANALYSE DES POSSIBILITES QU'OFFRE LA COLLABORATION, NOTAMMENT PAR RAPPORT AU DEVELOPPEMENT DES EXPLOITATIONS INDIVIDUELLES EN VUE DE L'AMELIORATION DES STRUCTURES</u> |              |
| I. Possibilités offertes .....  | 177          |
| 1) Les formes simples de collaboration entre exploitations .....  | 177          |
| 2) Les mises en commun de branches d'exploitation .....   | 181          |
| 3) Exploitation en commun .....   | 185          |
| a) Au point de vue des surfaces par travailleur .....   | 186          |
| b) Au point de vue de la dimension des unités de production .....   | 187          |
| c) Au point de vue de l'amélioration du revenu .....  | 188          |
| 4) En outre, les fusions provoquent une meilleure adaptation aux conditions de l'agriculture moderne .....  |              |
| II. Moyens à mettre en oeuvre sur les différents plans .....  | 190          |
| 1) Confrontation des expériences, études et recherches ...  | 191          |
| 2) Actions auprès de l'ensemble des agriculteurs .....  | 191          |
| 3) Actions auprès des groupements .....   | 193          |
| a) Tout d'abord une formation sur divers plans .....  | 193          |
| b) Egalement un soutien des groupements dans leur constitution et leur fonctionnement .....   | 194          |
| 4) Moyens financiers .....  | 195          |
| ANNEXES .....   | 199          |

# Informations internes sur L'AGRICULTURE

|       |  | Date          | Langues                              |
|-------|--|---------------|--------------------------------------|
| N° 1  | Le boisement des terres marginales   | juin 1964     | F <sup>(1)</sup><br>D <sup>(1)</sup> |
| N° 2  | Répercussions à court terme d'un alignement du prix des céréales dans la CEE en ce qui concerne l'évolution de la production de viande de porc, d'œufs et de viande de volaille  | juillet 1964  | F <sup>(1)</sup><br>D <sup>(1)</sup> |
| N° 3  | Le marché de poissons frais en république fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas et les facteurs qui interviennent dans la formation du prix du hareng frais                       | mars 1965     | F <sup>(1)</sup><br>D <sup>(1)</sup> |
| N° 4  | Organisation de la production et de la commercialisation du poulet de chair dans les pays de la CEE  | mai 1965      | F <sup>(1)</sup><br>D <sup>(1)</sup> |
| N° 5  | Problèmes de la stabilisation du marché du beurre à l'aide de mesures de l'Etat dans les pays de la CEE  | juillet 1965  | F<br>D                               |
| N° 6  | Méthode d'échantillonnage appliquée en vue de l'établissement de la statistique belge de la main-d'œuvre agricole  | août 1965     | F <sup>(1)</sup><br>D <sup>(2)</sup> |
| N° 7  | Comparaison entre les «trends» actuels de production et de consommation et ceux prévus dans l'étude des perspectives «1970»<br>1. Produits laitiers 2. Viande bovine 3. Céréales | juin 1966     | F <sup>(1)</sup><br>D                |
| N° 8  | Mesures et problèmes relatifs à la suppression du morcellement de la propriété rurale dans les Etats membres de la CEE   | novembre 1965 | F <sup>(1)</sup><br>D                |
| N° 9  | La limitation de l'offre des produits agricoles au moyen des mesures administratives   | janvier 1966  | F<br>D                               |
| N° 10 | Le marché des produits d'œufs dans la CEE  | avril 1966    | F <sup>(1)</sup><br>D <sup>(1)</sup> |
| N° 11 | Incidence du développement de l'intégration verticale et horizontale sur les structures de production agricole – Contributions monographiques                                    | avril 1966    | F <sup>(1)</sup><br>D                |
| N° 12 | Problèmes méthodologiques posés par l'établissement de comparaisons en matière de productivité et de revenu entre exploitations agricoles dans les pays membres de la CEE        | août 1966     | F <sup>(1)</sup><br>D                |
| N° 13 | Les conditions de productivité et la situation des revenus d'exploitations agricoles familiales dans les Etats membres de la CEE   | août 1966     | F<br>D                               |
| N° 14 | Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – «bovins – viande bovine»   | août 1966     | F<br>D                               |
| N° 15 | Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – «sucre»  | février 1967  | F<br>D <sup>(1)</sup>                |
| N° 16 | Détermination des erreurs lors des recensements du bétail au moyen de sondages   | mars 1967     | F <sup>(1)</sup><br>D <sup>(3)</sup> |

(1) Epuisé.

(2) La version allemande est parue sous le n° 4/1963 de la série «Informations statistiques» de l'Office statistique des Communautés européennes.

(3) La version allemande est parue sous le n° 2/1966 de la série «Informations statistiques» de l'Office statistique des Communautés européennes.

|       |  | Date           | Langues               |
|-------|--|----------------|-----------------------|
| N° 17 | Les abattoirs dans la CEE<br>I. Analyse de la situation  | juin 1967      | F<br>D                |
| N° 18 | Les abattoirs dans la CEE<br>II. Contribution à l'analyse des principales conditions de fonctionnement                         | octobre 1967   | F<br>D                |
| N° 19 | Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – « produits laitiers »                          | octobre 1967   | F<br>D <sup>(1)</sup> |
| N° 20 | Les tendances d'évolution des structures des exploitations agricoles<br>– Causes et motifs d'abandon et de restructuration     | décembre 1967  | F<br>D                |
| N° 21 | Accès à l'exploitation agricole  | décembre 1967  | F<br>D                |
| N° 22 | L'agrumiculture dans les pays du bassin méditerranéen<br>– Production, commerce, débouchés                                     | décembre 1967  | F<br>D                |
| N° 23 | La production de produits animaux dans des entreprises à grande capacité de la CEE – Partie I                                  | février 1968   | F<br>D                |
| N° 24 | Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – « céréales »                                   | mars 1968      | F<br>D                |
| N° 25 | Possibilités d'un service de nouvelles de marchés pour les produits horticoles non-comestibles dans la CEE                     | avril 1968     | F<br>D                |
| N° 26 | Données objectives concernant la composition des carcasses de porcs en vue de l'élaboration de coefficients de valeur          | mai 1968       | F<br>D                |
| N° 27 | Régime fiscal des exploitations agricoles et imposition de l'exploitant agricole dans les pays de la CEE                       | juin 1968      | F<br>D                |
| N° 28 | Les établissements de stockage de céréales dans la CEE<br>– Partie I   | septembre 1968 | F<br>D                |
| N° 29 | Les établissements de stockage de céréales dans la CEE<br>– Partie II  | septembre 1968 | F<br>D                |
| N° 30 | Incidence du rapport des prix de l'huile de graines et de l'huile d'olive sur la consommation de ces huiles                    | septembre 1968 | F<br>D                |
| N° 31 | Points de départ pour une politique agricole internationale  | octobre 1968   | F<br>D                |
| N° 32 | Volume et degré de l'emploi dans la pêche maritime   | octobre 1968   | F<br>D                |
| N° 33 | Concepts et méthodes de comparaison du revenu de la population agricole avec celui d'autres groupes de professions comparables | octobre 1968   | F<br>D                |
| N° 34 | Structure et évolution de l'industrie de transformation du lait dans la CEE  | novembre 1968  | F<br>D                |
| N° 35 | Possibilités d'introduire un système de gradation pour le blé et l'orge produits dans la CEE                                   | décembre 1968  | F<br>D                |
| N° 36 | L'utilisation du sucre dans l'alimentation des animaux<br>– Aspects physiologiques, technologiques et économiques              | décembre 1968  | F<br>D                |

(<sup>1</sup>) Epuisé.

|       |   | Date           | Langues               |
|-------|---|----------------|-----------------------|
| N° 37 | La production de produits animaux dans des entreprises à grande capacité de la CEE – Partie II  | février 1969   | F<br>D                |
| N° 38 | Examen des possibilités de simplification et d'accélération de certaines opérations administratives de remembrement   | mars 1969      | F<br>D                |
| N° 39 | Evolution régionale de la population active agricole<br>– I : Synthèse  | mars 1969      | F<br>D                |
| N° 40 | Evolution régionale de la population active agricole<br>– II : R.F. d'Allemagne   | mars 1969      | F<br>D                |
| N° 41 | Evolution régionale de la population active agricole<br>– III : Bénélux   | avril 1969     | F<br>D                |
| N° 42 | Evolution régionale de la population active agricole<br>– IV : France   | mai 1969       | F                     |
| N° 43 | Evolution régionale de la population active agricole<br>– V : Italie  | mai 1969       | F<br>D                |
| N° 44 | Evolution de la productivité de l'agriculture dans la CEE   | juin 1969      | F<br>D                |
| N° 45 | Situation socio-économique et perspectives de développement d'une région agricole déshéritée et à déficiences structurelles – Etude méthodologique de trois localités siciliennes de montagne | juin 1969      | F<br>I <sup>(1)</sup> |
| N° 46 | La consommation du vin et les facteurs qui la déterminent<br>I. R.F. d'Allemagne  | juin 1969      | F<br>D                |
| N° 47 | La formation de prix du hareng frais<br>dans la Communauté économique européenne  | août 1969      | F<br>D                |
| N° 48 | Prévisions agricoles<br>– I : Méthodes, techniques et modèles   | septembre 1969 | F<br>D                |
| N° 49 | L'industrie de conservation et de transformation de fruits et légumes dans la CEE   | octobre 1969   | F<br>D                |
| N° 50 | Le lin textile dans la CEE  | novembre 1969  | F<br>D                |
| N° 51 | Conditions de commercialisation et de formation des prix des vins de consommation courante au niveau de la première vente<br>– Synthèse, R.F. d'Allemagne, G.D. de Luxembourg                 | décembre 1969  | F<br>D                |
| N° 52 | Conditions de commercialisation et de formation des prix des vins de consommation courante au niveau de la première vente – France, Italie  | décembre 1969  | F<br>D en prép.       |
| N° 53 | Incidences économiques de certains types d'investissements structurels en agriculture – Remembrement, irrigation  | décembre 1969  | F                     |
| N° 54 | Les équipements pour la commercialisation des fruits et légumes frais dans la CEE<br>– Synthèse, Belgique et G.D. de Luxembourg, Pays-Bas, France   | janvier 1970   | F                     |

<sup>(1)</sup> Cette étude n'est pas disponible en langue allemande.

|       |  | Date           | Langues         |
|-------|--|----------------|-----------------|
| N° 55 | Les équipements pour la commercialisation des fruits et légumes frais dans la CEE<br>– R.F. d'Allemagne, Italie        | janvier 1970   | F               |
| N° 56 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>I. Autriche                              | mars 1970      | F<br>D          |
| N° 57 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>II. Danemark                             | avril 1970     | F<br>D          |
| N° 58 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>III. Norvège                             | avril 1970     | F<br>D          |
| N° 59 | Constatation des cours des vins de table à la production<br>I. France et R.F. d'Allemagne                              | mai 1970       | F<br>D          |
| N° 60 | Orientation de la production communautaire de viande bovine  | juin 1970      | F<br>D en prép. |
| N° 61 | Evolution et prévisions de la population active agricole   | septembre 1970 | F<br>D          |
| N° 62 | Enseignements à tirer en agriculture d'expérience des «Revolving funds»  | octobre 1970   | F<br>D          |
| N° 63 | Prévisions agricoles<br>II. Possibilités d'utilisations de certains modèles, méthodes et techniques dans la Communauté | octobre 1970   | F<br>D          |
| N° 64 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>IV. Suède                                | novembre 1970  | F<br>D          |
| N° 65 | Les besoins en cadres dans les activités agricoles et connexes à l'agriculture   | décembre 1970  | F<br>D          |
| N° 66 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>V. Royaume-Uni                           | décembre 1970  | F<br>D          |
| N° 67 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>VI. Suisse                               | décembre 1970  | F<br>D          |
| N° 68 | Formes de coopération dans le secteur de la pêche<br>I. Synthèse, R.F. d'Allemagne, Italie                             | décembre 1970  | F<br>D          |
| N° 69 | Formes de coopération dans le secteur de la pêche<br>II. France, Belgique, Pays-Bas                                    | décembre 1970  | F<br>D          |
| N° 70 | Comparaison entre le soutien accordé à l'agriculture aux Etats-Unis et dans la Communauté                              | janvier 1971   | F<br>D          |
| N° 71 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>VII. Portugal                            | février 1971   | F<br>D          |
| N° 72 | Possibilités et conditions de développement des systèmes de production agricole extensifs dans la CEE                  | avril 1971     | F<br>D          |
| N° 73 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>VIII. Irlande                            | mai 1971       | F en prép.<br>D |



|       |  | Date           | Langues                                       |
|-------|--|----------------|---|
| N° 74 | Recherche sur les additifs pouvant être utilisés comme révélateurs pour la matière grasse butyrique – Partie I   | mai 1971       | F <sup>(1)</sup><br>D en prép. <sup>(1)</sup> |
| N° 75 | Constatation de cours des vins de table<br>II. Italie, G.D. de Luxembourg  | mai 1971       | F<br>D en prép.                               |
| N° 76 | Enquête auprès des consommateurs sur les qualités de riz consommées dans la Communauté   | juin 1971      | F<br>D<br>I                                   |
| N° 77 | Surfaces agricoles pouvant être mobilisées pour une réforme de structure   | août 1971      | F<br>D  |
| N° 78 | Problèmes des huileries d'olive<br>Contribution à l'étude de leur rationalisation  | octobre 1971   | F<br>I  |
| N° 79 | Gestion économique des bateaux pour la pêche à la sardine – Recherche des conditions optimales<br>– Italie, Côte Méditerranéenne française<br>I. Synthèse  | décembre 1971  | F<br>I  |
| N° 80 | Gestion économique des bateaux pour la pêche à la sardine – Recherche des conditions optimales<br>– Italie, Côte Méditerranéenne française<br>II. Résultats des enquêtes dans les zones de pêche | décembre 1971  | F<br>I  |
| N° 81 | Le marché foncier et les baux ruraux<br>– Effets des mesures de réforme des structures agricoles<br>I. Italie  | janvier 1972   | F<br>D  |
| N° 82 | Le marché foncier et les baux ruraux<br>– Effets des mesures de réforme des structures agricoles<br>II. R.F. d'Allemagne, France   | janvier 1972   | F<br>D  |
| N° 83 | Dispositions fiscales en matière de coopération et de fusion d'exploitations agricoles<br>I. Belgique, France, G.D. de Luxembourg  | février 1972   | F   |
| N° 84 | Dispositions fiscales en matière de coopération et de fusion d'exploitations agricoles<br>II. R.F. d'Allemagne   | février 1972   | D   |
| N° 85 | Dispositions fiscales en matière de coopération et de fusion d'exploitations agricoles<br>III. Pays-Bas  | février 1972   | N   |
| N° 86 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>IX. Finlande   | avril 1972     | F<br>D  |
| N° 87 | Recherche sur les incidences du poids du tubercule sur la floraison du dahlia  | mai 1972       | F<br>D  |
| N° 88 | Le marché foncier et les baux ruraux<br>– Effets des mesures de réforme des structures agricoles<br>III. Pays-Bas  | juin 1972      | F<br>D  |
| N° 89 | Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale<br>X. Aperçu synoptique   | septembre 1972 | F en prép.<br>D                               |

(1) Etude adressée uniquement sur demande.

|        |   | Date           | Langues                                       |
|--------|---|----------------|---|
| N° 90  | La spéculation ovine  | Septembre 1972 | F<br>D en prép.                               |
| N° 91  | Méthodes pour la détermination du taux d'humidité du tabac  | Octobre 1972   | F<br>D en prép.                               |
| N° 92  | Recherches sur les révélateurs pouvant être additionnés au lait écrémé en poudre  | Octobre 1972   | F <sup>(1)</sup><br>D en prép. <sup>(1)</sup> |
| N° 93  | Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole<br>– I : Italie                                       | Novembre 1972  | F en prép.<br>D en prép.<br>I                 |
| N° 94  | Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole<br>– II : Benelux                                     | Décembre 1972  | F en prép.<br>D en prép.<br>N                 |
| N° 95  | Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole<br>– III : R.F. d'Allemagne                           | Décembre 1972  | F en prép.<br>D                               |
| N° 96  | Recherche sur les additifs pouvant être utilisés comme révélateurs pour la matière grasse butyrique – Partie II                   | Janvier 1973   | F <sup>(1)</sup><br>D en prép. <sup>(1)</sup> |
| N° 97  | Modèles d'analyse d'entreprises de polyculture-élevage bovin<br>– I : Caractéristiques et possibilités d'utilisation              | Janvier 1973   | F<br>D en prép.                               |
| N° 98  | Dispositions fiscales en matière de coopération et de fusion d'exploitations agricoles<br>– IV : Italie                           | Janvier 1973   | F<br>I  |
| N° 99  | La spéculation ovine<br>II. France, Belgique  | Février 1973   | F<br>D en prép.                               |
| N° 100 | Agriculture de montagne dans la région alpine de la Communauté<br>I. Bases et suggestions d'une politique de développement        | Février 1973   | F<br>D<br>I                                   |
| N° 101 | Coûts de construction de bâtiments d'exploitation agricole<br>– Etables pour vaches laitières, veaux et jeunes bovins à l'engrais | Mars 1973      | F en prép.<br>D                               |
| N° 102 | Crédits à l'agriculture<br>I. Belgique, France, G.D. de Luxembourg  | Mars 1973      | F<br>D  |
| N° 103 | La spéculation ovine<br>III. R.F. d'Allemagne, Pays-Bas   | Avril 1972     | F<br>D en prép.                               |
| N° 104 | Crédits à l'agriculture<br>II. R.F. d'Allemagne   | Avril 1973     | F en prép.<br>D                               |
| N° 105 | Agriculture de montagne dans la région alpine de la Communauté<br>II. France  | Mai 1973       | F<br>D  |
| N° 106 | Intégration verticale et contrats en agriculture<br>I. R.F. d'Allemagne   | Juin 1973      | F en prép.<br>D                               |
| N° 107 | Agriculture de montagne dans la région alpine de la Communauté<br>III. R.F. d'Allemagne   | Juin 1973      | F en prép.<br>D                               |

(<sup>1</sup>) Etude adressée uniquement sur demande.

|        |  | Date           | Langues                       |
|--------|--|----------------|-------------------------------|
| N° 108 | Projections de la production et de la consommation de produits agricoles<br>– « 1977 »<br>I. Royaume-Uni   | Août 1973      | F en prép.<br>D<br>E en prép. |
| N° 109 | Projections de la production et de la consommation de produits agricoles<br>– « 1977 »<br>II. Danemark, Irlande  | Août 1973      | F en prép.<br>D<br>E en prép. |
| N° 110 | Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole<br>IV. Synthèse  | Septembre 1973 | F<br>D en prép.               |
| N° 111 | Modèles d'analyse d'entreprises de polyculture-élevage bovin<br>II. Données technico-économiques de base.<br>Circonscription Nord-Picardie et région limoneuse du Limbourg belge | Septembre 1973 | F<br>D en prép.               |
| N° 112 | Consommation du vin et les facteurs qui le déterminent<br>II. Belgique   | Septembre 1973 | F en prép.<br>N               |
| N° 113 | Crédits à l'agriculture<br>III. Italie   | Octobre 1973   | F<br>I                        |
| N° 114 | Dispositions législatives et administratives concernant les résidus dans<br>le lait, les produits laitiers et les aliments pour le cheptel laitier                               | Octobre 1973   | F en prép.<br>D               |
| N° 115 | Analyse du marché du porcelet dans l'optique d'une stabilisation du mar-<br>ché du porc  | Octobre 1973   | F en prép.<br>D               |
| N° 116 | Besoins de détente en tant que facteurs pour le développement régional<br>et agricole  | Novembre 1973  | F                             |
| N° 117 | Projections de la production et de la consommation de produits agricoles<br>– « 1977 »<br>III. Italie  | Décembre 1973  | F<br>D en prép.               |
| N° 118 | Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production<br>agricole<br>V. France  | Décembre 1973  | F<br>D en prép.               |

